MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :

a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

RÉPONSE

Aucun organisme ou agence ne relève du MELS.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

a) le lieu;
b) le coût;
c) la ou les dates de participation;
d) le nombre de participants;
e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
f) le nom de la formation ou de l'activité.

RÉPONSE

Voir les tableaux joints (annexes A, B, C et D) pour le coût, le nombre de participants[1] et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité, tel que déclaré dans le Système de suivi des activités de développement (SADE). Le lieu de l'activité n'est pas une donnée disponible.

1. Inclut le personnel du Conseil supérieur de l'éducation, de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et le personnel affecté aux activités et aux programmes de l'enseignement supérieur, de la formation technique et de l'aide financière aux études du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Formation des gestionnaires
du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012

N° : 2
Annexe A

Date	Nombre	Titre de l'activité	Nom du fournisseur	Coût	Corps d'emploi
2012-04-10	1	Atelier d'intégration / Sécurité de l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-04-17	1	Adopter un style clair et simple à l'écrit	UNIVERSITÉ LAVAL	316,30 $	630
2012-04-17	1	PFGP Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	110,74 $	630
2012-04-17	1	Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3 985,00 $	630
2012-04-17	1	Rédigier avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	630
2012-04-23	1	Leadership en action gestionnaire de gestionnaires	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4 275,00 $	630
2012-05-01	1	Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3 985,00 $	630
2012-05-08	1	Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3 985,00 $	630
2012-05-14	1	Entrevue Structurée	Alliance des cadres de l'état	425,00 $	630
2012-05-17	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	630
2012-05-24	3	Colloque 2012 de la TRÉAQFP	TRÉAQFP - TABLE RESP. ÉDUC. ADULTES & FORM. PROF.	1 309,01 $	630
2012-05-25	1	Bien animer et gérer les réunions	QUALITEMPS INC	395,00 $	630
2012-05-25	2	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-05-27	1	35e session de perfectionnement	AQAIRS - ASS. QUÉB. ARÉNAS INST. RÉCRÉA/SPORTIVES	537,23 $	630
2012-05-28	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-05-29	1	Colloque: Premiers Peuples 2012	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	174,00 $	630
2012-05-29	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	630
2012-06-01	1	Planification et gestion stratégique	Alliance des cadres de l'état	425,00 $	630
2012-06-04	1	Session préparation à la retraite	CARRA	250,00 $	630
2012-06-05	1	Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3 985,00 $	630
2012-06-08	1	Gestion des commandes ministérielles & réponses	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-06-08	1	Journées des CA	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	449,00 $	630
2012-06-12	1	PFGP Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4 013,00 $	630
2012-09-10	2	Formation en communication	ÉVEIL CONSEIL	136,00 $	630
2012-09-18	5	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-09-26	5	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-09-28	1	Cercles de gestion interministériels	MSSS - MIN. DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	0,00 $	630
2012-10-10	1	Leadership en action gestionnaire de gestionnaires	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4 275,00 $	630
2012-10-15	2	Colloque CQSI	ASIQ ASS. DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU QC	1 186,00 $	630
2012-10-17	1	Leadership en action gestionnaire de gestionnaires	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	4 275,00 $	630
2012-10-24	2	Gestion de risques - Programme de perfectionnement	MUTUELLE DES MUNICIPALITÉS DU QC	164,20 $	630
2012-10-24	6	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-10-30	16	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-11-01	1	Atelier sur la santé mentale	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-11-01	3	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-11-01	1	Programme de formation à la gestion publique	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3 985,00 $	630
2012-11-06	2	Démarche et les principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	630
2012-11-08	2	Gestion de risques - Programme de perfectionnement	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	278,95 $	630

Formation des professionnels
1er avril 2012 au 30 novembre 2012

N° : 2
Annexe B

Date	Nombre	Titre de l'activité	Nom fournisseur	Coût	Corps d'emploi
2012-04-02	2	Profil 3, Blocs D-E-F	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	105
2012-04-03	1	Formation approche orientante & entrepreneuriat	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	13,86 $	123
2012-04-03	1	Hay- Évaluation des emplois d'encadrement	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	172,00 $	100
2012-04-03	1	Le gestionnaire: communicateur-stratège	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-04-03	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	103
2012-04-03	4	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	428,56 $	105
2012-04-03	2	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	214,28 $	108
2012-04-03	3	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	123
2012-04-04	1	Évaluation à des fins de développement	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1 700,00 $	105
2012-04-10	3	Atelier d'intégration / Sécurité de l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-04-10	1	Atelier d'intégration / Sécurité de l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-04-10	7	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	749,98 $	105
2012-04-10	2	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	214,28 $	108
2012-04-10	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	123
2012-04-10	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	133
2012-04-10	1	Sécurité au niveau de l'informatique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-04-10	1	Session préparation à la retraite	COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	250,00 $	105
2012-04-12	2	8e colloque du carrefour de la réussite	FC - FÉDÉRATION DES CÉGEPS	536,70 $	105
2012-04-13	2	Dossier modèle d'audit NAGR	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-04-13	1	Forum Vélo de montagne/ Modèle & Potentiel de dev.	MRC DES PAYS-D'EN-HAUT	205,43 $	105
2012-04-13	1	Pluralisme religieux: une convivialité possible?	CENTRE JUSTICE ET FOI	113,03 $	105
2012-04-16	1	Formation: Placement, niveau 1	ICRA - INSTITUT CAN. RETRAITE & AVANTAGES SOCIAUX	420,00 $	100
2012-04-17	8	Adopter un style clair et simple à l'écrit	UNIVERSITÉ LAVAL	2 801,80 $	123
2012-04-17	1	Rédigier avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	103
2012-04-17	7	Rédigier avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	749,98 $	105
2012-04-17	3	Rédigier avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	123
2012-04-18	2	Conférence utilisateurs SAS de Québec	CLUB DES UTILISATEURS DE SAS DU QUÉBEC	23,90 $	105
2012-04-18	1	L'énergie passe par une bonne santé - volet 1	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-04-18	2	Profil 3, Bloc F	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	105
2012-04-18	1	Renseignements complémentaires année financière	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-04-19	1	L'entrepreneuriat intégré à l'approche orientante	COMMISSION SCOLAIRE DU FER	25,05 $	105
2012-04-19	2	Quoi de neuf dans le manuel public?	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-04-20	1	Colloque Cap sur l'avenir	FORUM DES JEUNES	0,00 $	103
2012-04-23	2	Congrès des relations industrielles	UNIVERSITÉ LAVAL	1 200,00 $	100
2012-04-23	1	Dossier modèle d'analyse financière & opérations	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-04-24	1	Atelier d'intégration / Contexte juridique	DRH - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,00 $	100
2012-04-24	3	Atelier d'intégration / Contexte juridique	DRH - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,00 $	105
2012-04-24	1	Atelier d'intégration / Contexte juridique	DRH - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,00 $	108
2012-04-24	3	Atelier d'intégration / Contexte juridique	DRH - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,00 $	123
2012-04-25	1	Conception selon CNB 05 & modifications au CNB 10	CONTECH	575,00 $	186
2012-04-26	2	3e colloque sur la réussite éducative	CTREQ - CENTRE TRANSFERT RÉUSSITE ÉDUCATIVE	444,25 $	105

2012-04-26	2	Colloque du CTREQ	CTREQ - CENTRE TRANSFERT RÉUSSITE ÉDUCATIVE	1 836,73 $	105
2012-04-26	1	Congrès 2012 - AQIFGA	AQIFGA - ASS. QUÉB. INTERVENANTS FORM. GÉN. ADULTE	345,00 $	123
2012-04-30	2	Forum sur l'évolution des milieux de travail au QC	MTRAV - MINISTÈRE DU TRAVAIL	300,00 $	100
2012-05-01	1	Applications mobiles gouvernementales	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	360,00 $	108
2012-05-01	1	Via	SVI eSOLUTIONS INC.	0,00 $	123
2012-05-03	1	Microsoft Office - Excel 2007 - Intermédiaire	VERSALYS	829,57 $	105
2012-05-04	4	Directives & Pratiques Gestion RF Gestionnaires	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-05-04	1	L'enfant, un monde à reconnaître	REGROUPEMENT DES CPE MONTÉRÉGIE	1 064,10 $	105
2012-05-08	1	Initiation aux normes comptables du secteur public	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-05-08	1	La fiabilité des données financières	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-05-11	1	Séminaire du CNIPE	CARREFOUR NAT. INSERTION PROF. ENSEIGN.	105,63 $	105
2012-05-16	2	Directives & Pratiques Gestion RF Utilisateurs	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-05-16	7	Directives & Pratiques Gestion RF Utilisateurs	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-05-16	1	Mini-colloque sur les Électro-Technologies	AGPI - ASS. GESTIONNAIRES DES PARCS IMMOBILIERS	65,00 $	186
2012-05-16	6	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	642,84 $	105
2012-05-16	3	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	123
2012-05-17	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	100
2012-05-17	4	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	428,56 $	105
2012-05-17	2	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	214,28 $	108
2012-05-17	2	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	214,28 $	123
2012-05-18	3	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-05-18	2	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-05-22	4	Renseignements complémentaires année 2011-2012	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-05-23	1	Activité de suivi du PRPRS	FONDS DE RECHERCHE SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE	24,75 $	105
2012-05-23	1	Activité de suivi du PRPRS	FONDS DE RECHERCHE SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE	0,00 $	123
2012-05-23	1	Colloque des Services aux Étudiants du réseau UQ	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC - CAMPUS LÉVIS	22,75 $	105
2012-05-23	1	Gestion du temps, des activités et des priorités	QUALITEMPS INC	300,00 $	105
2012-05-24	2	Colloque 2012 de la TRÉAQFP	TRÉAQFP - TABLE RESP. ÉDUC. ADULTES & FORM. PROF.	1 052,62 $	105
2012-05-24	1	Colloque du présentiel à l'expérientiel	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	65,23 $	123
2012-05-25	1	Bien animer et gérer les réunions	QUALITEMPS INC	395,00 $	105
2012-05-25	1	Bien animer et gérer les réunions	QUALITEMPS INC	395,00 $	123
2012-05-25	1	Comment développer son intelligence émotionnelle	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-05-25	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	103
2012-05-25	3	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-05-25	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-05-28	2	Congrès annuel de l'ASSQ	ASS. DES STATIONS DE SKI DU QUÉBEC (ASSQ)	1 390,25 $	105
2012-05-28	1	Séance Info Régistre des entreprises	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	0,00 $	105
2012-05-28	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	104
2012-05-28	7	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-05-28	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108

2012-05-28	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-05-28	7	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-05-28	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-05-29	4	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	428,56 $	105
2012-05-29	4	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	428,56 $	108
2012-05-29	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	123
2012-05-30	1	Adobe Acrobat - Pro 10 - Sur mesure	VERSALYS	290,00 $	104
2012-05-30	1	Règlemention afférente; Loi sur les contrats	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	0,00 $	105
2012-05-30	1	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	100
2012-05-30	3	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-05-30	2	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-05-30	2	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-05-30	3	Symposium - Formation en éducation internationale	UNIVERSITÉ LAVAL	60,00 $	105
2012-05-30	1	Symposium - Formation en éducation internationale	UNIVERSITÉ LAVAL	20,00 $	123
2012-05-31	1	Sommet sur l'éducation publique au Québec	FCSQ - FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QC	300,00 $	105
2012-06-01	3	Forum des jeunes de la fonction publique QC	FORUM DES JEUNES	390,00 $	105
2012-06-04	7	Formation sur la rédaction des pochettes	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-06-05	1	Formation 100 jours	AXXIO	375,00 $	100
2012-06-05	1	Modèle de services à la petite enfance	CENTRE D'EXCELLENCE POUR LE DEV. DES JEUNES	600,30 $	105
2012-06-05	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	100
2012-06-05	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	104
2012-06-05	3	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	105
2012-06-05	4	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	428,56 $	108
2012-06-05	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	111
2012-06-05	2	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	214,28 $	123
2012-06-06	6	32e Colloque annuel de l'AQPC	AQPC - ASS. QUÉBÉCOISE DE PÉDAGOGIE COLLÉGIALE	1 938,98 $	105
2012-06-06	1	Colloque de l'AQICESH	AQICESH	340,00 $	105
2012-06-06	1	Séance d'information Gouvernement ouvert	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	17,26 $	104
2012-06-06	1	Session d'info sur les réalités autochtones	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	0,00 $	100
2012-06-07	1	Action concertée en cours: Persévérance scolaire	FONDS DE RECHERCHE SUR LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE	0,00 $	123
2012-06-08	3	Gestion des commandes ministérielles & réponses	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-06-08	4	Journées des CA	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-06-08	1	Journées des CA	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	108
2012-06-12	1	Forum sur la sécurité civile	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ CIVILE	50,00 $	123
2012-06-12	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	100
2012-06-12	5	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	535,70 $	105
2012-06-12	3	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	108
2012-06-12	3	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	123
2012-06-13	1	Microsoft Office - Excel 2007 - Intermédiaire	VERSALYS	220,00 $	105
2012-06-13	1	Microsoft Office - Excel 2007 - Intermédiaire	VERSALYS	220,00 $	123
2012-06-14	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	104
2012-06-14	3	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	105
2012-06-14	2	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	214,28 $	108

2012-06-14	3	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	123
2012-06-14	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	133
2012-06-18	1	Séance d'information Gouvernement ouvert	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	22,25 $	104
2012-06-21	2	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	108
2012-06-29	1	Formation linguistique (Anglais)	CARREFOUR DES LANGUES	843,20 $	123
2012-07-01	1	Doctorat en psychopédagogie	UNIVERSITÉ LAVAL	796,02 $	105
2012-07-01	1	Éthique et management public	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	292,36 $	123
2012-07-11	1	Microsoft Office - Excel 2077 - Intermédiaire	VERSALYS	110,00 $	123
2012-07-17	1	Formation In design - avancée	MULTIHEXA	738,40 $	104
2012-08-06	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	103
2012-08-08	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	105
2012-08-27	1	AIRHM - Congrès 2012	AIRHM - Ass. Inter. Rech. Pers. Handicap. Mentales	1 160,00 $	123
2012-09-01	1	Doctorat en psychopédagogie	UNIVERSITÉ LAVAL	906,03 $	105
2012-09-06	1	Cours d'anglais	CARREFOUR DES LANGUES	970,00 $	105
2012-09-06	2	Formation sur les assurances	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	0,00 $	100
2012-09-07	1	Conception et Réalisation d'activités de formation	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	318,30 $	123
2012-09-07	1	Formation sur la planification	RÉSEAU TRANS-TECH	10,75 $	105
2012-09-10	9	Communication consciente	ÉVEIL CONSEIL	612,00 $	100
2012-09-11	2	Conférence régionale: Nouvelles réalités vraiment?	INSTITUT CANADIEN	0,00 $	100
2012-09-12	1	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	103
2012-09-12	1	Groupe de codéveloppement interministériel	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	108
2012-09-12	1	Réseau des répondants du Projet de loi #21	OPQ - OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	0,00 $	100
2012-09-13	1	Congrès annuel de l'ACQ	APECQ - ASS. PATRONALE ENTREPRISES EN CONSTRUCTION	1 343,83 $	123
2012-09-13	3	Vitrine Technologique: Novell Zenworks Mobile MNG	NOVELL TRAINING SERVICES	0,00 $	108
2012-09-17	1	Bonification de l'aide financière	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-09-17	2	Bonification de l'aide financière	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-09-18	1	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	103
2012-09-18	1	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	100
2012-09-18	1	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	104
2012-09-18	6	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-09-18	2	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-09-18	12	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-09-19	2	Formation sur la bonification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-09-19	3	Formation sur la bonification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-09-20	1	Journée RH de l'Industrie touristique 2012	CQRHT - CONSEIL QC RESSOURCES HUMAINES TOURISME	95,75 $	123
2012-09-24	1	Formation SPE: Numérisation	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-09-24	1	Introduction au logiciel SAS	HARDY FORMATION	1 666,30 $	105
2012-09-25	1	Groupe de codéveloppement interministériel Qc	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-09-26	1	Administration des examens écrits	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	100
2012-09-26	2	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	100
2012-09-26	1	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	104

2012-09-26	4	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-09-26	1	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-09-26	8	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-09-26	1	Vitrine technologique: IBM	IBM CANADA LTÉE	0,00 $	108
2012-09-27	1	Formation sur les moisissures	CONTECH	605,00 $	186
2012-09-28	1	Colloque CSMO Textile	CSMO TEXTILE	68,70 $	123
2012-09-29	1	Colloque régional: Au delà des mots maux... l'action	COALITION D'AIDE AUX LGBT	85,00 $	123
2012-10-02	1	Etre plus stratégique dans vos rédactions	CLDC - CENTRE LEADERSHIP & DÉV. COMPÉTENCES	410,00 $	123
2012-10-03	1	AGPI - Colloque 2012 - Des bâtiments sains	AGPI - ASS. GESTIONNAIRES DES PARCS IMMOBILIERS	850,00 $	105
2012-10-03	6	Conférence annuelle du loisir municipal	ASS. QUÉBÉCOISE DU LOISIR MUNICIPAL	750,00 $	105
2012-10-03	3	Journée des acquisitions et des TIC 2012	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	531,00 $	108
2012-10-04	1	Fédération Qc du Loisir en Institution: Congès	FQLI - FÉDÉRATION QUÉB. DU LOISIR EN INSTITUTION	295,00 $	105
2012-10-09	1	Session de préparation à la retraite	CARRA	250,00 $	105
2012-10-10	1	Prog. Apprentissage prof en encadrement	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	3 400,00 $	108
2012-10-10	1	Rencontre nationale de l'Entrepreneuriat Québec	ENTREPRENEURIAT QUÉBEC	374,25 $	123
2012-10-10	2	Séminaire sur les placements	CARRA	0,00 $	100
2012-10-11	2	Formation sur la classification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	199,55 $	105
2012-10-11	1	Formation sur la classification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-10-11	1	Prise en compte des principes de dev. durable	MDDEP - MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRONNEMENT & PARCS	0,00 $	105
2012-10-12	1	Builder's Report (ORACLE)	AFI Expertise Inc.	1 950,00 $	108
2012-10-15	1	Colloque CQSI	ASIQ ASS. DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU QC	895,00 $	108
2012-10-15	1	Secouriste	ACADÉMIE PARAMÉDICALE DU QUÉBEC	0,00 $	100
2012-10-16	1	Gestion des fichiers électroniques	ACADÉMIE COMPU-FINDER	1 916,25 $	105
2012-10-17	1	Chantier de la culture	MDDEP - MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRONNEMENT & PARCS	20,00 $	105
2012-10-18	1	Microsoft Office - Access 2011 - Intermédiaire	VERSALYS	220,00 $	105
2012-10-18	1	Normes comptables du secteur public: Initiation	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-10-19	1	Groupe de codéveloppement interministériel	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	108
2012-10-22	1	Session de préparation à la retraite	CARRA	250,00 $	105
2012-10-24	3	13e conférence du club SAS Québec	CLUB DES UTILISATEURS DE SAS DU QUÉBEC	9,00 $	105
2012-10-24	1	13e conférence du club SAS Québec	CLUB DES UTILISATEURS DE SAS DU QUÉBEC	9,75 $	108
2012-10-24	1	Analye de la fiabilité des données financières	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-10-24	1	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	104
2012-10-24	3	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-10-24	2	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-10-24	2	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-10-24	1	Formation Développement Durable	CLUB DES UTILISATEURS DE SAS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-10-24	2	Gestion de risques - Programme de perfectionnement	MUTUELLE DES MUNICIPALITÉS DU QC	68,83 $	105
2012-10-24	1	Groupe de codéveloppement interministériel	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-10-24	1	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	104

2012-10-24	1	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-10-25	1	Immobilisations au gouvernement: initiation	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	105
2012-10-25	1	Présentation de l'offre de téléphonie IP	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	108
2012-10-25	1	Sommet de la FQPPU	FQPPU - FÉD. QUÉB. DES PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ	353,55 $	105
2012-10-25	5	Symposium 2012	INFORMATIQUE EBR	0,00 $	108
2012-10-30	2	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-11-01	10	Atelier sur la santé mentale	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	100
2012-11-01	1	Gestion de projet: Planification,	UNIVERSITÉ LAVAL	1 450,00 $	105
2012-11-01	2	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-11-06	1	Démarche et les principes de dév. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-11-07	1	Colloque du CRIBIQ	MDDEP - MIN. DÉV. DURABLE, ENVIRONNEMENT & PARCS	21,50 $	105
2012-11-08	1	Colloque du Chantier sur la saisonnalité	CQRHT - CONSEIL QC RESSOURCES HUMAINES TOURISME	153,94 $	123
2012-11-08	2	Séminaire patronal-syndical	SECRÉTARIAT - CONSEIL DU TRÉSOR	0,00 $	100
2012-11-09	1	Conférences Sport Leadership sportif	ACE - ASS. CANADIENNE DES ENTRAÎNEURS	525,23 $	105
2012-11-09	1	Site WEB du MELS: Géomatique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-11-09	1	Site WEB du MELS: Géomatique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-11-12	2	Rédaction d'un dossier d'affaires	CLDC - CENTRE LEADERSHIP & DÉV. COMPÉTENCES	990,00 $	108
2012-11-13	1	Journée des admissions - formation professionnelle	COMMISSION SCOLAIRE BEAUCE-ETCHEMIN	20,00 $	123
2012-11-13	1	Passif environnemental	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-11-15	1	Conférence - lutte contre l'homophobie - sport	UNIVERSITÉ LAVAL	0,00 $	105
2012-11-15	1	L'avantage d'une production locale?	CÉGEP MARIE-VICTORIN	117,62 $	123
2012-11-15	1	Les visées plurielles de l'évaluation	ADMÉE - ASS. DÉVELOP. MÉTHODOLOGIES D'ÉVALUATION	488,55 $	105
2012-11-16	4	OSBL du secteur privé	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	910,00 $	105
2012-11-16	1	OSBL du secteur privé	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	190,00 $	108
2012-11-17	1	Journée de formation continue - CPIQ	CPIQ - CONSEIL PÉDAGOGIQUE INTERDISCIPLINAIRE QC	96,63 $	105
2012-11-19	1	IFRS - Remise à niveau des connaissances	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	410,00 $	105
2012-11-20	1	Immobilisations au gouvernement: Initiation	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	392,79 $	105
2012-11-20	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	115,38 $	100
2012-11-20	2	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	230,76 $	105
2012-11-20	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	115,38 $	108
2012-11-20	4	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	461,52 $	123
2012-11-21	1	Congrès de l'exploration minière du Québec	AEMQ - ASS. DE L'EXPLORATION MINIÈRE DU QC	250,00 $	105
2012-11-21	1	Groupe de codéveloppement interministériel	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	108
2012-11-22	1	Les crédits: assouplissements	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-11-26	7	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-11-26	2	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	108
2012-11-26	4	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	123
2012-11-26	1	Conférences sur les placements	FORUM DES JEUNES	0,00 $	103
2012-11-27	1	2e Colloque québécois sur les parcs régionaux	Groupe IBI/ DAA	485,00 $	105
2012-11-27	1	Principes du Développement Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	100

2012-11-27	3	Principes du Développement Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	105
2012-11-28	2	Journées annuelles de santé publique 2012	INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE	429,95 $	105
2012-11-28	1	L'état et son fonctionnement	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	105
2012-11-29	1	Atelier de création de projets et de plan triennal	CENTRE COLLÉGIAL DES SERVICES REGROUPÉS	275,00 $	105
2012-11-29	1	Atelier de création de projets et de plan triennal	CENTRE COLLÉGIAL DES SERVICES REGROUPÉS	287,00 $	108

Formation des fonctionnaires
1er avril 2012 au 30 novembre 2012

N° : 2
Annexe C

Date	Nombre	Titre de l'activité	Nom fournisseur	Coût	Corps d'emploi
2012-04-02	1	Profil 3, Blocs D-E-F	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-03	2	Formation prétraitement: Numérisation	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-03	3	Formation prétraitement: Numérisation	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-04	8	Notions de base en gestion documentaire	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-04-05	1	Notions de base en gestion documentaire	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-04-05	7	Notions de base en gestion documentaire	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-04-05	1	Notions de base en gestion documentaire	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-04-10	2	Atelier d'intégration / Sécurité de l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-04-10	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	264
2012-04-16	2	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-16	4	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-17	2	Prog. Allocation des besoins particuliers	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-17	1	Rédigier avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	221
2012-04-18	1	Profil 3, Bloc F	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-19	2	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-04-19	4	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-19	2	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-19	1	Congrès APTDQ 2012	APTDQ ASS. PROF. TECHNICIEN EN DOCUMENTATION	338,33 $	217
2012-04-20	2	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-04-20	3	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-20	1	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	263
2012-04-20	3	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-24	1	Atelier d'intégration / Contexte juridique	DRH - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,00 $	200
2012-04-24	1	Atelier d'intégration / Contexte juridique	DRH - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	0,00 $	264
2012-04-24	2	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-04-24	1	La collaboratrice: vers un rôle proactif	DOLMEN CAPITAL HUMAIN	775,00 $	221
2012-04-25	3	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-04-25	1	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	209
2012-04-25	3	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-25	1	Hors série 2012	MANURI - FORMATION	495,00 $	221
2012-04-26	2	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-04-26	6	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-26	1	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-27	3	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-27	2	Changement de cycle 2012-2013	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-30	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-04-30	2	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-04-30	1	SAGIR RH-12 Mode Date Track	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-04-30	1	SAGIR RH-13: Utilisaton Web ADI	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-05-01	2	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	221
2012-05-01	1	Microsoft Office - Excel 2007/2010 - Intermédiaire	AFI Expertise Inc.	230,00 $	249
2012-05-01	1	Sagir RH-10 Dossier des personnes	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-05-01	2	Via	SVI eSOLUTIONS INC.	0,00 $	221
2012-05-03	1	Formation secourisme	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-05-07	2	Entraînement à la tâche (étudiants)	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-05-07	1	Formation Traitement: Baisse de revenu tiers 10%	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-05-07	2	Formation Traitement: Baisse de revenu tiers 10%	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264

2012-05-16	1	Directives & Pratiques Gestion RF Utilisateurs	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-05-16	6	Directives & Pratiques Gestion RF Utilisateurs	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-05-16	3	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	221
2012-05-17	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	221
2012-05-18	3	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-05-18	3	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-05-18	1	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	272
2012-05-23	2	Formation traitement ST: Analyse de dossiers	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-05-23	1	Gestion du temps, des activités et des priorités	QUALITEMPS INC	300,00 $	221
2012-05-25	2	Parcours-étudiant	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-05-25	7	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-05-25	5	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-05-25	5	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-05-25	2	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-05-28	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-05-28	1	Congrès annuel de l'ASSQ	ASS. DES STATIONS DE SKI DU QUÉBEC (ASSQ)	1 046,70 $	264
2012-05-28	4	Microsoft Office - Excel 2007 - Intermédiaire	VERSALYS	707,59 $	221
2012-05-28	1	Rapports clairs, concis et convaincants	ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-05-28	1	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-05-28	9	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-05-28	5	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-05-28	12	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	64,95 $	221
2012-05-28	3	Sécance Info Directives & Pratiques Gestion RF PM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-05-29	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-05-29	3	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	321,42 $	264
2012-05-30	2	Adobe Acrobat - Pro 10 - Sur mesure	VERSALYS	580,00 $	221
2012-05-30	1	Adobe Acrobat - Pro 10 - Sur mesure	VERSALYS	290,00 $	244
2012-05-30	1	Adobe Acrobat - Pro 10 - Sur mesure	VERSALYS	290,00 $	264
2012-05-30	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-05-30	1	Congrès AAQ 2012	ASS. DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC - AAQ	175,00 $	217
2012-05-30	1	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-05-30	11	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-05-30	2	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-05-30	1	Séance Info Directives & Pratiques Gestion RF AM	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	271
2012-05-31	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-05-31	4	Aide à la tâche (Décès-Radiation)	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-06-01	1	Forum des jeunes de la fonction publique QC	FORUM DES JEUNES	130,00 $	264
2012-06-04	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-06-04	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-06-04	2	Entraînement à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	249
2012-06-04	2	Entraînement à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-06-06	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-06-06	1	Communication avec une clientèle	DROLET DOUVILLE & ASSOCIÉS INC.	166,66 $	200

2012-06-06	4	Communication avec une clientèle	DROLET DOUVILLE & ASSOCIÉS INC.	666,64 $	249
2012-06-06	1	Communication avec une clientèle	DROLET DOUVILLE & ASSOCIÉS INC.	166,66 $	263
2012-06-06	4	Communication avec une clientèle	DROLET DOUVILLE & ASSOCIÉS INC.	666,64 $	264
2012-06-06	1	Communication avec une clientèle	DROLET DOUVILLE & ASSOCIÉS INC.	166,66 $	283
2012-06-07	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-06-07	1	Session de préparation à la retraite	CARRA	250,00 $	221
2012-06-08	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-06-08	1	Gestion des commandes ministérielles & réponses	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-06-12	1	Formation sur les moisissures	CONTECH	575,00 $	263
2012-06-12	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	221
2012-06-14	1	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	107,14 $	221
2012-06-14	2	Rédiger avec simplicité et efficacité	CENTRE MICROBUR ENR.	214,28 $	264
2012-06-18	2	Formation Traitement ST: Analyse de dossiers	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-06-26	2	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	221
2012-07-18	1	Formation avancée Indesign	MULTIHEXA	728,21 $	272
2012-08-01	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	200
2012-08-01	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-08-06	1	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-08-16	2	Aide à la tâche	AFE - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	0,00 $	264
2012-08-20	1	Formation SYGID	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-08-20	3	Formation traitement ST: Analyse de dossiers	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-08-20	3	Formation traitement ST: Analyse de dossiers	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-08-20	1	Parcours-Étudiant	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-04	1	Gestion documentaires numériques	UNIVERSITÉ LAVAL	326,45 $	217
2012-09-06	1	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-10	2	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-10	1	Formation en communication	ÉVEIL CONSEIL	68,00 $	200
2012-09-10	4	Formation en communication	ÉVEIL CONSEIL	272,00 $	221
2012-09-10	5	Formation en communication	ÉVEIL CONSEIL	340,00 $	264
2012-09-12	1	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-17	2	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-09-17	13	Bonification de l'aide financière	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-17	1	Bonification de l'aide financière	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	209
2012-09-17	9	Bonification de l'aide financière	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-09-17	9	Bonification de l'aide financière	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-18	6	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-18	2	Formation SPE: rejet d'identification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-18	3	Formation SPE: rejet d'identification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-18	7	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-18	1	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	217
2012-09-18	5	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-09-18	1	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-09-18	4	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264

2012-09-18	1	Session d'accueil ministériel	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	272
2012-09-19	1	Banque d'opinions juridiques et tenue de temps	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	0,00 $	283
2012-09-19	4	Formation sur la bonification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-19	2	Formation sur la bonification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	209
2012-09-19	14	Formation sur la bonification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-09-19	12	Formation sur la bonification	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-24	1	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-24	1	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-24	2	Formation SPE: Numérisation	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-24	2	Formation SPE: Numérisation	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-24	1	Oracle - SQL & PL/SQL	AFI Expertise Inc.	4 000,00 $	272
2012-09-25	2	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-26	1	Administration des examens écrits	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-09-26	1	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-09-26	3	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-09-26	1	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-09-26	2	Atelier d'intégration - Contexte juridique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-09-27	2	Aide à la tâche	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-03	1	Journée des acquisitions et des TIC 2012	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	200
2012-10-03	2	Journée des acquisitions et des TIC 2012	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	354,00 $	264
2012-10-03	1	Journée des acquisitions et des TIC 2012	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	177,00 $	272
2012-10-03	2	Profil 3 - Bloc D	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-09	1	SAGIR	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	221
2012-10-09	1	SAGIR	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-10-10	4	Bloc 4 - Partenaire	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-11	1	ITIL - Foundation V3	AFI Expertise Inc.	1 150,00 $	272
2012-10-12	1	Builder's Report (ORACLE)	AFI Expertise Inc.	1 950,00 $	272
2012-10-12	2	Programme Explore	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-10-12	29	Programme Explore	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-10-12	9	Programme Explore	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-15	1	RH-08 - Postes	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-10-15	1	Secouriste	ACADÉMIE PARAMÉDICALE DU QUÉBEC	0,00 $	221
2012-10-16	4	Bloc A - Partenaires - Montréal	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-22	1	Formation SPE: Ouverture & préparation du courrier	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-10-22	3	Formation SPE: Ouverture & préparation du courrier	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-22	1	Session de préparation à la retraite	CARRA	250,00 $	221
2012-10-24	3	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200

2012-10-24	3	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-10-24	1	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-10-24	2	Atelier d'intégration - Développement durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-25	1	Symposium 2012	INFORMATIQUE EBR	0,00 $	272
2012-10-30	3	Bloc B - Partenaires	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-10-30	2	Bloc B - Partenaires	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-10-30	1	Prise en compte des principes de Dev. Durable	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-11-01	1	Atelier sur la santé mentale	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-11-05	1	EI-06 - Environnement informationnel & Discover +	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-11-05	1	EI-07 - Élaboration des rapports RH	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-11-06	2	Profil 3 - Bloc E	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-11-08	1	Logiciel SAS - Introduction	SOLUTIONSTAT CONSULTATION ET FORMATION	988,17 $	264
2012-11-09	1	Site WEB du MELS: Géomatique	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-11-13	2	Bloc B - Partenaires	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-11-13	5	Bloc B - Partenaires	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-11-14	1	SAGIR	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	221
2012-11-14	2	SAGIR	CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	0,00 $	264
2012-11-19	1	Forms	AFI Expertise Inc.	4 125,00 $	272
2012-11-20	1	Conférence	GROUPE EXPERTISE EN GESTION DES DOCUMENTS	0,00 $	217
2012-11-20	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	115,38 $	200
2012-11-20	1	Rédiger avec efficacité et simplicité	CENTRE MICROBUR ENR.	115,38 $	221
2012-11-26	1	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	200
2012-11-26	4	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	221
2012-11-26	1	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	249
2012-11-26	4	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-11-26	2	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	272
2012-11-26	1	Atelier d'intégration - Accès à l'information	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	283
2012-11-26	1	Parcours étudiant	MELS - MIN. ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	0,00 $	264
2012-11-28	1	L'état et son fonctionnement	CONTRÔLEUR DES FINANCES	0,00 $	264

Formation des ouvriers **N° : 2**

1er avril 2012 au 30 novembre 2012 **Annexe D**

Date	Nombre	Titre de l'activité	Nom fournisseur	Coût	Corps d'emploi
2012-08-23	1	Microsoft Office - Excel 2003 - Débutant	VERSALYS	220,00 $	433

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon les catégories de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE

NOTE IMPORTANTE

En matière de ressources informationnelles, outre les dépenses assumées pour son organisation, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) assume les dépenses pour le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST).

Somme dépensée en 2012-2013

Les sommes dépensées couvrent la période du 1er avril 2012 au 30 novembre 2012. Elles comprennent les données du MELS ainsi que du MESRST, pour les mandats qui relevaient du MELS avant le 19 septembre 2012.

Prévisions de la somme dépensée pour 2013-2014

Les prévisions 2013-2014 proviennent du Plan triennal des projets et des activités en ressources informationnelles 2013-2016 déposé le 1er novembre 2012 pour l'ensemble des projets et des activités en ressources informationnelles du MELS et du MESRST (pour les mandats qui relevaient du MELS avant le 19 septembre 2012).

	Somme dépensée 2012-2013 [1]	Prévisions 2013-2014 [1]
Interne	8 385,3 k$	11 733,9 k$
Externe	4 003,9 K$	8 754,5 k$
CSPQ [2]	748,0 K$	1 170,0 k$
TOTAL SERVICES PROFESSIONNELS	13 137,2 k$	21 658,4 k$
Logiciel [3]	2 126,4 k$	4 262,1 k$
Matériel	169,7 k$	434,5 k$
Autres dépenses	237,8 k$	446,5 k$
TOTAL	15 671,1 k$	26 801,5 k$

NOTES :
1- Les données incluent les dépenses de l'unité spécialisée en technologies de l'information, du pilotage des systèmes et des utilisateurs.
2- Inclut les ressources professionnelles et les services (ex. : télécommunications, impression).
3- Inclut les droits d'auteur, l'entretien et les frais de télécommunications autres que les services obtenus du CSPQ.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :

a) son mandat;
b) la liste des membres;
c) le budget dépensé;
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
e) les résultats atteints.

RÉPONSE

Comité MELS-Réseau sur les ressources matérielles et financières.

Le mandat du comité ainsi que les membres du comité sont présentés aux annexes 1 et 2.

Ce comité s'adjoint divers sous-comités de travail traitant des sujets suivants :

- la formation générale des jeunes;
- la formation professionnelle et la formation générale des adultes;
- le régime financier;
- le parc immobilier.

Les mandats de ces sous-comités sont présentés aux annexes 3 à 6. Les membres des sous-comités sont présentés à l'annexe 7.

Les budgets dépensés pour le comité MELS-Réseau et les sous-comités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des organisations membres.

Les travaux de ces comités sont en continu.

Comités interministériels auxquels le MELS a participé en 2012-2013

Comité interministériel	Mandat	Liste des membres	Budget dépensé	Montant ventilé	Résultats atteints
Comité MICC-MELS pour la francisation et l'intégration des immigrants	Élaboration et suivi d'une entente annuelle interministériell e ayant notamment comme objectif le transfert vers le MELS d'une partie des crédits octroyés au MICC pour l'intégration et la francisation des immigrants	Gestionnaires et professionnel s du MICC et du MELS	Aucun	0$ (trois rencontres d'une demi-journée tenues à ce jour, en visio-conférence dans les bureaux du MICC ou du MELS)	Signature d'une entente interministérielle et production d'un rapport sur l'utilisation des sommes

Comité mixte sur l'accueil et l'établissement des réfugiés	Amélioration de l'offre de services afin de répondre aux besoins des personnes réfugiées prises en charge par l'État	Gestionnaires et professionnels du MICC, du MSSS, du MESS et du MELS	Aucun	Frais de déplacement : 60$ (3 rencontres à ce jour)	Projet de cadre national de référence en matière d'interprétariat
Comité interministériel responsable de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 *La diversité : une valeur ajoutée*	Soutenir le forum ministériel en assurant la réalisation des mesures du Plan d'action gouvernemental	Gestionnaires et professionnels de 18 ministères ou organismes publics (Voir Annexe 8)	Aucun	0 $ (aucune rencontre à ce jour en 2012-2013)	Pilotage du Plan d'action. Production de rapports annuels
Comité de négociation du protocole relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et des langues secondes	Négocier avec Patrimoine canadien en vue de conclure le texte du nouveau protocole pour 2013-2018	Gestionnaires de chaque province (Voir Annexe 8)	1 202,55 $	Frais de déplacement de l'ECQ : 1 160,85 $ Frais de déplacement : 41,70 $	Négociation toujours en cours en vue du renouvellement du protocole
Le Groupe de travail sectoriel en éducation - Plan Nord (une seule rencontre en 2012-2013, le 29 mai 2012)		Gestionnaires du MELS, MCE-SAA, MRNF, CSBJ, CSCREE, CSLSJ, CSMCN, École des Naskapis, CRÉ, ACSCN, CHRD, Conseil des Montagnais du Lac St-Jean (Voir Annexe 8)	6008,55 $	Location de salle (repas et installations inclus) : 1 578,55 $ Frais de traduction : 2 450 $ Frais de déplacement : 1 980 $	• État de la situation en éducation dans les régions situées sur le territoire d'application du Plan Nord. • Huit priorités d'action ont été retenues de 29 projets d'initiatives pour répondre aux besoins des communautés locales. • Financement obtenu dans le cadre du premier plan quinquennal 2011-2016.

Comité interministériel pour une action concertée en milieu défavorisé

a) Mandat :
Assurer la concertation, la cohérence et le suivi de la mise en œuvre des actions réalisées dans le cadre de différents partenariats et des actions visant à intervenir en milieu défavorisé.

b) Membres :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) (responsable du comité)
- Secrétariat à la jeunesse
- Secrétariat à la région métropolitaine
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) (éducation)
- Ministère de l'Éducation, du loisir et du Sport (MELS) (loisir et sport)
- Ministère des Finances et de l'Économie
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (aînés)
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire (MAMROT)
- Ministère de l'immigration et des communautés culturelles (MICC)

c) Budget dépensé :
13 juin 2012 : aucune dépense

d) Montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres :
Aucune dépense.

e) Résultats atteints :
Définition d'orientations communes pour guider les interventions en milieu défavorisé.

Table des grandes villes

a) Mandats :

- Favoriser les échanges d'informations et la consultation en vue de réaliser un véritable partenariat entre les villes et le Secteur du loisir et du sport(SLS).
- Identifier des sujets d'intérêt commun qui nécessiteront l'intervention d'une ou des parties dans le but de développer des moyens efficaces pour régler les problématiques et faire avancer les dossiers.
- Mise en place de projets pilotes.

b) Membres :
Représentants du SLS, de l'Association québécoise du loisir municipal (AQLM) et du service des loisirs des villes centres de plus de 100 000 habitants depuis 2004.

c) Budget dépensé et
d) Montant ventilé :
En 2012-2013, ce comité s'est réuni à 2 reprises avec des représentants du ministère.
Les coûts liés aux membres de ce comité sont :

	Repas	Déplacements	Autres
26 avril 2012 à Québec	308 $	0 $	0 $
2 octobre 2012 à Montréal	250 $	0 $	0 $

e) Résultats atteints :
Les rencontres ont permis :

- d'échanger plusieurs informations relatives aux interventions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) (programmes en vigueur, Fonds, activités, ...) ainsi qu'à l'Alliance québécoise du loisir public et ses organes affiliés (AQLM, Association des responsables aquatiques du Québec, Association québécoise des arénas et des installations récréatives et sportives) avec les villes tout en favorisant l'arrimage de certaines interventions;
- le soutien d'un projet-pilote de concertation entre Hockey Québec et l'AQLM.

Table québécoise de concertation en loisir et en sport

a) Mandats :

- Favoriser les échanges d'information et de consultation, notamment en vue de réaliser un véritable partenariat entre les unités régionales de loisir et de sport (URLS), le SLS, les organismes nationaux de loisir et de sport (ex. : Conseil québécois du loisir, Sports-Québec, l'AQLM, ...), les autres ministères ayant une incidence en loisir et en sport, les organismes et les autres partenaires concernés.
- Assurer une cohésion des actions à tous les paliers d'interventions. À ce titre et au besoin, inviter à la Table tout organisme de loisir et de sport, afin de traiter un sujet particulier requérant son expertise.
- Discuter de projets de recherche, d'analyses et d'études d'intérêt commun.

b) Membres :

- URLS Bas-Saint-Laurent
- URLS Montérégie
- URLS Chaudière-Appalaches
- URLS Gaspésie-Les Îles
- URLS Outaouais
- URLS Lanaudière
- URLS Estrie
- URLS Côte-Nord
- URLS Saguenay-Lac-Saint-Jean
- URLS Nord-du-Québec – Baie-James
- URLS Cris (Nord-du-Québec)
- URLS Inuits (Nord-du-Québec)
- URLS Centre-du-Québec
- URLS Laurentides
- URLS Mauricie
- URLS Montréal
- URLS Laval (commission loisir et sport Laval)
- URLS Abitibi-Témiscamingue
- URLS Capitale-Nationale
- URLS Regroupement des URLS

c) Budget dépensé et

d) Montant ventilé :

Les coûts liés à la participation des membres de ce comité ont été les suivants entre le 1er avril 2012 et le 14 janvier 2013 :

	Membres	Repas	Déplacements	Autres
24 et 25 mai 2012 à Sept-Iles	27	886,59 $	0 $	0 $
18 et19 octobre 2012 à Québec	30	2 158,90 $	0 $	670 $

e) Résultats atteints :

En 2012-2013, ce comité s'est réuni à 2 reprises avec des représentants du ministère, soit les 24-25 mai 2012 à Sept-Iles et les 18-19 octobre 2012 à Québec :

- clarification des responsabilités des URLS, du Ministère et des autres partenaires, en considérant les enjeux discutés à la rencontre de la Table.

Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir

a) Mandat :

Le rôle du comité des sous-ministres adjoints est d'assurer le suivi de la mise en œuvre du PAG au sein du gouvernement du Québec et des réseaux des différents ministères, afin d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.

Plus précisément, les membres du comité devront :

- S'approprier une vision commune à l'égard des transformations requises au sein de la société québécoise afin que la population, notamment les jeunes et leurs familles, puisse acquérir et maintenir de saines habitudes de vie et maintenir un poids sain;
- Assurer la mise en œuvre des actions du PAG au niveau national, régional et local via les réseaux ministériels respectifs, le cas échéant ;
- Concerter les divers acteurs gouvernementaux impliqués dans la mise en œuvre, l'évaluation et les communications entourant le PAG ;
- Établir les liens nécessaires avec les partenaires de la société civile liée à la mise en œuvre du PAG, notamment le Fonds Québec en Forme ;
- Établir les conditions nécessaires à la collaboration interministérielle requise pour la mise en œuvre du PAG ;
- Assurer la cohérence gouvernementale dans la mise en œuvre du PAG ;
- Assurer la mise à contribution des expertises respectives des différents ministères impliqués ;
- Rendre compte des résultats de la mise en œuvre du PAG en 2009 et 2012.

b) Membres :
Sous-ministre(s) adjoint(s) des ministères suivants :

- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine - Secrétariat à la condition féminine
- Ministère de la Famille et des Aînés
- Ministère des Affaires Municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale
- Transports Québec

Les dirigeants des organismes gouvernementaux suivants :

- Institut national de Santé publique du Québec
- Office de la protection du consommateur
- Secrétariat à la jeunesse

c) Budget :
La coordination est assumée par le MSSS. Le MELS n'assume donc aucun frais.

d) Montant ventilé :
La coordination est assumée par le MSSS. Le MELS n'assume donc aucun frais.

e) Résultats atteints :
Les résultats d'une évaluation ne sont pas disponibles à ce jour.

La liste des autres comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé les directions du secteur des Politiques et du soutien à la gestion, en 2012-2013, est présentée à l'annexe 9.

Autres comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport		
1	**Nom du comité**	**Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT)**
a)	**Mandat**	Le CNPEPT a comme mandat d'identifier les meilleures avenues au regard des priorités de développement de la formation professionnelle et technique, d'élaboration de programmes d'études et de répartition géographique de l'offre de formation.
b)	**Liste des membres**	Le CNPEPT a été créé en 1993 comme lieu de concertation privilégié des différents partenaires de l'éducation et du marché du travail intéressés par la formation professionnelle et technique. Le comité est formé de représentants d'Emploi-Québec, du Conseil interprofessionnel du Québec, de la Commission des partenaires du marché du travail, du Conseil du patronat du Québec, de la

		Fédération des chambres de commerce du Québec, des réseaux de l'éducation (CS, cégeps, universités) public, privé, francophone et anglophone (8 personnes), des centrales syndicales (CSN, FTQ, CSQ, CSD, UPA). S'ajoute des membres observateurs représentants l'Association des collèges privés du Québec, la Fédération des commissions scolaires du Québec, la Fédération des cégeps, la Fédération étudiante collégiale du Québec, le MESS, le MELS et de l'Office des professions du Québec.
c)	**Budget dépensé**	1 689 $
d)	**Montant ventilé**	Frais de déplacement : aucun Repas : 1 143 $ (repas et pauses pour 28 personnes) Autres : 420 $ location de salle 126 $ location d'équipement
e)	**Résultats atteints**	Tenue d'une rencontre : le 15 juin 2012
2	**Nom du comité**	**Comité directeur pour la mise en œuvre des 13 pistes d'action pour améliorer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail**
a)	**Mandat**	Les responsabilités attribuées au Comité directeur sont : • D'orienter les travaux et assurer une vision partagée des objectifs pour l'ensemble des pistes d'action; • D'établir les mandats et les échéanciers pour les pistes conjointes au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale • D'approuver les livrables des pistes conjointes.
b)	**Liste des membres**	• M. Alain Veilleux, sous-ministre adjoint au développement pédagogique et au soutien des élèves (en remplacement de M^{me} Brigitte Guay à partir de janvier 2013); • Mme Johanne Bourassa, sous-ministre associée à Emploi-Québec; • M. Jean-Luc Trahan, Président de la Commission des partenaires du marché du travail
c)	**Budget dépensé**	Aucun. Les activités liées au Comité directeur sont intégrées aux responsabilités des membres. Des technologies comme la visioconférence sont utilisées et les rencontres sont fixées en fonction de déplacements déjà prévus.
d)	**Montant ventilé**	n/a
e)	**Résultats atteints**	Plusieurs livrables ont été réalisés dont : • L'intensification de la campagne promotionnelle *Tout pour réussir!*; • Un programme de soutien financier aux services aux entreprises des commissions scolaires et des cégeps pour l'élaboration de programmes de formation sur mesure s'adressant à la petite entreprise (900 000 $); • Un nouveau concept de centre d'expertise en reconnaissance des acquis et des compétences.
3	**Nom du comité**	**Pôle de coordination pour l'accès à la formation prescrite par les ordres professionnels ainsi qu'aux stages**
a)	**Mandat**	Aux termes du projet de loi 53 instituant le poste de Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles, l'Office des professions du Québec (OPQ) s'est vu confier la responsabilité, en concertation avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), de :Prendre les mesures visant à favoriser la collaboration entre les établissements d'enseignement et les ordres professionnels concernant la formation d'appoint.
b)	**Liste des membres**	• Office des professions du Québec (OPQ); • Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sports (MELS); • Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);

		• Ministère de l'enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST); • Ministère de l'immigration et des communautés culturelles (MICC); • Fédération des cégeps; • Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ); • Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec(CREPUQ).
c)	**Budget dépensé**	n/a Les rencontres ont eu lieu à Québec et par visio conférence pour les participants de Montréal
d)	**Montant ventilé**	n/a
e)	**Résultats atteints**	Les travaux se poursuivent. La concertation ente les partenaires est en constante amélioration.
4	**Nom du comité**	**Comité de suivi de l'enseignement intensif de l'anglais, langue seconde, 6e année du primaire** Ces données se situent entre la période du 1er avril 2012 et aujourd'hui.
a)	**Mandat**	Le mandat du Comité de suivi est de fournir des avis et des recommandations au Ministère en vue d'assurer la réussite de la mise en œuvre d'un enseignement intensif de l'anglais, langue seconde, pour tous les élèves de la sixième année du primaire. Les travaux de ce comité sont suspendus depuis le 4 septembre 2012.
b)	**Liste des membres**	• M. Michel Pigeon, adjoint parlementaire à la ministre (MELS) (président jusqu'au 4 septembre 2012). Pour l'année 2012-2013, ce comité n'a siégé que du 1er avril au 30 juin 2012; • Mme Pâquerette Gagnon de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ); • M. David Birnbaum de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ); • Mme Christine Fortin de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS); • M. Wayne Goldthorp de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ); • Mme Nancy Brousseau de la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP); • M. Serge Laurendeau de l'Association provinciale des enseignantes et des enseignants du Québec (APEQ); • Mme Micheline Schinck de la Société pour la promotion de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au Québec (SPEAQ); • Mme Lyne Deschamps de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ); • Mme Michèle Charest de l'Association des cadres scolaires du Québec, Services éducatifs (ACSQ); • Mme Lise Bibaud de l'Association québécoise des troubles d'apprentissage (AQETA); • M. Gaétan Neault de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES); • Mme Danielle Boucher de l'Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE); • Mme Chantal Longpré de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE); • M. Mark Massarelli de l'Association of Administators of English School of Quebec (AAESQ). • Mme Laura Collins de l'Université Concordia; • Mme Catherine Dupont, directrice des programmes (MELS) (assure le secrétariat).
c)	**Budget dépensé**	Le montant total des dépenses faites dans la période entre le 1er avril 2012 et aujourd'hui, est de 441, 88$

d)	**Montant ventilé**	Ces dépenses se situent entre le 1er avril 2012 et aujourd'hui. Il y a eu seulement une rencontre et celle-ci a eu lieu le 4 juin 2012. Frais de déplacement : 179,08 $ Frais de repas : 262,80$
e)	**Résultats atteints**	Le rapport à la ministre soumis par le comité de suivi est joint à l'annexe 10.
5	**Nom du comité**	**Comité d'experts de l'École 2.0** Pour l'année 2012-2013, le comité d'experts n'a siégé que du 1er avril au 30 juin 2012, période pendant laquelle il a tenu trois réunions.
a)	**Mandat**	Le mandat du comité d'experts est de faire des recommandations à la ministre relativement à l'évolution des technologies touchant le milieu de l'éducation. En accord avec la mission de l'école, laquelle s'articule autour de trois axes, soit instruire, socialiser, et qualifier, le comité doit, sur la base de la poursuite de la réussite des élèves, assurer une veille pour suivre de près le développement relatif à l'utilisation des technologies en classe, notamment au regard : • de l'éthique, tout particulièrement concernant l'éducation à la citoyenneté et la sécurité; • de la pédagogie et du matériel didactique utilisé en classe; • de l'utilisation des médias sociaux dans un contexte scolaire; • de la formation en réseau dans une perspective de soutien; • de l'efficacité des infrastructures numériques.
b)	**Liste des membres**	Le comité d'experts est composé de représentants de plusieurs domaines en lien avec le milieu scolaire et qui se distinguent par leurs réalisations. Sa composition reflète la diversité des acteurs qui concourent à la réussite éducative. Il est coprésidé par un délégué de la ministre et le sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire et responsable des régions. L'équipe ministérielle responsable de l'École 2.0 siège également aux réunions du comité. À la fin de la première année de son mandat, en juin 2012, le comité était composé de : <u>Présidence du comité</u> • M. Patrick Huot, député de la circonscription de Vanier. Depuis le 4 septembre 2012, ce poste est vacant ; • (Poste vacant, en raison du départ de M. Alain Veilleux), sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire et responsable des régions. <u>Membres du comité</u> • Mme Doris Caron, enseignante en adaptation scolaire à la Commission scolaire des Premières Seigneuries; • Mme Line Desgroseillers, directrice des services informatiques à la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (qui a succédé à M. Denis Gallant); • M. François Dupuis, directeur des services informatiques à la Commission scolaire Lester B. Pearson; • M. Alain Laberge, directeur général de la Commission scolaire de Sorel Tracy; • Mme Thérèse Laferrière, professeure titulaire à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, directrice du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES); • Réseau pour le développement des compétences par l'intégration des technologies (RÉCIT); • M. Vincent Tanguay, vice-président du Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO); • M. Michel Vanier, directeur général du Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ).

<table>
<tr><td></td><td></td><td>Équipe ministérielle
• M. Guy Dumais, directeur général des services à l'enseignement;
• Mme Lise Gagnon, directrice des ressources didactiques;
• Mme Isabelle Tremblay, coordonnatrice du plan d'action École 2.0;
• M. François Guité, secrétaire du comité et membre de l'École 2.0.</td></tr>
<tr><td>c)</td><td>Budget dépensé</td><td>Pour l'année 2012-2013, le comité d'experts a encouru des dépenses budgétaires pour les déplacements et les repas (voir prochaine rubrique). Les frais de déplacement sont généralement assumés par les employeurs des membres du comité.</td></tr>
<tr><td>d)</td><td>Montant ventilé</td><td>
<table>
<tr><td></td><td>Avril</td><td>Mai</td><td>Juin</td><td></td></tr>
<tr><td>Suppléance</td><td>0,00 $</td><td>0,00 $</td><td>0,00 $</td><td></td></tr>
<tr><td>Déplacements</td><td>194,74 $</td><td>0,00 $</td><td>180,31 $</td><td></td></tr>
<tr><td>Repas</td><td>280,00 $</td><td>267,50 $</td><td>173,00 $</td><td>Grand total</td></tr>
<tr><td>Total</td><td>474,74 $</td><td>267,50 $</td><td>353,31 $</td><td>1 095,55 $</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td></td><td>Résultats atteints</td><td>Le comité d'experts a déposé au bureau de la Ministre un premier rapport d'étape, en date du 30 juillet 2012, lequel est joint à l'annexe 11.</td></tr>
</table>

No : 4
Annexe 1

COMITÉ MELS-RÉSEAU
SUR LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

PROJET DE MANDAT POUR L'EXERCICE 2012-2013

Le Comité MELS-Réseau sur les ressources matérielles et financières a comme mandat de :

- revoir annuellement la répartition des ressources par le biais du mode d'allocation des ressources;
- analyser diverses problématiques ponctuelles liées à la distribution des ressources et aux encadrements financiers;
- analyser l'impact de nouvelles politiques ministérielles ou gouvernementales.

Pour ce faire, le Comité s'adjoint divers sous-comités de travail traitant des sujets suivants :

- la formation générale des jeunes;
- la formation professionnelle et la formation générale des adultes;
- le régime financier;
- le parc immobilier.

Pour l'année scolaire 2012-2013, dans le cadre de l'élaboration du projet des règles budgétaires pour l'année scolaire 2013-2014, le Comité MELS-Réseau a entériné les mandats ci-joints de chacun des sous-comités.

Par ailleurs, le Comité MELS-Réseau a aussi décidé d'examiner lui-même certains dossiers particuliers, dont :

- le suivi des plans d'action déposés à la suite des rapports du Vérificateur général du Québec (VGQ) sur les frais d'administration des commissions scolaires et sur le transport scolaire;
- les suivis à tout autre dossier analysé par le VGQ, notamment celui sur la qualité de l'air dans les écoles primaires et celui sur le déficit d'entretien du parc immobilier;
- les contraintes du cadre financier 2013-2014;
- le suivi des plans de redressement visant le retour à l'équilibre budgétaire.

COMITÉ MELS-RÉSEAU SUR LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

- **Comme représentantes et représentants du réseau**

M[mes]	Gagnon, Pâquerette Directrice générale	FCSQ	418 651-3220 pgagnon@fcsq.qc.ca
	Tremblay, Louise Professionnelle à la FCSQ	FCSQ	418 651-3220 ltremblay@fcsq.qc.ca
	Allaire, Lise Directrice générale CS de la Rivière-du-Nord	ADIGECS	450 438-3131, poste 2101 allairel@csrdn.qc.ca
	Lemire, Carmen Directrice générale adjointe CS des Chênes	ADIGECS	819 478-6700, poste 6721 carmen.lemire@csdeschenes.qc.ca
MM.	Birnbaum, David Directeur général	ACSAQ	514 849-5900, poste 228 dbirnbaum@qesba.qc.ca
	Bernard, Michel Directeur général CS Région-de-Sherbrooke	ADIGECS	819 822-5540, poste 20211 bernardm@csrs.qc.ca
	Carrier, Jocelyn Directeur général CS Côte-du-Sud	ADIGECS	418 248-1001, poste 8483 jocelyn.carrier@cscotesud.qc.ca
	Dandurand, Louis Directeur des services des ressources financières et matérielles CS des Premières Seigneuries	ACSQ	418 666-4666, poste 1217 louis.dandurand@csdps.qc.ca
	Lamoureux, Paul Directeur général adjoint CS Western Québec	ADGCSAQ	450 691-1440 plamoureux@wqsb.qc.ca

- **Comme représentantes et représentants du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport**

M[mes]	Brigitte Guay	BSM-SRE
	Marie-Andrée Lamy	DGFE-DPOB
	Guylaine Larose	DGR
	Catherine Tremblay	DGFE-DOFR
M.	Serge Dupéré	DGFE-DPOB
	Gilles Marchand	DGFE-DES

RÉVISION DU MODE D'ALLOCATION 2013-2014
FORMATION GÉNÉRALE DES JEUNES

PROJET DE MANDAT POUR L'EXERCICE 2012-2013

CONTEXTE

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport entend poursuivre la révision du mode d'allocation des ressources des commissions scolaires en tenant compte des travaux réalisés et des modifications de la dernière année, des changements au plan pédagogique ainsi que des nouvelles conventions collectives.

MANDAT

Examiner et soumettre au Comité MELS-Réseau sur les ressources matérielles et financières des propositions en vue d'ajuster divers éléments relatifs à l'allocation des ressources pour la formation générale des jeunes :

- le suivi des modifications apportées au financement des élèves issus de l'immigration;
- le suivi à certaines clauses normatives des nouvelles conventions collectives;
- le suivi sur le renouvellement des contrats de transport scolaire pour l'année scolaire 2012-2013;
- le développement de nouveaux indicateurs pour le transport scolaire;
- la mise à jour des données de référence, notamment en ce qui concerne les rapports maîtres/élèves et le coût subventionné par enseignant;
- le financement des élèves handicapés.

COMPOSITION

- Responsable : Serge Dupéré.
- Personnel de la DGFE-EPEPS.
- Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ, ACSQ, direction d'école.

ÉCHÉANCIER

- Soumettre des propositions finales au Comité MELS-Réseau pour le 15 février 2013.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- Rencontres : à déterminer

No : 4
Annexe 4

RÉVISION DU MODE D'ALLOCATION 2013-2014
FORMATION PROFESSIONNELLE ET FORMATION GÉNÉRALE DES ADULTES
PROJET DE MANDAT POUR L'EXERCICE 2012-2013

CONTEXTE

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport entend poursuivre la révision du mode d'allocation des ressources des commissions scolaires en tenant compte des travaux réalisés et des modifications de la dernière année, des changements au plan pédagogique ainsi que des nouvelles conventions collectives.

MANDAT

Examiner et soumettre au Comité MELS-Réseau sur les ressources matérielles et financières des propositions sur les modifications à apporter au financement des commissions scolaires en 2013-2014.

En formation professionnelle :

- l'analyse à compléter du financement de l'alternance travail-études;
- le suivi des mesures discutées au Comité mixte FP, notamment en ce qui concerne les ententes entre commissions scolaires;
- le suivi des journées nationales des 13 et 14 juin 2011, notamment en ce qui concerne les attestations d'études professionnelles (AEP);
- la mise à jour des données de référence et leurs impacts sur le rapport maître/élèves et le coût subventionné.

En formation générale des adultes :

- l'analyse du financement de l'enveloppe budgétaire fermée en tenant compte de l'évolution de la fréquentation;
- le suivi des journées nationales des 13 et 14 juin 2011;
- la mise à jour des données de référence et leurs impacts sur le rapport maître/élèves et le coût subventionné.

COMPOSITION

- Responsable : Serge Dupéré.
- Personnel de la DGFE.
- Deux membres du Secteur de la formation professionnelle et technique et de la formation continue.
- Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ, ACSQ, TREAQ-FP, direction de centre.

ÉCHÉANCIER

- Soumettre des propositions finales au Comité MELS-Réseau pour le 15 février 2013.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- Rencontres : à déterminer

No : 4
Annexe 5

RÉGIME FINANCIER APPLICABLE AUX COMMISSIONS SCOLAIRES

PROJET DE MANDAT POUR L'EXERCICE 2012-2013

CONTEXTE

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) effectue annuellement une mise à jour des diverses composantes du régime financier applicable aux commissions scolaires afin de répondre aux besoins des divers utilisateurs et de les maintenir conformes aux exigences ministérielles et à celles des autres intervenants, tels le Contrôleur des Finances et le Vérificateur général du Québec (VGQ). Pour ce faire, certains travaux ou développements doivent se poursuivre afin de compléter la révision du Plan d'enregistrement comptable (PEC) et d'assurer sa mise en œuvre.

MANDAT

Examiner et soumettre au Comité MELS-Réseau sur les ressources matérielles et financières des propositions portant sur les éléments suivants :

- l'imputation des dépenses administratives (refonte du PEC);
- la révision des indicateurs de gestion en suivi à une recommandation du VGQ;
- le manuel de comptabilité scolaire;
- la mise à jour du rapport financier 2012-2013 (TRAFICS);
- la mise à jour du formulaire de budget pour 2013-2014;
- les outils et le support requis par les commissions scolaires pour ces éléments;
- le mandat du vérificateur externe.

COMPOSITION

- Responsable : Catherine Tremblay.
- Personnel de la DGFE.
- Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ, ACSQ, OCAQ et GRICS.

ÉCHÉANCIER

- Soumettre des propositions finales au Comité MELS-Réseau pour le 15 février 2013.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- Rencontre #1 : 13 décembre 2012
- Autres rencontres : à déterminer

PARC IMMOBILIER DES COMMISSIONS SCOLAIRES

PROJET DE MANDAT POUR L'EXERCICE 2012-2013

CONTEXTE

Les écoles doivent être des lieux sécuritaires dont les caractéristiques physiques répondent aux besoins éducatifs, notamment en assurant une qualité de l'air intérieur optimale et des conditions de température et d'humidité favorisant la réussite scolaire.

Par ailleurs, la gestion des ressources matérielles des commissions scolaires constitue un défi dans un contexte de restriction budgétaire et de resserrement des règles d'utilisation des fonds publics. Le réinvestissement en maintien des actifs immobiliers, complété en 2008-2009 dans le cadre du Plan québécois des infrastructures, fournit aux commissions scolaires des sommes annuelles pour l'entretien de leurs immeubles quatre fois supérieures à celles qu'elles recevaient en 2004-2005. Ces investissements additionnels doivent être gérés par les commissions scolaires de manière à démontrer, par une reddition de comptes appropriée, que toutes les sommes sont utilisées de façon rigoureuse et optimale.

MANDAT

Examiner et soumettre au Comité MELS-Réseau sur les ressources matérielles et financières des propositions pour répondre aux besoins suivants :

- l'élaboration d'un plan d'action global pour assurer le contrôle de la qualité de l'air intérieur et des autres conditions favorisant l'apprentissage dans les écoles. Ce plan devra notamment couvrir les actions souhaitables en matière de radon, d'amiante, de moisissures et de conditions de température et d'humidité dans les écoles;
- l'amélioration de l'utilisation de SIMACS pour évaluer le déficit d'entretien du parc immobilier, pour le dépôt des demandes dans le cadre de la mesure Maintien des bâtiments et pour effectuer la reddition de comptes concernant l'utilisation des budgets de maintien des actifs immobiliers.

COMPOSITION

- Responsable : Gilles Marchand.
- Personnel de la DGFE.
- Représentants des organismes suivants : FCSQ, ACSAQ, ADIGECS, ADGCSAQ et ACSQ.

ÉCHÉANCIER

- Soumettre des propositions finales au Comité MELS-Réseau pour le 15 février 2013.

PROPOSITION DE CALENDRIER

- Rencontre #1 : 20 novembre 2012
- Autres rencontres : à déterminer

COMITÉ MELS-RÉSEAU SUR LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES
2012-2013

COMPOSITION DES SOUS-COMITÉS

Associations	Formation générale des jeunes	Formation professionnelle Form. générale des adultes	Régime financier	Parc immobilier
ACSAQ	Nomination à venir (Décembre 2012)	Robert T. Mills CS Lester B. Pearson	Angelo Marino CS English Montréal	Robert A. Stocker CS English-Montréal
ACSQ	Isabelle Métivier CS du Lac-Abitibi	Julie Boivin CS Région-de-Sherbrooke	Rémi Lupien CS Portages-de-l'Outaouais	Sandra Sheehy CS des Grandes-Seigneuries
	Denis Sylvestre CS Marie-Victorin	André Cormier CS Pointe-de-l'île	Serge Trudel CS de l'Énergie	
			Chantal Beausoleil CS des Trois-Lacs	
			Louis Dandurand CS des Premières-Seigneuries	
ADGCSAQ	Robert A. Stocker CS English-Montréal	Wayne Goldthorp CS New Frontiers	André Turcotte CS Eastern Townships	Pierre Farmer CS Riverside
ADIGECS	Richard Vallée CS de la Capitale	Daniel Sicotte CS des Bois-Francs	Dominique Robert CS Seigneurie-des-Mille-Îles	Jocelyn Carrier CS de la Côte-du-Sud
	Yvan Tardif CS Kam.-Rivière-du-Loup	Pierre Berthelet CS des Monts-et-Marées	Carmen Lemire CS des Chênes	
	Pierre Boulay CS de la Pointe-de-l'Île			

Associations	Formation générale des jeunes	Formation professionnelle Form. générale des adultes	Régime financier	Parc immobilier
FCSQ	Bertin Fillion CS des Navigateurs Joëlle Laforest CS de Montréal François Darveau FCSQ (Absentéisme et coûts liés à la CSST) Denis Marcotte CS Région-de-Sherbrooke (Transport scolaire)	Manon Bergeron CS de Montréal Marc Drolet CS de la Capitale	Line Girard CS Marguerite-Bourgeoys Nathalie Blanchard CS de Montréal Jean-François Leblanc CS De La Jonquière	Patrick Fiset CS de Rouyn-Noranda Michel Gagnon CS Kam.–Rivière-du-Loup Jean Dumas FCSQ
AQPDE	Mahfoud Mami	S.O.	S.O.	S.O.
TREAQ-FP	S.O.	Carl Bérubé CS de Saint-Hyacinthe Jean Beaulieu CS Kam.–Rivière-du-Loup	S.O.	S.O.

MELS	Formation générale des jeunes	Formation continue	Régime financier	Parc immobilier
• DGFPT	S.O.	À venir		
• DFGA	S.O.	Laurence Mosseray		
• DAS	David Huot Anne Robitaille	S.O.		
Responsable DGFE	Serge Dupéré	Serge Dupéré	Catherine Tremblay	Gilles Marchand

Note : Sous réserve des renseignements reçus à ce jour.

Comité interministériel responsable de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 *La diversité : une valeur ajoutée*
Liste des membres en 2012-2013

Ministère ou organisme	Titre
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Secrétariat à la condition féminine	Directrice de la régionalisation
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Directeur des services aux communautés culturelles
Office des personnes handicapées du Québec	Directrice de l'intervention nationale
Société d'habitation du Québec	Directeur de la planification et du développement de programmes
Ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux emplois supérieurs	Conseillère en gestion des ressources humaines
Secrétariat à la jeunesse	Responsable des dossiers interministériels, Développement et politiques
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la planification et du développement de stratégies, Emploi-Québec	Conseiller en politiques d'emploi
Secrétariat du Conseil du Trésor	Directrice des politiques de main-d'œuvre
Ministère de la Famille et des Aînés	Directrice du développement des programmes et de l'action intersectorielle
Ministère des Relations internationales, Direction des organisations internationales	Conseillère en droits de la personne
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Adjointe à la présidence
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Directeur des politiques et programmes de relations interculturelles
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Directrice générale de la planification, des relations interculturelles et de l'intégration
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Direction du développement de la main-d'œuvre	Conseiller
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Directrice aux sociétés d'État et à l'entrepreneuriat et du Bureau du développement durable
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Directrice des affaires autochtones, ethnoculturelles et régions nordiques
Ministère de la Sécurité publique	Coordonnatrice ministérielle des dossiers sociaux
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Direction générale des politiques	Directeur adjoint des politiques

Le Groupe de travail sectoriel en éducation - Plan Nord
Liste des membres en 2012-2013

- Ministère de l'Éducation
- Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)
- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
- Commission scolaire de la Baie-James
- Commission scolaire Crie
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
- École des Naskapis
- Conférence régionale des élus
- Association des commissions scolaires de la Côte-Nord
- Cree Human Ressources Development
- Conseil des Montagnais du Lac Saint-Jean

Comité de négociation du protocole relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement des langues secondes

Liste des membres en 2012-2013

Colombie-Britannique	**Nicole Couture** Directrice de programmes Bureau des programmes de langue française Ministry of Education	nicole.couture@gov.bc.ca
Manitoba Alberta Saskatchewan	**Jean-Vianney Auclair** Sous-ministre adjoint Bureau de l'éducation française	jean-vianney.auclair@gov.mb.ca
Ontario	**Denys Giguère** Directeur des politiques et programmes d'éducation en langue française Ministry of Education and Ministry of Training, Colleges and Universities	denys.giguere@ontario.ca
Québec	**Leo La France (président)** Sous-ministre adjoint, Services aux anglophones, aux autochtones et aux communautés culturelles Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport Laurent Trudel (appui à la présidence) Coordonnateur de l'Entente Canada-Québec Mathieu Faucher Conseiller, Direction des affaires internationales et canadiennes	514-873-3788 Leo.Lafrance@mels.gouv.qc.ca 514-873-3339, poste 5282 laurent.trudel@mels.gouv.qc.ca 418-644-1259 poste 2355 mathieu.faucher@mels.gouv.qc.ca

New Brunswick/ Nouveau Brunswick	**Marcel Lavoie** Directeur Programmes d'études et de l'apprentissage (Branch)	506-453-2743 marcel.lavoie@gnb.ca
Nova Scotia/	**Jacqueline LeVert** Executive Director, Acadian and French Language Services Directrice administrative, Direction des services acadiens et de langue française Mark Bannerman Manager, Federal-Provincial Agreements Gestionnaire des ententes fédérales-provinciales Department of Education	902-424-3927 levertjx@gov.ns.ca 902- 424-2626 BANNERMJ@gov.ns.ca
Île-du-Prince-Édouard Nouvelle-Écosse Terre-Neuve-et-Labrador	**Imelda Arsenault** Acting Senior Director Directrice principale intérimaire Department of Education and Early Childhood Development	imarsenault@edu.pe.ca
Territoires du Nord-Ouest/ Nunavut Yukon	**Raymonde Laberge** French Programs Coordinator Responsible de l'enseignement en langue française Department of Education, Culture and Employment	867-920-8992 raymonde.laberge@gov.nt.ca
CMEC Secretariat	**Jean-Gilles Pelletier** Directeur, Langues officielles David Macfarlane	416-962-8100, poste 272 Jg.pelletier@cmec.ca

LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE EN 2012-2013

Nom du comité	Mandat	Liste des membres	Budget dépensé	Montant ventilé			Résultats atteints
				Frais de déplacement	Repas	Autres	
Comité directeur sur la banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO).	L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) est responsable de ce comité qui a pour mandat de consolider le partenariat de la BDSO dans une perspective de complémentarité et de cohérence.	La liste des membres peut être obtenue auprès de l'ISQ.	N/A	N/A	N/A	N/A	Travaux en cours. L'organisme imputable des résultats de ce comité est l'ISQ.
Table gouvernementale de coopération en information géographique pour une approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique (ACRIgéo).	Le Ministère responsable est le ministère des Ressources naturelles (MRN). Le développement et la mise en oeuvre de l'approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique s'inscrit dans les orientations gouvernementales de modernisation des services publics. À cet effet, le mode de travail en réseau et le développement de partenariats sont suggérés afin de mieux partager les expertises et développer une plus grande synergie. La mise en commun de données géographiques ainsi que d'outils et de services est également prônée.	La liste des membres est disponible au MRN.	N/A	N/A	N/A	N/A	Travaux en cours. Échange et disponibilité de plusieurs jeux de données pour les ministères et organismes. Partage d'informations permettant des gains de productivité au niveau des opérations courantes de l'équipe de géomatique du MELS.

LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE EN 2012-2013

Nom du comité	Mandat	Liste des membres	Budget dépensé	Montant ventilé			Résultats atteints
				Frais de déplacement	Repas	Autres	
Conseil de gestion pour une approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique (ACRIgéo).	Le Ministère responsable est le ministère des Ressources naturelles (MRN). Le développement et la mise en oeuvre de l'approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique s'inscrit dans les orientations gouvernementales de modernisation des services publics. À cet effet, le mode de travail en réseau et le développement de partenariats sont suggérés afin de mieux partager les expertises et développer une plus grande synergie. La mise en commun de données géographiques ainsi que d'outils et de services est également prônée.	La liste des membres est disponible au MRN.	N/A	N/A	N/A	N/A	Travaux en cours. Pour le MELS, économie de plus de 10 000$ annuellement pour l'acquisition de données, en plus des gains de qualité des données et de productivité de l'équipe de géomatique.
Comité de gestion stratégique (CGS) du Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC). Ce comité relève du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE).	Gérer les aspects opérationnels des travaux du CSCE.	Ce comité est composé de représentants des provinces et territoires canadiens. La liste des membres peut être obtenue auprès du Ministère responsable du comité.	Les frais sont assumés par le CMEC.	N/A	N/A	N/A	N/A

LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE EN 2012-2013

Nom du comité	Mandat	Liste des membres	Budget dépensé	Montant ventilé			Résultats atteints
				Frais de déplacement	Repas	Autres	
Comité directeur du programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et sur l'enquête sur les jeunes en transition (EJET).	Assurer la gestion des enquêtes PISA et EJET.	Ce comité est composé de représentants des provinces et territoires canadiens. La liste des membres peut être obtenue auprès du Ministère responsable du comité.	Les frais sont assumés par le CMEC.	N/A	N/A	N/A	Travaux en cours.
Comité scientifique sur l'initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants.	Le mandat du comité est de se prononcer sur les aspects scientifiques et méthodologiques du projet d'enquête, en tenant compte du contexte et des objectifs de mobilisation qui y sont associés. Le Comité scientifique est soutenu par un groupe de travail volet enquête.	MSSS, ISQ, INSPQ, AGENCE SSS, AVENIR D'ENFANTS, MELS, MFA, INFOCENTRE DE SANTÉ PUBLIQUE.	N/A	N/A	N/A	N/A	Le MSSS et l'ISQ sont responsables de ce comité et de sa reddition de comptes.
Groupe consultatif de spécialistes en littératie et alphabétisation.	Favoriser le dialogue et les échanges sur la littératie et l'alphabétisation à l'échelon pancandien, formuler des recommandations et prodiguer des conseils sur le programme de recherche en littératie et alphabétisation et une expertise sur la mise en oeuvre continue du Plan d'action pour la littératie et l'alphabétisation.	La liste des membres peut être obtenue auprès du conseil des ministres de l'éducation Canada (CMEC).	N/A	N/A	N/A	N/A	Travaux en cours.

LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE EN 2012-2013

Nom du comité	Mandat	Liste des membres	Budget dépensé	Montant ventilé			Résultats atteints
				Frais de déplacement	Repas	Autres	
Comité consultatif du Programme d'évaluation internationale sur les compétences des adultes (PEICA).	Forum de discussion stratégique destiné à guider la définition des priorités en matière de production, de recherche et de diffusion, dans l'optique de faire la meilleure utilisation possible des PEICA pour l'orientation des politiques publiques au Canada.	La liste des membres peut être obtenue auprès du Conseil des ministres de l'éducation Canada (CMEC).	N/A	N/A	N/A	N/A	Travaux en cours.
Sous-comité sur le Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP). Ce sous-comité relève du Comité de gestion stratégique (CGS) du Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC).	Analyser et développer le Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP).	Il est composé de représentants des provinces et territoires canadiens. La liste des membres peut être obtenue auprès du Secrétariat du CMEC.	Les frais sont assumés par le CMEC.	N/A	N/A	N/A	N/A
Groupe de travail sur les systèmes d'enseignement (NESLI). Ce groupe relève du Comité de gestion stratégique (CGS) du Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC).	Analyser et développer des données pancanadiennes sur les systèmes d'enseignement.	Il est composé de représentants des provinces et territoires canadiens. La liste des membres peut être obtenue auprès du Secrétariat du CMEC.	Les frais sont assumés par le CMEC.	N/A	N/A	N/A	N/A

LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE EN 2012-2013

Nom du comité	Mandat	Liste des membres	Budget dépensé	Montant ventilé			Résultats atteints
				Frais de déplacement	Repas	Autres	
Sous-comité sur la mise en oeuvre de la stratégie de données. Ce groupe de travail relève du Comité de gestion stratégique (CGS) du Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC).	Poursuivre la mise en œuvre de données et d'indicateurs pancanadiens et internationaux comparatifs.	Il est composé de représentants des provinces et territoires canadiens. La liste des membres peut être obtenue auprès du Secrétariat du CMEC.	Les frais sont assumés par le CMEC.	N/A	N/A	N/A	N/A
Comité des partenaires gouvernementaux du Gouvernement ouvert	Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) est responsable de ce comité qui a pour mandat d'assurer le déploiment du gouvernement ouvert dans toute l'Administration québécoise.	La liste des membres peut être obtenue auprès du SCT.	N/A	N/A	N/A	N/A	Le SCT est responsable de ce comité et de sa reddition de comptes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

RÉPONSE

- Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes.

Données au 30 novembre 2012

Secteur	Nombre d'employés occasionnels[1]	%
Direction sous-ministérielle	11	12,0
Services à la communauté anglophone, affaires autochtones et Plan Nord	2	5,0
Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire	7	6,9
Réseaux	27	12,1
Formation professionnelle et technique et formation continue	8	8,2
Administration et aide financière aux études	122	23,3
Loisir et sport	5	9,6
Financement et dirigeant Réseau de l'information	2	2,0
Total MELS[2]	**184**	**14,9**

1. Personnel occasionnel en lien d'emploi au 30 novembre 2012.
2. Inclut le personnel affecté aux activités et aux programmes de l'enseignement supérieur, de la formation technique et de l'aide financière aux études du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Aucune donnée historique n'est disponible pour les années antérieures.

- Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Au 30 novembre 2012, on dénombre 310 employés temporaires. Ce nombre exclut ceux qui ont quitté le Ministère en cours d'année. Aucune donnée historique n'est disponible.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 par la Direction des communications, incluant le coût, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue.

RÉPONSE

Sujet : Évaluation de la campagne sur l'intimidation et la violence à l'école (voir annexe)

Coût : 15 620,00 $

Firme retenue : INFRAS Inc.

Sujet : Évaluation de la campagne de promotion de la Journée nationale du sport et de l'activité physique (JNSAP) (voir annexe)

Coût : 13 134,15 $

Firme retenue : INFRAS Inc.

Sujet : Évaluation de la campagne Plaisirs d'hiver (voir annexe)

Coût : 5 970,56 $

Firme retenue : INFRAS Inc.

Sujet : Évaluation de la campagne de promotion des saines habitudes de vie, volet Jeunes filles (Danse avec Joey) (voir annexe)

Coût : 13 015,29 $

Firme retenue : INFRAS Inc.

Sujet : Évaluation de la campagne Tout pour réussir/*Heading for Success* (portion anglophone) (voir annexe)

Coût : 5 500 $ (la portion francophone est assumée par le MESS)

Firme retenue : INFRAS Inc.

INFRAS INTERNATIONAL

Évaluation de la stratégie de communication gouvernementale sur l'intimidation et la violence à l'école chez les jeunes

Réalisée pour :

Madame Danie Desrosiers

Direction des communications
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
1035, rue de la Chevrotière, 28e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone: 418 528-2265, poste 3050
Télécopieur: 418 644-7563
danie.desrosiers@mels.gouv.qc.ca
www.mels.gouv.qc.ca

Par :

INFRAS
INFormation, Recherche et Analyse de la Société Inc.
8092, rue du Zéphyr
Charny (Québec) G6X 3M1
418 832-7797
info@infras-intl.com
www.infras-intl.com

Rapport final
6 juillet 2012

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF **3**
CONTEXTE 3
MÉTHODOLOGIE 4
PROFIL DES RÉPONDANTS 4
PRÉSENTATION DU RAPPORT 5
FAITS SAILLANTS 6
1. RÉSULTATS OBTENUS AUPRÈS DES JEUNES **7**
1.1. COMPORTEMENT PROBABLE FACE À L'INTIMIDATION 8
1.2. PUBLICITÉS TÉLÉVISÉES ET INTERNET 9
1.3. PUBLICITÉS IMPRIMÉES 14
1.4. AFFICHES / AFFICHETTES EN MILIEU SCOLAIRE 16
1.5. MICROSITE MOIJAGIS.COM / IRIGHTTHEWRONG.COM 17
1.6. CONCOURS « L'INTIMIDATION, C'EST FINI. MOI, J'AGIS. » 18
1.7. ÉVALUATION GLOBALE DE LA PERTINENCE DE LA CAMPAGNE 18
2. RÉSULTATS OBTENUS AUPRÈS DES PARENTS **19**
2.1. PUBLICITÉS TÉLÉVISÉES ET INTERNET 20
2.2. PUBLICITÉS IMPRIMÉES 23
2.3. MICROSITE MOIJAGIS.COM / IRIGHTTHEWRONG.COM 25
2.4. ÉVALUATION GLOBALE DE LA PERTINENCE DE LA CAMPAGNE 26
3. CONCLUSIONS **27**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Contexte

L'intimidation et la violence à l'école chez les jeunes peuvent avoir de graves conséquences et constituent un enjeu majeur de société. C'est pourquoi il est nécessaire de faire de l'intimidation et de la violence, un acte socialement inacceptable et de mieux informer les jeunes, leurs parents et la population en général, sur ce qu'est l'intimidation, comment la contrer et comment recevoir de l'aide.

En ce sens, une stratégie de communication gouvernementale sur l'intimidation et la violence chez les jeunes, prévue sur trois ans, a été mise en oeuvre en février 2012. Les objectifs de communication étaient :

- de donner un accès rapide et centralisé aux informations relatives à l'intimidation et aux mesures et ressources disponibles;
- de promouvoir le caractère inacceptable de l'intimidation et de la violence chez les jeunes;
- d'informer, sensibiliser et accroître la vigilance par rapport au phénomène de l'intimidation et de la violence chez les jeunes.

Cette stratégie de communication comportait trois principaux outils de communication. Entre autres, des publicités ont été diffusées à la télévision et dans des magazines, journaux et hebdomadaires en français et sur le Web en français et en anglais; ces publicités invitaient les jeunes témoins d'intimidation à devenir des héros ordinaires en dénonçant les gestes d'intimidation. Dans la version francophone, la violence verbale, la violence physique et la cyberintimidation étaient mentionnées tandis que dans la version anglophone, il était seulement question de la violence verbale et de la cyberintimidation.

Des affiches francophones et affichettes anglophones ont aussi été distribuées en milieu scolaire, sous le thème « Contre l'intimidation, on a tous le pouvoir de devenir des héros ordinaires ». Elles invitaient les jeunes du secondaire et de l'élémentaire à présenter un projet contre l'intimidation et de courir ainsi la chance de gagner un spectacle et un prix en argent pour leur école.

Finalement, un microsite français et anglais ainsi qu'un concours et une déclaration d'engagement étaient associés à la campagne; le microsite était en fait l'élément central de cette dernière. Sous le thème « L'intimidation, c'est fini. Moi j'agis. », on voulait inciter les jeunes, leurs parents et les intervenants scolaires à agir contre l'intimidation. Le microsite contient de l'information tant pour les victimes, les témoins que les intimidateurs et présente aussi des exemples de bonnes pratiques dans les écoles. On y trouve également une section pour s'inscrire au concours et une déclaration d'engagement contre l'intimidation à signer en ligne.

Ainsi, le mandat confié à INFRAS consistait à réaliser l'évaluation de cette campagne. Afin de répondre aux objectifs poursuivis, l'évaluation s'est déroulée sous la forme de deux sondages électroniques, l'un mené auprès de jeunes francophones et anglophones âgés entre 10 ans et 17 ans (cible principale) et l'autre auprès de parents francophones et anglophones ayant un enfant appartenant à ce même groupe d'âge (cible secondaire). Un total de 800 questionnaires remplis était attendu (400 jeunes et 400 parents).

Méthodologie

Le sondage a été mené en ligne par INFRAS auprès de 400 jeunes et 400 parents, en s'assurant de la représentativité de l'échantillon par rapport à la population du Québec. Pour chacun de ces deux volets, une marge d'erreur globale de +/- 4,90%, 19 fois sur 20, est associée aux résultats d'ensemble.

Les questionnaires, en versions françaises et anglaises, ont été élaborés par INFRAS en collaboration avec le Client et avaient une durée moyenne de 6 minutes et 54 secondes pour le volet jeunes et de 5 minutes 17 secondes pour le volet parents. Il est à noter que la méthodologie électronique permettait d'intégrer les visuels des outils évalués.

Une fois les questionnaires traduits, approuvés et programmés, INFRAS a transmis au Client des informations d'accès afin qu'il puisse les vérifier et les tester à même l'interface Web, de manière à valider les questionnaires ainsi que leur présentation. Suite aux pré-tests réalisés le 6 juin 2012 qui n'a soulevé aucun problème, la collecte électronique des données s'est déroulée jusqu'au 13 juin 2012.

Les deux tableaux de la section suivante présentent le profil des répondants, jeunes et parents.

Profil des répondants

Jeunes

		%	N
	Total	**100,0%**	**400**
Âge	10 ans	9,3%	37
	11 ans	6,5%	26
	12 ans	7,0%	28
	13 ans	10,5%	42
	14 ans	11,5%	46
	15 ans	14,3%	57
	16 ans	22,8%	91
	17 ans	18,3%	73
Sexe	Garçon	43,3%	173
	Fille	56,8%	227
Niveau scolaire	Primaire	21,0%	84
	Secondaire	79,0%	316
Région	Montréal	46,0%	184
	Québec	17,0%	68
	Ailleurs dans la province	37,0%	148
Langue	Francophones	76,0%	304
	Anglophones	24,0%	96

Parents

		%	N
	Total	**100,0%**	**400**
Âge de l'enfant	10 ans	11,7%	46
	11 ans	11,1%	44
	12 ans	11,4%	45
	13 ans	15,1%	60
	14 ans	10,3%	41
	15 ans	14,1%	56
	16 ans	16,7%	66
	17 ans	9,6%	38
Sexe de l'enfant	Un garçon	51,2%	204
	Une fille	48,8%	196
Niveau scolaire de l'enfant	Primaire	31,1%	124
	Secondaire	68,9%	276
Région	Montréal	47,4%	189
	Québec	17,9%	72
	Ailleurs dans la province	34,7%	139
Sexe du parent	Homme	47,6%	190
	Femme	52,4%	210
Langue	Francophones	75,3%	301
	Anglophones	24,7%	99

Présentation du rapport

Dans ce rapport, les résultats obtenus seront présentés dans un premier temps pour le volet jeunes, puis pour le volet parents, suivis par un dernier chapitre qui rappelle les principaux constats.

Tous les éléments sondés sont présentés sous diverses catégories (notoriété, appréciation, etc.), en illustrant les résultats globaux et toute différence significative entre les divers croisements statistiques appliqués lors de notre analyse selon le profil des répondants (niveau scolaire, âge, sexe, etc.) sera indiquée et décrite. Lorsque les résultats ne sont présentés que de façon globale, sans distinction selon le profil des répondants, cela signifie qu'aucune variation significative ou pertinente n'est observée en lien avec ces résultats.

Il peut arriver, dans certains graphiques ou tableaux, que les totaux diffèrent de 100,00% : ces situations s'expliquent par les arrondissements numériques effectués sur certaines données ou par la présentation de résultats associés à des réponses multiples.

Tout d'abord, la prochaine section permet au lecteur de prendre rapidement connaissance des principaux faits saillants ressortant de cette évaluation de la campagne l'intimidation et la violence à l'école chez les jeunes.

Faits saillants

- Globalement, l'étude de cette campagne a permis de constater qu'elle a été très performante, surtout auprès du principal public ciblé, c'est-à-dire les jeunes.
- De plus, les résultats des énoncés d'évaluation indiquent sans ambiguïté que les messages véhiculés répondaient très bien aux objectifs poursuivis par la campagne.
- Par ailleurs, les différents médias choisis pour la diffusion des outils publicitaires de la campagne ont permis d'obtenir des niveaux d'exposition potentielle élevés auprès des deux populations interrogées.
- Le tableau ci-dessous présente les principaux résultats relativement à l'évaluation des différents outils de la campagne. Il est notamment constaté d'excellents niveaux de notoriété auprès des jeunes ainsi qu'une appréciation globale très élevée des publicités, tant par les parents que par les jeunes :

Éléments d'évaluation		**Publicités télévisées et Internet**						**Publicités imprimées (francophones seulement)**	**Affiches en milieu scolaire**	
		Lucas		David		Raphaëlle / Annabelle				
		Franco-phones	**Anglo-phones**	**Franco-phones**	**Anglo-phones**	**Franco-phones**	**Anglo-phones**		**Franco-phones**	**Anglo-phones**
Notoriété assistée	Jeunes	51,5%	28,6%	39,5%	s/o	35,2%	25,0%	18,0%	35,8% primaire 47,7% secondaire	23,5% primaire 23,1% secondaire
	Parents	36,0%	45,3%	25,8%	s/o	19,4%	19,1%	14,6%	s/o	
	*Norme**	*30%-40%*						*20%-30%*	*30%-40%*	
Appréciation globale	Jeunes	Francophones : 91,9%; Anglophones : 71,4%						82,9%	83,7%	78,6
	Parents	Francophones : 94,4%; Anglophones : 80,9%						84,6%	s/o	
	Norme	*50%-60%*						*50%-60%*	*50%-60%*	
Rétention assistée du site	Jeunes	Francophones : 54,1%; Anglophones : 47,4%								
	Parents	Francophones : 35,4%; Anglophones : 26,6%								
	Norme	*40%-50%*								

* La norme moyenne présentée constitue la moyenne générale des résultats obtenus pour des campagnes d'envergure, de public et de thème similaires ou comparables.

1. Résultats obtenus auprès des jeunes

1.1. Comportement probable face à l'intimidation

Une question était posée aux jeunes interrogés afin d'évaluer la probabilité qu'ils dénoncent un geste d'intimidation ou de violence, s'ils en étaient témoins.

Sans variation significative selon la langue, ce sont plus de quatre répondants sur dix (42,3%) qui signaleraient *certainement* un tel geste, et 35,8% qui le feraient *probablement*; ainsi, la grande majorité des jeunes interrogés (78,1%) estiment qu'il est très probable qu'ils dénonceraient une scène d'intimidation ou de violence. À l'inverse, moins de 5% des répondants ont indiqué que cela serait très peu probable, alors que 17,5% sont indécis :

« Si tu étais victime ou témoin d'intimidation ou de violence, est-ce que tu le signalerais (la dénoncerais)... »			
	Francophones	Anglophones	Total
Certainement	43,6%	33,9%	42,3%
Probablement	34,9%	41,1%	35,8%
Total – Forte probabilité de dénonciation	78,5%	75,0%	78,1%
Peut-être	16,3%	25,0%	17,5%
Probablement pas	4,7%	0,0%	4,0%
Certainement pas	0,6%	0,0%	0,5%

- Aucune différence significative n'apparaît sur ce point : la majorité des jeunes interrogés, peu importe leur âge, leur langue, leur niveau scolaire, leur sexe ou leur région de résidence, dénonceraient fort probablement une situation d'intimidation ou de violence, s'ils en étaient témoins.

1.2. Publicités télévisées et Internet

Exposition potentielle

Afin de mesurer l'exposition potentielle des jeunes interrogés aux différentes publicités diffusées à la télévision (francophones uniquement) et sur Internet (francophones et anglophones), il leur était demandé d'indiquer quels sites et quels réseaux de télévision ils avaient récemment consultés ou regardés, parmi les médias utilisés dans la campagne. Il est constaté que les choix des médias utilisés ont permis des niveaux d'exposition potentielle très élevés aux publicités (plus de 90%).

Du côté des jeunes francophones, nous observons que l'exposition potentielle aux publicités Internet s'élève à 91,6%, principalement grâce à l'utilisation de *Facebook* (83,3%), de *VRAK.TV* (34,6%) et de *Télétoon* (19,4%). De nombreux sites récoltent moins de 5% de taux de consultation par la population interrogée, dont certains semblent nettement être très peu populaires, tels que *Jet7basket.com* à 0,6% et *Ton petit lait* à 0,3 :

Exposition potentielle aux publicités Internet – Proportions de répondants (francophones) ayant récemment consulté les sites Web de la campagne			
Facebook	**83,3%**	Cruxco.tv	1,2%
VRAK.TV	**34,6%**	Scene1425	1,2%
Télétoon	**19,4%**	Dans tes oreilles	1,2%
Publication Sports	5,7%	Camuz.ca	0,9%
Terrain de Jeux	3,9%	10Kilos	0,6%
Pokpok	2,7%	33mag	0,6%
blog.33mag	2,1%	Jet7basket.com	0,6%
Ecoutez.ca	2,1%	Piktur-This	0,6%
Snow Show	1,5%	Skibums.tv	0,6%
Sports de ruelle	1,5%	Ton petit lait	0,3%
Tvgo.ca	1,5%		
Exposition potentielle globale : 91,6%			

- L'exposition potentielle aux publicités Internet des jeunes francophones est significativement plus élevée chez les répondants qui sont au secondaire que ceux de niveau primaire (93,4% comparativement à 84,1%), de même que chez les filles par rapport aux garçons (96,0% comparativement à 85,1%).

Pour ce qui est de l'exposition potentielle aux publicités télédiffusées, toujours du côté des jeunes francophones, elle se chiffre à plus de 95%, surtout grâce aux réseaux *VRAK.TV* (75,0%), *TVA* (66,0%) et *Télétoon* (53,8%) :

Exposition potentielle aux publicités télévisées - Proportions de répondants (francophones) ayant récemment regardé les chaînes télévisées de la campagne	
VRAK.TV	**75,0%**
TVA	**66,0%**
Télétoon	**53,8%**
TVA Sports	25,9%
LCN	25,0%
Addik TV	20,9%
Mlle	9,0%
VOX	8,4%
Exposition potentielle globale : 95,9%	

Du côté des jeunes anglophones, qui n'étaient spécifiquement visés que par deux publicités Internet (présentant *Annabelle et Lucas*), l'exposition potentielle est de 91,1%, notamment encore une fois grâce à *Facebook* (69,6%) et aussi à *Vevo* (*YouTube*; 66,1%). À l'inverse, plusieurs sites récoltent moins de 5%, certains obtenant même une consultation nulle par les répondants (*hercampus.com* et *student.com*, à 0%) :

Exposition potentielle aux publicités Internet – Proportions de répondants (anglophones) ayant récemment consulté les sites Web de la campagne			
Facebook	**69,6%**	crunchyroll.com	3,6%
Vevo / YouTube	**66,1%**	deviantart.com	3,6%
MuchMusic	16,1%	roblox.com	3,6%
lyrics.com	16,1%	seventeen.com	3,6%
nick.com	14,3%	studentplace.ca	3,6%
playlist.com	14,3%	style.com	3,6%
neopets.com	12,5%	teachertube.com	3,6%
gamehouse.com	10,7%	thegradcafe.com	3,6%
habbo.com	8,9%	8tracks.com	1,8%
imvu.com	8,9%	cheezburger.com	1,8%
ratemyteachers.com	8,9%	jango.com	1,8%
Publication Sports	7,1%	teenchat.com	1,8%
ebuddy.com	7,1%	teenspot.com	1,8%
armorgames.com	5,4%	weeworld.com	1,8%
myyearbook.com	5,4%	hercampus.com	0,0%
onemanga.com	5,4%	student.com	0,0%
Exposition potentielle globale : 91,1%			

- De façon similaire à ce qui a été observé du côté des jeunes répondants francophones, l'exposition potentielle aux publicités Internet des jeunes anglophones est significativement plus élevée chez les répondants qui sont au secondaire que ceux de niveau primaire (97,4% comparativement à 76,5%).

Notoriété spontanée et assistée

De façon spontanée, près de 57% des jeunes interrogés se souvenaient avoir vu une publicité portant sur l'intimidation récemment. En assistant les répondants à l'aide des visuels des publicités diffusées à la télévision et sur Internet, des niveaux de notoriété assistée assez élevés sont constatés, surtout pour la publicité présentant *Lucas* (48,3% au total, mais significativement plus auprès des francophones) :

Notoriété spontanée et assistée - Publicités télévisées et Internet			
	Francophones	Anglophones	Total
Notoriété spontanée	58,1%	48,2%	56,8%
Notoriété Raphaëlle (francophones) - Annabelle (anglophones)	35,2%	25,0%	33,8%
Notoriété Lucas (tous)	51,5%	28,6%	48,3%
Notoriété David (francophones seulement)	39,5%	s/o	39,5%

- Rappelons que l'exposition potentielle aux publicités Internet était plus élevée chez les filles francophones et chez les jeunes de niveau secondaire. Cela peut expliquer pourquoi les filles sont aussi significativement plus nombreuses à se souvenir avoir vu les trois publicités que les garçons (Lucas : filles; 55,5%, garçons; 38,7%. David : filles; 43,9%, garçons : 33,1%. Raphaëlle/Annabelle* : filles; 41,0%, garçons; 24,3%). La notoriété de la publicité présentant Raphaëlle est aussi plus élevée chez les jeunes répondants de niveau secondaire que ceux du primaire (37,0% comparativement à 21,4%).

* Les résultats indiqués tout au long de ce rapport pour la publicité Raphaëlle, impliquent également les résultats obtenus pour le volet anglophone, soit la publicité Annabelle.

Rétention de la mention du site Web

Parmi l'ensemble des jeunes interrogés et sans différence selon leur profil, 30,5% se souvenaient qu'un site Web était mentionné dans ces publicités; seulement 9,3% se souvenaient spontanément qu'il s'agissait de moijagis.com.

De façon assistée toutefois, plus de la moitié des jeunes interrogés (53,5%) se souvenaient que ce site était effectivement mentionné dans les publicités :

	Francophones	Anglophones	Total
Rétention spontanée de la mention d'un site	30,9%	26,3%	30,5%
Proportion de rappel de l'adresse	8,7%	15,8%	9,3%
Rétention assistée du site	54,1%	47,4%	53,5%

Appréciation globale

L'appréciation globale des publicités télévisées et Internet est significativement plus élevée chez les jeunes francophones (91,9% comparativement à 71,4% des jeunes anglophones) :

Appréciation des publicités télévisées et Internet			
	Francophones	Anglophones	Total
Beaucoup	38,1%	16,1%	35,0%
Assez	53,8%	55,4%	54,0%
Appréciation globale	91,9%	71,4%	89,0%
Peu	7,3%	23,2%	9,5%
Pas du tout	0,9%	5,4%	1,5%

Évaluation des impacts

Les publicités télévisées et Internet permettaient sans contredit d'atteindre les objectifs poursuivis.

En effet, selon la très grande majorité des jeunes interrogés, les publicités télévisées et Internet faisaient bien comprendre qu'un jeune agit pour lutter contre l'intimidation et la violence lorsqu'il dénonce ces situations (94,0%), que le message était clair (93,0%) et qu'il faisait aussi comprendre que ces gestes sont inacceptables (88,5%). De grandes proportions de jeunes interrogés sont également d'avis que les publicités sensibilisaient par rapport à ce phénomène (87,0%) et qu'elles pourraient inciter les jeunes à dénoncer les gestes d'intimidation (82,3%).

Des degrés d'accord moindres, mais tout de même élevés, sont observés quant aux énoncés relatifs au microsite; par ailleurs, sur la plupart des autres énoncés, les francophones sont davantage d'accord que les anglophones :

Évaluation des publicités télévisées et Internet			
Élément d'évaluation	**Degré d'accord**		
	Francophones	Anglophones	Total
Fait comprendre qu'en dénonçant l'intimidation et la violence, un jeune agit pour lutter contre l'intimidation et la violence.	95,3%	85,7%	94,0%
Clair sur ce que l'on veut dire aux jeunes.	94,2%	85,7%	93,0%
Fait comprendre que la violence et l'intimidation chez les jeunes sont inacceptables.	90,7%	75,0%	88,5%
Sensibilise par rapport au phénomène de l'intimidation et de la violence chez les jeunes.	89,2%	73,2%	87,0%
Pourrait amener un jeune qui est témoin d'intimidation à dénoncer les gestes d'intimidation.	83,7%	73,2%	82,3%
Informe clairement de l'existence du site moijagis.com.	80,2%	69,6%	78,8%
Fait comprendre que le site Web donne de l'information relative à l'intimidation et aux mesures et ressources disponibles.	76,5%	73,2%	76,0%
Incite à visiter le site moijagis.com.	67,2%	60,7%	66,3%

- Aucune variation n'apparaît sur les degrés d'accord par rapport au sexe ou au niveau scolaire des répondants; par contre, selon la région, il est constaté que les répondants de la région de Québec tendent à se montrent davantage *tout à fait* d'accord, tandis que ceux de la région de Montréal tendent à être plus en désaccord que les autres.

1.3. Publicités imprimées

Exposition potentielle

Afin d'évaluer l'exposition potentielle des jeunes répondants francophones aux publicités imprimées, il leur était demandé quels magazines, journaux et hebdomadaires régionaux ils avaient lus ou feuilletés récemment.

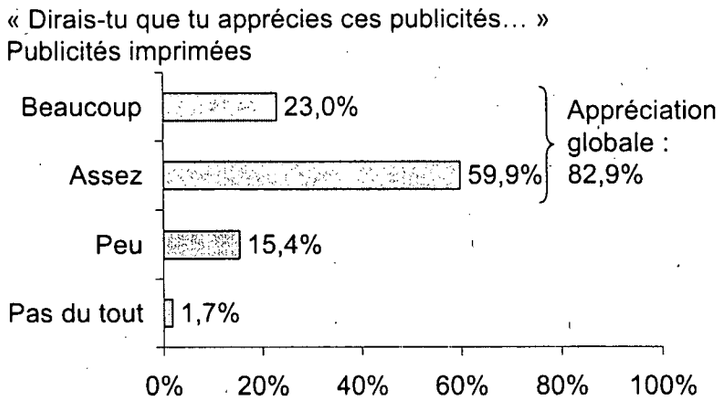
Il est constaté que ce niveau d'exposition potentielle aux publicités est très élevé dans le contexte, à plus de 70%, principalement grâce au *Journal de Montréal* et au magazine *Cool* (lus ou feuilletés respectivement par 32,8% et 27,6% des répondants) :

Exposition potentielle aux publicités imprimées – Magazines ou hebdos consultés par les répondants (francophones)	
Le Journal de Montréal	32,8%
Cool	27,6%
Le Journal de Québec	14,0%
24 heures	10,8%
Yoopa	3,5%
Hebdos régionaux de la Montérégie	6,1%
Hebdos régionaux de Lanaudière	3,8%
Hebdos régionaux de Chaudière-Appalaches	2,9%
Hebdos régionaux des Laurentides	2,9%
Hebdos régionaux de l'Estrie	2,6%
Hebdo régional de Laval	2,6%
Hebdos régionaux du Bas-St-Laurent	2,3%
Hebdos régionaux du Saguenay-Lac-St-Jean	2,3%
Hebdos régionaux de l'Abitibi-Témiscamingue	2,3%
Hebdos régionaux de la Mauricie	1,5%
Hebdo régional de l'Outaouais	0,9%
Hebdos régionaux de la Côte-Nord	0,9%
Hebdos régionaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0,6%
Exposition potentielle globale : 70,9%	

- Tout comme pour l'exposition potentielle aux publicités télévisées et Internet, les filles auraient été davantage exposées aux publicités imprimées que ne l'auraient été les garçons (78,0% comparativement à 60,4%).

Notoriété assistée et appréciation globale

Sans variation selon leur profil, ce sont 18,0% des jeunes répondants francophones qui se souvenaient avoir vu les publicités imprimées (de manière assistée, soit avec support visuel). Par ailleurs, l'appréciation globale de ces publicités se chiffre à plus de 82% :



- L'appréciation des publicités imprimées est plus élevée auprès des jeunes de niveau primaire que ceux du secondaire (Beaucoup; primaire : 34,3%, secondaire : 20,2%. Peu; primaire : 7,5%, secondaire : 17,3%).

Évaluation des impacts

Tout comme les publicités télévisées et Internet, il est constaté que les publicités imprimées poursuivaient bien les objectifs de communication. Elles permettaient notamment de bien informer du microsite et du concours :

Évaluation des publicités imprimées	
Élément d'évaluation	**Degré d'accord**
Le message m'informe clairement de l'existence du site moijagis.com.	88,4%
Le message m'informe clairement du concours « L'intimidation, c'est fini. Moi, j'agis. »	80,5%
Le message m'incite à visiter le site moijagis.com.	75,6%
Le message m'incite à participer au concours.	68,0%

1.4. Affiches / Affichettes en milieu scolaire

Notoriété spontanée et assistée

Les affiches (francophones) et affichettes (anglophones) distribuées en milieu scolaire obtiennent de très bons niveaux de notoriété, particulièrement celle distribuée dans les établissements d'enseignement de niveau secondaire, à 47,7% chez les francophones :

Notoriété spontanée et assistée – Affiches/affichettes en milieu scolaire			
	Francophones	Anglophones	Total
Spontanée	48,3%	23,2%	44,8%
Assistée (primaire)	35,8%	23,5%	33,3%
Assistée (secondaire)	47,7%	23,1%	44,6%

- Les anglophones auraient significativement moins vu les affichettes, comparativement aux francophones.

Appréciation globale

L'appréciation globale des affiches est aussi très élevée, à 83%, sans variation selon le profil des répondants :

« Dirais-tu que tu apprécies cette affiche/affichette... »			
	Francophones	Anglophones	Total
Beaucoup	24,7%	14,3%	23,3%
Assez	59,0%	64,3%	59,8%
Appréciation globale	83,7%	78,6%	83,1%
Peu	15,7%	19,6%	16,3%
Pas du tout	0,6%	1,8%	0,8%

Évaluation des impacts

Les affiches en milieu scolaire permettaient elles aussi de répondre aux objectifs recherchés, tant selon les jeunes francophones que les jeunes anglophones : elles informaient particulièrement bien de l'existence du microsite et du concours :

Évaluation des affiches en milieu scolaire			
Élément d'évaluation	**Degré d'accord**		
	Francophones	Anglophones	Total
Le message m'informe clairement de l'existence du site moijagis.com.	84,9%	73,2%	83,3%
Le message m'informe clairement du concours « L'intimidation, c'est fini. Moi, j'agis. »	81,1%	66,1%	79,0%
Le message m'incite à visiter le site moijagis.com.	69,5%	53,6%	67,3%
Le message m'incite à participer au concours.	67,2%	53,6%	65,3%

1.5. Microsite moijagis.com / Irightthewrong.com

Notoriété et fréquentation

Parmi l'ensemble des jeunes interrogés, 38,8% avaient déjà entendu parler du microsite associé à la campagne (davantage les francophones à 43,3%), et 6,5% ont indiqué l'avoir déjà visité. La très grande majorité des répondants avaient connu le site grâce à des publicités (59%) ou par le biais de leur école (30%) :

	Francophones	Anglophones	Total
Notoriété du site	43,3%	10,7%	38,8%
Fréquentation du site	7,0%	3,6%	6,5%

« De quelle façon avais-tu entendu parler du site moijagis.com? »			
	Francophones	Anglophones	Total
Par des publicités	59,7%	50,0%	59,4%
À l'école	29,5%	33,3%	29,7%
Par des amis	6,0%	0,0%	5,8%
Ne sais pas	2,0%	16,7%	2,6%
Autre	2,0%	0,0%	1,9%
Par mes parents	0,7%	0,0%	0,6%

Appréciation et commentaires

Parmi les 26 répondants ayant visité le microsite (6,5% de 400), la totalité ont indiqué avoir apprécié *assez* ou *beaucoup* leur visite. Tous ces répondants ont aussi été en accord avec les différents énoncés d'évaluation du microsite, indiquant que ce dernier fournit de l'information claire et facile à comprendre sur l'intimidation, qu'il sensibilise par rapport au phénomène de l'intimidation et de la violence chez les jeunes, qu'il incite à agir contre l'intimidation et enfin, qu'il permet de mieux comprendre ce que sont l'intimidation et la violence.

Notoriété, consultation et signature de la déclaration d'engagement

Toujours parmi les 26 répondants ayant déjà visité le microsite, 18 (69,2%) avaient remarqué la présence de la déclaration d'engagement contre l'intimidation et la violence. Parmi ces 18 répondants, 11 (61,1%) ont indiqué l'avoir consultée et signée, tandis que 7 l'ont consultée sans la signer.

1.6. Concours « L'intimidation, c'est fini. Moi, j'agis. »

Ce sont 16,8% de l'ensemble des jeunes interrogés (significativement plus les francophones) qui avaient entendu parler du concours avant de participer à cette étude, tandis que 2,5%, seulement des jeunes francophones, ont indiqué y avoir participé :

	Francophones	Anglophones	Total
Notoriété du concours	18,3%	7,1%	16,8%
Participation au concours	2,9%	0,0%	2,5%

La totalité des 10 répondants ayant participé au concours (2,5%, uniquement les francophones, du total de 400 répondants) l'ont trouvé intéressant.

1.7. Évaluation globale de la pertinence de la campagne

En dernier lieu, les jeunes interrogés étaient invités à indiquer à quel point, selon eux, une telle campagne est pertinente pour les jeunes en général, et à quel point ils se sentent eux-mêmes, personnellement, interpellés par la campagne et son message.

Ainsi, sans variation selon la langue des répondants, il est constaté que la majorité des jeunes jugent la campagne comme étant pertinente, davantage pour les jeunes en général, mais légèrement moins pour eux-mêmes :

Évaluation du degré de pertinence d'une telle campagne par les répondants									
	Beaucoup			**Un peu**			**Pas du tout**		
	Franco-phones	Anglo-phones	Total	Franco-phones	Anglo-phones	Total	Franco-phones	Anglo-phones	Total
Pour le répondant personnellement	31,1%	21,4%	29,8%	51,2%	60,7%	52,5%	17,7%	17,9%	17,8%
Pour les jeunes en général	59,3%	48,2%	57,8%	39,2%	50,0%	40,8%	1,5%	1,8%	1,5%

- Il est aussi observé que les jeunes répondants de niveau primaire jugent davantage cette campagne pertinente que ceux du secondaire, tant pour les jeunes en général (Beaucoup; primaire : 71,4%, secondaire : 54,1%) que dans leur situation personnelle (Beaucoup; primaire : 39,3%, secondaire : 27,2%).

2. Résultats obtenus auprès des parents

2.1. Publicités télévisées et Internet

Exposition potentielle

L'exposition potentielle des parents francophones interrogés aux publicités Internet s'élève à 86,9%, et à plus de 97% pour les publicités télévisées. Nous remarquons en particulier l'efficacité de l'utilisation des sites *Facebook* (70,3%) et ceux des réseaux *TVA* (43,0%) et *Canoë* (38,2%), de même que des chaînes télévisées *TVA* (85,1%) et *LCN* (60,5%) :

Exposition potentielle aux publicités Internet – Sites de la campagne consultés par les répondants (francophones)			
Facebook	70,3%	Snow Show	0,4%
Sites du réseau TVA	43,0%	Ton petit lait	0,4%
Sites de Canoë	38,2%	Camuz.ca	0,4%
VRAK.TV	18,2%	blog.33mag	0,4%
Télétoon	17,9%	Skibums.tv	0,2%
Publication Sport	7,3%	Pokpok	0,2%
Terrain de Jeux	1,6%	Piktur-This	0,2%
Ecoutez.ca	1,2%	10Kilos	0,2%
Tvgo.ca	1,0%	Scene1425	0,0%
Sports de ruelle	0,9%	Dans tes oreilles	0,0%
Jet7basket.com	0,9%	Cruxco.tv	0,0%
33mag	0,6%		
Exposition potentielle globale : 86,9%			

Exposition potentielle aux publicités télévisées - Chaînes de la campagne regardées par les répondants (francophones)	
TVA	85,1%
LCN	60,5%
VRAK.TV	52,2%
Télétoon	43,2%
TVA Sports	28,4%
Addik TV	20,2%
Mlle	11,4%
VOX	8,1%
Exposition potentielle globale : 97,4%	

Du côté des répondants anglophones, l'exposition aux publicités Internet grâce aux différents sites utilisés est de 86,7%, encore une fois particulièrement grâce à *Facebook* (83,6%) et à *Vevo / Youtube* (64,4%) :

Exposition potentielle aux publicités Internet - Sites de la campagne consultés par les répondants (anglophones)			
Facebook	83,6%	seventeen.com	6,7%
Vevo / YouTube	64,4%	ebuddy.com	6,2%
deviantart.com	26,2%	jango.com	6,2%
neopets.com	23,1%	playlist.com	6,2%
lyrics.com	22,7%	student.com	6,2%
armorgames.com	16,4%	habbo.com	3,1%
imvu.com	16,4%	teachertube.com	3,1%
nick.com	16,4%	weeworld.com	3,1%
ratemyteachers.com	16,4%	8tracks.com	,0%
Publication Sports	9,8%	cheezburger.com	,0%
myyearbook.com	9,8%	crunchyroll.com	,0%
studentplace.ca	9,8%	hercampus.com	,0%
teenspot.com	9,8%	onemanga.com	,0%
MuchMusic	9,4%	style.com	,0%
gamehouse.com	9,4%	teenchat.com	,0%
roblox.com	6,7%	thegradcafe.com	,0%
Exposition potentielle globale : 86,7%			

Notoriété spontanée et assistée

De façon spontanée, plus de 60% des parents interrogés se souvenaient avoir récemment vu une publicité relativement à l'intimidation chez les jeunes. À l'aide des visuels, la publicité présentant Lucas obtient une notoriété assistée de 36,5%, celle de David, une notoriété de 25,8%, puis celle présentant Raphaëlle, une notoriété assistée de 19,4% :

Notoriété spontanée et assistée - Publicités télévisées et Internet			
	Francophones	Anglophones	Total
Notoriété spontanée	60,7%	57,8%	60,5%
Notoriété Lucas (tous)	36,0%	45,3%	36,5%
Notoriété David (francophones seulement)	25,8%	s/o	25,8%
Notoriété Raphaëlle (francophones) - Annabelle (anglophones)	19,4%	19,1%	19,4%

- Aucune variation significative n'est constatée selon la langue des répondants. Par contre, les pères ont davantage vu les publicités de David (30,6%) et de Raphaëlle / Annabelle (23,5%) que les mères (21,5% et 15,7%).

Rétention de la mention du site Web

De façon spontanée, 23,8% des répondants se souvenaient qu'un site était mentionné dans les publicités télévisées et Internet, alors que 7,7% s'en rappelaient suffisamment pour nommer le site. De façon assistée, ce sont 34,9% des parents interrogés qui se souvenaient que le microsite moijagis.com était bel et bien annoncé dans ces publicités :

	Francophones	Anglophones	Total
Rétention spontanée de la mention d'un site	24,6%	12,9%	23,8%
Proportion de rappel de l'adresse	8,2%	0,0%	7,7%
Rétention assistée du site	35,4%	26,6%	34,9%

- Aucune variation significative n'est constatée selon la langue des répondants.

Appréciation globale

De façon générale, l'appréciation des parents interrogés envers les publicités télévisées et Internet est très élevée, à 94,4% du côté des francophones et à 80,9% du côté des anglophones; environ la moitié des répondants ont même indiqué les apprécier *beaucoup* (51,3% au total) :

« Diriez-vous que vous appréciez ces publicités... »			
	Francophones	Anglophones	Total
Beaucoup	51,5%	48,4%	51,3%
Assez	43,0%	32,4%	42,3%
Appréciation globale	94,4%	80,9%	93,6%
Peu	5,4%	12,9%	5,8%
Pas du tout	0,2%	6,2%	0,6%

Évaluation des impacts

Comme cela a été constaté du côté des résultats obtenus auprès des jeunes répondants, les parents, davantage les francophones sur quelques éléments, sont aussi d'avis que ces publicités répondaient bien aux objectifs poursuivis, particulièrement pour promouvoir la dénonciation des gestes d'intimidation et de violence (93,4%), pour sensibiliser par rapport à ce phénomène (91,2%), pour promouvoir son caractère inacceptable (90,3%) et pour la clarté du message transmis (90,1%) :

Évaluation des publicités télévisées et Internet			
Élément d'évaluation	**Degré d'accord**		
	Francophones	Anglophones	Total
Ce message fait comprendre qu'en dénonçant l'intimidation et la violence, un jeune agit pour lutter contre l'intimidation et la violence.	93,8%	87,5%	93,4%
Ce message me sensibilise par rapport au phénomène de l'intimidation et de la violence chez les jeunes.	92,4%	71,9%	91,2%
Ce message fait comprendre que la violence et l'intimidation chez les jeunes sont inacceptables.	90,9%	80,9%	90,3%
Ce message est clair sur ce que l'on veut dire aux gens.	90,9%	77,8%	90,1%
Le message pourrait amener un jeune qui est témoin d'intimidation à dénoncer les gestes d'intimidation.	87,0%	64,4%	85,6%
Le message fait comprendre que le site Web donne de l'information relative à l'intimidation et aux mesures et ressources disponibles.	78,9%	74,6%	78,6%
Le message m'informe clairement de l'existence du site moijagis.com.	78,0%	57,8%	76,7%
Le message m'incite à visiter le site moijagis.com.	64,6%	52,0%	63,8%

2.2. Publicités imprimées

Exposition potentielle

L'exposition potentielle des parents francophones aux publicités imprimées est très élevée, à 91,2%, et ce, principalement grâce au *Journal de Montréal* et au *Journal de Québec* (52,6% et 23,4%) :

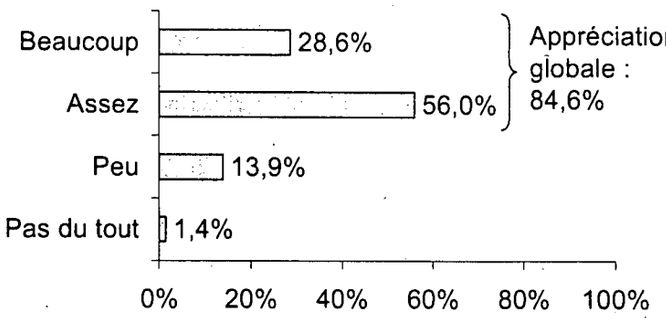
Exposition potentielle aux publicités imprimées - Magazines et hebdos de la campagne consultés par les répondants (francophones)	
Le Journal de Montréal	52,6%
Le Journal de Québec	23,4%
Clin d'œil	18,3%
24 heures	16,0%
Moi et Compagnie	10,5%
Cool	10,3%
Yoopa	1,6%
Hebdos régionaux de la Montérégie	13,5%
Hebdos régionaux des Laurentides	7,8%
Hebdo régional de Laval	7,0%
Hebdos régionaux de Lanaudière	6,2%
Hebdos régionaux de Chaudière-Appalaches	4,4%
Hebdos régionaux de l'Estrie	4,1%
Hebdos régionaux de la Mauricie	3,9%
Hebdos régionaux du Bas-St-Laurent	3,0%
Hebdos régionaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2,5%
Hebdos régionaux du Saguenay-Lac-St-Jean	2,0%
Hebdo régional de l'Outaouais	1,6%
Hebdos régionaux de l'Abitibi-Témiscamingue	1,4%
Hebdos régionaux de la Côte-Nord	0,8%
Exposition potentielle globale : 91,2%	

Notoriété assistée, appréciation globale et impacts

14,6% des parents interrogés se souvenaient avoir vu l'une des publicités imprimées (principalement les pères, à 20,7%, et moins les mères, à 9,1%).

L'appréciation globale des publicités imprimées est élevée, à plus de 84% :

« Diriez-vous que vous appréciez ces publicités... »
Publicités imprimées



De plus, les parents interrogés sont en très grande majorité d'avis que les publicités imprimées informaient clairement de l'existence du microsite associé à la campagne (82,3%) et qu'elles incitaient à visiter ce site (71,4%).

2.3. Microsite moijagis.com / Irightthewrong.com

Notoriété et fréquentation

Parmi l'ensemble des parents interrogés, 22,6% avaient déjà entendu parler du site : les anglophones sont significativement plus nombreux à l'avoir déjà visité que les francophones (12,9% comparativement à 2,7%) :

	Francophones	Anglophones	Total
Notoriété du microsite	23,1%	16,0%	22,6%
Fréquentation	2,7%	12,9%	3,3%

Par ailleurs, la majorité de ces répondants (65,1%), sans variation selon leur langue, affirment avoir connu le site grâce à des publicités :

« De quelle façon en aviez-vous entendu parler? »			
	Francophones	Anglophones	Total
Par des publicités	65,3%	61,0%	65,1%
Par mon jeune	12,6%	19,5%	12,9%
Par des amis ou des proches	12,4%	19,5%	12,7%
Autre	6,2%	0,0%	5,9%
Ne sais pas	3,6%	0,0%	3,4%

Appréciation globale et commentaires

Parmi les 13 répondants ayant visité le site (3,3% de 400), la quasi-totalité ont indiqué avoir *beaucoup* ou *assez* apprécié leur visite. Ils sont aussi pratiquement tous en accord avec les différents énoncés d'évaluation relatifs au site associé à la campagne (qu'il fournit de l'information claire et compréhensible sur l'intimidation, qu'il sensibilise par rapport au phénomène de l'intimidation et de la violence chez les jeunes, qu'il incite à agir contre l'intimidation et qu'il permet de mieux comprendre ce que sont l'intimidation et la violence).

Notoriété, consultation et signature de la déclaration d'engagement

Toujours parmi les 13 parents interrogés qui avaient déjà visité moijagis.com / Irightthewrong.com, 11 d'entre eux ont aperçu la déclaration d'engagement contre l'intimidation et la violence. De ces derniers, 6 l'ont consultée et signée et 4 l'ont consultée sans la signer.

2.4. Évaluation globale de la pertinence de la campagne

Comme cela était fait dans le questionnaire destiné aux jeunes, les parents étaient invités à indiquer à quel point, selon eux, la campagne est pertinente pour les jeunes en général, pour leur jeune personnellement; ils devaient aussi indiquer s'ils se sentaient interpellés, en tant que parents, par cette campagne.

Les résultats obtenus à ce sujet indiquent sans équivoque que les parents voient beaucoup de pertinence dans une telle campagne, surtout pour les jeunes en général et pour eux-mêmes en tant que parents :

Évaluation du degré de pertinence d'une telle campagne par les répondants									
	Beaucoup			**Un peu**			**Pas du tout**		
	Franco-phones	Anglo-phones	Total	Franco-phones	Anglo-phones	Total	Franco-phones	Anglo-phones	Total
Pour le parent personnellement	67,1%	64,9%	67,0%	29,6%	32,0%	29,8%	3,3%	3,1%	3,3%
Pour le jeune du répondant	45,0%	41,8%	44,8%	48,0%	45,3%	47,8%	7,0%	12,9%	7,4%
Pour les jeunes en général	76,6%	68,0%	76,1%	21,6%	32,0%	22,2%	1,8%	0,0%	1,7%

Aucune variation n'est observée selon la langue du parent; par contre, certaines le sont par rapport au niveau scolaire du jeune et selon le sexe du parent et de son jeune :

- Les parents dont le jeune est au niveau scolaire primaire estiment davantage que leur jeune est interpellé par cette campagne (*Beaucoup*; primaire : 53,5%, secondaire : 40,9%).
- De même, les mères se sentent personnellement plus interpellées par cette campagne (*Beaucoup*; mères : 73,6%, pères : 59,7%) et elles considèrent aussi en plus grandes proportions que leur jeune est personnellement interpellé (*Beaucoup*; mères : 50,4%, pères : 38,7%).
- Enfin, selon le sexe du jeune, les parents se référant à leur fille croient davantage que celle-ci est personnellement interpellée, que ceux se référant à leur garçons (*Beaucoup*; jeune fille du parent : 50,0%; jeune garçon du parent : 39,8%).

3. Conclusions

Rappelons que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a conçu la stratégie de communication gouvernementale sur l'intimidation et la violence à l'école chez les jeunes en vue de :

- donner un accès rapide et centralisé aux informations relatives à l'intimidation et aux mesures et ressources disponibles;
- promouvoir le caractère inacceptable de l'intimidation et de la violence chez les jeunes;
- informer, sensibiliser et accroître la vigilance par rapport au phénomène de l'intimidation et de la violence chez les jeunes.

Un placement média réussi

- Dans un premier temps, il a été constaté que les médias choisis dans cette campagne pour la diffusion des publicités télévisées et Internet ont permis d'atteindre des niveaux d'exposition potentielle très élevés (entre 87% et 97%), tant du côté des jeunes que des parents, et des francophones que des anglophones. C'est principalement l'utilisation des sites Facebook, VRAK.TV, Télétoon, Vevo / Youtube, TVA et Canoë ainsi que des chaînes télévisées VRAK.TV, TVA, Télétoon et LCN qui a engendré le plus d'exposition potentielle. Quant aux médias imprimés choisis, ils ont permis d'aussi bons niveaux d'exposition potentielle, particulièrement pour les parents (70% pour les jeunes, 91% pour les parents). L'utilisation du magazine Cool ainsi que des Journal de Montréal et de Québec était particulièrement efficace.

→ Le placement média de la campagne était donc très judicieux, bien que certains sites Web et quelques chaînes télévisées de même que les hebdomadaires régionaux peuvent avoir été superflus et ne pas avoir contribué beaucoup à l'atteint d'une exposition potentielle très élevée aux publicités de la campagne.

Des outils vus, efficaces et appréciés

- Ensuite, quant aux outils évalués en tant que tels, il a été constaté qu'ils ont récolté des niveaux de notoriété assistée généralement dans les normes et des niveaux d'appréciation très élevés (entre 83% et 94% selon les outils et généralement davantage chez les francophones).

- Les publicités télévisées et Internet, particulièrement celle présentant Lucas, ont été vues par 34% à 48% des jeunes interrogés, et par 19% à 37% des parents; ce sont aussi les outils obtenant la plus grande appréciation (89% des jeunes et 94% des parents). Les publicités imprimées obtiennent pour leur part un niveau de notoriété assistée plus faible (18% des jeunes et 15% se souvenant les avoir vues). Quant aux affiches en milieu scolaire, il est constaté qu'elles ont été particulièrement retenues, avec un niveau de notoriété de 33% au niveau primaire et 45% au niveau secondaire.

- Les résultats obtenus dans le cadre de cette étude permettent aussi de souligner que les outils évalués permettaient très bien de répondre aux objectifs poursuivis. Les messages faisaient clairement comprendre qu'un jeune agit pour lutter contre l'intimidation et la violence lorsqu'il dénonce ces situations, et que ces dernières sont inacceptables. Les messages sensibilisaient aussi les jeunes et les parents à ces phénomènes, et incitaient à dénoncer les gestes d'intimidation.

- Il a toutefois été observé que les messages permettaient un peu moins bien d'informer sur le site Web et d'inciter la population interrogée à le visiter : des niveaux plutôt moyens de rétention de la mention du site dans les publicités ont aussi été constatés. De plus, bien que le microsite associé à la campagne était connu par près de 39% des jeunes et 23% des parents interrogés, seulement 7% des jeunes et 3% des parents ont indiqué l'avoir déjà visité. Du côté des jeunes, 17% connaissaient le concours et 2,5% y avait participé. Enfin, les répondants connaissant le site indiquant en majorité l'avoir connu grâce à des publicités.

→ Il semble donc que les publicités auraient pu mettre davantage l'emphase sur le microsite et/ou le concours, en incitant davantage à visiter le site.

Une campagne réussie

→ En bref, malgré des résultats plus faibles relativement au microsite de la campagne, cette évaluation permet de constater que la campagne sur l'intimidation et la violence à l'école a été un franc succès, particulièrement auprès des francophones : les outils, efficaces, très appréciés et accompagnés d'un placement média judicieux, ont permis d'atteindre les objectifs souhaités.

No : 7
Annexe

Évaluation de la campagne sur les saines habitudes de vie

Volets :

Plaisirs d'hiver;
Danse avec Joey;
Journée nationale du sport et de l'activité physique (*JNSAP*).

Réalisée pour :

Madame Brigitte Asselin

Conseillère en communication
Direction des communications
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

1035, de la Chevrotière, 28e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone: 418 528-2265, poste 3062
Télécopieur: 418 528-2080
brigitte.asselin@mels.gouv.qc.ca
www.mels.gouv.qc.ca

Par :

INFRAS
INFormation, Recherche et Analyse de la Société Inc.
8092, rue du Zéphyr
Charny (Québec) G6X 3M1
418 832-7797
info@infras-intl.com
www.infras-intl.com

Rapport final
20 juillet 2012

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF **3**

CONTEXTE 3
MÉTHODOLOGIE 4
PRÉSENTATION DU RAPPORT 4

1. VOLET *PLAISIRS D'HIVER* **5**

1.1. PROFIL DES RÉPONDANTS 6
1.2. HABITUDES DE PRATIQUE D'ACTIVITÉS SPORTIVES 7
1.3. FRÉQUENTATION DE FACEBOOK 8
1.4. PORTE-PAROLE MARIE-HÉLÈNE PRÉMONT 9
1.5. NOTORIÉTÉ DE LA CAMPAGNE ET TAUX DE PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS 12
1.6. FRÉQUENTATION DE LA PAGE FACEBOOK ET DU CALENDRIER 13
1.7. ÉVALUATION DE LA PERTINENCE DE LA CAMPAGNE 13
1.8. CONCLUSIONS – VOLET *PLAISIRS D'HIVER* 14

2. VOLET *DANSE AVEC JOEY* **15**

2.1. PROFIL DES RÉPONDANTS 16
2.2. PUBLICITÉS TÉLÉVISÉES 16
2.3. PUBLICITÉS RADIO 19
2.4. PUBLICITÉS INTERNET ET FACEBOOK 19
2.5. PARTICIPATION AU CONCOURS 21
2.6. SITE WEB AUQUEBECONBOUGE.COM 22
2.7. PORTE-PAROLE JOEY SCARPELLINO 22
2.8. ÉVALUATION DE LA PERTINENCE DE LA CAMPAGNE 23
2.9. CONCLUSIONS – VOLET *DANSE AVEC JOEY* 24

3. VOLET *JOURNÉE NATIONALE DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE (JNSAP)* **25**

3.1. PROFIL DES RÉPONDANTS 26
3.2. HABITUDES DE PRATIQUE D'ACTIVITÉS SPORTIVES 26
3.3. PORTE-PAROLE MARIE-CLAUDE SAVARD 27
3.4. NOTORIÉTÉ SPONTANÉE DE LA CAMPAGNE 27
3.5. PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE 27
3.6. PUBLICITÉ RADIO 28
3.7. PUBLICITÉS INTERNET ET FACEBOOK 29
3.8. AFFICHES / CARTON 31
3.9. ESCOUADES ROUGE FM 31
3.10. SITES WEB 31
3.11. ÉVALUATION DE LA PERTINENCE DE LA CAMPAGNE 32
3.12. CONCLUSIONS – VOLET *JNSAP* 33

4. CONCLUSIONS D'ENSEMBLE **34**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Contexte

Depuis plus de trente ans, le gouvernement du Québec met en place des efforts en matière de promotion des saines habitudes de vie. Plus précisément, pour l'année 2011-2012, le MELS s'est vu accorder la responsabilité de la campagne sur les saines habitudes de vie « Au Québec on aime la vie » de par ses orientations stratégiques ministérielles et en raison de ses clientèles cibles.

Plusieurs programmes ont été mis en place par le MELS afin d'améliorer la qualité de vie dans les écoles (tel que Politique-cadre, cadre de référence pour les établissements d'enseignement supérieur, Programme Kino-Québec, Plaisirs d'hiver, École en forme et en santé, etc.). Par ailleurs, il y a encore une bonne proportion des jeunes du Québec qui ne font pas suffisamment d'exercice, et la situation est particulièrement préoccupante chez les filles.

La campagne sur les saines habitudes de vie de 2011-2012 avait pour objectifs de communication de :

- Générer auprès des jeunes, principalement les jeunes filles, une attitude positive à l'égard d'un mode de vie physiquement actif et d'une saine alimentation en véhiculant les bienfaits qui leur sont associés et qui les interpellent : l'aspect social, l'estime de soi, le plaisir, la fierté, le défi, la confiance en soi, être bien dans sa peau.
- Motiver les jeunes à intégrer à leur quotidien de saines habitudes de vie en faisant la promotion de gestes simples qui sont à leur portée (favoriser le passage à l'action).
- Valoriser les déterminants positifs de la pratique régulière de l'activité physique et sportive chez les adolescentes.
- Motiver, intéresser et mobiliser la population québécoise à la pratique d'activités physiques et sportives dans le but de l'inciter à passer à l'action.

Cette campagne s'est déroulée en trois principaux volets, qui visaient certains publics spécifiques et comportaient différents outils :

- Le volet « Plaisirs d'hiver », ciblant les familles;
- Le volet « Danse avec Joey », ciblant les jeunes;
- Le volet « Journée nationale du sport et de l'activité physique (*JNSAP*) », visant la population québécoise.

Ainsi, le mandat confié à INFRAS consistait à réaliser l'évaluation de ces trois volets de la campagne sur les saines habitudes de vie. Afin de répondre aux objectifs poursuivis, l'évaluation s'est déroulée sous la forme de trois sondages électroniques, soit un sondage pour chacun des volets évalués.

Ce sont 400 questionnaires auprès de parents d'au moins un enfant de moins de 18 ans qui étaient à remplir pour le volet *Plaisirs d'hiver* (francophones uniquement), 400 auprès de jeunes âgés entre 10 et 17 ans pour le volet *Danse avec Joey* (anglophones et francophones) et 500 questionnaires auprès de la population générale pour le volet *JNSAP* (anglophones et francophones).

Méthodologie

INFRAS a mené sur Internet les trois sondages (questionnaires autoadministrés) auprès de chacune des populations ciblées en s'assurant de la représentativité de l'échantillon par rapport à la population du Québec. L'échantillon pour l'évaluation du volet *Danse avec Joey* devait permettre de s'attarder particulièrement aux résultats obtenus auprès des jeunes filles : cette strate populationnelle a donc été surreprésentée lors de l'échantillonnage, puis ramenée à son poids pour observer les résultats d'ensemble. La première section de chacun des trois chapitres spécifiques à l'un des trois volets de la campagne présente le profil des répondants.

Pour le volet *Plaisirs d'hiver*, 408 questionnaires ont été remplis par des parents québécois francophones, pour une marge d'erreur globale de +/- 4,85%, 19 fois sur 20. Le questionnaire avait une durée moyenne de 4 minutes et 34 secondes.

Pour le volet *Danse avec Joey*, 402 questionnaires ont été remplis par des jeunes filles et garçons québécois francophones et anglophones, pour une marge d'erreur globale de +/- 4,89%, 19 fois sur 20. Le questionnaire avait une durée moyenne de 8 minutes et 41 secondes.

Pour le volet *JNSAP*, 502 questionnaires ont été remplis par des adultes québécois francophones et anglophones, pour une marge d'erreur globale de +/- 4,37%, 19 fois sur 20. Le questionnaire avait une durée moyenne de 5 minutes et 4 secondes.

Il est à noter que la méthodologie électronique permettait d'intégrer les visuels des outils évalués. Par ailleurs, les questionnaires utilisés sont remis au Client en annexes du présent document.

Une fois les questionnaires traduits, approuvés et programmés, INFRAS a transmis au Client des informations d'accès afin qu'il puisse les vérifier et les tester à même l'interface Web. Suite aux pré-tests réalisés les 19 et 20 juin 2012 qui n'ont soulevé aucun problème, la collecte électronique des données s'est déroulée jusqu'au 26 juin 2012.

Présentation du rapport

Dans ce rapport, les résultats seront présentés dans un premier temps pour le volet *Plaisirs d'hiver*, puis pour le volet *Danse avec Joey* et, dans un troisième temps, pour le volet *JNSAP*. Le dernier chapitre rappelle les principaux constats et dégage des conclusions d'ensemble pour la campagne évaluée.

Tous les éléments sondés sont présentés sous diverses catégories (notoriété, appréciation, etc.), en illustrant les résultats globaux et toute différence significative entre les divers croisements statistiques appliqués lors de notre analyse selon le profil des répondants (niveau scolaire, âge, sexe, région, etc.) sera indiquée et décrite. Lorsque les résultats ne sont présentés que de façon globale, sans distinction selon le profil des répondants, cela signifie qu'aucune variation significative ou pertinente n'est observée en lien avec ces résultats. Il peut arriver, dans certains graphiques ou tableaux, que les totaux diffèrent de 100,00% : ces situations s'expliquent par les arrondissements numériques effectués sur certaines données ou par la présentation de résultats associés à des réponses multiples.

1. Volet *Plaisirs d'hiver*

1.1. Profil des répondants

Le volet *Plaisirs d'hiver* a été évalué auprès de 408 parents francophones québécois (pères ou mères d'au moins un enfant âgé de moins de 18 ans).

Le tableau ci-dessous illustre le profil de ces répondants ainsi que la composition moyenne de leur famille :

Profil des répondants – *Plaisirs d'hiver*			
		N	%
Total		408	100,00%
Région	Montréal	147	36,0%
	Québec	73	17,9%
	Ailleurs dans la province	188	46,1%
Sexe du répondant	Homme (père)	174	42,6%
	Femme (mère)	234	57,4%
Âge du parent	18-34 ans	135	33,1%
	35-54 ans	266	65,2%
	55 ans ou +	7	1,7%
Composition de la famille du répondant – Moyenne : 2 enfants par famille, 1 fille et 1 garçon			
		N	%
Enfants de 0-5 ans		194	47,5%
Enfants de 6-11 ans		209	51,2%
Enfants de 12-17 ans		186	45,6%

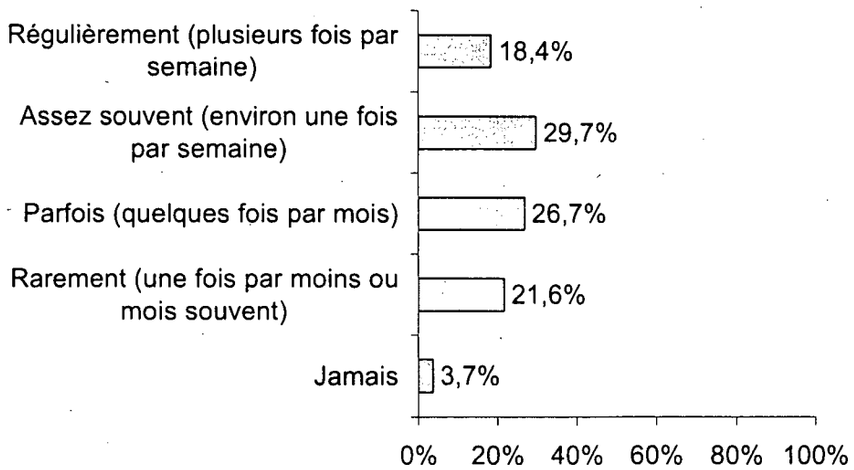
1.2. Habitudes de pratique d'activités sportives

Dans un premier temps, il était demandé aux répondants d'indiquer à quelle fréquence ils pratiquent des activités physiques ou sportives, et ce, en saison hivernale.

Il est constaté que des proportions similaires de répondants affirment en pratiquer au moins une fois par semaine (48,0%) ou entre une fois par semaine et une fois par mois (48,3%).

Plus précisément, nous observons qu'environ un répondant sur cinq indique pratiquer des activités physiques en période hivernale plusieurs fois par semaine (18,4%), tandis qu'une proportion encore une fois similaire se situe à l'opposé, soit 21,6% des répondants qui indiquent pratiquer rarement de telles activités durant cette saison :

« De façon générale, en période hivernale,
pratiquez-vous des activités physiques ou sportives... »



Les différences significatives suivantes sont observées :

- *Selon l'âge des répondants*, les 35 à 54 ans indiquent davantage pratiquer « régulièrement » de telles activités (21,4%, comparativement à 13,3% des 18 à 34 ans et à 0% des 55 ans et plus). Ces derniers sont à l'inverse plus nombreux à indiquer ne jamais pratiquer de telles activités à 28,6%, contre seulement 3,0% des 18 à 34 ans et 3,4% des 35 à 54 ans.

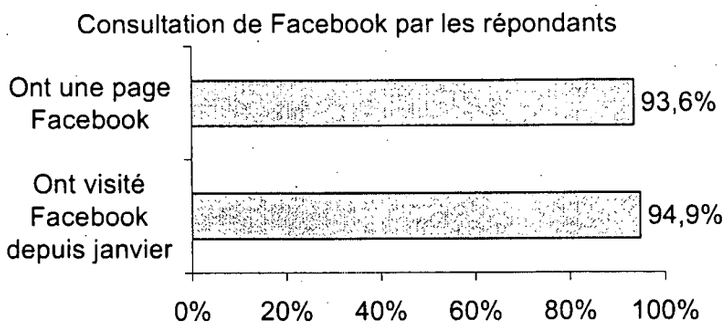
- *Selon la région de résidence*, les répondants de la région de Québec indiquent en plus grande proportion pratiquer de telles activités « régulièrement » (31,5%) que ceux de Montréal (13,6%) ou d'ailleurs en province (17,0%).

- *Selon l'âge des enfants*, les parents ayant un enfant âgé entre 12 et 17 ans sont plus nombreux que les autres à indiquer pratiquer ces activités « rarement » (26,3% comparativement à 20,1% de ceux ayant un enfant âgé entre 0 et 5 ans, et 17,2% entre 6 et 11 ans).

1.3. Fréquentation de Facebook

La promotion du volet *Plaisirs d'hiver* s'est déroulée principalement et massivement sur Facebook. Il était donc demandé aux répondants s'ils possédaient une page sur ce réseau social et s'ils avaient visité ce dernier depuis janvier 2012.

Il est observé que la quasi-totalité des répondants, sans variation selon leur profil, ont une page Facebook (93,6%) et ont visité ce site récemment (94,9%) :



Ainsi, théoriquement, les répondants interrogés avaient potentiellement été exposés aux outils diffusés dans le cadre de *Plaisirs d'hiver*.

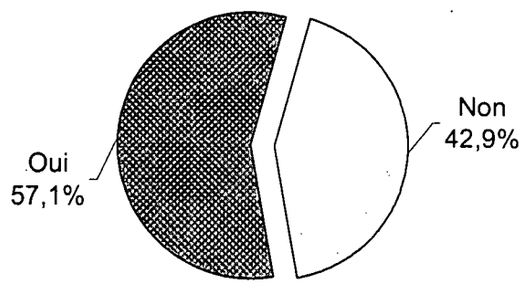
1.4. Porte-parole Marie-Hélène Prémont

Quelques questions étaient posées relativement à Marie-Hélène Prémont, médaillée olympique de vélo de montagne, qui était la porte-parole de *Plaisirs d'hiver*.

Notoriété de la porte-parole

Plus de 57% des répondants connaissaient Marie-Hélène Prémont, ne serait-ce que de nom :

« Connaissez-vous Marie-Hélène Prémont, la médaillée olympique de vélo de montagne, ne serait-ce que pour en avoir entendu parler? »



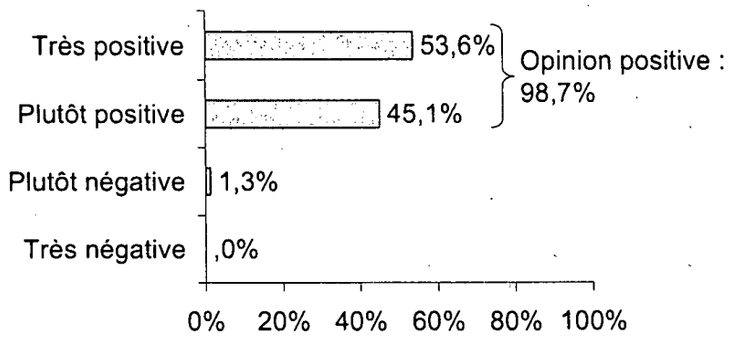
La notoriété de cette athlète est plus élevée :

- Chez les pères (68,4%) que chez les mères (48,7%);
- Chez les répondants de la région de Québec (79,5%) comparativement à ceux de Montréal (49,0%) ou d'ailleurs en province (54,8%).

Opinion générale face à la porte-parole

Parmi les répondants connaissant la porte-parole, ne serait-ce que de nom, la quasi-totalité (98,7%) en ont une opinion positive : plus de la moitié (53,6%) indiquent même en avoir une opinion « très » positive, tandis qu'aucun répondant connaissant la porte-parole n'a indiqué en avoir une opinion « très » négative :

« De façon générale, comment qualifieriez-vous votre opinion face à Marie-Hélène Prémont? »



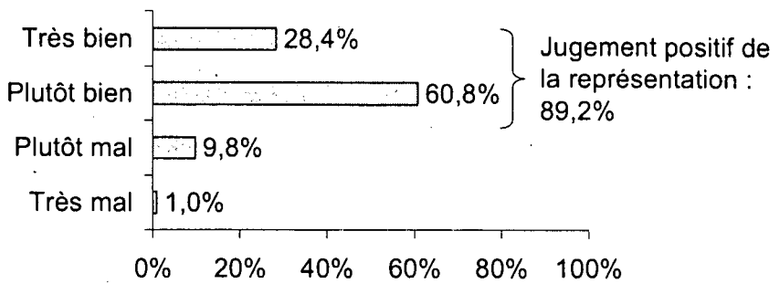
- Les répondants de la région de Québec, qui sont plus nombreux à connaître la porte-parole, sont aussi plus nombreux à en avoir une opinion « très » positive (70,7%, comparativement à 45,8% des répondants de la région de Montréal et 49,5% de ceux habitant à l'extérieur des deux grands centres urbains).

Opinion quant à la représentation

Une troisième question en lien avec la porte-parole de la campagne *Plaisirs d'hiver* était posée afin de permettre aux répondants d'indiquer à quel point, selon eux, cette athlète représentait bien la campagne.

Les résultats sont clairs : plus de 89% des répondants estiment que Marie-Hélène Prémont représentait effectivement bien *Plaisirs d'hiver* :

« (...) Marie-Hélène Prémont était la porte-parole de cette campagne (...)
Selon vous, à quel point est-ce que cette athlète représentait
bien cette campagne? »



Des différences significatives selon deux catégories de répondants sont observées :

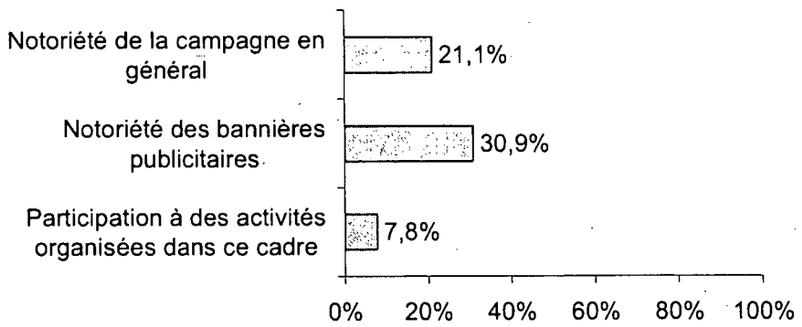
- *Selon la région de résidence*, les répondants de la région de Québec, encore une fois, se démarquent et considèrent davantage que la porte-parole représentait « très bien » la campagne (39,7%, comparativement à 27,9% des répondants de la région de Montréal et à 24,5% de ceux résidant ailleurs en province).
- *Selon l'âge des enfants,* les parents ayant au moins un enfant âgé entre 12 et 17 ans se positionnent aussi davantage que les autres sur « très bien », à 33,3%.

1.5. Notoriété de la campagne et taux de participation aux activités

De façon générale, 21,1% des répondants ont affirmé avoir entendu parler de la campagne publicitaire *Plaisirs d'hiver* depuis janvier 2012; lorsque le visuel d'une bannière publicitaire diffusée dans le cadre de la campagne leur a été montré, ce sont 30,9% des répondants qui ont indiqué avoir vue cette bannière, ce qui constitue un excellent niveau de notoriété assistée. Cela révèle aussi que les publicités ont été sensiblement plus retenues que le nom de la campagne en tant que telle (*Plaisirs d'hiver*).

De plus, il était demandé aux répondants s'ils avaient participé à des activités organisées dans le cadre de *Plaisirs d'hiver* : à cette question, ce sont 7,8% qui ont répondu « oui » :

Notoriété de la campagne et des bannières publicitaires et taux de participation aux activités organisées dans le cadre de la campagne



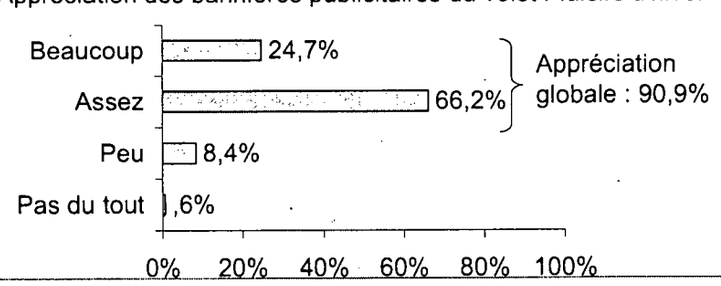
Une fois de plus, des différences significatives sont constatées selon la région de résidence des répondants et l'âge des enfants :

- Les répondants de la région de Québec ont davantage entendu parler de *Plaisirs d'hiver* (30,1%, comparativement à 18,4% des répondants de la région de Montréal et à 19,7% de ceux résidant ailleurs en province).
- Les parents ayant au moins un enfant âgé entre 6 et 11 ans sont plus nombreux à se souvenir des bannières publicitaires, à 37,8%.

Appréciation des bannières publicitaires

Près de 91% des répondants ont indiqué apprécier les visuels des bannières publicitaires de la campagne, dont près du quart affirmant les apprécier « beaucoup » (24,7%). Par ailleurs, moins de 1% des répondants ne les ont pas appréciés du tout (0,6%); les visuels de ces bannières publicitaires sont donc jugés très positivement par la population interrogée :

Appréciation des bannières publicitaires du volet *Plaisirs d'hiver*



1.6. Fréquentation de la page Facebook et du calendrier

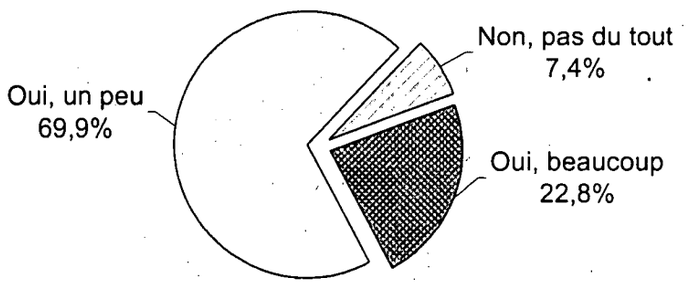
Parmi les 154 répondants ayant entendu parler de la campagne et/ou vu l'une des bannières publicitaires, 6,5%, soit 10 répondants, ont indiqué avoir visité la page Facebook « Plaisirs d'hiver », sur laquelle des publications faisaient la promotion d'activités se déroulant un peu partout au Québec l'hiver dernier. Tous ces répondants ont apprécié leur visite sur cette page (100%).

Parmi ces dix (10) répondants ayant visité la page Facebook associée à la campagne, sept (7) ont consulté le calendrier d'activités hivernales, qui permettait de sélectionner une région du Québec en particulier et découvrir les activités s'y déroulant. Ces quelques répondants sont majoritairement d'avis que les activités présentées étaient intéressantes (100%) et en nombre suffisant (86%).

1.7. Évaluation de la pertinence de la campagne

Finalement, il était demandé à tous les répondants d'indiquer si, selon eux, une telle campagne peut motiver les familles à pratiquer des activités physiques ou sportives hivernales. La quasi-totalité a répondu « oui » (92,6%), en majorité « un peu » (69,9%); seulement 7,4% des répondants estiment qu'une telle campagne ne peut « pas du tout » motiver les familles à pratiquer des activités physiques ou sportives hivernales :

« Selon vous, une telle campagne peut-elle motiver les familles à pratiquer des activités physiques ou sportives hivernales? »



Les répondants suivants se démarquent des autres et sont plus nombreux à considérer qu'une telle campagne ne motivera « pas du tout » les familles :

- Ceux de la région de Québec à 13,7%, comparativement à 6,8% des répondants de la région de Montréal et à 5,3% de ceux résidant ailleurs en province).
- Ceux âgés de 55 ans ou plus à 28,6%, contre 5,9% des 18 à 34 ans et 7,5% des 35 à 54 ans.

1.8. Conclusions – Volet *Plaisirs d'hiver*

Ainsi, les résultats de l'évaluation du volet *Plaisirs d'hiver* de la campagne sur les saines habitudes de vie permettent de constater que :

- Le choix de la médaillée olympique de vélo de montagne Marie-Hélène Prémont comme porte-parole était judicieux. Cette athlète est bien connue par la population ciblée, qui en a une excellente opinion et qui considère qu'elle représentait effectivement bien cette campagne.

- Si la campagne, de par son nom, obtient un niveau de notoriété moyen (21%), les bannières publicitaires évaluées reçoivent une notoriété de près de 31% : il s'agit d'un résultat, supérieur à la notoriété spontanée de *Plaisirs d'hiver*, ce qui indique que les publicités ont été sensiblement plus retenues que le nom de la campagne en tant que telle.

- Par contre, cela révèle également que les bannières publicitaires, bien que très appréciées, ne permettaient peut-être pas tout à fait de retenir la campagne derrière ces publicités, ce qui a pu réduire la consultation de la page Facebook et du calendrier d'activités (éléments qui obtiennent des résultats assez faibles : 10 répondants ayant visité la page et 7, le calendrier).

- Davantage de répondants ont indiqué avoir participé à des activités organisées dans le cadre de cette campagne (32 répondants, soit 7,8% de la population étudiée). Ainsi, il semble que la promotion des activités organisées se soit notamment déroulée autrement que par les outils électroniques sur Facebook (nous pourrions penser au bouche à oreille, par exemple).

- Finalement, il a été constaté que la très grande majorité des répondants croit à la pertinence d'une telle campagne afin de motiver les familles à pratiquer des activités physiques ou sportives hivernales.

  → Ainsi, considérant que la population ciblée par ce volet est très présente sur Facebook, il était bien d'y positionner les outils promotionnels. La porte-parole était aussi bien choisie, puisqu'elle est connue, bien perçue et appréciée. Les visuels des outils sont tout autant appréciés, toutefois, il aurait pu être souhaitable de veiller à ce que les publicités permettent davantage la rétention de « Plaisirs d'hiver », afin d'entraîner une plus forte consultation de la page Facebook et du calendrier d'activités proposé.

2. Volet *Danse avec Joey*

2.1. Profil des répondants

Le tableau ci-dessous présente le profil des répondants pour l'évaluation du volet *Danse avec Joey*, réalisée auprès de 402 jeunes âgés entre 10 et 17 ans, anglophones (n=310) et francophones (n=92). Rappelons que l'échantillon pour l'évaluation de ce volet devait permettre de s'attarder particulièrement aux résultats obtenus auprès des jeunes filles : cette strate populationnelle a donc été surreprésentée lors de l'échantillonnage, puis ramenée à son poids pour observer les résultats d'ensemble.

Profil des répondants (résultats après pondération)			
		N	%
Total		402	100,00%
Sexe	Garçon	194	48,3%
	Fille	208	51,7%
Niveau scolaire	Primaire	92	22,9%
	Secondaire	299	74,4%
	Autre	11	2,7%
Région	Montréal	159	39,6%
	Québec	88	21,9%
	Ailleurs dans la province	155	38,6%

2.2. Publicités télévisées

Exposition potentielle

L'exposition potentielle des jeunes francophones interrogés aux publicités télévisées s'élève à 89,8%. Nous soulignons notamment l'efficacité de l'utilisation des chaînes VRAK.TV et MusiquePlus, regardées particulièrement par les filles :

Chaînes de télévision de la campagne récemment regardées par les répondants francophones			
	Garçon	Fille	Total
VRAK.TV	62,4%	80,8%	71,9%
MusiquePlus	39,2%	53,8%	46,8%
Télétoon	63,9%	42,3%	52,7%
Exposition potentielle globale	89,2%	90,4%	89,8%

Notoriété assistée

En présentant un extrait des publicités télévisées aux répondants, ce sont 60,4% qui ont indiqué les avoir vues : il s'agit d'un niveau de notoriété exceptionnellement élevé, qui l'est encore davantage chez les filles, à 65,8% :

Notoriété des publicités télévisées		
Garçon	Fille	Total
54,8%	65,8%	60,4%

Rétention de la mention du site Web

De façon spontanée et sans variation selon le profil des répondants, près de 22% des jeunes francophones ayant vu la publicité télévisée se souvenaient qu'un site Web y était mentionné; 48,9% se souvenaient que www.auquebeconbouge.com était effectivement mentionné :

Rétention du site mentionné dans les publicités			
	Garçon	Fille	Total
Rétention spontanée	17,6%	25,2%	21,8%
Rétention assistée	49,0%	48,8%	48,9%

Il s'agit d'un bon niveau de rétention assistée du site Web, comparable aux normes généralement observées lors d'évaluations de campagnes similaires (40% à 50%).

Appréciation globale

Les publicités intégrales étaient présentées à tous les répondants francophones, puis ils devaient indiquer leur niveau d'appréciation.

De façon générale, la majorité des répondants ont indiqué les apprécier « assez » (55,9%), pour un niveau d'appréciation globale de 72,0% : il est remarqué que plus du quart des répondants ont indiqué n'apprécier ces publicités que peu (24,8%) ou pas du tout (3,2%). De plus, l'appréciation est plus élevée chez les filles (79,3%) que chez les garçons (64,5%) :

Appréciation des publicités télévisées			
	Garçon	Fille	Total
Beaucoup	12,9%	19,2%	16,1%
Assez	51,6%	60,1%	55,9%
Appréciation globale	64,5%	79,3%	72,0%
Peu	29,6%	20,2%	24,8%
Pas du tout	5,9%	0,5%	3,2%

Évaluation des impacts

Les publicités télévisées ciblant les jeunes francophones permettaient très bien de répondre aux objectifs : la très grande majorité des répondants, tant les filles que les garçons, se montre en accord avec les différents énoncés d'évaluation, notamment pour ce qui est d'informer de l'existence du site associé à la campagne et de transmettre un message clair :

Évaluation des publicités télévisées			
Éléments d'évaluation	Degrés d'accord		
	Garçon	Fille	Total
Ce message m'informe clairement de l'existence du site www.auquebeconbouge.com.	90,3%	93,8%	92,1%
Ce message est clair sur ce que l'on veut dire aux jeunes.	79,6%	89,1%	84,4%
Ce message pourrait motiver les jeunes à pratiquer des activités physiques ou sportives.	77,4%	82,4%	79,9%
Ce message fait comprendre l'importance d'un mode de vie physiquement actif.	74,2%	80,3%	77,3%
Ce message m'incite à visiter le site www.auquebeconbouge.com.	69,4%	75,6%	72,6%

Une différence significative est observée selon le niveau scolaire des répondants :

- Les répondants de niveau primaire ou élémentaire sont davantage en accord avec le fait que les publicités télévisées les incitent à visiter le site que ceux de niveau secondaire (80,5% comparativement à 71,2%).

2.3. Publicités radio

Notoriété et appréciation

Parmi les jeunes anglophones, 43,5% se souvenaient avoir entendu la publicité radio qui leur était présentée dans le sondage et 70% l'ont appréciée.

Évaluation des impacts

Parmi les jeunes anglophones ayant entendu la publicité, 90% sont en accord avec le fait qu'elle les informait clairement de l'existence du site quebeconthemove.com, tandis que 80% affirment être incités à visiter ce site grâce à la publicité radio.

2.4. Publicités Internet et Facebook

Exposition potentielle

L'exposition potentielle des répondants aux publicités Internet et Facebook est très élevée, à 95,0% pour les francophones et 82,6% pour les anglophones :

Exposition potentielle des répondants francophones aux publicités Internet - Sites Web récemment consultés			
	Garçon	Fille	Total
Facebook	82,3%	82,4%	82,3%
Google	79,6%	78,2%	78,9%
VRAK.TV	18,3%	43,0%	30,9%
MusiquePlus	15,6%	20,2%	17,9%
Microsoft	11,3%	5,7%	8,4%
Astral média	2,2%	3,1%	2,6%
Exposition potentielle globale	**93,5%**	**96,4%**	**95,0%**

Exposition potentielle des répondants anglophones aux publicités Internet - Sites Web récemment consultés			
	Garçon	Fille	Total
Hotmail	75,0%	80,0%	78,3%
Msn.ca	50,0%	46,7%	47,8%
MTV	25,0%	53,3%	43,5%
Vevo	12,5%	33,3%	26,1%
Cinema Montréal / Cinema Québec	0,0%	26,7%	17,4%
AOL Mail	12,5%	13,3%	13,0%
Seventeen	0,0%	13,3%	8,7%
Wetpaint	12,5%	6,7%	8,7%
Fuel Digital Media	12,5%	0,0%	4,3%
Olive Media / Olive's Youth channel	0,0%	0,0%	0,0%
Loulou	0,0%	0,0%	0,0%
Exposition potentielle globale	**87,5%**	**80,0%**	**82,6%**

Notoriété assistée

Les publicités Internet et de la bannière publicitaire diffusée sur Facebook obtiennent toutes deux de bons niveaux de notoriété (respectivement 25,1% et 22,9%), sans variation selon le sexe des répondants :

Notoriété des publicités Internet et Facebook			
	Garçon	Fille	Total
Notoriété - Publicités Internet	22,2%	27,9%	25,1%
Notoriété - Publicité Facebook	23,2%	22,6%	22,9%

La notoriété des publicités Internet est plus élevée :

- Auprès des anglophones (47,8%) que des francophones (23,7%).

Appréciation globale

L'appréciation des répondants envers les publicités Facebook est très élevée, à près de 84%; elle est moindre, mais tout de même bonne, pour ce qui est des publicités Internet (66,4%). Sur ce dernier résultat, il est observé que les jeunes filles apprécient davantage ces publicités (74,5%) que les jeunes garçons (57,7%) :

Appréciation des publicités Internet et Facebook						
	Publicités Internet			Publicité Facebook		
	Garçon	Fille	Total	Garçon	Fille	Total
Beaucoup	10,8%	19,2%	15,2%	15,6%	27,7%	21,7%
Assez	46,9%	55,3%	51,2%	64,4%	59,6%	62,0%
Appréciation globale	57,7%	74,5%	66,4%	80,0%	87,2%	83,7%
Peu	33,0%	23,6%	28,1%	17,8%	12,8%	15,2%
Pas du tout	9,3%	1,9%	5,5%	2,2%	0,0%	1,1%

L'appréciation globale des publicités Internet est aussi plus grande parmi :

- Les répondants de niveau primaire ou élémentaire que ceux de niveau secondaire (75,0% comparativement à 63,9%).

Évaluation des impacts

Les publicités Internet obtiennent de bons scores d'évaluation, et comme cela a été constaté pour les publicités télévisées, on observe qu'elles permettaient particulièrement d'informer de l'existence du site associé à la campagne (83,3%). Le degré d'accord est moindre, mais plus élevé chez les filles, quant à l'incitation à visiter le site :

Degrés d'accord - Évaluation des publicités Internet			
	Garçon	Fille	Total
Ce message m'informe clairement de l'existence du site www.auquebeconbouge.com.	83,5%	83,2%	83,3%
Ce message m'incite à visiter le site www.auquebeconbouge.com.	63,4%	72,1%	67,9%

2.5. Participation au concours

Il était expliqué aux répondants qu'au cours des dernières semaines, une campagne publicitaire invitait les jeunes à apprendre une chorégraphie de danse sur un site Internet, puis à la reproduire seuls, avec des amis ou avec leur école; il était aussi mentionné que l'acteur Joey Scarpellino dansait cette chorégraphie sur le site Internet.

Par la suite, les répondants devaient indiquer s'ils avaient participé à ce concours : ce sont 5,2% des répondants, sans variation selon leur sexe, qui ont répondu « oui » :

Participation au concours		
Garçon	Fille	Total
4,6%	5,8%	5,2%

Le taux de participation au concours serait plus élevé chez :

- Les anglophones (21,7%) que les francophones (4,2%);
- Les répondants de la région de Québec (9,1%) que ceux de Montréal (6,3%) ou d'ailleurs en province (1,9%).

2.6. Site Web auquebeconbouge.com

Au total, 40% des répondants avaient déjà entendu parler du site associé à la campagne : il s'agit d'un résultat très élevé. De plus, près de 10% des répondants avaient visité le site, et la quasi-totalité de ces visiteurs interrogés ont apprécié leur visite :

Notoriété, fréquentation et appréciation du site			
	Garçon	Fille	Total
Notoriété du site	35,6%	44,2%	40,0%
Fréquentation du site	5,7%	12,5%	9,2%
Appréciation globale du site (parmi les répondants l'ayant visité)	100,0%	84,6%	89,2%

Le site est davantage connu par :

- Les répondants de la région de Montréal (47,2%) comparativement aux répondants de la région de Québec (31,8%) ou d'ailleurs en province (37,4%).

Par ailleurs, la majorité des jeunes interrogés, sans variation selon leur profil, a affirmé avoir entendu parler du site via des publicités :

« De quelle façon en avais-tu entendu parler? »			
	Garçon	Fille	Total
Par des publicités	65,2%	66,3%	65,8%
À l'école (professeurs, etc.)	13,0%	17,4%	15,5%
Par des amis	13,0%	10,9%	11,8%
Par mes parents	4,3%	1,1%	2,5%
Autre	4,3%	3,3%	3,7%
Ne sais pas	0,0%	1,1%	0,6%

2.7. Porte-parole Joey Scarpellino

La majorité des répondants, et davantage les filles, connaissait le porte-parole de la campagne, l'acteur Joey Scarpellino. La population interrogée a par ailleurs une très bonne opinion de ce dernier, ce qui témoigne qu'il s'agissait d'un choix judicieux :

Notoriété du porte-parole et opinion face à celui-ci			
	Garçon	Fille	Total
Notoriété du porte-parole	62,4%	73,1%	67,9%
Opinion positive quant au porte-parole	99,2%	98,0%	98,5%

- Joey Scarpellino est davantage connu par les répondants francophones (69,7%) qu'anglophones (39,1%).

2.8. Évaluation de la pertinence de la campagne

Enfin, les jeunes interrogés devaient indiquer à quel point, selon eux, une campagne telle que *Danse avec Joey* peut motiver les jeunes à pratiquer des activités physiques ou sportives. La très grande majorité des jeunes y voit effectivement une pertinence, tandis que seulement 6,7% ont indiqué ne pas en voir du tout. De plus, les filles y voient une pertinence plus élevée, tandis que les garçons nuancent davantage leur réponse :

« Selon toi, une telle campagne peut-elle motiver les jeunes à pratiquer des activités sportives ou physiques? »			
	Garçon	Fille	Total
Oui, beaucoup	31,4%	45,2%	38,6%
Oui, un peu	61,9%	48,1%	54,7%
Non, pas du tout	6,7%	6,7%	6,7%

2.9. Conclusions – Volet *Danse avec Joey*

Les résultats de l'évaluation du volet *Danse avec Joey* de la campagne sur les saines habitudes de vie permettent de constater que :

- Les médias pour diffuser les publicités ont été très bien choisis et ont bien permis de joindre la population ciblée, tant les anglophones que les francophones, et plus particulièrement les jeunes filles.

- En plus de répondre de façon très adéquate aux objectifs poursuivis, notamment en lien avec la promotion du site Web associé à la campagne et à l'incitation à le visiter, les publicités ont aussi été appréciées, encore une fois particulièrement par les jeunes filles. Les publicités ont sans doute contribué à la grande notoriété du site, connu par quatre jeunes interrogés sur dix.

- Rappelons aussi que la très grande majorité des répondants a indiqué qu'une telle campagne peut motiver les jeunes à être physiquement actifs, et encore une fois davantage les filles.

  → Ainsi, en plus d'un bon placement média, *Danse avec Joey* était soutenue par des outils performants, bien arrimés aux besoins de la campagne, de même que par un porte-parole connu et très bien perçu. Plusieurs éléments évalués ont par ailleurs obtenu des résultats significativement plus élevés auprès des jeunes filles, ce qui répond parfaitement à ce qui était attendu dans ce volet de la campagne sur les saines habitudes de vie.

3. Volet *Journée nationale du sport et de l'activité physique (JNSAP)*

3.1. Profil des répondants

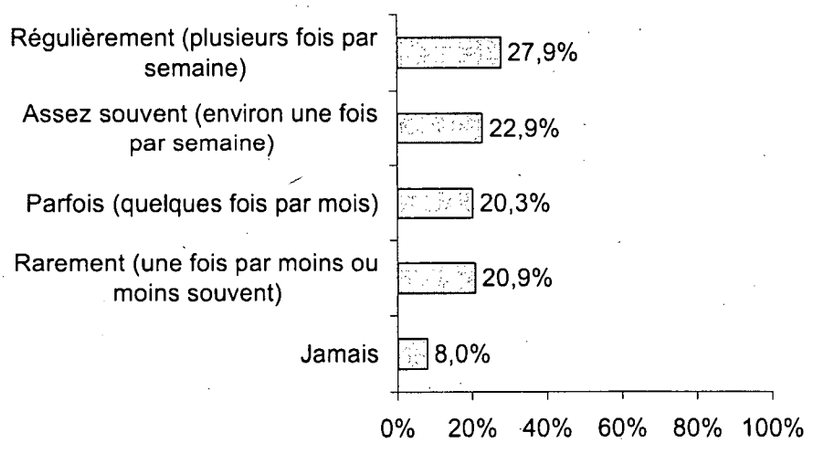
Le tableau ci-dessous présente le profil des répondants pour l'évaluation du volet Journée nationale du sport et de l'activité physique (*JNSAP*), réalisée auprès de la population générale, soit auprès de 502 adultes, anglophones (n=114) et francophones (n=388).

Profil des répondants			
		N	%
Total		502	100,00%
Région	Montréal	207	41,2%
	Québec	108	21,5%
	Ailleurs dans la province	187	37,3%
Sexe du répondant	Homme (père)	258	51,4%
	Femme (mère)	244	48,6%
Âge du répondant	18-34 ans	147	29,3%
	35-54 ans	174	34,7%
	55 ans ou +	181	36,1%
Statut parental	Parent	125	24,9%
	Non Parent	377	75,1%
Nombre d'enfant(s) (parmi les parents, n=125)	Un	58	46,4%
	Deux	47	37,6%
	Trois	18	14,4%
	Plus de trois	2	1,6%

3.2. Habitudes de pratique d'activités sportives

Environ la moitié de la population interrogée affirme pratiquer des activités physiques ou sportives au moins une fois par semaine (50,8%), tandis qu'un répondant sur cinq (20,9%) n'en pratique que rarement, soit moins d'une fois par mois :

« De façon générale, en période hivernale, pratiquez-vous des activités physiques ou sportives... »



3.3. Porte-parole Marie-Claude Savard

La quasi-totalité des répondants connaissait Marie-Claude Savard, ne serait-ce que de nom (92,6%); la population interrogée en a une opinion sans contredit positive (95,9%) et considère presque de façon unanime qu'elle représentait bien la campagne la Journée nationale du sport et de l'activité physique (94,2%) :

Évaluation de la porte-parole Marie-Claude Savard	
Notoriété	92,6%
Opinion positive	95,9%
Bonne représentation de la campagne	94,2%

3.4. Notoriété spontanée de la campagne

Ce sont 39,4% des répondants, et davantage les francophones à 48,7%, qui ont affirmé avoir entendu parler de la Journée nationale du sport et de l'activité physique au cours des deux derniers mois.

Il s'agit d'un niveau de notoriété très élevé, qui l'est significativement plus parmi :

- Les femmes (46,7%) que les hommes (32,6%).

Ainsi, pratiquement un francophone ou une femme sur deux avaient récemment entendu parler de la *JNSAP*.

3.5. Publicité télévisée

Notoriété assistée et appréciation

Parmi les répondants francophones, 27,2% se souvenaient avoir vu la publicité télévisée diffusée dans le cadre de la *JNSAP* et l'appréciation de cette publicité est élevée, à plus de 78% :

Appréciation de la publicité télévisée	
Beaucoup	18,5%
Assez	60,0%
Appréciation globale	78,5%
Peu	17,7%
Pas du tout	3,8%

Ce niveau de notoriété est moyen, légèrement inférieur ou comparable aux normes observées.

Évaluation des impacts

La publicité télévisée répondait bien aux objectifs : plus particulièrement, selon la grande majorité des répondants francophones, elle était claire (87,5%), soulignait bien l'importance d'un mode de vie physiquement actif (82,9%) et informait de l'existence du site www.auquebeconbouge.com (80,5%) :

Évaluation de la publicité télévisée	
Éléments d'évaluation	Degrés d'accord
Ce message est clair sur ce que l'on veut dire aux gens.	87,5%
Ce message fait comprendre l'importance d'un mode de vie physiquement actif.	82,9%
Ce message m'informe clairement de l'existence du site www.auquebeconbouge.com.	80,5%
Ce message pourrait motiver la population à pratiquer des activités physiques ou sportives.	76,1%
Ce message me donne des idées d'activités physiques ou sportives à pratiquer.	68,8%
Ce message m'incite à visiter le site www.auquebeconbouge.com.	58,6%

3.6. Publicité radio

Notoriété assistée et appréciation

Au total, 16,1% des répondants se souvenaient avoir entendu la publicité radio diffusée dans le cadre de la *JNSAP* : cette notoriété est plus élevée chez les anglophones (27,2%) que chez les francophones (15,6%). Aucune variation n'apparaît toutefois selon la langue pour ce qui est de l'appréciation de la publicité, qui est très élevée à 71,5% :

Appréciation de la publicité radio	
Beaucoup	15,7%
Assez	55,8%
Appréciation globale	71,5%
Peu	21,9%
Pas du tout	6,6%

Évaluation des impacts

Toujours sans variation selon la langue des répondants, les degrés d'accord sont élevés quant aux impacts de la publicité radio : tout comme cela a été constaté dans l'évaluation de la publicité télévisée, il semble que la publicité radio était particulièrement claire, motivante et qu'elle faisait comprendre l'importance d'être physiquement actif :

Évaluation de la publicité radio	
Éléments d'évaluation	Degrés d'accord
Ce message est clair sur ce que l'on veut dire aux gens.	83,5%
Ce message fait comprendre l'importance d'un mode de vie physiquement actif.	78,3%
Ce message pourrait motiver la population à pratiquer des activités physiques ou sportives.	74,3%
Ce message m'informe clairement de l'existence du site www.auquebeconbouge.com.	77,3%
Ce message me donne des idées d'activités physiques ou sportives à pratiquer.	68,7%
Ce message m'incite à visiter le site www.auquebeconbouge.com.	63,7%

3.7. Publicités Internet et Facebook

Exposition potentielle

L'exposition potentielle des répondants francophones aux publicités électroniques est assez bonne, à 61,4% :

Exposition potentielle des répondants francophones aux publicités diffusées sur le Web	
Canal Vie	31,6%
Canal D	31,2%
Séries+	27,2%
Ztélé	23,3%
RadioNRJ	19,5%
Historia	19,1%
RougeFM	18,3%
Exposition potentielle globale	**61,4%**

Du côté des anglophones, 40% avaient visité le site Virgin récemment, tandis qu'aucun n'avait visité CJAD; l'exposition potentielle, considérant la fréquentation des répondants de ces deux sites, est donc de 40%, ce qui est moyen.

Notoriété assistée et appréciation

Ce sont 12,0% des répondants qui se souvenaient avoir vu les publicités Internet, et 8,4% pour ce qui est des publicités diffusées sur Facebook. Dans les deux cas, l'appréciation est moyenne (61,6% et 45,2%) :

Notoriété et appréciation globale des publicités Internet et Facebook		
	Publicités Internet	Publicités Facebook*
Notoriété	12,0%	8,4%
Appréciation globale	61,6%	45,2%

*Les résultats quant aux publicités Facebook du volet JNSAP ne sont présentés que pour les francophones, étant donné que ces publicités en version anglophone n'ont pas été diffusées.

La notoriété des publicités Internet est plus élevée :

- Parmi les femmes (16,0%) que les hommes (8,1%).

Ainsi, considérant l'exposition potentielle moyenne des répondants à ces publicités due aux sites Web utilisés pour leur diffusion, il n'est pas surprenant de constater des niveaux de notoriété légèrement inférieurs aux normes.

Évaluation des impacts

Les différents énoncés d'évaluation obtiennent des résultats moyens à élevés. Une fois de plus, la clarté du message est un aspect remarqué des publicités :

Évaluation des publicités Internet	
Éléments d'évaluation	Degrés d'accord
Ce message est clair sur ce que l'on veut dire aux gens.	77,5%
Ce message m'informe clairement de l'existence du site www.auquebeconbouge.com.	75,1%
Ce message fait comprendre l'importance d'un mode de vie physiquement actif.	73,5%
Ce message pourrait motiver la population à pratiquer des activités physiques ou sportives.	69,9%
Ce message m'incite à visiter le site www.auquebeconbouge.com.	64,3%
Ce message me donne des idées d'activités physiques ou sportives à pratiquer.	64,3%

3.8. Affiches / Carton

Ce sont 10,6% des répondants (davantage les francophones à 12,1% que les anglophones à 3,7%) qui ont affirmé avoir vu les affiches/cartons diffusés dans le cadre de la *JNSAP*; environ les trois quarts (73,6%) de ces répondants ont affirmé que ces publicités leur ont donné des idées d'activités physiques.

3.9. Escouades Rouge FM

Sans variation selon leur profil, 4,4% des répondants avaient entendu parler des escouades Rouge FM qui se sont déployées le 3 mai dans plusieurs villes du Québec et qui remettaient des cartes i-Tunes d'une valeur de 10$ à des gens actifs rencontrés sur les lieux visités. Il s'agit d'un taux de notoriété plutôt élevé, considérant le type d'activité et de promotion dont il est ici question.

Parmi les répondants ayant entendu parler de ces escouades, 68% ont affirmé que cette activité leur a donné des idées d'activités physiques.

3.10. Sites Web

De façon spontanée, ce sont 21,1% des répondants (et davantage les francophones à 23,4%) qui avaient entendu parler du site Web www.auquebeconbouge.com, en grande majorité à la télévision (84%).

Le site est davantage connu par :

- Les répondants âgés entre 18 et 34 ans (27,9%) que ceux âgés entre 35-54 ans (19,5%) ou de 55 ans et plus (17,1%).

Sans variation selon le profil des répondants, ce sont entre 3,8% et 5,6% des répondants qui ont affirmé avoir visité la page Facebook associée à la campagne, le site lui-même ou encore la section dédiée à la *JNSAP* sur le site du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

Résultats relativement aux différents sites Web			
	Page Facebook « Au Québec, on bouge! »	Section *JNSAP* du site du ministère	Site auquebeconbouge.com (notoriété de 21%)
Fréquentation	3,8%	5,6%	3,8%
Appréciation globale	89,5%	96,4%	89,5%
Proportion - Visite a donné des idées d'activités physiques	78,9%	71,4%	73,7%

Ce sont 32% des visiteurs du site qui ont indiqué avoir participé au concours (soit 6 répondants), alors que 9,4% de l'ensemble des répondants (soit 47 répondants) avaient affirmé avoir déjà entendu parler d'un concours déployé sur un microsite (blogue) dans lequel les participants étaient invités à inscrire leur façon originale de bouger, en lien avec la *JNSAP*. Il s'agit d'un taux de notoriété relatif au concours élevé, et dans les mêmes niveaux que la notoriété des publicités Facebook.

3.11. Évaluation de la pertinence de la campagne

Encore une fois sans variation selon la langue des répondants, il est constaté que la très grande majorité estime que la *JNSAP* peut motiver la population à être physiquement actifs (92,5%) :

« Selon vous, une journée telle que la Journée nationale du sport et de l'activité physique peut-elle motiver la population à pratiquer des activités physiques ou sportives? »	
Oui, beaucoup	33,9%
Oui, un peu	58,6%
Non, pas du tout	7,6%

3.12. Conclusions – Volet *JNSAP*

Les résultats de l'évaluation du volet de la Journée nationale du sport et de l'activité physique de la campagne sur les saines habitudes de vie permettent de conclure que :

- Le placement média aurait pu permettre des niveaux d'exposition potentielle plus élevés : la notoriété des différents outils évalués se situe légèrement sous les normes (télévisée : 27%; site Web : 21%; radio : 16%; Internet : 12%; concours : 9%; Facebook : 8%; affiches/cartons : 11%; escouades Rouge FM : 4%).

- Les publicités en tant que telles répondaient bien aux objectifs poursuivis, notamment pour leur message clair. Elles ont aussi été bien appréciées, particulièrement la publicité télévisée et celle diffusée à la radio. Les publicités Internet, peu vues, semblent aussi avoir été moins appréciées.

- Toutefois, malgré des résultats moyens quant à la performance mesurée des outils, la Journée nationale du sport et de l'activité physique est très connue par la population interrogée (39,4%) : cela pourrait en partie s'expliquer par le choix judicieux d'une porte-parole très connue, tout autant appréciée et qui a bien représenté la campagne.

- Enfin, la promotion d'une journée telle que la *JNSAP* est jugée comme pertinente par la quasi-totalité de la population interrogée (95%).

  → L'exposition potentielle de la population aux outils et publicités de la campagne JNSAP aurait pu être améliorée à l'aide de l'utilisation de chaînes télévisées et de sites Web de type « grand public » dans le placement média.

  → Par contre, les outils eux-mêmes, répondant assez bien aux objectifs, ainsi que la porte-parole choisie pour représenter la campagne se sont avérés être des éléments très performants, contribuant sans doute à la notoriété élevée de la *JNSAP* en général, et non des publicités en tant que telles.

4. Conclusions d'ensemble – Campagne sur les saines habitudes de vie

Rappelons que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a réalisé la campagne sur les saines habitudes de vie de 2011-2012 avec pour objectifs de communication de :

- Générer auprès des jeunes, principalement les jeunes filles, une attitude positive à l'égard d'un mode de vie physiquement actif et d'une saine alimentation en véhiculant les bienfaits qui leur sont associés et qui les interpellent: l'aspect social, l'estime de soi, le plaisir, la fierté, le défi, la confiance en soi, être bien dans sa peau.
- Motiver les jeunes à intégrer à leur quotidien de saines habitudes de vie en faisant la promotion de gestes simples qui sont à leur portée (favoriser le passage à l'action).
- Valoriser les déterminants positifs de la pratique régulière de l'activité physique et sportive chez les adolescentes.
- Motiver, intéresser et mobiliser la population québécoise à la pratique d'activités physiques et sportives dans le but de les inciter à passer à l'action.

Les résultats de l'évaluation des trois volets de la campagne révèlent globalement qu'une telle campagne a sa place. La version de 2011-2012 était bien performante, mais les volets *Plaisirs d'hiver* et *JNSAP* pourraient être soumis à certaines améliorations.

Dans l'ensemble :

- Les porte-paroles des trois volets (Marie-Hélène Prémont pour *Plaisirs d'hiver*, Joey Scarpellino pour *Danse avec Joey* et Marie-Claude Savard pour la *JNSAP*) constituaient d'excellents choix : bien connus par la population ciblée qui en a une très bonne opinion, ils ont aussi bien représenté leur campagne respective.

- Les outils et publicités des trois volets ont généralement été très appréciés et bien arrimés aux objectifs de communication.

- Dans les trois cas, la quasi-totalité de la population interrogée considère que de telles campagnes sont pertinentes et permettent de motiver les personnes à être physiquement actives.

Constats et pistes d'améliorations :

- ***Plaisirs d'hiver*** :

  → Les publicités ont été sensiblement plus retenues que le nom de la campagne en tant que telle; les publicités auraient pu mettre davantage l'emphase sur « Plaisirs d'hiver », afin d'entraîner une plus forte consultation des outils.

- ***Danse avec Joey*** :

  → Excellent placement média et notoriété très élevée des outils. Performance particulièrement grande auprès des filles, ce qui répond parfaitement aux objectifs. Aucune amélioration ou point faible ne sont suggérés par les résultats obtenus.

- ***Journée nationale du sport et de l'activité physique (JNSAP)*** :

  → La notoriété des différents outils évalués se situe à des niveaux moyens à faibles. Contrairement au volet *Plaisirs d'hiver*, la *JNSAP* est davantage connue que ne le sont les outils évalués. Afin d'améliorer l'exposition potentielle du public aux outils, le placement média aurait pu viser davantage « grand public ».

Évaluation de la campagne radiophonique sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études

(Stratégie de communication relative à la contestation étudiante de la hausse des droits de scolarité)

Réalisée pour :

Madame Tamara Chiasson
Conseillère en communication
Direction des communications
Téléphone: 418 528-2265, poste 3053
tamara.chiasson@mels.gouv.qc.ca

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
1035, rue de la Chevrotière, 28e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
www.mels.gouv.qc.ca

Par :

INFRAS
INFormation, Recherche et Analyse de la Société Inc.
8092, rue du Zéphyr
Charny (Québec) G6X 3M1
418 832-7797
info@infras-intl.com
www.infras-intl.com

Rapport Final
25 mai 2012

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF 3

CONTEXTE 3

MÉTHODOLOGIE 4

PROFIL DES RÉPONDANTS 4

PRÉSENTATION DU RAPPORT 6

FAITS SAILLANTS 7

FAITS SAILLANTS (SUITE) 8

RÉSULTATS 9

CONNAISSANCE ET OPINION FACE À LA HAUSSE 10

Connaissance de la hausse annoncée et de la bonification des programmes 10

Opinion face à la hausse 11

LA CAMPAGNE PUBLICITAIRE 12

Exposition potentielle 12

Notoriété du message radio 13

Rétention du site Web 14

Appréciation du message 14

Impacts du message 15

LE MICROSITE 16

Notoriété et fréquentation du microsite 16

Appréciation du microsite 16

CONCLUSIONS 17

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE 19

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Contexte

Les droits de scolarité de base exigés des étudiants universitaires seront augmentés de 325 $ par année à compter du trimestre d'automne 2012, et ce, pour cinq ans, soit jusqu'en 2016-2017. Les étudiantes et étudiants dénoncent cette nouvelle augmentation des frais de scolarité depuis que l'annonce en a été faite au printemps 2010. De très nombreuses manifestations étudiantes ont eu lieu depuis l'automne 2011 précédant la manifestation nationale du 22 mars 2012 à Montréal.

La mise en ondes de messages radio a pour objectif de rappeler à la population adulte la position gouvernementale concernant la hausse des droits de scolarité et le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études. Un microsite promotionnel a été mis en ligne en novembre 2011 afin de s'adresser directement aux étudiantes et étudiants pour les informer adéquatement sur les mesures qui seront mises en place concernant cette hausse et pour contrer la désinformation. Ce site Web a également pour objectif de contrer la perception négative et dramatique entourant la hausse des droits de scolarité véhiculée par certains groupes. Ce site Web promotionnel a permis par le fait même de répondre aux recommandations du CCAFE et de la CREPUQ de mettre en place des moyens de communication pour bien informer la population étudiante.

Ainsi, il s'agissait de la poursuite de la campagne de promotion et d'information faisant partie de la stratégie de communication relative à la contestation étudiante de la hausse des droits de scolarité. Deux messages, en version française uniquement, ont été diffusés sur différentes stations radiophoniques entre le 15 mars et le 1er avril 2012 : les publicités indiquaient sur un ton neutre que la hausse des droits de scolarité annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études. Les message invitaient aussi la population à consulter le microsite www.droitsdescolarité.com pour en connaître davantage.

Les deux principaux objectifs de communication étaient de :

- Faire connaître le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études;
- Démontrer que la hausse des droits de scolarité ne compromettra pas l'accessibilité aux études supérieures.

Le mandat confié à INFRAS consistait à réaliser un sondage auprès de la population québécoise francophone afin d'évaluer cette campagne radio. Plus précisément, il s'agissait de mesurer, pour les messages radio, le bruit publicitaire, la notoriété, la compréhension, l'appréciation, l'efficacité et les impacts, l'exposition, etc.

Méthodologie

Le sondage a été mené par questionnaire électronique sur Internet par INFRAS auprès de 1007 adultes québécois et francophones, en s'assurant de la représentativité de l'échantillon par rapport à la population du Québec.

Le questionnaire, en version française uniquement, a été élaboré par INFRAS en collaboration avec le client èt avait une durée moyenne de 5 minutes et 42 secondes. Le questionnaire utilisé est présenté en annexe du présent document.

Une fois le questionnaire approuvé et programmé, INFRAS a transmis au client des informations d'accès afin qu'il puisse le vérifier et le tester à même l'interface Web, de manière à valider le questionnaire ainsi que sa présentation.

Suite à un pré-test réalisé le 16 avril 2012 qui n'a soulevé aucun problème, la collecte électronique des données s'est déroulée du 17 avril au 19 avril 2012.

Ce sont 1007 questionnaires qui ont été complétés auprès de Québécoises et Québécois âgés de 18 ans ou plus, pour une marge d'erreur globale de +/- 3,09%, 19 fois sur 20.

Profil des répondants

		N	%
Sexe	Homme	**497**	**49,4%**
	Femme	**510**	**50,6%**
Âge	18-24 ans	**150**	**14,9%**
	25-34 ans	**163**	**16,2%**
	35-44 ans	**158**	**15,7%**
	45-54 ans	**193**	**19,2%**
	55-64 ans	**159**	**15,8%**
	65-74 ans	**157**	**15,6%**
	75 ans et +	**26**	**2,6%**
Statut	Travail - Temps plein	**430**	**42,7%**
	Travail - Temps partiel	**85**	**8,5%**
	Chômage / Aide sociale	**45**	**4,5%**
	Étudiant	**107**	**10,6%**
	Retraité	**255**	**25,3%**
	À la maison	**56**	**5,5%**
	Autre	**29**	**2,9%**
Domaine d'emploi	Employé de bureau ou de magasin	**147**	**28,5%**
	Vendeur	**17**	**3,2%**
	Ouvrier spécialisé	**29**	**5,7%**
	Ouvrier manuel non spécialisé	**38**	**7,4%**
	Professionnel	**166**	**32,2%**
	Gestionnaire	**48**	**9,3%**
	Autre	**70**	**13,7%**

		N	%
Domaine d'études	Éducation	1	1,3%
	Art	13	11,8%
	Sciences humaines et sociales, communications	13	11,8%
	Droit	5	4,7%
	Administration	17	15,8%
	Sciences naturelles et de la santé	34	31,8%
	Technologies	8	7,8%
	Architecture	0	,0%
	Agriculture	0	,0%
	Sports / Loisirs	0	,0%
	Autre	16	15,1%
Scolarité	Primaire	13	1,3%
	Secondaire (DES)	265	26,3%
	Études professionnelles (DEP)	129	12,8%
	Collégial (DEC)	253	25,1%
	Universitaire, 1er cycle	280	27,8%
	Universitaire, cycle supérieur	66	6,6%
Revenu	Moins de 20 000$	95	9,4%
	De 20 à 49 999$	299	29,7%
	De 50 à 69 999$	185	18,3%
	De 70 à 89 999$	129	12,8%
	90 000$ ou plus	174	17,3%
	Refus	126	12,5%
Enfant(s)	Oui	600	59,6%
	Non	407	40,4%
Région administrative	Bas-Saint-Laurent	9	,9%
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	44	4,3%
	Capitale-Nationale	90	8,9%
	Mauricie	32	3,2%
	Estrie	62	6,2%
	Montréal	201	20,0%
	Outaouais	32	3,2%
	Abitibi-Témiscamingue	19	1,9%
	Côte-Nord	9	,8%
	Nord-du-Québec	1	,1%
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16	1,6%
	Chaudière-Appalaches	52	5,2%
	Laval	51	5,1%
	Lanaudière	54	5,3%
	Laurentides	78	7,7%
	Montérégie	225	22,3%
	Centre-du-Québec	33	3,3%

Présentation du rapport

Tout d'abord, la prochaine section permet au lecteur de prendre rapidement connaissance des principaux faits saillants ressortant de l'évaluation de la campagne radio sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.

Il peut arriver, dans certains graphiques ou tableaux, que les totaux diffèrent de 100,00% : ces situations s'expliquent par les arrondissements numériques effectués sur certaines données. À l'inverse, certains totaux peuvent être supérieurs à 100,00%, ce qui est le cas lors de la présentation de résultats associés à des réponses multiples.

Tous les éléments sondés sont présentés sous diverses catégories (notoriété, appréciation, etc.), en illustrant les résultats globaux et toute différence significative entre les divers croisements statistiques appliqués lors de notre analyse selon le profil des répondants sera indiquée et décrite. Lorsque les résultats sont présentés que façon globale, sans distinction selon le profil des répondants, cela signifie qu'aucune variation significative ou pertinente n'est observée en lien avec ces résultats.

Aussi, la forme masculine utilisée dans ce rapport désigne aussi bien les femmes que les hommes et n'est utilisée que dans le but d'alléger le texte et d'en faciliter la lecture.

Pour conclure, ce rapport présentera les résultats de l'évaluation pour ensuite en dégager les principaux constats.

Faits saillants

- Avec un degré d'exposition potentielle assez élevé, la notoriété du message s'élève à 47%, ce qui est supérieur à la norme;

- L'appréciation globale du message se situe à 63%, ce qui est un résultat dans les normes mais plutôt élevé considérant que la population interrogée n'est pas unanimement favorable au sujet dont il est question dans le message. Aussi, les étudiants ainsi que les 18 à 24 ans sont ceux qui ont le moins apprécié le message;

- Ce sont également les étudiants qui jugent généralement de façon plus faible les impacts du message (information fournie, etc.), alors que le reste de la population interrogée a perçu beaucoup d'impacts, notamment pour ce qui est de l'information sur la bonification des programmes d'aide financière et sur l'information transmise relativement à l'existence du microsite et à l'information qu'il contient;

- La rétention de la mention du site Web est de 31%, ce qui correspond aussi aux normes; une fois de plus, les étudiants ainsi que les 18-24 ans se démarquent des autres répondants, en étant ceux se souvenant le plus de cette mention du microsite;

- Le microsite www.droitsdescolarite.com est connu par 15% de la population interrogée et visité par 2% d'entre elle. Les plus jeunes répondants (18-34 ans) et les étudiants étaient davantage nombreux à connaître le site;

- Les messages radio diffusés dans le cadre de cette campagne ont clairement permis de joindre la population du Québec et de les informer sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études;

- Le microsite associé à la campagne semble toutefois peu connu par la population générale, mais davantage pas les jeunes adultes et les étudiants;

- Globalement, ces messages ont été un outil de communication efficace, permettant une exposition potentielle assez élevée; l'information transmise a effectivement été reçue par la population et le microsite associé à la campagne devrait désormais être davantage connu grâce à ces messages.

Faits saillants (suite)

Les tableaux ci-dessous présentent les principaux résultats relativement à l'évaluation de la campagne sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études :

	Résultats	Norme*
Notoriété assistée	47%	30-40%
Appréciation globale	63%	50-60%
Rétention du site	31%	25-35%

* La norme moyenne présentée constitue la moyenne générale des résultats obtenus pour des campagnes d'envergure, de public et de thème similaires ou comparables.

Le message incite à visiter le site www.droitsdescolarite.com .	47%
Le message a permis de se faire une idée plus juste sur la hausse des droits de scolarité et l'accessibilité aux études supérieures.	52%
Le message communique que la hausse des droits de scolarité ne compromettra pas l'accessibilité aux études supérieures.	60%
Le message est crédible.	66%
Le message donne de l'information sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.	69%
Le message communique que le site Web donne de l'information sur la hausse des droits de scolarité et le réinvestissement dans les programmes d'aide financière.	70%
Le message informe clairement de l'existence du site www.droitsdescolarite.com .	72%
Le message communique que la hausse des droits de scolarité annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études.	84%

Résultats

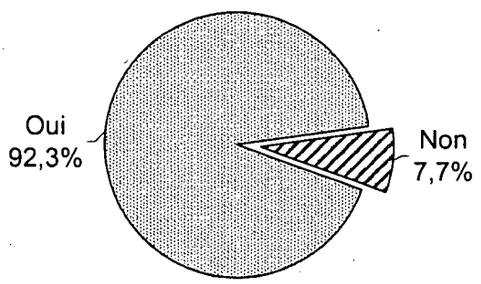
Connaissance et opinion face à la hausse

Dans un premier temps, il était demandé aux répondants d'indiquer leur niveau de connaissance quant à certains aspects entourant la hausse annoncée des droits de scolarité et le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études. Il leur était aussi demandé d'indiquer leur position générale face à cette hausse.

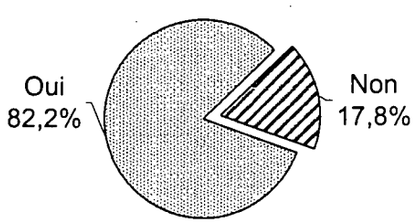
Connaissance de la hausse annoncée et de la bonification des programmes

La très grande majorité de la population interrogée (92,3%) savait que les droits de scolarité exigés des étudiants universitaires seront augmentés de 325$ par année à partir de l'automne 2012 jusqu'en 2016-2017. Nous observons qu'une importante mais moindre proportion (82,2%) des répondants savaient aussi que cette hausse était accompagnée d'une bonification des programmes d'aide financière aux études :

« Au Québec, les droits de scolarité exigés des étudiants universitaires seront augmentés de 325 $ par année à compter du trimestre d'automne 2012, et ce, pour cinq ans, soit jusqu'en 2016-2017. Le saviez-vous? »



« La hausse des droits de scolarité annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études. Le saviez-vous? »



- Les répondants de la région de Québec (97%), ceux ayant un revenu plus élevé, ceux âgés entre 18 et 24 ans (95%) de même que les travailleurs (93%), les étudiants (98%) et les retraités (96%) étaient plus nombreux à être informés quant à la hausse annoncée;

- Les hommes (94%), les répondants ayant un revenu plus élevé, les gestionnaires (96%), les 28-24 ans (95%) ainsi que les étudiants (96%) et les retraités (91%) étaient davantage au courant que cette hausse était accompagnée d'une bonification des programmes d'aide financière aux études.

Opinion face à la hausse

Les répondants étaient invités à indiquer leur degré d'accord quant à cette hausse des droits de scolarité; la majorité, soit plus de 60%, de la population interrogée indique être *totalement* (29,3%) ou *plutôt* (31,1%) *en accord* avec la hausse. À l'inverse, près de quatre personnes sur dix (39,6%) indiquent être *plutôt* (21,3%) ou *totalement en désaccord* (18,3%) avec la hausse :

« *De façon générale, quelle est votre position face à cette hausse des droits de scolarité? Êtes-vous…* »	
Totalement en accord avec la hausse	29,3%
Plutôt en accord avec la hausse	31,1%
Total - En accord	**60,4%**
Plutôt en désaccord avec la hausse	21,3%
Totalement en désaccord avec la hausse	18,3%
Total - En désaccord	**39,6%**

- Les répondants de la région de Québec (37%) et ceux habitant à l'extérieur des deux grands centres (33%) sont davantage en accord (*totalement en accord*), tout comme ceux ayant un revenu plus élevé ainsi que les gestionnaires (47%) et les professionnels (33%);

- À l'inverse, les 18 à 24 ans (46%), les étudiants (56%) ainsi que les employés de bureau ou de magasin (22%) et les vendeurs (24%) sont plus nombreux à être *totalement en désaccord.*

La campagne publicitaire

Cette section présente les résultats en lien avec les messages radio diffusés dans le cadre de la campagne radio sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.

Rappelons que les deux messages diffusés rappelaient sur un ton neutre que la hausse des droits de scolarité annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études et qu'ils invitaient la population à consulter le microsite www.droitsdescolarité.com pour en connaître davantage. Afin de simplifier l'évaluation et étant donné que les deux messages étaient très similaires, il a été convenu qu'un seul message était intégré au questionnaire, soit celui qui comprenait la mention des « 500 millions de dollars en bourse ».

Exposition potentielle

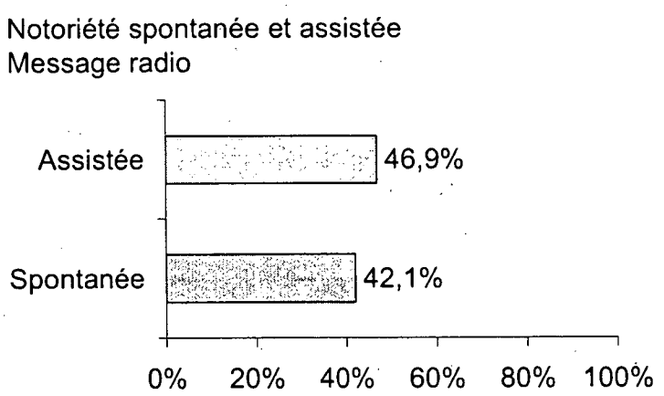
L'exposition potentielle des répondants aux messages radio était assez élevée, notamment puisque 50% avaient écouté CKOI au cours des derniers mois, 17% CHOI et 11% CKMF :

Parmi les stations de radio FM suivantes, lesquelles avez-vous écoutées au cours des derniers mois? Plusieurs réponses possibles. (stations ayant diffusé le message)			
CKOI	50,2%	CJAB	1,7%
CHOI	17,1%	CKTF	1,7%
CKMF	16,0%	CHMP	1,6%
CITE	11,0%	CJMV	1,4%
CFGL	8,4%	CJMM	1,3%
CHIK	4,2%	CIKI	1,2%
CFOM	3,9%	CFEL	1,2%
CIMF	3,9%	CITEFMS	1,0%
CJMF	3,6%	CFIX	1,0%
CKRS	3,1%	CHGO	0,7%
CJRC	2,7%	CFTX	0,7%
CIMO	2,5%	CJOI	0,6%
CITF	2,4%	CHOA	0,5%
CKOY	2,3%	CJEC	0,5%
CIGB	2,3%	CKOB	0,4%
CHEY	2,2%	CJEB	0,4%
CKYK	2,0%	CFGE	0,2%
		CHLX	0,1%

Notoriété du message radio

Dans un premier temps, les répondants devaient indiquer s'ils se souvenaient avoir entendu une publicité à la radio qui portait sur les droits de scolarité ainsi que sur les programmes québécois d'aide financière aux études au cours des dernières semaines; cette notoriété spontanée se chiffre à 42,1%.

Par la suite, les répondants étaient invités à écouter un extrait du message radio : suite à cette écoute, nous constatons une notoriété assistée du message de près de 47% :

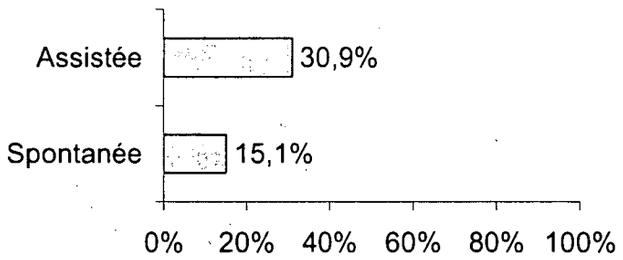


- La notoriété du message radio est plus élevée parmi les hommes (52%), les répondants ayant des enfants (17%), ceux habitant la région de Montréal (49%), ceux ayant un revenu plus élevé, de même que parmi les étudiants (44%), les retraités (48%) ainsi que parmi les travailleurs à temps plein (54%) et plus particulièrement les gestionnaires (69%).

Rétention du site Web

De façon spontanée, environ 15% de la population interrogée se souvenait qu'un site Web était mentionné dans le message radio; à savoir si les répondants se souvenaient que le site www.droitsdescolarite.com était mentionné, nous obtenons un niveau de rétention de cette mention de près de 31% :

Rétention spontanée et assistée
Mention du site Web dans le message radio

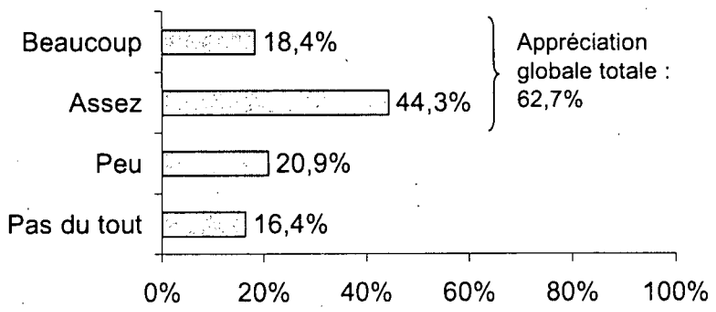


- La rétention de la mention du site Web est plus grande parmi les étudiants (45%), les 18-24 ans (52%) et les 25-34 ans (41%) ainsi que parmi les travailleurs à temps plein (37%).

Appréciation du message

La majorité des répondants ont apprécié cette publicité (62,7%); moins de 17% des répondants ont indiqué ne pas l'apprécier du tout

« Diriez-vous que vous appréciez cette publicité... »



- L'appréciation du message est clairement plus faible parmi les étudiants et les 18-24 ans, alors que respectivement 45% et 40% d'entre eux ont indiqué ne pas apprécié du tout le message.

Impacts du message

Les répondants devaient par la suite indiquer leur degré d'accord face à différents énoncés, permettant de mesurer les impacts du message.

Ainsi, nous observons que la grande majorité de la population interrogée considère que le message communiquait que la hausse annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études (83,7%) et qu'il informait clairement de l'existence du site www.droitsdescolarite.com (71,9%). À l'inverse, plus de trois répondants sur quatre indiquent que le message ne les incitait peu ou pas à visiter le microsite (44,3%) et qu'il leur a peu ou pas permis de se faire une idée plus juste sur la hausse et l'accessibilité aux études (42,4%) :

« *Veuillez indiquer votre degré d'accord avec les énoncés suivants, concernant la même publicité radio.* »	Tout à fait en accord	Assez en accord	**Total - Accord**	Peu en accord	Pas du tout en accord	**Total - Peu ou pas en accord**
Le message m'incite à visiter le site www.droitsdescolarite.com .	19,1%	28,0%	**47,1%**	24,0%	20,3%	**44,3%**
Le message m'a permis de me faire une idée plus juste sur la hausse des droits de scolarité et l'accessibilité aux études supérieures.	21,4%	31,0%	**52,4%**	25,0%	17,4%	**42,4%**
Le message communique que la hausse des droits de scolarité ne compromettra pas l'accessibilité aux études supérieures.	26,3%	33,6%	**60,0%**	19,0%	14,9%	**34,0%**
Le message est crédible.	30,3%	35,8%	**66,1%**	13,8%	15,4%	**29,2%**
Le message donne de l'information sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.	29,5%	39,9%	**69,4%**	16,7%	7,7%	**24,4%**
Le message communique que le site Web donne de l'information sur la hausse des droits de scolarité et le réinvestissement dans les programmes d'aide financière.	26,8%	42,7%	**69,5%**	17,8%	6,4%	**24,2%**
Le message m'informe clairement de l'existence du site www.droitsdescolarite.com .	36,4%	35,5%	**71,9%**	14,9%	6,4%	**21,3%**
Le message communique que la hausse des droits de scolarité annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études.	46,1%	37,6%	**83,7%**	9,4%	3,3%	**12,6%**

- De façon générale, les répondants de la région de Montréal, les étudiants, les professionnels, les employés de bureau ou de magasin et les répondants ayant un revenu plus faible se sont montrés davantage en désaccord avec ces différents énoncés.

Le microsite

Cette section présente les résultats obtenus relativement aux questions posées à la population interrogée sur le microsite associé à cette campagne : www.droitsdescolarite.com .

Notoriété et fréquentation du microsite

Exactement 14,7% des répondants ont indiqué qu'ils avaient déjà entendu parler du microsite avant de participer à cette étude. Parmi eux, 13,9% l'avaient déjà visité (soit 2,0% de l'ensemble de la population interrogée), pour la grande majorité à partir d'un ordinateur (96%) et quelques uns à partir d'un appareil mobile (4%).

- Les répondants ayant un revenu plus élevé de même que les étudiants (32%) et les 18-24 ans (28%) et 25-34 ans (21%) étaient plus nombreux à connaître le microsite.

Appréciation du microsite

Étant donné la faible proportion de répondants ayant déjà visité le site, les résultats en lien avec leur appréciation quant à ce microsite doivent être observés très globalement. Toutefois, à titre indicatif, nous observons que les répondants ayant visité le microsite l'ont généralement bien apprécié :

« *Veuillez indiquer votre degré d'accord avec les éléments suivants, par rapport au site Web www.droitsdescolarite.com :* »	Tout à fait en accord	Assez en accord	**Total - Accord**	Peu en accord	Pas du tout en accord	**Total - Peu ou pas en accord**
Le site fournit de l'information crédible.	29%	27%	**56%**	22%	22%	**44%**
Le site permet de mieux comprendre la hausse des droits de scolarité et le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.	33%	23%	**56%**	18%	26%	**44%**
Le site est visuellement attrayant.	25%	35%	**60%**	23%	17%	**40%**
Il est facile de trouver l'information dans le site.	21%	40%	**61%**	35%	4%	**39%**

Conclusions

Rappelons qu'il s'agissait de la poursuite de la campagne de promotion et d'information faisant partie de la stratégie de communication relative à la contestation étudiante de la hausse des droits de scolarité, et que les deux principaux objectifs de communication étaient de :

- Faire connaître le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études;
- Démontrer que la hausse des droits de scolarité ne compromettra pas l'accessibilité aux études supérieures.

L'évaluation de cette campagne a donc permis de constater que les messages diffusés à la radio soutenaient bien les objectifs de communication.

Avec un degré d'exposition potentielle assez élevé, la notoriété du message s'élève à 47%, ce qui est supérieur à la norme. Par ailleurs, les répondants de Montréal ainsi que les étudiants sont parmi les répondants se souvenant le plus avoir entendu le message.

L'appréciation globale du message se situe à 63%, ce qui est un résultat dans les normes mais plutôt élevé considérant que la population interrogée n'est pas unanimement favorable au sujet dont il est question dans le message. Aussi, les étudiants ainsi que les 18 à 24 ans sont ceux qui ont le moins apprécié le message; ce sont également les étudiants qui jugent généralement de façon plus faible les impacts du message (information fournie, etc.), alors que le reste de la population interrogée en a perçu beaucoup, notamment pour ce qui est de l'information sur la bonification des programmes d'aide financière et sur l'information transmise relativement à l'existence du microsite et à l'information qu'il contient. Par ailleurs, la rétention de la mention du site Web est de 31%, ce qui correspond aussi aux normes; une fois de plus, les étudiants ainsi que les 18-24 ans se démarquent des autres répondants, en étant ceux se souvenant le plus de cette mention du microsite.

Plus particulièrement en lien avec le microsite www.droitsdescolarite.com , il est connu par 15% de la population interrogée et visité par 2% d'entre elle. Les plus jeunes répondants (18-34 ans) et les étudiants étaient davantage nombreux à connaître le site.

Ainsi, globalement, les messages radio diffusés dans le cadre de cette campagne ont clairement permis de joindre la population du Québec et de les informer sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études. Ces messages ont sans doute pu contribuer à promouvoir une attitude favorable à la hausse, en démontrant que cette dernière ne compromettra pas l'accessibilité aux études supérieures. Le microsite associé à la campagne semble toutefois peu connu par la population générale, mais davantage pas les jeunes adultes et les étudiants.

Bref, ces messages ont été un outil de communication efficace, permettant une exposition potentielle assez élevée; l'information transmise a effectivement été reçue par la population et le microsite associé à la campagne devrait désormais être davantage connu grâce à ces messages.

Annexe 1 : Questionnaire

Introduction

Merci de l'intérêt que vous portez à notre sondage qui devrait prendre environ 5 minutes de votre temps.

Ce sondage est fait pour le compte du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport afin d'évaluer les éléments relatifs à la majoration des droits de scolarité qui a été annoncée.

Toutes vos réponses seront traitées de façon confidentielle et ne seront utilisées que dans le cadre de ce sondage. Seul le personnel affecté à la collecte et au traitement des données aura accès à l'ensemble des réponses. Les renseignements seront détruits lorsque le rapport final diffusé sous sa forme agrégée sera achevé et approuvé par le Ministère.

Votre participation est bien évidemment facultative mais serait appréciée.

L'anonymat de ce sondage ne vous permet pas de modifier ou de rectifier les renseignements que vous aurez fournis.

Par ailleurs, nous vous demandons de mettre vos hauts-parleurs en fonction puisque certaines questions exigeront que vous écoutiez certains éléments.

Veuillez cliquer sur le bouton ci-dessous à droite pour débuter le sondage.

Encore une fois, nous vous remercions énormément de votre participation!

***Section A : Questions générales ***

Q1. Parmi les stations de radio FM suivantes, lesquelles avez-vous écoutées au cours des derniers mois? Plusieurs réponses possibles.

CFEL
CFGE
CFGL
CFIX
CFOM
CFTX
CHEY
CHGO
CHIK
CHLX
CHMP
CHOA
CHOI
CIGB
CIKI
CIMF
CIMO
CITE
CITEFMS
CITF
CJAB
CJEB
CJEC
CJMF
CJMM
CJMV
CJOI
CJRC
CKMF
CKOB
CKOI
CKOY
CKRS
CKTF
CKYK

Q2. Au Québec, les droits de scolarité exigés des étudiants universitaires seront augmentés de 325 $ par année à compter du trimestre d'automne 2012, et ce, pour cinq ans, soit jusqu'en 2016-2017.

a) Le saviez-vous?

Oui
Non

b) De façon générale, quelle est votre position face à cette hausse des droits de scolarité? Êtes- vous...

Totalement en accord avec la hausse
Plutôt en accord avec la hausse
Plutôt en désaccord avec la hausse
Totalement en désaccord avec la hausse

Q3. La hausse des droits de scolarité annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études. Le saviez-vous?

Oui
Non

*****Section B : Message radio*****

Q4. Au cours des dernières semaines, vous souvenez-vous avoir entendu une publicité à la radio qui portait sur les droits de scolarité ainsi que sur les programmes québécois d'aide financière aux études?

Oui
Non

Q5. En écoutant cet extrait, vous souvenez-vous avoir entendu cette publicité à la radio? *(présentation – message radio « Bourse » sans la mention du site)*

Oui
Non **Passer à Q9**

Q6. Vous souvenez-vous si un site Web était mentionné dans cette même publicité?

Oui
Non **Passer à Q8**

Q7. Vous souvenez-vous de l'adresse de ce site Web?

Réponse ouverte

Q8. Vous souvenez-vous que le site www.droitsdescolarite.com était annoncé dans cette publicité?

Oui
Non

Veuillez prendre un instant pour écouter le message suivant, qui a été diffusé à la radio récemment.
Présentation du message radio « Bourse » intégral

Q9. Diriez-vous que vous appréciez cette publicité…

Beaucoup
Assez
Peu
Pas du tout

Q10. Veuillez indiquer votre degré d'accord avec les énoncés suivants, concernant la même publicité radio.

Tout à fait en accord
Assez en accord
Peu en accord
Pas du tout en accord
Ne sait pas / Ne répond pas

(Énoncés en rotation)

Q10A. Le message est crédible.

Q10B. Le message communique que la hausse des droits de scolarité annoncée s'accompagne d'une bonification des programmes d'aide financière aux études.

Q10C. Le message donne de l'information sur le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.

Q10D. Le message communique que la hausse des droits de scolarité ne compromettra pas l'accessibilité aux études supérieures.

Q10E. Le message m'informe clairement de l'existence du site www.droitsdescolarite.com .

Q10F. Le message m'incite à visiter le site www.droitsdescolarite.com .

Q10G. Le message communique que le site Web donne de l'information sur la hausse des droits de scolarité et le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.

Q10H. Le message m'a permis de me faire une idée plus juste sur la hausse des droits de scolarité et l'accessibilité aux études supérieures.

Section C : Microsite

Q11. Avant ce sondage, aviez-vous déjà entendu parler du site Web www.droitsdescolarite.com?

Oui
Non **Passer à Sociodémographiques (Q15)**

Q12. Avez-vous déjà visité le site www.droitsdescolarite.com ?

Oui
Non **Passer à Sociodémographiques (Q15)**

Q13. Avez-vous accédé au site Web www.droitsdescolarite.com à partir d'un ordinateur ou d'un appareil mobile (téléphone intelligent ou tablette) ?

À partir d'un ordinateur
À partir d'un appareil mobile (téléphone intelligent, tablette)

Q14. Veuillez indiquer votre degré d'accord avec les éléments suivants, par rapport au site Web www.droitsdescolarite.com :

Tout à fait en accord
Assez en accord
Peu d'accord
Pas du tout d'accord
Ne sait pas / Ne répond pas

(Énoncés en rotation)

Q14A. Le site fournit de l'information crédible.

Q14B. Le site permet de mieux comprendre la hausse des droits de scolarité et le réinvestissement dans les programmes d'aide financière aux études.

Q14C. Le site est visuellement attrayant.

Q14D. Il est facile de trouver l'information dans le site.

*****Sociodémographiques*****

Q15. Veuillez indiquer votre sexe.

Masculin
Féminin

Q16. Quel âge avez-vous?

18-24 ans
25-34 ans
35-44 ans
45-54 ans
55-64 ans
65-74 ans
75 ans ou plus

Q17. Actuellement est-ce que vous :

Travaillez à temps plein
Travaillez à temps partiel
Êtes au chômage ou sur l'aide sociale
Êtes étudiant
Êtes à la retraite
Vous occupez des travaux de la maison
Autre

(Si Q17 = Travail à temps plein ou partiel)
Q18. Quelle est votre occupation ?

Employé de bureau ou de magasin
Vendeur
Ouvrier spécialisé
Ouvrier manuel non spécialisé
Professionnel
Gestionnaire
Autre

(Si Q17 = Étudiant)
Q19. Dans quel domaine étudiez-vous?

Éducation
Art
Sciences humaines et sociales, communications
Droit
Administration
Sciences naturelles et de la santé
Technologies
Architecture
Agriculture
Sports / Loisirs
Autre

Q20. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint?

Primaire
Secondaire (DES)
Études professionnelles (DEP)
Collégial (DEC)
Universitaire, 1er cycle
Universitaire, cycle supérieur

Q21. Dans laquelle des catégories suivantes se situe votre revenu familial brut annuel ?

Moins de 20 000$
De 20 à 49 999$
De 50 à 69 999$
De 70 à 89 999$
90 000$ ou plus
Refus

Q22. Avez-vous des enfants?

Oui
Non

Q23. Dans quelle région administrative habitez-vous?

Bas-Saint-Laurent
Saguenay-Lac-Saint-Jean
Capitale-Nationale
Mauricie
Estrie
Montréal
Outaouais
Abitibi-Témiscamingue
Côte-Nord
Nord-du-Québec
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Chaudière-Appalaches
Laval
Lanaudière
Laurentides
Montérégie
Centre-du-Québec

FIN

Nous vous remercions énormément d'avoir pris le temps de participer à ce sondage!

Veuillez cliquer sur le bouton ci-dessous à droite afin de compléter votre participation et quitter le sondage.

No : 7
Annexe

INFRAS INTERNATIONAL

Depuis 1979

Évaluation de la campagne publicitaire ToutPourRéussir 2012

Réalisée pour :

La direction des communications du
ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Et

La direction des communications du
ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Par :

INFRAS
INFormation, Recherche et Analyse de la Société Inc.
8092, rue du Zéphyr
Charny (Québec) G6X 3M1
info@infras-intl.com
www.infras-intl.com

Rapport final
16 avril 2012

SOMMAIRE EXÉCUTIF 5

Contexte 5
Sommaire des outils évalués 6
Méthodologie 8
Questionnaires 8
Échantillon et marge d'erreur 9
Présentation du rapport et mises en garde 10
Faits saillants – Évaluation générale des principaux outils 11
Faits saillants – Comparatif 2011-2012 12
Faits saillants – Appréciation et impacts des outils 13
Faits saillants – TPR.com / HFS.com 14

1. RÉSULTATS DÉTAILLÉS – JEUNES FRANCOPHONES 15

1.1. Message télévisé « Des métiers à aimer » 16
Exposition potentielle 16
Notoriété 17
Fréquence et effet de fatigue 17
Message perçu 18
Appréciation du message 18
Impacts du message 19
Mention du site Internet ToutPourRéussir.com 21
1.2. Capsules télévisées 22
Notoriété des capsules 22
Appréciation, fréquence, rappel et impacts des capsules 23
1.3. Bannières publicitaires 24
Exposition potentielle 24
Notoriété des bannières 24
Appréciation et impacts des bannières 25
1.4. Affiche en milieu scolaire 26
Notoriété 26
Appréciation et impacts 26
1.5. ToutPourRéussir.com 27
Notoriété et fréquentation 27
Appréciation 27
Sections Orientest et Blogue 28
1.6. Concours « Trouve un métier à aimer » 29
1.7. Perception et pertinence de la campagne 30
1.8. Conclusions : la campagne auprès des jeunes francophones 33

2. RÉSULTATS DÉTAILLÉS – JEUNES ANGLOPHONES 35

2.1. Message télévisé « Find a career you love » 36
Exposition potentielle 36
Notoriété 37
Fréquence et effet de fatigue 37
Message perçu 38
Appréciation du message 38
Impacts du message 39
Mention du site Internet HeadingForSuccess.com 41
2.2. Bannière publicitaire 42
Notoriété, appréciation et impacts de la bannière 42
2.3. Carte postale en milieu scolaire 43
Notoriété 43
Appréciation et impacts 43
2.4. HeadingForSuccess.com 44
Notoriété et fréquentation 44
Appréciation 44
Section Aptitude Test 45
2.5. Concours « Love your career » 45
2.6. Perception et pertinence de la campagne 46
2.7. Conclusions : la campagne auprès des jeunes anglophones 48

3. RÉSULTATS DÉTAILLÉS – PARENTS FRANCOPHONES 49

3.1. Implication dans le choix de carrière - 50 -
3.2. Message télévisé « Des métiers à aimer » - 52 -
Exposition potentielle - 52 -
Notoriété - 53 -
Fréquence et effet de fatigue - 54 -
Message perçu - 55 -
Appréciation du message - 55 -
Impacts du message - 57 -
Mention du site Internet ToutPourRéussir.com - 59 -
3.3. Capsules télévisées - 60 -
Notoriété - 60 -
Appréciation, fréquence, impacts et rétention - 61 -
3.4. Bannières publicitaires - 62 -
Exposition potentielle - 62 -
Notoriété des bannières - 62 -
Appréciation, fréquence, impacts et rétention - 63 -
Appréciation, fréquence, impacts et rétention - 63 -
3.5. ToutPourRéussir.com - 64 -
Notoriété et fréquentation - 64 -
Appréciation - 66 -
Sections Orientest et Blogue - 67 -
3.6. Concours « Trouve un métier à aimer » - 68 -
3.7. Perception et pertinence de la campagne - 68 -
3.8. Conclusions : la campagne auprès des parents 71

4. CONCLUSIONS D'ENSEMBLE **73**

4.1. Message télévisé « Des métiers à aimer » 74
4.2. Les capsules télévisées 75
4.3. Les bannières publicitaires 75
4.4. L'affiche en milieu scolaire 76
4.5. ToutPourRéussir.com / HeadingForSuccess.com 76
4.6. Le concours 77
4.7. La campagne en général 77

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Contexte

Au Québec, les besoins du marché du travail sont grands : l'effectif scolaire diminue graduellement chaque année et près de 30% des étudiants quittent les bancs d'école sans être qualifiés pour le marché du travail. De plus, étant donné le vieillissement de la main d'œuvre et la croissance économique, plusieurs postes d'emploi seront libérés ou créés; les jeunes arrivant sur le marché du travail d'ici 2015 auront donc accès à de nombreux postes.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, par son agence Emploi-Québec, la Commission des partenaires du marché du travail et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ont uni leurs efforts en vue de poursuivre, pour une 9e année, la campagne publicitaire ToutPourRéussir en 2012. Le principal objectif de la campagne est d'encourager les jeunes à choisir un métier ou une profession ayant de bonnes perspectives d'emploi, particulièrement ceux et celles qui demandent une formation professionnelle ou technique. Plus précisément, les objectifs de communication de cette campagne étaient :

- D'encourager les jeunes à choisir un métier ou une profession ayant de bonnes perspectives d'emploi, particulièrement ceux et celles qui demandent une formation professionnelle ou technique;
- De valoriser ces métiers et démontrer qu'ils sont diversifiés, intéressants, épanouissants et payants;
- De sensibiliser et informer, tout à la fois, trois groupes cibles primaires (jeunes, intervenants scolaires et parents);
- D'augmenter la notoriété du site Internet ToutPourRéussir.com;
- De contribuer à accroître les inscriptions aux programmes de formation professionnelle et de formation technique, correspondant aux métiers ayant de bonnes perspectives d'emploi.

Ainsi, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ont retenu les services d'INFRAS afin de réaliser un sondage auprès du public cible de la campagne ToutPourRéussir 2012, c'est-à-dire auprès des Québécois francophones et anglophones âgés entre 14 et 24 ans. Par ailleurs, des parents québécois francophones ayant un enfant se situant dans ce groupe d'âge ont aussi été sondés, bien qu'ils constituaient, dans cette campagne, un public secondaire; leur exposition aux différents outils est donc collatérale.

Globalement, l'objectif de cette recherche était de valider l'efficacité de la campagne ToutPourRéussir 2012, dont les principales actions de communication se sont déroulées sur 5 semaines, du 30 janvier au 4 mars 2012. Plus précisément, cette campagne a été menée dans une version francophone ainsi que dans une version anglophone et l'étude devait évaluer chacune des différentes approches et moyens de communication utilisés dans la campagne, tels que présentés à la section suivante.

Sommaire des outils évalués

Afin de faciliter la compréhension de l'évaluation des éléments auxquels nous ferons référence tout au long de ce rapport, les outils de communication de la campagne ToutPourRéussir 2012 ayant été évalués dans le cadre de cette étude sont globalement présentés ci-dessous :

Message télévisé « Des métiers à aimer » :
Versions francophone et anglophone, durée de 30 secondes;
Diffusé sur TVA, SRC, V télé, Télé-Québec, et chaînes Astral
(Canal D, Canal Z, Musique Plus, Télétoon, Vrak, RDS et RDS2) – CTV (anglophone);
Présentait différentes choses que les jeunes aiment. Il était aussi question des métiers qui demandent une formation professionnelle (un DEP) ou technique (un DEC);
Outil évalué auprès des trois populations sondées; les parents n'étaient pas particulièrement ciblés, mais le choix des chaînes utilisées s'est fait en considérant que l'auditoire serait familial.

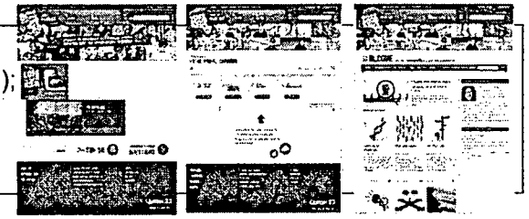
Capsules télévisées Rej et Chéli :
Version francophone uniquement;
Deux capsules de 10 secondes diffusées uniquement sur les chaînes Vrak et Musique Plus;
Présentaient Chéli ou Rej Laplanche parlant d'une passion qu'ils avaient lorsqu'ils étaient jeunes, relativement aux métiers de la formation professionnelle ou technique;
Outil évalué auprès des jeunes francophones et des parents, bien que ces derniers n'étaient pas ciblés.

Capsule télévisée TPR / Concours :
Version francophone uniquement;
Durée de 10 secondes;
Diffusée uniquement sur Vrak et Musique Plus;
Présentait la campagne, le site et le concours, en rapport avec des métiers stimulants, passionnants et payants;
Outil évalué auprès des jeunes francophones et des parents, bien que ces derniers n'étaient pas ciblés.

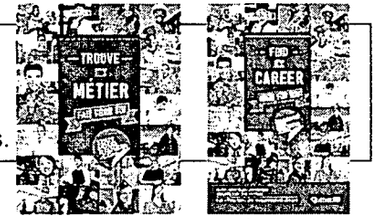
EPUB Rej et Chéli :
Deux bannières publicitaires électroniques en version francophone uniquement;
Diffusées uniquement sur les sites Web de Vrak et Musique Plus;
Présentaient Chéli ou Rej, en rapport avec la campagne et les métiers d'avenir;
Outil évalué auprès des jeunes francophones et des parents, bien que ces derniers n'étaient pas ciblés.

EPUB TPR / Concours :
Une bannière publicitaire électronique diffusée largement sur le Web;
Version francophone et anglophone;
Présentait la campagne, le site et le concours;
Outil évalué auprès des trois populations sondées, bien que les parents n'étaient pas ciblés.

Site Internet ToutPourRéussir.com – HeadingForSuccess.com (trois populations sondées);
Section *Orientest – Aptitude Test* (trois populations sondées);
Section *Blogue* de la conseillère en orientation (parents et jeunes francophones).



Affiche – Carte postale en milieu scolaire :
Affiche (francophone) ou carte postale (anglophone) distribuée dans les écoles secondaires et les centres de formation professionnelle;
Outil évalué auprès des jeunes francophones et anglophones fréquentant ces établissements scolaires.



Par ailleurs, lorsque possible et pertinent, des comparaisons sont effectuées avec les campagnes ToutPourRéussir antérieures, notamment avec la campagne de 2011, qui comprenait notamment le message télévisé « Jouets » / « Toys » et le thème « Trouve un métier fait pour toi ». Il est à noter que la campagne de 2011 s'adressait particulièrement aux parents, contrairement à celle de 2012, qui ciblait les jeunes.

Méthodologie

Le sondage a été mené en ligne sous trois volets parmi la population du Québec : auprès des jeunes francophones, des jeunes anglophones ainsi que des parents francophones.

INFRAS s'est chargée de la réalisation de la collecte électronique des données du 14 au 21 mars 2012. Au total, un minimum de 700 questionnaires devaient être complétés auprès de jeunes (dont 500 francophones et 200 anglophones) et 500 auprès de parents.

Questionnaires

Les questionnaires utilisés ont été élaborés par INFRAS en collaboration avec le Client ainsi qu'en s'appuyant sur les versions antérieures afin de permettre des comparaisons valides avec les évaluations précédemment réalisées. Une fois les questionnaires approuvés et programmés, INFRAS a transmis au Client des informations d'accès afin qu'il puisse les vérifier et les tester à même le site Web, de manière à valider les questionnaires ainsi que leur présentation.

Il s'agissait de deux questionnaires en version française (pour les jeunes francophones ainsi que les parents) et d'un troisième questionnaire en version anglaise destiné aux jeunes anglophones. Chacun de ces trois questionnaires étaient adaptés aux différents outils utilisés dans le cadre de la campagne et à chacune des populations sondées. Ces questionnaires sont remis en annexes de ce rapport dans des fichiers distincts.

Échantillon et marge d'erreur

Ce sont 510 questionnaires qui ont été complétés auprès de jeunes francophones, 200 auprès de jeunes anglophones et 514 auprès de parents francophones. Les deux tableaux ci-dessous illustrent le profil des répondants ainsi que les marges d'erreur maximales associées aux résultats, à un niveau de confiance de 95% :

	Jeunes francophones			Jeunes anglophones		
	Nombre	**Proportion dans l'échantillon**	**Marge d'erreur**	**Nombre**	**Proportion dans l'échantillon**	**Marge d'erreur**
Total	510	100,00%	4,34%	200	100,00%	6,93%
Masculin	190	37,25%	7,11%	90	45,00%	10,33%
Féminin	320	62,75%	5,48%	110	55,00%	9,34%
Total	510	100,00%	4,34%	200	100,00%	6,93%
Montréal	228	44,71%	6,49%	153	76,50%	7,92%
Ailleurs au QC	282	55,29%	5,83%	47	23,50%	14,29%
Total	510	100,00%	4,34%	200	100,00%	6,93%
14-17	145	28,43%	8,14%	58	29,00%	12,87%
18-25	365	71,57%	5,13%	142	71,00%	8,22%
Total	510	100,00%	4,34%	200	100,00%	6,93%
Secondaire / DEP	160	31,37%	7,75%	85	42,50%	10,63%
Collégial	161	31,57%	7,72%	71	35,50%	11,63%
Décrocheurs[1]	189	37,06%	7,13%	44	22,00%	14,77%
Total	510	100,00%	4,34%	200	100,00%	6,93%

	Parents francophones		
	Nombre	**Proportion dans l'échantillon**	**Marge d'erreur**
Total	514	100,00%	4,32%
Masculin	155	30,16%	7,87%
Féminin	359	69,84%	5,17%
Total	514	100,00%	4,32%
Montréal	369	71,79%	5,10%
Ailleurs au QC	145	28,21%	8,14%
Total	514	100,00%	4,32%
25-34 ans	8	1,56%	s/o
35-44 ans	135	26,26%	8,43%
45-54 ans	259	50,39%	6,09%
55-64 ans	106	20,62%	9,52%
65 ans et +	6	1,17%	s/o
Total	514	100,00%	4,32%

[1] Ont été considérés comme « décrocheurs » les jeunes âgés entre 14 et 24 ans n'étant actuellement pas aux études et n'ayant pas obtenu un diplôme d'étude de secondaire 5 (DES) ni un diplôme d'études professionnelles (DEP).

Présentation du rapport et mises en garde

Dans ce rapport, les résultats obtenus auprès des jeunes francophones seront présentés, suivis par ceux obtenus auprès des jeunes anglophones, puis des parents francophones.

Pour chacun de ces trois chapitres, tous les éléments sondés seront présentés sous diverses catégories (notoriété, appréciation, etc.) en illustrant les résultats globaux, suivis d'une section rappelant les principaux constats. Le dernier chapitre résume les constats globaux découlant de cette étude et en dégagent les conclusions es plus pertinentes.

Il peut arriver, dans certains graphiques ou tableaux, que les totaux diffèrent de 100,00% : ces situations s'expliquent par les arrondissements numériques effectués sur certaines données. Certains totaux peuvent être supérieurs à 100,00%, ce qui est le cas lors de la présentation de résultats associés à des réponses multiples.

Toute différence significative pertinente apparue lors des divers croisements statistiques appliqués lors de notre analyse, soit selon le profil des répondants ainsi que selon les résultats obtenus lors des évaluations antérieures, est indiquée et décrite. Lorsque les résultats ne sont présentés que de façon globale, sans distinction selon le profil des répondants, cela signifie qu'aucune variation significative ou pertinente n'est observée en lien avec ces résultats. Par ailleurs, en plus des questionnaires, l'ensemble des tableaux produits (distributions de fréquences et tableaux croisés) ont été remis au Client en fichiers distincts.

Aussi, la forme masculine utilisée dans ce rapport désigne aussi bien les femmes que les hommes et n'est utilisée que dans le but d'alléger le texte et d'en faciliter la lecture. Les termes « TPR », « HFS », « TPR.com » et « HFS.com » feront tous référence à la campagne ToutPourRéussir et HeadingForSuccess ainsi qu'au site Internet qui y est associé, encore une fois dans le seul but de ne pas alourdir le texte.

De plus, il est important que le lecteur garde à l'esprit que les parents ne constituaient pas un public ciblé par la campagne : les différents médias, messages et actions de communication choisis pour cette campagne visaient à joindre les jeunes de 14 à 24 ans, et non leurs parents. Ces derniers ont été un public secondaire et ainsi, les résultats du volet de la présente évaluation touchant les parents francophones doivent être considérés en tenant compte du fait que les parents étaient un public secondaire, dont l'exposition à cette campagne est purement collatérale à l'exposition prioritaire des jeunes.

Tout d'abord, la prochaine section permet au lecteur de prendre rapidement connaissance des principaux faits saillants résultant de cette évaluation de la campagne ToutPourRéussir 2012.

Faits saillants – Évaluation générale des principaux outils

Outils évalués - Jeunes TPR 2012	Éléments d'évaluation	Norme* (public ciblé)	Résultats Jeunes francophones	Variation par rapport à la norme	Résultats Jeunes anglophones	Variation par rapport à la norme
Message télévisé	Notoriété	35-40%	48%	+ 10%	43%	+ 5%
	Fréquence	8 fois	6 fois	- 2 fois	4 fois	- 4 fois
	Effet de fatigue	15%	6%	- 9%	7%	- 8%
	Rappel assisté TPR.com	45-50%	59%	+ 12%	47%	=
Capsule télévisée (Rej et Chéli)	Notoriété	25%	30%	+ 5%	s/o	
	Rappel assisté TPR.com	40%	62%	+ 12%		
Capsule télévisée (TPR / Concours)	Notoriété	25%	23%	- 2%	s/o	
	Rappel assisté TPR.com	40%	55%	+ 15%		
EPUB (Rej et Chéli)	Notoriété	10-15%	23%	+ 11%	s/o	
EPUB (TPR / Concours)	Notoriété	10-15%	22%	+ 10%	22%	+ 10%

*** La norme présentée constitue la moyenne générale des résultats obtenus pour des campagnes d'envergure, de public et de thème similaires ou comparables. Nous observons que la plupart des éléments d'évaluation de la campagne TPR 2012 sont supérieurs à la norme, notamment pour les niveaux de notoriété et de rétention de la mention du site Web associé à la campagne.**

Outils évalués - Parents TPR 2012	Éléments d'évaluation	Norme** (public indirect)	Résultats Parents francophones	Variation par rapport à la norme
Message télévisé	Notoriété	15-20%	35%	+ 18%
	Fréquence	3 fois	7 fois	+ 4 fois
	Effet de fatigue	10%	3%	- 7%
	Rappel assisté TPR.com	30%	39%	+ 9%
Capsule télévisée (Rej et Chéli)	Notoriété	5-10%	8%	=
Capsule télévisée (TPR / Concours)	Notoriété	5-10%	12%	+ 5%
EPUB (Rej et Chéli)	Notoriété	5-7%	11%	+ 5%
EPUB (TPR / Concours)	Notoriété	5-7%	10%	+ 4%

****Les parents constituaient, dans cette campagne, un public indirect, secondaire et non-ciblé; les normes observées sont généralement moins élevées auprès de ce type de public, étant donné qu'il s'agit d'une exposition collatérale. Nous observons que dans le cadre de cette campagne TPR 2012, les différents éléments d'évaluation auprès des parents, principalement la notoriété du message télévisé, sont supérieurs à la moyenne. Ainsi, bien que non-ciblé, ce public a clairement été touché par la campagne.**

Faits saillants – Comparatif 2011-2012

Le tableau ci-dessous présente les principaux résultats de l'évaluation de la campagne TPR de cette année comparativement à ceux obtenus lors de l'évaluation de la campagne de 2011 :

Principaux outils	Éléments d'évaluation et normes associées	Jeunes francophones		Jeunes anglophones		Parents francophones	
		TPR 2011	TPR 2012	TPR 2011	TPR 2012	TRP 2011	TPR 2012
Message télévisé	Notoriété	36%	**48%**	27%	**43%**	26%	**37%**
	Appréciation	83%	**80%**	80%	**80%**	85%	**79%**
	Rappel assisté TPR.com	58%	**59%**	31%	**48%**	58%	**39%**
Capsule télévisée (Générale / Concours)	Notoriété	8%	**23%**	s/o	**s/o**	3%	**12%**
	Appréciation	51%	**74%**	s/o	**s/o**	77%	**86%**
	Rappel assisté TPR.com	72%	**55%**	s/o	**s/o**	83%	**43%**
EPUB (Générale / Concours)	Notoriété	24%	**22%**	17%	**22%**	14%	**11%**
	Appréciation	61%	**81%**	44%	**70%**	78%	**83%**
Affiche / carte en milieu scolaire	Notoriété	27%	**44%**	s/o	**26%**	s/o	**s/o**
	Appréciation	83%	**91%**	s/o	**78%**	s/o	**s/o**
TPR.com / HFS.com	Notoriété	75%	**61%**	28%	**40%**	41%	**34%**
	Fréquentation (parmi ceux le connaissant / dernière année)	33%	**34%**	23%	**42%**	33%	**31%**
Concours	Notoriété	9%	**13%**	8%	**8%**	s/o	**5%**

Plusieurs hausses sont constatées en comparant les résultats des différents éléments d'évaluation de la campagne TPR 2011 avec ceux obtenus en 2012. Entre autres, la notoriété du message télévisé est de beaucoup supérieure auprès des trois populations, et ce; même si les parents étaient ciblés en 2011 alors qu'ils ne l'étaient pas en 2012. Les capsules télévisées de 2012 ont aussi obtenu des niveaux de notoriété supérieurs par rapport à 2011.

À l'inverse, quelques baisses sont constatées, tels le niveau de notoriété du site TPR.com auprès des jeunes francophones, qui est plus bas en 2012 qu'il ne l'avait été constaté en 2011, et le niveau de rétention du site Web grâce aux capsules télévisées.

Faits saillants – Appréciation et impacts des outils

Message télévisé « Des métiers à aimer » Degrés d'accord des répondants face aux énoncés	Jeunes francophones	Jeunes anglophones	Parents francophones
Le message est crédible.	90%	72%	90%
Le message est très clair sur ce que l'on veut dire aux jeunes.	84%	63%	89%
Le message se démarque vraiment des publicités qu'on a l'habitude de voir.	76%	54%	83%
Le message communique que les métiers de la formation professionnelle ou technique peuvent correspondre aux différents intérêts et passions des jeunes.	88%	72%	87%
Le message indique que la formation professionnelle ou technique (DEP ou DEC) permet d'avoir un métier intéressant.	87%	74%	86%
Le message m'informe clairement de l'existence du site TPR.com / HFS.com	66%	46%	56%
Le message m'incite à visiter le site TPR.com / HFS.com	62%	44%	57%
Le message communique que le site Internet donne de l'information sur un vaste choix de métiers.	71%	57%	62%

	Capsule télévisée (TPR / Concours)			EPUB (TPR / Concours)			Affiche / carte postale		
	Jeunes franco.	Jeunes anglo.	Parents franco.	Jeunes franco.	Jeunes anglo.	Parents franco.	Jeunes franco.	Jeunes anglo.	Parents franco.
Le message m'informe clairement de l'existence du site TPR.com / HFS.com	80%	s/o	69%	96%	83%	94%	91%	100%	s/o
Le message m'incite à visiter le site TPR.com / HFS.com	75%	s/o	71%	81%	57%	89%	85%	78%	s/o
Le message communique que le site Internet donne de l'information sur un vaste choix de métiers.	75%	s/o	71%	85%	65%	91%	87%	89%	s/o

Globalement, ces résultats révèlent que les différents outils ont généré beaucoup d'impacts et permettaient très bien de répondre aux objectifs de communication. Comme cela est souvent le cas, nous observons que les jeunes anglophones associent généralement moins d'impacts aux différentes publicités.

Faits saillants – TPR.com / HFS.com

	Jeunes francophones	Jeunes anglophones	Parents francophones
Notoriété	61%	44%	34%
Fréquentation (parmi ceux le connaissant / dernière année)	34%	42%	31%
Le site est visuellement attrayant.	93%	94%	87%
Le site est facile à naviguer.	93%	72%	93%
Le site fournit de l'information dans laquelle on peut avoir confiance.	98%	78%	94%
Le site permet de mieux connaître les métiers qui demandent un DEP ou un DEC.	96%	83%	94%
Fréquentation *Orientest / Aptitude Test*	53%	67%	32%
Appréciation *Orientest / Aptitude Test*	78%	83%	94%
Fréquentation *Blogue de la conseillère en orientation*	24%	s/o	17%
Appréciation *Blogue de la conseillère en orientation*	90%	s/o	100%

Le site Web, toujours très connu et aussi très fréquenté, est clairement apprécié. La section *Orientest / Aptitude Test*, très fréquentée par les jeunes et tout autant appréciée, constitue sans aucun doute un atout considérable du site. La section du *Blogue*, ajoutée récemment et évaluée pour la première fois cette année, semble avoir été un ajout aussi pertinent.

1. Résultats détaillés – Jeunes francophones

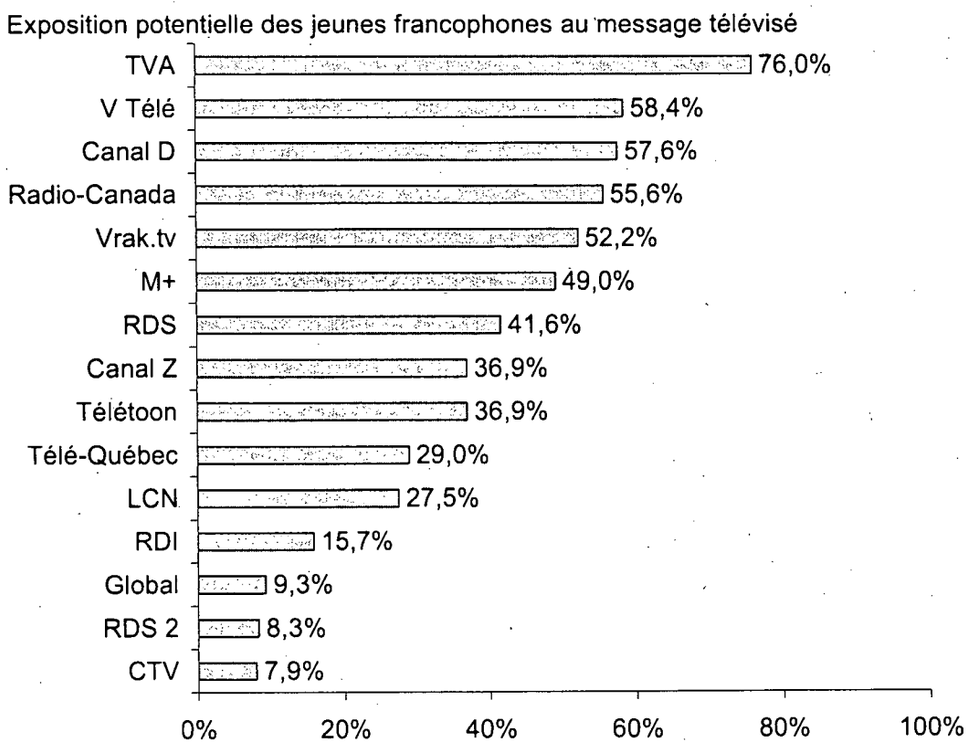
Ce chapitre présente les résultats obtenus auprès des jeunes francophones sondés dans le cadre de cette évaluation de la campagne ToutPourRéussir 2012.

1.1. Message télévisé « Des métiers à aimer »

Exposition potentielle

Le message télévisé a été diffusé sur TVA, SRC, V télé, Télé-Québec, Canal D, Canal Z, Musique Plus, Télétoon, Vrak, RDS et RDS2.

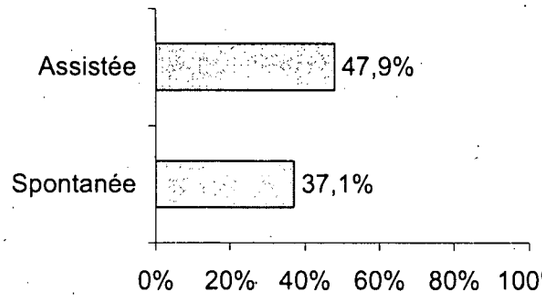
Parmi les jeunes francophones interrogés, d'importantes proportions d'entre eux ont indiqué avoir regardé la plupart de ces chaînes de télévision. Ainsi, ces répondants ont été fortement exposés au message télévisé :



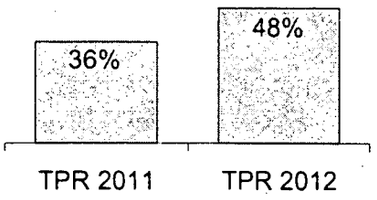
Notoriété

La notoriété du message télévisé auprès des jeunes francophones s'élève à près de 48%, ce qui constitue une hausse importante (12%) par rapport à la notoriété obtenue en 2011 :

Notoriété spontanée et notoriété assistée
Message télévisé « Des métiers à aimer »
Jeunes francophones



Comparatif - Notoriété assistée
Messages télévisés « Jouets » (TPR 2011)
et « Des métiers à aimer » (TPR 2012)
Jeunes francophones

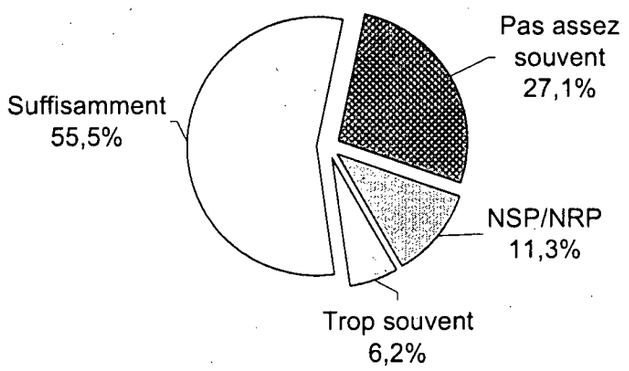


La norme quant à la notoriété d'un message télévisé dans des campagnes similaires se situe entre 35% et 40% : le niveau de notoriété obtenu auprès des jeunes francophones est ainsi supérieur à la moyenne généralement constatée.

Fréquence et effet de fatigue

Les jeunes francophones ont estimé avoir vu ce message en moyenne 5,97 fois; l'effet de fatigue n'est ressenti que par 6,2% d'entre eux :

« Selon toi, ce message a-t-il été diffusé ... ? »



La moyenne de la fréquence estimée par les répondants faisant partie du public cible de campagnes similaires se situe autour de 8 fois; ainsi, pour les jeunes francophones, le résultat de fréquence estimée est légèrement inférieur à la norme. Toutefois, l'effet de fatigue, c'est-à-dire la proportion du public interrogé qui indique avoir vu le message trop souvent, ce qui peut venir compromettre l'efficacité ou l'atteinte de certains objectifs, est aussi moins ressenti qu'il ne l'est habituellement, la norme moyenne étant d'environ 15%.

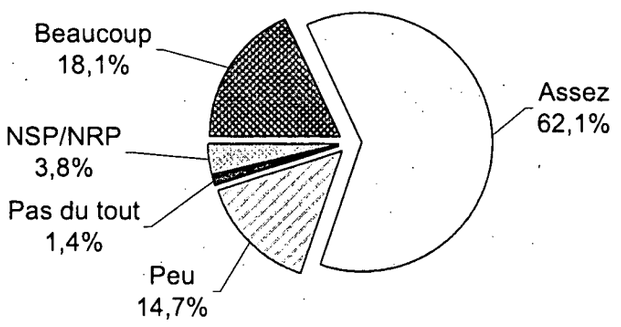
Message perçu

La majorité des jeunes francophones estiment que le message indiquait qu'il est important de choisir un métier que l'on aime (48% des mentions) et qu'il est possible de trouver un métier correspondant à nos intérêts (31% des mentions). Plusieurs jeunes ont aussi compris du message que les métiers liés au DEP ou au DEC peuvent être intéressants, qu'il est possible de trouver un métier que l'on aime sans aller à l'université (16%). De plus faibles proportions de jeunes indiquent que le message visait à communiquer qu'il existe plusieurs métiers différents (11%), qu'il est important de rester à l'école (9%) et qu'il faut profiter de la vie, faire des choses que l'on aime (7%).

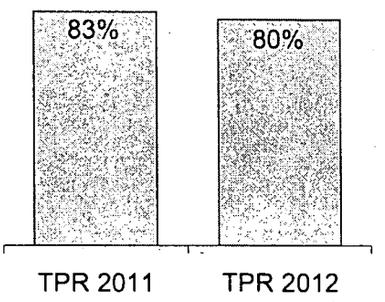
Appréciation du message

La très grande majorité des jeunes francophones apprécient le message « *Des métiers à aimer* », dans une proportion similaire à celle observée par rapport au message « *Jouets* » en 2011 :

« Dirais-tu que tu apprécies cette publicité… »



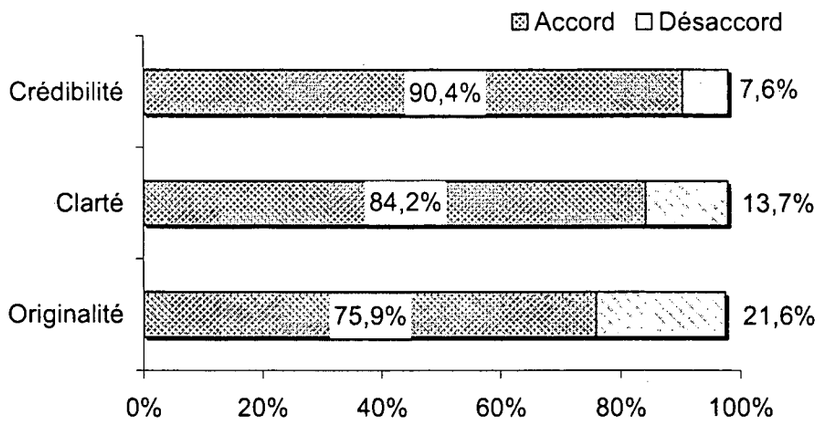
Comparatif - Appréciation globale
Messages télévisés « Jouets » (TPR 2011) et « Des métiers à aimer » (TPR 2012)
Jeunes francophones



Il était demandé aux jeunes de préciser pourquoi ils appréciaient ou non le message télévisé. Les éléments d'appréciation les plus mentionnés sont le dynamisme de la publicité (43%) et le fait qu'elle est accrocheuse, qu'elle rejoint bien les jeunes et leurs intérêts (32%). Plusieurs jeunes mentionnent également que le message est drôle et amusant (17%), qu'il contient de bonnes images et de la bonne musique (14%) et qu'il est différent des autres publicités (9%). À l'inverse, les jeunes n'appréciant pas le message mentionnent pour la plupart qu'ils ne se sentent pas visés (71%) ou pas attirés par les publicités (16%).

Les jeunes apprécient particulièrement la crédibilité (90%) et la clarté du message (84%), de même que son originalité (76%) :

Appréciation du message télévisé « Des métiers à aimer »
Jeunes francophones



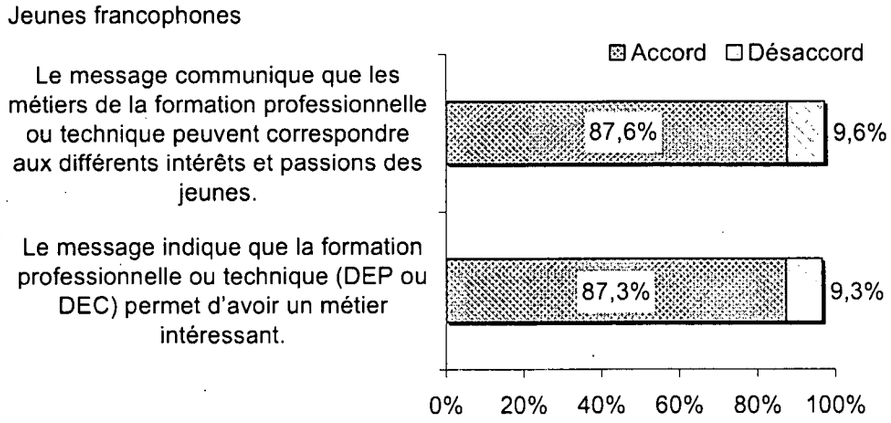
Par rapport à la campagne de 2011, on observe que la satisfaction des jeunes quant à la crédibilité, la clarté et l'originalité du message télévisé est très stable :

	TPR 2011	TPR 2012
Crédibilité	95%	90%
Clarté	87%	84%
Originalité	78%	76%

Impacts du message

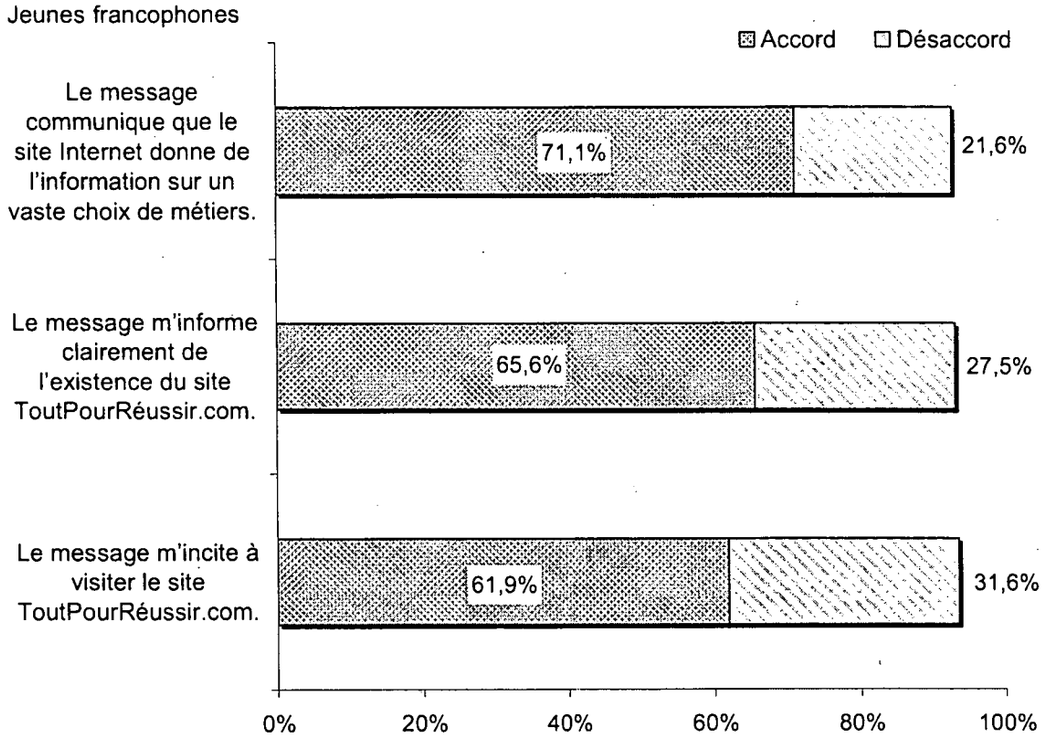
Les jeunes sont aussi majoritairement d'avis que le message communiquait que les métiers de la formation professionnelle ou technique peuvent correspondre aux passions des jeunes (88%) et que ces formations permettent d'avoir un métier intéressant (87%) :

Impacts du message télévisé « Des métiers à aimer »
Jeunes francophones



Plus précisément en lien avec le site ToutPourRéussir.com, de bonnes proportions de jeunes francophones jugent que le message télévisé communiquait bien l'information contenue sur le site (71%), tandis qu'environ six jeunes sur dix (62%) indiquent que le message les incite à visiter le site :

Impacts en lien avec le site - Message télévisé « Des métiers à aimer »
Jeunes francophones



Par rapport à la campagne de 2011 et au message télévisé « Jouets », nous observons que les impacts en lien avec le site sont stables; une hausse est observée quant à l'incitation à visiter le site suite au message (66% en 2012 comparativement à 57% en 2011) :

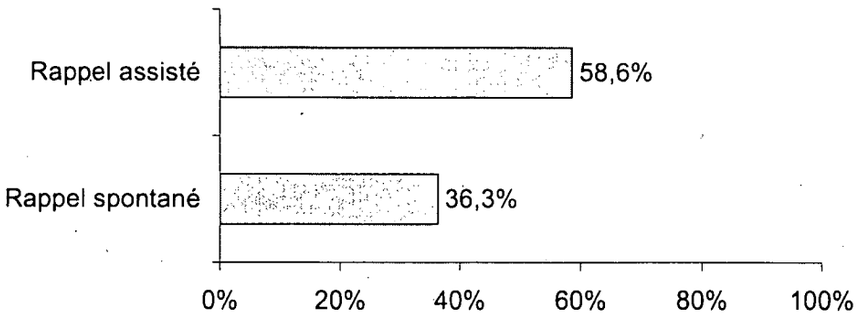
	TPR 2011	TPR 2012
Communique que le site donne info sur vaste choix de métiers	74%	71%
Incite à visiter le site	57%	66%
Informe clairement de l'existence du site	65%	62%

→ Les décrocheurs ainsi que les jeunes de niveau secondaire estiment davantage que le message les informe clairement de l'existence de TPR.com (respectivement 71,7% et 69,0%) par rapport aux jeunes de niveau collégial (57,0%). Ces mêmes différences apparaissent quant à la proportion de jeunes qui ont indiqué être incités à visiter le site.

Mention du site Internet ToutPourRéussir.com

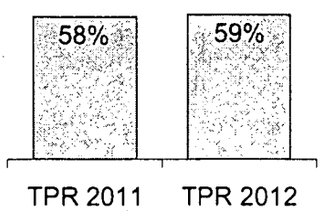
Près de 59% des jeunes interrogés se souvenaient que TPR.com était annoncé dans le message; de façon spontanée, plus du tiers (36%) s'en souvenaient :

Rappel spontané et assisté de la mention du site ToutPourRéussir.com
Message télévisé « Des métiers à aimer »
Jeunes francophones



Le niveau de rappel assisté de la mention de TPR.com dans le message télévisé est très stable par rapport à la campagne de 2011, et toujours supérieur à la moyenne qui se situe entre 45% et 50% :

Comparatif - Rappel assisté TPR.com
Messages télévisés « Jouets » (TPR 2011)
et « Des métiers à aimer » (TPR 2012)
Jeunes francophones

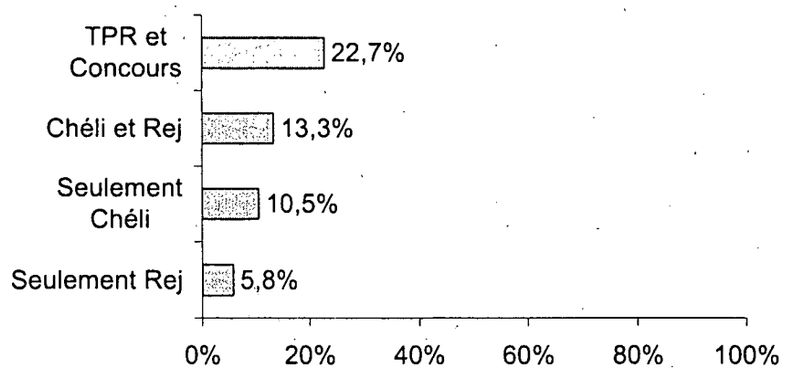


1.2. Capsules télévisées

Notoriété des capsules

Les capsules télévisées, diffusées uniquement sur Vrak et Musique Plus, obtiennent de bons niveaux de notoriété près de la norme se situant à 25%, tant celles présentant Chéli et Rej (total de 29,6%) que celle présentant TPR.com et le concours (22,7%) :

Notoriété assistée des capsules télévisées
Jeunes francophones



→ Les jeunes étudiant au secondaire sont significativement plus nombreux à avoir vu les deux capsules télévisées de Rej et Chéli (21,3%). Les décrocheurs sont à l'inverse plus nombreux à n'avoir vu aucune de ces deux capsules (66,1%);

→ La capsule télévisée TPR / Concours a davantage été vue par les garçons (28,8%) et les jeunes de niveau secondaire (32,7%).

Appréciation, fréquence, rappel et impacts des capsules

Les capsules ont été très appréciées et ont permis, entre autres, un bon taux de rappel du site (62% et 55%), alors la norme moyenne, pour ce qui est de la rétention d'une mention dans de courts messages télévisés, est de 40% :

	Capsules Rej et Chéli	Capsule TPR / Concours
Fréquence moyenne	4,51	4,30
Appréciation globale	79,6%	73,6%
Effet de fatigue	3,9%	8,7%
Rappel assisté de TPR.com	62,2%	55,1%
Rappel assisté du concours	s/o	37,7%
Information claire sur l'existence de TPR.com	69,4%	80,4%
Incite à visiter TPR.com	63,9%	75,4%
Communique que TPR.com donne info sur vaste choix de métiers	72,8%	75,4%

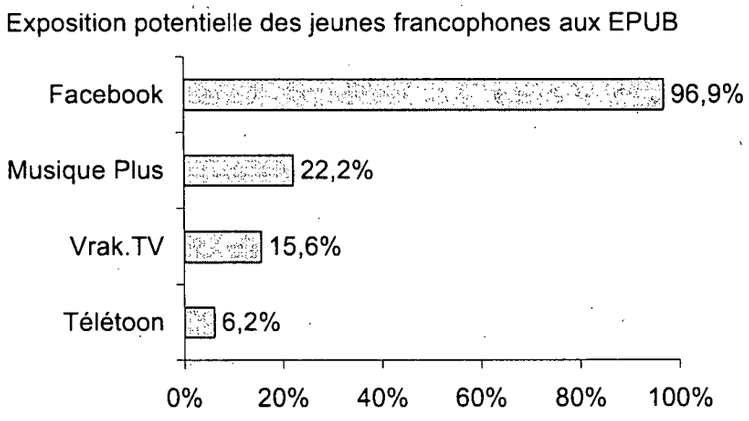
→ Les jeunes du secondaire sont significativement plus nombreux à « beaucoup » apprécier les capsules de Rej et Chéli (27,3%) comparativement aux décrocheurs (7,5%). À l'inverse, les jeunes francophones de Montréal de même que ceux de niveau collégial indiquent davantage « peu » apprécier ces capsules (respectivement 21,8% et 21,9%);

→ Les jeunes du secondaire et du DEP sont aussi plus nombreux à « beaucoup » apprécier la capsule TPR / Concours (34,0% et 45,5%),

1.3. Bannières publicitaires

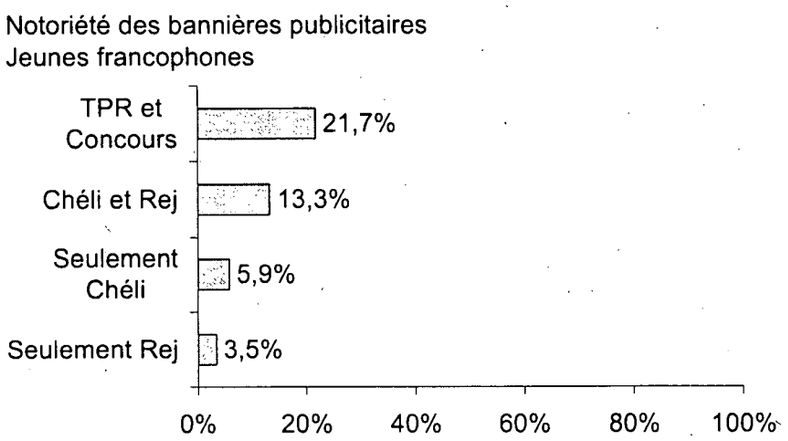
Exposition potentielle

Les jeunes francophones interrogés étaient potentiellement bien exposés aux différentes bannières publicitaires, notamment celles de Rej et Chéli, puisque 22% d'entre eux ont indiqué avoir visité le site de Musique Plus, et 16% le site de Vrak :



Notoriété des bannières

Les bannières publicitaires ont été vues par plus d'un jeune sur cinq (22% pour la bannière TPR / Concours et 23% pour les bannières de Rej et Chéli), alors que la norme se situe entre 10% et 15% :



→ Les bannières ont davantage été vues par les garçons et les jeunes de niveau secondaire ou DEP.

Appréciation et impacts des bannières

Les bannières publicitaires ont été bien appréciées, et jugées comme étant particulièrement efficaces :

	Bannières Rej et Chéli	Bannière TPR / Concours
Appréciation globale	78,3%	81,1%
Information claire sur l'existence de TPR.com	92,8%	95,5%
Incite à visiter TPR.com	79,7%	81,1%
Communique que TPR.com donne info sur vaste choix de métiers	87,0%	84,8%

→ Les jeunes de niveau DEP sont plus nombreux que les autres à « beaucoup » apprécier les différentes bannières. Ils sont aussi plus incités à visiter TPR.com grâce à la bannière TPR / Concours;

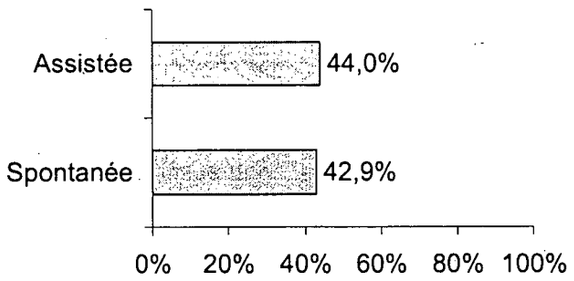
→ Les garçons ainsi que les jeunes de niveau DEP considèrent davantage que la bannière TPR / Concours renseigne sur l'information contenue sur le site.

1.4. Affiche en milieu scolaire

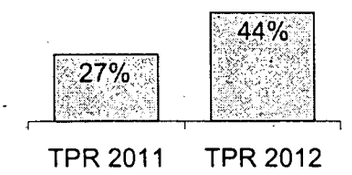
Notoriété

Plus de 40% des jeunes francophones interrogés fréquentant une école secondaire ou un centre de formation professionnelle se souvenaient avoir vu l'affiche dans leur milieu scolaire; ce niveau de notoriété est élevé, significativement plus que celui observé l'an dernier :

Notoriété spontanée et notoriété assistée
Affiche en milieu scolaire
Jeunes francophones



Comparatif - Notoriété assistée
Affiche en milieu scolaire
Jeunes francophones



Appréciation et impacts

L'affiche a été très appréciée des jeunes et était très efficace :

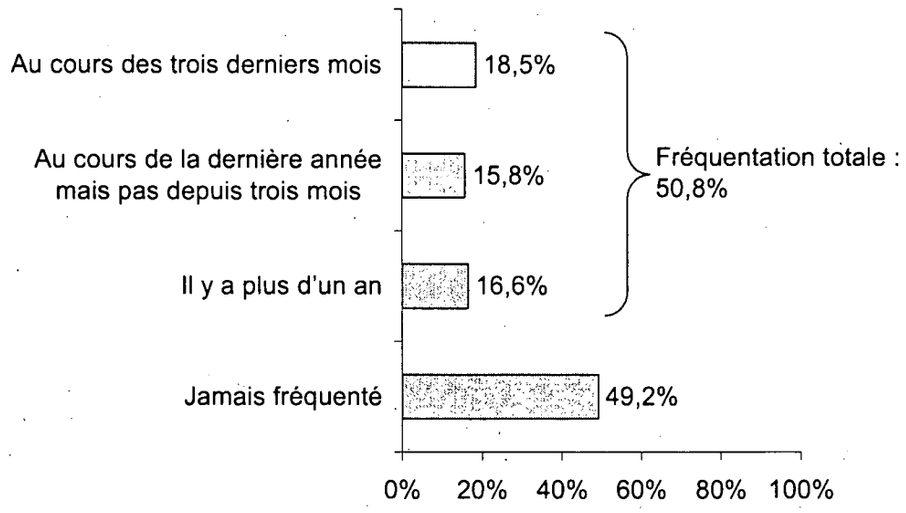
	TPR 2011	TPR 2012
Appréciation globale	83%	91%
Information claire sur l'existence de TPR.com	92%	91%
Incite à visiter TPR.com	82%	85%
Communique que TPR.com donne info sur vaste choix de métiers	89%	87%

1.5. ToutPourRéussir.com

Notoriété et fréquentation

Exactement 60,6% des jeunes francophones avaient déjà entendu parler du site TPR.com; parmi eux, 50,8% l'ont visité dans la dernière année :

Fréquentation de TPR.com par les jeunes francophones



→ Les jeunes de niveau secondaire ainsi que les décrocheurs sont les plus nombreux à n'avoir jamais visité TPR.com (59,3% et 56,2%).

Appréciation

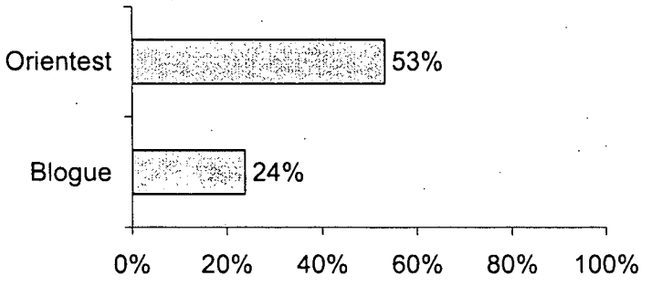
Les jeunes francophones ayant visité TPR.com dans la dernière année sont très satisfaits tant du contenu que de la forme; ils accordent aussi beaucoup de crédibilité à l'information qui y est présentée :

	TPR 2011	TPR 2012
Le site permet de mieux connaître les métiers qui demandent un DEP ou un DEC.	86%	96%
Le site fournit de l'information dans laquelle on peut avoir confiance.	89%	98%
Le site est facile à naviguer.	87%	93%
Le site est visuellement attrayant.	87%	93%

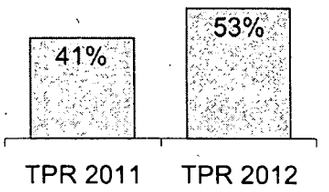
Sections Orientest et Blogue

Parmi les jeunes francophones interrogés ayant visité le site durant la dernière année, 53% ont indiqué avoir visité la section *Orientest* (légèrement supérieur à la fréquentation observée en 2011) tandis que 24% ont visité le *Blogue de la conseillère en orientation* :

Fréquentation des sections *Orientest* et *Blogue*
Jeunes francophones



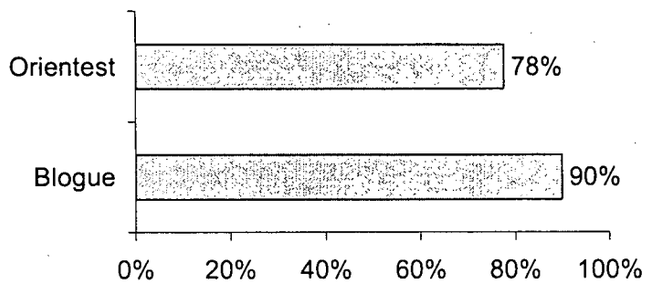
Comparatif - Fréquentation
Section *Orientest* de TPR.com
Jeunes francophones



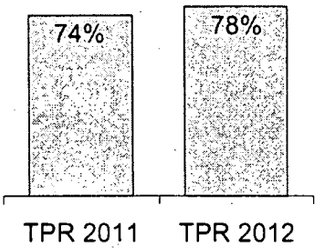
→ Les jeunes visiteurs de niveau secondaire ou DEP sont les plus nombreux à avoir visité le *Blogue* (respectivement 46,2% et 28,6%).

Les jeunes ont beaucoup apprécié ces deux sections et nous observons que l'appréciation de la section *Orientest* est stable par rapport à 2011 :

Appréciation des sections *Orientest* et *Blogue*
Jeunes francophones



Comparatif - Appréciation
Section *Orientest* de TPR.com
Jeunes francophones



1.6. Concours « Trouve un métier à aimer »

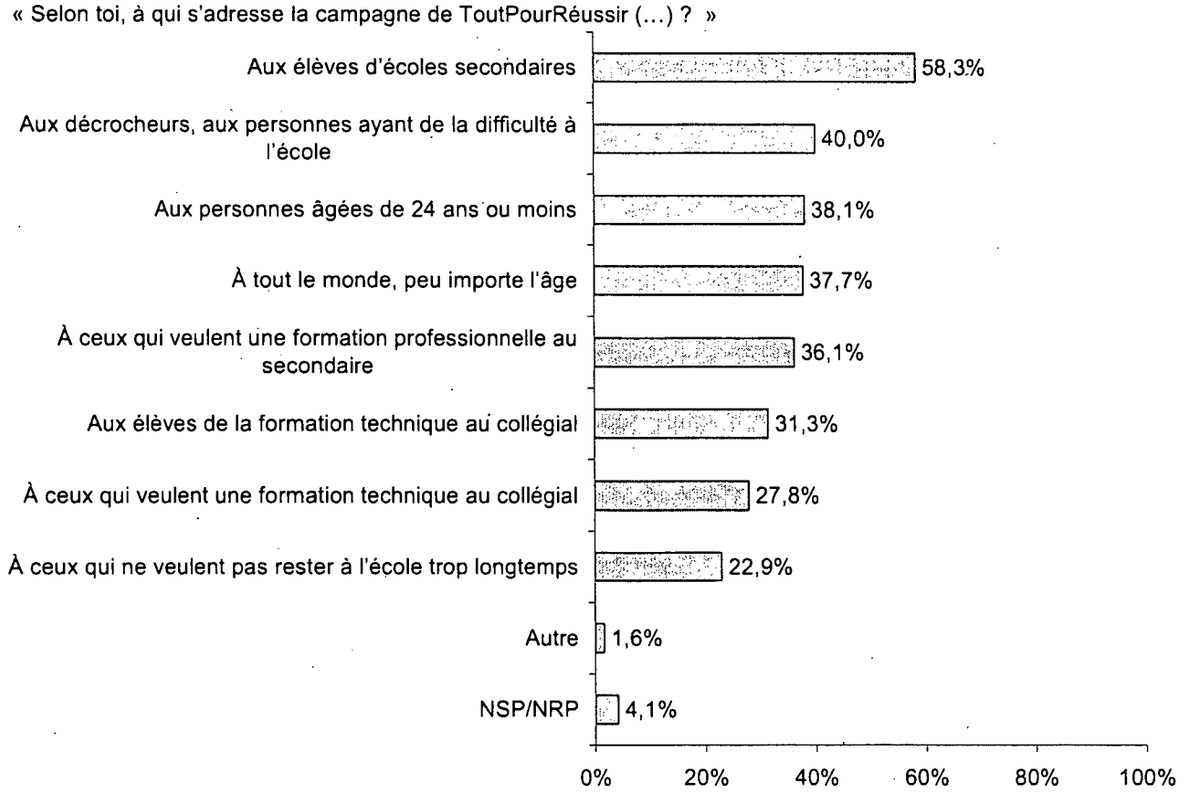
Parmi l'ensemble des jeunes interrogés, 12,7% connaissaient déjà le concours « Trouve un métier à aimer ». Parmi ces jeunes connaissant le concours, 34% y ont participé et 87% considèrent qu'il est intéressant. Cela est similaire aux résultats obtenus en 2011, où environ 9% des jeunes francophones interrogés avaient indiqué connaître le concours « Trouve un métier fait pour toi ».

→ Le concours est davantage connu par les garçons (17,3%), les jeunes de 14 à 17 ans (18,0%) ainsi que ceux de niveau secondaire (17,3%).

1.7. Perception et pertinence de la campagne

Les jeunes francophones considèrent en majorité (58%) que cette campagne s'adresse aux jeunes de niveau secondaire. Environ quatre jeunes sur dix (40%) estiment aussi qu'elle s'adresse plus particulièrement aux décrocheurs :

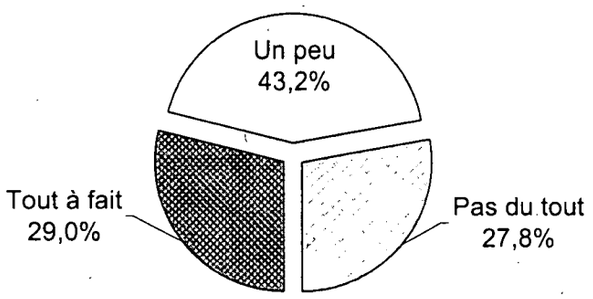
« Selon toi, à qui s'adresse la campagne de ToutPourRéussir (...) ? »



→ Les jeunes de 18 à 24 ans (41,4%) et ceux vivant à l'extérieur de Montréal (41,7%) sont les plus nombreux à considérer que cette campagne s'adresse à tout le monde. À l'inverse, les jeunes de niveau secondaire sont les moins nombreux (26,7%).

Plus de 72% des jeunes francophones se sentent interpellés par cette campagne, dont 29% jugeant qu'elle s'applique *tout à fait* à leur situation tandis que 28% jugent qu'elle ne s'y applique *pas du tout* :

« Une telle campagne est-elle pertinente pour toi?
Te sens-tu interpellé(e) par cette campagne et son message?
Est-ce qu'elle s'applique à ta situation? »



→ Les garçons (35,0%) ainsi que les jeunes de niveaux secondaire (32,7%), DEP (36,6%) ou collégial (37,2%) sont ceux qui se sentent le plus interpellés par la campagne (catégorie « Tout à fait »);

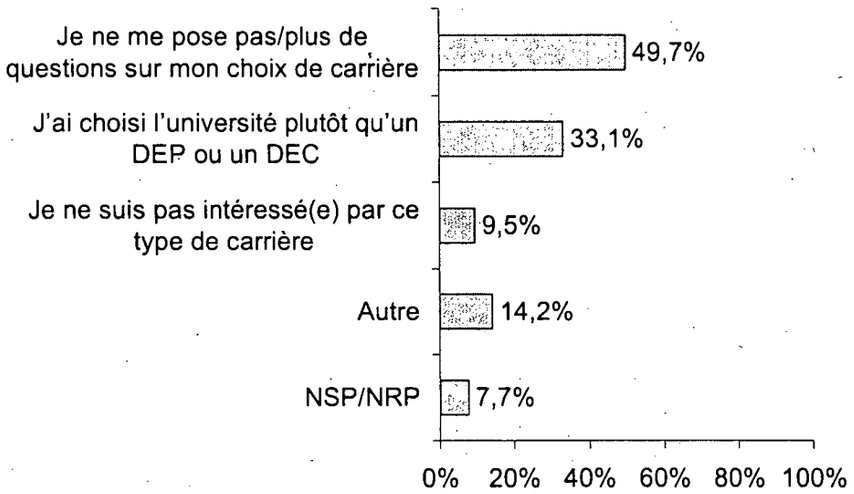
→ À l'inverse, les 18-24 ans (30,8%) ainsi que les décrocheurs (39,6%) sont ceux se sentant le moins interpellés par la campagne (catégorie « Pas du tout »).

Par rapport à l'évaluation de la campagne de 2011, nous observons que davantage de jeunes francophones jugent que cette campagne est *tout à fait* pertinente à leur situation (29% comparativement à 22%) :

	TPR 2011	TPR 2012
« Tout à fait » pertinente à la situation du jeune	22%	29%
« Un peu » pertinente à la situation du jeune	42%	43%
« Pas du tout » pertinente à la situation du jeune	30%	28%

Parmi les jeunes considérant que cette campagne ne s'applique pas à leur situation, la grande majorité d'entre eux précisent que leur choix de carrière est déjà arrêté (50%) ou qu'ils ont choisi un parcours universitaire (33%) :

« Pourquoi cette campagne (...) ne s'applique-t-elle pas à ta situation? »



→ Les 18-24 ans de même que les jeunes de niveaux DEP ou collégial ainsi que les décrocheurs indiquent davantage qu'ils ne se posent plus de questions sur leur choix de carrière.

1.8. Conclusions : la campagne auprès des jeunes francophones

→ La notoriété du message télévisé « Des métiers à aimer » auprès des jeunes francophones s'élève à près de 48%, ce qui constitue une hausse importante par rapport à la notoriété obtenue en 2011 et un résultat supérieur à la norme. La très grande majorité d'entre eux apprécient le message, dans une proportion similaire à celle observée par rapport au message « Jouets » en 2011. Les jeunes sont aussi majoritairement d'avis que le message communiquait que les métiers de la formation professionnelle ou technique peuvent correspondre aux passions des jeunes (88%) et que ces formations permettent d'avoir un métier intéressant (87%). En lien avec le site ToutPourRéussir.com, de bonnes proportions de jeunes francophones jugent que le message télévisé communiquait bien l'information contenue sur le site (71%), tandis qu'environ six jeunes sur dix (62%) indiquent que le message les incite à visiter le site. Près de 59% des jeunes interrogés se souvenaient que TPR.com était annoncé dans le message; ce niveau de rappel assisté de la mention de TPR.com dans le message télévisé est très stable par rapport à la campagne de 2011 et toujours supérieur à la norme. Notons que les décrocheurs ainsi que les jeunes de niveau secondaire estiment davantage que le message les informe clairement de l'existence de TPR.com.

→ Quant aux capsules télévisées, elles obtiennent de bons niveaux de notoriété, dans les normes, tant celles présentant Chéli et Rej (total de 29,6%) que celle plus générale présentant TPR.com et le concours (22,7%). Leur notoriété est particulièrement bonne auprès des jeunes du secondaire et des garçons. Elles ont été très appréciées, notamment par les jeunes du secondaire, et ont permis, entre autres, un bon taux de rappel du site, supérieur à la norme généralement observée.

→ Les jeunes francophones interrogés étaient potentiellement bien exposés aux différentes bannières publicitaires et ces dernières ont été vues par plus d'un jeune sur cinq (23% pour les bannières de Rej et Chéli et 22% pour la bannière TPR / Concours), surtout par les garçons et les jeunes de niveau secondaire ou DEP. Les niveaux de notoriété observés pour ces bannières sont nettement supérieurs à la norme, qui se situe habituellement entre 10% et 15%. Les bannières ont été bien appréciées et jugées comme étant particulièrement efficaces, notamment par les garçons ainsi que les jeunes de niveau DEP.

→ Plus de 40% des jeunes francophones interrogés se souvenaient avoir vu l'affiche dans leur milieu scolaire; ce niveau de notoriété est élevé, significativement plus que celui observé l'an dernier. L'affiche a été très appréciée des jeunes et était très efficace.

→ Exactement 60,6% des jeunes francophones avaient déjà entendu parler du site TPR.com; parmi eux, 50,8% l'ont visité dans la dernière année. Parmi ces jeunes ayant visité le site dans la dernière année, 53% ont indiqué avoir visité la section *Orientest* (légèrement supérieur à la fréquentation observée en 2011) tandis que 24% ont visité le *Blogue de la conseillère en orientation*. Les jeunes ont beaucoup apprécié ces deux sections et nous observons que l'appréciation élevée de la section *Orientest* est stable par rapport à 2011.

→ Parmi l'ensemble des jeunes francophones interrogés, 12,7% connaissaient déjà le concours « Trouve un métier à aimer »; 34% de ceux connaissant le concours y ont participé, tandis que 87% considèrent qu'il est intéressant. Ces résultats sont similaires à ceux obtenus en 2011. Le concours est davantage connu par les garçons (17,3%), les jeunes de 14 à 17 ans (18,0%) ainsi que ceux de niveau secondaire (17,3%).

→ Enfin, les jeunes francophones considèrent que cette campagne s'adresse principalement aux jeunes de niveau secondaire (58%) et aux décrocheurs (40%). Plus de 72% des jeunes francophones se sentent interpellés par cette campagne, dont 29% jugeant qu'elle s'applique tout à fait à leur situation tandis que 28% jugent qu'elle ne s'y applique pas du tout. Nous observons que les garçons ainsi que les jeunes de niveau secondaire, DEP ou collégial sont ceux qui se sentent le plus interpellés par la campagne tandis qu'à l'inverse, les 18-24 ans ainsi que les décrocheurs sont ceux se sentant le moins interpellés par la campagne.

2. Résultats détaillés – Jeunes anglophones

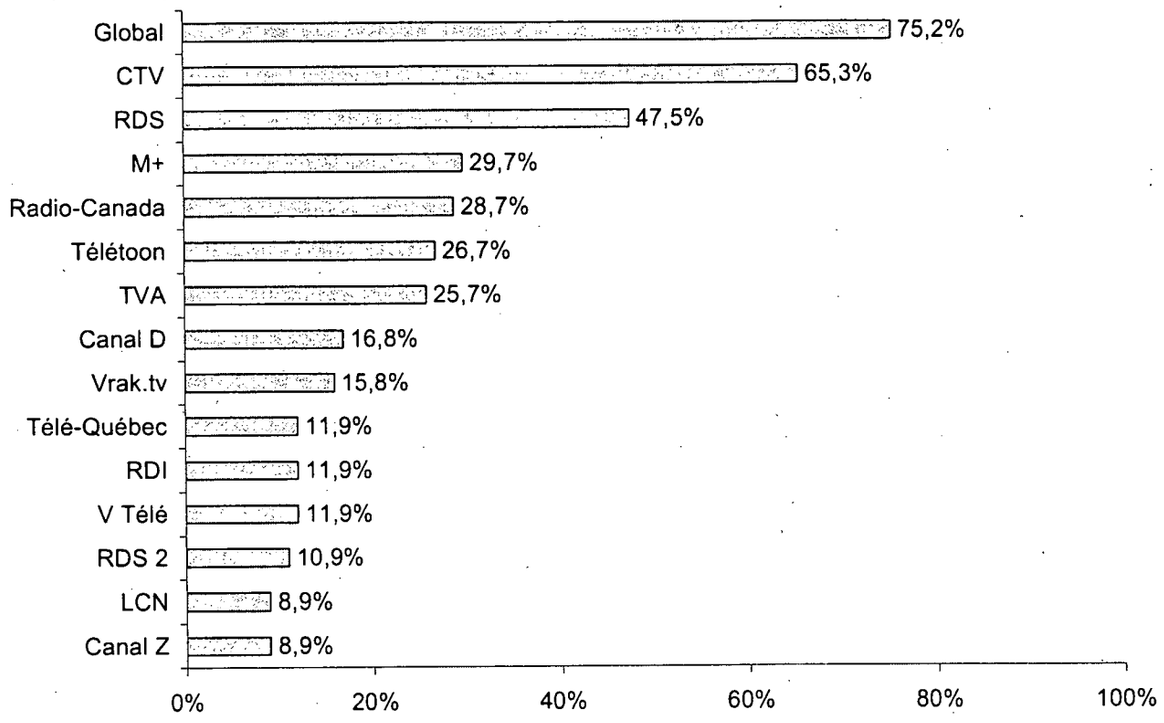
Ce chapitre fait état des résultats obtenus auprès des jeunes anglophones interrogés dans le cadre de cette évaluation de la campagne ToutPourRéussir 2012.

2.1. Message télévisé « Find a career you love »

Exposition potentielle

Le message télévisé anglophone ayant été diffusé sur la chaîne CTV, nous observons que les jeunes anglophones interrogés y avaient été assez bien exposés. En effet, plus de 65% d'entre eux ont indiqué avoir écouté cette chaîne durant les dernières semaines :

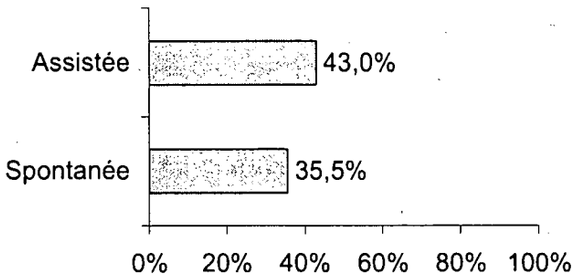
Exposition potentielle au message télévisé
des jeunes anglophones interrogés



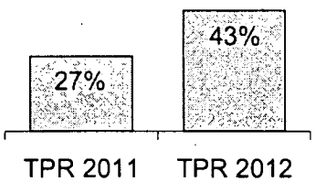
Notoriété

La notoriété du message télévisé se situe à 43% auprès des jeunes anglophones interrogés, ce qui constitue une importante hausse par rapport à la notoriété obtenue en 2011 et aussi un résultat assez près de la norme (35-40%) :

Notoriété spontanée et notoriété assistée
Message télévisé
Jeunes anglophones



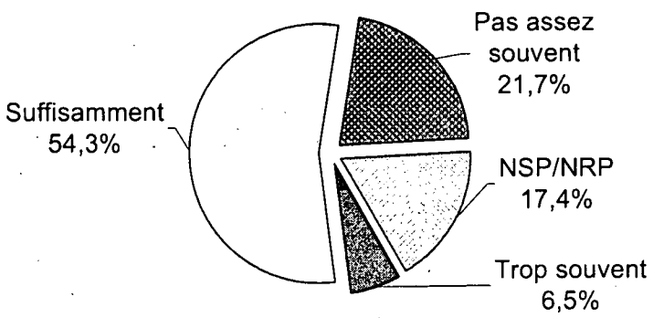
Comparatif - Notoriété assistée
Messages télévisés « Toys » (TPR 2011)
et « Careers to love » (TPR 2012)
Jeunes anglophones



Fréquence et effet de fatigue

Les jeunes anglophones ont indiqué avoir vu ce message télévisé en moyenne 4,15 fois; l'effet de fatigue n'est ressenti que par 6,5% d'entre eux :

« Selon toi, ce message a-t-il été diffusé ... ? »



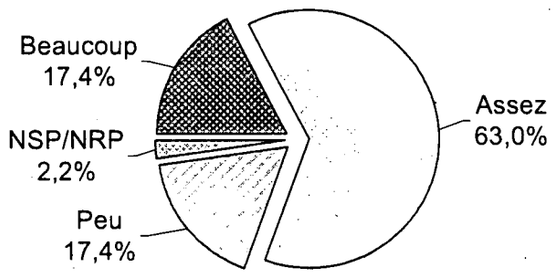
→ Les jeunes anglophones en région sont significativement plus nombreux que ceux de la région de Montréal à considérer que le message télévisé a été diffusé « trop souvent » (22,2% comparativement à 2,7%).

Message perçu

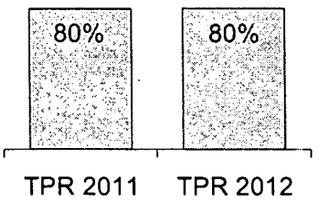
De façon similaire aux jeunes francophones, la majorité des jeunes anglophones estiment que le message indiquait qu'il est important de choisir un métier que l'on aime (38% des mentions) et qu'il est possible de trouver un métier correspondant à nos intérêts (29% des mentions). D'autres jeunes ont mentionné qu'aller à l'école pouvait correspondre aux intérêts des jeunes, être amusant (12%) et qu'il est important de rester à l'école (7%).

Appréciation du message

« Dirais-tu que tu apprécies cette publicité... »

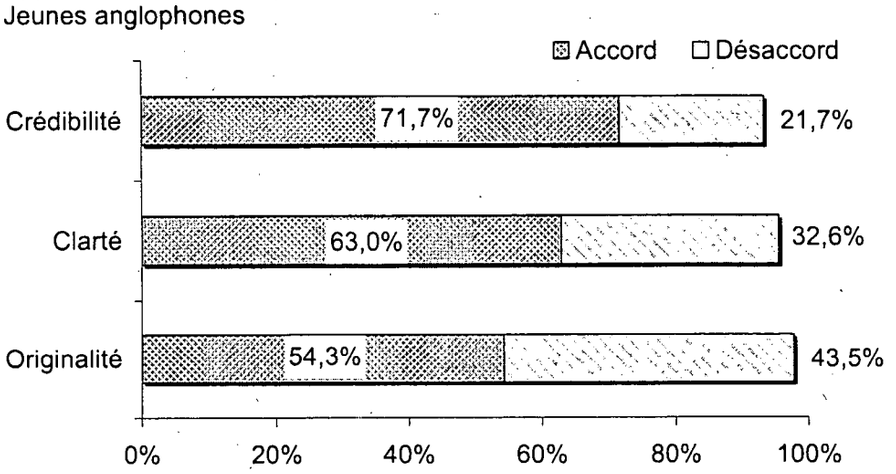


Comparatif - Appréciation globale
Messages télévisés « Toys » (TPR 2011)
et « Careers to love » (TPR 2012)
Jeunes anglophones



La majorité des jeunes anglophones apprécient la crédibilité du message (72%), sa clarté (63%) et son originalité (54%) :

Appréciation du message télévisé « Careers to love »
Jeunes anglophones



Plus précisément, les jeunes ont indiqué apprécié le message principalement parce qu'il est dynamique, entraînant (47%), parce qu'il est accrocheur (29%), parce qu'il est drôle (18%) et qu'il contient de la bonne musique (12%). À l'inverse, les jeunes anglophones appréciant peu le message mentionnent principalement qu'ils ne se sentent pas visés (62%) ou qu'ils n'apprécient simplement pas les publicités en général (23%).

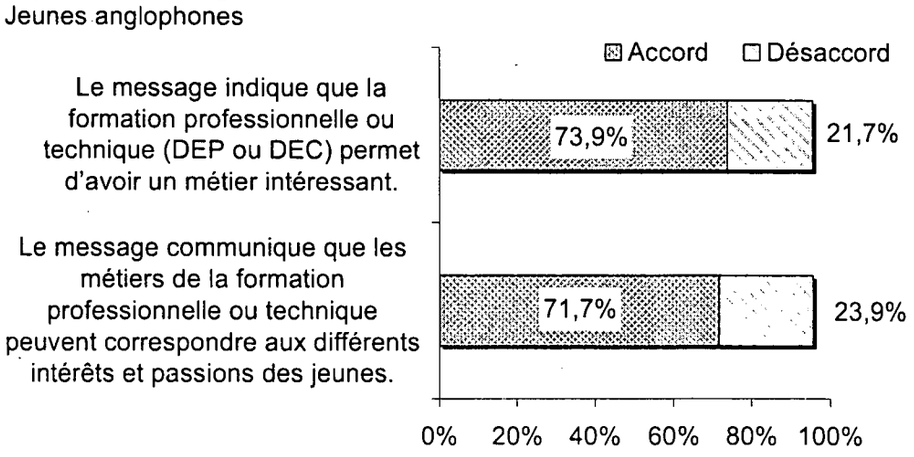
Comparativement aux résultats obtenus en 2011 (message « Toys »), on observe une baisse de l'appréciation du message télévisé quant à sa crédibilité et sa clarté :

	TPR 2011	TPR 2012
Crédibilité	86%	72%
Clarté	95%	63%
Originalité	54%	54%

Impacts du message

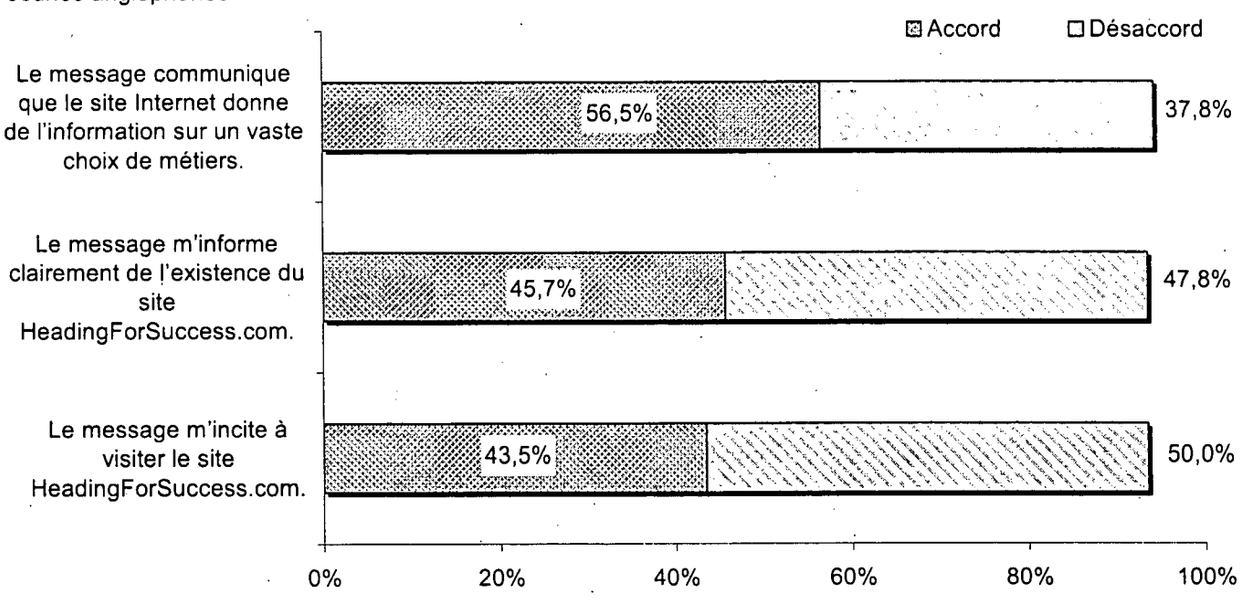
Les jeunes anglophones considèrent que le message télévisé communiquait bien que la formation professionnelle ou technique permet d'avoir un métier intéressant (74%) et que ces métiers peuvent correspondre aux intérêts des jeunes (72%) :

Impacts du message télévisé « Careers to love »
Jeunes anglophones



Les jeunes anglophones ont moyennement bien reçu l'information transmise en lien avec HFS.com par le message télévisé; la moitié d'entre eux indiquent que le message ne les incite pas à visiter le site (50%) :

Impacts en lien avec le site - Message télévisé « Careers to love »
Jeunes anglophones



Ces résultats sont stables par rapport à l'an dernier :

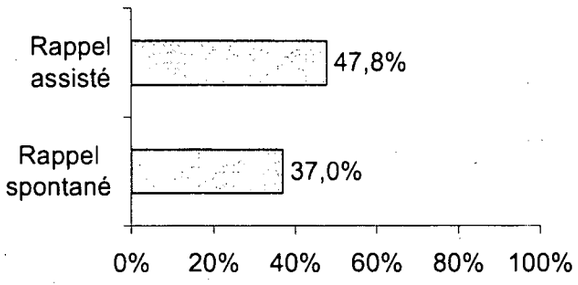
	TPR 2011	TPR 2012
Communique que le site donne info sur vaste choix de métiers	57%	57%
Informe clairement de l'existence du site	42%	46%
Incite à visiter le site	40%	44%

→ Les garçons sont davantage incités à visiter HFS.com grâce au message télévisé que ne le sont les filles (54,5% comparativement à 33,3%).

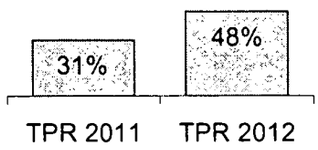
Mention du site Internet HeadingForSuccess.com

Parmi les jeunes anglophones ayant vu le message télévisé, plus de 47% se souvenaient que HFS.com y était mentionné; cela constitue une hausse par rapport au rappel assisté constaté en 2011 (31%) et un résultat très près de la norme, qui se situe habituellement entre 45% et 50% :

Rappel spontané et assisté de la mention du site HeadingForSuccess.com
Message télévisé « Careers to love »
Jeunes anglophones



Comparatif - Rappel assisté HFS.com
Messages télévisés « Toys » (TPR 2011)
et « Careers to love » (TPR 2012)
Jeunes anglophones



2.2. Bannière publicitaire

Notoriété, appréciation et impacts de la bannière

Plus d'un jeune anglophone interrogé sur cinq (21,5%) se souvenaient avoir vu l'un des formats de la bannière publicitaire (EPUB) présentant HFS et le concours sur Internet. La grande majorité de ces jeunes ont apprécié cette bannière :

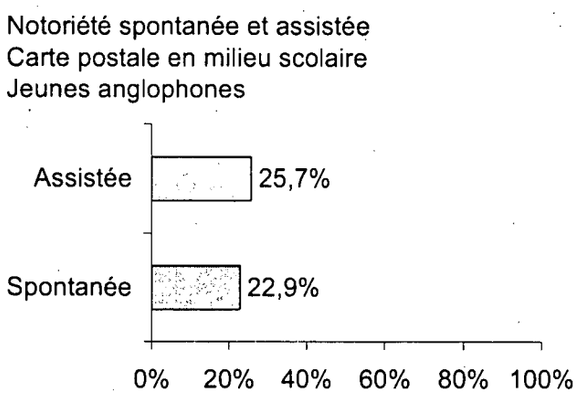
	EPUB HFS / Concours
Appréciation globale	70%
Information claire sur l'existence de HFS.com	83%
Incite à visiter HFS.com	57%
Communique que HFS.com donne info sur vaste choix de métiers	65%

La norme du niveau de notoriété des bannières publicitaires se situe généralement entre 10% et 15%; le résultat obtenu auprès des jeunes anglophones (22%) est ainsi supérieur à la norme.

2.3. Carte postale en milieu scolaire

Notoriété

La carte postale distribuée en milieu scolaire a joint plus du quart des jeunes anglophones interrogés (25,7%) :



Appréciation et impacts

La grande majorité des jeunes anglophones ont apprécié la carte postale (78%); tous ceux l'ayant vu sont d'avis qu'elle informait clairement sur l'existence de HFS.com :

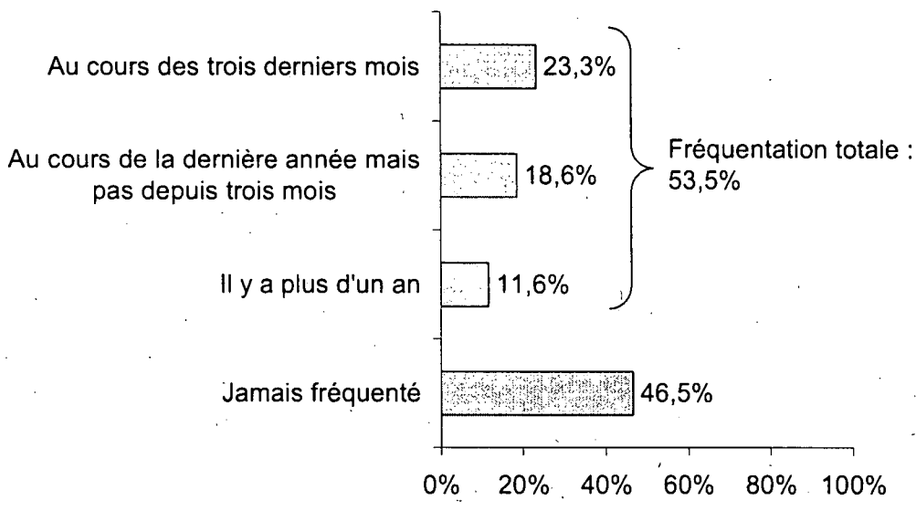
	Carte postale
Appréciation globale	78%
Information claire sur l'existence de HFS.com	100%
Incite à visiter HFS.com	78%
Communique que HFS.com donne info sur vaste choix de métiers	89%

2.4. HeadingForSuccess.com

Notoriété et fréquentation

Exactement 40,2% des jeunes anglophones interrogés avaient déjà entendu parler du site HFS.com; parmi eux, 53,5% l'avaient déjà fréquenté, dont 23% au cours des trois derniers mois :

Fréquentation de HFS.com par les jeunes anglophones



→ Les garçons ainsi que les jeunes de niveau collégial sont plus nombreux à avoir visité le site au cours des trois derniers mois (respectivement 40,0% et 46,2%).

Appréciation

Le site est globalement très apprécié par les jeunes anglophones, notamment sa présentation, qui est jugée davantage attrayante qu'en 2011 (94% comparativement à 72%) :

	TPR 2011	TPR 2012
Le site est visuellement attrayant.	72%	94%
Le site permet de mieux connaître les métiers qui demandent un DEP ou un DEC.	79%	83%
Le site fournit de l'information dans laquelle on peut avoir confiance.	93%	78%
Le site est facile à naviguer.	92%	72%

Section Aptitude Test

Parmi les jeunes anglophones ayant visité HFS.com récemment, les deux tiers (66,7%) ont indiqué avoir visité la section *Aptitude Test*; parmi ces derniers, 83% ont appréciée la section.

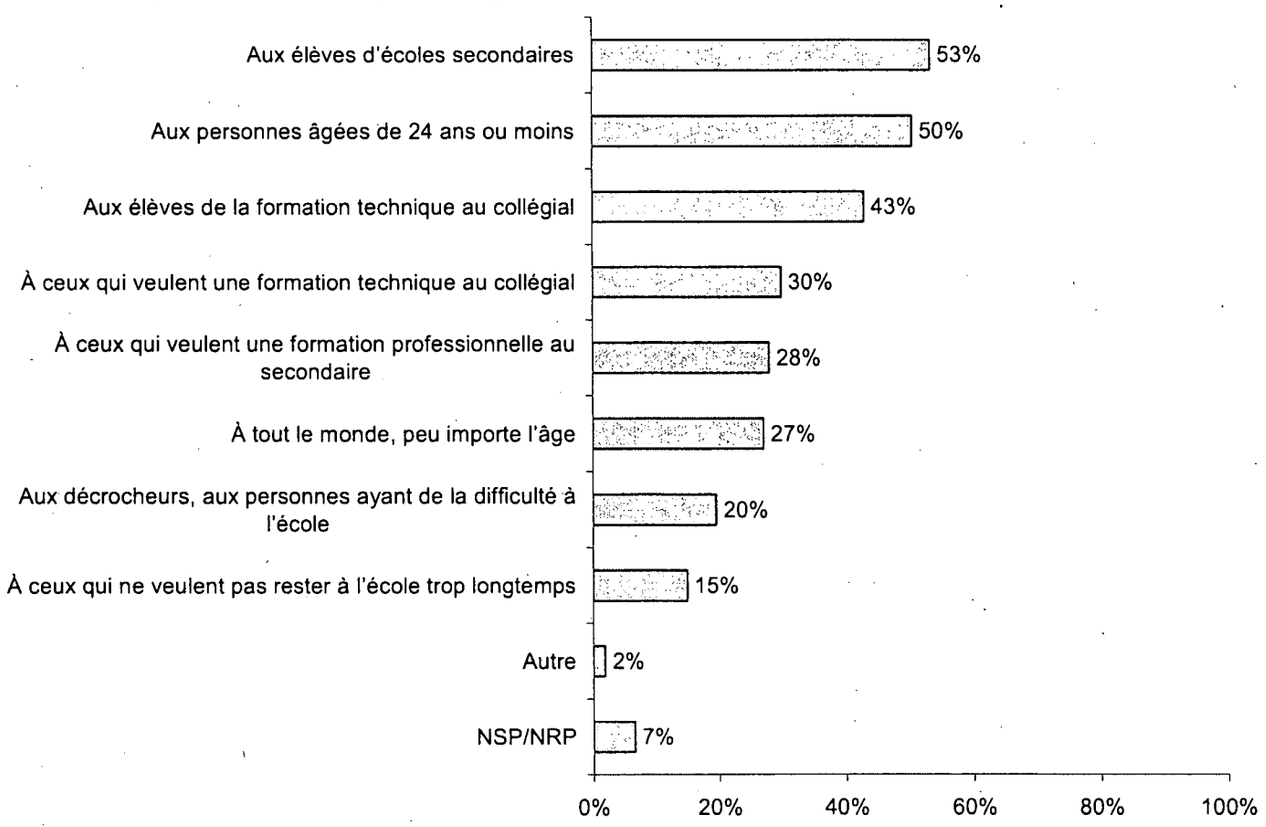
2.5. Concours « Love your career »

Parmi l'ensemble des jeunes anglophones interrogés, 8,4% connaissaient le concours « Love your career ». De ce nombre, 44% ont participé au concours et tous considèrent qu'il est intéressant.

2.6. Perception et pertinence de la campagne

Les jeunes anglophones perçoivent que la campagne HFS s'adresse tant aux élèves d'écoles secondaires qu'aux jeunes de 24 ans ou moins; 43% croient aussi qu'elle s'adresse aux élèves de niveau collégial technique :

« Selon toi, à qui s'adresse la campagne HeadingForSuccess (...) ? »

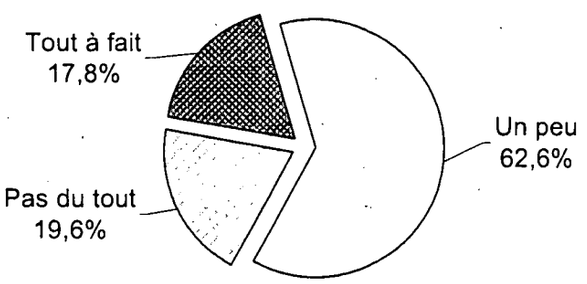


→ Les filles ainsi que les 18-24 ans considèrent davantage que la campagne s'adresse à tout le monde (33,9% et 31,6%);

→ Les jeunes âgés entre 14 et 17 ans de même que ceux de niveau secondaire estiment que la campagne s'adresse davantage à eux-mêmes, soit aux élèves du secondaire (71,0% et 69,0%).

Plus de 80% des jeunes anglophones ont indiqué que cette campagne les interpellait; les autres ont précisé qu'elle ne s'appliquait pas à leur situation parce que ce type de carrière ne les intéresse pas (48%) et qu'ils ont choisi l'université (38%) :

« Une telle campagne est-elle pertinente pour toi?
Te sens-tu interpellé(e) par cette campagne et son message?
Est-ce qu'elle s'applique à ta situation? »



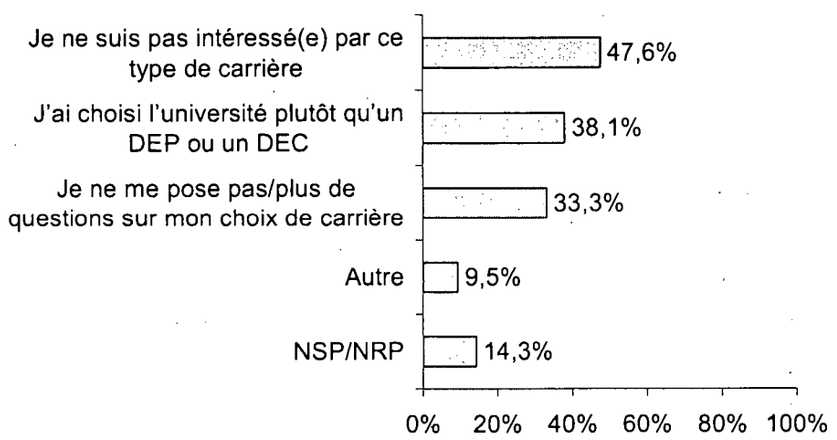
→ Parmi les jeunes anglophones, ce sont les garçons ainsi que ceux de niveaux secondaire ou collégial qui se sentent le plus interpellés par la campagne (Catégorie « Tout à fait » : respectivement 25,0%, 24,1% et 29,4%);

→ Les filles anglophones se sentent davantage « Un peu » interpellées (69,5%).

Par ailleurs, nous observons que davantage de jeunes anglophones se sentent « Un peu » interpellés par cette campagne en 2012 qu'en 2011 (63% comparativement à 44%) :

	TPR 2011	TPR 2012
« *Tout à fait* » pertinente à la situation du jeune	16%	18%
« *Un peu* » pertinente à la situation du jeune	44%	63%
« *Pas du tout* » pertinente à la situation du jeune	28%	20%

« Pourquoi cette campagne (...) ne s'applique-t-elle pas à ta situation? »



2.7. Conclusions : la campagne auprès des jeunes anglophones

→ La notoriété du message télévisé se situe à 43% auprès des jeunes anglophones interrogés, ce qui constitue une hausse par rapport à la notoriété obtenue en 2011 avec le message «Toys » et un résultat légèrement supérieur à la norme. Ils apprécient assez la crédibilité du message et sa clarté, bien que l'on observe une baisse de l'appréciation du message télévisé quant à ses deux éléments par rapport à 2011. Tout de même, les jeunes anglophones considèrent que le message télévisé communiquait bien que la formation professionnelle ou technique permet d'avoir un métier intéressant (74%) et que ces métiers peuvent correspondre aux intérêts des jeunes (72%). Ils indiquent avoir plus ou moins bien reçu l'information transmise par le message télévisé en lien avec HFS.com, tout comme cela était le cas en 2011. Par ailleurs, parmi les jeunes anglophones ayant vu le message télévisé, plus de 47% se souvenaient que HFS.com y était mentionné, ce qui représente une hausse par rapport à 2011 (31%) et un résultat dans la norme. Notons également que les garçons anglophones sont davantage incités à visiter HFS.com grâce au message télévisé que ne le sont les filles.

→ Plus d'un jeune anglophone interrogé sur cinq (21,5%) se souvenaient avoir vu l'un des formats de la bannière publicitaire (EPUB) présentant HFS et le concours sur Internet, ce qui constitue un niveau de notoriété supérieur à la norme. La grande majorité de ces jeunes ont apprécié cette bannière.

→ La carte postale distribuée en milieu scolaire a joint environ le quart des jeunes anglophones interrogés (25,7%) et a généralement été appréciée, d'autant plus que tous ceux l'ayant vu sont d'avis qu'elle informait clairement sur l'existence de HFS.com.

→ Exactement 40,2% des jeunes anglophones interrogés avaient déjà entendu parler du site HFS.com; parmi eux, 53,5% l'avaient déjà fréquenté, dont 23% au cours des derniers mois et davantage les garçons anglophones ainsi que ceux de niveau collégial (respectivement 40,0% et 46,2%). Le site est globalement apprécié par les jeunes anglophones, notamment sa présentation, qui est jugée davantage attrayante qu'en 2011 (94% comparativement à 72%). De plus, parmi les jeunes anglophones ayant visité HFS.com récemment, les deux tiers (66,7%) ont indiqué avoir visité la section *Aptitude Test*, qui est très appréciée. Quant au concours « Love your career », 8,4% des jeunes anglophones le connaissaient.

→ Les jeunes anglophones perçoivent que la campagne HFS s'adresse tant aux élèves d'écoles secondaires qu'aux jeunes de 24 ans ou moins; 43% croient aussi qu'elle s'adresse aux élèves de niveau collégial technique. Nous remarquons particulièrement que les jeunes anglophones âgés entre 14 et 17 ans de même que ceux de niveau secondaire se sentent directement visés par la campagne, en estimant qu'elle s'adresse aux élèves du secondaire (71,0% et 69,0%).

→ Enfin, plus de 80% des jeunes anglophones ont indiqué que cette campagne les interpellait, particulièrement les garçons ainsi que ceux de niveaux secondaire ou collégial.

3. Résultats détaillés – Parents francophones

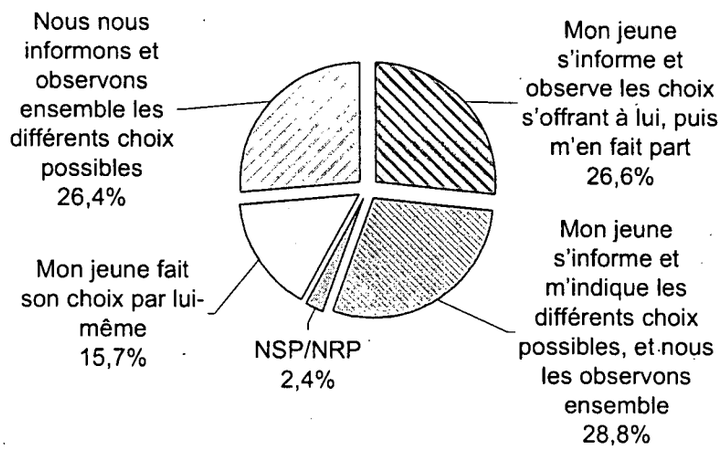
Ce chapitre présente les résultats obtenus auprès des parents francophones sondés dans le cadre de cette étude.

Nous rappelons au lecteur que les parents ne constituaient pas un public ciblé par la campagne : les différents médias, messages et actions de communication choisis pour cette campagne visaient à joindre les jeunes de 14 à 24 ans, et non leurs parents. Ces derniers ont été un public secondaire et ainsi, les résultats du volet de la présente évaluation touchant les parents francophones doivent être considérés en tenant compte du fait que les parents étaient un public secondaire, dont l'exposition à cette campagne est purement collatérale à l'exposition prioritaire. Les normes observées sont généralement moins élevées auprès de ce type de public, étant donné qu'il s'agit d'une exposition collatérale.

3.1. Implication dans le choix de carrière

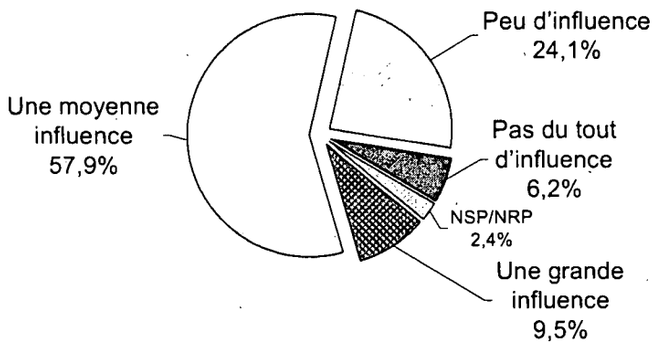
Le degré d'implication des parents dans le choix de carrière de leur jeune varie énormément; toutefois, moins de 16% des parents ont indiqué que leur jeune fait son choix par lui-même, sans que le parent ne soit impliqué :

« De quelle façon êtes-vous ou avez-vous été impliqué(e) dans la démarche de choix de carrière de votre jeune? »



Par ailleurs, la majorité des parents (67,4%) considèrent avoir une grande ou moyenne influence dans le choix de carrière de leur jeune, tandis que 24,1% indiquent avoir peu d'influence et 6,2% n'en avoir aucune :

« À quel point avez-vous (eu) une influence sur le choix de carrière que choisira ou qu'a choisi votre jeune? »



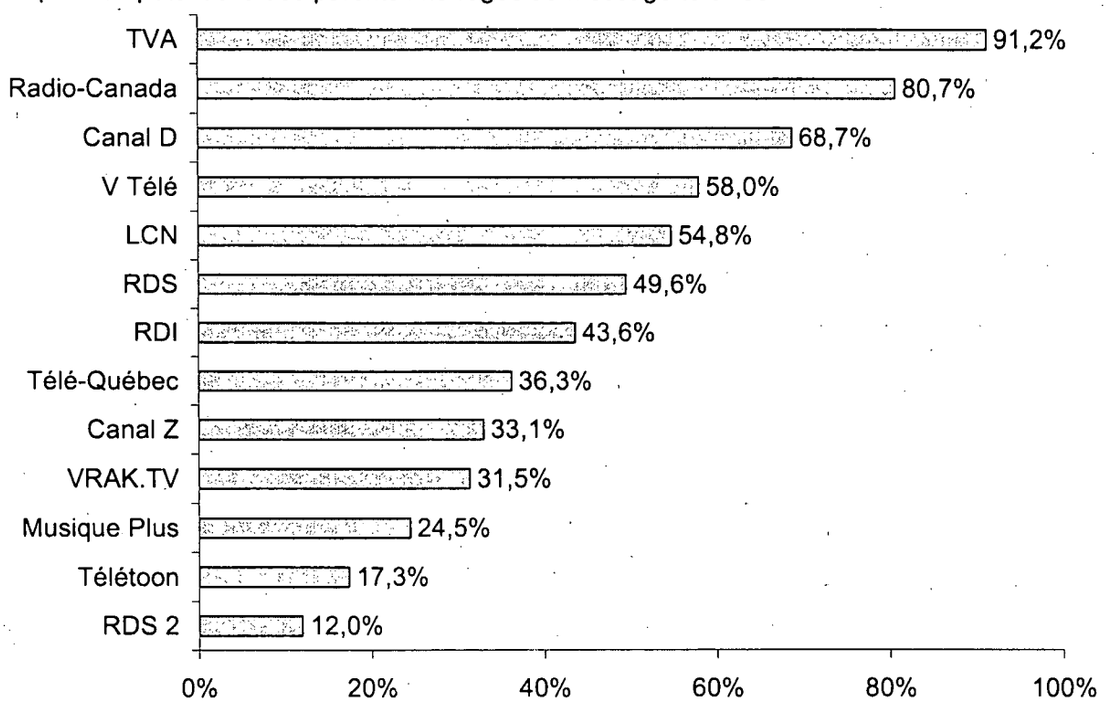
3.2. Message télévisé « Des métiers à aimer »

Exposition potentielle

Le message télévisé était diffusé sur TVA, SRC, V télé, Télé-Québec, Canal D, Canal Z, Musique Plus, Télétoon, Vrak, RDS et RDS2.

Ainsi, l'exposition potentielle des parents interrogés au message télévisé était très élevée, puisque la très grande majorité d'entre eux ont indiqué avoir écouté plusieurs des chaînes sur lesquelles a été diffusé le message :

Exposition potentielle des parents interrogés au message télévisé



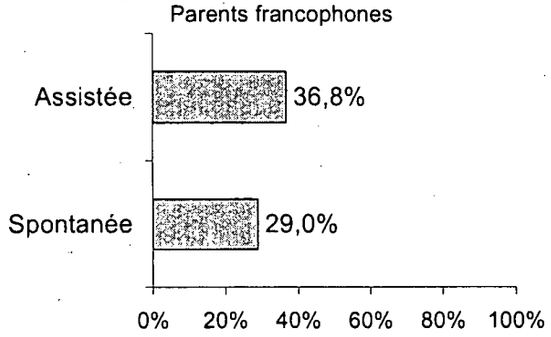
Notoriété

En n'étant informé que d'une description écrite générale de la publicité, près d'un parent sur trois (29%) affirmait avoir vu une publicité à la télévision qui portait sur plein de choses que les jeunes aiment, telles que la nature, les amis, la musique, la bouffe, etc. et dans laquelle il était aussi question des métiers qui demandent un DEP ou un DEC.

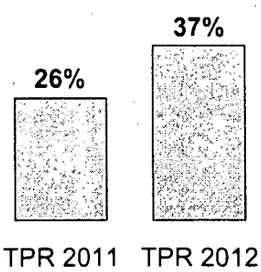
Par la suite, un extrait vidéo du message télévisé « Des métiers à aimer » était présenté aux parents; près de 37% d'entre eux ont affirmé avoir effectivement vu ce message télévisé, ce qui constitue un niveau de notoriété nettement supérieur à celui généralement observé, qui se situe entre 15% et 20%, pour un public secondaire, non-ciblé et dont l'exposition est collatérale.

Par ailleurs, nous remarquons que la notoriété du message « Des métiers à aimer » cette année est significativement plus élevée que la notoriété observée pour le message « Jouets » en 2011 (37% comparativement à 26%), et ce, même si le message de 2011 ciblait particulièrement les parents, à l'inverse du message de cette année :

Notoriété spontanée et notoriété assistée
Message télévisé « Des métiers à aimer »
Parents francophones



Comparatif - Notoriété assistée
Messages télévisés « Jouets » (TPR 2011) et « Des métiers à aimer » (TPR 2012)
Parents francophones

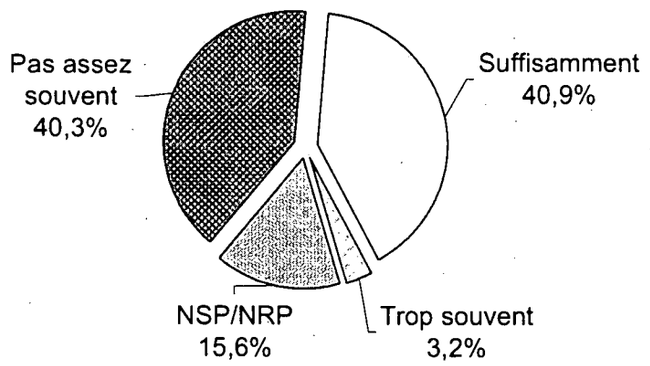


→ La notoriété du message télévisé est plus élevée chez les parents dont le jeune est âgé entre 18 et 24 ans (41,0%) comparativement à ceux dont le jeune est âgé entre 14 et 17 ans (32,2%).

Fréquence et effet de fatigue

Les parents ont indiqué avoir vu ce message en moyenne 5,43 fois; par ailleurs, l'effet de fatigue est minime (3,2%), ce qui confirme que même si ce public n'était pas ciblé, il a été considérablement touché. Aussi, environ quatre parents sur dix sont d'avis que le message n'a pas été diffusé assez souvent (40%) :

« Selon vous, ce message a-t-il été diffusé ... ? »



→ Davantage d'hommes que de femmes considèrent que le message a été diffusé « suffisamment » (56,4% comparativement à 34,4%); à l'inverse, les femmes sont significativement plus nombreuses à indiquer que le message n'a pas été diffusé assez souvent (46,6% par rapport à 25,5%).

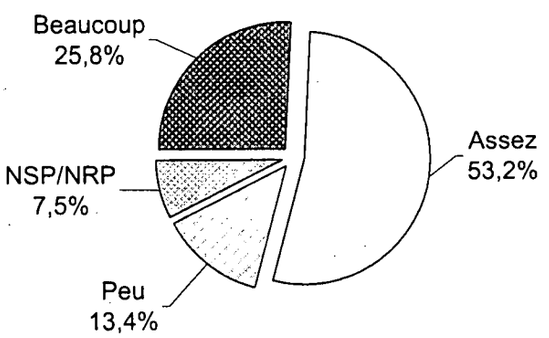
Message perçu

Il était demandé aux parents d'indiquer ce qu'était, selon eux, le message livré par la publicité. La majorité des parents estiment que le message indiquait qu'il existe une multitude de métiers différents que les jeunes peuvent aimer (54% des mentions) et qu'il est important pour les jeunes de choisir un métier selon leurs intérêts (26%). D'autres mentions faisaient référence à la motivation en lien avec les études (11%) ou à l'importance de bouger, s'amuser et prendre l'air (7%).

Appréciation du message

La grande majorité des parents (79,0%) ont apprécié le message « *Des métiers à aimer* », tandis qu'aucun d'entre eux n'a indiqué ne pas l'apprécié du tout :

« Diriez-vous que vous appréciez cette publicité… »

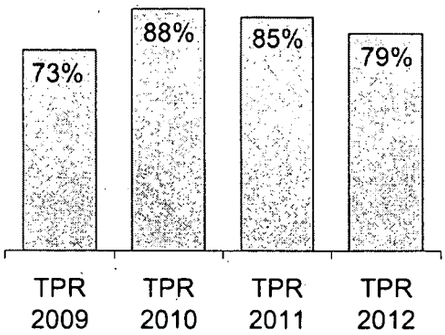


→ Les parents âgés entre 55 et 64 ans sont significativement plus nombreux à apprécier « beaucoup » le message télévisé (37,8%).

Plus précisément, les parents apprécient particulièrement le dynamisme du message (41%), ses images colorées et sa musique (23%) de même que sa pertinence pour les jeunes (19%). Plusieurs parents font également mention de l'originalité du message (11%) et du fait qu'il est positif (9%).

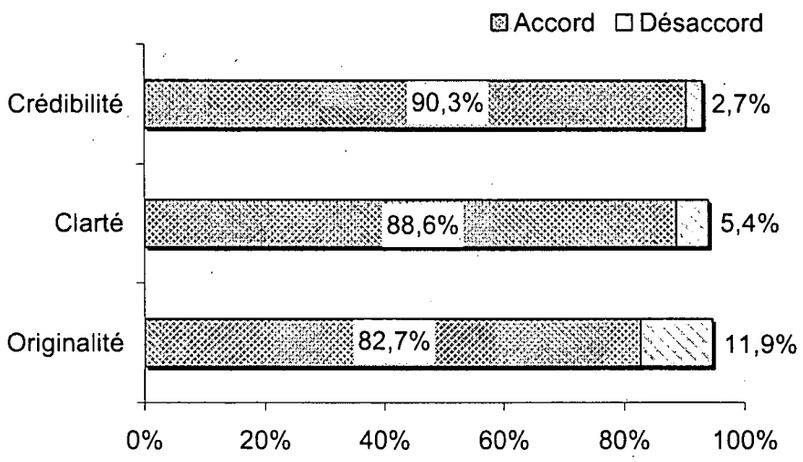
Comparativement aux années précédentes, nous observons un léger recul de l'appréciation globale cette année par rapport aux campagnes de 2010 et 2011 (79% comparativement à 88% et 85%) :

Comparatif - Appréciation globale
Messages télévisés « Jouets » (TPR 2009-11)
et « Des métiers à aimer » (TPR 2012)
Parents francophones



Par ailleurs, la grande majorité des parents apprécient la crédibilité (90%), la clarté (89%) et l'originalité (83%) du message « Des métiers à aimer » :

Appréciation du message télévisé « Des métiers à aimer »
Parents francophones



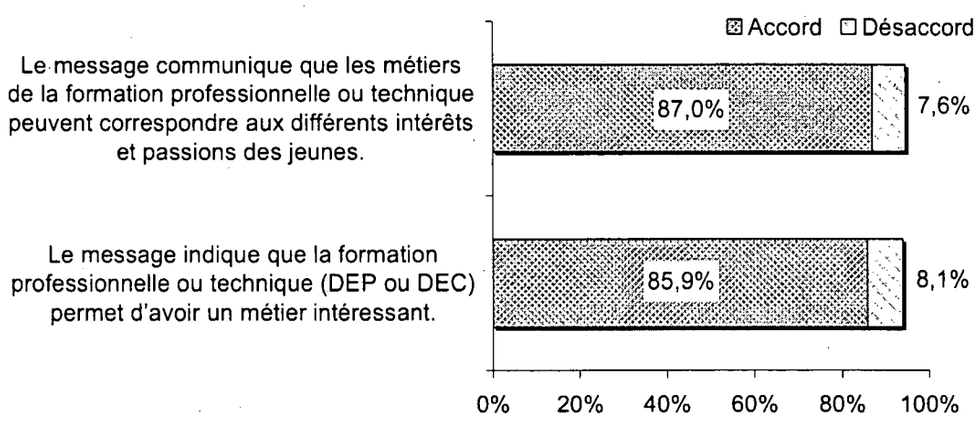
Ces degrés d'appréciation sont très stables par rapport à ceux obtenus lors des campagnes précédentes :

	TPR 2009	TPR 2010	TPR 2011	TPR 2012
Crédibilité	83%	96%	93%	90%
Clarté	78%	89%	89%	89%
Originalité	79%	80%	82%	82%

Impacts du message

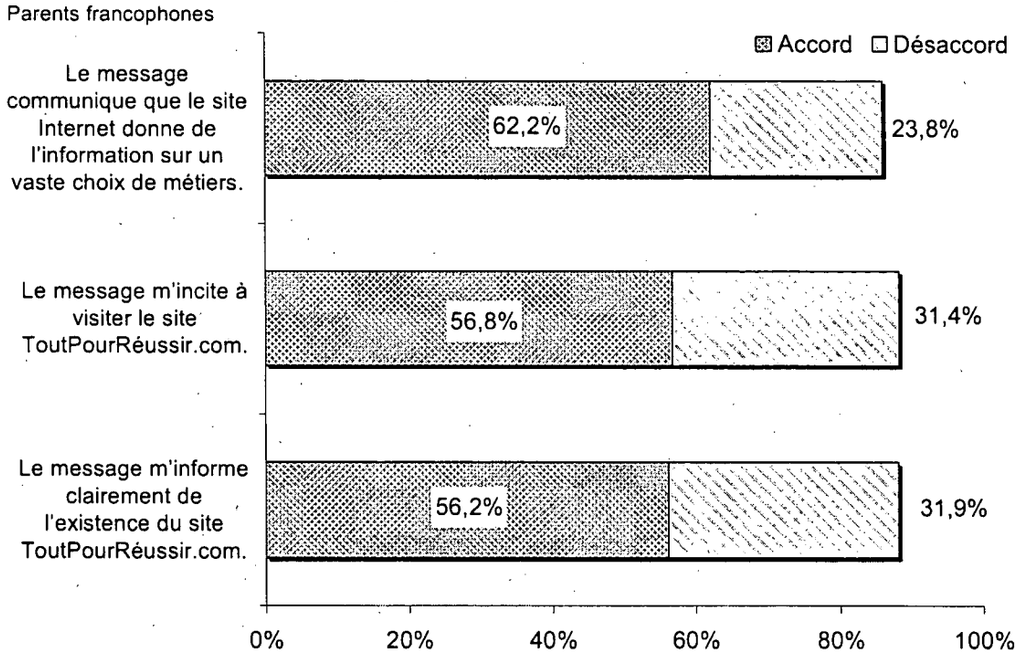
Les parents sont aussi majoritairement d'avis que le message communiquait que les métiers du DEP ou DEC peuvent correspondre aux intérêts des jeunes (87%) et que ces formations permettent d'avoir un métier intéressant (86%) :

Impacts du message télévisé « Des métiers à aimer »
Parents francophones



En lien avec le site Internet présenté dans le message télévisé, environ six parents sur dix considèrent que le message communiquait que le site donne de l'information sur un vaste choix de métiers (62%), qu'il les incitait à visiter le site (57%) et qu'il les informait clairement de son existence (56%) :

Impacts en lien avec le site - Message télévisé « Des métiers à aimer »
Parents francophones



De légères baisses sont constatées quant aux degrés d'accord des parents en lien avec l'efficacité du message par rapport au site, notamment quant à informer sur son existence (62% en 2012 comparativement à 72% en 2011) et sur l'information qu'il contient (56% en 2012; 66% en 2011) :

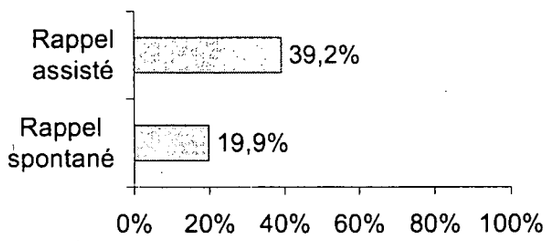
	TPR 2009	TPR 2010	TPR 2011	TPR 2012
Communique que le site donne info sur vaste choix de métiers	s/o	69%	72%	62%
Incite à visiter le site	s/o	s/o	62%	57%
Informe clairement de l'existence du site	56%	68%	66%	56%

Mention du site Internet ToutPourRéussir.com

Il était demandé aux parents s'ils se souvenaient d'un site Internet mentionné dans le message télévisé « Des métiers à aimer »; puis, ils devaient indiquer s'ils se souvenaient que ToutPourRéussir.com était mentionné.

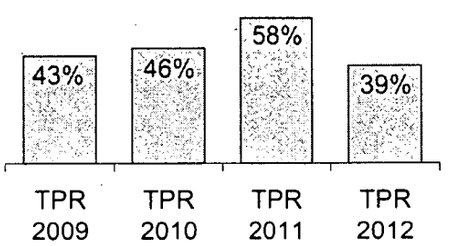
De façon spontanée, environ 20% des parents ont affirmé se souvenir qu'un site était mentionné; lorsque ToutPourRéussir.com leur était suggéré, 39% des parents ont affirmé se rappeler que ce site était bel et bien mentionné dans le message :

Rappel spontané et assisté de la mention du site ToutPourRéussir.com
Message télévisé « Des métiers à aimer »
Parents francophones



Ce niveau de rappel du site est nettement inférieur au résultat obtenu en 2011, alors que 58% des parents se souvenaient que ToutPourRéussir.com était mentionné dans le message « Jouets ». Rappelons que le message de 2011 s'adressait notamment aux parents, ce qui n'est pas le cas du message de 2012; le niveau de rappel de la mention du site est toutefois supérieur à la norme généralement observée pour un tel public secondaire, qui est d'environ 30%:

Comparatif - Rappel assisté TPR.com
Messages télévisés « Jouets » (TPR 2009-11)
et « Des métiers à aimer » (TPR 2012)
Parents francophones



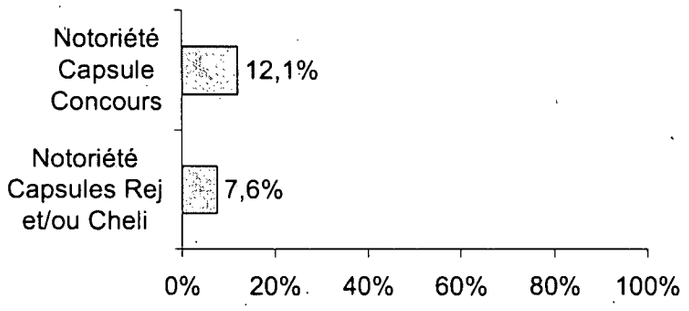
3.3. Capsules télévisées

Notoriété

La grande majorité des parents ne se souviennent pas avoir vu les capsules télévisées, qui n'étaient diffusées que sur Musique Plus et Vrak. Rappelons également que les parents ne constituaient pas du tout une cible de ces capsules. Ces niveaux de notoriété sont parfaitement dans la norme généralement observée pour ce type de message et de public.

Ainsi, moins de 10% des parents interrogés se souvenaient avoir vu l'une ou les deux capsules présentant Rej et Chéli. Quant à la capsule TPR / Concours, sa notoriété auprès des parents s'élève à 12,1% :

Notoriété des capsules télévisées



→ La notoriété de la capsule Concours est significativement plus élevée chez les hommes (19,1%).

Appréciation, fréquence, impacts et rétention

L'appréciation globale des parents ayant vu les capsules est élevée et le rappel assisté de TPR.com est aussi très bon :

	Capsules Rej et Chéli	Capsule TPR / Concours
Fréquence moyenne	6,89	3,52
Appréciation globale	84%	86%
Effet de fatigue	5%	5%
Rappel assisté de TPR.com	45%	43%
Rappel assisté du concours	s/o	21%
Information claire sur l'existence de TPR.com	76%	69%
Incite à visiter TPR.com	63%	71%
Communique que TPR.com donne info sur vaste choix de métiers	74%	71%

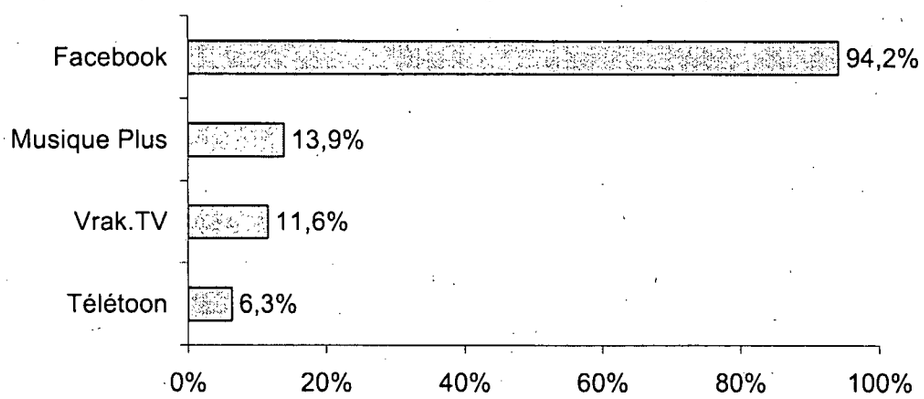
→ Les parents habitant à l'extérieur de la région de Montréal estiment être davantage incités à visiter le site grâce à la capsule Concours (84,0% comparativement à 61,1% des parents résidant dans la région de Montréal).

3.4. Bannières publicitaires

Exposition potentielle

L'exposition des parents aux bannières publicitaires était plutôt limitée à la fréquentation de Facebook, site que 94% des parents ont indiqué avoir visité au cours des dernières semaines. Notons que plus d'un parent sur dix avait aussi visité les sites de Musique Plus et de Vrak :

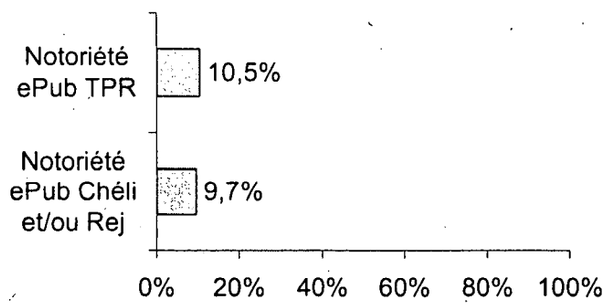
Exposition potentielle des parents interrogés aux bannières publicitaires



Notoriété des bannières

Rappelons une fois de plus que les bannières publicitaires n'étaient pas destinées aux parents; tout de même, leur notoriété est d'environ 10% auprès des parents interrogés, tant pour la EPUB générale que celle présentant Chéli et Rej :

Notoriété des bannières publicitaires (ePub)



Ces résultats sont assez similaires ou légèrement supérieurs à la norme, qui est de 5% à 7%.

Appréciation, fréquence, impacts et rétention

Il s'agit d'un faible échantillon de répondants, mais nous constatons que tant pour la bannière principale que pour les deux bannières spécifiques, l'appréciation des parents est élevée :

	Bannières Rej et Chéli	Bannière TPR / Concours
Appréciation globale	88%	83%
Information claire sur l'existence de TPR.com	90%	94%
Incite à visiter TPR.com	88%	89%
Communique que TPR.com donne info sur vaste choix de métiers	92%	91%

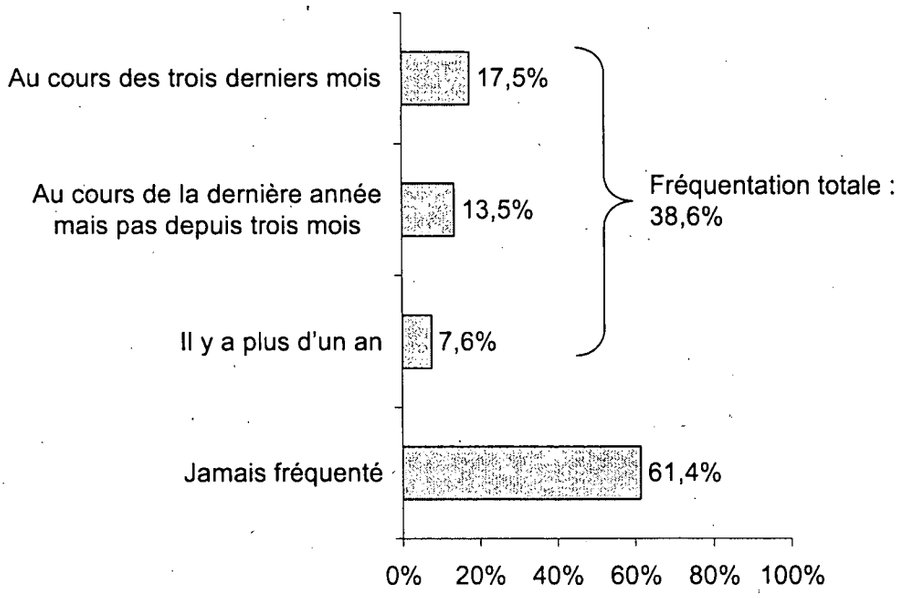
→ Tout comme pour la capsule télévisée TPR / Concours, les parents habitant à l'extérieur de la région de Montréal estiment être davantage incités à visiter le site grâce à la bannière TPR / Concours (96,2% comparativement à 81,5% des parents résidant dans la région de Montréal).

3.5. ToutPourRéussir.com

Notoriété et fréquentation

Parmi l'ensemble des parents interrogés, 34% d'entre eux avaient déjà entendu parler du site ToutPourRéussir.com avant de répondre à ce sondage. De ce nombre, 38,6% avaient déjà visité le site, dont 17,5% au cours des trois derniers mois, soit environ depuis le début de la campagne :

Fréquentation de TPR.com par les parents francophones



→ Les parents âgés entre 55 et 64 ans sont beaucoup moins nombreux à avoir déjà entendu parler de TPR.com (21,2%, comparativement à 37,9% des 35-44 ans);

→ Les hommes sont significativement plus nombreux à avoir visité le site au cours des trois derniers mois (29,2% comparativement à 13,0% des femmes).

Significativement plus de parents interrogés cette année avaient visité le site dans les derniers mois que lors des évaluations antérieures (18% en 2012 comparativement à 6% en 2011 et 5% en 2010) :

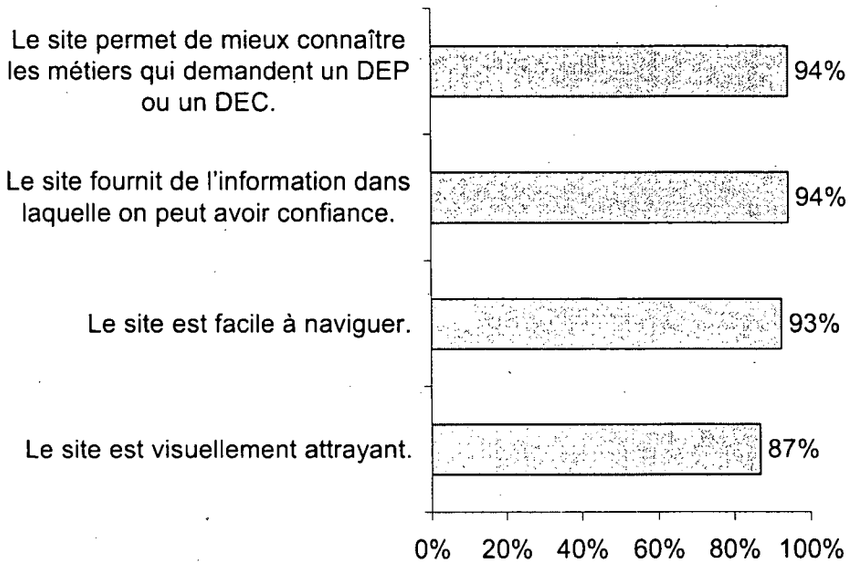
Comparatif - 2009-2012
Fréquentation de TPR.com dans les derniers mois
Parents francophones

Par ailleurs, 73,6% des parents ayant visité le site dans la dernière année ont indiqué en avoir discuté avec leur jeune.

Appréciation

La grande majorité des parents ayant visité le site TPR.com au cours de la dernière année affirment qu'il permet de mieux connaître les métiers exigeant un DEP ou un DEC (94%), qu'il fournit de l'information fiable (94%), qu'il est facile à naviguer (93%) et qu'il est visuellement attrayant (87%) :

Proportions de parents francophones en accord avec les énoncés suivants en lien avec TPR.com



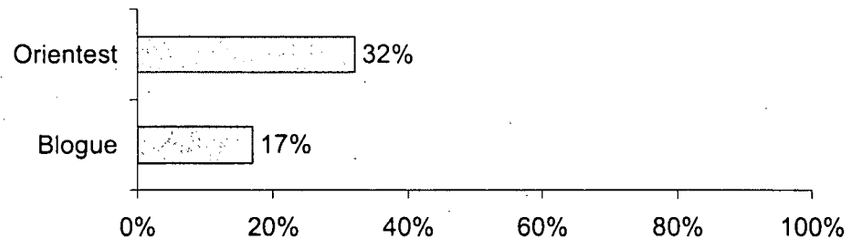
Ces résultats sont également très stables par rapport aux évaluations précédentes, particulièrement comparativement à l'évaluation réalisée en 2011 :

	TPR 2009	TPR 2010	TPR 2011	TPR 2012
Le site permet de mieux connaître les métiers qui demandent un DEP ou un DEC.	99%	88%	94%	94%
Le site fournit de l'information dans laquelle on peut avoir confiance.	100%	89%	93%	94%
Le site est facile à naviguer.	94%	84%	90%	93%
Le site est visuellement attrayant.	s/o	s/o	89%	87%

Sections Orientest et Blogue

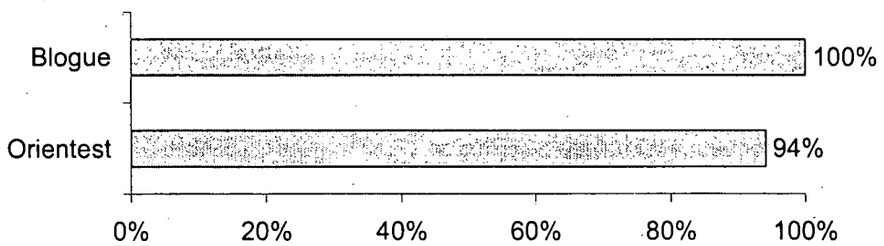
Parmi les parents interrogés ayant visité le site dans la dernière année, près du tiers d'entre eux (32%) ont visité la section *Orientest*, tandis que 17% ont visité le *Blogue de la conseillère en orientation* :

Fréquentation des sections de TPR.com par les parents francophones ayant visité le site dans la dernière année



Bien qu'il s'agisse d'un faible nombre de répondants, nous observons que l'appréciation des parents quant aux deux sections est très élevée :

Appréciation globale des sections de TPR.com
Parents francophones



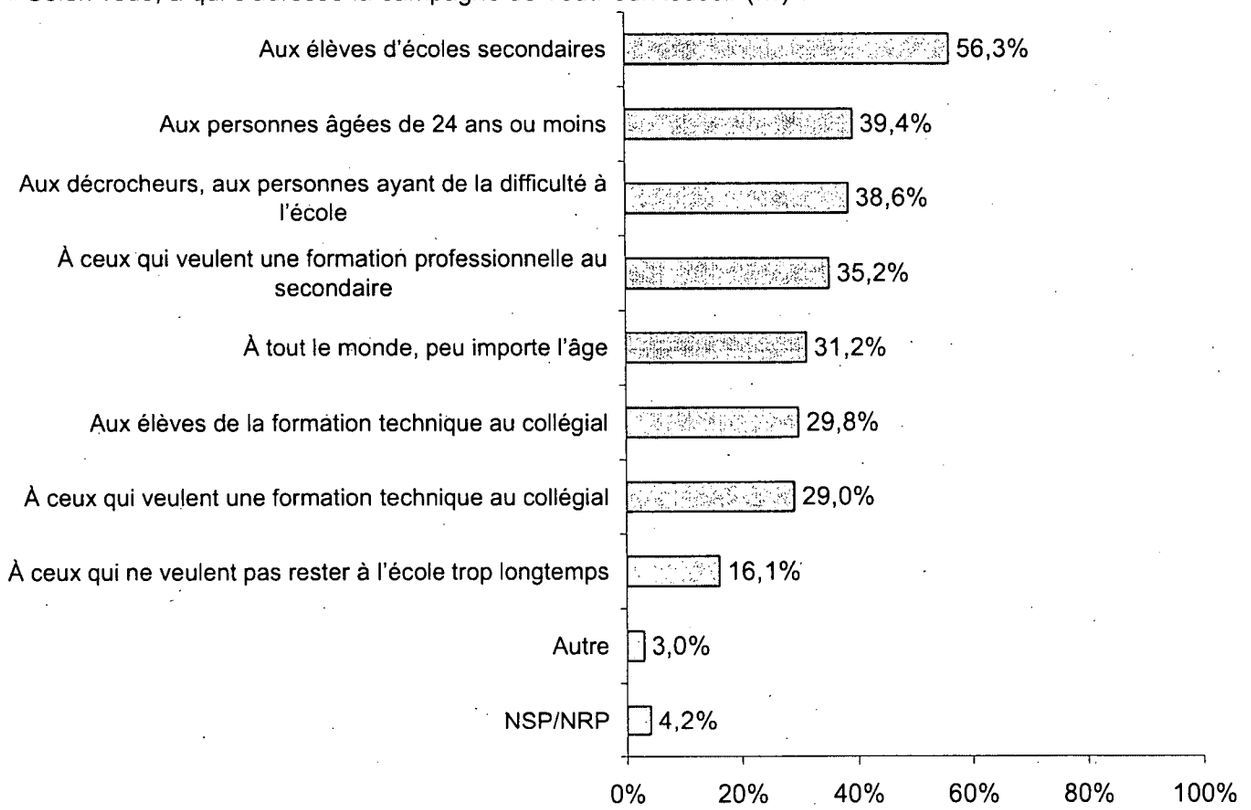
3.6. Concours « Trouve un métier à aimer »

Exactement 4,8% des parents interrogés avaient déjà entendu parler du concours de la campagne. Parmi eux, 29% ont indiqué que leur jeune avait participé à ce concours tandis que 79% le jugent intéressant.

3.7. Perception et pertinence de la campagne

Enfin, quelques questions permettaient d'évaluer la perception des parents quant à la campagne TPR en général. Ainsi, plus de 56% des parents jugent que cette campagne s'adresse en premier lieu aux étudiants de niveau secondaire, tandis qu'environ quatre parents sur dix estiment qu'elle s'adresse aux 24 ans et moins ou aux décrocheurs (39%) :

« Selon vous, à qui s'adresse la campagne de ToutPourRéussir (...) ? »

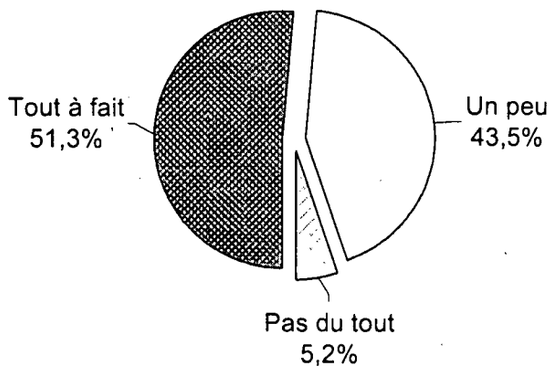


→ Les femmes considèrent davantage que la campagne s'adresse à tout le monde que les hommes (34,8% comparativement à 23,0%);

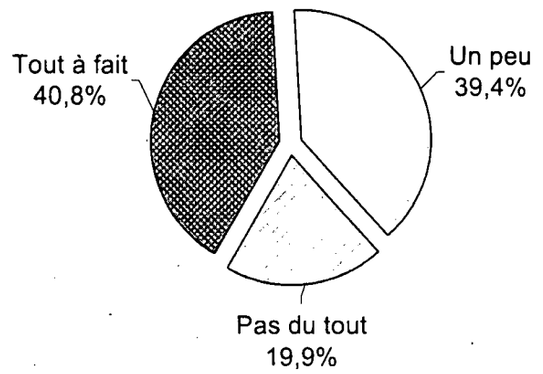
→ Les parents de la région de Montréal sont plus nombreux à estimer que le public cible de cette campagne sont les personnes ne voulant pas rester trop longtemps à l'école (19,4% comparativement à 12,7% de ceux habitant ailleurs dans la province).

La quasi-totalité des parents interrogés (94,8%) sont d'avis que la campagne TPR 2012 peut inciter les parents à s'impliquer dans la démarche de choix de carrière de leur jeune; plus de 80% indiquent que cette campagne les incitera à s'impliquer :

« Selon vous, cette campagne peut-elle inciter les parents à s'impliquer dans la démarche de choix de carrière de leur jeune? »



« Dans votre situation, cette campagne vous incite-t-elle à vous impliquer dans la démarche de choix de carrière de votre jeune? »

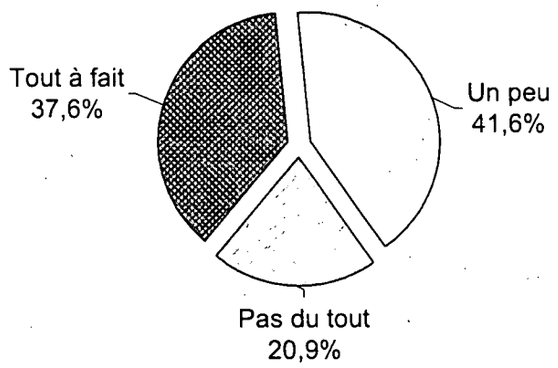


→ Les parents âgés entre 45 et 54 ans (55,3%) de même que ceux dont le jeune a entre 14 et 17 ans (58,7%) estiment davantage que la campagne peut « tout à fait » inciter les parents à s'impliquer dans le choix de carrière de leur jeune;

→ Les parents dont le jeune a entre 14 et 17 ans (51,7%) de même que les parents âgés entre 25 et 34 ans (75,0%) s'impliqueraient eux-mêmes davantage dans le choix de carrière de leur jeune, suite à cette campagne.

De plus, la grande majorité des parents (79%) croient que cette campagne est pertinente pour leur jeune :

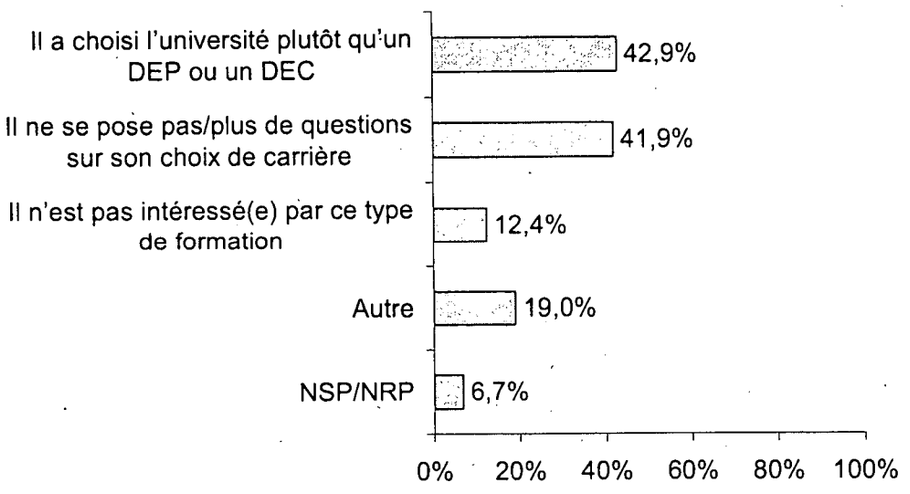
« Selon vous, une telle campagne est-elle pertinente pour votre jeune? Croyez-vous qu'il se sent interpellé par cette campagne et son message? Est-ce qu'elle s'applique à sa situation? »



→ Les parents dont le jeune a entre 14 et 17 ans (58,7%) estiment davantage que cette campagne est « tout à fait » pertinente pour lui (43,4%).

Parmi les 20,9% de parents ayant indiqué que la campagne ne s'appliquait *pas du tout* à la situation de leur jeune, la plupart d'entre eux ont indiqué que leur jeune était déjà orienté vers l'université ou encore que son choix de carrière était déjà fait :

« Pourquoi ne croyez-vous pas que cette campagne s'applique pas à la situation de votre jeune? »



3.8. Conclusions : la campagne auprès des parents

→ La notoriété du message télévisé « Des métiers à aimer » est très bonne à 37% et significativement plus élevée que celle du message « Jouets » en 2011, qui était alors de 26%. Cette notoriété est supérieure à la norme et particulièrement satisfaisante, considérant que les parents constituait cette année un public non-ciblé de la campagne, alors qu'ils étaient ciblés en 2011.

→ La grande majorité des parents (79,0%) ont apprécié le message télévisé et aucun d'entre eux n'a indiqué ne pas l'apprécié du tout; par ailleurs, environ quatre parents sur dix, surtout les femmes, sont d'avis que le message n'a pas été diffusé assez souvent.

→ La crédibilité (90%), la clarté (89%) et l'originalité (83%) du message « Des métiers à aimer » sont très appréciées et se situent à des niveaux comparables à ceux obtenus lors des campagnes précédentes.

→ Selon les parents, le message communiquait bien que les métiers du DEP ou DEC peuvent correspondre aux intérêts des jeunes (87%) et que ces formations permettent d'avoir un métier intéressant (86%); les impacts en lien avec le site Internet présenté dans le sont jugés plus faiblement par les parents et de légères baisses sont constatées par rapport à 2011, notamment quant à informer sur l'existence de TPR.com (62% en 2012 comparativement à 72% en 2011) et sur l'information qu'il contient (56% en 2012; 66% en 2011). De plus, 39% des parents ont affirmé se rappeler que ce site était bel et bien mentionné dans le message télévisé, ce qui est nettement inférieur au résultat obtenu en 2011, alors que 58% des parents se souvenaient que TPR.com était mentionné dans le message « Jouets ». Rappelons que le message de 2011 s'adressait notamment aux parents, ce qui n'est pas le cas du message de 2012; le niveau de rappel de la mention du site est supérieur à la norme généralement observée pour un tel public secondaire, qui est d'environ 30%.

→ Quant aux capsules télévisées, qui n'étaient diffusées que sur Musique Plus et Vrak, elles ont été vues par environ un parent sur dix (10%). Rappelons une fois de plus que les parents ne constituaient pas du tout une cible de ces capsules et ces niveaux de notoriété sont parfaitement dans la norme généralement observée pour ce type de message et de public. Globalement, l'appréciation des parents ayant vu les capsules est élevée et le rappel assisté de TPR.com est aussi très bon. On observe que davantage de parents habitant à l'extérieur de la région de Montréal sont incités à visiter le site grâce à la capsule Concours que ceux résidant dans la région de Montréal.

→ Quant aux bannières publicitaires, encore une fois, les parents n'étaient pas visés; tout de même, leur notoriété est d'environ 10%, tant pour la EPUB TPR / Concours que celle présentant Chéli et Rej, et le niveau d'appréciation est excellent. Tout comme pour la capsule TPR / Concours, les parents habitant à l'extérieur de la région de Montréal estiment être davantage incités à visiter le site grâce à la bannière TPR / Concours.

→ Parmi l'ensemble des parents interrogés, 34% d'entre eux avaient déjà entendu parler du site ToutPourRéussir.com avant de répondre à ce sondage. De ce nombre, 38,6% avaient déjà visité le site, dont 17,5% au cours des trois derniers mois. Significativement plus de parents interrogés cette année ont indiqué avoir visité le site dans les derniers mois que lors des évaluations antérieures (18% en 2012 comparativement à 6% en 2011 et 5% en 2010). Par ailleurs, 73,6% des parents ayant indiqué avoir visité le site dans la dernière année ont indiqué en avoir discuté avec leur jeune. La grande majorité des parents ayant visité le site TPR.com au cours de la dernière année affirment qu'il permet de mieux connaître les métiers exigeant un DEP ou un DEC (94%), qu'il fournit de l'information fiable (94%), qu'il est facile à naviguer (93%) et qu'il est visuellement attrayant (87%); ces résultats sont également très stables par rapport à l'évaluation réalisée en 2011.

→ Toujours parmi les parents ayant visité le site au cours des douze derniers mois, 32% ont visité la section *Orientest*, tandis que 17% ont visité le *Blogue de la conseillère en orientation*; l'appréciation des parents quant aux deux sections est très élevée.

→ Moins de 5% des parents interrogés avaient déjà entendu parler du concours de la campagne.

→ Plus de 56% des parents jugent que cette campagne s'adresse en premier lieu aux étudiants de niveau secondaire et la quasi-totalité des parents interrogés (94,8%) sont d'avis que la campagne TPR 2012 peut inciter les parents à s'impliquer dans la démarche de choix de carrière de leur jeune. Plus de 80% indiquent que cette campagne les incitera à s'impliquer eux-mêmes vis-à-vis de leur jeune, et la grande majorité des parents (79%) croient que cette campagne est pertinente à la situation de leur jeune. Il est important de noter que la majorité des parents ayant indiqué que cette campagne ne s'appliquait pas à leur jeune précisaient que leur jeune était déjà orienté vers l'université (43%) ou encore que son choix de carrière était déjà fait (42%).

4. Conclusions d'ensemble

4.1. Message télévisé « Des métiers à aimer »

La notoriété du message télévisé « Des métiers à aimer » est très bonne à 48% auprès des jeunes francophones, 43% des jeunes anglophones et 37% auprès des parents francophones, bien que ces derniers n'étaient pas ciblés. Pour les trois populations interrogées, ces niveaux de notoriété constituent des hausses significatives par rapport aux niveaux de notoriété qui avaient été observés pour le message télévisé « Jouets » en 2011 et des résultats supérieurs à la norme.

Tant les jeunes que les parents apprécient en majorité ce message, dans des proportions similaires à celles observées en 2011. La crédibilité et la clarté du message constituent toujours des points forts et l'effet de fatigue est minime auprès des trois publics.

La majorité des répondants des trois populations estiment que le message télévisé communiquait bien que les métiers du DEP ou DEC peuvent correspondre aux intérêts et passions des jeunes et que ces formations permettent d'avoir un métier intéressant. Du côté des jeunes francophones, de bonnes proportions jugent que le message télévisé communiquait bien l'information contenue sur le site et plus de six sur dix indiquent que le message les incite à visiter le site. Les jeunes anglophones ont légèrement moins bien reçu l'information transmise par le message en lien avec le site.

Quant au rappel de la mention de TPR.com, ce sont 59% des jeunes francophones (stable par rapport à 2011), 31% des jeunes anglophones (hausse par rapport à 2011) et 39% des parents qui ont affirmé se rappeler que ce site était bel et bien mentionné dans le message télévisé. Ce sont ici, tant pour le public ciblé que pour le public indirect, des niveaux de rétention dans les normes ou supérieurs à celle-ci.

Du côté des jeunes francophones, les décrocheurs ainsi que les jeunes de niveau secondaire estiment davantage que ce message télévisé les informe clairement de l'existence de TPR.com; du côté des jeunes anglophones, les garçons sont davantage incités que les filles à visiter HFS.com grâce au message télévisé.

Ainsi, globalement, le message télévisé « Des métiers à aimer » jouit d'une excellente notoriété auprès de son public cible, significativement plus que le message « Jouets » en 2011. Il permettait bien de répondre aux objectifs poursuivis et a été bien reçu tant par les jeunes francophones que par les jeunes anglophones, bien que ces derniers tendent habituellement à percevoir moins d'impact dans le cadre des campagnes TPR. Par ailleurs, nous observons que la notoriété du message télévisé auprès des parents est supérieure à la moyenne, et ce, bien qu'ils n'étaient pas ciblés.

4.2. Les capsules télévisées

Du côté des jeunes francophones, les capsules télévisées obtiennent de bons niveaux de notoriété (plus de 22%, dans les normes), tant celles présentant Chéli et Rej que celle plus générale présentant TPR.com et le concours. Leur notoriété est particulièrement bonne auprès des jeunes du secondaire et des garçons.

Rappelons que les capsules télévisées n'étaient diffusées que sur Vrak et Musique Plus et qu'elles ne ciblaient pas les parents. Tout de même, environ 10% des parents interrogés se souvenaient avoir vu l'une ou les deux capsules présentant Rej et Chéli ou la capsule TPR / Concours; il s'agit de bonnes notoriétés considérant que les parents n'étaient pas le public ciblé par ces capsules.

L'appréciation des parents et des jeunes est élevée face aux capsules télévisées et ces dernières ont eu beaucoup d'impact, notamment quant au rappel de TPR.com. Grâce à ces capsules, davantage de parents habitant à l'extérieur de la région de Montréal sont incités à visiter le site tandis qu'elles ont été particulièrement par les jeunes du secondaire.

Ainsi, les capsules télévisées ont été assez efficaces, particulièrement auprès des garçons francophones et ceux de niveau secondaire.

4.3. Les bannières publicitaires

Quant aux bannières publicitaires, leur notoriété est d'environ 20% auprès des jeunes tant francophones qu'anglophones (pour la bannière HFS seulement) et 10% auprès des parents, encore une fois même si ces derniers n'étaient pas ciblés. Un tel niveau de notoriété auprès des jeunes, pour ce type d'outils, est excellent.

L'appréciation face aux bannières est élevée auprès des trois populations interrogées, qui les jugent particulièrement efficaces.

Tout comme pour la capsule télévisée TPR / Concours, les parents habitant à l'extérieur de la région de Montréal estiment être davantage incités à visiter le site grâce à la bannière TPR / Concours. Aussi, les bannières ont particulièrement été vues et appréciées par les garçons francophones ainsi que les jeunes de niveau secondaire ou DEP.

4.4. L'affiche en milieu scolaire

Quant à l'affiche (écoles francophones) et la carte postale (écoles anglophones) en milieu scolaire, elles jouissent de bons niveaux de notoriété (40% des jeunes francophones et 26% des jeunes anglophones). La notoriété de l'affiche en milieu scolaire auprès des jeunes francophones est significativement plus élevée que celle mesurée en 2011.

Tant l'affiche que la carte postale ont été très appréciées et jugées efficaces, notamment par les jeunes anglophones qui sont tous d'avis que la carte postale informait clairement sur l'existence de HFS.com.

4.5. ToutPourRéussir.com / HeadingForSuccess.com

Quant au site TPR.com / HFS.com, il est connu par, 60% des jeunes francophones, 40% des jeunes anglophones et 34% des parents. Parmi les répondants connaissant le site, près de 51% des jeunes francophones l'ont déjà visité, 54% des jeunes anglophones et 40% des parents. Le site associé à la campagne est donc bien connu et fortement visité.

Le site est globalement apprécié et répond bien aux objectifs poursuivis; les niveaux d'appréciation mesurés cette année sont assez similaires à ceux observés en 2011, sauf du côté des jeunes anglophones, qui jugent que le site est davantage attrayant cette année que ce qui a été mesuré en 2011.

Parmi les jeunes francophones ayant visité le site au cours de la dernière année, 53% ont indiqué avoir visité la section *Orientest* (légèrement supérieur à la fréquentation observée en 2011) tandis que 24% ont visité le *Blogue de la conseillère en orientation*. Les jeunes ont beaucoup apprécié ces deux sections, et nous observons que l'appréciation de la section *Orientest* est stable par rapport à 2011. Du côté des jeunes anglophones ayant visité HFS.com récemment, les deux tiers (66,7%) ont indiqué avoir visité la section *Aptitude Test*, qui est très appréciée. Enfin, du côté des parents, 32% ont visité la section *Orientest*, tandis que 17% ont visité le *Blogue de la conseillère en orientation*; l'appréciation des parents quant aux deux sections est très élevée.

Bref, le site jouit d'une excellente notoriété, particulièrement auprès des jeunes âgés entre 14 et 24 ans. Les sections *Orientest* et le *Blogue de la conseillère en orientation* semblent constituer un atout et sont, tout comme le site en général, fortement appréciées par les visiteurs du site.

4.6. Le concours

Quant au concours « Trouve un métier à aimer » / « Love your career », il est connu par 13% des jeunes francophones (surtout les garçons, les 14-17 ans et ceux de niveau secondaire), 8% des jeunes anglophones et 5% des parents. Généralement, les concours associés à des campagnes similaires obtiennent une notoriété d'environ 5% à 10%.

Bien que le concours soit globalement peu connu, et ce, malgré une excellente notoriété de la campagne en général, près d'un jeune garçon francophone de niveau secondaire sur cinq le connaît.

4.7. La campagne en général

De manière générale, les trois populations sondées considèrent que cette campagne s'adresse principalement aux étudiants de niveau secondaire, aux décrocheurs et aux jeunes de 24 ans ou moins.

La campagne est clairement pertinente pour le public ciblé, mais aussi pour les parents, dont l'exposition à la campagne est exclusivement collatérale.

Du côté des jeunes francophones, la pertinence de la campagne est élevée, notamment auprès des garçons ainsi que les jeunes de niveau secondaire, DEP ou collégial. Quant aux jeunes anglophones, la grande majorité d'entre eux se sentent aussi interpellés par la campagne, particulièrement les garçons ainsi que ceux de niveaux secondaire ou collégial.

La quasi-totalité des parents interrogés sont d'avis qu'elle peut inciter les parents et eux-mêmes à s'impliquer dans la démarche de choix de carrière de leur jeune. La grande majorité des parents croient aussi que cette campagne est pertinente à la situation de leur jeune.

Ainsi, la campagne interpelle fortement la population, et a joint directement le public visé, soit les jeunes francophones et anglophones de 14 à 24 ans. Les parents ayant des enfants dans ce même groupe d'âge, bien que non-ciblés, ont aussi très bien reçu la campagne.

Pour conclure, la campagne ToutPourRéussir est définitivement pertinente, bien établie et menée de façon efficace. Année après année, des améliorations sur différents plans sont apportées et constatées lors des évaluations menées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

RÉPONSE

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Alpha traduction et interprétation inc.	Traduction simultanée pour une rencontre du Groupe de travail en éducation - Plan Nord	2 450,00 $
Ann Samson, traductrice	Traduction du document « PELIQ-AN Project »	1 267,20 $
Ann Samson, traductrice	Traduction du document « Similarity in Teaching English and French, second language »	84,00 $
Ann Samson, traductrice	Traduction du document « Projets de recherche-action adaptation scolaire »	594,96 $
Ann Samson, traductrice	Traduction du document « Information Literacy »	60,00 $
Ann Samson, traductrice	Traduction du document « Canada Games - Participant Media/Marketing Release and Liability Waiver »	122,88 $
Ann Samson, traductrice	Traduction des documents « Project SEA1F2 - Similarity in Teaching English and French, Second Language » et « Project Team Session - Agenda »	120,00 $
Ann Samson, traductrice	Traduction du document « PELIQ-AN, Skype »	101,28 $
Ann Samson, traductrice	Traduction du document Information Leteracy Program	87,60 $
Ann Samson, traductrice	Traduction de « Similarités en enseignement de l'anglais et du français »	165,12 $
Ann Samson, traductrice	Traduction de la suite de « Information Literacy Program » et « Probabilistic Reasoning »	176,40 $
Arseneault, Claude (004)	Traduction du document « Programme d'études préuniversitaires »	750,00 $
Arui, Linda	Traduction du document « Programme d'études Soudage d'acier inoxydable (GTAW et RSW) conduisant à l'attestation d'études professionnelles (AEP), novembre 2005 - Demande d'équivalences scolaires à reconnaissance provinciale, janvier 2006 - Août 2012 »	2 139,02 $
Arui, Linda	Traduction du document « Épreuves pratiques FP 2003-06 - 5268 Boucherie de détail version A - Coupe et préparation des viandes 400-604 - Coupes de détail de l'arrière de bœuf 400-658 - Coupes de détail de porc 400-665 - Cahier examinateur et cahier candidat »	1 601,70 $
Arui, Linda	Traduction du document « Programme d'études Technicienne et technicien en Installation de systèmes ajoutés et de pare-brise, AEP - Secteur 10 Entretien d'équipements motorisés - Commission scolaire des Affluents - Juin 2012 »	1 953,96 $
Arui, Linda	Traduction du document « Indicateurs de l'éducation - Édition 2012 - Juillet 2012 »	1 925,18 $
Arui, Linda	Traduction du document « Programme d'études profesionnelles - Boulangerie 5270 - Secteur de formation 3, Alimentation et tourisme - Mai 2012 »	2 370,73 $
Arui, Linda	Traduction du document « Programme d'études - Informatique - Domaine de la mathématique, de la science et de la technologie - Formation de base diversifiée - Mars 2012 »	560,00 $
Arui, Linda	Traduction du document « 5341 - Assistance technique en pharmacie, programme d'études de formation, version finale pour approbation 6 mars 2012; demande de traduction 15 mars 2012 - Ordre: secondaire; diplôme d'études professionnelles »	3 281,59 $
Arui, Linda	Traduction du document « Développement des programmes d'études de la formation de base commune - Guide Méthodologique - Document de travail - Version du 6 juin 2007»	2 977,87 $
Arui, Linda	Traduction du document « Prototype d'épreuve - Mathématique, 2e année du premier cycle du primaire, Les monstres en folie -	2 219,20 $

	Guide d'administration et de correction, juin 2012 »	
Brisson, Josée	Traduction du document « Définition du domaine d'évaluation»	1 242,00 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Anglais, langue seconde - prototype d'épreuve »	1 119,36 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Intensive Interventions for students struggling in reading and mathematics a practice Guide »	2 046,00 $
Brisson, Josée	Traduction du document « ILC video 1 »	48,00 $
Brisson, Josée	Traduction d'un texte sur Renalee Gore (J'ai la tête à lire - Prix Étincelle)	79,20 $
Brisson, Josée	Traduction du document "The Inquiry Process »	32,64 $
Brisson, Josée	Traduction de quatre formulaires sur le programme PÉLIQ-AN	92,64 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Roles and procedures. A guide to using the services of official language assistants in Québec »	947,76 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Blogging in the Classroom-Legal, Ethical and Pedagogical Checklist »	206,40 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Blogging in the Classroom »	62,15 $
Brisson, Josée	Traduction du document «Convention de partenariat »	378,00 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Inquiry Process»	65,52 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Overview of the 2011 English as a Second Language Program »	144,24 $
Brisson, Josée	Traduction du document « Getting Ready to teach ESL in a Multi-Cycle Elementary 2-3 Class »	932,64 $
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Traduction dans le cadre de l'évaluation du personnel pour les gens qui travaillent à la classification de la Direction générale des relations du travail (DGRT)	4 000,00 $
Demers, Jérôme	Traduction d'une lettre reçue de la Commission scolaire Kativik	538,20 $
Ève Renaud inc.	Services de traduction du document « Intensive ESL and Elementary ESL, cycle 3 program - Support »	2 027,04 $
Ève Renaud inc.	Traduction du document « Activity Guides (Agriculture, Politics)»	4 482,72 $
Ève Renaud inc.	Traduction du document « Mémoire de la CELA: Establishing Boundaries for Safe Schools »	1 238,40 $
Ève Renaud inc.	Traduction du projet Péliqu-An	602,88 $
Ève Renaud inc.	Traduction du document « Evaluation Survey for the SAST »	145,44 $
Ève Renaud inc.	Traduction de « Poster Presentation & Infographic»	127,72 $
Ève Renaud inc.	Traduction du document « The response to intervention framework in New Mexico »	561,60 $
Ève Renaud inc.	Traduction du document « Book Tracks Transcription »	290,40 $
Gardner, Christine	Traduction du document « L'élève ayant une déficience motrice au-delà des apparences... Un œil averti pour l'accompagner vers la réussite - Document de référence pour les conseillers pédagogiques - Juillet 2012 »	5 314,11 $
Gardner, Christine	Traduction du document « Programme d'études: Éducation physique et à la santé - Domaine du développement de la personne - Formation de base diversifiée - Mars 2012 »	5 949,09 $
Gardner, Christine	Traduction du document « L'entrepreneuriat intégré à l'approche orientante, décembre 2011 - Avril 2012 »	3 509,11 $
Gardner, Christine	Traduction du document « Épreuve pratique - 5321 Vente-conseil - Vente 448468 - Cahier examinatrice examinateur; Cahier candidate candidat; Fiche Évaluation; Grille observation; Cahier examples de fiches-produits et de fiches-clients - Avril 2012 »	2 309,26 $
Gardner, Christine	Traduction du document « Programme Sensibilisation à l'entrepreneuriat - Conversations (19 verbatims) entre Étienne Roy et : 1) Lucie Cormier, 2) Suzanne Chénard , 3) Nathalie Bédard - Février 2012 »	3 192,95 $
J-Édite inc.	Traduction du document « Programme de soutien à la formation continue du personnel scolaire - Guide pour l'appel de projets - Édition 2012 »	361,00 $
Ledo, Melissa-Ann	Traduction de situations d'évaluation en art au secondaire : 1) Art dramatique, Personnages sans frontières 2) Arts plastiques, Sors du déco 3) Musique, Les fantômes du patrimoine	1 800,00 $
Melillo, Liliana	Traduction du document « Programme d'études Esthétique de l'automobile, conduisant à l'attestation d'études professionnelles (AEP) Secteur 10 Entretien d'équipements motorisés - Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys - Août 2012 »	2 216,73 $
Melillo, Liliana	Traduction du document « Arts visuels: programme d'études préuniversitaires 510.A0 - Ordre d'enseignement: collégial - Juillet 2012 »	116,00 $

Melillo, Liliana	Traduction du document « Programme d'études techniques - Gestion d'un établissement de restauration 430.B0 - Secteur de formation 3, Alimentation et tourisme - Mai 2012 »	2 073,28 $
Melillo, Liliana	Traduction du document « Programme d'études - Informatique - Domaine de la mathématique, de la science et de la technologie - Formation de base diversifiée - Mars 2012 »	8 772,80 $
Renaud, Isabelle	Traduction du document « Instrumentation pour l'évaluation des apprentissages »	200,00 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.

RÉPONSE

Emplacement	Mandat donné à la Société immobilière du Québec	Coût
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	Installation de toiles solaires	178,40 $
	Travaux électrique et de câblage réseau	602,10 $
	Travaux de câblage réseau, réseau sans fil	335,00 $
1000, rue Fullum, Montréal	Travaux électriques	412,55 $
1020, route de l'Église, Québec	Installation d'un point d'accès réseau sans fil	583,37 $
1035, rue De La Chevrotière, Québec	Travaux de câblage réseau	362,38 $
	Travaux contrôle et d'alarme et de détection dans la salle des serveurs	11 637,51 $
	Entretien ménager	1 003,50 $
	Travaux de câblage réseau	390,25 $
	Travaux électriques et de câblage réseau	2 091,29 $
	Location de salle (amphithéâtre)	110,00 $
	Location de salle (amphithéâtre)	110,00 $
	Travaux de câblage réseau	669,00 $
	Travaux électriques	395,83 $
	Travaux de câblage réseau	646,70 $
	Travaux de câblage réseau	395,83 $
	Location de salle (amphithéâtre)	110,00 $
	Entretien ménager	250,88 $
	Travaux de câblage réseau	1 239,97 $
	Travaux électriques	750,17 $
	Entretien ménager (cirage de plancher)	374,64 $
	Entretien ménager	46,83 $
	Travaux électriques	613,25 $
	Travaux électriques	1 411,59 $
	Travaux de câblage réseau	747,05 $
	Réparation de vitrage brisé	902,70 $
	Travaux électriques	1 304,55 $
	Ventilation en dehors des heures régulières	1 286,89 $
	Entretien ménager (nettoyer, décaper et cirer le plancher d'un local)	140,49 $
	Travaux de câblage réseau	231,80 $
	Services d'agents de sécurité	5 058,57 $
	Travaux de câblage réseau	942,20 $
	Lavage de tapis	167,25 $
	Travaux de câblage réseau	501,75 $
	Travaux de câblage réseau	501,75 $
	Entretien ménager	70,25 $
	Travaux de pose de tapis	1 395,87 $
	Travaux électriques et de câblage réseau	2 230,00 $
	Travaux électriques	1 419,17 $
	Travaux électriques	278,75 $
	Travaux électriques	1 103,52 $
	Travaux électriques	997,93 $
	Entretien ménager	48,83 $
	Entretien ménager	491,72 $
	Entretien ménager	2 061,42 $
1035, rue de la Chevrotière,	Entretien ménager	46,83 $
	Technicien audiovisuel, sonorisation (amphithéâtre)	110,00 $

Québec (...suite)	Travaux de câblage réseau	525,00 $
	Technicien audiovisuel, sonorisation (amphithéâtre)	110,00 $
	Travaux de câblage réseau	655,00 $
	Travaux électriques	367,95 $
	Travaux électriques	137,50 $
	Travaux électriques	500,00 $
	Travaux électriques	1 285,73 $
1200, rue Taillon, Québec	Maintenance du système de contrôle des accès	454,10 $
	Installation d'un système d'intercom	2 129,65 $
150, boulevard René-Lévesque Est, Québec	Travaux de câblage réseau	419,57 $
200, rue Belvédère Nord, Sherbrooke	Travaux de câblage réseau	267,60 $
	Travaux de plomberie	109,55 $
	Travaux de câblage réseau	386,35 $
	Travaux de câblage réseau	223,00 $
	Réparation vitrage à la suite d'actes de vandalisme	391,37 $
	Travaux de réparation, plâtrage et peinture à la suite d'actes de vandalisme	5 575,00 $
	Entretien ménager	557,50 $
300, rue Sicard, Ste-Thérèse-de-Blainville	Installation d'un point d'accès réseau sans fil	334,50 $
	Travaux de câblage réseau	131,90 $
5879, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal	Travaux de nettoyage, serrurier et ascenseur à la suite d'actes de vandalisme	1 706,99 $
	Demande de signalisation	237,13 $
600, rue Fullum, Montréal	Travaux de câblage réseau	256,45 $
	Entretien ménager	364,03 $
	Remplacement de distributeur à papier à main dans les toilettes	200,70 $
	Travaux d'entreposage	919,88 $
	Travaux de serrurier	167,25 $
	Travaux de serrurier	111,50 $
	Fournir 3 walkie talkie + 3 batteries pour les mesures d'urgence	1 115,00 $
	Travaux électriques	223,00 $
	Travaux électriques	200,00 $
	Travaux électriques	1 900,00 $
625, boulevard Laflèche, Baie-Comeau	Travaux d'enlèvement de la signalisation	110,56 $
675, boulevard René-Lévesque Est, Québec	Travaux de construction pour l'ajout d'une porte avec contrôle d'accès	10 971,60 $

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :

a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

RÉPONSE

Nom du concours :	Trouve un métier à aimer *Love your career*
Prix :	Ordinateur portable avec écran de 15 pouces et accessoires
Valeur du prix :	3 000 $
Objectif du concours :	Contribuer à maintenir l'intérêt pour le site Web Toutpourreussir.com, dont l'objectif est de valoriser auprès des jeunes les métiers d'avenir qui nécessitent une formation professionnelle ou technique.

Nom du concours :	Journée nationale du sport et de l'activité physique (JNSAP), volet Jeunes filles
Prix :	Rencontre avec l'acteur Joey Scarpellino (porte-parole) Apparition dans la vidéo *Danse avec Joey* Quatre chèques-cadeaux de 100 $ de Sports Experts (fournis par Astral Media dans le cadre d'un partenariat) Deux chèques-cadeaux de 200 $ de Sports Experts (fournis par Astral Media dans le cadre d'un partenariat) Un iPod Touch d'une valeur de 199 $
Objectif du concours :	Inciter les jeunes filles à être actives physiquement.

Nom du concours :	Journée nationale du sport et de l'activité physique (JNSAP)
Prix :	Un chèque-cadeau de 1 000 $ de Sports Experts (partenariat avec Astral Media)
Objectif du concours :	Inciter la population à être active physiquement.

Nom du concours :	Concours « L'intimidation, c'est fini. Moi j'agis! »
Prix :	École primaire : spectacle de Yannick Bergeron (spectacle ludique de chimie) et prix de 3 500 $ en argent pour la mise en œuvre ou la bonification d'un projet visant à prévenir ou à contrer l'intimidation. École secondaire : spectacle de Karim Ouellet (jeune chanteur) et prix de 5 000 $ en argent pour la mise en œuvre ou la bonification d'un projet visant à prévenir ou à contrer l'intimidation.
Objectif du concours :	Sensibiliser les jeunes au phénomène de l'intimidation et de la violence à l'école et les inciter à lutter contre celui-ci. Le concours invitait les jeunes à présenter un projet visant à prévenir ou à combattre l'intimidation.

Les concours suivants sont organisés dans le cadre des activités de promotion de l'esprit sportif aux Jeux du Québec. Pour 2012-2013, ces concours ont eu lieu à l'occasion des jeux d'été 2012 et ont cours à ceux d'hiver 2013 :

1, Concours « L'esprit sportif, ça compte! »

- Prix : tirage de huit baladeurs iPod d'une valeur de 200 $ chacun (coût total 2 000 $)* parmi les personnes qui ont obtenu plus de 75 % de bonnes réponses au questionnaire.
- Objectif : profiter de la tenue des Jeux du Québec pour stimuler la réflexion et la recherche sur le concept de l'esprit sportif.
  Il s'agit d'un jeu-questionnaire en ligne sur l'esprit sportif.
  Clientèle visée : athlètes, intervenantes sportives et intervenants sportifs et bénévoles des jeux régionaux et nationaux du Québec.

* Pour les jeux d'été 2012, la Commission de l'éthique en science et en technologie a été partenaire du Ministère et a assumé le coût des baladeurs iPod.

2. Prix de l'esprit sportif pour la délégation méritante dans chaque sport

- Prix : une bannière par sport et une épinglette par membre de chaque délégation lauréate (coût total : environ 2 000 $).
- Objectif : favoriser et valoriser les comportements conformes à l'esprit sportif.
  Dans chaque sport, la délégation ayant eu le meilleur esprit sportif remporte une bannière.
  Clientèle visée : toutes les délégations participant à la Finale nationale des Jeux du Québec.

3. Prix de l'esprit sportif individuel

- Prix : un baladeur iPod d'une valeur de 50 $ par athlète lauréat de l'esprit sportif (coût total : 1 100 $).
- Objectif : favoriser et valoriser les comportements conformes à l'esprit sportif.
  Dans chaque sport, l'athlète ayant eu le meilleur esprit sportif remporte le prix de l'esprit sportif.
  Clientèle visée : les athlètes de la Finale nationale des Jeux du Québec.

Le prix suivant est organisé dans le cadre du Protocole d'entente Culture-Éducation.

Prix de reconnaissance Essor

Depuis 1996, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et son partenaire, le

ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF), s'associent pour organiser les prix de reconnaissance Essor.

Objectif : ces prix visent à reconnaître et à souligner les actions réalisées par des pédagogues scolaires avec la collaboration de partenaires du milieu culturel.

Il s'agit d'un moyen destiné à la valorisation de l'enseignement et à rendre visible les activités artistiques et culturelles réalisées par les élèves de l'éducation préscolaire, du primaire et du secondaire.

- Clientèle visée : les écoles primaires et secondaires publiques et privées des secteurs francophones et anglophones.

- Prix régionaux: 22 écoles reçoivent une bourse de 2 000 $ chacune, remises conjointement par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et le ministère de la Culture et des Communications (MCC).

- Prix nationaux : 8 écoles remportent un prix national particulier. Les bourses varient en 1 500 $ et 5 000 $.

- Grand prix national Essor : une bourse de 10 000 $ offerte conjointement par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et BMO Groupe financier. Il est accompagné d'un trophée Essor.

- Les partenaires et commanditaires des prix de reconnaissance Essor sont : le MELS, le MCC, BMO Groupe financier, Télé-Québec, Culture pour tous ainsi que les quatre associations d'enseignantes et d'enseignants en arts et l'Association québécoise des comités culturels scolaires.

Plan d'action sur la lecture à l'école

Une des mesures du Plan d'action sur la lecture à l'école (PALE) préconise la valorisation des actions pertinentes menées par le personnel scolaire (enseignants de toutes les disciplines, bibliothécaires, direction d'établissement, conseillers pédagogiques, etc.) au regard de la lecture.

Les Prix de reconnaissance en lecture sont remis annuellement à des regroupements de jeunes et d'adultes provenant d'établissements primaires et secondaires ou de centre d'éducation des adultes. Un montant de 4 000 $ est attribué à chacune des régions[1] du Québec ainsi qu'au secteur anglophone. L'allocation est utilisée pour la distribution de prix et l'organisation d'un événement de remise de prix. Dans certaines régions, des prix en argent sont remis et, dans d'autres, ce sont des cartes cadeaux provenant de librairies locales.

Parmi tous les projets soumis, un grand jury sélectionne des gagnants nationaux. Pour chaque projet gagnant, une délégation est invitée à la cérémonie officielle qui a lieu en mai à la Grande Bibliothèque de BAnQ à Montréal. Lors de cette cérémonie, une courte capsule vidéo présente chacun des projets. Le Plan d'action sur la lecture à l'école remet aux gagnants des coffrets de livres spécialement sélectionnés pour eux par l'équipe de Livres Ouverts et des tablettes tactiles.

La réalisation des projets 2012-2013 est en cours et, par conséquent, les gagnants ne seront connus qu'en avril 2013. Une somme similaire aux années précédentes sera investie dans les Prix de reconnaissance liés au Plan d'action sur la lecture à l'école. À titre indicatif, en 2011-2012, la valeur des prix alloués aux écoles totalisait 78 000$. La répartition des sommes variera en fonction de la provenance des gagnants nationaux.

[1] Depuis 2010-2011, le secteur privé a choisi de ne plus participer aux Prix de reconnaissance en lecture en raison d'une faible participation des écoles.

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

1. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :
   - le nom de toutes les campagnes;
   - les coûts de ces campagnes;
   - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
   - les dates de diffusion de la campagne;
   - les objectifs visés par chaque campagne.

RÉPONSE

Nom de la campagne : Campagne portant sur l'intimidation et la violence à l'école. « L'intimidation, c'est fini. Moi j'agis! »

Coûts : 2011-2012 : 821 823,69 $
2012-2013 : 47 280,00 $

Firmes retenues : BRAD pour la campagne
OCTANE Stratégies communications pour les relations publiques

Période de diffusion : De février à juillet 2012

Objectifs visés : Sensibiliser les jeunes, les parents et la population au phénomène de l'intimidation et de la violence.

Inciter les jeunes à dénoncer la violence et l'intimidation dans les écoles.

Nom de la campagne : Saines habitudes de vie
Volet : Journée nationale du sport et de l'activité physique (JNSAP)

Coût : 2011-2012 : 294 942,05 $
2012-2013 : 210 523,83 $

Firme retenue : BLEU BLANC ROUGE

Périodes de diffusion : D'avril à mai 2011
D'avril à mai 2012

Objectifs visés : Faire la promotion de saines habitudes de vie et inciter la population à faire de l'activité physique.

Nom de la campagne : Saines habitudes de vie
Volet : Jeunes filles

Coût : 2011-2012 : 187 657,06 $
2012-2013 : 133 594,96 $

Firme retenue : BLEU BLANC ROUGE

Période de diffusion : De mars à juillet 2012

Objectif visé : Inciter les jeunes filles à être actives physiquement.

Nom de la campagne :	Saines habitudes de vie Volet : Plaisirs d'hiver
Coût :	2011-2012 : 118 101,12 $
Firmes retenues :	BLEU BLANC ROUGE
Période de diffusion :	De février à avril 2012
Objectif visé :	Inciter les familles à sortir et à être actives pendant l'hiver.

Nom de la campagne :	Promotion du concours *Chapeau, les filles!* et de son *volet Excelle Science*
Coût :	2011-2012 : 87 406,02 $ 2012-2013 : Budget dépensé 63 121,49 $
Firme retenue :	Aucune
Périodes de diffusion :	D'octobre 2011 à mai 2011 De janvier 2013 à juin 2013
Objectif visé :	Encourager les femmes qui optent pour une formation dans un métier traditionnellement masculin à persévérer jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

Nom de la campagne :	Trouve un métier fait pour toi
Coût :	2011-2012 : 299 100,25 $ - MELS 2012-2013 : Budget dépensé : 5 500 $ - MELS
Firme retenue :	Cossette
Périodes de diffusion :	Du 30 janvier au 5 mars 2012 De février à mars 2013
Objectifs visés :	Valoriser les métiers d'avenir qui nécessitent une formation professionnelle ou technique et démontrer qu'ils sont diversifiés, intéressants et payants.

Nom de la campagne :	Campagne de valorisation de l'éducation L'avenir s'écrit à l'école, faisons tous nos devoirs.
Coût :	2011-2012 : 954 431,22 $
Firme retenue :	BLEU BLANC ROUGE
Périodes de diffusion :	Octobre 2011 et février 2012
Objectifs visés :	Valoriser la profession enseignante et mettre en valeur le rôle central des enseignantes et enseignants en ce qui a trait à la persévérance et à la réussite scolaires des jeunes (octobre). Soutien promotionnel aux Journées de la persévérance scolaire (février).

Nom de la campagne :	Campagne de valorisation de la réussite scolaire des garçons
Coût :	2011-2012 : 499 798,65 $
Firme retenue :	BRAD
Période de diffusion :	De décembre 2011 à janvier 2012
Objectif visé :	Encourager et valoriser la réussite scolaire auprès des garçons.

Nom de la campagne :	Info Apprendre
Coût :	2011-2012 : 214 175,39 $ 2012-2013 : Budget dépensé 71 495,00 $
Firme retenue :	Aucune
Périodes de diffusion :	D'août 2011 à avril 2012 D'août 2012 à avril 2013
Objectif visé :	Sensibiliser à l'importance et aux avantages d'apprendre tout au long de la vie et encourager le passage à l'action.

Nom de la campagne :	Info Alpha
Coût :	2011-2012 : 105 107,70 $ 2012-2013 : Budget dépensé 76 386,00 $
Firme retenue :	LG 2
Périodes de diffusion :	De septembre 2011 à avril 2012 De septembre 2012 à avril 2013
Objectif visé :	Sensibiliser la clientèle prioritaire et ses proches à l'importance de l'alphabétisation comme moyen d'améliorer sa qualité de vie et augmenter le nombre de personnes en alphabétisation et en formation générale.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
c) le montant qui leur a été accordé.

RÉPONSE

Loisir et sport :

Programme de soutien aux installations sportives et récréatives

- Budget
  - Enveloppe de 374 000 000 $ (non spécifique à une année financière précise, cela consiste à l'enveloppe totale allouée au programme)

Voir Annexe 1 – QP2eOP-12

Programme de soutien aux installations sportives et récréatives – phase II

- Budget
  - Enveloppe de 50 000 000 $ (non spécifique à une année financière précise, cela consiste à l'enveloppe totale allouée au programme)

Voir Annexe 2 – QP2eOP-12

Programme de soutien pour le remplacement ou la modification des systèmes de réfrigération fonctionnant aux gaz R-12 ou R-22 - arénas et centres de curling

- Budget
  - Enveloppe de 160 000 000 $ (non spécifique à une année financière précise, cela consiste à l'enveloppe totale allouée au programme)

Aucun projet autorisé à ce jour.

Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens

- Budget
  - Enveloppe de 58 100 000 $ (non spécifique à une année financière précise, cela consiste à l'enveloppe totale allouée au programme)

Voir Annexe 3 – QP2eOP-12

Autres programmes de financement ou de subventions :

Concernant les autres programmes de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Soutien aux réseaux et aux enseignants :
La liste des subventions de moins de 25 000 $ se trouve à l'Annexe 4 - QP2eOP-12.

Concernant les autres programmes de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Politiques et soutien à la gestion :

En 2012-2013, la Direction de la recherche et de l'évaluation assume la responsabilité de deux programmes de subvention à la recherche en partenariat avec le Fonds de recherche du Québec - Société et culture:

1. Programme de recherche sur la persévérance et la réussite scolaires (PRPRS), 1,2 M$ alloué en 2012-2013.

Subvention accordée en 2012-2013	Organisme	Montant
Orientation professionnelle des adultes sans diplôme dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.	Université de Sherbrooke	197 486 $

2. Programme de recherche sur l'écriture (PRE), entente et financement en renouvellement.

Contrats accordés en 2012-2013	Organisme	Montant
Étude sur les erreurs orthographiques et syntaxiques.	UQAM	65 650 $
Recherche-action sur l'utilisation de répertoire pour favoriser la lecture au secondaire.	UQAM	49 750 $
Conception et validation d'un questionnaire sur la lecture.	Université de Sherbrooke	39 900 $

L'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Développement pédagogique et soutien aux élèves :

La Direction de l'adaptation scolaire est responsable du ***Programme de soutien à la recherche et au développement en adaptation scolaire*** (voir Annexe 5 - QP2eOP-12)

- Tous les projets subventionnés dans le cadre de ce programme sont de nature à favoriser l'émergence de nouvelles approches ou de nouveaux modes d'intervention prometteurs qui visent à aider les élèves handicapés ou en difficulté à réussir. Le programme appuie le milieu scolaire dans le renouvellement des pratiques éducatives susceptibles d'améliorer la réussite de ces élèves.

- Le budget annuel est de 1,5 million de dollars.

- La gestion de ce programme est assurée par la Direction de l'adaptation scolaire.

- Pour 2012-2013, 22 projets ont été recommandés. Les subventions accordées totalisent près de 1,1 M$.

Le nom et la nature plus spécifique des projets qui ont obtenu une subvention, le nom des organismes bénéficiaires et le montant qui leur a été accordé sont présentés dans le tableau ci-joint.

- La Direction de l'adaptation scolaire contribue également au ***Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans.*** (voir Annexe 5 - QP2eOP-12)

  - La gestion de ce programme est assurée par le ministère de la Famille (MF).

  - En complément au budget prévu par le MF, un montant de 40 000 $ est versé annuellement par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Le même montant est versé au MF par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

  - Des informations détaillées sur le programme sont disponibles en ligne à l'adresse suivante :

    http://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/Famille/aide-partenaires/organismes-communautaires/surveillance-eleves-handicapes/Pages/index.aspx

La liste des autres subventions de moins de 25 000 $ se trouve à l'Annexe 6 - QP2eOP-12.

Concernant les autres programmes de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Direction responsable de chaque programme :

Direction du ministère	Programme
Loisir et sport	Promotion du loisir et de l'action bénévole
	Promotion du sport et de la sécurité et recherche
	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique
Soutien aux réseaux et aux enseignants	Fonctionnement des commissions scolaires
	Fonctionnement des commissions scolaires à statut particulier
	Service de la dette des commissions scolaires
	Fonctionnement des établissements d'enseignement privé
	Soutien à des partenaires en éducation
	Aide au transport scolaire
Développement pédagogique et soutien aux élèves	Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation
Politiques et soutien à la gestion	Affaires internationales et canadiennes
	Programme de recherche sur la persévérance et la réussite scolaire
	Programme de recherche sur l'écriture

Annexe 1 - QP2eOP-12
Projet autorisé au cours de l'année financière 2012-2013
dans le cadre du
Programme de soutien aux installations sportives et récréatives

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
03 Capitale-Nationale	Fédération québécoise de ski alpin	Aménagement d'un centre d'entraînement haute performance au mont Sainte-Anne	2 597 860 $	2 597 860 $	1
Total général			**2 597 860 $**	**2 597 860 $**	**1**

Annexe 2 - QP2eOP-12
Projets autorisés au cours de l'année financière 2012-2013
dans le cadre du
Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase II

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
01 Bas-Saint-Laurent	Municipalité de Saint-Léon-le-Grand	Réfection du terrain de balle-molle de Saint-Léon-le-Grand	34 000,00 $	68 853,93 $	1
	Municipalité de Lac-au-Saumon	Rénovation de l'aire de la patinoire municipale	42 715,00 $	86 942,68 $	1
	Municipalité de Saint-René-de-Matane	Réfection des bandes de la patinoire extérieure	32 869,29 $	66 372,26 $	1
	Municipalité Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Aménagement des terrains sportifs municipaux	115 251,08 $	230 502,15 $	1
	Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	Aménagement d'un terrain de soccer	17 983,71 $	45 211,44 $	1
Total 01 Bas-Saint-Laurent			**242 819,08 $**	**497 882,46 $**	**5**
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	Ville de Saint-Félicien	Amélioration des infrastructures du club Tobo-Ski inc.	347 157,59 $	726 127,32 $	1
	Municipalité de Saint-Honoré	Agrandissement du centre multifonctionnel	599 000,00 $	2 359 025,34 $	1
	Municipalité de Saint-Ambroise	Remplacement de la dalle de béton réfrigérée et des bandes de patinoire de l'aréna Marcel Claveau	247 158,09 $	541 653,23 $	1
	Ville de Dolbeau-Mistassini	Acquisition d'un parc de planches à roulettes	30 000,00 $	82 297,59 $	1
	Club de curling de Kénogami	Réfection de la toiture	36 991,00 $	75 082,00 $	1
Total 02 Saguenay–Lac-Saint-Jean			**1 260 306,68 $**	**3 784 185,48 $**	**5**
03 Capitale-Nationale	Municipalité de Saint-Casimir	Aménagement d'une patinoire extérieure	50 481,27 $	100 962,55 $	1
	Municipalité des Éboulements	Réfection de la patinoire extérieure	55 677,00 $	127 252,08 $	1
	Municipalité de Lac-Beauport	Construction du bâtiment des loisirs	281 269,81 $	856 910,93 $	1
Total 03 Capitale-Nationale			**387 428,08 $**	**1 085 125,56 $**	**3**
04 Mauricie	Municipalité de Saint-Séverin	Reconstruction du centre des loisirs	76 247,50 $	171 403,74 $	1
	Ville de Trois-Rivières	Construction d'un pavillon communautaire	1 249 063,61 $	3 265 653,73 $	1
	Commission scolaire du Chemin-du-Roy	Aménagement d'une surface synthétique multisports à l'école secondaire des Pionniers	1 002 742,41 $	2 019 500,09 $	1
Total 04 Mauricie			**2 328 053,52 $**	**5 456 557,56 $**	**3**
05 Estrie	OTJ de Saint-Romain	Aménagement d'une surface multisport	404 202,62 $	808 405,24 $	1
	Municipalité d'Audet	Construction d'une patinoire extérieure multifonctionnelle	80 388,94 $	177 724,22 $	1
	Municipalité du Canton de Saint-Camille	Aménagement de jeux d'eau	38 312,19 $	77 363,01 $	1

Annexe 2 - QP2eOP-12

Projets autorisés au cours de l'année financière 2012-2013

dans le cadre du

Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase II

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
05 Estrie	Ville de Coaticook	Réfection des terrains de tennis et construction d'une surface multisport	110 219,60 $	224 280,83 $	1
	Municipalité du Canton de Lingwick	Réfection de la patinoire extérieure	2 631,13 $	6 734,61 $	1
	Ville d'East Angus	Mise aux normes de la sécurité de l'aréna Robert-Fournier	42 688,86 $	85 377,72 $	1
	Ville de Windsor	Mise aux normes du centre sportif J.-A. Lemay et d'aménagement des parcs	259 420,00 $	520 797,50 $	1
Total 05 Estrie			**937 863,34 $**	**1 900 683,13 $**	**7**
06 Montréal	Collège Vanier	Aménagement d'une surface synthétique de soccer-football	800 889,80 $	1 601 779,60 $	1
	Arrondissement Le Sud-Ouest - Ville de Montréal	Construction d'un terrain synthétique multisport dans le parc de La Vérendrye	1 209 987,95 $	2 754 851,83 $	1
	Arrondissement de Rosemont — La Petite-Patrie - Ville de Montréal	Réfection de la pataugeoire et aménagement du chalet du parc De Gaspé	1 122 720,93 $	2 683 714,42 $	1
	Arrondissement Côte-Des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce – Ville de Montréal	Transformation de la pataugeoire du parc Georges-Saint-Pierre en jeux d'eau et aménagement d'une aire de repos	277 047,92 $	605 784,09 $	1
	Collège John Abbott	Réfection des installations sportives et récréatives du Collège John Abbott	32 883,06 $	67 370,18 $	1
	Arrondissement d'Anjou - Ville de Montréal	Aménagement d'un terrain de mini-soccer à surface synthétique au parc Goncourt	564 776,13 $	1 415 378,26 $	1
	Ville de Montréal	Aménagement d'un terrain synthétique de soccer-football extérieur au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM)	1 554 208,37 $	4 820 116,12 $	1
Total 06 Montréal			**5 562 514,16 $**	**13 948 994,50 $**	**7**
07 Outaouais	Municipalité de Messines	Construction d'un complexe sportif	272 312,00 $	544 624,00 $	1
	Municipalité d'Huberdeau	Réfection du terrain de tennis double	27 503,00 $	55 537,38 $	1
	Municipalité de Namur	Aménagement d'un parc pour les enfants	30 411,07 $	74 492,67 $	1
	Municipalité de Saint-Émile-de-Suffolk	Construction d'un toit permanent sur la patinoire extérieure	100 000,00 $	219 108,70 $	1
Total 07 Outaouais			**430 226,07 $**	**893 762,75 $**	**4**
08 Abitibi-Témiscamingue	Ville de Val-d'Or	Aménagement d'un terrain de soccer synthétique éclairé	1 169 480,04 $	2 870 710,10 $	1
	Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	Réfection de la toiture et installation d'un plafond réfléchissant au Colisée de Saint-Bruno-de-Guigues	91 204,00 $	192 102,00 $	1
Total 08 Abitibi-Témiscamingue			**1 260 684,04 $**	**3 062 812,10 $**	**2**

Annexe 2 - QP2eOP-12
Projets autorisés au cours de l'année financière 2012-2013
dans le cadre du
Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase II

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
09 Côte-Nord	Club de Curling de Sept-Îles inc.	Réfection et modernisation du Club de curling de Sept-Îles	687 815,45 $	1 445 476,90 $	1
Total 09 Côte-Nord			**687 815,45 $**	**1 445 476,90 $**	**1**
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia	Installation d'un système de refroidissement pour l'aréna	131 140,00 $	263 183,38 $	1
	Family Ties Carrefour famille New Carlisle	Aménagement d'un terrain de jeux pour enfants d'âge préscolaire	12 340,00 $	24 802,75 $	1
	Commission scolaire des Chic-Chocs	Réaménagement de la cour de l'école Saint-Rosaire de Gaspé	268 428,71 $	753 027,39 $	1
	Municipalité de Grosse-Île	Aménagement d'une patinoire et d'un site récréatif	70 515,32 $	142 390,13 $	1
	Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	Mise à niveau des terrains sportifs municipaux de l'Île centrale	92 505,00 $	186 793,46 $	1
Total 11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine			**574 929,03 $**	**1 370 197,11 $**	**5**
12 Chaudière-Appalaches	Municipalité de Sainte-Croix	Construction d'un centre multifonctionnel de services de loisirs	1 239 593,14 $	2 622 210,96 $	1
	Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	Aménagement d'un terrain de balle-molle	31 669,00 $	76 157,68 $	1
	Municipalité de Scott	Aménagement d'un terrain de soccer à surface naturelle	151 705,00 $	303 410,03 $	1
	Municipalité de Lotbinière	Aménagement d'une patinoire extérieure et d'un terrain de pétanque	44 242,07 $	89 337,09 $	1
	Ville de Lévis	Aménagement du parc Lavoisier	136 299,28 $	281 229,28 $	1
	Municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies	Aménagement d'un parc multisport	42 317,36 $	85 450,58 $	1
	Municipalité Saint-Côme-Linière	Réfection de l'aréna	153 965,00 $	348 274,19 $	1
	Municipalité de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	Aménagement d'un parc intergénérationel	11 819,99 $	23 867,88 $	1
	Municipalité de Saint-Raphaël	Aménagement du parc des loisirs intergénérationnels	89 614,00 $	334 459,29 $	1
	Municipalité de Saint-Nazaire-de-Dorchester	Aménagement du terrain des loisirs	54 979,79 $	110 086,07 $	1
	Municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	Mise aux normes de la patinoire, de l'éclairage du terrain de balle et aménagement d'un parc de jeux d'eau	79 678,64 $	160 893,18 $	1
	Municipalité de Saint-Vallier	Aménagement d'une patinoire permanente et d'espaces complémentaires	70 264,79 $	141 884,26 $	1
	Municipalité de Saint-Benoît-Labre	Aménagement d'un espace récréo-sportif	200 753,85 $	401 507,71 $	1

Annexe 2 - QP2eOP-12

Projets autorisés au cours de l'année financière 2012-2013

dans le cadre du

Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase II

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
Total 12 Chaudière-Appalaches			**2 306 901,91 $**	**4 978 768,20 $**	**13**
14 Lanaudière	**Municipalité de Saint-Calixte**	Construction d'un terrain de tennis double et aménagement de jeux d'eau	277 384,44 $	554 768,89 $	1
	Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola	Réfection des modules de jeux pour enfants au parc municipal	39 593,65 $	84 106,42 $	1
	Municipalité de Saint-Charles-Borromée	Aménagement de jeux d'eau au parc Saint-Jean-Bosco	73 890,55 $	147 781,11 $	1
	Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	Aménagement d'un parc municipal	18 432,00 $	39 428,24 $	1
	Municipalité de Village Saint-Pierre	Aménagement d'un parc	101 258,38 $	202 516,76 $	1
	Ville de Terrebonne	Aménagement d'un terrain de soccer à surface synthétique au parc Angora 2	1 147 193,22 $	2 320 554,99 $	1
	Ville de Charlemagne	Réfection des terrains de tennis	198 221,73 $	416 843,75 $	1
	Municipalité de Mandeville	Construction d'un toit permanent sur la patinoire multifonctionnelle	46 293,13 $	246 234,03 $	1
Total 14 Lanaudière			**1 902 267,10 $**	**4 012 234,19 $**	**8**
15 Laurentides	**Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain**	Réfection de la patinoire extérieure et rénovation des gradins du terrain de balle	54 462,50 $	110 675,00 $	1
	Collège Lionel-Groulx	Aménagement d'un terrain multisport à surface synthétique	771 265,10 $	1 599 527,51 $	1
	MRC Les Pays-d'en-Haut	Acquisition d'équipements de conditionnement physique de plein air	16 496,25 $	34 642,14 $	1
	Municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs	Réfection du terrain de balle-molle	24 951,63 $	49 903,27 $	1
	Club de récréation de Lachute inc.	Mise aux normes du Club de curling de Lachute	26 620,00 $	60 427,40 $	1
	Municipalité de Brébeuf	Agrandissement et rénovation du pavillon des Loisirs	150 113,00 $	406 303,19 $	1
	Municipalité de Sainte-Sophie	Rénovation des patinoires extérieures	124 691,90 $	251 787,76 $	1
	Municipalité de Mille-Isles	Aménagement d'un complexe multifonctionnel au parc Hammond Rogers	146 222,76 $	498 911,44 $	1
	CÉGEP de Saint-Jérôme	Réfection de la piscine et remplacement du système de traitement de l'eau	617 367,53 $	1 306 446,88 $	1
	Ville d'Estérel	Construction d'un refuge au centre de plein air	115 610,27 $	283 428,01 $	1
	Ville de Brownsburg-Chatham	Aménagement du parc MacVicar	40 644,57 $	81 289,14 $	1
Total 15 Laurentides			**2 088 445,51 $**	**4 683 341,74 $**	**11**

Annexe 2 - QP2eOP-12

Projets autorisés au cours de l'année financière 2012-2013

dans le cadre du

Programme de soutien aux installations sportives et récréatives - phase II

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
16 Montérégie	MRC des Jardins-de-Napierville	Aménagement et mise en valeur du réseau cyclable de la MRC des Jardins-de-Napierville	100 872,07 $	546 300,82 $	1
	Commission scolaire des Trois-Lacs	Aménagement d'un terrain sportif synthétique au campus de la Cité-des-Jeunes	1 082 487,49 $	2 384 550,39 $	1
	Municipalité de Saint-Robert	Construction d'un toit permanent sur la patinoire et rénovation du chalet des loisirs	325 855,93 $	662 819,34 $	1
	Municipalité de Saint-Urbain-Premier	Réfection du terrain de balle municipal	49 719,91 $	176 262,44 $	1
	Ville de Longueuil	Aménagement d'un terrain de soccer à surface synthétique au parc Laurier	1 354 525,95 $	2 770 968,07 $	1
	Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	Remplacement des bandes de la patinoire au Centre récréatif Aussant	84 000,00 $	168 000,00 $	1
	Municipalité de Sainte-Barbe	Réfection du parc sportif et récréatif de la municipalité	54 462,55 $	117 816,24 $	1
	Ville de Marieville	Aménagement du parc Sainte-Marie-de-Monnoir	788 384,34 $	1 968 476,61 $	1
	Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu	Construction d'un centre multifonctionnel	322 764,93 $	653 693,31 $	1
	Ville de Saint-Lazare	Aménagement d'un terrain de soccer-football à surface synthétique	848 683,15 $	1 713 728,34 $	1
	Les loisirs de Saint-Édouard-de-Napierville	Construction d'un chalet des loisirs	63 545,50 $	138 864,46 $	1
	Municipalité Notre-Dame-de-Stanbridge	Notre-Dame en mouvement	36 926,75 $	86 891,04 $	1
	Municipalité de McMasterville	Aménagement d'un terrain de soccer à surface synthétique	499 335,91 $	1 004 144,62 $	1
Total 16 Montérégie			**5 611 564,48 $**	**12 392 515,68 $**	**13**
17 Centre-du-Québec	Commission scolaire de la Riveraine	Aménagement d'une salle d'entraînement à l'école secondaire Les Seigneuries	121 031,66 $	329 472,61 $	1
	Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Construction d'une patinoire couverte	297 032,35 $	619 984,06 $	1
	Aréna Jean-Charles Perreault	Opération second souffle	296 494,00 $	632 384,26 $	1
	Municipalité Notre-Dame-de-Ham	Aménagement d'un parc intergénérationnel	32 664,98 $	65 329,95 $	1
	Ville de Nicolet	Réfection des passerelles au parc de l'Anse-du-Port	71 207,67 $	144 081,85 $	1
Total 17 Centre-du-Québec			**818 430,66 $**	**1 791 252,73 $**	**5**
Total général			**26 400 249,11 $**	**61 303 790,09 $**	**92**

Annexe 3 - QP2eOP-12
Projets autorisés au cours de l'année financière 2012-2013
dans le cadre du
Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	Fédération de natation du Québec	5e étape de la Coupe du monde des marathons de 10 km FINA 2012	63 000,00 $	849 380,00 $	1
	Fédération québécoise des sports cyclistes	Coupe des Nations U23 UCI 2012 - Ville de Saguenay	67 500,00 $	453 600,00 $	1
Total 02 Saguenay–Lac-Saint-Jean			**130 500,00 $**	**1 302 980,00 $**	**2**
03 Capitale-Nationale	Fondation Nordiques	3e assemblée générale de l'Association Francophone de Comités Nationaux Olympiques	40 000,00 $	175 000,00 $	1
	Fédération québécoise des sports cyclistes	VÉLIRIUM - Festival international de vélo de montagne et Coupe du monde UCI 2012	400 000,00 $	2 194 000,00 $	1
	Ski de fond Québec	Sprint Québec 2012 - Coupe du monde FIS de ski de fond	400 000,00 $	2 382 500,00 $	1
	Fédération québécoise des sports cyclistes	Grand Prix cycliste de Québec et du Grand Prix cycliste de Montréal 2012.	344 000,00 $	4 403 317,00 $	1
	Fédération québécoise de ski alpin	Championnats du monde juniors de ski alpin, Québec 2013	200 000,00 $	1 000 630,00 $	1
	Fédération québécoise de tennis	Challenge Bell 2012	90 000,00 $	1 985 000,00 $	1
Total 03 Capitale-Nationale			**1 474 000,00 $**	**12 140 447,00 $**	**6**
05 Estrie	Fédération de natation du Québec	La Traversée internationale du lac Mégantic	25 000,00 $	116 475,00 $	1
Total 05 Estrie			**25 000,00 $**	**116 475,00 $**	**1**
06 Montréal	Fédération de water-polo du Québec	Championnats panaméricains junior hommes et femmes de water-polo de l'UANA - 20 ans et moins	75 000,00 $	515 375,00 $	1
	Plongeon Québec	Coupe Canada 2012 - Grand Prix de plongeon de la FINA	95 000,00 $	445 999,00 $	1
	Fédération de natation du Québec	Essais de natation olympique et paralympique canadiens 2012	100 000,00 $	1 524 000,00 $	1
	Fédération québécoise de golf	Championnat de Montréal 2012	250 000,00 $	5 078 152,00 $	1
	Fédération de natation du Québec	Challenge Mondial 2012 - Natation paralympique	100 000,00 $	406 000,00 $	1
	Fédération de patinage de vitesse du Québec	Coupe du monde ISU - Montréal 2012	70 000,00 $	340 000,00 $	1
Total 06 Montréal			**690 000,00 $**	**8 309 526,00 $**	**6**
07 Outaouais	Fédération québécoise des sports cyclistes	Grand Prix Cycliste Gatineau 2012	55 000,00 $	332 115,00 $	1
Total 07 Outaouais			**55 000,00 $**	**332 115,00 $**	**1**
08 Abitibi-Témiscamingue	Fédération québécoise des sports cyclistes	Tour de l'Abitibi	45 000,00 $	398 000,00 $	1
Total 08 Abitibi-Témiscamingue			**45 000,00 $**	**398 000,00 $**	**1**

Annexe 3 - QP2eOP-12
Projets autorisés au cours de l'année financière 2012-2013
dans le cadre du
Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens

Région	Requérant	Titre du projet	Aide accordée	Coût total	Nombre de dossier
09 Côte-Nord	Fédération québécoise des sports cyclistes	Finale de la Coupe du monde de paracyclisme sur route UCI 2012 à Baie-Comeau	139 500,00 $	509 849,00 $	1
Total 09 Côte-Nord			**139 500,00 $**	**509 849,00 $**	**1**
12 Chaudière-Appalaches	Fédération québécoise des sports cyclistes	Tour de Beauce 2012	90 000,00 $	714 000,00 $	1
Total 12 Chaudière-Appalaches			**90 000,00 $**	**714 000,00 $**	**1**
14 Lanaudière	Fédération québécoise de tennis	Internationaux de tennis junior Banque Nationale 2012	40 000,00 $	250 092,00 $	1
Total 14 Lanaudière			**40 000,00 $**	**250 092,00 $**	**1**
15 Laurentides	Fédération équestre du Québec	La Classique internationale de Blainville 2012	50 000,00 $	910 000,00 $	1
Total 15 Laurentides			**50 000,00 $**	**910 000,00 $**	**1**
16 Montérégie	Fédération équestre du Québec	Concours complet de Bromont Défi challenge Todd Sandler 2012	63 000,00 $	330 388,00 $	1
	Fédération équestre du Québec	International Bromont 2012	250 000,00 $	1 866 930,00 $	1
Total 16 Montérégie			**313 000,00 $**	**2 197 318,00 $**	**2**
Total général			**3 052 000,00 $**	**27 180 802,00 $**	**23**

Programme 04, Élément 05, Soutien à des partenaires en éducation

Engagements financiers de moins de 25 M$

AF 2012-2013

Organisme	Nature du projet	Montant
Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)	Partenaire du congrès 2012 : Le français, trait d'union des cultures	20 000 $
Association québécoise des professeurs de français (AQPF)	Pour la réalisation des activités de 2012-2013, auprès de l'ensemble des professeurs de français dans l'engagement de la cause du français.	20 000 $
Association du transport écolier (ATEQ)	Pour l'organisation de la 25e campagne de sécurité dans le transport scolaire.	10 000 $
Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)	Pour l'organisation du congrès annuel 2012 sur le thème « ConneXions »	5 000 $
Entente spécifique sur la réussite éducative en Outaouais — Table Éducation Outaouais inc.	Entente spécifique pour la mise en œuvre de la stratégie régionale pour l'amélioration de la persévérance scolaire en Outaouais.	17 500 $
Fondation de la tolérance	Pour poursuivre les actions en matière de lutte contre les discriminations.	20 000 $
Association mathématique du Québec	Pour la réalisation du 56e congrès, sous le thème *Les mathématiques ludiques.*	1 000 $
Comité québécois pour les jeunes en difficulté de comportement (CQJDC)	Pour la réalisation du 4e congrès biennal, sur la question des jeunes en difficulté de comportement, sous le thème *Pas à pas... avec moi.*	10 000 $
Office des personnes handicapées du Québec	Contribuer au financement de la Semaine québécoise des personnes handicapées et de la remise des Prix À part entière, édition 2012.	5 000 $
Association des administrateurs des écoles anglophones du Québec (AAEAQ)	Congrès annuel de l'association représentant les administrateurs de 475 écoles anglophones du Québec.	5 000 $
Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)	Pour poursuivre la diffusion du *Guide d'accompagnement à l'intention des parents d'un enfant ayant des besoins particuliers.*	10 000 $
Association professionnelle des animatrices et animateurs de vie spirituelle et d'engagement communautaire du Québec (APAVECQ)	Participation au 10e congrès de l'association ayant pour thème *Nourrir les faims du monde.*	1 000 $
Externat Saint-Jean-Eudes — Comité organisateur du colloque	Pour l'organisation d'un colloque sur l'accompagnement et l'intégration en classes régulières d'élèves présentant des difficultés d'apprentissage	10 000 $
Fondation Nouveaux sentiers	Pour appuyer les initiatives visant le développement social et humain des individus au sein des communautés des Premières Nations du Québec.	3 000 $
Les filles et les sciences : un duo électrisant!	Afin de réaliser la journée thématique *Les filles et les sciences : un duo électrisant!*	5 000 $
Association québécoise d'information scolaire et professionnelle (AQISEP)	Pour l'organisation du 12e colloque sur l'approche orientante.	20 000 $
Exploramer	Permettre de procéder à la mise en place de la 8e édition de son concours scientifique *Explo-Mer.*	1 000 $

Annexe 5 - QP2eOP-12

Tableau 1: Les projets retenus en 2012-2013
Programme de soutien à la recherche et au développement en adaptation scolaire

Organisme bénéficiaire	Titre du projet	Montant accordé	Nature du projet
Commission scolaire René-Lévesque	Une école mobilisée autour de la pédagogie à valeur entrepreneuriale et ses effets sur la réussite des élèves	75 000 $	RA[1]
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	Au cœur de la tempête : l'Entracte, phase II	75 000 $	MSSS-MELS[2]
Commission scolaire des Premières-Seigneuries	Miser sur les forces des jeunes pour prévenir le décrochage scolaire	74 880 $	MSSS-MELS
	24 erreurs chrono	13 500 $	TIC[3]
Commission scolaire des Découvreurs	Des livres au bout des doigts	14 900 $	TIC
Commission scolaire des Chênes	Destination primaire : un programme de soutien à la scolarisation, à la réadaptation et à l'intégration sociale	75 000 $	MSSS-MELS
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	Développement de conditions favorables aux élèves EHDAA dans la résolution de situations-problèmes mathématiques	72 433 $	RA
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	Programme FER : Formation à l'enseignement-ressource	69 000 $	RA
Commission scolaire des Affluents	Impacts de différentes mesures pour favoriser le développement de l'autocontrôle des élèves ayant un TGC	74 889 $	RA
Commission scolaire de Laval	Une tablette numérique pour m'aider à communiquer	17 408 $	TIC
Commission scolaire du Val-des-Cerfs	Les iPads comme outil pour développer le langage et l'autonomie fonctionnelle chez les élèves TED du préscolaire	10 145 $	TIC
Commission scolaire des Hautes-Rivières	Le référentiel ImagéTIC	34 400 $	TIC
	Il était une fois... un livre pour toi et moi!	29 432 $	RA
Commission scolaire des Patriotes	Évaluation de l'utilisation d'outils d'apprentissage visant le développement de compétences liées à la SST	75 000 $	RA
Commission scolaire Riverside	Promoting integration : Ipads in the special classroom	55 450 $	RA
Commission scolaire de Sorel-Tracy	L'ergo au présco, complémentaire à la réussite scolaire!	75 000 $	MSSS-MELS
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	Mét@socioTic : Connecter les élèves dysphasiques sur eux-mêmes et sur les autres!	32 550 $	TIC
Commission scolaire de Montréal	Portfolio orientant informatisé	48 700 $	TIC
	L'utilisation de tablettes numériques comme outil de communication avec des élèves TED	20 700 $	TIC
Commission scolaire English-Montréal	Une bibliothèque personnelle, une librairie virtuelle	33 500 $	TIC
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	Communiquer à l'ère des tablettes électroniques pour les élèves DI-TED	46 300 $	TIC
Commission scolaire au Cœur-des-Vallées	Accompagnement de deux écoles dans la mise en place d'une démarche inspirée du référentiel en lecture (10-15 ans)	72 500 $	RA
	TOTAL	**1 095 687 $**	

1. RA : Projet de recherche-action visant l'expérimentation d'interventions novatrices en adaptation scolaire en collaboration avec le monde de la recherche.
2. MSSS-MELS : Projet visant le partenariat favorisant le développement de l'expertise et l'arrimage des interventions particulièrement entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation.
3. TIC : Projet favorisant le développement pédagogique et l'acquisition de savoir-faire dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) en adaptation scolaire.

Autres subventions

Organisme	Nature du projet	Montant
Éducation internationale	Subvention de partenariat en affaires internationales et canadiennes	200 000 $
Éducation internationale	Gestion des programmes de mobilité étudiante et enseignante en formation professionnelle: Programme de bourses d'excellence pour élèves étrangers, Programme de bourses pour de courts séjours à l'extérieur du Québec et Programme de soutien à la mobilité enseignante.	178 006 $
Éducation internationale	Gestion des programmes d'échange d'élèves d'une durée de six mois Québec-Canada et Québec-Allemagne	100 000 $
Éducation internationale	Gestion du réseau des Écoles associées de l'UNESCO	55 000 $
Association canadienne d'éducation de langue française	Subvention de fonctionnement	120 000 $
École secondaire Joseph-François-Perrault	Soutien financier pour des projets soumis dans le cadre du Programme d'échanges et de séjours linguistiques à l'extérieur du Québec. Budget total de ce programme : 410 000 $, réparti entre les différents ordres d'enseignement.	30 800 $
École secondaire Polybel		33 000 $
École secondaire Baie-Saint-François		31 861 $
Commissions scolaire de la Beauce-Etchemin		20 958 $
École secondaire Arthur-Pigeon		14 535 $
Polyvalente Jean-Dolbeau		45 100 $
Commission scolaire Central Quebec		29 501 $
Total		**858 761 $**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres en 2012-2013 par la ministre de l'Éducation.

RÉPONSE

Aucun mémoire dont une partie était accessible au public en 2012-2013.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Détail des coûts de système de l'éducation de 2012-2013, ventilés par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).

RÉPONSE :

Les crédits accordés pour le financement des coûts de système du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour 2012-2013 sont :

COMMISSIONS SCOLAIRES	**(000 $)**
Rémunération	6 502 122,5
Fonctionnement	617 717,7
Support	328 438,6
Service de la dette	699 558,6
Total :	**8 147 837,4**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Bilan de la participation de la ministre de l'Éducation aux activités du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en 2012-2013, avec la date, l'endroit et l'objet de chaque activité.

RÉPONSE

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport n'a pas participé à des activités du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en 2012-2013.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Pour chaque année depuis 2007, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés par le Ministère et par les commissions scolaires, cégeps et universités et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, ...).

RÉPONSE

Le Ministère ne tient pas de registre central sur les demandes d'accommodements, que ce soit pour ses activités internes ou celles du réseau québécois de l'éducation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme pour 2012-2013.

RÉPONSE

Veuillez vous référer à la question N° : 79.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel (enseignants, cadres, personnel de soutien) pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014; nombre de personnes concernées par corps d'emploi et par commission scolaire.

RÉPONSE

Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel cadre et enseignant

- Une somme de 842 600 $ est allouée annuellement pour le perfectionnement des cadres scolaires.

- Dans le cadre du programme L'École 2.0 : la classe branchée, un budget de 11,9 M$ est prévu pour la formation à l'intention du personnel enseignant. Ce budget est échelonné sur 5 ans (2011-2016) et vise à former les enseignants à une utilisation pédagogique des outils technologiques que sont le tableau numérique interactif (TNI) et l'ordinateur portable.

- Une somme de 2 M$ est allouée annuellement par le Ministère à l'ensemble des commissions scolaires pour la formation continue en français dans le cadre du Plan d'action sur l'amélioration du français.

- Par ailleurs, en vertu de l'Entente Canada-Québec sur l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement des langues secondes, une somme de 704 641,30 $ est prévue en 2012-2013 pour constituer des bourses individuelles et collectives destinées aux enseignants en anglais, langue seconde.

Perfectionnement du personnel de soutien

Pour le personnel de soutien, les dispositions concernant le perfectionnement ont été renouvelées sans changement dans les conventions collectives 2010-2015.

Nombre de personnes concernées par les budgets ministériels de perfectionnement

Selon les données disponibles (année scolaire 2010-2011), on retrouve 72 711[1] enseignants en équivalent temps plein (ETP) et 5 871[2] cadres (ETP) dans le réseau des commissions scolaires. Ces données ne comprennent pas le personnel enseignant et les cadres des commissions scolaires Crie et Kativik.

Le tableau détaillé du nombre de personnes concernées par corps d'emploi et par commission scolaire se trouve en annexe. Si un individu a travaillé dans plus d'une commission scolaire pendant une année scolaire, il sera calculé dans chacune d'elles.

---

1. Le montant exact en équivalent temps plein est 72 710,7.
2. Le montant exact en équivalent temps plein est 5870,7.

Personnel des commissions scolaires par catégorie d'emploi
Année scolaire 2010-2011
(Excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP[1] à zéro)

Commission scolaire	Catégorie d'emploi						Total	
	Personnel d'encadrement		Personnel enseignant		Personnel de soutien			
	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
689000 du Littoral	14	11,3	190	99,4	127	46,6	331	157,4
711000 des Monts-et-Marées	40	35,8	702	447,2	504	232,7	1 246	715,7
712000 des Phares	71	62,0	1 107	725,4	662	336,2	1 840	1 123,7
713000 du Fleuve-et-des-Lacs	40	36,6	584	366,7	428	173,7	1 052	577,2
714000 de Kamouraska-Rivière-du-Loup	54	47,0	840	573,0	480	255,9	1 374	876,0
721000 du Pays-des-Bleuets	61	56,7	876	644,9	913	312,8	1 850	1 014,4
722000 du Lac-Saint-Jean	49	46,6	843	593,5	566	294,7	1 458	934,9
723000 des Rives-du-Saguenay	80	73,5	1 466	1 019,0	904	491,6	2 450	1 584,1
724000 De La Jonquière	67	62,7	984	689,1	634	351,8	1 685	1 103,6
731000 de Charlevoix	34	28,8	405	262,2	307	127,5	746	418,6
732000 de la Capitale	151	132,2	2 840	1 982,2	1 847	929,5	4 838	3 044,1
733000 des Découvreurs	89	77,1	1 429	949,5	1 183	532,2	2 701	1 559,0
734000 des Premières-Seigneuries	164	140,3	2 735	1 897,5	2 278	1 003,1	5 177	3 041,0
735000 de Portneuf	49	41,5	680	429,0	518	200,5	1 247	671,1
741000 du Chemin-du-Roy	110	104,4	1 973	1 353,1	1 379	587,3	3 462	2 044,9
742000 de l'Énergie	69	65,8	1 252	807,9	834	386,9	2 155	1 260,7
751000 des Haut-Cantons	52	41,5	810	501,9	636	260,0	1 498	803,5
752000 de la Région-de-Sherbrooke	118	104,2	2 373	1 500,7	1 476	635,5	3 967	2 240,5
753000 des Sommets	56	47,0	985	609,1	719	305,2	1 760	961,5
761000 de la Pointe-de-l'Île	174	164,2	3 368	2 353,1	2 109	1 175,8	5 651	3 693,3
762000 de Montréal	560	521,5	9 098	6 843,9	6 333	3 801,8	15 991	11 167,2
763000 Marguerite-Bourgeoys	290	251,1	5 266	3 344,7	3 224	1 563,4	8 780	5 159,3
771000 des Draveurs	120	99,6	1 926	1 182,0	1 404	643,1	3 450	1 924,8
772000 des Portages-de-l'Outaouais	86	82,2	1 726	1 006,6	1 206	490,9	3 018	1 579,8
773000 au Coeur-des-Vallées	43	38,1	839	468,0	570	217,8	1 452	724,0
774000 des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	38	31,3	437	277,0	322	130,6	797	438,9
781000 du Lac-Témiscamingue	20	19,4	360	185,3	213	85,2	593	290,0
782000 de Rouyn-Noranda	54	47,0	697	428,8	512	228,3	1 263	704,2
783000 Harricana	43	38,4	598	325,3	453	150,4	1 094	514,3
784000 de l'Or-et-des-Bois	45	39,7	808	535,2	509	207,7	1 362	782,8
785000 du Lac-Abitibi	27	24,2	478	278,5	320	131,8	825	434,5
791000 de l'Estuaire	45	41,1	661	452,8	579	267,1	1 285	761,0
792000 du Fer	37	31,2	616	388,7	451	222,4	1 104	642,4
793000 de la Moyenne-Côte-Nord	15	12,9	131	75,4	136	68,6	282	157,0
801000 de la Baie-James	25	22,7	381	234,5	266	98,1	672	355,4
811000 des Îles	19	17,8	194	115,1	195	72,2	408	205,2
812000 des Chic-Chocs	35	30,2	576	330,1	373	152,7	984	513,1
813000 René-Lévesque	51	40,3	792	502,8	444	219,4	1 287	762,5
821000 de la Côte-du-Sud	79	67,7	1 045	684,0	693	285,9	1 817	1 037,7
822000 des Appalaches	50	42,1	616	416,1	451	176,7	1 117	634,9
823000 de la Beauce-Etchemin	109	98,4	1 940	1 305,2	1 734	600,3	3 783	2 004,0
824000 des Navigateurs	142	126,0	2 151	1 496,8	1 654	745,4	3 947	2 368,4
831000 de Laval	272	234,1	4 874	3 137,9	3 210	1 603,3	8 356	4 975,4
841000 des Affluents	217	193,3	3 888	2 523,6	2 364	1 146,0	6 469	3 863,0
842000 des Samares	149	131,7	2 761	1 714,1	1 630	781,1	4 540	2 627,1
851000 de la Seigneurie-des-Mille-Îles	254	213,3	3 710	2 528,3	2 503	1 307,7	6 467	4 049,4
852000 de la Rivière-du-Nord	152	131,2	2 502	1 755,6	1 666	752,7	4 320	2 639,7
853000 des Laurentides	69	54,1	1 196	670,5	772	334,4	2 037	1 059,0
854000 Pierre-Neveu	46	38,8	768	415,8	670	256,3	1 484	711,0
861000 de Sorel-Tracy	49	41,1	685	469,1	453	216,8	1 187	727,1
862000 de Saint-Hyacinthe	105	86,6	1 403	1 034,1	1 036	483,7	2 544	1 604,6

N° : 18
Annexe

Commission scolaire	Catégorie d'emploi						Total	
	Personnel d'encadrement		Personnel enseignant		Personnel de soutien			
	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
863000 des Hautes-Rivières	110	97,3	2 076	1 295,8	1 333	580,4	3 519	1 973,6
864000 Marie-Victorin	247	202,1	3 700	2 479,6	2 562	1 305,5	6 509	3 987,3
865000 des Patriotes	199	167,8	3 075	2 052,7	2 314	1 088,6	5 588	3 309,3
866000 de Val-des-Cerfs	110	88,9	1 665	1 149,7	1 128	497,9	2 903	1 736,7
867000 des Grandes-Seigneuries	138	116,1	2 692	1 564,4	1 758	809,8	4 588	2 490,5
868000 de la Vallée-des-Tisserands	72	62,0	1 175	718,8	660	318,7	1 907	1 099,6
869000 des Trois-Lacs	88	72,8	1 350	975,4	944	450,1	2 382	1 498,4
871000 de la Riveraine	42	35,6	705	419,1	523	206,4	1 270	661,2
872000 des Bois-Francs	75	71,1	1 274	866,0	1 014	443,0	2 363	1 380,3
873000 des Chênes	81	76,1	1 228	885,5	1 029	410,4	2 338	1 372,1
881000 Central Quebec	46	37,5	686	378,6	581	183,6	1 313	599,8
882000 Eastern Shores	21	18,3	329	182,9	195	71,2	545	272,5
883000 Eastern Townships	51	46,0	849	468,8	572	259,1	1 472	774,0
884000 Riverside	79	67,0	1 086	683,7	777	355,0	1 942	1 105,8
885000 Sir-Wilfrid-Laurier	92	85,4	1 730	1 017,0	1 129	489,5	2 951	1 592,1
886000 Western Quebec	58	50,9	949	547,7	533	243,5	1 540	842,2
887000 English-Montreal	177	164,3	2 702	1 950,7	1 780	965,7	4 659	3 080,9
888000 Lester-B.-Pearson	160	148,7	2 729	1 783,7	2 130	988,2	5 019	2 920,7
889000 New Frontiers	34	33,1	526	356,8	336	170,3	896	560,3
Ensemble des commissions scolaires	6 668	5 870,7	110 091	72 710,7	76 148	35 921,7	192 907	114 503,3

Source : Direction générale des relations du travail

(1) - ETP : Équivalent à temps plein
(2) - IND : Individu
(3) - la somme des arrondis peut ne pas correspondre au total des ETP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre d'enseignants en 2012-2013 et prévisions du nombre d'embauches et de départs prévus en 2013-2014.

RÉPONSE

Les données demandées ne seront disponibles qu'au printemps 2013.

Les données ci-dessous présentent le nombre (ou effectif) d'enseignants du secteur général des jeunes en poste le 30 septembre 2011 (année scolaire 2011-2012) ainsi qu'une projection des recrutements requis pour le 30 septembre 2012 (année scolaire 2012-2013). Aucune information statistique observée concernant le nombre d'enseignants n'est disponible à ce jour pour l'année 2012-2013[1].

L'effectif enseignant correspond au nombre de personnes exerçant principalement la fonction d'enseignant auprès des élèves des commissions scolaires au 30 septembre 2011. Ces données proviennent du système du personnel des commissions scolaires (PERCOS).

La projection de recrutement de personnel enseignant provient de **l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant** que le Ministère produit annuellement pour chacune des commissions scolaires. Ces projections sont disponibles uniquement pour la formation générale des jeunes des commissions scolaires. Il n'y a pas de prévisions de départs.

Tableau de l'effectif enseignant au 30 septembre 2011 et projection des recrutements pour 2012-2013		
	Effectif au 30 septembre 2011	Projection des recrutements 2012-2013*
Total	**74 925**	**4 805**
Source des prévisions : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version janvier 2013 Source de l'effectif au 30 septembre : Système PERCOS * La projection des recrutements concerne uniquement les enseignants réguliers et à temps partiel.		

[1] Les données d'observation au 30 septembre 2012 seront disponibles autour de mai 2013.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Taux de roulement du personnel enseignant dans les écoles du réseau public. Ventilation par commission scolaire, par matière d'enseignement pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Le Ministère ne détient pas de données au regard du taux de roulement du personnel enseignant dans les écoles du réseau public.

Les données sur le nombre d'enseignantes et d'enseignants, par commission scolaire et par matière d'enseignement, pour les années scolaires 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 sont disponibles. Elles sont présentées en annexe.

Les données concernant l'année scolaire 2011-2012 ne seront disponibles qu'au printemps 2013, et celles pour l'année scolaire 2012-2013 qu'au printemps 2014.

Distribution du personnel enseignant par commission scolaire Années scolaires 2008-2009 à 2010-2011 (excluant les commissions scolaires Crie et Kativik)

	Année scolaire					
	2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	NBR[2]	ETP[1]	NBR	ETP	NBR	ETP
689000 du Littoral	201	103,9	188	99,1	190	99,5
711000 des Monts-et-Marées	736	456,8	731	452,3	702	447,2
712000 des Phares	1 120	751,1	1 100	731,9	1 107	725,4
713000 du Fleuve-et-des-Lacs	604	370,7	565	367,5	584	366,7
714000 de Kamouraska-Rivière-du-Loup	821	577,1	844	580,8	840	573,1
721000 du Pays-des-Bleuets	892	648,4	888	637,4	876	644,9
722000 du Lac-Saint-Jean	844	583,4	845	580,3	843	593,6
723000 des Rives-du-Saguenay	1 495	1 042,7	1 474	1 019,8	1 466	1 019,0
724000 De La Jonquière	961	700,5	977	684,9	984	689,1
731000 de Charlevoix	419	268,8	417	263,6	405	262,3
732000 de la Capitale	2 846	1 969,8	2 799	1 959,4	2 840	1 982,3
733000 des Découvreurs	1 415	955,1	1 443	944,6	1 429	949,6
734000 des Premières-Seigneuries	2 762	1 866,0	2 743	1 882,4	2 735	1 897,5
735000 de Portneuf	692	444,6	655	430,6	680	429,0
741000 du Chemin-du-Roy	2 050	1 376,1	2 014	1 369,5	1 973	1 353,1
742000 de l'Énergie	1 289	807,3	1 281	784,2	1 252	807,9
751000 des Haut-Cantons	784	493,9	822	504,3	810	502,0
752000 de la Région-de-Sherbrooke	2 413	1 502,3	2 392	1 512,1	2 373	1 500,7
753000 des Sommets	1 044	608,8	987	607,3	985	609,2
761000 de la Pointe-de-l'Île	3 271	2 301,0	3 338	2 355,1	3 368	2 353,2
762000 de Montréal	8 731	6 591,0	8 958	6 697,3	9 098	6 844,0
763000 Marguerite-Bourgeoys	5 197	3 195,7	5 320	3 281,8	5 266	3 344,8
771000 des Draveurs	2 047	1 208,6	1 979	1 192,7	1 926	1 182,1
772000 des Portages-de-l'Outaouais	1 757	975,3	1 754	977,5	1 726	1 006,6
773000 au Coeur-des-Vallées	845	487,5	859	472,2	839	468,0
774000 des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	456	285,2	457	278,9	437	277,0
781000 du Lac-Témiscamingue	360	184,6	373	190,7	360	185,3
782000 de Rouyn-Noranda	726	439,5	733	446,2	697	428,9
783000 Harricana	646	330,5	629	331,4	598	325,4
784000 de l'Or-et-des-Bois	796	523,5	814	522,2	808	535,3
785000 du Lac-Abitibi	508	294,6	486	280,4	478	278,5
791000 de l'Estuaire	689	448,1	678	458,7	661	452,8
792000 du Fer	651	387,2	608	386,7	616	388,8
793000 de la Moyenne-Côte-Nord	150	78,3	150	78,5	131	75,5
801000 de la Baie-James	361	235,0	354	225,5	381	234,5
811000 des Îles	220	125,4	200	119,4	194	115,2
812000 des Chic-Chocs	567	317,0	579	318,9	576	330,1
813000 René-Lévesque	890	527,8	817	509,6	792	502,8
821000 de la Côte-du-Sud	1 020	667,8	1 062	677,8	1 045	684,1
822000 des Appalaches	650	419,5	647	421,3	616	416,2
823000 de la Beauce-Etchemin	1 968	1 320,9	1 970	1 314,1	1 940	1 305,2
824000 des Navigateurs	2 151	1 460,8	2 155	1 486,2	2 151	1 496,9
831000 de Laval	4 979	3 025,5	4 874	3 069,0	4 874	3 138,0
841000 des Affluents	4 010	2 467,4	4 054	2 491,4	3 888	2 523,6
842000 des Samares	2 653	1 646,8	2 687	1 661,8	2 761	1 714,2
851000 de la Seigneurie-des-Mille-Îles	3 928	2 570,0	3 908	2 549,0	3 710	2 528,3
852000 de la Rivière-du-Nord	2 517	1 747,0	2 507	1 735,1	2 502	1 755,7
853000 des Laurentides	1 219	668,8	1 303	684,8	1 196	670,5
854000 Pierre-Neveu	760	414,0	760	410,3	768	415,9
861000 de Sorel-Tracy	643	452,4	654	457,7	685	469,1

	Année scolaire					
	2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	NBR[2]	ETP[1]	NBR	ETP	NBR	ETP
862000 de Saint-Hyacinthe	1 426	1 006,9	1 431	1 014,0	1 403	1 034,2
863000 des Hautes-Rivières	2 047	1 302,8	2 103	1 301,0	2 076	1 295,8
864000 Marie-Victorin	3 750	2 494,5	3 744	2 485,5	3 700	2 479,7
865000 des Patriotes	3 010	2 028,5	3 030	2 015,7	3 075	2 052,8
866000 de Val-des-Cerfs	1 665	1 148,7	1 686	1 141,0	1 665	1 149,8
867000 des Grandes-Seigneuries	2 651	1 557,2	2 695	1 564,2	2 692	1 564,5
868000 de la Vallée-des-Tisserands	1 192	729,1	1 155	720,0	1 175	718,9
869000 des Trois-Lacs	1 375	995,1	1 371	957,8	1 350	975,4
871000 de la Riveraine	749	437,4	708	422,1	705	419,2
872000 des Bois-Francs	1 302	878,0	1 264	860,5	1 274	866,1
873000 des Chênes	1 211	874,9	1 222	878,1	1 228	885,6
881000 Central Quebec	656	370,1	703	378,3	686	378,7
882000 Eastern Shores	338	175,9	322	174,3	329	182,9
883000 Eastern Townships	823	466,8	845	466,0	849	468,9
884000 Riverside	1 088	689,1	1 098	695,4	1 086	683,8
885000 Sir-Wilfrid-Laurier	1 777	1 025,9	1 761	1 025,3	1 730	1 017,0
886000 Western Quebec	966	550,1	963	548,0	949	547,7
887000 English-Montreal	2 678	1 942,4	2 679	1 927,2	2 702	1 950,8
888000 Lester-B.-Pearson	2 998	1 844,5	2 905	1 831,2	2 729	1 783,7
889000 New Frontiers	501	339,2	498	340,3	526	356,9
Total	110 957	72 181,4	111 015	72 240,2	110 091	72 710,8

Distribution du personnel enseignant des commissions scolaires par matière[1] d'enseignement
Années scolaires 2008-2009 à 2010-2011
(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik)

1. Champs d'enseignement pour le secteur des jeunes, discipline pour la formation professionnelle et spécialité pour le secteur des adultes

Formation générale - Adultes

	Année scolaire					
	2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	NBR	ETP	NBR	ETP	NBR	ETP
3502 Arts (É.A.)	19	5,0	30	5,8	35	6,0
3503 Développement personnel et social (É.A.)	44	7,4	56	8,2	71	9,0
3504 Éducation physique (É.A.)	28	2,4	31	2,6	39	6,1
3505 Intégration sociale (É.A.)	686	313,5	812	392,3	801	414,0
3506 Intégration socioprofessionnelle (É.A.)	292	143,2	348	182,5	381	190,3
3508 Langues secondes (Éducation des adultes)	401	268,5				
3509 Langue - Francisation (É.A.)	269	144,9	784	479,2	812	517,0
3510 Langue d'enseignement - Anglais (É.A.)	217	77,7	256	85,7	254	83,2
3511 Langue d'enseignement - Français (É.A.)	1 367	662,2	1 566	779,5	1 477	749,1
3512 Langues maternelles (Éducation des adultes)	110	66,2				
3513 Mathématique et sciences (É.A.)	1 200	611,8	1 109	530,0	1 027	508,1
3515 Langue d'ens. - Présecondaire (É.A.)	2	1,2	2	2,0	4	1,8
3517 Sciences humaines (Éducation des adultes)	45	15,9				
3518 Informatique (É.A.)	182	47,5	206	56,5	201	51,9
3519 Langue seconde - Anglais (É.A.)	545	211,8	568	222,7	558	206,6
3520 Langue seconde - Français (É.A.)	250	84,0	313	106,5	291	123,9
3521 Langues étrangères (É.A.)	12	1,6	8	0,8	11	1,1
3522 Mathématiques (É.A.)	451	206,9	646	326,8	667	333,6
3523 Sciences (biologie, chimie, physique)(É.A.)	64	28,8	106	43,1	145	54,1
3524 Sciences - Sciences et technologie (É.A.)	1	1,0	4	1,1	6	1,1
3525 Sciences humaines - Histoire (É.A.)	66	14,3	65	18,1	76	20,5
3526 Sciences humaines - Autre discipline (É.A.)	41	7,2	82	10,9	80	10,5
3527 Soutien pédagogique - Entrée en formation	75	19,5	108	23,4	110	19,7
3533 Formation de base commune (É.A.)	61	11,1	74	20,6	75	22,3
3535 Présecondaire (É.A.)	6	2,0	11	2,3	17	6,7
3536 Présecondaire - Alphabétisation (É.A.)	56	21,3	43	19,4	44	16,8
3540 Alphabétisation (É.A.)	847	354,1	843	356,3	789	350,4
3541 Insertion à la vie communautaire (Adultes)	115	87,1				
3542 Autre formation générale aux adultes	11	4,5				
3596 Formation en entreprise (É.A)			40	3,9	37	5,2
3597 Adaptation scolaire I (É.A.)	54	38,1	79	47,9	78	49,7
3598 Adaptation scolaire II (É.A.)	7	3,4	9	5,1	9	6,2
3599 Service d'éducation populaire (É.A.)	226	27,3	281	51,7	289	64,0
Total	7 750	3 491,4	8 480	3 784,8	8 384	3 828,8

Formation générale - Jeunes

	Année scolaire					
	2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	NBR	ETP	NBR	ETP	NBR	ETP
3001 Enseignant auprès d'élèves EHDAA	10 514	7 716,5	10 550	7 668,9	10 580	7 819,8
3002 Éducation préscolaire	5 186	3 901,7	5 324	3 968,7	5 432	4 079,6
3003 Enseignement primaire	24 524	18 366,6	24 603	18 417,9	24 801	18 705,5
3004 Spéc. en langue seconde au primaire	2 633	1 968,9	2 605	1 964,3	2 687	1 993,1
3005 Spéc. éduc. physique et santé au primaire	2 626	2 101,6	2 657	2 103,9	2 702	2 140,3
3006 Spéc. en musique au primaire	1 397	1 019,9	1 386	1 004,4	1 385	1 017,0
3007 Spéc. en arts plastiques au primaire	333	202,8	321	202,2	319	200,4

Formation générale - Jeunes

	Année scolaire					
	2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	NBR	ETP	NBR	ETP	NBR	ETP
3008 Langue seconde au secondaire	3 264	2 420,6	3 193	2 336,4	3 086	2 267,6
3009 Éducation physique et santé au secondaire	2 050	1 608,1	1 974	1 535,2	1 969	1 513,8
3010 Musique au secondaire	745	480,8	726	469,2	655	448,8
3011 Arts plastiques au secondaire	1 278	933,4	1 308	947,4	1 301	933,7
3012 Langue maternelle au secondaire	5 312	3 860,7	5 201	3 726,7	5 174	3 639,5
3013 Mathématique et sciences au secondaire	7 412	5 651,3	7 148	5 445,4	7 036	5 345,3
3014 Éthique et culture religieuse	1 145	767,7	1 172	777,4	1 130	755,4
3016 Initiation à la technologie au secondaire	72	43,8	47	35,5	40	31,9
3017 Géo, histoire, éduc. citoyenneté au sec.	3 051	2 367,1	2 963	2 250,3	2 881	2 186,5
3018 Informatique au secondaire	195	127,6	159	97,0	126	75,8
3019 Autre formation générale au secondaire	1 076	472,8	1 098	446,7	1 013	446,3
3020 Français accueil au prim. et soutien linguistique au sec.	1 328	656,5	1 360	690,8	1 349	678,2
3021 Suppléance régulière	1 176	681,9	1 261	744,0	1 156	668,8
3040 Enseignant orthopédagogue au primaire	1 518	763,8	1 546	774,5	1 451	750,5
3041 Enseignant ressource au secondaire	2 065	568,2	2 133	581,5	2 585	682,6
3098 Autre personnel enseignant	540	30,5	528	28,9	534	30,7
3201 Suppléance de courte durée (francophone)	31 581	4 590,6	30 968	4 469,6	29 847	4 442,0
3203 Suppléance de courte durée (anglophone)	3 701	484,1	3 657	474,7	3 486	468,4
3422 Éducation physique (primaire et secondaire)	4	3,9	4	2,8	3	2,4
Total	114 726	61 791,2	113 892	61 163,9	112 728	61 323,8

Formation professionnelle

	Année scolaire					
	2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	NBR	ETP	NBR	ETP	NBR	ETP
3051 Administration, commerce et informatique	1 724	1 029,1	1 830	1 093,5	1 843	1 154,1
3052 Agriculture	324	194,6	354	209,4	359	208,2
3053 Foresterie et papier	242	116,7	254	132,2	253	126,3
3054 Mines et travaux de chantier	80	91,7	84	80,5	102	99,4
3055 Pêches	12	3,0	11	3,0	12	2,9
3056 Santé	1 907	1 248,8	2 064	1 381,2	2 169	1 521,8
3057 Bois et matériaux connexes	150	103,4	155	106,4	153	109,9
3058 Bâtiment et infrastructures	567	399,8	587	415,9	582	414,5
3059 Électricité	255	183,0	255	192,3	267	198,1
3060 Électrotechnique	326	238,0	333	255,9	325	258,3
3061 Mécanique du bâtiment	221	153,6	209	158,2	227	163,1
3062 Métallurgie	438	354,7	448	370,0	432	347,6
3063 Chimie et biologie	30	19,5	29	20,2	38	21,6
3064 Travaux techniques	223	159,7	254	172,8	254	192,1
3065 Équipement motorisé	663	534,4	695	549,6	710	573,5
3066 Transport	22	8,9	22	11,4	30	17,5
3068 Mécanique d'entretien	212	144,4	211	154,4	211	152,9
3069 Alimentation et tourisme	480	330,3	506	347,7	511	369,5
3070 Soins esthétiques	220	139,3	235	151,3	233	145,8
3071 Coiffure	267	177,3	272	181,4	265	180,2
3072 Cuir, textile et habillement	36	24,0	35	21,8	34	24,8
3074 Arts	147	97,8	132	100,8	135	104,3
3075 Communications et documentation	132	96,5	130	99,4	135	98,0
3076 Opération de machinerie lourde	113	59,3	111	60,1	101	61,5
3077 Mécanique de véhicules lourds	85	64,3	88	69,6	91	72,9
3078 Montage de lignes électriques	21	17,5	43	34,6	44	39,0
3079 Conduite de camions	216	227,6	225	239,7	229	245,3

Formation professionnelle

	Année scolaire					
	2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	NBR	ETP	NBR	ETP	NBR	ETP
3080 Environnement et aménagement du territoire	13	7,7	12	7,2	12	7,9
3081 Production	267	212,7	259	193,3	229	175,7
3082 Services techniques	64	49,7	60	45,9	54	41,6
3084 Services	156	53,5	164	55,2	159	58,1
3097 Autre spécialité de form. professionnelle	1 781	358,0	1 823	376,3	1 760	371,7
Total	11 394	6 898,8	11 890	7 291,5	11 959	7 558,2

[1] ETP : Équivalent à temps plein et chiffres arrondis

[2] NBR : Nombre d'enseignants

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Nombre de nouveaux diplômés au baccalauréat et à la maîtrise dans les catégories ci-dessous. Ventilation par université, par matière d'enseignement pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et 2011-2012 :

a) enseignement au préscolaire et au primaire;
b) enseignement au secondaire.

RÉPONSE

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Nombre de nouveaux diplômés au baccalauréat et à la maîtrise dans les catégories ci-dessous. Ventilation par université pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2011-2012 et 2012-2013 :

a) adaptation scolaire et sociale
b) enseignement professionnel
c) orientation
d) psychoéducation

RÉPONSE

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Liste des écoles ayant fermé leurs portes en 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Veuillez vous référer à la question n° 77.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Montant et ventilation détaillée de la subvention de fonctionnement versée à chacune des commissions scolaires pour 2012-2013.

RÉPONSE

Veuillez vous référer à la question n° 86.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des sommes accordées par les commissions scolaires pour le transport scolaire dans le réseau public et le réseau privé subventionné et des budgets qui leur sont consentis pour 2012-2013.

RÉPONSE

Pour l'année scolaire 2012-2013, le Ministère n'a pas reçu des commissions scolaires les renseignements concernant les sommes accordées pour le transport scolaire.

Les sommes allouées pour le transport scolaire, par commission scolaire et par établissement d'enseignement privé agréé aux fins de subventions ne sont pas disponibles pour l'année scolaire 2012-2013.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Ventilation, par commission scolaire et par école privée subventionnée, des montants versés en 2012-2013 pour le maintien des actifs.

RÉPONSE

Pour le niveau d'investissements autorisé à chaque commission scolaire pour l'année scolaire 2012-2013, vous référer à la question n° 88.

L'allocation tenant lieu de la valeur locative pour chaque établissement d'enseignement privé agréé aux fins de subventions pour l'année scolaire 2012-2013 n'est pas disponible.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2012-2013 avec, pour chacune :

a) le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
b) la liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

RÉPONSE

a) Liste des institutions privées qui ont obtenu un permis pour l'année scolaire 2012-2013 :

Nom	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves[1]
École Primaire La Source	Préscolaire 5 ans Enseignement au primaire	0 11
La petite école Vision Lac-Beauport inc.	Préscolaire 5 ans	20

[1] Données provisoires

Aucune institution privée n'a obtenu un agrément aux fins de subventions pour l'année scolaire 2012-2013.

b) Liste des demandes de permis ou d'agrément visant l'année scolaire 2012-2013, en attente :

Nom	Nature de la demande	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves
Académie Étoile du Nord Laval	Permis	Enseignement en formation générale au secondaire	82
Académie culturelle de Laval	Agrément aux fins de subventions	Éducation préscolaire 5 ans Enseignement au primaire	32 122
École de l'Excellence	Agrément aux fins de subventions	Éducation préscolaire 5 ans Enseignement au primaire	9 32

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Taux de taxation et revenus générés pour chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires pour 2012-2013.

RÉPONSE

Veuillez vous référer à la question 90.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Tableau comparatif du nombre de demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public pour l'année 2012-2013.

RÉPONSE

Les données en réponse à cette question sont fournies à la question 93.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Nombre de demandes de dérogation quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.

RÉPONSE

Voir réponse complète à la question 94

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Répartition de l'enveloppe de 26,25 M$ consacrée à l'ajout de poste de professionnels en service direct aux élèves, dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats en mars 2011. Ventilation des ajouts et des maintiens de postes, par commission scolaire et par école privée subventionnée, par poste en vertu de l'enveloppe pour 2012-2013, première année d'application.

RÉPONSE

Pour la durée des conventions collectives 2010-2015 du personnel professionnel des commissions scolaires francophones et anglophones et de la Commission scolaire Crie, le Ministère s'est engagé à allouer une enveloppe additionnelle de 26,25 M$ représentant l'équivalent de 420 postes de professionnelles et professionnels réguliers à temps plein en service direct aux élèves jeunes et adultes :

- 23,75 M$, représentant 380 postes, pour les syndicats de professionnelles et professionnels affiliés à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et représentés par la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE), ou membres du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ);
- 2,5 M$, représentant 40 postes, pour les commissions scolaires des Affluents, de Laval et de la Seigneurie-des-Milles-Îles dont les professionnelles et professionnels sont représentés par le Syndicat des professionnelles et professionnels Laval-Rive-Nord (SPPLRN-SCFP).

Au regard de la ventilation des ajouts et des maintiens de postes, par commission scolaire et par poste, en vertu de l'enveloppe pour 2010-2011 (première année d'application), le tableau en annexe présente l'évolution du personnel professionnel en services directs aux élèves jeunes et adultes, par corps d'emploi, entre 2009-2010 et 2010-2011. Les données concernant l'année scolaire 2011-2012 ne seront disponibles qu'au printemps 2013, et celles pour l'année scolaire 2012-2013 qu'au printemps 2014.

À cet effet :

- on remarque qu'après la première année d'application, il y a un ajout de 150,5 équivalents temps plein (ETP);
- le système du personnel des commissions scolaires (PERCOS) n'est pas en mesure de distinguer les postes qui ont été maintenus à la suite d'une baisse des effectifs scolaires de ceux maintenus pour d'autres raisons;
- les données incluent le personnel régulier à temps plein et le personnel régulier à temps partiel.

À noter que la somme de 26,25 M$ ne concerne pas les établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions.

*Corps d'emploi professionnel (Statuts d'engagement réguliers P1 et P2) Année scolaire 2009-2010 et 2010-2011**

* La somme des arrondis peut ne pas correspondre au total des ETP

689000 du Littoral

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	0,8	1	0,9
2109 Conseiller d'orientation	1	1,0	1	1,0
Total	3	1,8	2	1,9

711000 des Monts-et-Marées

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	4	2,8	4	3,3
2111 Travailleur social	1	0,4	1	0,6
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	0,9	1	1,0
2113 Psychologue	4	2,5	4	2,8
2123 Orthopédagogue	2	2,0	2	2,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	2,2	3	2,7
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	0,7	2	1,0
2149 Agent de service social	2	1,8	2	1,8
2150 Psychoéducateur	9	7,6	8	7,0
2154 Conseiller en rééducation	3	2,4	3	2,7
Total	31	23,3	30	24,8

712000 des Phares

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	2	2,0	2	2,0
2109 Conseiller d'orientation	6	5,7	6	5,7
2113 Psychologue	5	3,0	5	3,2
2123 Orthopédagogue	12	7,5	12	7,2
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	2,3	3	2,3
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	1,0	1	1,0
2150 Psychoéducateur	10	7,4	11	9,3
2152 Agent de correction langage et audition	4	2,4	5	4,1
2153 Conseiller en formation scolaire	2	2,0	2	2,0
Total	45	33,4	47	36,5

713000 du Fleuve-et-des-Lacs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation			1	0,9
2109 Conseiller d'orientation	6	3,3	6	4,1
2113 Psychologue	3	2,3	3	2,3
2123 Orthopédagogue	2	1,9	3	2,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	2,5	4	2,4
2150 Psychoéducateur	5	4,3	5	4,1
2154 Conseiller en rééducation	2	1,9	2	1,8
Total	22	16,2	24	17,8

714000 de Kamouraska-Rivière-du-Loup

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	2,0	2	2,0
2109 Conseiller d'orientation	8	6,9	7	6,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	1,0	1	1,0
2113 Psychologue	4	2,8	4	2,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	3,4	4	2,8
2150 Psychoéducateur	4	3,5	6	4,0
2152 Agent de correction langage et audition	1	1,0	1	1,0
2154 Conseiller en rééducation			2	0,9
Total	24	20,5	27	20,6

721000 du Pays-des-Bleuets

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	5	4,9	5	5,0
2109 Conseiller d'orientation	10	7,3	7	6,9
2111 Travailleur social	1	0,8	1	0,8
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	0,7	1	0,4
2113 Psychologue	9	6,1	9	8,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	7	5,3	5	4,2
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	1,9	2	2,0
2149 Agent de service social	4	3,7	5	4,8
2150 Psychoéducateur	6	4,6	7	5,7
2152 Agent de correction langage et audition			1	0,4
Total	46	35,3	43	38,5

722000 du Lac-Saint-Jean

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation			1	0,5
2109 Conseiller d'orientation	4	3,8	4	4,0
2111 Travailleur social	1	1,0	1	1,0
2113 Psychologue	5	4,8	5	4,9
2123 Orthopédagogue	1	0,9	1	0,9
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	5	2,3	4	2,3
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	1,0	2	1,9
2149 Agent de service social	1	0,3	1	0,9
2150 Psychoéducateur	4	4,0	4	3,5
2153 Conseiller en formation scolaire	2	1,8	2	2,0
Total	24	20,0	25	22,0

723000 des Rives-du-Saguenay

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,1	1	0,1
2109 Conseiller d'orientation	11	8,5	10	8,0
2111 Travailleur social	1	1,0	1	1,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	4	2,4	5	3,5
2113 Psychologue	9	7,6	11	7,7
2123 Orthopédagogue	1	0,2	2	1,8
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	8	6,8	9	7,2
2149 Agent de service social	2	2,0	2	2,0

723000 des Rives-du-Saguenay

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2150 Psychoéducateur	10	8,2	12	10,5
2153 Conseiller en formation scolaire			1	0,1
2154 Conseiller en rééducation	1	0,9	1	1,0
Total	48	37,5	55	42,8

724000 De La Jonquière

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation			1	0,2
2109 Conseiller d'orientation	9	8,6	9	8,4
2111 Travailleur social	1	0,9	1	0,8
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	2,0	3	1,2
2113 Psychologue	10	9,0	10	9,8
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	0,9	1	1,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	6	4,8	5	4,4
2150 Psychoéducateur	6	5,2	6	5,3
2153 Conseiller en formation scolaire	1	1,0	1	1,0
Total	36	32,5	37	32,2

731000 de Charlevoix

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	5	4,0	5	4,2
2112 Orthophoniste ou audiologiste			1	0,9
2113 Psychologue	2	1,1	3	2,7
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	3,0	4	3,1
2150 Psychoéducateur	2	1,8	2	1,8
2152 Agent de correction langage et audition	2	0,8	3	1,9
Total	15	10,8	18	14,5

732000 de la Capitale

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	1,0	2	1,0
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	31	27,0	34	27,1
2111 Travailleur social	2	1,7	2	1,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	11	9,4	12	10,2
2113 Psychologue	24	19,4	25	22,7
2123 Orthopédagogue	1	0,9	1	0,9
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	11	9,3	10	9,4
2150 Psychoéducateur	12	8,3	11	8,3
2153 Conseiller en formation scolaire	7	6,3	7	6,0
Total	102	84,2	105	88,3

733000 des Découvreurs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation			1	0,4
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0

733000 des Découvreurs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2109 Conseiller d'orientation	15	10,0	14	11,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	6	4,9	7	3,4
2113 Psychologue	15	11,0	13	11,4
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	0,4	2	0,5
2116 Ergothérapeute	1	1,0	1	1,0
2123 Orthopédagogue	6	4,4	6	4,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	5	4,2	5	4,2
2150 Psychoéducateur	1	1,0	1	1,0
Total	51	38,0	51	38,7

734000 des Premières-Seigneuries

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,1	3	1,6
2109 Conseiller d'orientation	20	16,7	19	17,2
2112 Orthophoniste ou audiologiste	14	8,9	16	10,8
2113 Psychologue	35	25,1	35	24,2
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	8	6,8	8	6,2
2149 Agent de service social	1	1,0	1	0,2
2150 Psychoéducateur	6	4,6	8	6,4
2153 Conseiller en formation scolaire	2	1,8	1	0,4
2154 Conseiller en rééducation			1	0,1
Total	87	64,9	92	67,1

735000 de Portneuf

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	2	1,6	2	1,6
2109 Conseiller d'orientation	4	3,8	4	3,8
2111 Travailleur social	2	1,8	1	0,1
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	1,0	2	1,5
2113 Psychologue	8	5,6	8	6,3
2123 Orthopédagogue	5	4,2	5	3,7
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	3,1	4	3,1
2149 Agent de service social			2	1,4
2150 Psychoéducateur	2	1,8	2	1,9
2152 Agent de correction langage et audition	1	1,0	1	0,0
2153 Conseiller en formation scolaire	1	0,8	2	1,1
Total	30	24,8	33	24,5

741000 du Chemin-du-Roy

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	32	25,3	25	13,9
2107 Animateur de vie étudiante	3	1,9	3	2,5
2109 Conseiller d'orientation	14	10,7	15	12,5
2112 Orthophoniste ou audiologiste	6	4,4	6	4,3
2113 Psychologue	23	17,1	24	18,8
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	2	1,6	2	1,6
2123 Orthopédagogue	24	17,0	21	16,9
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	8	6,9	9	7,2
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	1,0	1	1,0

741000 du Chemin-du-Roy

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2150 Psychoéducateur			22	12,5
2153 Conseiller en formation scolaire	1	0,1	1	0,0
2154 Conseiller en rééducation	1	1,0	1	0,8
Total	115	87,1	130	91,9

742000 de l'Énergie

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	4	3,2	4	3,3
2109 Conseiller d'orientation	8	6,9	10	7,6
2112 Orthophoniste ou audiologiste	4	3,2	4	2,0
2113 Psychologue	11	9,2	11	9,4
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2123 Orthopédagogue	23	14,7	21	18,2
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	7	4,9	9	5,4
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	0,7	1	0,7
2150 Psychoéducateur	14	11,6	15	12,9
2151 Agent de réadaptation fonctionnelle	1	0,4		
2154 Conseiller en rééducation	1	1,0	1	1,0
Total	75	56,8	77	61,5

751000 des Haut-Cantons

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	4	3,4	5	3,3
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	1,5	2	1,3
2113 Psychologue	8	6,2	9	7,3
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	3	1,4	4	1,6
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	5	4,2	5	4,2
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	4	3,8	4	3,1
2149 Agent de service social	1	0,9	1	0,9
2150 Psychoéducateur	4	3,7	6	4,6
2153 Conseiller en formation scolaire	4	2,7	4	3,1
Total	36	28,8	41	30,5

752000 de la Région-de-Sherbrooke

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	2,0	1	0,9
2109 Conseiller d'orientation	9	6,5	13	10,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	7	4,4	7	5,7
2113 Psychologue	19	13,8	18	14,0
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	5	3,8	4	3,9
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	10	7,6	9	8,4
2150 Psychoéducateur	15	10,9	16	10,6
2153 Conseiller en formation scolaire	1	0,6		
2154 Conseiller en rééducation			1	1,0
Total	68	49,6	69	54,5

753000 des Sommets

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	12	8,2	12	4,1
2109 Conseiller d'orientation	8	6,4	9	7,0
2111 Travailleur social	2	2,0	2	2,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	5	3,8	5	3,4
2113 Psychologue	8	5,5	9	5,4
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	4	2,4	4	2,1
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	3,7	4	4,0
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	0,6	1	0,7
2150 Psychoéducateur			13	5,0
Total	44	32,7	59	33,7

759000 Crie

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,1	1	0,9
2109 Conseiller d'orientation	8	6,4	8	7,6
2111 Travailleur social	1	1,0	1	1,0
2113 Psychologue	3	2,7	2	1,8
2150 Psychoéducateur	1	0,0		
Total	14	10,2	12	11,3

761000 de la Pointe-de-l'Île

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	3	1,4	1	1,0
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	18	15,7	17	15,6
2112 Orthophoniste ou audiologiste	15	11,3	21	14,3
2113 Psychologue	30	21,9	33	23,1
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	3	1,3	2	1,8
2116 Ergothérapeute	3	2,8	3	3,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	11	10,2	12	10,6
2150 Psychoéducateur	30	25,0	35	26,3
2153 Conseiller en formation scolaire	5	1,8	6	2,9
2154 Conseiller en rééducation	1	0,3		
Total	120	92,7	131	99,5

762000 de Montréal

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	4	2,0	3	2,0
2109 Conseiller d'orientation	40	32,9	43	34,4
2111 Travailleur social	2	1,8	3	1,2
2112 Orthophoniste ou audiologiste	87	61,3	89	64,7
2113 Psychologue	42	32,4	44	31,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	16	13,4	18	13,8
2150 Psychoéducateur	138	98,5	148	112,2
2153 Conseiller en formation scolaire	24	20,1	30	22,9
Total	353	262,4	378	282,2

763000 Marguerite-Bourgeoys

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	1,9	2	1,3
2107 Animateur de vie étudiante	2	1,8	3	2,5
2109 Conseiller d'orientation	25	18,7	28	22,2
2111 Travailleur social	2	1,0	2	1,3
2112 Orthophoniste ou audiologiste	26	18,4	24	17,7
2113 Psychologue	42	33,4	45	34,7
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	16	12,8	15	13,0
2149 Agent de service social			1	0,2
2150 Psychoéducateur	57	42,6	58	46,0
2151 Agent de réadaptation fonctionnelle	1	1,0	2	1,3
2153 Conseiller en formation scolaire	13	8,3	10	7,4
2154 Conseiller en rééducation	3	2,1	3	1,6
Total	189	142,1	193	149,4

771000 des Draveurs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	5	3,9	5	3,3
2113 Psychologue	12	8,8	13	7,6
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	3	1,4	2	1,7
2123 Orthopédagogue	33	26,0	34	26,7
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	9	8,4	9	8,0
2150 Psychoéducateur	3	2,0	3	3,0
2153 Conseiller en formation scolaire	1	0,9	1	1,0
2154 Conseiller en rééducation			1	0,2
Total	67	52,4	69	52,4

772000 des Portages-de-l'Outaouais

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	5	4,9	5	4,8
2112 Orthophoniste ou audiologiste	5	3,2	6	3,6
2113 Psychologue	7	5,9	8	6,4
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	2	2,0	2	1,9
2123 Orthopédagogue	9	8,5	9	8,4
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	5	4,8	5	4,8
2150 Psychoéducateur	2	0,9	3	2,2
2154 Conseiller en rééducation	2	2,0	2	1,1
Total	38	33,2	41	34,3

773000 au Coeur-des-Vallées

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,5	2	0,5
2109 Conseiller d'orientation	5	3,8	5	4,1
2112 Orthophoniste ou audiologiste	4	3,7	4	4,0
2113 Psychologue	4	3,7	4	3,9
2123 Orthopédagogue	2	1,4	3	2,4
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	2	1,8	2	1,5

773000 au Coeur-des-Vallées

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2149 Agent de service social	1	0,3	1	0,6
2150 Psychoéducateur	1	1,0	2	1,3
2153 Conseiller en formation scolaire	1	0,2		
Total	21	16,3	23	18,2

774000 des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	1,0	1	0,1
2109 Conseiller d'orientation	3	3,0	3	3,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste			2	1,7
2113 Psychologue	3	1,7	2	1,1
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2123 Orthopédagogue	7	5,0	8	5,5
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	2	1,1	1	0,2
Total	17	12,8	18	12,6

781000 du Lac-Témiscamingue

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	3	1,3	2	1,3
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,5	1	0,1
2109 Conseiller d'orientation	3	1,9	3	2,8
2113 Psychologue	2	1,3	2	1,6
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	2	1,8	2	1,8
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	0,5	1	1,0
2150 Psychoéducateur	2	1,7	2	1,7
Total	14	9,1	13	10,3

782000 de Rouyn-Noranda

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	4	2,8	4	3,5
2107 Animateur de vie étudiante	2	1,4	2	1,7
2109 Conseiller d'orientation	2	1,5	2	1,9
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	0,8	1	0,3
2113 Psychologue	2	2,0	2	1,9
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	1,0	1	1,0
2150 Psychoéducateur	3	2,8	4	2,9
2153 Conseiller en formation scolaire	3	2,6	3	2,9
Total	18	14,9	19	16,1

783000 Harricana

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	0,9
2109 Conseiller d'orientation	2	2,0	2	2,0
2111 Travailleur social	2	1,7	2	1,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	0,7	1	1,0
2113 Psychologue	3	1,7	3	3,0

783000 Harricana

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	3	2,9	3	2,7
2123 Orthopédagogue			1	0,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	1	0,5	1	0,5
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	1,1	2	1,5
2150 Psychoéducateur	7	5,2	7	4,2
Total	22	16,8	23	17,8

784000 de l'Or-et-des-Bois

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	1,0	1	0,9
2107 Animateur de vie étudiante	3	3,0	3	2,2
2109 Conseiller d'orientation	2	1,6	2	1,4
2111 Travailleur social	1	1,0	1	1,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	1,0	1	1,0
2113 Psychologue	3	2,2	2	1,5
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	2	1,5	2	1,5
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	0,6	1	0,9
2150 Psychoéducateur	5	3,1	5	3,8
2153 Conseiller en formation scolaire	2	1,1	2	1,4
Total	21	16,0	20	15,6

785000 du Lac-Abitibi

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	6	4,7	5	4,9
2107 Animateur de vie étudiante	2	1,2	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	1	0,6	1	0,9
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	1,0	1	1,0
2113 Psychologue	1	1,0	1	1,0
2123 Orthopédagogue	1	0,1	1	0,1
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	2	1,2	1	0,5
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	1,2	2	1,2
2150 Psychoéducateur	8	6,3	8	7,6
Total	24	17,3	21	18,1

791000 de l'Estuaire

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	1,0	1	0,7
2109 Conseiller d'orientation	6	4,4	6	5,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	0,7		
2113 Psychologue	8	6,2	7	5,8
2123 Orthopédagogue	2	1,3	2	1,9
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	2,4	3	2,4
2150 Psychoéducateur	2	1,3	2	1,6
Total	23	17,4	21	17,3

792000 du Fer

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,1	1	0,0
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	4	3,7	4	2,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	0,2	2	1,6
2113 Psychologue	3	2,0	3	2,8
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	5	2,8	5	2,4
2150 Psychoéducateur	2	1,4	2	1,0
2153 Conseiller en formation scolaire	1	0,3	1	0,3
Total	19	12,4	20	12,8

793000 de la Moyenne-Côte-Nord

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation			1	0,6
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	1	0,8	1	0,1
2111 Travailleur social	1	0,5	1	0,4
2112 Orthophoniste ou audiologiste			1	0,9
2123 Orthopédagogue	1	0,4	1	0,5
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	2	0,7	2	0,6
2153 Conseiller en formation scolaire	1	1,0	1	1,0
Total	7	4,4	9	4,9

801000 de la Baie-James

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,2	1	0,2
2107 Animateur de vie étudiante	2	1,6	2	1,6
2109 Conseiller d'orientation	2	1,3	2	2,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste			1	0,2
2113 Psychologue	3	2,1	3	3,0
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	1	0,9		
2150 Psychoéducateur	2	1,9	2	1,1
Total	12	9,0	12	9,0

811000 des Îles

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,5	1	0,5
2109 Conseiller d'orientation	1	0,9	1	0,9
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	0,7	1	0,7
2113 Psychologue	2	1,9	2	1,9
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	1,0	2	1,0
2149 Agent de service social	1	0,6	1	0,7
Total	9	5,6	8	5,8

812000 des Chic-Chocs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	4	3,1	4	3,8
2113 Psychologue	3	2,7	3	2,8
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	6	2,2	5	2,4
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire			2	0,1
2150 Psychoéducateur	1	0,9	1	1,0
2154 Conseiller en rééducation	1	0,2	2	0,8
Total	15	9,2	17	10,9

813000 René-Lévesque

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	5	4,9	6	5,0
2111 Travailleur social	1	0,8	1	0,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	2,0	2	2,0
2113 Psychologue	3	3,0	3	2,8
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	2,6	3	1,9
2150 Psychoéducateur	6	5,4	6	5,6
2153 Conseiller en formation scolaire	2	1,4	2	0,8
Total	22	20,2	23	18,9

821000 de la Côte-du-Sud

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,1	1	0,7
2109 Conseiller d'orientation	11	8,6	11	8,4
2112 Orthophoniste ou audiologiste	3	2,0	3	1,4
2113 Psychologue	13	8,7	14	8,4
2123 Orthopédagogue			1	0,4
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	10	5,5	9	5,5
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	3	1,7	5	3,1
2150 Psychoéducateur	7	4,3	7	4,7
2154 Conseiller en rééducation	1	0,1	1	0,4
Total	49	31,0	52	32,9

822000 des Appalaches

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	1,2	2	1,2
2109 Conseiller d'orientation	6	3,8	6	5,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	2,0	3	2,6
2113 Psychologue	7	5,5	6	4,6
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	0,6	1	0,8
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	2,1	3	2,0
2149 Agent de service social	1	1,0	1	1,0
2150 Psychoéducateur	4	4,0	4	3,9
Total	26	20,2	26	21,1

823000 de la Beauce-Etchemin

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,2		
2109 Conseiller d'orientation	11	7,7	11	9,0
2111 Travailleur social	2	1,7	2	1,8
2112 Orthophoniste ou audiologiste	5	3,7	6	4,8
2113 Psychologue	22	14,7	18	13,5
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	16	8,4	14	8,8
2149 Agent de service social	1	1,0	1	1,0
2150 Psychoéducateur	3	2,2	2	1,9
2153 Conseiller en formation scolaire	3	1,2	2	1,6
2154 Conseiller en rééducation	1	0,9	1	1,0
Total	65	41,7	57	43,4

824000 des Navigateurs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	3	2,8	3	2,9
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,9		
2109 Conseiller d'orientation	15	11,5	15	11,3
2112 Orthophoniste ou audiologiste	6	3,6	6	3,8
2113 Psychologue	23	16,9	23	15,9
2123 Orthopédagogue	31	24,1	29	23,4
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	11	8,5	9	6,5
2150 Psychoéducateur	1	0,2	1	0,9
2153 Conseiller en formation scolaire	2	1,8	2	1,3
Total	93	70,3	88	66,0

831000 de Laval

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	3	2,7	3	2,8
2109 Conseiller d'orientation	13	8,5	16	12,3
2112 Orthophoniste ou audiologiste	19	15,1	19	13,4
2113 Psychologue	36	26,8	36	25,4
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	2	0,4		
2116 Ergothérapeute	3	2,3	2	2,0
2123 Orthopédagogue	2	1,8	2	1,6
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	13	11,4	13	10,5
2150 Psychoéducateur	17	15,1	17	14,1
2151 Agent de réadaptation fonctionnelle	1	0,1	1	0,6
2153 Conseiller en formation scolaire	6	4,2	6	4,6
Total	115	88,4	115	87,4

841000 des Affluents

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation			1	0,8
2109 Conseiller d'orientation	10	6,6	8	6,6
2111 Travailleur social	1	0,8	1	0,8
2112 Orthophoniste ou audiologiste	20	13,0	17	13,9
2113 Psychologue	32	21,7	33	23,3

841000 des Affluents

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	5	3,3	5	3,9
2116 Ergothérapeute	9	4,7	8	5,9
2123 Orthopédagogue	29	20,8	34	26,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	12	10,8	12	10,7
2150 Psychoéducateur	7	6,0	8	6,3
2152 Agent de correction langage et audition	2	0,5		
Total	127	88,2	127	98,2

842000 des Samares

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,6		
2109 Conseiller d'orientation	14	11,6	14	11,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	7	5,1	8	5,9
2113 Psychologue	17	11,8	15	10,8
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	6	2,9	6	3,3
2116 Ergothérapeute	1	0,0		
2123 Orthopédagogue	23	19,9	36	29,2
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	10	7,4	9	7,5
2150 Psychoéducateur	8	7,7	9	8,1
2152 Agent de correction langage et audition	1	0,1	1	0,1
Total	88	67,2	98	76,6

851000 de la Seigneurie-des-Mille-Îles

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,9	2	2,0
2107 Animateur de vie étudiante	2	2,0	2	2,0
2109 Conseiller d'orientation	8	7,7	13	11,4
2113 Psychologue	45	33,7	48	32,7
2116 Ergothérapeute			1	0,1
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	7	5,2	7	5,5
2150 Psychoéducateur	12	7,3	13	10,7
2152 Agent de correction langage et audition	15	11,9	18	13,6
2153 Conseiller en formation scolaire	15	14,2	18	15,1
2154 Conseiller en rééducation	1	1,0	1	1,0
Total	106	83,9	123	94,0

852000 de la Rivière-du-Nord

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	3	2,4	3	2,8
2109 Conseiller d'orientation	12	10,6	13	10,2
2112 Orthophoniste ou audiologiste	10	8,7	10	8,0
2113 Psychologue	14	10,3	13	10,0
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	5	4,2	4	3,7
2123 Orthopédagogue	4	3,2	3	3,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	7	5,1	6	4,4
2149 Agent de service social	3	2,3	2	1,1
2150 Psychoéducateur	7	5,4	7	6,3
Total	65	52,1	61	49,5

853000 des Laurentides

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	1,2	1	1,0
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,3	1	0,4
2109 Conseiller d'orientation	3	2,9	4	2,4
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	0,2		
2113 Psychologue	4	3,6	4	3,6
2123 Orthopédagogue			2	0,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	7	5,0	7	4,8
2149 Agent de service social	1	0,2	3	1,4
2150 Psychoéducateur	2	2,0	1	0,9
2153 Conseiller en formation scolaire	4	3,1	5	3,3
2154 Conseiller en rééducation	1	0,9	2	1,6
Total	27	19,5	30	19,6

854000 Pierre-Neveu

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,8	2	0,4
2107 Animateur de vie étudiante	2	0,8	1	0,5
2109 Conseiller d'orientation	4	2,4	5	3,2
2111 Travailleur social	1	0,5	1	0,5
2112 Orthophoniste ou audiologiste	1	1,0	1	1,0
2113 Psychologue	5	4,0	5	3,6
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	2	1,3	3	2,4
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	1,9	3	1,1
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	1,0	1	0,0
2150 Psychoéducateur	2	1,1	1	1,0
2152 Agent de correction langage et audition	1	0,3	1	0,9
2154 Conseiller en rééducation			1	0,9
Total	23	15,0	25	15,5

861000 de Sorel-Tracy

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	1,6	2	1,7
2109 Conseiller d'orientation	3	3,0	5	3,6
2112 Orthophoniste ou audiologiste	4	3,8	4	3,7
2113 Psychologue	5	3,5	4	3,1
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	0,8	1	0,6
2123 Orthopédagogue	4	2,3	5	3,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	2,3	4	2,2
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	1	1,0	1	1,0
2150 Psychoéducateur	7	5,3	8	6,5
2153 Conseiller en formation scolaire	2	2,0	2	2,0
2154 Conseiller en rééducation	1	0,6	2	1,3
Total	34	26,1	38	28,7

862000 de Saint-Hyacinthe

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	11	10,5	11	8,9

862000 de Saint-Hyacinthe

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	6	3,1	7	4,8
2111 Travailleur social	3	1,2	3	0,5
2112 Orthophoniste ou audiologiste	8	5,0	7	5,1
2113 Psychologue	11	7,9	11	8,7
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	3	2,3	2	1,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	6	5,2	6	5,5
2150 Psychoéducateur	3	1,7	5	4,1
2153 Conseiller en formation scolaire	1	1,0	3	1,5
2154 Conseiller en rééducation	3	2,0	3	2,3
Total	56	41,0	59	43,7

863000 des Hautes-Rivières

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	23	19,2	22	19,1
2109 Conseiller d'orientation	13	10,3	12	8,9
2112 Orthophoniste ou audiologiste	9	8,2	9	7,6
2113 Psychologue	15	12,9	15	11,9
2123 Orthopédagogue	23	17,9	22	19,1
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	10	8,4	10	7,3
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	1,4	2	1,4
2153 Conseiller en formation scolaire	1	1,0	1	1,0
2154 Conseiller en rééducation			2	1,6
Total	96	79,3	95	77,8

864000 Marie-Victorin

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	4	2,9	3	1,6
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,5	1	0,9
2109 Conseiller d'orientation	19	16,5	18	15,3
2112 Orthophoniste ou audiologiste	30	22,3	31	23,6
2113 Psychologue	39	30,8	43	33,2
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	5	4,8	6	5,0
2123 Orthopédagogue	1	1,0	4	2,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	13	10,2	13	10,8
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	6	5,1	7	5,6
2149 Agent de service social	1	1,0	3	2,5
2150 Psychoéducateur	28	21,5	30	23,6
2152 Agent de correction langage et audition	3	1,7	3	1,4
2154 Conseiller en rééducation	4	2,9	4	1,8
Total	154	121,3	166	127,6

865000 des Patriotes

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	0,8	1	0,1
2109 Conseiller d'orientation	14	10,9	16	12,2
2112 Orthophoniste ou audiologiste	22	14,3	24	14,4
2113 Psychologue	35	25,9	38	27,1
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	2	1,8

865000 des Patriotes

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2123 Orthopédagogue	1	0,6	1	0,8
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	13	11,6	14	11,6
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	2,0	2	2,0
2150 Psychoéducateur	19	12,3	25	14,4
2153 Conseiller en formation scolaire	1	1,0	1	1,0
2154 Conseiller en rééducation			4	0,3
Total	110	80,4	128	85,6

866000 de Val-des-Cerfs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	8	6,6	7	5,5
2109 Conseiller d'orientation	9	7,1	11	9,6
2112 Orthophoniste ou audiologiste	7	6,8	7	6,5
2113 Psychologue	15	9,1	14	11,4
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	3	1,4	2	1,5
2123 Orthopédagogue	2	1,9	2	1,9
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	9	8,1	9	7,8
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	1,4	2	1,2
2149 Agent de service social	5	3,7	5	3,2
2150 Psychoéducateur	11	9,2	13	10,0
2153 Conseiller en formation scolaire	2	1,5	2	1,2
2154 Conseiller en rééducation	1	0,8	3	1,8
Total	74	57,5	77	61,6

867000 des Grandes-Seigneuries

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	1,9	2	1,9
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	2	1,9
2109 Conseiller d'orientation	11	7,8	13	10,1
2112 Orthophoniste ou audiologiste	12	8,4	10	8,1
2113 Psychologue	23	16,8	24	16,5
2123 Orthopédagogue	1	0,9	2	1,7
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	10	7,7	10	7,7
2150 Psychoéducateur	9	6,9	9	7,9
2152 Agent de correction langage et audition	2	0,5		
2153 Conseiller en formation scolaire	3	2,2	6	1,7
2154 Conseiller en rééducation			1	0,9
Total	74	54,0	79	58,3

868000 de la Vallée-des-Tisserands

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	6	5,6	5	4,6
2107 Animateur de vie étudiante	2	1,4	2	1,4
2109 Conseiller d'orientation	4	3,8	4	3,6
2112 Orthophoniste ou audiologiste	3	1,8	3	2,4
2113 Psychologue	9	8,2	10	7,9
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	5	3,8	5	3,1

868000 de la Vallée-des-Tisserands

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2150 Psychoéducateur	13	9,3	13	10,7
Total	43	34,9	43	34,8

869000 des Trois-Lacs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation			1	0,9
2109 Conseiller d'orientation	7	5,0	8	5,7
2111 Travailleur social	1	0,7	1	0,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	4	1,8	5	2,7
2113 Psychologue	8	6,3	8	7,2
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	3	2,3	3	2,7
2116 Ergothérapeute			1	1,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	7	5,4	7	6,0
2149 Agent de service social	1	0,5	1	0,7
2150 Psychoéducateur	13	10,9	13	9,8
2151 Agent de réadaptation fonctionnelle	1	0,9		
2152 Agent de correction langage et audition	1	1,0	2	1,0
2154 Conseiller en rééducation	1	0,9	1	0,4
Total	47	35,7	51	38,8

871000 de la Riveraine

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	0,2	1	0,8
2107 Animateur de vie étudiante	1	0,6	1	0,5
2109 Conseiller d'orientation	2	1,4	2	1,9
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	1,1	3	0,9
2113 Psychologue	4	3,5	4	3,1
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	0,0	6	4,4
2123 Orthopédagogue	6	4,3	8	5,1
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	3,7	4	3,9
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	3	2,8	3	3,0
2150 Psychoéducateur	7	4,4	7	4,2
2153 Conseiller en formation scolaire	1	0,9	2	1,7
2154 Conseiller en rééducation	1	0,0	1	0,3
Total	33	22,9	42	29,8

872000 des Bois-Francs

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	9	7,6	11	7,6
2112 Orthophoniste ou audiologiste	4	3,6	5	4,2
2113 Psychologue	10	8,8	10	8,5
2123 Orthopédagogue	11	7,5	11	7,5
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	10	6,2	10	5,9
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	2	1,4	2	1,1
2150 Psychoéducateur	11	8,1	9	7,5
2152 Agent de correction langage et audition	1	0,8	1	0,8
Total	59	44,9	60	44,1

873000 des Chênes

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	7	6,1	7	6,4
2109 Conseiller d'orientation	10	8,0	9	8,4
2112 Orthophoniste ou audiologiste	3	2,1	3	2,3
2113 Psychologue	10	7,0	9	6,3
2123 Orthopédagogue	12	9,8	13	9,8
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	6	5,8	6	5,8
2150 Psychoéducateur	15	12,7	14	13,4
2152 Agent de correction langage et audition	5	2,3	3	3,0
2153 Conseiller en formation scolaire	5	4,5	8	6,8
2154 Conseiller en rééducation	2	0,6	2	0,6
Total	75	58,9	74	62,6

881000 Central Quebec

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	1,4	2	1,7
2109 Conseiller d'orientation	4	3,0	5	3,4
2113 Psychologue	5	4,8	5	4,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	4	2,0	5	2,1
2149 Agent de service social	2	1,8	2	1,8
2150 Psychoéducateur	5	2,1	3	1,8
2153 Conseiller en formation scolaire	2	1,1	1	1,0
2154 Conseiller en rééducation	1	1,0	1	1,0
Total	25	17,3	24	17,2

882000 Eastern Shores

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	1	1,0	1	1,0
Total	1	1,0	1	1,0

883000 Eastern Townships

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	7	6,3	7	3,9
2109 Conseiller d'orientation	5	4,5	6	5,2
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	1,9	2	2,0
2113 Psychologue	6	5,4	6	5,3
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	0,6	1	0,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	2	1,8	2	1,9
2150 Psychoéducateur			6	2,6
Total	23	20,5	30	20,9

884000 Riverside

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	2	2,0	2	1,3
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0

884000 Riverside

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2109 Conseiller d'orientation	1	0,8	1	0,4
2111 Travailleur social	1	0,5		
2112 Orthophoniste ou audiologiste	2	1,1	2	2,0
2113 Psychologue	4	2,4	3	2,3
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	5	3,4	4	3,6
2149 Agent de service social	1	0,4	1	1,0
2150 Psychoéducateur			1	0,4
2154 Conseiller en rééducation	4	3,2	4	3,3
Total	21	14,7	19	15,3

885000 Sir-Wilfrid-Laurier

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	12	9,7	12	9,1
2111 Travailleur social			1	1,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	5	3,3	6	3,8
2113 Psychologue	13	8,4	12	7,2
2116 Ergothérapeute	2	1,7	2	1,6
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	3	2,3	3	2,0
2152 Agent de correction langage et audition	1	0,4	1	0,4
Total	36	25,8	37	25,0

886000 Western Quebec

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	2	2,0	3	2,5
2112 Orthophoniste ou audiologiste			1	0,5
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	1	1,0	1	1,0
Total	4	4,0	6	5,0

887000 English-Montreal

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	1	1,0	1	1,0
2109 Conseiller d'orientation	24	20,6	24	19,8
2112 Orthophoniste ou audiologiste	13	9,8	12	9,5
2113 Psychologue	9	7,1	10	7,7
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	14	11,8	17	11,8
2116 Ergothérapeute	3	2,3	3	2,5
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	14	12,7	13	12,1
2153 Conseiller en formation scolaire	3	2,8	5	3,2
2154 Conseiller en rééducation	2	1,7	2	1,6
Total	83	69,9	87	69,1

888000 Lester-B.-Pearson

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	3	3,0	5	4,8
2107 Animateur de vie étudiante	1	1,0	1	1,0

888000 Lester-B.-Pearson

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
2109 Conseiller d'orientation	14	11,0	12	10,9
2112 Orthophoniste ou audiologiste	9	6,4	8	5,7
2113 Psychologue	17	12,7	17	12,3
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2116 Ergothérapeute	4	3,6	4	3,4
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	20	11,7	20	11,0
2149 Agent de service social			2	0,6
2150 Psychoéducateur	1	0,5	2	1,3
2151 Agent de réadaptation fonctionnelle	1	0,8	1	0,8
2152 Agent de correction langage et audition	2	2,0	2	1,9
2153 Conseiller en formation scolaire	4	2,1	3	2,2
2154 Conseiller en rééducation	4	3,1	4	3,2
Total	81	59,0	82	60,0

889000 New Frontiers

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2109 Conseiller d'orientation	3	2,6	3	2,0
2112 Orthophoniste ou audiologiste	3	1,9	2	2,0
2113 Psychologue	2	1,6	2	1,4
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	1	1,0	1	1,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	1	0,3		
2154 Conseiller en rééducation	1	0,2		
Total	11	7,6	8	6,4

Ensemble des commissions scolaires

	2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP
Corps d'emploi				
2106 Agent de réadaptation	183	142,6	175	125,9
2107 Animateur de vie étudiante	52	40,8	51	41,6
2109 Conseiller d'orientation	599	481,1	629	513,3
2111 Travailleur social	30	22,9	30	20,7
2112 Orthophoniste ou audiologiste	429	311,3	447	327,0
2113 Psychologue	836	629,4	848	638,0
2114 Conseiller en info. scolaire et profess.	88	63,8	93	70,0
2116 Ergothérapeute	26	18,6	25	20,3
2123 Orthopédagogue	282	212,4	308	239,0
2141 Animateur vie spirit. et engag. communau.	443	338,3	430	328,9
2147 Conseiller à l'éducation préscolaire	42	33,0	48	35,5
2149 Agent de service social	29	22,4	38	27,6
2150 Psychoéducateur	592	448,8	671	512,7
2151 Agent de réadaptation fonctionnelle	5	3,3	4	2,7
2152 Agent de correction langage et audition	42	26,6	43	30,4
2153 Conseiller en formation scolaire	129	99,5	144	105,1
2154 Conseiller en rééducation	44	31,9	60	38,2
Total	3 851	2 926,6	4 044	3 077,1

* La somme des arrondis peut ne pas correspondre au total des ETP.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Pour chacune des directions régionales du ministère de l'Éducation, le montant de la subvention de fonctionnement versée par le MELS, la liste du personnel selon le statut d'emploi et le poste occupé pour l'année 2012-2013 et la rémunération totale.

RÉPONSE

Voir les tableaux en annexe.

PERSONNEL ACTIF EN LIEN D'EMPLOI AU 30 NOVEMBRE 2012 PAR DIRECTION RÉGIONALE ET STATUT D'EMPLOI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI [1] (POSTE)	NOM	CORPS D'EMPLOI
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie –Îles-de-la-Madeleine	R	Bédard, Gérard	Cadre
	R	Belzile, Catherine	Spéc. en sciences de l'éducation
	O	Dionne, Lucie	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Dubé, Stéphanie	Agente de recherche
	R	Dufour, Hélène	Agente de recherche
	R	Dufour, Roseline	Agente de secrétariat
	R	Geoffrion, Catherine	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Lavoie, Roger	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Proulx, Louiselle	Agente de secrétariat
	R	Tardif, Diane	Spéc. en sciences de l'éducation
Saguenay–Lac-Saint-Jean	R	Belzil, Sandra	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Bouchard, Caroline	Agente de recherche
	R	Coulombe, Jean-François	Cadre
	R	Desbiens, Pierre	Technicien en administration
	R	Girard, Suzanne	Agente de recherche
	R	Martel, Lucie	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Simard, Doris	Spéc. en sciences de l'éducation
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	R	Bédard, Geneviève	Spéc. en sciences de l'éducation
	O	Bédard, Renée	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Bédard-Hô, Francine	Agente de recherche
	O	Clervoix, Bianca	Agente de recherche
	R	Côté, Josée	Agente d'information
	R	Harvey, Marilou	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Jean, Pauline	Agente de recherche
	O	Labonté, Madeleine	Agente de secrétariat
	R	Larose, Guy	Cadre
	O	Lavoie, Marie-Diane	Agente de secrétariat
	R	Morin, Chantal	Agente de recherche
	R	Robitaille, Charles	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Tessier, Francine	Agente de secrétariat
Mauricie et Centre-du-Québec	R	Bastien, Nancy	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Gaudet, Carole	Cadre
	R	Henry, Isabelle	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Morin, Brian	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Latapie, Brigitte	Agente de secrétariat
	R	Rheault, Marie-Hélène	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Sirois, Guillaume	Agent d'information
	R	Turcotte, Linda	Technicienne en administration
Estrie	R	Couture ,Yvon	Agent de recherche
	R	Lavoie, Line	Technicienne en administration
	R	Morin, Jean-François	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Ouellet, Nathalie	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Tremblay, Roger	Cadre
	R	Vigneault, Aline	Agente de secrétariat

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI [1] (POSTE)	NOM	CORPS D'EMPLOI
	R	Veilleux, Sylvie	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Zahra, Catherine	Spéc. en sciences de l'éducation
Laval, Laurentides et Lanaudière	R	Charlebois, Liette	Agente de secrétariat
	R	Desjardins, Chantal	Agente de secrétariat
	R	Desjardins, Josée	Agente de recherche
	R	Deslauriers, Danielle	Agente de secrétariat
	R	Goudreault, Gaëtan	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Jean, Noëlla	Agente d'information
	R	Joncas, Karine	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	L'Heureux, Jean-Marie	Technicien en administration
	R	Parent, Daniel	Cadre
	R	Parent, Luc	Agent de recherche
	R	Richer, Chantal	Spéc. en sciences de l'éducation
Montérégie	R	Archambault, Mireille	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Beauregard, Marie-Claude	Agente de recherche
	O	Benjamin, Johanne	Technicienne en administration
	R	Clermont, Hugo	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	De Gagné, Carole	Agente de recherche
	R	Gagnon, Karen	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Hallée, Carole	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Langlois, Lise	Cadre
	R	Maurice, Florence	Technicienne en administration
	R	Polento, Jacinthe	Agente de secrétariat
	O	Robert, Véronique	Agente d'information
	R	Savaria, Jean-Guy	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Stébenne, Suzanne	Agente de secrétariat
Montréal	R	Bonsaint, Lise	Agente de secrétariat
	R	Culée, Francis	Cadre
	R	Gauthier, Liliane	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Lavallée, Richard	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Quesnel, Jean-Patrice	Agent de recherche
Direction régionale adjointe de Montréal	O	Anajar, Fatima	Agente de bureau
	R	Beauregard, Lucie	Cadre
	O	Bouchib, Amira	Agente de bureau
	R	Chapados, Sylvie	Agente de bureau
	R	Chevalier, Maryse	Agente de secrétariat
	R	Éthier, Nancy	Préposée aux renseignements
	O	Gauthier, Suzanne	Agente de secrétariat
	R	Guérin, Chantal	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Imbeault, Brigitte	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Leblanc, Nathalie	Spéc. en sciences de l'éducation
	O	Lundy, Mélissa	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs
	R	Mailloux, Gaétan	Agent de bureau
	R	Rasoloniaina, Sahondra	Agente de bureau
	O	Sanlé, Anick	Technicienne en administration
	R	Séguin, Richard	Agent d'information
	R	Ste-Marie, Linda	Attachée d'administration
	R	Vachon, Claire	Technicienne en administration
	R	Zajc, Miléna	Spéc. en sciences de l'éducation

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI [1] (POSTE)	NOM	CORPS D'EMPLOI
Outaouais	R	Bilodeau, Martine	Technicienne en administration
	R	Bouvrette, Nathalie	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Daoust, Christiane	Agente de recherche
	R	Ducharme, Mélissa	Agente de secrétariat
	R	Duperré, Alain	Agent de recherche
	R	Goyette, Jacques	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Lafontaine, Louise	Cadre
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	R	Bilodeau, Louise	Cadre
	R	Boivin, Johanne	Technicienne en administration
	R	Décarie, Marc	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Guimond, Danielle	Agente de recherche
	R	Larouche, Caroline	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Marcoux, Johanne	Agente de secrétariat
	R	Prévost, Françoise	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Vachon, Suzie	Spéc. en sciences de l'éducation
Côte-Nord	R	Barriault, Claire	Spéc. en sciences de l'éducation
	R	Côté, Suzanne	Cadre
	R	de Mendoça, Lucy	Cadre (congé sans solde)
	R	Gauthier, Nathalie	Agente de recherche
	R	Landry, Brigitte	Agente de recherche
	R	Leblanc, Sylvie	Agente de secrétariat
	R	Tremblay, Lorraine	Agente de bureau

[1] **Statut d'emploi :** O = poste occasionnel
R = poste régulier

BUDGET DE FONCTIONNEMENT PAR DIRECTION RÉGIONALE

DIRECTION RÉGIONALE	BUDGET DE FONCTIONNEMENT
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie –Îles-de-la-Madeleine	134 000 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean	101 000 $
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	123 000 $
Mauricie et Centre-du-Québec	111 000 $
Estrie	120 000 $
Laval, Laurentides et Lanaudière	112 000 $
Montérégie	101 108 $
Montréal	156 000 $
Direction régionale adjointe de Montréal	-
Outaouais	131 000 $
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	140 000 $
Côte-Nord	155 000 $
Total	**1 384 100 $**

Le budget de rémunération total du personnel des directions régionales du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour l'année 2012-2013 est de : 7 640 800 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

État du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires. Cumul de l'entretien différé accumulé.

RÉPONSE

Les commissions scolaires du Québec possèdent environ 3 600 bâtiments de toute nature et de tout usage, dont 3 090 lieux de formation. La superficie bâtie est d'environ 15 354 000 m^2 et sa valeur à neuf est estimée à 31,7 G$ (sur la base de 2 066 $/$m^2$ pour reconstruire).

Selon les données les plus récentes compilées dans le Système automatisé pour le maintien des actifs immobiliers des commissions scolaires (SIMACS), le déficit d'entretien était légèrement supérieur à 2,2 G$ en 2012-2013. Celui-ci évolue chaque année en fonction des projets de réparation réalisés, des travaux de réparation qui deviennent nécessaires par le vieillissement des composantes et de l'évolution des coûts de la construction non résidentielle.

Le déficit d'entretien de chacune des commissions scolaires, au 1er avril 2012, est présenté en annexe.

Les travaux faisant partie du déficit d'entretien portent principalement sur les toitures, les fenêtres et les portes, les parements extérieurs, les systèmes mécaniques et les revêtements intérieurs. Au cours des sept dernières années, soit depuis l'année scolaire 2005-2006 jusqu'à l'année scolaire 2011-2012, les projets financés par le Ministère ont été :

	Nombre de projets	Montant investi M$	%
• Toitures	2 072	504	26,1
• Fenêtres et portes	1 499	344	17,8
• Parements extérieurs	1 297	316	16,4
• Systèmes mécaniques	1 529	260	13,5
• Autres (revêtements intérieurs, aménagements extérieurs, voies d'accès, stationnement…)	3413	507	26,2
Total	**9 810**	**1 931**	**100,0**

N° CS	Commission scolaire	Déficit d'entretien accumulé au 30 juin 2012
711	CS des Monts-et-Marées	18 813 594 $
712	CS des Phares	13 939 655 $
713	CS du Fleuve-et-des-Lacs	10 067 731 $
714	CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	12 488 672 $
721	CS du Pays-des-Bleuets	13 853 884 $
722	CS du Lac-Saint-Jean	22 886 169 $
723	CS des Rives-du-Saguenay	17 134 858 $
724	CS De La Jonquière	18 394 136 $
731	CS de Charlevoix	24 330 108 $
732	CS de la Capitale	44 682 651 $
733	CS des Découvreurs	21 728 757 $
734	CS des Premières-Seigneuries	11 174 479 $
735	CS de Portneuf	18 773 111 $
741	CS du Chemin-du-Roy	23 835 269 $
742	CS de l'Énergie	15 603 503 $
751	CS des Hauts-Cantons	9 263 155 $
752	CS de la Région-de-Sherbrooke	14 075 858 $
753	CS des Sommets	23 392 814 $
761	CS de la Pointe-de-l'Île	170 933 184 $
762	CS de Montréal	412 279 706 $
763	CS Marguerite-Bourgeoys	197 431 337 $
771	CS des Draveurs	11 614 504 $
772	CS des Portages-de-l'Outaouais	8 032 757 $
773	CS au Coeur-des-Vallées	11 804 602 $
774	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	5 671 466 $
781	CS du Lac-Témiscamingue	3 784 482 $
782	CS de Rouyn-Noranda	10 087 283 $
783	CS Harricana	7 164 871 $
784	CS de l'Or-et-des-Bois	12 405 492 $
785	CS du Lac-Abitibi	4 084 109 $
791	CS de l'Estuaire	22 622 721 $
792	CS du Fer	32 356 146 $
793	CS de la Moyenne-Côte-Nord	10 149 158 $
801	CS de la Baie-James	7 690 744 $
811	CS des Îles	2 507 895 $
812	CS des Chic-Chocs	48 013 956 $
813	CS René-Lévesque	13 336 253 $
821	CS de la Côte-du-Sud	52 790 896 $

N° CS	Commission scolaire	Déficit d'entretien accumulé au 30 juin 2012
822	CS des Appalaches	10 758 200 $
823	CS de la Beauce-Etchemin	71 817 299 $
824	CS des Navigateurs	15 310 426 $
831	CS de Laval	25 862 311 $
841	CS des Affluents	38 685 073 $
842	CS des Samares	124 413 036 $
851	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	52 153 259 $
852	CS de la Rivière-du-Nord	26 102 638 $
853	CS des Laurentides	11 690 237 $
854	CS Pierre-Neveu	7 819 302 $
861	CS de Sorel-Tracy	6 742 141 $
862	CS de Saint-Hyacinthe	14 121 563 $
863	CS des Hautes-Rivières	20 218 350 $
864	CS Marie-Victorin	38 509 400 $
865	CS des Patriotes	44 910 374 $
866	CS du Val-des-Cerfs	21 539 250 $
867	CS des Grandes-Seigneuries	33 605 373 $
868	CS de la Vallée-des-Tisserands	7 064 339 $
869	CS des Trois-Lacs	30 928 102 $
871	CS de la Riveraine	10 302 605 $
872	CS des Bois-Francs	40 225 193 $
873	CS des Chênes	27 416 859 $
881	CS Central Québec	8 313 385 $
882	CS Eastern Shores	2 370 024 $
883	CS Eastern Townships	17 419 188 $
884	CS Riverside	8 852 995 $
885	CS Sir-Wilfrid-Laurier	29 764 933 $
886	CS Western Québec	22 450 600 $
887	CS English-Montréal	34 817 333 $
888	CS Lester-B.-Pearson	35 906 839 $
889	CS New Frontiers	10 218 715 $
	TOTAL	**2 229 509 309 $**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires, par école et par école privée subventionnée, en 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Les sommes accordées aux commissions scolaires dans le cadre du Plan d'action sur la lecture à l'école pour l'année scolaire 2011-2012 sont présentées à l'annexe 1.

Les sommes accordées aux commissions scolaires pour l'année scolaire 2012-2013 ne sont pas disponibles.

Le Ministère verse des allocations aux commissions scolaires et non aux écoles, la ventilation des sommes accordées par école n'est donc pas disponible.

Les sommes accordées aux établissements privés agréés aux fins de subventions dans le cadre du Plan d'action sur la lecture à l'école pour les années scolaires 2011-2012 et 2012-2013 sont présentées à l'annexe 2. Ces sommes sont allouées a priori.

PLAN D'ACTION DE LA LECTURE À L'ÉCOLE
ALLOCATIONS PAR COMMISSION COLAIRE
POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2011-2012

No CS	Commissions scolaires	Année scolaire 2011-2012
711	CS des Monts-et-Marées	95 229 $
712	CS des Phares	183 958 $
713	CS du Fleuve-et-des-Lacs	86 318 $
714	CS de Kamouraska–Rivière-du-Loup	159 304 $
721	CS du Pays-des-Bleuets	66 393 $
722	CS du Lac-Saint-Jean	59 318 $
723	CS des Rives-du-Saguenay	154 404 $
724	CS de La Jonquière	72 485 $
731	CS de Charlevoix	80 408 $
732	CS de la Capitale	253 149 $
733	CS des Découvreurs	210 970 $
734	CS des Premières-Seigneuries	310 214 $
735	CS de Portneuf	154 391 $
741	CS du Chemin-du-Roy	253 952 $
742	CS de l'Énergie	189 015 $
751	CS des Hauts-Cantons	109 303 $
752	CS de la Région-de-Sherbrooke	268 105 $
753	CS des Sommets	1 710 243 $
761	CS de la Pointe-de-l'Île	373 971 $
762	CS de Montréal	1 072 278 $
763	CS Marguerite-Bourgeoys	541 140 $
771	CS des Draveurs	210 041 $
772	CS des Portages-de-l'Outaouais	178 096 $
773	CS au Coeur-des-Vallées	108 875 $
774	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	27 685 $
781	CS du Lac-Témiscamingue	18 286 $
782	CS de Rouyn-Noranda	100 645 $
783	CS Harricana	31 718 $
784	CS de l'Or-et-des-Bois	104 029 $
785	CS du Lac-Abitibi	27 667 $
791	CS de l'Estuaire	44 980 $
792	CS du Fer	42 942 $
793	CS de la Moyenne-Côte-Nord	6 672 $
800	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal	0 $
801	CS de la Baie-James	18 718 $
811	CS des Îles	12 733 $
812	CS des Chic-Chocs	28 839 $
813	CS René-Lévesque	97 947 $
821	CS de la Côte-du-Sud	126 518 $
822	CS des Appalaches	44 108 $
823	CS de la Beauce-Etchemin	250 111 $
824	CS des Navigateurs	342 546 $
831	CS de Laval	574 803 $

No CS	Commissions scolaires	Année scolaire 2011-2012
841	CS des Affluents	415 728 $
842	CS des Samares	197 056 $
851	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	547 778 $
852	CS de la Rivière-du-Nord	245 523 $
853	CS des Laurentides	178 651 $
854	CS Pierre-Neveu	89 420 $
861	CS de Sorel-Tracy	102 632 $
862	CS de Saint-Hyacinthe	212 109 $
863	CS des Hautes-Rivières	220 029 $
864	CS Marie-Victorin	392 483 $
865	CS des Patriotes	392 396 $
866	CS du Val-des-Cerfs	247 482 $
867	CS des Grandes-Seigneuries	361 341 $
868	CS de la Vallée-des-Tisserands	184 263 $
869	CS des Trois-Lacs	235 819 $
871	CS de la Riveraine	47 006 $
872	CS des Bois-Francs	105 976 $
873	CS des Chênes	163 065 $
881	CS Central Québec	96 288 $
882	CS Eastern Shores	63 558 $
883	CS Eastern Townships	104 194 $
884	CS Riverside	194 541 $
885	CS Sir-Wilfrid-Laurier	241 353 $
886	CS Western Québec	118 418 $
887	CS English-Montréal	311 753 $
888	CS Lester-B.-Pearson	334 951 $
889	CS New Frontiers	88 526 $

PLAN D'ACTION DE LA LECTURE À L'ÉCOLE
ALLOCATIONS PAR ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS
AGRÉÉS AUX FINS DE SUBVENTIONS
ANNÉES SCOLAIRES 2011-2012 ET 2012-2013

No EEP	Établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions	Année scolaire 2011-2012	Année scolaire 2012-2013
001500	Académie Antoine-Manseau	3 460 $	2 994 $
003500	L'Académie Beth Rivkah pour filles	1 623 $	1 626 $
004500	Académie chrétienne Rive-Nord inc.	279 $	296 $
006500	Académie François-Labelle	2 215 $	2 205 $
007500	Académie Ibn Sina	971 $	1 055 $
016500	Académie Lafontaine	7 616 $	7 792 $
017500	Académie Laurentienne (1986)	1 171 $	1 094 $
019500	Académie Louis-Pasteur	1 815 $	1 883 $
026500	Académie Michèle-Provost	2 986 $	2 994 $
027500	Académie St-Louis (Québec)	7 116 $	7 727 $
029500	L'Académie Ste-Thérèse inc.	7 420 $	7 461 $
030500	Académie Solomon Schechter	2 481 $	2 410 $
034500	Centre académique de Lanaudière	1 414 $	1 395 $
035500	Centre académique Fournier	775 $	784 $
037500	Centre d'intégration scolaire	975 $	893 $
044500	Centre François Michelle	1 449 $	1 530 $
046500	Maison Montessori des 4 Vallées (École Montessori des 4 Vallées)	305 $	349 $
053500	Centre psycho-pédagogique de Québec	753 $	649 $
055500	Collège Antoine-Girouard	2 720 $	2 637 $
056500	Collège Beaubois	4 983 $	5 007 $
057500	Collège Bourget	6 567 $	6 894 $
058500	Collège Champagneur	1 384 $	1 360 $
059500	Collège Charlemagne	5 614 $	5 744 $
065500	Collège Charles-Lemoyne de Longueuil	11 298 $	11 431 $
066500	Collège Claretain de Victoriaville	2 777 $	2 563 $
069500	Collège de Champigny	2 990 $	2 689 $
074500	La corporation du Collège de l'Assomption	5 479 $	5 103 $
075500	Collège de l'Ouest de l'Ile	1 710 $	1 669 $
076500	Collège de Lévis	4 087 $	4 001 $
077500	Collège de Montréal	5 017 $	5 173 $
079500	Collège Ste-Anne-de-la- Pocatière	2 442 $	1 987 $
084500	Collège Supérieur de Montréal (CSM) inc.	1 284 $	1 177 $
085500	Collège Dina Bélanger	1 262 $	1 216 $
086500	Collège du Mont Sainte-Anne	1 354 $	1 220 $
087500	Collège du Sacré-Cœur, coopérative de solidarité	2 085 $	1 983 $
088500	Collège Durocher Saint-Lambert	9 959 $	10 010 $
089500	Collège Esther Blondin	5 035 $	5 064 $
096500	Le Collège Français (1965) inc.	8 387 $	8 289 $
097500	Le Collège Français primaire	3 247 $	3 186 $
098500	Collège François-Delaplace	805 $	710 $
099500	Collège Héritage de Châteauguay	2 085 $	2 179 $
106500	La corporation du Collège Jean-De-Brébeuf	3 312 $	3 295 $

No EEP	Établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions	Année scolaire 2011-2012	Année scolaire 2012-2013
107500	Collège Jean-de-la-Mennais	6 045 $	6 127 $
114500	Collège Jean-Eudes inc.	7 377 $	7 352 $
115500	Collège Jésus-Marie de Sillery	4 491 $	4 267 $
116500	Collège Laval	8 278 $	8 319 $
117500	Collège international Marie de France	4 814 $	5 428 $
118500	Collège Marie-de-l'Incarnation	3 208 $	3 225 $
119500	Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke inc.	2 185 $	2 179 $
123500	Collège Mont-Sacré-Cœur	3 499 $	3 408 $
124500	Collège Mont-Royal	2 294 $	2 231 $
125500	Collège Mont-Saint-Louis, association coopérative	6 189 $	6 106 $
126500	Collège Notre-Dame	7 072 $	7 060 $
127500	Collège Notre-Dame-de-L'Assomption	1 863 $	1 726 $
128500	Collège Notre-Dame-De-Lourdes	4 $	4 053 $
129500	Collège Notre-Dame des Servites	1 380 $	1 328 $
137500	Collège rabbinique du Canada	244 $	144 $
138500	Collège Laurier (autrefois Collège Rachel)	971 $	745 $
139500	Collège Regina Assumpta (1995)	9 679 $	9 662 $
144500	Collège Rivier	840 $	741 $
145500	Collège Saint-Alexandre de la Gatineau	4 296 $	4 367 $
147500	Collège Saint-Bernard	6 550 $	6 424 $
148500	Le Collège Saint-Charles-Garnier	3 843 $	3 709 $
149500	Collège St-Hilaire inc.	2 603 $	2 565 $
157500	Collège St-Jean-Vianney	5 218 $	5 160 $
158500	Collège Saint-Maurice	3 299 $	3 255 $
159500	Collège Saint-Paul	4 169 $	4 118 $
163500	Collège Sainte-Anne de Lachine	7 935 $	8 134 $
164500	Collège Ste-Marcelline	3 878 $	3 935 $
165500	Collège Stanislas	8 004 $	9 034 $
166500	Collège Ville-Marie	1 919 $	1 904 $
168500	L'École Akiva	1 502 $	1 512 $
184500	École Apostolique de Chicoutimi	892 $	920 $
185500	École Alex Manoogian (École Armen-Québec de l'Union Générale Arménienne de Bienfaisance)	1 145 $	937 $
187500	École Augustin Roscelli	1 811 $	1 809 $
188500	École Beth Jacob de Rav Hirschprung	1 893 $	1 931 $
195500	École Buissonière, centre de formation artistique inc.	1 323 $	1 443 $
196500	École Charles-Perrault (Pierrefonds)	1 388 $	1 460 $
198500	École Chrétienne Emmanuel	431 $	427 $
204500	École communautaire Belz	3 303 $	3 739 $
205500	École d'administration et de secrétariat de la Rive Sud inc (Collège de comptabilité et de secrétariat du Québec, campus de Longueuil inc.)	370 $	392 $
208500	Académie internationale Zig Zag	574 $	632 $
209500	École de formation hébraïque de la congrégation Beth Tikvah	1 397 $	1 347 $
215500	École de secrétariat Notre-Dame-des-Neiges (1985)(Collège de comptabilité et de secrétariat du Québec, campus de Sherbrooke inc.)	370 $	327 $
219500	École Miss Edgar et Miss Cramp	849 $	841 $
226500	École Jésus-Marie de Beauceville	1 710 $	1 700 $

No EEP	Établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions	Année scolaire 2011-2012	Année scolaire 2012-2013
227500	École le Sommet (Summit School)	2 080 $	2 166 $
228500	École les Mélèzes	2 581 $	2 554 $
229500	École Maïmonide	2 520 $	2 811 $
237500	École Marcelle-Mallet	2 163 $	2 314 $
239500	École Marie Anne	827 $	732 $
244500	École Marie-Clarac	5 688 $	5 722 $
249500	École Montessori de l'Outaouais inc.	731 $	780 $
254500	École Montessori de Québec inc.	440 $	545 $
255500	École primaire Montessori St-Nicolas	157 $	200 $
266500	École Notre Dame de Nareg	971 $	928 $
268500	École Orale de Montréal pour les sourds inc.	161 $	153 $
269500	École Pasteur S.S.B.L.	3 012 $	3 033 $
278500	École Peter Hall inc.	2 163 $	2 131 $
279500	École Plein Soleil (Association coopérative)	779 $	784 $
288500	École première Mesifta du Canada	557 $	601 $
299500	École primaire des Arbrisseaux inc.	592 $	0 $
304500	École Primaire, Les Trois Saisons inc.	1 349 $	1 255 $
305500	Communauté héllénique du Grand Montréal (Éc.prim.Socrates Éc. Démosthène)	5 867 $	5 853 $
306500	École Rudolf Steiner de Montréal inc.	222 $	196 $
308500	École St-Georges de Montréal	1 092 $	1 090 $
311500	École St-Joseph (1985) inc.	1 915 $	1 883 $
312500	École Sainte-Anne	927 $	928 $
314500	École secondaire de Bromptonville	2 111 $	2 066 $
315500	École secondaire du Verbe Divin inc.	2 089 $	2 196 $
317500	École secondaire François-Bourrin	1 819 $	1 586 $
320500	École secondaire privée de Baie-Comeau inc. (École secondaire Jean-Paul II)	979 $	906 $
321500	Collège Jeanne Normandin inc.	1 306 $	1 246 $
322500	Collège Letendre	6 611 $	6 790 $
323500	École secondaire Marcellin-Champagnat	4 426 $	4 624 $
324500	Collège d'Anjou inc.	2 315 $	2 301 $
326500	École secondaire Mont-Saint-Sacrement inc.	3 765 $	3 839 $
327500	Collège Notre-Dame de Rivière-du-Loup	1 889 $	1 904 $
335500	Collège Saint-Joseph de Hull	3 634 $	3 770 $
336500	École secondaire Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe	5 967 $	5 927 $
337500	Collège Saint-Sacrement	6 118 $	6 332 $
338500	École Selwyn House	1 314 $	1 342 $
345500	École Vanguard Québec limitée	3 930 $	3 998 $
347500	Écoles musulmanes de Montréal (Mosquée de Montréal)	496 $	532 $
349500	Externat Mont-Jésus-Marie	1 819 $	1 809 $
350500	Externat Sacré-Coeur	4 439 $	4 519 $
351500	Externat Saint-Jean-Berchmans	1 976 $	2 310 $
352500	Externat Saint-Jean-Eudes	4 478 $	4 545 $
365500	Institut d'enseignement de Sept-Îles inc.	949 $	1 015 $
367500	Collège Reine-Marie	2 141 $	1 996 $
368500	Institut Saint-Joseph inc.	1 858 $	1 765 $
374500	Institut secondaire Keranna (1992) inc.	2 724 $	2 828 $

No EEP	Établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions	Année scolaire 2011-2012	Année scolaire 2012-2013
377500	Juvénat Notre-Dame du Saint-Laurent (F.I.C.)	2 959 $	3 160 $
378500	Juvénat Saint-Jean (F.I.C.)	540 $	523 $
379500	Juvénat Saint-Louis-Marie	239 $	218 $
380500	L'Académie Centennale	840 $	859 $
381500	L'Académie des jeunes filles Beth Tziril	888 $	928 $
382500	Académie hébraïque inc.	2 267 $	2 253 $
384500	L'École Ali Ibn Abi Talib	831 $	819 $
385500	L'école Arménienne Sourp Hagop	2 890 $	2 898 $
386500	L'école des Ursulines de Québec	2 590 $	2 663 $
388500	L'école Sacré-Coeur de Montréal	1 132 $	1 068 $
394500	L'Institut canadien pour le développement neuro-intégratif	191 $	183 $
395500	Centre pédagogique Lucien-Guilbault inc.	588 $	588 $
398500	La Petite Académie du Boisé inc.	783 $	811 $
401500	Collège François-de-Laval (autr. Petit Séminaire de Québec) 12/12/2011	2 872 $	2 728 $
403500	Les écoles communautaires Skver	1 275 $	1 268 $
404500	Les écols juives populaires et les écoles Peretz	4 313 $	3 935 $
407500	Les Services Éducatifs du Séminaire Marie-Reine-du-Clergé	2 019 $	1 926 $
408500	Lower Canada College	1 989 $	2 066 $
410500	École secondaire Loyola (Loyola High School)	3 190 $	3 199 $
426500	Pensionnat des Sacrés-Coeurs	3 299 $	3 282 $
434500	Pensionnat du Saint-Nom-De-Marie	4 631 $	4 458 $
435500	Pensionnat Notre-Dame-des-Anges	2 655 $	2 650 $
436500	Externat Saint-Coeur de Marie	1 680 $	1 647 $
439500	Collège Queen Of Angels (Queen of Angels academy)	1 571 $	1 290 $
444500	Séminaire de Chicoutimi-services éducatifs	3 316 $	3 038 $
445500	Séminaire Sainte-Trinité	3 621 $	3 569 $
446500	Séminaire de Sherbrooke	4 313 $	4 188 $
447500	Séminaire des Pères Maristes inc.	2 816 $	3 029 $
448500	Séminaire du Sacré Coeur	2 141 $	2 201 $
449500	Collège des Hauts Sommets	635 $	606 $
454500	Séminaire Saint-François	5 656 $	5 625 $
455500	Séminaire Saint-Joseph Trois-Rivières	3 839 $	3 661 $
456500	Le Séminaire Ste-Marie de Shawinigan	2 085 $	1 782 $
457500	Séminaire Salésien de Sherbrooke	2 999 $	3 120 $
464500	Talmud Torahs Unis de Montréal inc.	2 755 $	2 719 $
466500	The Study (La Corporation The Study)	548 $	484 $
467500	Trafalgar School For Girls	823 $	806 $
468500	École Val Marie	2 472 $	2 462 $
469500	Villa-Maria	5 305 $	5 596 $
477500	Villa Sainte-Marcelline (Collège international des Marcellines)	2 167 $	2 144 $
478500	Académie Yéshiva Yavné	1 245 $	1 198 $
479500	Yeshiva Gedolah l'École d'études supérieures de Montréal (Yeshiva Gedola-Merkaz Hatorah de Montréal)	1 040 $	1 020 $
507500	École nationale de cirque	96 $	113 $
508500	L'école des Premières Lettres	722 $	767 $

No EEP	Établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions	Année scolaire 2011-2012	Année scolaire 2012-2013
509500	Collège Jacques-Prévert	1 571 $	1 595 $
512500	Institut d'Enseignement Dar Al Iman (École Dar Al Iman)	1 036 $	1 116 $
515500	L'École l'Eau-Vive	1 227 $	1 198 $
517500	Collège Coopératif l'Horizon	374 $	349 $
523500	École oraliste de Québec pour enfants sourds	144 $	157 $
524500	Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières	3 847 $	3 813 $
585501	Collège LaSalle	218 $	0 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégories d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) au cours des dix dernières années.

RÉPONSE

Le tableau en annexe illustre l'évolution du personnel du réseau des commissions scolaires selon la catégorie d'emploi. Les données incluent toutes les personnes qui avaient un lien d'emploi avec les commissions scolaires durant chacune des années scolaires. Les données concernant l'année scolaire 2011-2012 ne seront disponibles qu'au printemps 2013, et celles pour l'année scolaire 2012-2013 qu'au printemps 2014.

Source : Système du personnel des commissions scolaires (PERCOS).

ÉVOLUTION DU PERSONNEL DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI
(2001-2002 À 2010-2011)

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro)

CATÉGORIE D'EMPLOI	2001-2002		2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	IND[1]	ETP[2]	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
GESTIONNAIRE	5 986	5 379,2	6 191	5 470,6	6 262	5 554,1	6 261	5 565,9	6 160	5 446,5	6 329	5 564,5	6 417	5 609,1	6 460	5 699,7	6 578	5 791,1	6 607	5 870,7
PROFESSIONNEL	6 557	4 337,5	7 233	4 691,4	7 081	4 808,1	7 111	4 873,2	7 188	4 991,0	7 360	5 151,3	7 541	5 361,4	8 017	5 731,5	8 278	5 954,7	8 438	6 155,8
ENSEIGNANT	97 848	71 240,0	101 134	72 061,7	101 391	71 833,4	101 027	70 833,5	101 478	70 346,8	106 244	72 898,5	106 341	72 579,7	105 993	72 181,3	106 040	72 240,2	105 094	72 710,7
PERSONNEL DE SOUTIEN	66 805	30 760,6	68 930	32 013,4	68 651	32 479,1	68 990	32 416,9	70 265	32 215,3	71 634	33 017,1	72 542	33 719,9	73 321	34 568,2	74 377	35 228,6	75 369	35 921,7
TOTAL	177 196	111 717,3	183 488	114 237,1	183 385	114 674,7	183 389	113 689,5	185 091	112 999,6	191 567	116 631,4	192 841	117 270,1	193 791	118 180,7	195 273	119 214,6	195 508	120 658,9

COMMENTAIRE : Les données annuelles comptent toutes les personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation au cours d'une année scolaire complète.

[1] IND : individu par catégorie d'emploi.

[2] ETP : équivalent à temps plein.

Ces données représentent une année scolaire complète du 1er juillet au 30 juin.

Pour le personnel enseignant, ces informations concernent les emplois :

- à temps plein
- à temps partiel
- suppléants occasionnels (+ 20 jours, - 20 jours)
- à la leçon, à taux horaire (éducation des adultes et formation professionnelle).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre d'autorisations provisoires d'enseigner accordées en formation générale par année depuis 2007-2008 en précisant le domaine d'enseignement.

RÉPONSE

- L'autorisation provisoire d'enseigner est délivrée en vertu du Règlement sur les autorisations d'enseigner. Elle constitue une autorisation légale d'enseigner. Cette mesure permet à son titulaire d'enseigner tout en complétant sa formation, dans le but d'obtenir le brevet d'enseignement. L'autorisation provisoire d'enseigner est délivrée à certaines conditions, notamment : la personne doit avoir réussi une formation portant sur une discipline du régime pédagogique et elle doit avoir en main une promesse d'engagement pour enseigner dans cette discipline.

- Le tableau ci-après ventile les données par année et par discipline depuis 2007-2008.

Nombre d'autorisations provisoires d'enseigner émises en formation générale, depuis l'année scolaire 2007-2008, par discipline

Disciplines	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
Adaptation scolaire	54	40	49	27	36	**206**
Anglais, langue seconde	13	9	21	15	26	**84**
Anglais, langue d'enseignement				1	1	**2**
Arts	19	15	10	15	20	**79**
Autres		1	1	1		**3**
Culture amérindienne et inuit	2	1	5	2	3	**13**
Éducation physique et à la santé	8	12	3	8	4	**35**
Éducation préscolaire et primaire	30	29	21	14	29	**123**
Éthique et culture religieuse	3	2	6	3	4	**18**
Français, langue d'enseignement	39	49	51	32	31	**202**
Français, langue seconde	7	3		3	4	**17**
Mathématiques	35	41	52	24	17	**169**
Musique	10	16	20	14	23	**83**
Science et technologie	43	61	75	57	47	**283**
Sciences humaines	15	14	12	9	25	**75**
Total	**278**	**293**	**326**	**225**	**270**	**1392**

Source : Direction de la formation et de la titularisation du personnel scolaire en collaboration avec la Direction des systèmes d'information, données extraites le 15 octobre 2012.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution du nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, travailleurs sociaux, animateurs de vie étudiante et bibliothécaires dans chacune des commissions scolaires depuis 2007-2008 à aujourd'hui.

RÉPONSE

Les données en réponse à cette question, pour les corps d'emploi suivants, sont fournies à la question 83 :

- Bibliothécaire;
- Conseiller d'orientation;
- Conseiller pédagogique;
- Orthophoniste;
- Orthopédagogue;
- Psychologue;
- Psychoéducateur;
- Travailleur social.

Pour le corps d'emploi « animateur de vie étudiante », vous trouverez en annexe le tableau illustrant l'évolution de ce personnel pour les années scolaires 2007-2008 à 2010-2011 (1er juillet au 30 juin).

Les données concernant l'année scolaire 2011-2012 ne seront disponibles qu'au printemps 2013, et celles pour l'année scolaire 2012-2013 qu'au printemps 2014.

Source : PERCOS

Évolution du nombre d'animateurs de vie étudiante des commissions scolaires pour les années scolaires 2007-2008 à 2010-2011

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP[1] à zéro)

	Année scolaire							
	2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
Commission scolaire								
Affluents, des (841)	1	0,5						
Baie-James, de la (801)			3	1,4	3	2,2	3	2,3
Beauce-Etchemin, de la (823)	1	1,0	1	1,0	1	0,2		
Bois-Francs, des (872)	2	0,7	3	1,0	2	0,2		
Capitale, de la (732)	1	1,0	1	1,0	1	1,0	1	1,0
Central Quebec (881)	6	0,1	6	0,2	4	0,1	4	0,2
Chemin-du-Roy, du (741)	7	2,7	6	2,4	7	2,3	6	2,5
Coeur-des-Vallées, au (773)	1	0,4	1	0,4	1	0,5	2	0,6
Draveurs, des (771)	1	1,0	1	1,0	1	1,0	1	1,0
Découvreurs, des (733)	19	2,8	9	1,8	6	1,7	6	1,8
Fer, du (792)	4	1,1	1	0,9	1	1,0	2	1,0
Fleuve-et-des-Lacs, du (713)	1	0,3	1	0,1				
Grandes-Seigneuries, des (867)	1	0,9	1	1,0	1	1,0	2	1,8
Harricana (783)	1	0,9	1	0,8	1	1,0	1	0,8
Hauts-Cantons, des (751)	1	1,0	1	1,0	1	1,0	1	1,0
Hautes-Rivières, des (863)			1	0,7	2	0,4		
Iles, des (811)	2	0,9	2	0,5	1	0,5	1	0,5
Lac-Abitibi, du (785)	2	1,2	2	1,3	2	1,1	1	1,0
Lac-Témiscamingue, du (781)	3	0,1	1	0,3	1	0,5	1	0,1
Laurentides, des (853)			3	0,3	1	0,3	1	0,4
Lester-B.-Pearson (888)	2	1,0	1	1,0	1	0,9	1	0,9
Littoral, du (689)	1	0,2						
Marguerite-Bourgeoys (763)	3	2,0	3	2,8	3	2,6	3	2,5
Marie-Victorin (864)	1	0,8	1	0,8	2	0,7	2	1,0
Monts-et-Marées, des (711)	1	0,0						
Moyenne-Côte-Nord, de la (793)	2	1,0	4	1,3	1	0,9	1	0,9
Navigateurs, des (824)	1	0,7	1	1,0	2	0,9	2	1,4
Or-et-des-Bois, de l' (784)	3	2,9	8	3,7	5	3,3	5	3,4
Pays-des-Bleuets, du (721)	5	4,9	5	4,8	6	5,1	5	4,9
Phares, des (712)	3	2,1	2	1,9	2	2,0	2	1,9
Pierre-Neveu (854)	4	0,8	5	0,8	2	0,7	1	0,5
Pointe-de-l'Île, de la (761)	1	1,0	1	0,9	1	0,9	1	1,0
Portages-de-l'Outaouais, des (772)	1	0,9	1	0,9	1	1,0	1	0,9
Portneuf, de (735)	1	1,0	3	1,9	3	2,0	3	1,8
Premières-Seigneuries, des (734)	2	1,1	3	1,7				
Riveraine, de la (871)	1	0,7	1	0,7	1	0,5	1	0,4
Riverside (884)	1	0,6	1	0,9	1	1,0	1	1,0
Rives-du-Saguenay, des (723)	2	0,8			2	0,4	2	0,5
Rivière-du-Nord, de la (852)	1	0,0			1	0,8	2	0,8
Rouyn-Noranda, de (782)	3	2,0	4	2,1	4	2,2	4	2,2
Région-de-Sherbrooke, de la (752)			1	0,5	1	0,5		
Saint-Hyacinthe, de (862)	1	0,8	1	0,9	1	1,0	1	1,0
Seigneurie-des-Mille-Îles, de la (851)	2	1,9	3	2,2	3	2,6	2	2,0
Sommets, des (753)			1	0,0				
Sorel-Tracy, de (861)	1	0,0						
Trois-Lacs, des (869)					2	0,8	1	0,8
Vallée-des-Tisserands, de la (868)	2	1,4	2	1,4	2	1,4	2	1,4
Total	99	47,0	97	51,1	84	49,7	76	48,6

(1) - ETP : Équivalent à temps plein et montants arrondis
(2) - IND : Individu

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution du nombre d'élèves par commission scolaire depuis 2007-2008.

RÉPONSE

Effectif de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire chez les jeunes[1], réseau public, selon la commission scolaire, années scolaires 2007-2008 à 2011-2012[P]

		Année scolaire				
Code CS	Organisme responsable	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011[P]	2011-2012[P]
689000	CS du Littoral	694	652	623	638	604
711000	CS des Monts-et-Marées	5 223	4 967	4 780	4 632	4 521
712000	CS des Phares	9 101	8 866	8 581	8 494	8 394
713000	CS du Fleuve-et-des-Lacs	4 113	3 951	3 860	3 758	3 680
714000	CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	6 532	6 293	6 136	5 992	6 098
721000	CS du Pays-des-Bleuets	7 902	7 595	7 326	7 214	7 091
722000	CS du Lac-Saint-Jean	6 873	6 655	6 566	6 368	6 449
723000	CS des Rives-du-Saguenay	11 595	11 194	10 886	10 615	10 544
724000	CS De La Jonquière	8 382	7 965	7 759	7 591	7 460
731000	CS de Charlevoix	3 146	3 041	2 965	2 922	2 878
732000	CS de la Capitale	22 728	22 311	21 646	21 226	21 179
733000	CS des Découvreurs	12 105	11 746	11 311	11 009	10 754
734000	CS des Premières-Seigneuries	23 125	22 430	21 811	21 398	21 397
735000	CS de Portneuf	5 742	5 604	5 489	5 380	5 339
741000	CS du Chemin-du-Roy	17 160	16 625	16 374	15 959	15 701
742000	CS de l'Énergie	10 060	9 586	9 245	9 126	9 035
751000	CS des Hauts-Cantons	6 746	6 562	6 412	6 373	6 298
752000	CS de la Région-de-Sherbrooke	18 247	17 752	17 347	17 230	17 190
753000	CS des Sommets	8 549	8 288	8 154	8 027	7 941
759000	CS Crie	3 751	3 770	3 792	3 891	4 206
761000	CS de la Pointe-de-l'Île	27 988	27 694	27 495	27 954	28 284
762000	CS de Montréal	70 133	69 203	69 207	69 672	70 111
763000	CS Marguerite-Bourgeoys	38 752	38 680	39 046	39 434	39 921
769000	CS Kativik	3 121	3 114	3 128	3 125	3 131
771000	CS des Draveurs	17 811	17 131	16 664	16 172	15 920
772000	CS des Portages-de-l'Outaouais	12 877	12 828	12 677	12 965	13 181
773000	CS au Coeur-des-Vallées	6 625	6 381	6 144	5 951	5 917
774000	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	3 293	3 119	2 982	2 906	2 789
781000	CS du Lac-Témiscamingue	2 197	2 100	2 033	2 014	1 988
782000	CS de Rouyn-Noranda	5 675	5 382	5 254	5 121	5 093
783000	CS Harricana	3 777	3 650	3 545	3 468	3 470
784000	CS de l'Or-et-des-Bois	5 878	5 651	5 486	5 463	5 374
785000	CS du Lac-Abitibi	3 220	3 119	3 054	3 016	2 928
791000	CS de l'Estuaire	5 503	5 168	4 940	4 715	4 602
792000	CS du Fer	4 686	4 566	4 559	4 437	4 472
793000	CS de la Moyenne-Côte-Nord	708	720	724	727	733
801000	CS de la Baie-James	2 135	2 071	1 988	1 947	1 916
811000	CS des Îles	1 617	1 522	1 465	1 387	1 327
812000	CS des Chic-Chocs	3 514	3 366	3 218	3 124	3 078
813000	CS René-Lévesque	5 681	5 371	5 136	5 034	4 936
821000	CS de la Côte-du-Sud	8 933	8 555	8 377	8 228	8 215
822000	CS des Appalaches	5 037	4 874	4 779	4 609	4 513
823000	CS de la Beauce-Etchemin	17 568	16 974	16 649	16 337	16 265
824000	CS des Navigateurs	20 569	19 986	19 568	19 474	19 400
831000	CS de Laval	38 549	38 416	38 058	37 693	37 708
841000	CS des Affluents	34 616	33 515	32 825	32 309	32 132
842000	CS des Samares	22 266	21 730	21 148	20 678	20 334
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	37 488	36 486	35 651	34 911	34 565
852000	CS de la Rivière-du-Nord	20 860	20 340	20 167	20 012	20 001
853000	CS des Laurentides	8 390	8 168	8 020	7 755	7 565
854000	CS Pierre-Neveu	4 634	4 356	4 224	4 054	4 031
861000	CS de Sorel-Tracy	5 802	5 588	5 401	5 305	5 170
862000	CS de Saint-Hyacinthe	12 191	11 928	11 648	11 580	11 558
863000	CS des Hautes-Rivières	19 401	18 615	18 141	17 798	17 435
864000	CS Marie-Victorin	32 632	31 633	30 850	30 466	30 111
865000	CS des Patriotes	30 917	30 291	29 743	29 506	29 501
866000	CS du Val-des-Cerfs	16 112	15 865	15 492	15 449	15 480
867000	CS des Grandes-Seigneuries	22 066	21 715	21 406	21 239	21 019
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	9 392	9 031	8 649	8 256	7 975
869000	CS des Trois-Lacs	13 933	13 721	13 523	13 508	13 638
871000	CS de la Riveraine	5 521	5 323	5 257	5 150	5 089
872000	CS des Bois-Francs	12 122	11 801	11 456	11 290	11 289
873000	CS des Chênes	12 119	11 905	11 688	11 771	11 864
881000	CS Central Québec	4 655	4 631	4 602	4 538	4 441
882000	CS Eastern Shores	1 333	1 336	1 342	1 288	1 234
883000	CS Eastern Townships	5 969	5 765	5 586	5 508	5 391
884000	CS Riverside	10 386	9 952	9 653	9 287	9 116
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	14 599	14 632	14 397	14 033	13 897
886000	CS Western Québec	7 287	7 206	7 077	6 924	6 813
887000	CS English-Montréal	23 958	23 005	22 242	21 417	20 883
888000	CS Lester-B.-Pearson	25 789	25 117	24 392	23 602	22 974
889000	CS New Frontiers	4 081	3 933	3 867	3 788	3 705
Total du réseau public		**926 140**	**903 082**	**885 686**	**874 238**	**869 242**

Source : MELS, SPSG, DSID, Portail informationnel, système Charlemagne, données au 2012-01-27.

1. L'effectif inclut la formation professionnelle chez les jeunes au 30 septembre.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Ventilation détaillée des budgets accordés par le ministère en 2012-2013 pour le maintien des écoles de village et montants accordés à cette fin aux commissions scolaires. Liste des écoles de village incluant les écoles privées subventionnées, ayant reçu une subvention à cette fin, incluant le montant de la subvention.

RÉPONSE

Pour la ventilation des budgets aux commissions scolaires, veuillez vous référer à la question 100.

Aucune allocation pour le maintien des écoles de village n'est versée aux établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des projets soumis et retenus au programme « Aide aux devoirs » pour l'année scolaire 2012-2013, par école publique, par école privée subventionnée et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses. Bilan du programme

RÉPONSE

Le programme Aide aux devoirs au primaire, implanté en 2004-2005, vise à répondre :

- à la nécessité de réduire les retards scolaires;
- au besoin de souligner l'importance du rôle parental;
- au besoin de rendre l'aide aux devoirs accessible à tous les enfants, y compris ceux des régions éloignées ou ceux ayant besoin d'une aide à la maison.

Le programme Aide aux devoirs est une allocation a priori. Chaque commission scolaire reçoit un montant global selon le nombre d'élèves inscrits. Le montant est ensuite distribué par la commission scolaire selon les demandes envoyées par les écoles. Les écoles privées ne sont pas éligibles à cette mesure.

Année 2012-2013	
Écoles offrant de l'aide directe (aux élèves)	1 800
Écoles offrant de l'aide indirecte (aux parents)	1 283
Nombre d'écoles participantes	1 816
Nombres d'élèves participants	61 965 garçons 54 884 filles
Total :	116 849 élèves

À la suite des travaux de réduction de la bureaucratie, la collecte de données réalisée les années passées dans le cadre de cette mesure a été modifiée. Les commissions scolaires ne donnent plus au ministère une information détaillée sur chacun des projets. Conséquemment, il est possible de fournir un certain nombre d'exemples de projets, mais pas d'en faire une liste exhaustive. Les projets d'aide directe et les ateliers d'information offerts aux parents sont variés, mais demeurent assez semblables d'une école à l'autre pour en fournir quelques exemples :

- À l'intention des élèves : utiliser des stratégies de lecture, développer des méthodes de travail et d'organisation.
- Accompagnement individualisé effectué des élèves du primaire par des élèves du secondaire, du cégep ou de l'université sous la supervision d'un intervenant de l'école (orthopédagogue, éducatrice spécialisée) qui s'assure de faire un suivi auprès des titulaires de chacun des élèves.

- Ateliers sur le rôle des parents : guider sans enseigner, créer une atmosphère propice au travail à la maison, augmenter la motivation des élèves à réaliser leurs travaux scolaires.

Répartition des allocations par commission scolaire	Nombre d'écoles dans la CS	Allocation totale
CS du Littoral	11	51 555 $
CS des Monts-et-Marées	22	147 403 $
CS des Phares	19	184 391 $
CS du Fleuve-et-des-Lacs	12	97 157 $
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	14	143 984 $
CS du Pays-des-Bleuets	19	165 598 $
CS du Lac-Saint-Jean	20	165 156 $
CS des Rives-du-Saguenay	27	246 415 $
CS De La Jonquière	18	171 194 $
CS de Charlevoix	4	56 356 $
CS de la Capitale	40	467 512 $
CS des Découvreurs	16	221 122 $
CS des Premières-Seigneuries	38	459 368 $
CS de Portneuf	16	132 428 $
CS du Chemin-du-Roy	36	348 978 $
CS de l'Énergie	20	196 089 $
CS des Hauts-Cantons	27	192 592 $
CS de la Région-de-Sherbrooke	37	404 852 $
CS des Sommets	27	218 543 $
CS de la Pointe-de-l'Île	42	574 392 $
CS de Montréal	129	1 533 227 $
CS Marguerite-Bourgeoys	62	868 652 $
CS des Draveurs	24	326 393 $
CS des Portages-de-l'Outaouais	21	290 507 $
CS au Coeur-des-Vallées	16	146 977 $
CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	3	50 998 $
CS du Lac-Témiscamingue	9	61 780 $
CS de Rouyn-Noranda	13	115 280 $
CS Harricana	13	94 253 $
CS de l'Or-et-des-Bois	14	125 561 $
CS du Lac-Abitibi	6	61 102 $
CS de l'Estuaire	21	145 073 $
CS du Fer	12	113 146 $
CS de la Moyenne-Côte-Nord	5	29 366 $
CS de la Baie-James	8	59 847 $
CS des Îles	5	36 895 $
CS des Chic-Chocs	16	102 347 $
CS René-Lévesque	25	159 459 $
CS de la Côte-du-Sud	33	241 836 $
CS des Appalaches	18	135 054 $
CS de la Beauce-Etchemin	44	387 373 $
CS des Navigateurs	37	436 715 $
CS de Laval	53	756 212 $
CS des Affluents	49	637 766 $
CS des Samares	52	486 584 $
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	55	718 986 $
CS de la Rivière-du-Nord	36	413 500 $
CS des Laurentides	16	165 003 $
CS Pierre-Neveu	9	87 083 $
CS de Sorel-Tracy	15	126 645 $
CS de Saint-Hyacinthe	30	286 435 $
CS des Hautes-Rivières	37	390 419 $
CS Marie-Victorin	51	635 548 $
CS des Patriotes	51	653 578 $

Répartition des allocations par commission scolaire	Nombre d'écoles dans la CS	Allocation totale
CS du Val-des-Cerfs	35	357 714 $
CS des Grandes-Seigneuries	37	465 359 $
CS de la Vallée-des-Tisserands	27	213 673 $
CS des Trois-Lacs	21	290 451 $
CS de la Riveraine	19	142 107 $
CS des Bois-Francs	30	272 170 $
CS des Chênes	27	272 225 $
CS Central Québec	13	118 902 $
CS Eastern Shores	14	71 734 $
CS Eastern Townships	20	151 627 $
CS Riverside	19	201 597 $
CS Sir-Wilfrid-Laurier	26	291 546 $
CS Western Québec	19	166 758 $
CS English-Montréal	38	419 382 $
CS Lester-B.-Pearson	38	453 821 $
CS New Frontiers	10	87 289 $
Total	1 846	19 501 040 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des sommes accordées par école et par école privée subventionnée dans le cadre du plan d'action pour l'amélioration de l'apprentissage du français au primaire et secondaire. Bilan du plan d'action.

RÉPONSE

Le Plan d'action pour l'amélioration du français comporte 22 mesures (annexe). Certaines de ces mesures exigent un investissement financier de la part du Ministère. Les données concernant les sommes accordées par école et par école privée subventionnée ne sont pas disponibles.

En 2011-2012, une somme de 13,4 M$ a été consacrée à l'embauche de 210 conseillères et conseillers pédagogiques de français au primaire et au secondaire dont le rôle est de soutenir l'enseignement du français, langue d'enseignement, du français, langue seconde et l'enseignement du français aux nouveaux arrivants (classes d'accueil). En 2012-2013, un montant de 13,4 M$ est également prévu à cette fin.

Le Ministère alloue en 2012-2013 au réseau scolaire une somme de 2,0 M$ pour la formation du personnel enseignant de français.

En partenariat avec le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, le Ministère a lancé trois appels de propositions dans le cadre d'un programme de recherche sur l'écriture; l'un en 2009-2010, pour lequel 12 projets ont été financés (3 bourses doctorales et 9 projets de recherche); le deuxième en 2010-2011, pour lequel 11 projets ont été financés (1 bourse doctorale et 10 projets de recherche); le troisième en 2011-2012 pour lequel 11 projets ont été financés (1 bourse doctorale et 10 projets de recherche) Le programme de recherche sur l'écriture, d'une durée de trois ans, bénéficie d'une allocation annuelle de 2 M$ par année.

Aux fins de la mise en œuvre du plan d'action, le Ministère verse annuellement la somme de 1,4 M$ pour la correction des épreuves d'écriture obligatoires pour les élèves des 2e et 3e cycles du primaire et du 1er cycle du secondaire.

Deux rapports d'étape ont été produits par le Ministère et sont disponibles sur le site Web du Ministère à l'adresse suivante : http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications. Le premier a été rendu public en décembre 2010 sous le titre : *Évaluation de programme — Plan d'action pour l'amélioration du français (premier rapport d'étape)*. Le deuxième est paru en avril 2012 sous le titre : *Évaluation de programme — Plan d'action pour l'amélioration du français (deuxième rapport d'étape)*. Le rapport final qui constituera le bilan final prévu au terme de la troisième année d'application de sa mise en œuvre devrait être rendu disponible à l'hiver 2013.

Plan d'action pour l'amélioration du français à l'enseignement primaire et secondaire

Valoriser la place du français à l'école

1. Les élèves devront écrire un texte au moins une fois par semaine dans le cadre de leur cours de français et faire une dictée régulièrement de manière à vérifier l'acquisition des connaissances.

2. Une plage horaire consacrée à la lecture devra être prévue quotidiennement par les écoles.

3. Les commissions scolaires devront fournir annuellement de l'information à l'égard du temps que leurs écoles consacrent à l'enseignement du français et analyser en conséquence les résultats de leurs élèves aux épreuves du Ministère en français.

4. Chaque commission scolaire devra avoir une politique linguistique, notamment en ce qui concerne l'apprentissage du français et les communications avec les parents.

5. Le niveau de maîtrise du français atteint par chaque élève à la fin du primaire sera communiqué à l'école secondaire qui l'accueille.

Réviser le contenu du programme de français

6. Les programmes d'études en français seront revus de manière à préciser ce que les élèves doivent connaître et être en mesure de faire à la fin de chaque année (orthographe, syntaxe).

7. Un processus de mise à jour continue des programmes d'études sera établi, en commençant par le programme de français et en y associant étroitement les enseignants concernés.

Accroître le suivi des élèves en français

8. Deux examens d'écriture seront ajoutés (4e année du primaire et 2e secondaire) et les écoles devront prendre en considération le résultat obtenu par l'élève.

9. Les exigences de réussite à l'épreuve d'écriture de la fin du primaire seront rehaussées, notamment en orthographe.

10. Les commissions scolaires devront déterminer des cibles à atteindre concernant la performance des élèves aux examens de français du Ministère.

11. Les écoles devront se fixer des objectifs d'amélioration en écriture dans toutes les matières et les intégrer à leur planification annuelle.

Accroître le niveau de préparation des enseignants

12. Le nombre de conseillers pédagogiques en français sera augmenté et un plan de formation assurera la mise à jour de leurs connaissances.

13. Les universités devront revoir le contenu linguistique de leurs programmes de formation préparant à l'enseignement du français.

14. Les universités devront offrir une formation de 2e cycle en didactique comportant notamment un volet consacré aux difficultés des élèves en lecture et en écriture.

15. Les universités devront faciliter l'accès à l'enseignement du français au secondaire pour les étudiants diplômés en linguistique et en littérature.

16. Chaque enseignant devra se donner un plan de formation continue en français. Les universités devront mettre en place une offre de formation compatible avec les besoins exprimés.

Renforcer les mesures de soutien

17. Une liste d'ouvrages sur l'écriture, la grammaire, l'orthographe et la syntaxe sera transmise aux écoles.

18. Un programme de recherche sera établi afin de subventionner des études pour améliorer la capacité des élèves à bien écrire.

19. Les impacts seront analysés pour déterminer, s'il y a lieu, la nécessité d'ajouter des exigences particulières pour pouvoir enseigner le français à l'enseignement secondaire.

20. Un portail informatique sera créé afin de faciliter l'accès pour le personnel scolaire à la documentation relative à l'enseignement du français.

21. Les programmes de formation à l'enseignement en formation professionnelle seront revus pour que les enseignants maîtrisent bien le lexique propre aux divers métiers concernés.

22. Le Plan d'action sur la lecture à l'école, qui est en vigueur depuis trois ans, sera renouvelé et bonifié par l'embauche de bibliothécaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan des quatorze mesures du MELS du plan d'action Investir pour l'avenir depuis son implantation. Ventilation des coûts par commission scolaire.

RÉPONSE

Le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, *Investir pour l'avenir,* est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) fournit l'information sous sa responsabilité.

Dans ce plan d'action gouvernemental, le Ministère (secteur éducation) est responsable de quatorze actions. Un état de situation est présenté à l'annexe 1.

Le Ministère est également responsable de la Politique-cadre *Pour un virage santé à l'école* qui est annoncée dans le plan d'action gouvernemental. Un état de situation à ce sujet est présenté à l'annexe 2.

Une allocation est versée aux commissions scolaires depuis 2007-2008 pour l'embellissement et l'aménagement des cours d'école. Les sommes versées aux commissions scolaires en 2011-2012 sont présentées à l'annexe 3. Le détail des sommes versées aux commissions scolaires pour l'année scolaire 2012-2013 n'est pas encore disponible.

Depuis 2007-2008, un montant est alloué à chaque commission scolaire pour permettre la mise en œuvre de leur politique locale pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif. Cette somme, qui représente 1,58 M$ pour l'ensemble des commissions scolaires en 2012-2013, est intégrée à l'allocation de base pour les activités éducatives des jeunes.

Depuis 2008-2009, une somme équivalant à 1 $ par élève est allouée annuellement aux établissements d'enseignement privés pour les soutenir dans les changements que demande l'application de la Politique-cadre.

Plan d'action gouvernemental (PAG) en matière de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (Investir pour l'avenir)
Suivi des actions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport – secteur éducation

Action	Libellé de l'action	État d'avancement / commentaires
9	Favoriser la prise en compte des nouvelles orientations gouvernementales en matière de nutrition au moment de la révision des contenus de cours se rapportant à l'alimentation dans le programme de formation Techniques d'éducation à l'enfance offert au collégial.	Une lettre datée du 31 mars 2008 a été envoyée par le Ministère à toutes les directions des études de 23 établissements de niveau collégial. Elle invitait les établissements à tenir compte et à intégrer, dans le programme Techniques d'éducation à l'enfance, les orientations du PAG (qu'on peut lire dans les mesures 9 et 23). Par ailleurs, d'autres informations dans ce sens ont été transmises à plusieurs reprises (par courriel ou par téléphone) par des responsables de programmes au MELS à cet effet, toujours dans le respect des politiques des établissements et de leur autonomie de gestion.
10	Sensibiliser les établissements scolaires à l'importance de se doter de politiques alimentaires locales inspirées de la Politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires et soutenir les milieux qui adoptent de telles politiques.	Un outil permettant aux établissements de tracer leur portrait de situation de la mise en œuvre de la Politique-cadre (P-C) a été rendu disponible en ligne au printemps et à l'automne 2009. Ce questionnaire a permis au Ministère de tracer un bilan de mise en œuvre de la P-C et d'identifier de façon concrète les actions à prioriser pour poursuivre les efforts, dans le but d'offrir aux élèves un environnement davantage favorable à leur santé.
11	Instaurer un comité de suivi de la mise en œuvre de la Politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires.	Un comité de suivi a été mis sur pied à l'automne 2008. Il est composé de représentants du Ministère et du réseau de l'éducation, du réseau de la santé, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et du Secrétariat à la jeunesse. Les membres de ce comité se rencontrent en moyenne 2 fois par année pour fournir au Ministère une rétroaction relativement à la mise en œuvre de la Politique-cadre, le conseiller sur l'application des actions prévues et à prévoir pour assurer la qualité de la mise en œuvre des orientations, et finalement pour valider les mesures prévues pour l'évaluation et l'application de la P-C. La dernière rencontre de ce comité a eu lieu le 16 février 2012.
12	Adapter la Politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires pour les établissements d'enseignement supérieur.	Le cadre de référence *Pour un virage santé à l'enseignement supérieur* est en application depuis 2007-2008. Un bilan partiel a été présenté à la commission des affaires étudiantes de la Fédération des Cégeps en décembre 2010 et à d'autres organismes comme les membres de Coopsco. Un bilan complet couvrant la période de 2007 à 2011 sera publié en 2013 et sera disponible pour l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur.
13	Sensibiliser les établissements d'enseignement supérieur à l'importance de se doter de politiques alimentaires locales qui s'inspirent de la Politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires et soutenir les milieux qui adoptent de telles politiques.	Le cadre de référence *Pour un virage santé à l'enseignement supérieur* permet de sensibiliser les établissements, particulièrement par l'orientation 1 qui est libellée ainsi : « *Instaurer une politique alimentaire d'établissement favorisant de saines habitudes alimentaires* ». Les établissements d'enseignement supérieur reçoivent une subvention pour la mise en œuvre des orientations du cadre de référence.
14	Poursuivre le soutien (documentation, sessions de formation) aux réseaux scolaires pour la mise en place d'interventions globales et concertées	Au 21 août 2012, les données recueillies indiquent que 27,9 % des écoles publiques du Québec mettent en œuvre l'approche *École en santé*. Suite à la diffusion du document *Réussite éducative, santé,*

Action	Libellé de l'action	État d'avancement / commentaires
	(approche *École en santé*) favorables à une saine alimentation.	*bien-être : agir efficacement en contexte scolaire, Synthèse des recommandations, avril 2010*, des travaux sont menés conjointement par le MELS, le MSSS et l'Institut national de santé publique (INSPQ) afin de proposer des balises concrètes aux acteurs concernés par la promotion de la santé, du bien-être et de la réussite éducative des jeunes pour favoriser l'intégration des thématiques de santé et bien-être en contexte scolaire. En lien avec la recherche et l'évaluation, un projet de recherche participative a été mené par l'INSPQ en 2010-2011 dans le but d'expérimenter et d'évaluer un modèle de développement professionnel (formation, accompagnement, soutien technique). Ce modèle vise à renforcer les compétences des acteurs scolaires et de leurs partenaires, en fonction de leur contexte, afin qu'ils soient en mesure d'incorporer les composantes essentielles d'une approche globale en milieu scolaire telle que l'approche *École en santé* au sein de leur pratique. Un rapport de recherche a été produit et sera publié au cours de l'hiver 2013. La réflexion des deux ministères débutée en 2011 en vue d'actualiser l'approche *École en santé* après 7 ans de mise en œuvre s'est poursuivie en 2012. Cette réflexion porte notamment sur les déterminants communs à la santé et au bien-être en contexte scolaire, sur l'arrimage entre les différentes mesures et sur les rôles et responsabilités aux différents paliers. Également, des travaux liés aux priorités nationales et au plan de travail 2011-2013 de l'entente de complémentarité de services entre le réseau de l'éducation et le réseau de la santé et des services sociaux (Entente MELS-MSSS) se poursuivent. Un cadre de référence pour soutenir le développement et le renforcement d'un continuum de services intégrés pour les jeunes aux paliers local et régional sera diffusé au cours de 2013.
20	Favoriser la prise en compte des nouvelles orientations gouvernementales en matière d'alimentation au moment de la révision des programmes d'études se rapportant au secteur de l'alimentation dans les programmes de formation professionnelle et technique.	De façon continue, lors de la révision des programmes, les orientations du PAG sont précisées afin que les responsables en tiennent compte. L'attestation de spécialisation professionnelle *Pâtisserie de restauration contemporaine* a été approuvée à l'été 2012. Une session d'implantation s'est tenue auprès des établissements autorisés au programme d'études. Les participants ont été sensibilisés au contenu d'une intention pédagogique du programme d'études qui avait été rédigée dans l'esprit de l'action 20 du PAG, c.-à-d. « amener l'élève à se soucier de l'importance d'une saine alimentation afin d'effectuer des choix éclairés en matière d'ingrédients ».
23	Favoriser la prise en compte des nouvelles orientations en matière d'activité physique et de psychomotricité au moment de la révision des contenus de cours du programme Techniques d'éducation à l'enfance, à la formation collégiale.	Le même commentaire qu'à l'action 9 s'applique ici.
25	Favoriser l'établissement de partenariats locaux qui contribuent à une	Le programme *Écoles en forme et en santé* finance des projets locaux, nouveaux ou bonifiés, visant à

Action	Libellé de l'action	État d'avancement / commentaires
	augmentation de la participation des élèves à des activités physiques et sportives.	améliorer le rendement scolaire des jeunes par la pratique régulière d'activités physiques et une saine alimentation. Ce programme vise les élèves du 3e cycle du primaire et est assorti d'un investissement de 3 millions de dollars. Le programme *Jeunes actifs au secondaire* (axe 9 de la stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires L'école, j'y tiens!) encourage l'offre d'activités parascolaires de nature sportive, culturelle ou communautaire aux élèves du secondaire. Un budget de 11 M$ est alloué au soutien à des projets d'écoles et 1 M$ est prévu pour des projets d'organismes nationaux. Le concours *École active* (Kino-Québec et partenaires) vise à augmenter les occasions d'être physiquement actif et à favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires. Plus de 175 000 $ sont répartis annuellement entre les écoles primaires et secondaires gagnantes.
26	Encourager l'aménagement, l'animation et l'embellissement de cours d'école qui facilitent la pratique d'activité physique.	En 2011-2012, 140 projets « Embellissement des cours d'école » ont été présentés, pour une somme totale de 2,5 M$. La trousse *Ma cour : un monde de plaisir (Guide pour l'aménagement, l'organisation et l'animation de la cour d'école)* comportant un CD, des fiches de jeux ainsi que 5 guides différents est disponible gratuitement pour les écoles. Une formation est donnée aux écoles qui désirent l'utiliser. Un suivi est ensuite assuré par des organismes partenaires du programme Kino-Québec. Un dépliant promotionnel a été produit et vise à informer les écoles de l'existence de cet outil.
27	Poursuivre le soutien (documentation, sessions de formation) aux réseaux scolaires pour la mise en place d'interventions globales et concertées (approche *École en santé*) favorables à l'activité physique.	Le même commentaire qu'à l'action 14 s'applique ici.
28	Assurer le suivi de la mise en œuvre de l'augmentation du temps d'enseignement alloué à l'éducation physique et à la santé, tel que déterminé par le régime pédagogique.	En août 2006, le Ministère a demandé à chaque commission scolaire de compiler le temps d'enseignement de toutes les spécialités au primaire, y compris l'éducation physique et à la santé (EPS). Cette collecte a permis de constater qu'environ 80 % des écoles respectaient le temps suggéré par le régime pédagogique pour le cours d'EPS. En 2010-2011, un sondage auprès de notre réseau nous a permis de constater que les données sont sensiblement les mêmes qu'en 2006.
61	Sensibiliser les responsables de la formation initiale et continue (universités, associations et ordres professionnels, etc.) à l'importance de tenir compte des données les plus récentes relativement aux problèmes reliés au poids pour les professionnels des milieux de la santé, scolaires et sportifs.	Pour ce qui est de la formation initiale et continue au regard des problèmes reliés au poids, l'arrimage des actions doit se faire avec des représentants du MSSS. Les représentants du Ministère doivent travailler avec le MSSS pour s'assurer que les données les plus récentes relativement aux problèmes de poids seront prises en compte dans la formation initiale et continue. Les établissements collégiaux et universitaires doivent être informés et mis à contribution pour mettre en œuvre ces actions.
75	Assurer le transfert des connaissances issues de la recherche aux divers intervenants de tous les ministères et partenaires visés par la problématique.	Le suivi de cette mesure dépend d'initiatives à venir de la part du MSSS. Celui-ci devrait procéder à l'organisation d'une rencontre réunissant le Ministère, le MSSS et l'INSPQ.

POLITIQUE-CADRE *POUR UN VIRAGE SANTÉ À L'ÉCOLE*

ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE

ACTION	État de situation - janvier 2013	Échéancier
Bilan de la mise en œuvre de la Politique-cadre	Un questionnaire s'adressant aux écoles a été mis en ligne en mai 2009. Les résultats démontrent notamment que 96 % des établissements composent une assiette comprenant au moins un légume d'accompagnement; 95 % des établissements n'offrent plus de pommes de terre frites; 94 % des écoles primaires n'offrent plus de boissons sucrées ou avec substitut de sucre (gazeuses ou non) dans leur service principal, comparativement à 59 % des écoles secondaires et 38 % des centres (formation professionnelle et éducation des adultes); 75 % des établissements ont éliminé la friture et les aliments panés commerciaux ou préalablement frits. Trois fascicules présentant les résultats de ce bilan ont été déposés sur le site Web du MELS en mai 2012.	Terminé
Collecte de données	Une collecte de données relativement à la mise en œuvre de la Politique-cadre a été effectuée au début de l'année 2012. Les résultats de cette collecte de données ont été présentés dans le Rapport annuel de gestion du Ministère pour l'année 2011-2012.	Printemps 2012
Comité d'experts (conseiller le Ministère dans les réponses à apporter aux questions qui lui sont posées sur l'application de la Politique-cadre)	Il n'y a pas eu de rencontre de ce comité depuis 2010. Au total, huit fiches d'information précisant les orientations de la Politique-cadre ont été produites et distribuées dans le réseau scolaire et celui de la santé, de même qu'au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	En continu
Comité de suivi de la mise en œuvre de la Politique-cadre	La dernière rencontre de ce comité a eu lieu en février 2012. Dans le cadre de cette rencontre, le cadre d'évaluation de la Politique-cadre a été présenté, de même que les résultats du bilan de mise en œuvre de 2009 figurant dans les trois fascicules.	En continu
Mise à jour du site Web	En plus de présenter la Politique-cadre et les fiches d'information pour mieux la comprendre et l'appliquer, ce site comprend une section pour le milieu scolaire, une pour les parents et les élèves et une autre présentant les extraits de la vidéo *Réussir un virage santé*. Une refonte du site Web du Ministère est actuellement en cours, et les contenus en lien avec la Politique-cadre seront mis à jour.	En continu
Outils en soutien aux milieux	À la suite des résultats de l'évaluation de la Politique-cadre, des outils visant à soutenir les milieux scolaires dans la poursuite de sa mise en œuvre pourraient être élaborés au cours de l'été 2013.	Automne 2013
Évaluation de la Politique-cadre	Une évaluation de la pertinence, de l'efficacité et des effets de la Politique-cadre a été effectuée à l'automne 2011. Un rapport sera publié au cours des prochains mois.	Hiver 2013

Mesure Embellissement des cours d'école 2011-2012

RA	CS	Nom CS	Allocation du Ministère		Nombre de projets autorisés	
			Par CS	Par RA[1]	Par CS	Par RA
01	711000	Commission scolaire des Monts-et-Marées	31 014 $		5	
01	712000	Commission scolaire des Phares	24 413 $	**55 427 $**	2	**7**
02	721000	Commission scolaire du Pays-des-Bleuets	25 000 $		1	
02	722000	Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	23 115 $		2	
02	723000	Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	54 667 $	**102 782 $**	3	**6**
03	731000	Commission scolaire de Charlevoix	25 000 $		1	
03	732000	Commission scolaire de la Capitale	50 000 $		2	
03	733000	Commission scolaire des Découvreurs	50 000 $		2	
03	734000	Commission scolaire des Premières-Seigneuries	129 261 $		6	
03	735000	Commission scolaire de Portneuf	50 000 $		2	
03	881000	Commission scolaire Central Québec	21 130 $	**325 391 $**	1	**14**
04	741000	Commission scolaire du Chemin-du-Roy	25 000 $		1	
04	742000	Commission scolaire de l'Énergie	7 685 $	**32 685 $**	2	**3**
05	751000	Commission scolaire des Hauts-Cantons	46 021 $		4	
05	752000	Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	108 365 $		6	
05	753000	Commission scolaire des Sommets	75 000 $	**229 386 $**	3	**13**
06	761000	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	50 000 $		2	
06	762000	Commission scolaire de Montréal	115 153 $		6	
06	887000	Commission scolaire English-Montréal	26 416 $		2	
06	888000	Commission scolaire Lester-B.-Pearson	100 000 $	**291 569 $**	4	**14**
07	772000	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	38 999 $		2	
07	773000	Commission scolaire au Cœur-des-Vallées	67 111 $		3	
07	886000	Commission scolaire Western Québec	71 247 $	**177 357 $**	3	**8**
08	781000	Commission scolaire du Lac-Témiscamingue	58 799 $		4	
08	782000	Commission scolaire de Rouyn-Noranda	23 333 $		1	
08	783000	Commission scolaire Harricana	25 000 $		1	
08	785000	Commission scolaire du Lac-Abitibi	16 000 $	**123 132 $**	1	**7**
10	801000	Commission scolaire de la Baie-James	25 000 $	**25 000 $**	1	**1**
11	813000	Commission scolaire René-Lévesque	92 035 $		5	
11	882000	Commission scolaire Eastern Shores	11 822 $	**103 857 $**	1	**6**
12	821000	Commission scolaire de la Côte-du-Sud	119 942 $		6	
12	822000	Commission scolaire des Appalaches	3 733 $		1	
12	823000	Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	20 841 $		1	

Mesure Embellissement des cours d'école 2011-2012

RA	CS	Nom CS	Allocation du Ministère		Nombre de projets autorisés	
			Par CS	Par RA[1]	Par CS	Par RA
12	824000	Commission scolaire des Navigateurs	39 390 $	**183 906 $**	2	**10**
14	841000	Commission scolaire des Affluents	24 565 $		3	
14	842000	Commission scolaire des Samares	70 844 $		3	
14	853000	Commission scolaire des Laurentides[2]	25 000 $		1	
14	885000	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier[1]	15 114 $	**135 523 $**	1	**8**
15	851000	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	89 093 $		4	
15	852000	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	8 885 $	**97 978 $**	1	**5**
16	861000	Commission scolaire de Sorel-Tracy	11 965 $		1	
16	863000	Commission scolaire des Hautes-Rivières	107 511 $		6	
16	864000	Commission scolaire Marie-Victorin	10 318 $		2	
16	865000	Commission scolaire des Patriotes	63 724 $		3	
16	866000	Commission scolaire du Val-des-Cerfs	118 906 $		6	
16	867000	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	85 202 $		7	
16	868000	Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	20 950 $		2	
16	869000	Commission scolaire des Trois-Lacs	31 222 $		2	
16	889000	Commission scolaire New Frontiers	30 664 $	**480 462 $**	2	**31**
17	871000	Commission scolaire de la Riveraine	10 793 $		1	
17	872000	Commission scolaire des Bois-Francs	100 000 $		4	
17	873000	Commission scolaire des Chênes	50 000 $	**160 793 $**	2	**7**
			2 525 248 $		**140**	

1 : Région administrative
2 : Habituellement, ces deux commissions scolaires appartiennent à la région administrative des Laurentides (15). Toutefois, les projets retenus se réaliseront dans des municipalités de la région administrative de Lanaudière (14).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Sommes allouées à l'organisme « Québec en forme » en 2012-2013.

RÉPONSE

Aucune somme n'a été allouée à « Québec en forme » en 2012-2013.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan de la Mesure école montréalaise et lutte à la pauvreté.

RÉPONSE

1- Allocation :

L'allocation supplémentaire pour l'école montréalaise et la lutte à la pauvreté se divise en deux mesures, soit le soutien aux écoles les plus défavorisées de l'île de Montréal et l'aide alimentaire pour les écoles défavorisées. L'allocation pour l'année scolaire 2012-2013 pour le soutien aux écoles montréalaises n'est pas disponible. La mesure pour l'aide alimentaire pour les écoles défavorisées totalise 7,5 M$ pour l'année scolaire 2012-2013. Les allocations aux écoles sont essentiellement déterminées selon leur taille et au prorata du nombre d'élèves et elles sont consacrées à la mise sur pied de projets particuliers et de services collectifs de soutien et d'accompagnement.

Les allocations pour le soutien aux écoles montréalaises représentent 90 % du budget alloué, alors que le solde de 10 % est réservé à la prestation de services à ces écoles ainsi qu'à l'élaboration, à la conception et à la réalisation d'outils destinés aux écoles ciblées par la mesure.

2- Coordination et gestion :

Un comité régional de gestion composé des directions générales des 5 commissions scolaires de l'île de Montréal et de la direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport assure la répartition conforme des allocations dans les écoles ciblées par la mesure et le pilotage régional des interventions réalisées par l'équipe professionnelle attachée à l'École montréalaise auprès des milieux scolaires.

3- Priorités d'intervention et d'accompagnement :

Le choix des priorités et des interventions menées par les écoles ciblées porte sur les déterminants de la réussite et de la persévérance que sont la littératie, la numératie et l'engagement scolaire. En fonction des forces et des vulnérabilités identifiées, chaque école doit déterminer les pratiques sur lesquelles il est le plus pertinent d'intervenir :

- Pratiques pédagogiques et de gestion de classe;
- Pratiques organisationnelles et managériales;
- Pratiques collaboratives avec la famille;
- Pratiques collaboratives avec la communauté et les partenaires;
- Pratiques de médiation culturelle.

L'équipe professionnelle de l'École montréalaise accompagne les écoles et les commissions scolaires en prenant en compte les axes suivants :

- Le développement de pratiques innovantes et équitables en milieu défavorisé et en milieu pluriethnique;
- Le développement d'outils;
- Le développement d'une offre de formation diversifiée;
- La contribution au développement de l'expertise régionale et nationale.

4- Actions et réalisations :

Depuis 2004, plusieurs outils et plusieurs publications ont été développés par l'équipe régionale d'accompagnement et d'expertise en milieu défavorisé et pluriethnique, notamment :

- Sac d'histoires;
- Le Continuum en lecture;
- Les Jeux mathématiques;
- Les guides portant sur le thème Rapprocher les familles et l'école;
- Les vidéos Faire une différence et L'école au cœur du quartier;
- L'étude intitulée Diriger une école en milieu défavorisé, un document régional présentant, à partir de la documentation scientifique, les caractéristiques des écoles performantes.

Ces outils et ces documents sont déployés par la suite dans plusieurs régions du Québec et sont le fruit des nombreuses collaborations établies avec les acteurs de la communauté éducative montréalaise, et notamment les quatre universités de Montréal.

Depuis la mise sur pied du programme, en 1997, l'incitation à fréquenter des lieux culturels à travers la mesure d'accès aux ressources culturelles (jeune public et projet de médiation culturelle) :

- Permet l'enrichissement des apprentissages;
- Fait en sorte que les élèves apprennent à travers une variété d'expériences culturelles;
- Suscite une forte mobilisation des acteurs culturels montréalais face aux défis de la réussite et de la persévérance scolaires des élèves de milieux défavorisés de Montréal;
- Est enrichie par la participation des partenaires culturels qui ajoutent une contribution financière qui s'accroît d'année en année.

La coordination régionale de l'offre de services d'interprètes fait foi d'un partenariat développé entre l'École montréalaise et l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal dans le but de faciliter l'accès à ce service qui ne pourrait être assumé par chacune des écoles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Détails et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école ainsi que par école privée subventionnée en 2011-2012 et 2012-2013.

RÉPONSE

Pour la fréquentation ainsi que l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire, par région et par commission scolaire, pour l'année scolaire 2011-2012, vous référer à la question n° 98.

Les données pour l'année scolaire 2012-2013 ne sont pas encore disponibles.

Le Ministère verse des subventions aux commissions scolaires; les sommes par écoles ne sont donc pas disponibles.

Un seul établissement d'enseignement privé agréé aux fins de subventions a reçu une allocation pour services de garde en milieu scolaire pour l'année scolaire 2011-2012. Il s'agit de l'École oraliste de Québec pour enfants sourds qui a reçu une allocation de 65 310 $ pour 21 élèves.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan du Plan d'action pour prévenir et traiter la violence et ventilation des sommes allouées à ce plan pour la période 2009-2012.

RÉPONSE

- Le plan d'action a été accompagné d'un soutien financier de 17,3 M$. Ce budget prévoyait notamment :
  - un versement de 2,3 M$ aux commissions scolaires pour la mise en place de stratégies d'intervention en vue d'agir hâtivement pour éliminer la violence (allocation annuelle récurrente);
  - un versement de 1,7 M$ aux commissions scolaires pour leur permettre d'organiser un service de soutien aux élèves suspendus ou expulsés (allocation annuelle récurrente);
  - l'embauche d'agents de soutien qui assurent le suivi du plan d'action en région (1,0 M$);
  - la mise en place de groupes-relais régionaux constitués de représentants du milieu scolaire et des partenaires (330 000 $);
  - des sessions d'accompagnement et de formation pour assurer la mise en place d'une stratégie locale d'intervention pour prévenir et traiter la violence (180 000 $);
  - la production d'outils, comme des bulletins d'information, des feuillets sur les manifestations de la violence, un site Web (40 000 $).

En vertu des règles budgétaires, les sommes sont versées aux commissions scolaires qui les répartissent entre les écoles.

- Pour les établissements d'enseignement privé :
  - Sur une base établie à 1,50 $ par élève, chaque établissement reçoit une allocation dont le minimum est fixé à 200 $ sans toutefois dépasser 1 000 $. Les établissements admissibles sont ceux qui offrent la formation générale des jeunes, de l'éducation préscolaire à l'enseignement secondaire. L'allocation est déterminée sur la base de l'effectif scolaire au 30 septembre de l'année précédente. Cette allocation est versée à chaque année depuis 2008-2009, avec indexation.

- Le Plan d'action a été reconduit en 2011-2012 avec un budget de 5,9 M $ réparti de la façon suivante :
  - 4,15 M$ sont alloués aux commissions scolaires pour la mise en place de programmes de prévention et de services de soutien aux élèves suspendus ou expulsés;
  - 1,41 M $ pour le soutien en région et autres activités;
  - 0,34 M$ pour le fonctionnement et les activités des groupes-relais régionaux.
- En février 2012, le gouvernement a lancé la Stratégie gouvernementale de mobilisation de la société québécoise pour lutter contre l'intimidation et la violence (Mobiliser - Communiquer - Légiférer - Agir). Le plan d'action s'inscrit maintenant dans le volet « agir » de la stratégie.
- Le 12 juin 2012, l'Assemblée nationale adoptait, à l'unanimité, le projet de loi 56 pour prévenir et combattre l'intimidation et la violence.
- Un budget de 6 M$ est reconduit, à compter de 2012-2013.

- 1 M$ seront versés, à compter de 2011-2012, pour la campagne nationale d'information d'une durée de trois ans.

De 2008 à 2012, le bilan effectué auprès des commissions scolaires indique que :

- 78 % des écoles primaires, 82 % des écoles secondaires et 72 % des écoles qui offrent à la fois le primaire et le secondaire ont pris en considération l'intimidation dans leurs règles de conduite et leurs mesures de sécurité;
- 60 % des écoles primaires, 74 % des écoles secondaires et 78 % des écoles qui offrent à la fois le primaire et le secondaire ont mis en place un service d'accompagnement des élèves suspendus ou expulsés;
- 57 % des écoles primaires, 65 % des écoles secondaires et 68 % des écoles qui offrent à la fois le primaire et le secondaire ont mis en place un système de déclaration et de consignation des événements violents;
- 88 % des écoles primaires, 89 % des écoles secondaires et 85 % des écoles qui offrent à la fois le primaire et le secondaire ont établi un plan d'intervention en situation d'urgence;
- 77 % des écoles primaires, 73 % des écoles secondaires et 70 % des écoles qui offrent à la fois le primaire et le secondaire se sont donné une stratégie locale de prévention et de traitement de la violence (qui s'apparente au plan lutte contre l'intimidation et la violence et à d'autres dispositions de la Loi).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan de la mise en œuvre de chaque voie de la Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires.

RÉPONSE

La stratégie *L'école, j'y tiens!* a été rendue publique en septembre 2009. Elle a pour objectif d'augmenter le taux de diplomation et de qualification à 80 % chez les élèves de moins de 20 ans, d'ici 2020.

La stratégie est un vaste chantier dont les actions sont regroupées en 13 voies de réussite basées sur des pratiques reconnues et qui sont mises en œuvre dans les secteurs francophone et anglophone, selon les particularités propres à chaque région et à chacun des milieux et en fonction des besoins des écoles et des élèves.

Des investissements financiers importants ont été accordés pour la mise en œuvre de la stratégie notamment :

- **832 900 $** pour la campagne de valorisation de l'école publique d'une durée de trois ans à compter de 2009-2010, sur le thème *L'avenir s'écrit à l'école. Faisons tous nos devoirs!;*
- **5 M$** par année, de 2009-2010 à 2013-2014, pour la mobilisation des acteurs régionaux (soutien total du gouvernement de 25 M$ en partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon qui engage 25 M$, pour un total de 50 M$);
- **119 M$** en 2012-2013 pour l'application de la réduction de la taille des groupes d'élèves au primaire (244,2 M$ de 2009-2010 à 2012-2013);
- **20 M$** en 2012-2013 pour le programme Aide aux devoirs (**80 M$** de 2009-2010 à 2012-2013);
- **750 000 $** en 2012-2013 pour la bonification de l'allocation pour le déploiement du programme Allô prof dans toutes les régions du Québec et de *S.O.S. LEARN* pour le secteur anglophone (**17,75 M$** de 2009-2010 à 2012-2013);
- **11 M$** annuellement en 2010-2011 et 2011-2012 pour l'ajout de 200 enseignants-ressources visant un accompagnement individualisé pour les élèves du secondaire;
- **12 M$** annuellement en 2010-2011 et en 2011-2012 pour l'augmentation de l'offre d'activités parascolaires sportives et culturelles;
- **500 000 $** par année, de 2010-2011 à 2012-2013 pour appuyer l'organisme Réseau réussite Montréal.

Un état d'avancement des travaux par voie de réussite est placé en annexe.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET RÉALISATIONS — DÉCEMBRE 2012	
Voie 1 : Valoriser l'éducation et la persévérance scolaires à l'échelle du Québec	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Campagne nationale et régionale	**Réalisé** : • Campagne publicitaire *L'avenir s'écrit à l'école. Faisons tous nos devoirs* : 1re phase : volet Parents. Publicité télévisée mettant en lumière le rôle déterminant des parents dans la réussite scolaire des jeunes (avril 2010); 2e phase : suite du volet Parents et volet Jeunes. Diffusion sur le Web de capsules vidéo destinées aux jeunes de 12 à 17 ans et mettant en vedette le professeur Laurier, un des personnages de l'émission Les pieds dans la marge de Radio-Canada (automne 2010, hiver 2011); 3e phase : volet Enseignants. Publicité télévisée mettant en lumière le rôle déterminant des enseignants dans la réussite scolaire des jeunes (automne 2011).
Engagement des employeurs	**Réalisé :** • Portrait national des actions réalisées en région, témoignant de l'engagement des employeurs. • Allocutions prononcées par la ministre lors d'événements publics. **En cours :** • Élaboration en cours de moyens pour valoriser les bons coups sur le plan régional et inventorier des moyens prometteurs. À cet égard, une stratégie de relations publiques visant à favoriser l'engagement des employeurs a été élaborée et est en cours d'approbation.
Voie 2 : Établir des cibles de réussite pour chaque commission scolaire et en assurer le suivi	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Engagement des commissions scolaires	**Réalisé :** • En 2010-2011, toutes les commissions scolaires ont conclu une convention de partenariat avec la ministre. Ces conventions pluriannuelles s'articulent autour de cinq buts établis par la ministre : o L'augmentation de la diplomation et de la qualification avant l'âge de 20 ans (une cible a été fixée pour chaque commission scolaire); o L'amélioration de la maîtrise de la langue française; o L'amélioration de la persévérance scolaire et de la réussite scolaire chez certains groupes cibles, particulièrement les élèves handicapés ou en difficultés d'apprentissage; o L'amélioration de l'environnement sain et sécuritaire dans les établissements; o L'augmentation du nombre d'élèves de moins de 20 ans en formation professionnelle. • En 2011-2012, les directions régionales et le Service à la communauté anglophone ont effectué un suivi auprès de chaque commission scolaire et analysé les rapports annuels des CS afin d'apprécier les résultats de la première année de mise en œuvre des conventions de partenariat. • Un tableau de bord a été élaboré et il présente les résultats de l'ensemble des commissions scolaires, au regard des cinq buts établis. • Pour chaque commission scolaire francophone, un avis a été déposé à la ministre et des recommandations ont été formulées. • À l'été 2012, la ministre a transmis une lettre aux présidences des commissions scolaires francophones afin de faire connaître son appréciation du travail réalisé et d'inviter, le cas échéant, les commissions scolaires à intensifier leurs efforts afin d'atteindre la cible établie en 2020.
Voie 2 : Établir des cibles de réussite pour chaque commission scolaire et en assurer le suivi (suite)	

Répondant de la persévérance scolaire dans chaque commission scolaire	**Réalisé :** • 48 commissions scolaires ont fait connaître au Ministère le nom de leur répondant de la persévérance scolaire. **À venir :** • Un repositionnement sera fait sur le mandat des répondants qui ont été désignés à ce jour. • Il est cependant à noter que les préoccupations en matière de persévérance et de réussite scolaires sont portées par les plus hautes autorités des commissions scolaires qui doivent, dans le cadre des obligations introduites en 2008 à la LIP, conclure une convention de partenariat avec la ministre, convenir par la suite des conventions de gestion et de réussite éducative avec chacun des établissements d'enseignement et rendre compte des résultats.
Témoignages publics des commissions scolaires	**En continu :** • En vertu du projet de loi 88 de 2008 modifiant la Loi sur l'instruction publique, les commissions scolaires doivent tenir, au moins une fois par année, une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population pour présenter leur rapport annuel et rendre compte de l'atteinte de leurs objectifs.
Voie 3 : Mobiliser les acteurs régionaux	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Actions régionales en matière de persévérance	**Réalisé :** • Un travail de concertation est mené en continu en région avec le soutien des directions régionales. • Les 17 régions administratives du Québec disposent d'une structure de concertation. • Près de 250 représentants et dirigeants d'organismes participent en région aux structures de concertation. • Des ententes administratives ou des ententes spécifiques portant sur la réussite scolaire ont été conclues entre différents partenaires régionaux et le Ministère. La durée des ententes signées varie de trois à cinq ans. • Plusieurs autres formes de concertation et de collaboration en région ne font pas l'objet d'une entente officielle entre les partenaires.
Soutien d'experts en région	**Réalisé :** • En 2008, 50 personnes-ressources ont été embauchées pour accompagner le réseau scolaire dans la mise en œuvre des différentes stratégies ministérielles pour l'ensemble des régions : o ex. : Plan d'action pour prévenir et traiter la violence à l'école, Plan d'action pour les élèves handicapées ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, Stratégie d'intervention *Agir autrement*. • Cependant, certaines personnes-ressources régionales ont été retirées à compter de l'année scolaire 2012-2013, d'une part pour contribuer aux objectifs budgétaires du gouvernement et, d'autre part, à la demande des commissions scolaires qui se disent les mieux placées pour l'organisation des services. Ainsi, en 2012-2013, il n'y a que des personnes-ressources en lien avec le Plan d'action pour traiter et prévenir la violence.
Soutien de la Stratégie jeunesse	**Réalisé :** • 16 régions ont signé une entente avec le Secrétariat à la jeunesse pour « Engagement Jeunesse ». • Une entente de partenariat a été signée entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon. • L'investissement totalise 50 M$ sur cinq ans et s'échelonne de 2009-2010 à 2013-2014. • L'organisme Réunir Réussir (R^2) a été créé pour gérer ce fonds.
Voie 4 : Préparer l'entrée à l'école des enfants de milieux défavorisés ou en difficulté	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Identification précoce	**Réalisé :** • Diffusion, en décembre 2010, du *Guide pour soutenir une première transition scolaire de qualité*, produit en concertation par les trois

	ministères concernés : o le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; o le ministère de la Famille et des Aînés; o le ministère de la Santé et des Services sociaux. • Publication d'un dépliant destiné aux parents *Vers l'école avec mon enfant pour une entrée réussie!* (mai 2011 et relance en janvier 2012). • Chaque direction régionale, en concertation avec ses partenaires, met en place diverses activités d'appropriation à l'intention des milieux. **En cours :** • Une évaluation de l'implantation du guide de la voie 4 et de ses retombées, par l'Université du Québec en Outaouais, est en cours.
Diffusion des meilleures pratiques	**En cours :** • Élaboration d'un mandat de travail en collaboration avec le ministère de la Famille et le ministère de la Santé et des Services sociaux.
Soutien à la petite enfance	**À venir :** • Ajout de 15 000 places en services de garde prévu d'ici 2013. Cet ajout est sous la responsabilité du ministère de la Famille.
Voie 5 : Réduire le nombre d'élèves par classe au primaire	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Moins d'élèves par classe au primaire	**Réalisé :** • Des données indiquent que, pour 2010-2011, la mesure de réduction du nombre d'élèves dans les classes de 3e et 4e année en milieu défavorisé a été appliquée dans 91,2 % des classes (20 élèves et moins par classe). • Financement octroyé par le MELS pour l'ajout de 378 postes enseignants en 2009-2010, de 285 postes d'enseignants en milieu défavorisé en 2010-2011 et de 252 postes enseignants en milieu défavorisé et 320 postes pour les autres milieux en 2011-2012. **En cours :** • La Direction de la recherche poursuit la collecte de données sur la situation au regard de la taille des groupes dans l'ensemble des commissions scolaires. • Une documentation portant sur les conditions optimales de mise en œuvre de la réduction du nombre d'élèves a été produite en vue de la faire connaître aux milieux scolaires. Elle est en approbation et sa diffusion est prévue au début de l'année 2013.
Valorisation de la profession enseignante	**Réalisé :** • Répertoire des pratiques des milieux scolaires en matière de valorisation de la profession enseignante (printemps 2012). **En cours :** • Élaboration d'un projet d'orientation et d'un plan d'action relatif à l'insertion du nouveau personnel enseignant (en approbation).
	• La valorisation de la profession enseignante est visée également par la campagne de valorisation de l'éducation du Ministère (voie 1), particulièrement lors de la 3e phase.
Voie 6 : Réduire les retards d'apprentissage au primaire	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Aide aux devoirs	**Réalisé :** • La bonification du programme Aide aux devoirs a été effectuée. En 2011-2012 : o plus de 1 775 écoles ont offert des services directs aux élèves; o 1 406 écoles ont offert des services indirects; o la population étudiante touchée était de 135 394 élèves. • La subvention accordée à Allô prof a été bonifiée pour permettre, notamment, l'ajout d'un centre d'appels et de bornes interactives en région. **À venir :** • Un nouveau centre d'appel pour la région de Québec est en développement (toujours en attente).
Accompagnement individualisé en lecture et	**Réalisé :** • Diffusion sur le Web d'un référentiel d'interventions en lecture pour

en mathématique	les élèves âgés de 10 à 15 ans (mai 2012). • Le soutien au déploiement a été fait auprès des régions. • Un volet lecture a été intégré dans le nouveau programme de francisation à l'intention des personnes nouvellement issues de l'immigration. **En cours :** • Élaboration d'un référentiel en écriture et en mathématique en 2011-2012. Les travaux sont exécutés à 80 %. • Élaboration d'un guide pratique à l'intention des intervenants scolaires pour les nouveaux élèves issus de l'immigration dont la publication est prévue en 2012-2013.
Contribution des centres d'éducation des adultes	**En cours :** • Actualisation du programme d'études *Intégration sociale* qui s'adresse aux populations les plus fragilisées et qui traite des habiletés parentales et promotion auprès des commissions scolaires. Implantation prévue en septembre 2013. • Révision du programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture et offre de services aux parents.
Voie 7 : Renforcer la Stratégie d'intervention Agir autrement (SIAA) en prenant appui sur l'action de plus d'une centaine d'écoles	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Identification des 133 écoles phares au Québec	**Réalisé :** • Des pistes d'amélioration SIAA ont été déterminées par le Comité national de pilotage à la suite du dépôt du rapport final d'évaluation de la SIAA. • La mise en œuvre du projet d'accompagnement des 133 écoles phares se fait en continu. • Un questionnaire permettant de suivre la progression de la situation a été rempli par 94 % des écoles phares et 40 % pour les autres écoles SIAA. • Un plan de travail triennal a été élaboré pour soutenir la mise en œuvre des pistes d'amélioration.
Deux projets dans les milieux ciblés	**Réalisé :** • Les commissions scolaires des Samares et de Saint-Hyacinthe ont présenté l'état des travaux concernant les tableaux de bord et poursuivent l'expérimentation des projets pour prévenir le décrochage scolaire. • Un rapport final d'expérimentation a été déposé (juin 2012). **À venir** : • Un tableau de bord sera déposé. Les modalités de diffusion sont à définir (début 2013).
Voie 8 : Offrir un accompagnement individualisé aux élèves du secondaire	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Accueil des élèves au secondaire	**Réalisé :** • Rédaction du *Guide pour une transition primaire-secondaire réussie* (en ligne depuis mai 2012, version papier disponible en juin 2012). Ce guide est en continuité avec celui afférent à la voie 4. • Le guide a été diffusé en juin 2012 dans les commissions scolaires francophones et anglophones, dans les écoles publiques et les établissements privés et publics hors réseau offrant l'enseignement au primaire 3e cycle et au secondaire 1er cycle en français et en anglais et aux directions régionales. **En cours :** • Élaboration d'un dépliant pour les parents sur la transition du primaire-secondaire, le document est approuvé et en voie de publication.
Agir rapidement Repérage des élèves en difficultés dès la 1re et 2e année du secondaire et activités d'accompagnement	**Réalisé :** • Recension des modèles éprouvés d'accompagnement d'élèves (juin 2011). **En cours :** • Vulgarisation de la recension des modèles éprouvés d'accompagnement d'élèves et mise en ligne sur le site Web du MELS

	à l'automne 2012 (en approbation).
Ajout d'enseignants-ressources	**Réalisé :** • Ajout de 200 enseignants-ressources depuis 2010-2011.
Voie 9 : Augmenter l'offre d'activités parascolaires sportives et culturelles	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Plus d'activités parascolaires	**Réalisé :** • Les deux volets du programme Jeunes actifs au secondaire ont été mis en œuvre en 2011-2012. Une allocation *a priori* a été allouée aux commissions scolaires pour le volet local et les projets de trois organismes ont été subventionnés pour le volet national : o Secondaire en spectacle; o Réseau du sport étudiant; o Culture pour tous.
Voie 10 : Réaliser des projets communautaires en ciblant les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés de Montréal	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Appui à Réseau réussite Montréal	**Réalisé :** • Entente signée entre le Ministère et Réseau réussite Montréal. Six quartiers ciblés / cinq commissions scolaires. Tous les partenaires visés sont mobilisés, un plan d'action préliminaire a été préparé. Les projets sont amorcés. • Actualisation des plans d'action 2012-2013 et élaboration des protocoles d'entente avec les commissions scolaires pour le financement.
Voie 11 : Mieux accompagner les élèves des 4e et 5e années du secondaire pour les mener à la diplomation	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Coup de pouce pour une fin de parcours réussie	**Réalisé :** • Étude des données statistiques du Ministère sur les décrocheurs de la 1re à la 5e secondaire (unités manquantes pour le diplôme d'études secondaires, communautés culturelles, milieux défavorisés et plusieurs autres). • Analyse de recherches d'ici et d'ailleurs portant sur le repérage systématique des décrocheurs et les pratiques les plus efficaces pour prévenir le décrochage. • Pratiques retenues par les commissions scolaires dans les conventions de partenariat. Inventaire réalisé à partir de l'échantillon de 22 conventions de partenariat. • Analyse des conditions facilitant la complémentarité entre les écoles et la mesure d'accompagnement IDEO 16-17. **En cours :** • Un guide, *Mieux accompagner les élèves des 4e et 5e années du secondaire pour les mener à la diplomation*, a été élaboré et est en voie d'approbation (publication prévue hiver 2013).
Voie 12 : Faciliter et encourager l'accès à la formation professionnelle	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
La valorisation des métiers spécialisés	**Réalisé :** • Chaque commission scolaire s'est fixé une cible concernant l'accès des jeunes âgés de moins de 20 ans en formation professionnelle, dans le cadre des conventions de partenariat, et a indiqué les moyens pour l'atteindre. • Diverses actions de promotion ont été menées : o 16e édition du concours *Chapeau, les filles!* a été lancée en octobre 2011. **En cours :** • Diverses actions de promotion sont menées : o 9e édition de la campagne publicitaire *Trouve un métier fait pour toi* sur ToutPourReussir.com, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Commission des partenaires du marché du travail; o le MELS publie annuellement le Top 50, soit la liste des 50 programmes de formation professionnelle et technique

	offrant les meilleures perspectives d'emploi; o activités régionales de promotion en cours de réalisation, notamment l'organisation de salons pour la promotion de la formation professionnelle et technique et la publication de brochures comme celle de la Table de l'éducation de Lanaudière intitulée *Parlez-nous de l'école si vous voulez et donnez-nous le goût d'y rester!*, et celle de la CS de Montréal : *Faites votre choix*; o 3e campagne de valorisation de la réussite scolaire des garçons.
La valorisation des métiers spécialisés	• Des travaux entre le Ministère et le réseau des CS ont été menés en 2011-2012 et se poursuivront en 2012-2013 afin de réaliser un état de situation et de dégager des pistes d'action visant à accroître l'accès, la promotion et la valorisation de la formation professionnelle.
	• La mesure qui alloue un financement annuel aux commissions scolaires, pour leur permettre de déployer des actions destinées à accroître le taux de fréquentation et la réussite des jeunes âgés de moins de 20 ans en formation professionnelle, a été reconduite. Par cette mesure, le Ministère alloue également un financement annuel pour la réalisation d'activités d'exploration professionnelle élaborées par les écoles et les centres d'éducation des adultes, en collaboration avec les centres de formation professionnelle, afin de permettre aux jeunes âgés de moins de 20 ans de se familiariser avec les programmes de la formation professionnelle et les encourager à s'y inscrire. • Réalisation de l'étude sur la concomitance de la formation professionnelle et de la formation générale à horaire intégré : Étude sur les modalités de mise en œuvre et sur leurs effets sur la persévérance et la réussite scolaires de jeunes âgés de moins de 20 ans. • La phase de publication du Guide d'accompagnement pour l'activité Élève d'un jour, auprès de la clientèle de la formation générale des adultes, est en cours de réalisation.
L'apprentissage d'un métier et la poursuite de la formation générale	**Réalisé :** • Un soutien financier a été reconduit pour favoriser les projets de concomitance qui permettent, aux élèves inscrits en formation professionnelle, d'obtenir simultanément les préalables au diplôme d'études professionnelles, les cours manquants pour l'obtention du diplôme d'études secondaires ou les conditions d'admission pour les études collégiales.
Voie 12 : Faciliter et encourager l'accès à la formation professionnelle (suite)	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Des ponts entre les formations	**Réalisé :** • La passerelle provisoire CFMS/DEP est en cours d'expérimentation en vue d'alimenter, par la suite, l'établissement d'une passerelle permanente si l'expérimentation s'avère concluante. • L'expérience de la passerelle est prolongée pour l'année scolaire 2012-2013. **En cours :** • Travaux en lien avec le sous-comité sur l'accès, la promotion et la valorisation de la FP à ce sujet.
Plus de services pour soutenir la réussite	**Réalisé :** • Un état de situation des services éducatifs complémentaires pour les élèves âgés de 18 ans et plus en formation professionnelle est réalisé. **En cours :** • Les discussions sur les services éducatifs complémentaires en FP se poursuivent dans le cadre des travaux du sous-comité mixte MELS et réseau des CS sur l'accès, la promotion et la valorisation de la FP.
Voie 13 : Raccrocher le maximum de décrocheurs	
Voies d'actions spécifiques	État d'avancement
Une offre systématique visant le raccrochage	**Réalisé :** • Cours novateur sur l'orientation professionnelle personnalisée dans le

Un soutien accru à la persévérance et à la réussite scolaires	réseau adulte, mis à la disposition des commissions scolaires. • Soutien des projets axés sur la persévérance scolaire parmi les projets proposés par des organismes d'action communautaire autonome. Onze projets ont été retenus en 2010-2011 et 14 en 2011-2012. • Recherche portant sur les besoins en orientation professionnelle des adultes (16 ans et plus) sans premier diplôme (DES ou DEP). • Diffusion, auprès des commissions scolaires, des orientations retenues pour assurer la continuité des services complémentaires en formation générale des adultes. • Rapport sur l'état de situation de l'offre des services complémentaires en formation générale des adultes. **En cours :** • Un document sur les pratiques prometteuses favorisant le retour en formation des 16-24 ans a été réalisé. Le document et une stratégie pour sa diffusion sont en cours d'approbation. **À venir :** • Élaboration de guides et d'instruments pour consolider la mise en œuvre des services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA), hiver 213.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Coûts ventilés des travaux et des coûts du Comité de vigie et du comité de la Stratégie d'action visant la persévérance scolaire. Liste des membres et nombre de rencontres tenues depuis la mise en place de ces comités.

RÉPONSE

Comité de vigie

Mandat

Suivre l'évolution des taux de réussite et de diplomation pour l'objectif de 80 % d'ici 2020;

Analyser les moyens d'intervention élaborés dans les commissions scolaires et les diverses données publiées;

Faire connaître son avis sur l'état de mise en œuvre des voies de réussite;

Proposer des ajustements aux voies de réussite en fonction des résultats observés.

Composition

Il est formé de gens d'affaires, d'universitaires, de représentants du milieu scolaire et du milieu communautaire impliqués dans la lutte contre le décrochage scolaire. Ses membres sont nommés par la ministre et il est présidé par un des membres désignés à cette fin par le comité. Le sous-ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport en est membre de même que la sous-ministre de la Famille.

Nombre de rencontres tenues du 1er avril 2012 au 31 décembre 2012

Une rencontre a été tenue en date du 28 mai 2012.

Une table ronde regroupant des experts du réseau scolaire a été tenue le 7 mai 2012.

Comité-conseil de mise en œuvre

Mandat

Identifier les enjeux et les obstacles à la mise en œuvre;

Contribuer à définir les moyens de mise en œuvre;

Analyser les diverses données publiées;

Partager l'information sur les pratiques jugées efficaces pour en systématiser l'utilisation;

Proposer des ajustements, s'il y a lieu.

Composition

Il est composé de sous-ministres adjoints de l'Éducation et de partenaires provenant du réseau scolaire, identifiés par leur organisation pour leur expertise particulière en matière de persévérance et de réussite scolaires.

Nombre de rencontres tenues du 1er avril 2012 au 31 décembre 2012

Aucune rencontre n'a été tenue durant la période mentionnée.

Coûts occasionnés pour la période du 1er avril 2012 au 31 décembre 2012

Ces coûts sont relatifs au Comité de vigie uniquement. Aucun coût n'a été occasionné pour le Comité-conseil de mise en œuvre.

Frais de déplacement :	2433,96 $
Location de salle et frais de repas :	1377,90 $
Contrat de services professionnels (rédaction table ronde d'experts) :	2250,00 $
Total des coûts :	6061,86 $

Pour l'année financière 2013-2014, aucune rencontre n'est encore prévue, il est donc impossible d'en estimer les coûts.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe de l'opposition

QUESTION

Liste des écoles privées subventionnées ayant reçu une allocation pour la résidence pensionnat pour l'année 2012-2013 et montant de l'allocation pour chaque école.

RÉPONSE

Les sommes allouées a priori aux établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions dans le cadre de la mesure budgétaire Résidences-Pensionnats pour l'année scolaire 2012-2013 sont :

CODE	ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS	MONTANT
57500	Collège Bourget	85 484 $
86500	Collège du Mont Ste-Anne	69 472 $
98500	Collège François-Delaplace	112 606 $
127500	Collège Notre-Dame-de-l'Assomption	56 880 $
129500	Collège Notre-Dame-des-Servites	30 800 $
144500	Collège Rivier	17 922 $
147500	Collège Saint-Bernard	88 885 $
239500	École Marie-Anne	16 767 $
314000	École secondaire de Bromptonville	47 432 $
379500	Juvénat Saint-Louis-Marie	23 520 $
449500	Collège des Hauts-Sommets	87 914 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des écoles-bâtiments où sont dispensées des activités éducatives aux enfants de 4 ans au Québec par année depuis 2003-2004. Effectifs d'enfants de 4 ans par écoles-bâtiments et ventilation des montants versés pour ces activités éducatives par école.

RÉPONSE

L'annexe ci-jointe présente les allocations versées au préscolaire 4 ans par commission scolaire pour les années 2003-2004 à 2011-2012. On y retrouve la maternelle 4 ans, le programme Passe-Partout et la maternelle multiâge.

Effectif scolaire de la maternelle 4 ans selon le réseau d'enseignement, l'organisme responsable et l'organisme fréquenté, années scolaires 2003-2004 à 2011-2012
Les élèves en *Animation Passe-Partout* ne fréquentent pas une école; ils y sont inscrits mais ne consomment pas de services éducatifs.
Note : Les données de 2010-2011 et de 2011-2012 sont provisoires.

Source : MELS, PRS, DSID, SIS.

Année scolaire	2011-2012
Animation passe-partout	(Tous)
Réseau	(Tous)

Somme de Effectif MAT4		
Organisme responsable	Organisme fréquenté	Total
Centre de développement Yaldei Shashuim (614500)	École Saint-Augustine (689012)	3
Total Centre de développement Yaldei Shashuim (614500)		3
Centre François Michelle (044500)	Centre Francois-Michelle section préscolaire et primaire (044501)	5
Total Centre François Michelle (044500)		5
Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (773000)	École Adrien-Guillaume (773001) 2001	14
	École de la Montagne (773033)	12
	École du Boisé (773029)	31
	École Maria-Goretti (773018) 2001	15
	École Sacré-Coeur (773016) 2001	10
	École Saint-Coeur-de-Marie (773002) 2001	9
	École Saint-Pie-X (773009)	15
Total Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (773000)		106
Commission scolaire crie (759000)	École Badabin Eeyou School (759007)	22
	École James Bay Eeyou School (759009)	100
	École Luke Mettaweskum School (759010)	16
	École Maquatua Eeyou School (759005)	29
	École Mémoriale Willie J. Happyjack Memorial School (759008)	33
	École Voyageur Memorial School (759006)	80
	École Waapihtiiwewan School (759011)	24
	École Wabannutao Eeyou School (759002)	32
	École Wiinibekuu School (759001)	44
Total Commission scolaire crie (759000)		380
Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714000)	École de la Marée-Montante, de l'Orée-des-Bois et de l'Étoile-Filante (714015)	14
	École des Vents-et-Marées, de la Pruchière et de l'Amitié (714016)	28
	École des Vieux-Moulins, Notre-Dame-du-Sourire et Riou (714003)	24
	École Hudon-Ferland, Sainte-Hélène et Saint-Louis (714010)	35
	École La Croisée (714006)	16
	École Lanouette (714008)	15
	École Moisson-d'Arts et la Chanterelle (714001)	13
	École Monseigneur-Boucher, Saint-Louis et Saint-Bruno (714011)	30
	École Notre-Dame-du-Portage et Les Pèlerins (714007)	9
	École Roy et Joly (714004) 2000	24
	École Saint-Philippe, Notre-Dame et J.-C.-Chapais (714012)	19
	École Vents-et-Marées, Desbiens et Saint-Modeste (714002)	51
Total Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714000)		278
Commission scolaire de la Baie-James (801000)	École Beauvalois (801019) 2001	9
	École Chanoine-Ferland - Saint-Just - Sainte-Lucie (821162)	14
	École de la Colline - Sainte-Apolline (821160)	9
	École de Saint-Marcel - Sainte-Félicité (821170)	7
	École des Hauts-Sommets (821175)	22
	École Galinée (801012)	23
	Saint-Dominique-Savio (801005)	8
Total Commission scolaire de la Baie-James (801000)		92
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (823000)	École Aquarelle de Saint-Georges (823065)	54
	École Arc-en-Ciel de Saint-Odilon (823013)	18
	École Barabé-Drouin (823052)	27
	École Curé-Beaudet (823097)	28
	École de la Haute-Beauce (823093)	32
	École De Léry-Monseigneur-De-Laval (823005)	68
	École des Sommets (823043)	16
	École Dionne (823062)	80
	École du Petit-Chercheur (823040)	7
	École du Plateau (823039)	53
	École du Sud-de-la-Beauce (823089)	54
	École D'Youville-Lambert (823012)	59
	École Grande-Coudée (823081)	37
	École Harmonie (823096)	8
	École Kennebec (823080)	36
	École la Découverte (823048)	18
	École la Source (823069)	19
	École l'Accueil (823057)	21
	École L'Aquarelle de Saint-Bernard (823060)	20
	École l'Arc-en-Ciel de Saint-Narcisse (823027)	20
	École l'Astrale (823066)	18
	École le Tremplin (823007)	24
	École l'Éco-Pin (823078)	16
	École l'Enfant-Jésus (823019)	14
	École l'Envolée (823014)	10
	École les Petits-Castors (823064)	100
	École l'Étincelle de Sainte-Marguerite (823056) 1999	11
	École Notre-Dame de Lac-Etchemin (823030)	43
	École Notre-Dame de Saint-Elzéar (823028)	27
	École Notre-Dame-du-Rosaire (823098)	18
	École primaire de Sainte-Justine (823035)	29
	École primaire les Sittelles (823072)	62
	École primaire l'Éveil (823092)	110
	École Sainte-Famille (823009)	22
	École Sainte-Thérèse (823084)	18
	École Saints-Anges (823004)	19
Total Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (823000)		1 216
Commission scolaire de la Capitale (732000)	École de la Farandole (734012)	43
	École de la Grande-Hermine (732040)	35
	École de l'Île-d'Orléans (734028)	6
	École des Jeunes-du-Monde (732047)	28
	École Dominique-Savio (732012)	17
	École Marguerite-Bourgeoys (732026)	14
	École Notre-Dame-du-Canada (732031) 2001	16
	École Sacré-Coeur (732033)	13
	École Saint-Albert-le-Grand (732035)	21
	École Saint-Malo (732043)	17
	École Sans-Frontière (732003)	18

Total Commission scolaire de la Capitale (732000)		228
Commission scolaire de la Côte-du-Sud (821000)	École Aubert-De Gaspé - Saint-Cyrille (821153)	23
	École aux Quatre-Vents (821114)	10
	École Beaubien (821144)	15
	École Belle-Vue (821130)	14
	École de la Marelle (821120)	21
	École de la Nouvelle-Cadie (821125)	14
	École de la Ruche-De Lanaudière (821122)	10
	École de la Source (821124)	22
	École de l'Étincelle (821126)	20
	École des Méandres (821115)	12
	École des Rayons-de-Soleil (821138)	24
	École des Tilleuls (821142)	8
	École du Phare (821121)	11
	École du Tremplin (821135)	22
	École Jeanne-De Chantal (821156)	22
	École Monseigneur-Sirois (821148)	35
	École Morissette (821113) 2001	25
	École Notre-Dame-de-L'Assomption - la Francolière (821140)	24
	École Provencher (821110)	21
	École Saint-François-Xavier (821150)	30
	École Saint-Jean (821152)	30
	École Saint-Joseph (821174)	39
	École Saint-Nicolas (821145)	13
	École Saint-Pie-X (821146)	22
	École Saint-Thomas (821143)	19
Total Commission scolaire de la Côte-du-Sud (821000)		506
Commission scolaire De La Jonquière (724000)	École Notre-Dame-de-l'Assomption (724021)	27
	École Saint-Charles (724036)	5
	École Saint-Jean-de-Bégin (724035)	7
Total Commission scolaire De La Jonquière (724000)		39
Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (793000)	École des Riverains (793009)	9
	École Hunault (793004)	3
	École Roger-Martineau (793003)	6
Total Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (793000)		18
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (761000)	École De la Fraternité (761052)	36
	École Fernand-Gauthier (761042)	21
	École Jules-Verne (761055)	156
	École Le Tournesol (761072)	1
	École Saint-Rémi (761062)	101
	École Saint-Vincent-Marie (761063)	1
Total Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (761000)		316
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (752000)	École de la Passerelle (752019)	7
	École des Cinq-Continents, pavillon Saint-Antonin (762161)	4
	École des Quatre-Vents (752027)	32
	École Pie-X - de l'Assomption (752023)	18
	École Saint-Barthélemy (753034)	9
	École Sainte-Anne (752029)	2
	École Saint-Isaac-Jogues (762082)	3
Total Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (752000)		75
Commission scolaire de la Riveraine (871000)	École Arc-en-Ciel (871005) 2001	28
	École aux Quatre-Vents et Le Relais (873038)	13
	École Beauséjour (871007)	50
	École Centrale (872026)	6
	École Curé-Brassard (871006)	50
	École des Arbrisseaux-de-la-Croisée (871020)	18
	École Despins (871021)	11
	École Harfang-des-Neiges (871023)	24
	École intégrée Jean-XXIII - Marie-Immaculée - Saint-Coeur-de-Marie (872045)	7
	École le Phare (871031)	16
	École le Rucher-Jean-XXIII (871016)	19
	École l'Oasis (871025)	20
	École Maurault-Vincent Lemire (871001)	33
	École Monseigneur-Milot (872018)	12
	École Notre-Dame, Sacré-Coeur et Sainte-Jeanne-D'Arc (873044)	14
	École Notre-Dame-de-l'Assomption (871003)	17
	École Paradis (871004)	13
	École Sainte-Marguerite-Bourgeoys (872014)	15
	École Tournesol (871011)	30
	Écoles intégrées Explorami-Terre-des-Jeunes-Boutons-d'Or (871009)	29
Total Commission scolaire de la Riveraine (871000)		425
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (852000)	École à l'Orée-des-Bois (852039) 1999	29
	École Dansereau et Saint-Martin (852058)	30
	École de la Source (852035)	15
	École de l'Horizon-Soleil (852014) 2001	18
	École des Hautbois (852023)	15
	École du Joli-Bois (852036)	14
	École Dubois (852005)	4
	École Jean-Moreau (852019)	23
	École l'Oasis (852052)	26
	École Notre-Dame (852006)	29
	École Sacré-Coeur (852020)	13
	École Saint-Jean-Baptiste (852009)	22
	École Val-des-Monts (852021)	53
Total Commission scolaire de la Rivière-du-Nord (852000)		291
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851000)	École Horizon-du-Lac (851209)	40
Total Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851000)		40
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands (868000)	École Jésus-Marie (868004) 1999	8
	École Notre-Dame-du-Rosaire (868012) 2001	10
	École Sacré-Coeur (868026) 2001	17
Total Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands (868000)		35
Commission scolaire de Laval (831000)	École Alpha (851278)	36
	École de l'Harmonie-Jeunesse (851288)	1
	École J.-Jean-Joubert (831053) 1999	9
	École Jean-Piaget (831118)	4
	École Le Rucher (851282)	30
	École Saint-Gilles (831055) 2000	3
	École Saint-Sacrement (862216)	4
	École Villemaire (831021)	21
Total Commission scolaire de Laval (831000)		108
Commission scolaire de l'Énergie (742000)	École de la Vallée-du-Saint-Maurice (742018)	26
	École des Boisés (742006)	14
	École des Monts-et-Lacs (751080)	13
	École institutionnelle de la Passerelle - Le Sablon d'Or - Masson (742063)	25

Commission scolaire de l'Énergie (742000)	École institutionnelle de la Petite-Rivière - Villa-de-la-Jeunesse (742010)	23
	École institutionnelle de la Vallée-de-Mékinac - La Providence (742067)	37
	École institutionnelle de Sainte-Flore - Saint-Paul (742031)	66
	École institutionnelle des Vallons - Notre-Dame-de-la-Joie - Notre-Dame-des- Neiges (742008)	22
	École institutionnelle Jacques-Buteux - Maternelle Jacques-Buteux (742047)	14
	École institutionnelle La Croisière - Plein Soleil - Primadel (742064)	24
	École institutionnelle Lac-à-la-Tortue - Saint-Georges (742036)	15
	École institutionnelle Saint-Charles-Garnier - Saint-Joseph (742076)	36
	École Notre-Dame (742025)	24
	École Sainte-Marie (742015)	51
	École Saint-Jacques (742093) 2007	1
Total Commission scolaire de l'Énergie (742000)		391
Commission scolaire de l'Estuaire (791000)	École Dominique-Savio (791036)	4
	École Les Dunes (791080) 2001	12
	École Marie-Immaculée (791039) 2000	30
	École Monseigneur-Bouchard (791002)	9
	École Notre-Dame-du-Bon-Conseil (791008)	9
	École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (791041)	15
	École Père-Duclos (791032)	2
	École Richard (791011) 2001	11
	École Saint-Coeur-de-Marie (791006)	6
	École Saint-Joseph (791018)	2
	École Saint-Joseph (791037)	10
	École Saint-Luc (791068)	20
Total Commission scolaire de l'Estuaire (791000)		130
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois (784000)	École Chanoine-Delisle (784007)	14
	École Sainte-Lucie (784012)	30
	École Saint-Sauveur (784001)	41
Total Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois (784000)		85
Commission scolaire de Montréal (762000)	École Alice-Parizeau (762147)	60
	École au Pied-de-la-Montagne, pavillon Jean-Jacques-Olier (762114)	15
	École Barclay (762122)	63
	École Baril (762041)	16
	École Bedford (762135)	66
	École Bienville (762034)	71
	École Camille-Laurin (762124)	224
	École Champlain (762080)	15
	École Charles-Lemoyne (762130)	30
	École De la Petite-Bourgogne (762129)	30
	École de l'Étincelle (762215)	11
	École des Nations (762152)	79
	École du Petit-Chapiteau (762153)	65
	École FACE (762127)	25
	École Félix-Leclerc (762134)	44
	École Gadbois (762201) 2001	7
	École Garneau (762085)	30
	École Hochelaga (762050)	15
	École Iona (762155)	43
	École Jeanne-LeBer (762131)	26
	École La Mennais (762105)	28
	École La Petite-Patrie, pavillon Saint-Jean-de-la-Croix (762110)	18
	École Lambert-Closse (762115)	15
	École Léonard-De Vinci, pavillon 2e et 3e cycle (762039)	64
	École Louisbourg (762151)	55
	École Lucille-Teasdale (762144)	31
	École Ludger-Duvernay (762140)	32
	École Maisonneuve (762028)	31
	École Marguerite-Bourgeoys (762091)	25
	École Marie-Favery (762094)	26
	École Marie-Rivier, pavillon Louvain (762059)	32
	École Montcalm (762055)	67
	École Notre-Dame-de-l'Assomption (762049)	20
	École Notre-Dame-des-Neiges (762142)	49
	École Saint-Albert-le-Grand (762040)	27
	École Saint-Ambroise (762086) 1999	2
	École Saint-Anselme (762068)	19
	École Saint-Arsène (762095)	15
	École Saint-Clément (762025)	34
	École Sainte-Bernadette-Soubirous (762043)	72
	École Sainte-Cécile (762107)	32
	École Sainte-Jeanne-d'Arc (762035)	18
	École Sainte-Lucie (762054)	34
	École Saint-Émile (762048)	12
	École Saint-Enfant-Jésus (762111)	41
	École Saint-Étienne (762096)	3
	École Saint-Gabriel-Lalemant (762084) 1999	39
	École Saint-Grégoire-le-Grand (762076)	59
	École Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle (762032)	35
	École Saint-Jean-de-Brébeuf (762064)	29
	École Saint-Jean-de-la-Lande (762058)	30
	École Saint-Louis-de-Gonzague (762070)	22
	École Saint-Noël-Chabanel, pavillon des Bâtisseurs (762036)	108
	École Saint-Nom-de-Jésus (762033)	16
	École Saint-Pascal-Baylon (762149)	58
	École Saint-Paul-de-la-Croix (762100)	2
	École Saint-Pierre-Apôtre (762209)	9
	École Saint-Pierre-Claver (762079)	27
	École Saint-Zotique (762154)	17
	École Sans-Frontières (762056)	17
	École Simonne-Monet (762150)	74
	École Victor-Doré (762205)	31
	École Victor-Rousselot (762139)	27
	Hôpital Sainte-Justine (762212)	1
Total Commission scolaire de Montréal (762000)		2 338
Commission scolaire de Portneuf (735000)	École de la Morelle (735205)	20
	École de la Saumonière (735102)	19
	École des Sentiers, de la Riveraine (735108)	17
	École des Trois-Sources (735103)	15
	École du Bateau-Blanc (735202)	16
	École du Goéland (735204)	5
	École du Phare (735201)	7
	École Marguerite-D'Youville, Saint-Joseph (735212)	37
	École Marie-du-Saint-Sacrement (735214)	3
	École Saint-Charles-de-Grondines (735203)	7

Commission scolaire de Portneuf (735000)	École Saint-Coeur-de-Marie (735215)	8
	École Sainte-Marie (735206)	21
Total Commission scolaire de Portneuf (735000)		175
Commission scolaire de Rouyn-Noranda (782000)	École Notre-Dame-de-Grâce (782004) 2001	173
Total Commission scolaire de Rouyn-Noranda (782000)		173
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (862000)	École Assomption (862202)	32
	École au Coeur-des-Monts (862105)	50
	École aux Quatre-Vents (862205)	26
	École de la Croisée (862116)	14
	École de la Rocade (862110)	20
	École Lafontaine (862207)	17
	École Larocque (862208)	19
	École Notre-Dame (862143) 1999	6
	École Plein-Soleil (862109)	18
	École Sacré-Coeur (862148)	36
	École Saint-Damase (862215)	19
	École Saint-Hugues - Saint-Marcel (862103)	16
	École Saint-Jean-Baptiste (862144)	27
	École Saint-Joseph - Spénard (862146)	18
	École Saint-Nazaire (862111)	6
	École Saint-Pierre (862112)	15
Total Commission scolaire de Saint-Hyacinthe (862000)		339
Commission scolaire de Sorel-Tracy (861000)	(vide)	129
Total Commission scolaire de Sorel-Tracy (861000)		129
Commission scolaire des Affluents (841000)	École Saint-Guillaume (841055)	21
Total Commission scolaire des Affluents (841000)		21
Commission scolaire des Appalaches (822000)	École aux Quatre-Vents (852018)	12
	École de Saint-Alphonse (842041)	2
	École des Grands-Vents (842013)	26
	École Louis-Albert Vachon (823016)	21
	École Sainte-Bernadette (822014)	29
	École Sainte-Luce (822012)	26
Total Commission scolaire des Appalaches (822000)		116
Commission scolaire des Bois-Francs (872000)	Centre d'éducation préscolaire La Samare (872040)	57
	École Bon-Pasteur (872044)	13
	École Cascatelle (872065)	21
	École Coeur-Immaculé (872011)	14
	École de la Croisée (872033)	7
	École intégrée La Sapinière - Amédée-Boisvert (872063)	23
	École intégrée Notre-Dame - Sainte-Thérèse - Centrale (872052)	14
	École intégrée Notre-Dame-des-Bois-Francs - Saint-Christophe (872021)	14
	École intégrée Sainte-Marie - Saint-Médard (872061)	33
	École intégrée Saint-Paul - Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours (872010)	20
	École La ribambelle Wilfrid-Labbé (872012)	31
	École Le manège (872013) 2000	15
	École Monseigneur-Grenier (872017)	16
	École Notre-Dame (872035)	11
	École Notre-Dame-de-l'Assomption (872019)	11
	École Notre-Dame-de-l'Assomption (872029)	25
	École Pie-X (872022)	15
	École Sacré-Coeur (872028)	36
	École Saint-Coeur-de-Marie (872055)	6
	École Saint-David (872005)	15
	École Sainte-Julie (872042)	7
Total Commission scolaire des Bois-Francs (872000)		404
Commission scolaire des Chênes (873000)	École Bruyère et Saint-Charles (873001)	18
	École Carrousel (873036)	5
	École Cyrille-Brassard (873030)	23
	École Des 2 Rivières (873012)	10
	École Jésus-Adolescent et Roméo-Salois (873024)	24
	École L'Avenir (873028)	10
	École Notre-Dame-du-Bon-Conseil (873022)	10
	École Saint-Bonaventure (873026)	13
	École Saint-Eugène (873025)	5
	École Saint-Félix-de-Kingsey (873008)	16
	École Saint-Guillaume (873009)	10
	École Saint-Jean (873047)	13
	École Saint-Joseph (873014)	26
	École Saint-Majorique (873007)	28
	École Saint-Nicéphore (873016)	27
Total Commission scolaire des Chênes (873000)		238
Commission scolaire des Chic-Chocs (812000)	École aux Quatre-Vents (812031)	26
	École de l'Anse (812005)	33
	École de l'Escabelle - Saint-Norbert (812001)	14
	École des Bois-et-Marées (812009)	4
	École des Prospecteurs (812021)	5
	École Esdras-Minville (812025) 1999	6
	École Notre-Dame-de-Liesse (812044)	7
	École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (812038)	14
	École Saint-Antoine (812017)	5
	École Saint-Joseph-Alban (812036) 2001	5
	École Saint-Maxime (812015)	5
	École Saint-Paul (812029)	9
	École Saint-Rosaire (812041)	58
Total Commission scolaire des Chic-Chocs (812000)		191
Commission scolaire des Découvreurs (733000)	École Madeleine-Bergeron (733023)	3
Total Commission scolaire des Découvreurs (733000)		3
Commission scolaire des Draveurs (771000)	École au Coeur-des-Collines (772020)	13
	École du Nouveau-Monde (771013)	1
	École La Source (771017)	21
Total Commission scolaire des Draveurs (771000)		35
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (867000)	École Daigneau (867077) 2000	26
	École Félix-Leclerc (867033) 2000	14
	École La Perdriolle (869024)	2
	École Notre-Dame-de-l'Assomption (867045)	26
	École Saint-Bernard (867079) 2000	3
	École Sainte-Clotilde (867073) 2000	10
	École Saint-Jean (867025) 2000	26
	École Saint-Michel-Archange (867072) 2000	17
	École Saint-Patrice (867075) 2000	15
	École Saint-Romain (867080) 2000	12
	École Saint-Viateur-Clotilde-Raymond (867063)	30
Total Commission scolaire des Grandes-Seigneuries (867000)		181
Commission scolaire des Hautes-Rivières (863000)	École Alberte-Melançon (863039)	6

Commission scolaire des Hautes-Rivières (863000)	École Arc-en-Ciel (865273) 1999	1
	École Aux-Quatre-Vents (863081)	44
	École Bruno-Choquette (863054)	7
	École Capitaine-Luc-Fortin (863030)	9
	École Charles-Le Moyne (864008)	14
	École de la Chantignole (866045)	37
	École de la Clé-des-Champs (866037)	21
	École De la Moisson-d'Or (866020)	48
	École de Richelieu (863032)	23
	École des Prés-Verts (863084)	33
	École du Grand-Chêne (865275)	10
	École du Pélican (863020)	13
	École du Petit Clocher (863029)	7
	École Frère-André (863028)	14
	École Hamel (863022)	10
	École Jean XXIII (863001)	31
	École Jeanne-Mance (863033)	5
	École Joseph-Amédée-Bélanger (863059)	14
	École Marie-Derome (863085)	13
	École Marie-Rivier (863080)	27
	École Maurice-L.-Duplessis (864041)	26
	École Micheline-Brodeur (863004)	24
	École Napoléon-Bourassa (863047)	16
	École Notre-Dame-de-Fatima (863034)	39
	École Notre-Dame-de-Lourdes (863015)	25
	École Notre-Dame-de-Lourdes (863052)	21
	École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (863050)	8
	École Notre-Dame-du-Sourire (863006)	5
	École Pointe-Olivier (863037)	21
	École Providence (863040)	52
	École Sacré-Coeur (863021)	15
	École Saint-Alexandre (863026)	18
	École Saint-Blaise (863044)	2
	École Sainte-Anne (863027)	4
	École Sainte-Claire (864055)	11
	École Saint-Eugène (863049)	31
	École Saint-Gérard (863051)	17
	École Saint-Jacques (863043)	13
	École Saint-Joseph (863046)	14
	École Saint-Lucien (863055)	6
	École Saint-Michel (863002)	12
	École Saint-Vincent (863003)	25
Total Commission scolaire des Hautes-Rivières (863000)		792
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (774000)	École Belleterre-Latulipe (781038)	6
	École Boréale (785002)	13
	École Charles-René-Lalande (784003)	4
	École de la Camaraderie (823032)	15
	École Des Explorateurs (784015)	50
	École des Moulins (842022)	30
	École des Prairies (842064)	33
	École des Quatre-Temps (813040)	15
	École du Coeur-de-la-Gatineau (774003)	26
	École Gilbert-Théberge - primaire (781061)	25
	École institutionnelle Sacré-Coeur - Saint-Viateur (783018)	39
	École Intégrée de Saint-Pierre (842079)	29
	École Le Rucher de la Vallée de la Gatineau (774004)	18
	École Leventoux - Saint-François-Régis (793005)	34
	École Louis-Querbes (784005)	5
	École Notre-Dame-du-Rosaire (784008)	14
	École Paul-Comtois (831032) 2000	28
	École Primaire Pontiac (774002)	34
	École Sainte-Thérèse (783012)	34
Total Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (774000)		452
Commission scolaire des Hauts-Cantons (751000)	École d'Audet (751079) 2000	12
	École de la Feuille-d'Or (751086)	17
	École de la Rose-des-Vents (751089)	10
	École de la Voie-Lactée (751095)	7
	École de Sainte-Cécile (751082) 2000	18
	École de Sainte-Edwidge & Ligugé (751037)	9
	École des Monts-Blancs (751094)	13
	École des Trois-Cantons (751058)	5
	École du Parchemin (751047)	45
	École Gendreau (751024)	24
	École Louis-Saint-Laurent (751039)	22
	École Monseigneur-Durand (751041)	14
	École Notre-Dame-de-Fatima (751074)	47
	École Notre-Dame-de-Lorette (751063)	10
	École Notre-Dame-de-Toutes-Aides et Saint-Pie-X (751036)	7
	École Notre-Dame-du-Paradis (751067)	9
	École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (751068)	21
	École Sacré-Coeur (751027)	19
	École Sacré-Coeur (751071)	61
	École Saint-Camille (751051)	24
	École Saint-Luc (751030)	10
	École Sancta-Maria (751032)	7
Total Commission scolaire des Hauts-Cantons (751000)		411
Commission scolaire des Îles (811000)	École aux Iris (811009)	11
	École Centrale (811003)	13
	École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (811006)	3
	École Saint-Pierre (811007)	29
	École Stella-Maris (811008)	23
Total Commission scolaire des Îles (811000)		79
Commission scolaire des Laurentides (853000)	Campus primaire Mont-Tremblant (853050)	26
	École Fleur-des-Neiges (853005)	26
	École Le Carrefour (853013)	17
	École Le Tremplin (853020)	21
Total Commission scolaire des Laurentides (853000)		90
Commission scolaire des Monts-et-Marées (711000)	École Assomption (711029) 2001	9
	École Caron (711012)	35
	École Lac-au-Saumon (711002)	15
	École Monseigneur-Belzile (711036)	11
	École Noël-Fortin (711032)	6
	École Sainte-Félicité (711046) 2000	6
	École Sainte-Marie (711030)	14

Commission scolaire des Monts-et-Marées (711000)	École Sainte-Ursule (711040)	21
	École Saint-Léon-le-Grand (711014)	6
	École Saint-René-Goupil (711081)	6
	École Saint-Rosaire (711028)	17
	École Saint-Vianney - Saint-Tharcisius (711007)	6
	École Val-Brillant (711038)	13
	École Victor-Côté (711009) 2000	12
	École Zénon-Soucy (711037) 2000	24
Total Commission scolaire des Monts-et-Marées (711000)		201
Commission scolaire des Navigateurs (824000)	(vide)	196
Total Commission scolaire des Navigateurs (824000)		196
Commission scolaire des Patriotes (865000)	École de la Passerelle (865142) 2000	40
	École de l'Envolée (865192) 2001	59
	École Jacques-Rocheleau/Saint-Basile (865210) 1999	40
	École Saint-Denis (865240)	18
Total Commission scolaire des Patriotes (865000)		157
Commission scolaire des Phares (712000)	École Boijoli (712025)	6
	École de la Colombe (712011)	2
	École de l'Aquarelle (712009)	15
	École de l'Écho-des-Montagnes-Lavoie (712001)	21
	École de Sainte-Luce-des Bois-et-Marées-Lévesque (712006)	22
	École des Alizés (712030)	20
	École des Cheminots (712032)	32
	École des Hauts-Plateaux (712036)	21
	École des Merisiers (712020)	33
	École du Havre-Saint-Rosaire (712015)	9
	École du Portage (712034)	16
	École internationale Saint-François-Xavier (714005)	17
	École Norjoli (712031)	39
Total Commission scolaire des Phares (712000)		253
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (772000)	École de la Vallée-des-Voyageurs (772027)	10
	École du Parc-de-la-Montagne (772015)	12
	École Euclide-Lanthier (772001) 2001	1
	École Jean-de-Brébeuf (772005)	23
	École Saint-Rédempteur (772019)	14
Total Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (772000)		60
Commission scolaire des Premières-Seigneuries (734000)	École Caps-des-Neiges (734036)	17
	École de la Fourmilière (734021)	21
	École de la Primerose (734001) 2000	50
	École de la Ribambelle (734009)	31
	École de L'Envol (734056)	2
	École du Parc (734027) 2001	34
	École Joseph-Paquin (734058)	1
Total Commission scolaire des Premières-Seigneuries (734000)		156
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay (723000)	Collège Saint-Ambroise / Bon-Pasteur (724030)	24
	École Antoine-de-Saint-Exupéry (723108)	28
	École Beausoleil (734026)	79
	École Chabot et de l'Oasis (734041)	25
	École de la Mosaïque (724040)	31
	École de la Pléiade (734006)	30
	École des Berges (732048)	14
	École Du Vallon (723137)	7
	École Jean-Fortin, La Source (723142)	31
	École Marie-Médiatrice (723141)	2
	École Mont-Valin (723131)	14
	École primaire et secondaire Fréchette (723172)	7
	École Saint-Coeur-de-Marie, Saint-Antoine (723104)	32
	École Saint-David (723144)	22
	École Saint-Félix (723140)	3
	École Saint-Gabriel (723136) 1999	8
Total Commission scolaire des Rives-du-Saguenay (723000)		357
Commission scolaire des Samares (842000)	École Bernèche (842025) 2001	17
	École de la Source (842055) 2000	45
	École de la Source d'Autray (842006)	14
	École de Saint-Côme (842047)	12
	École des Mésanges (842066)	12
	École des Trois-Temps (842052)	31
	École du Carrefour-des-Lacs (842125)	22
	École Lorenzo-Gauthier - Rose-des-Vents (842069)	39
	École Louis-Joseph-Martel - de la Gentiane (842058)	17
	École Notre-Dame (842059) 2000	9
	École Notre-Dame-de-la-Paix (842085)	30
	École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (842086)	1
	École Panet (842027)	10
	École Sacré-Coeur-de-Jésus (842084)	44
	École Sainte-Anne - Saint-Louis (842043)	26
	École Sainte-Hélène (842037)	20
	École Saint-Jean-Baptiste (842040)	24
	École Saint-Joseph - Sainte-Geneviève - Maternelle Sainte-Geneviève (842005)	15
	École Saint-Joseph (842089)	10
	École Saint-Louis-de-France (842094)	22
	Écoles primaires de Sainte-Julienne (842015)	28
Total Commission scolaire des Samares (842000)		448
Commission scolaire des Sommets (753000)	École Brassard-Saint-Patrice (753021)	57
	École Christ-Roi (753004)	12
	École de la Chanterelle (753055)	28
	École de la Passerelle (753003)	13
	École de la Tourelle (753006)	2
	École de l'Arc-en-Ciel (753051)	20
	École des Deux-Soleils (753030)	21
	École Dominique-Savio (753024)	9
	École du Baluchon (753028)	9
	École du Jardin-des-Frontières (753025) 2001	6
	École du Plein-Coeur (753058)	17
	École du Val-de-Grâce (753036)	29
	École Hamelin (753005)	24
	École Masson (753007)	6
	École Notre-Dame-de-Bonsecours (753060)	8
	École Notre-Dame-de-Montjoie (753061)	7
	École Notre-Dame-des-Érables (753063)	11
	École Notre-Dame-du-Sourire (753062)	10
	École Sainte-Marguerite (753035)	13
	École Saint-Gabriel (753065)	15
	École Saint-Jean-Bosco (753022)	22

Commission scolaire des Sommets (753000)	École Saint-Philippe (753067)	33
	École Saint-Pie-X (753033)	24
Total Commission scolaire des Sommets (753000)		396
Commission scolaire des Trois-Lacs (869000)	École du Papillon-Bleu (869014)	2
Total Commission scolaire des Trois-Lacs (869000)		2
Commission scolaire du Chemin-du-Roy (741000)	École Cardinal-Roy (741058)	30
	École de la Solidarité (741004)	16
	École de la Source (741016)	36
	École de Pointe-du-Lac (741147)	34
	École de Yamachiche-Saint-Léon (741122)	15
	École du Versant-de-la-Batiscan (741002)	10
	École intégrée des Forges (741155)	15
	École Madeleine-De Verchères (741011)	26
	École Marie-Leneuf (741050) 2001	1
	École primaire Louiseville (741092)	30
	École Saint-Dominique-et-Sainte-Catherine-de-Sienne (741078)	30
	École Saint-Gabriel-Archange (741035)	60
	École Saint-Paul (741068)	30
Total Commission scolaire du Chemin-du-Roy (741000)		333
Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (713000)	École Chanoine-Côté (713005) 2001	34
	École de Beaucourt - Saint-Eusèbe (713010)	10
	École de Saint-Jean-de-Dieu (713009)	22
	École des Jolis-Vents (713007)	19
	École du Jall (713004)	11
	École Georges-Gauvin (713100)	30
	École Gérard-Collin (713002)	28
	École La Source (713108)	19
	École Litalien (713001) 1999	5
	École Notre-Dame (713037)	14
	École primaire de Dégelis (713006)	32
	École primaire du Transcontinental (713022)	44
Total Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (713000)		268
Commission scolaire du Lac-Abitibi (785000)	École Bellefeuille (785008) 2001	21
	École Dagenais (785001) 2001	29
	École de l'Envol (785005) 2001	41
	École du Maillon (785007) 2001	13
	École du Royal-Roussillon (785004) 2001	16
Total Commission scolaire du Lac-Abitibi (785000)		120
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (722000)	École Bon-Pasteur (722203)	8
	École du Bon Conseil (722245)	17
	École Jean XXIII (722240)	14
	École Maria (722202)	24
	École Monseigneur Victor (722248)	24
	École Notre-Dame-de-Lorette (722206)	24
	École Notre-Dame-du-Rosaire (722208) 2001	2
	École primaire Garnier (722210)	19
	École primaire Saint-Bruno (722249)	34
	École Saint-Antoine (722241)	17
	École Sainte-Hélène (722207) 2001	2
	École Saint-Gérard (722243)	10
	École Saint-Joseph (722107)	51
	École Saint-Joseph (722242)	27
	École Saint-Julien (722106)	18
	École Saint-Léon (722204)	13
	École Saint-Sacrement (722111)	33
Total Commission scolaire du Lac-Saint-Jean (722000)		337
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (781000)	École Béarn-Fabre (781036)	12
	École Laverlochère-Saint-Eugène (781048)	25
	École Le Triolet (781043)	14
	École Marie-Assomption (781044)	17
	École Saint-Gabriel (781058)	41
Total Commission scolaire du Lac-Témiscamingue (781000)		109
Commission scolaire du Littoral (689000)	École Gabriel-Dionne (689018)	2
	École Harrington (689007)	3
	École Mecatina (689008)	3
	École Monseigneur-Scheffer (689016)	16
	École Mountain Ridge (689010)	8
	École Netagamiou (689019)	1
	École Saint-Joseph (689017)	3
Total Commission scolaire du Littoral (689000)		36
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (721000)	École Benoît-Duhamel (721011)	34
	École Boisjoli/des Deux-Lacs (721006)	11
	École Bon-Pasteur (721078)	15
	École Carrefour étudiant (721031)	23
	École Hébert (721032) 2000	26
	École Jean XXIII/Saint-Lucien (721053)	4
	École Jeanne-Mance/Pie XII (721035)	19
	École Jolivent/L'Arbrisseau (721014)	23
	École La Source/Les Prés Verts (721083)	13
	École Maria-Goretti (721030)	11
	École Monseigneur Bluteau (721033)	35
	École Notre-Dame (721012)	36
	École Notre-Dame-de-Lourdes (721059)	10
	École Notre-Dame-des-Anges/Saint-Louis-de-Gonzague (721080)	71
	École Sacré-Coeur/Sainte-Thérèse (721074)	72
	École Sainte-Hedwidge (721009)	10
	École Sainte-Lucie (721056) 2000	20
	École Sainte-Marie (721051)	28
Total Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (721000)		461
Commission scolaire du Val-des-Cerfs (866000)	École Ave Maria (866003)	36
	École Centrale (866024)	18
	École Curé-A.-Petit (866042)	20
	École de l'Assomption (866002)	35
	École Du Premier-Envol (866029)	15
	École Eurêka (866001)	61
	École Joseph-Poitevin (866022)	37
	École Notre-Dame (866004)	81
	École Roxton Pond (866006)	34
	École Saint-André (866008)	34
	École Saint-Bernard (866010)	40
	École Sainte-Cécile (866016)	33
	École Saint-Édouard (866040)	13
	École Sainte-Famille (866019)	50
	École Sainte-Marie (866018)	49

Commission scolaire du Val-des-Cerfs (866000)	École Sainte-Thérèse (866043)	19
	École Saint-Jacques (866030)	52
	École Saint-Jean (866007)	36
	École Saint-Joseph (866012)	33
	École Saint-Léon (866041) 2000	17
	École Saint-Marc (866015)	30
	École Saint-Vincent-Ferrier (866044)	35
Total Commission scolaire du Val-des-Cerfs (866000)		778
Commission scolaire Eastern Shores (882000)	École de Belle Anse (882001)	6
	École de Fermont (882007)	3
	École de l'Île d'Entrée (882014)	1
	École de Métis-sur-Mer (882003)	3
	École de Shigawake--Port Daniel (882004)	8
	École d'Escuminac (882016)	2
	École Primaire de Gaspé (882015)	12
	École Primaire Flemming (882018)	19
	École Riverview (882005)	2
	École Saint-Joseph-Saint-Patrick (882017)	2
	École secondaire de Baie Comeau (882019)	4
	École secondaire de Grosse-Îles (882008)	7
	École secondaire de New Carlisle (882002)	11
	École secondaire de New Richmond (882011)	6
Total Commission scolaire Eastern Shores (882000)		86
Commission scolaire Eastern Townships (883000)	École primaire Asbestos-Danville-Shipton (883001) 2001	7
	École primaire Butler (883003)	5
	École primaire d'Ayer's Cliff (883002)	8
	École primaire de Cookshire (883005)	5
	École primaire de Drummondville (883006)	12
	École primaire de Farnham (883007) 2001	4
	École primaire de Mansonville (883011) 2001	1
	École primaire de North Hatley (883012)	7
	École primaire de Sawyerville (883016)	3
	École primaire de Waterloo (883021) 2001	9
	École primaire Parkview (883013)	25
	École primaire Pope Memorial (883014)	10
	École primaire Princess Elizabeth (883015)	19
	École primaire Sunnyside (883019)	13
Total Commission scolaire Eastern Townships (883000)		128
Commission scolaire English-Montréal (887000)	École Bancroft (887001)	37
	École Carlyle (887002)	19
	École Coronation (887045)	35
	École Parkdale (887028)	41
	École Philip E. Layton (887256)	2
	École Pierre Elliott Trudeau (887012)	28
	École Sainte-Dorothy (887035)	22
	École Saint-Gabriel (887036)	17
	École Sinclair Laird (887032)	25
	École Westmount Park (887042)	30
Total Commission scolaire English-Montréal (887000)		256
Commission scolaire Harricana (783000)	École de Berry (783009)	7
	École des Coteaux (783010)	5
	École institutionnelle Christ-Roi - Youville (783015)	28
	École institutionnelle Launay - Villemontel (783007)	6
	École institutionnelle Preissac - Sainte-Gertrude (783003)	13
	École institutionnelle Saint-Félix - Saint-Dominique (783017)	11
	École institutionnelle Saint-Marc - La Corne (783016)	20
	École institutionnelle Saint-Mathieu - La Motte (783019)	14
	École Notre-Dame-de-Fatima (783020)	13
	École Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (783011)	18
	École Saint-Joseph (783008)	16
Total Commission scolaire Harricana (783000)		151
Commission scolaire Kativik (769000)	École Ajagutak (769030)	1
	École Kiluutaq (769130)	2
	École Nuvviti (769090)	1
	École Pitakallak (769022)	2
	École Providence/J.-M.-Robert (773004)	15
	École Tarsakallak (769040)	1
	École Tukisiniarvik (769110)	1
Total Commission scolaire Kativik (769000)		23
Commission scolaire Lester-B.-Pearson (888000)	École primaire Verdun (888047)	44
Total Commission scolaire Lester-B.-Pearson (888000)		44
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (763000)	École Édouard-Laurin (763007)	3
	École Enfant-Soleil (763008)	74
	École Lévis-Sauvé (763108)	27
	École Notre-Dame-de-Lourdes (763112)	21
	École Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (763114)	28
Total Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (763000)		153
Commission scolaire Marie-Victorin (864000)	École Adrien-Gamache (864001)	20
	École Bel-Essor (864165)	9
	École Bourgeoys-Champagnat (864005)	61
	École Carillon (864006)	37
	École Christ-Roi (864009)	27
	École D'Iberville (864017) 2000	22
	École du Tournesol (864060)	25
	École Hubert-Perron (864027)	58
	École Jacques-Ouellette (864169)	3
	École Lajeunesse (864033)	14
	École Lionel-Groulx (864038)	48
	École Marie-Victorin (864040) 2001	16
	École Monseigneur-Forget (864042)	28
	École Paul-De Maricourt (864044)	17
	École Sainte-Claire (864054)	68
	École Saint-Jude (864110) 2000	7
Total Commission scolaire Marie-Victorin (864000)		460
Commission scolaire New Frontiers (889000)	École primaire Franklin (889005)	16
	École primaire Hemmingford (889012)	7
	École primaire Howick (889010)	7
	École primaire Ormstown (889011) 2000	11
Total Commission scolaire New Frontiers (889000)		41
Commission scolaire Pierre-Neveu (854000)	Ecole aux Quatre Vents (854006)	44
	École de Ferme-Neuve et des Rivières (854003)	28
	École de la Lièvre-Sud (854005)	6
	École des Moissons (862142)	8
	École des trois sentiers (854009)	15

Commission scolaire Pierre-Neveu (854000)	École du Méandre (854018)	24
	École du Val-des-Lacs (854007)	15
	École Jean-XXIII (854010)	96
	École Saint-Charles-Garnier (862107)	19
	École Saint-Eugène (854014)	2
Total Commission scolaire Pierre-Neveu (854000)		257
Commission scolaire René-Lévesque (813000)	École Aux Mille-Ressources (813031)	8
	École Bon-Pasteur (813006)	28
	École Bourg (813035)	19
	École Cap Beau-Soleil (813030)	16
	École des Audomarois (813037)	6
	École des Deux-Rivières (813042)	11
	École du Plateau (Saint-François d'Assise) (813045)	3
	École François-Thibault (813026)	22
	École La Source (813021)	28
	École L'Assomption (813003)	1
	École Le Bois-Vivant (813032)	35
	École Le Phare (813019)	16
	École Père-Pacifique (813041)	21
	École Sacré-Coeur (813017)	6
	École Saint-Donat (813034)	23
	École Sainte-Marie (813004)	14
	École Saint-Joseph (813015)	21
	École Saint-Paul (813011)	16
Total Commission scolaire René-Lévesque (813000)		294
Commission scolaire Riverside (884000)	(vide)	22
Total Commission scolaire Riverside (884000)		22
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (885000)	École Centre Mackay (887253)	13
	École de la Châtelaine et de la Place-de-l'Éveil (734032)	50
	École Le Marinier - Monseigneur-Ross (711042)	4
	École Pierre Elliott Trudeau (886013)	18
	École primaire de Rawdon (885165)	11
	École primaire Arundel (885151)	6
	École primaire Crestview (885152)	4
	École primaire Grenville (885153)	12
	École Sacré-Coeur (714014) 2000	20
	École Saint-Lawrence (689013)	1
	École St. John's (886007)	5
Total Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (885000)		144
Commission scolaire Western Québec (886000)	École Dr. S.E. McDowell (886021)	13
	École Dr. Wilbert Keon (886005)	8
	École G. Théberge (886031)	2
	École Namur (886008)	12
	École primaire Buckingham (886011)	17
	École primaire Maniwaki Woodland (886030)	7
	École primaire Onslow (886022) 2000	5
	École primaire Poltimore (886032) 2000	2
	École primaire Queen Elizabeth (886033)	4
	École primaire Wakefield (886019)	24
Total Commission scolaire Western Québec (886000)		94
Conseil de l'Éducation du Lac-Simon (019600)	Conseil de l'Éducation du Lac-Simon (019600)	13
Total Conseil de l'Éducation du Lac-Simon (019600)		13
École Johnny Pilot du conseil des Montagnais de Sept-Iles et Maliote	École Johnny Pilot du conseil des Montagnais de Sept-Iles et Maliotenam (027600)	26
Total École Johnny Pilot du conseil des Montagnais de Sept-Iles et Maliotenam (027600)		26
École Le Sommet (227500)	École Le Sommet (227501)	3
Total École Le Sommet (227500)		3
École Nussim du conseil de bande de Betsiamites (024600)	École Nussim du conseil de bande de Betsiamites (024600)	41
Total École Nussim du conseil de bande de Betsiamites (024600)		41
École Olamen du Conseil des Montagnais (La Romaine) (031600)	École Olamen du Conseil des Montagnais (La Romaine) (031600)	26
Total École Olamen du Conseil des Montagnais (La Romaine) (031600)		26
École orale de Montréal pour les sourds (268500)	École orale de Montréal pour les sourds (268501)	7
Total École orale de Montréal pour les sourds (268500)		7
École oraliste de Québec pour enfants sourds (523500)	École oraliste de Québec pour enfants sourds (523501)	2
Total École oraliste de Québec pour enfants sourds (523500)		2
École Peter Hall inc. (278500)	École Peter Hall inc., Campus Ouimet (278501)	8
Total École Peter Hall inc. (278500)		8
École Tshishteshinu du conseil des Montagnais de Sept-Iles et Malio	École Tshishteshinu du conseil des Montagnais de Sept-Iles et Maliotenam (025600)	14
Total École Tshishteshinu du conseil des Montagnais de Sept-Iles et Maliotenam (025600)		14
École Uauitshitun de Natashquan (026600)	École Uauitshitun de Natashquan (026600)	19
Total École Uauitshitun de Natashquan (026600)		19
L'Institut canadien pour le développement neuro-intégratif (394500)	L'institut canadien pour le développement neuro-intégratif, Campus A Pas de Géant (394501)	2
Total L'Institut canadien pour le développement neuro-intégratif (394500)		2
Total général		17 916

Allocations émises au préscolaire 4 ans
années scolaires 2004-2005 à 2011-2012

code	Commission scolaire	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
711000	Commission scolaire des Monts-et-Marées	209 900,00 $	265 788,00 $	271 630,00 $	309 246,00 $	254 056,00 $	210 979,00 $	262 408,00 $	297 088,00 $
712000	Commission scolaire des Phares	260 350,00 $	259 292,00 $	255 231,00 $	251 388,00 $	268 668,00 $	279 808,00 $	320 650,00 $	374 786,00 $
713000	Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	392 320,00 $	441 429,00 $	426 288,00 $	418 669,00 $	463 785,00 $	390 699,00 $	471 134,00 $	448 314,00 $
714000	Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup	345 970,00 $	368 371,00 $	441 856,00 $	387 594,00 $	305 333,00 $	363 952,00 $	384 960,00 $	373 520,00 $
721000	Commission scolaire du Pays-des-Bleuets	461 000,00 $	440 787,00 $	463 951,00 $	415 913,00 $	435 244,00 $	401 388,00 $	471 514,00 $	481 574,00 $
722000	Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	174 800,00 $	161 020,00 $	167 832,00 $	175 270,00 $	256 608,00 $	277 094,00 $	345 754,00 $	358 150,00 $
723000	Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	255 084,00 $	218 268,00 $	267 701,00 $	221 038,00 $	226 394,00 $	333 924,00 $	317 821,00 $	420 982,00 $
724000	Commission scolaire De La Jonquière	154 440,00 $	161 680,00 $	170 642,00 $	168 379,00 $	162 257,00 $	191 864,00 $	219 960,00 $	217 330,00 $
731000	Commission scolaire de Charlevoix	21 780,00 $	16 168,00 $	14 567,00 $	12 876,00 $	13 188,00 $	8 980,00 $	- $	- $
732000	Commission scolaire de la Capitale	318 780,00 $	361 051,00 $	358 517,00 $	306 878,00 $	340 295,00 $	350 220,00 $	331 883,00 $	375 472,00 $
733000	Commission scolaire des Découvreurs	15 648,00 $	32 228,00 $	21 390,00 $	6 053,00 $	3 996,00 $	16 748,00 $	12 844,00 $	12 932,00 $
734000	Commission scolaire des Premières-Seigneuries	205 802,00 $	210 624,00 $	236 425,00 $	255 266,00 $	290 618,00 $	350 940,00 $	370 120,00 $	426 190,00 $
735000	Commission scolaire de Portneuf	182 120,00 $	181 882,00 $	230 004,00 $	198 926,00 $	217 784,00 $	201 024,00 $	207 295,00 $	261 560,00 $
741000	Commission scolaire du Chemin-du-Roy	479 814,00 $	487 134,00 $	523 385,00 $	522 547,00 $	546 157,00 $	550 883,00 $	585 190,00 $	592 066,00 $
742000	Commission scolaire de l'Énergie	351 132,00 $	386 854,00 $	384 090,00 $	428 327,00 $	425 658,00 $	462 315,00 $	479 380,00 $	525 814,00 $
751000	Commission scolaire des Hauts-Cantons	314 060,00 $	350 656,00 $	382 528,00 $	379 301,00 $	381 512,00 $	422 776,00 $	443 082,00 $	455 080,00 $
752000	Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	111 714,00 $	113 835,00 $	130 742,00 $	127 645,00 $	149 461,00 $	148 288,00 $	144 944,00 $	169 942,00 $
753000	Commission scolaire des Sommets	211 160,00 $	351 284,00 $	373 068,00 $	380 767,00 $	425 276,00 $	412 680,00 $	483 622,00 $	535 116,00 $
761000	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	599 172,00 $	654 844,00 $	592 548,00 $	548 442,00 $	574 119,00 $	650 314,00 $	725 158,00 $	620 386,00 $
762000	Commission scolaire de Montréal	5 227 368,00 $	5 263 389,00 $	5 075 687,00 $	4 969 678,00 $	4 783 727,00 $	4 993 073,00 $	5 049 055,00 $	5 558 534,00 $
763000	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	350 172,00 $	372 469,00 $	347 153,00 $	300 440,00 $	365 881,00 $	349 014,00 $	343 270,00 $	331 520,00 $
771000	Commission scolaire des Draveurs	75 000,00 $	75 367,00 $	70 006,00 $	94 255,00 $	92 539,00 $	88 186,00 $	74 296,00 $	43 548,00 $
772000	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	231 420,00 $	235 395,00 $	222 878,00 $	209 923,00 $	182 434,00 $	212 873,00 $	197 606,00 $	187 118,00 $
773000	Commission scolaire au Coeur-des-Vallées	129 754,00 $	137 404,00 $	116 714,00 $	113 639,00 $	144 022,00 $	114 426,00 $	100 786,00 $	139 908,00 $
774000	Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	159 070,00 $	137 179,00 $	128 198,00 $	150 037,00 $	83 400,00 $	95 735,00 $	133 920,00 $	117 998,00 $
781000	Commission scolaire du Lac-Témiscamingue	96 900,00 $	104 760,00 $	140 690,00 $	121 383,00 $	141 480,00 $	154 262,00 $	134 260,00 $	167 944,00 $
782000	Commission scolaire de Rouyn-Noranda	113 770,00 $	143 775,00 $	130 907,00 $	130 165,00 $	172 225,00 $	154 939,00 $	178 812,00 $	199 710,00 $
783000	Commission scolaire Harricana	116 150,00 $	102 174,00 $	124 540,00 $	124 751,00 $	123 552,00 $	170 482,00 $	193 638,00 $	207 880,00 $
784000	Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	62 700,00 $	67 900,00 $	69 930,00 $	71 139,00 $	81 312,00 $	100 051,00 $	143 892,00 $	167 282,00 $
785000	Commission scolaire du Lac-Abitibi	119 090,00 $	117 212,00 $	127 285,00 $	146 127,00 $	137 796,00 $	153 183,00 $	163 408,00 $	189 880,00 $
791000	Commission scolaire de l'Estuaire	242 570,00 $	211 231,00 $	210 688,00 $	215 341,00 $	202 632,00 $	245 715,00 $	200 716,00 $	213 998,00 $
792000	Commission scolaire du Fer	62 688,00 $	68 862,00 $	98 440,00 $	67 353,00 $	54 378,00 $	8 980,00 $	6 828,00 $	6 876,00 $
793000	Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	63 360,00 $	97 008,00 $	57 894,00 $	113 738,00 $	79 128,00 $	112 250,00 $	108 030,00 $	105 432,00 $
801000	Commission scolaire de la Baie-James	12 350,00 $	15 520,00 $	16 983,00 $	16 496,00 $	39 158,00 $	42 255,00 $	45 118,00 $	50 810,00 $
811000	Commission scolaire des Îles	81 070,00 $	86 492,00 $	83 916,00 $	116 671,00 $	96 096,00 $	104 106,00 $	99 554,00 $	102 750,00 $

code	Commission scolaire	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
812000	Commission scolaire des Chic-Chocs	226 360,00 $	195 942,00 $	163 836,00 $	178 592,00 $	223 456,00 $	213 485,00 $	221 440,00 $	283 546,00 $
813000	Commission scolaire René-Lévesque	343 242,00 $	385 409,00 $	340 138,00 $	340 625,00 $	325 235,00 $	342 215,00 $	299 806,00 $	347 032,00 $
821000	Commission scolaire de la Côte-du-Sud	544 760,00 $	589 248,00 $	532 796,00 $	553 204,00 $	552 288,00 $	560 871,00 $	531 684,00 $	604 998,00 $
822000	Commission scolaire des Appalaches	96 972,00 $	109 134,00 $	126 567,00 $	113 353,00 $	107 702,00 $	105 515,00 $	111 524,00 $	93 972,00 $
823000	Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	929 100,00 $	988 319,00 $	1 049 949,00 $	1 072 107,00 $	1 182 132,00 $	1 215 354,00 $	1 237 804,00 $	1 291 364,00 $
824000	Commission scolaire des Navigateurs	82 650,00 $	113 490,00 $	116 883,00 $	108 255,00 $	125 664,00 $	144 586,00 $	150 972,00 $	168 606,00 $
831000	Commission scolaire de Laval	125 232,00 $	197 965,00 $	279 626,00 $	343 245,00 $	373 323,00 $	341 982,00 $	275 712,00 $	380 638,00 $
841000	Commission scolaire des Affluents	89 496,00 $	197 848,00 $	132 845,00 $	194 593,00 $	161 752,00 $	16 185,00 $	17 504,00 $	12 122,00 $
842000	Commission scolaire des Samares	405 650,00 $	448 140,00 $	415 584,00 $	464 981,00 $	654 294,00 $	538 421,00 $	681 470,00 $	719 036,00 $
851000	Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	252 144,00 $	233 944,00 $	313 602,00 $	394 086,00 $	395 571,00 $	415 123,00 $	453 066,00 $	629 938,00 $
852000	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	236 964,00 $	273 303,00 $	335 229,00 $	319 533,00 $	429 117,00 $	363 836,00 $	426 656,00 $	452 904,00 $
853000	Commission scolaire des Laurentides	110 832,00 $	175 119,00 $	169 146,00 $	147 304,00 $	164 850,00 $	174 306,00 $	192 641,00 $	215 448,00 $
854000	Commission scolaire Pierre-Neveu	207 062,00 $	239 914,00 $	230 434,00 $	253 015,00 $	307 544,00 $	260 842,00 $	228 646,00 $	252 390,00 $
861000	Commission scolaire de Sorel-Tracy	91 200,00 $	93 120,00 $	99 900,00 $	131 968,00 $	132 000,00 $	144 586,00 $	122 528,00 $	133 342,00 $
862000	Commission scolaire de Saint-Hyacinthe	270 900,00 $	328 008,00 $	350 417,00 $	385 923,00 $	386 511,00 $	433 511,00 $	489 540,00 $	541 996,00 $
863000	Commission scolaire des Hautes-Rivières	346 808,00 $	403 380,00 $	460 787,00 $	490 058,00 $	582 268,00 $	558 249,00 $	627 993,00 $	749 488,00 $
864000	Commission scolaire Marie-Victorin	438 070,00 $	502 282,00 $	590 487,00 $	626 788,00 $	606 215,00 $	689 530,00 $	718 882,00 $	840 122,00 $
865000	Commission scolaire des Patriotes	213 828,00 $	208 066,00 $	229 223,00 $	269 028,00 $	259 277,00 $	284 427,00 $	292 860,00 $	216 718,00 $
866000	Commission scolaire du Val-des-Cerfs	448 400,00 $	487 910,00 $	571 261,00 $	611 383,00 $	651 552,00 $	724 009,00 $	796 432,00 $	855 152,00 $
867000	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	154 518,00 $	160 790,00 $	169 407,00 $	194 245,00 $	195 554,00 $	210 589,00 $	218 129,00 $	221 474,00 $
868000	Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	79 200,00 $	74 777,00 $	83 240,00 $	95 415,00 $	87 920,00 $	100 221,00 $	95 186,00 $	106 904,00 $
869000	Commission scolaire des Trois-Lacs	23 472,00 $	30 566,00 $	38 992,00 $	44 517,00 $	24 796,00 $	27 577,00 $	44 954,00 $	30 448,00 $
871000	Commission scolaire de la Riveraine	276 140,00 $	245 410,00 $	304 695,00 $	301 052,00 $	286 176,00 $	311 831,00 $	343 214,00 $	410 074,00 $
872000	Commission scolaire des Bois-Francs	282 950,00 $	288 092,00 $	316 265,00 $	365 898,00 $	367 034,00 $	391 816,00 $	410 036,00 $	409 898,00 $
873000	Commission scolaire des Chênes	244 020,00 $	219 375,00 $	241 712,00 $	226 557,00 $	268 716,00 $	302 043,00 $	270 390,00 $	303 644,00 $
881000	Commission scolaire Central Québec	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
882000	Commission scolaire Eastern Shores	156 324,00 $	148 487,00 $	155 701,00 $	117 260,00 $	85 722,00 $	136 945,00 $	193 460,00 $	199 404,00 $
883000	Commission scolaire Eastern Townships	131 120,00 $	217 049,00 $	217 351,00 $	202 926,00 $	198 862,00 $	195 507,00 $	236 554,00 $	204 348,00 $
884000	Commission scolaire Riverside	26 650,00 $	29 100,00 $	19 980,00 $	28 868,00 $	31 680,00 $	34 528,00 $	26 256,00 $	24 244,00 $
885000	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	- $	- $	5 869,00 $	- $	45 591,00 $	27 577,00 $	44 144,00 $	27 504,00 $
886000	Commission scolaire Western Québec	112 500,00 $	109 693,00 $	115 961,00 $	130 086,00 $	113 656,00 $	147 631,00 $	165 944,00 $	194 916,00 $
887000	Commission scolaire English-Montréal	786 840,00 $	763 476,00 $	785 203,00 $	687 368,00 $	696 645,00 $	661 360,00 $	691 823,00 $	640 176,00 $
888000	Commission scolaire Lester-B.-Pearson	94 992,00 $	106 759,00 $	108 212,00 $	85 840,00 $	81 326,00 $	80 820,00 $	83 400,00 $	114 190,00 $
889000	Commission scolaire New Frontiers		10 105,00 $	14 567,00 $	62 234,00 $	30 772,00 $	51 635,00 $	77 384,00 $	87 096,00 $
	Total	20 036 874,00 $	21 273 552,00 $	21 820 169,00 $	22 015 968,00 $	22 655 370,00 $	23 331 519,00 $	24 528 942,00 $	26 500 622,00 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre d'EHDAA et % d'EHDAA de 2003-2004 à 2012-2013, dans chaque commission scolaire et/ou dans chaque école ainsi que dans chaque école privée subventionnée.

RÉPONSE

Les données présentées ici sont ventilées selon la commission scolaire et pour l'ensemble des écoles privées. Compte tenu des petits nombres, elles ne peuvent être ventilées par école. Les données provisoires de 2012-2013 ne seront pas disponibles avant mars 2013.

1. Effectif handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) du réseau public (selon la commission scolaire) et des réseaux privé et gouvernemental, de 2003-2004 à 2011-2012[P]

	Année scolaire								
Commission scolaire	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011[P]	2011-2012[P]
CS du Littoral (689000)	100	114	111	104	95	97	112	125	118
CS des Monts-et-Marées (711000)	864	995	937	992	906	1 108	1 067	902	780
CS des Phares (712000)	1 017	1 060	1 211	1 254	1 330	1 445	1 528	1 428	1 424
CS du Fleuve-et-des-Lacs (713000)	527	515	525	734	721	783	749	667	761
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714000)	912	1 093	1 003	971	1 128	916	1 066	1 011	960
CS du Pays-des-Bleuets (721000)	943	802	856	846	904	1 231	1 334	1 418	1 343
CS du Lac-Saint-Jean (722000)	871	950	1 072	1 235	1 186	1 134	1 013	1 238	1 229
CS des Rives-du-Saguenay (723000)	2 178	2 114	2 000	1 608	1 601	1 800	1 790	1 850	1 879
CS De La Jonquière (724000)	1 252	1 295	1 366	1 298	1 222	1 310	1 187	1 301	1 282
CS de Charlevoix (731000)	290	316	254	336	367	300	403	336	321
CS de la Capitale (732000)	3 903	3 686	3 606	3 522	3 469	3 605	3 534	3 825	4 025
CS des Découvreurs (733000)	1 245	1 352	1 451	1 431	1 505	1 663	1 785	1 791	1 884
CS des Premières-Seigneuries (734000)	3 083	3 149	3 285	3 353	3 299	3 115	3 137	3 157	3 328
CS de Portneuf (735000)	1 250	1 234	1 286	1 296	1 301	1 345	1 388	1 429	1 388
CS du Chemin-du-Roy (741000)	2 745	2 797	3 002	2 740	2 512	3 031	3 045	3 077	3 146
CS de l'Énergie (742000)	1 574	1 331	1 406	1 586	1 802	1 946	2 134	2 166	2 036
CS des Hauts-Cantons (751000)	1 251	1 207	1 164	1 117	1 133	1 295	1 257	1 272	1 288
CS de la Région-de-Sherbrooke (752000)	3 066	2 817	2 771	2 788	2 541	3 107	3 356	3 464	3 425
CS des Sommets (753000)	1 721	1 581	1 665	1 668	1 590	1 677	1 595	1 752	1 709
CS crie (759000)	53	51	46	60	100	135	112	116	121
CS de la Pointe-de-l'Île (761000)	6 209	6 212	6 168	5 621	4 981	4 780	4 997	4 898	4 877
CS de Montréal (762000)	16 464	16 181	16 908	16 361	16 553	17 154	17 957	18 121	18 193
CS Marguerite-Bourgeoys (763000)	6 221	5 777	5 807	5 385	5 400	6 812	6 749	7 203	7 238
CS Kativik (769000)	130	249	206	196	369	299	238	174	132
CS des Draveurs (771000)	3 700	3 578	3 132	3 482	3 491	3 603	3 993	4 055	3 887
CS des Portages-de-l'Outaouais (772000)	2 253	2 272	2 532	2 346	2 310	2 416	2 521	2 577	2 833
CS au Coeur-des-Vallées (773000)	1 231	1 278	1 363	1 263	1 019	971	1 057	1 074	1 666
CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (774000)	216	527	655	658	653	640	608	646	704
CS du Lac-Témiscamingue (781000)	423	382	355	345	378	345	371	346	305
CS de Rouyn-Noranda (782000)	574	624	699	669	726	787	948	1 085	1 092
CS Harricana (783000)	329	318	394	365	405	396	536	520	616
CS de l'Or-et-des-Bois (784000)	780	896	912	990	1 060	1 157	1 165	1 112	1 117
CS du Lac-Abitibi (785000)	660	682	632	521	526	518	504	535	500
CS de l'Estuaire (791000)	896	937	953	1 017	1 057	874	902	835	848
CS du Fer (792000)	639	636	566	491	515	607	605	674	780
CS de la Moyenne-Côte-Nord (793000)	219	110	248	75	109	86	210	245	269
CS de la Baie-James (801000)	234	167	180	206	217	207	201	209	210

Source : MELS, SPSG, DSID, Portail informationnel, système Charlemagne données au 2012-01-27.

P. Les données de 2010-2011 et de 2011-2012 sont provisoires.

[Partie 1 de 2 du tableau 1]

Sont ici retenus tous les élèves HDAA, avec ou sans plan d'intervention, y compris les élèves à risque.

Le tableau de l'effectif HDAA se poursuit à la page suivante.

1. Effectif handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) du réseau public (selon la commission scolaire) et des réseaux privé et gouvernemental, de 2003-2004 à 2011-2012[P]

	Année scolaire								
Commission scolaire	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011[P]	2011-2012[P]
CS des Îles (811000)	245	263	275	240	251	270	171	244	306
CS des Chic-Chocs (812000)	840	731	803	849	603	853	931	938	882
CS René-Lévesque (813000)	1 038	973	908	876	929	804	847	862	854
CS de la Côte-du-Sud (821000)	804	808	836	1 075	1 201	1 234	1 410	1 383	1 372
CS des Appalaches (822000)	1 058	820	859	757	666	708	968	887	891
CS de la Beauce-Etchemin (823000)	2 610	2 522	2 615	2 594	2 922	2 940	2 822	2 825	2 872
CS des Navigateurs (824000)	3 791	3 768	3 695	3 347	3 326	3 611	3 378	3 521	3 440
CS de Laval (831000)	5 700	5 815	6 241	6 709	5 130	7 162	7 733	8 356	8 739
CS des Affluents (841000)	4 408	4 866	5 268	5 375	5 594	5 990	6 052	6 389	6 178
CS des Samares (842000)	3 052	2 989	3 197	3 207	3 495	3 785	3 689	3 926	4 044
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851000)	5 525	5 458	6 306	4 828	5 403	5 670	6 161	6 688	6 936
CS de la Rivière-du-Nord (852000)	3 420	3 544	3 564	3 702	4 046	3 975	3 948	3 988	3 863
CS des Laurentides (853000)	1 951	2 074	2 108	1 975	1 877	1 901	1 978	1 894	1 965
CS Pierre-Neveu (854000)	872	784	765	860	1 046	1 084	1 140	1 125	1 125
CS de Sorel-Tracy (861000)	700	679	684	631	524	801	932	1 096	1 104
CS de Saint-Hyacinthe (862000)	2 946	2 951	3 120	3 195	3 201	3 056	2 828	3 195	3 369
CS des Hautes-Rivières (863000)	2 753	2 888	3 412	3 279	3 346	3 518	3 379	3 421	3 502
CS Marie-Victorin (864000)	5 755	5 846	6 279	5 908	5 772	5 913	6 063	6 214	6 166
CS des Patriotes (865000)	3 258	3 924	4 084	3 775	3 964	4 189	4 400	4 534	4 900
CS du Val-des-Cerfs (866000)	2 497	2 345	2 056	2 026	2 247	2 420	2 316	2 231	2 468
CS des Grandes-Seigneuries (867000)	3 168	3 389	3 417	3 440	3 487	3 508	3 610	3 615	3 843
CS de la Vallée-des-Tisserands (868000)	379	1 626	1 611	2 146	2 165	2 254	2 194	2 139	2 105
CS des Trois-Lacs (869000)	1 683	1 777	1 923	1 711	1 584	2 037	2 207	2 414	1 937
CS de la Riveraine (871000)	598	630	731	716	897	935	1 001	1 059	1 068
CS des Bois-Francs (872000)	2 209	2 143	2 240	2 181	1 997	2 258	2 288	2 403	2 501
CS des Chênes (873000)	1 300	1 575	1 587	1 715	1 728	1 924	1 842	1 966	2 306
CS Central Québec (881000)	299	319	438	458	392	497	431	368	582
CS Eastern Shores (882000)	309	317	327	313	357	334	365	351	292
CS Eastern Townships (883000)	1 747	1 626	1 764	1 813	1 695	1 677	1 591	1 699	1 678
CS Riverside (884000)	1 796	1 952	2 004	2 010	2 040	2 311	2 141	2 028	2 086
CS Sir-Wilfrid-Laurier (885000)	618	717	822	1 433	1 606	1 812	2 086	2 687	2 620
CS Western Québec (886000)	1 338	1 747	1 296	1 409	1 394	1 690	1 725	1 781	1 797
CS English-Montréal (887000)	3 148	3 253	3 315	3 263	3 266	3 724	3 671	3 732	3 897
CS Lester-B.-Pearson (888000)	3 025	2 950	2 907	2 957	2 823	2 919	4 136	3 835	4 126
CS New Frontiers (889000)	594	628	559	498	462	622	637	671	629
Total du réseau public	**145 457**	**147 982**	**152 743**	**150 201**	**149 917**	**161 081**	**166 225**	**171 099**	**174 157**
Réseau privé	2 858	2 861	2 973	3 057	3 088	3 115	3 224	3 291	3 314
Réseau gouvernemental	87	12	2	1	48	41	160	159	99
Tous les réseaux	**148 402**	**150 855**	**155 718**	**153 259**	**153 053**	**164 237**	**169 609**	**174 549**	**177 570**

Source : MELS, SPSG, DSID, Portail informationnel, système Charlemagne données au 2012-01-27.

Les données des réseaux privé et gouvernemental peuvent inclure des écoles non subventionnées.

P. Les données de 2010-2011 et de 2011-2012 sont provisoires.

[Partie 2 de 2 du tableau 1]

Le tableau du pourcentage de l'effectif HDAA est à la page suivante.

2. Pourcentage d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) à la formation générale des jeunes du réseau public (selon la commission scolaire) et des réseaux privé et gouvernemental, de 2003-2004 à 2011-2012[P]

	Année scolaire								
Commission scolaire	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011[P]	2011-2012[P]
CS du Littoral (689000)	12,4	14,2	14,1	13,9	13,7	14,9	18,0	19,6	19,5
CS des Monts-et-Marées (711000)	14,4	17,0	16,8	18,3	17,5	22,4	22,5	19,6	17,4
CS des Phares (712000)	10,0	10,8	12,5	13,5	14,6	16,3	17,8	17,0	17,1
CS du Fleuve-et-des-Lacs (713000)	11,0	11,1	11,7	17,3	17,5	19,8	19,4	17,7	20,7
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714000)	13,1	16,0	14,9	14,9	17,8	15,0	17,8	17,1	16,1
CS du Pays-des-Bleuets (721000)	10,4	9,3	10,2	10,4	11,5	16,3	18,3	19,7	19,0
CS du Lac-Saint-Jean (722000)	11,4	12,8	15,0	17,7	17,5	17,3	15,6	19,4	19,1
CS des Rives-du-Saguenay (723000)	16,0	16,0	16,0	13,4	13,9	16,2	16,5	17,5	17,9
CS De La Jonquière (724000)	13,6	14,4	15,6	15,1	14,8	16,7	15,5	17,4	17,4
CS de Charlevoix (731000)	8,0	9,0	7,4	10,3	11,7	9,9	13,6	11,5	11,2
CS de la Capitale (732000)	16,2	15,6	15,5	15,5	15,7	16,6	16,7	18,5	19,6
CS des Découvreurs (733000)	9,4	10,3	11,5	11,6	12,6	14,3	16,0	16,5	17,7
CS des Premières-Seigneuries (734000)	12,4	12,9	13,7	14,3	14,3	14,0	14,5	14,8	15,6
CS de Portneuf (735000)	19,5	19,8	21,1	22,0	22,9	24,2	25,5	26,7	26,2
CS du Chemin-du-Roy (741000)	14,9	15,4	17,0	15,7	14,9	18,5	19,0	19,6	20,3
CS de l'Énergie (742000)	13,9	12,0	13,1	15,3	18,0	20,3	23,1	23,8	22,6
CS des Hauts-Cantons (751000)	16,7	16,7	16,5	16,6	17,2	19,8	19,7	20,1	20,7
CS de la Région-de-Sherbrooke (752000)	16,5	15,2	15,0	15,3	14,3	17,9	19,7	20,5	20,3
CS des Sommets (753000)	18,6	17,4	18,7	19,2	18,7	20,3	19,6	21,8	21,5
CS Crie (759000)	1,5	1,4	1,2	1,7	2,7	3,6	3,0	3,0	2,9
CS de la Pointe-de-l'Île (761000)	20,7	21,1	21,2	19,6	17,9	17,3	18,2	17,6	17,3
CS de Montréal (762000)	21,6	21,6	23,2	22,8	23,6	24,8	26,0	26,0	26,0
CS Marguerite-Bourgeoys (763000)	15,8	14,8	14,8	13,8	13,9	17,6	17,3	18,3	18,1
CS Kativik (769000)	4,3	8,4	6,8	6,4	11,8	9,6	7,6	5,6	4,2
CS des Draveurs (771000)	19,6	19,0	16,8	19,0	19,7	21,1	24,0	25,1	24,5
CS des Portages-de-l'Outaouais (772000)	16,9	17,0	19,2	18,2	18,1	19,0	19,9	20,0	21,6
CS au Coeur-des-Vallées (773000)	17,2	18,1	19,5	18,9	15,6	15,3	17,3	18,1	28,3
CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (774000)	5,9	14,5	18,5	18,9	20,0	20,6	20,4	22,3	25,3
CS du Lac-Témiscamingue (781000)	16,5	15,3	14,6	14,7	17,2	16,4	18,2	17,2	15,3
CS de Rouyn-Noranda (782000)	9,3	10,2	11,6	11,6	12,9	14,7	18,0	21,2	21,4
CS Harricana (783000)	7,9	7,9	10,1	9,5	10,9	11,0	15,4	15,2	17,9
CS de l'Or-et-des-Bois (784000)	11,7	13,8	14,4	16,1	18,1	20,5	21,4	20,4	20,9
CS du Lac-Abitibi (785000)	18,8	19,9	19,2	16,2	16,7	16,8	16,7	18,0	17,4
CS de l'Estuaire (791000)	13,8	15,0	15,7	17,5	19,3	17,0	18,4	17,8	18,5
CS du Fer (792000)	12,9	12,9	11,8	10,4	11,1	13,5	13,4	15,4	17,7
CS de la Moyenne-Côte-Nord (793000)	28,6	14,6	32,6	10,3	15,4	11,9	29,0	33,7	36,7
CS de la Baie-James (801000)	9,4	7,0	7,9	9,5	10,2	10,0	10,1	10,7	11,0

Source : MELS, SPSG, DSID, Portail informationnel, système Charlemagne données au 2012-01-27.

P. Les données de 2010-2011 et de 2011-2012 sont provisoires

[Partie 1 de 2 du tableau 2]

Sont ici retenus tous les élèves HDAA, avec ou sans plan d'intervention, y compris les élèves à risque.

Le tableau du pourcentage de l'effectif HDAA se poursuit à la page suivante.

2. Pourcentage d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) à la formation générale des jeunes du réseau public (selon la commission scolaire) et des réseaux privé et gouvernemental, de 2003-2004 à 2011-2012 [P]

	Année scolaire								
Commission scolaire	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011[P]	2011-2012[P]
CS des Îles (811000)	13,5	14,8	15,8	13,9	15,5	17,7	11,7	17,6	23,1
CS des Chic-Chocs (812000)	20,4	18,6	21,2	23,1	17,2	25,3	28,9	30,1	28,7
CS René-Lévesque (813000)	15,7	15,1	14,7	14,8	16,4	15,1	16,6	17,3	17,5
CS de la Côte-du-Sud (821000)	8,0	8,3	8,9	11,8	13,6	14,6	17,0	17,0	16,8
CS des Appalaches (822000)	19,1	15,2	16,4	14,9	13,4	14,7	20,6	19,6	19,9
CS de la Beauce-Etchemin (823000)	14,2	14,0	14,8	15,0	17,2	17,6	17,3	17,6	17,9
CS des Navigateurs (824000)	17,6	17,7	17,6	16,1	16,4	18,2	17,4	18,2	17,9
CS de Laval (831000)	14,5	14,9	16,0	17,3	13,4	18,9	20,5	22,3	23,3
CS des Affluents (841000)	12,5	13,7	15,0	15,4	16,4	18,0	18,8	20,1	19,6
CS des Samares (842000)	12,7	12,6	13,7	14,1	15,8	17,5	17,6	19,1	20,0
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851000)	14,4	14,3	16,6	12,7	14,5	15,6	17,3	19,2	20,1
CS de la Rivière-du-Nord (852000)	16,2	16,8	16,8	17,6	19,4	19,5	19,6	19,9	19,3
CS des Laurentides (853000)	22,5	23,9	24,6	23,6	22,7	23,3	24,7	24,5	26,0
CS Pierre-Neveu (854000)	17,7	16,2	16,1	18,4	22,9	25,1	27,1	27,8	28,3
CS de Sorel-Tracy (861000)	11,2	11,1	11,4	10,7	9,0	14,4	17,3	20,7	21,4
CS de Saint-Hyacinthe (862000)	23,4	23,8	25,7	26,9	27,7	26,6	25,0	28,1	29,5
CS des Hautes-Rivières (863000)	13,5	14,2	16,9	16,6	17,4	19,0	18,7	19,3	20,2
CS Marie-Victorin (864000)	16,6	17,0	18,6	17,9	18,0	19,0	20,0	20,7	20,7
CS des Patriotes (865000)	10,0	12,2	12,7	12,0	12,8	13,8	14,8	15,4	16,6
CS du Val-des-Cerfs (866000)	15,0	14,4	12,7	12,5	14,1	15,3	15,0	14,5	15,9
CS des Grandes-Seigneuries (867000)	13,9	14,9	15,1	15,3	15,9	16,3	17,0	17,1	18,4
CS de la Vallée-des-Tisserands (868000)	3,6	15,9	16,0	22,1	23,2	25,1	25,5	26,0	26,6
CS des Trois-Lacs (869000)	12,6	13,1	14,0	12,4	11,4	14,9	16,4	17,9	14,2
CS de la Riveraine (871000)	10,1	10,9	12,7	12,7	16,4	17,7	19,2	20,6	21,0
CS des Bois-Francs (872000)	17,3	17,1	18,1	17,9	16,6	19,3	20,1	21,5	22,4
CS des Chênes (873000)	10,7	13,2	13,1	14,3	14,6	16,4	16,0	16,9	19,6
CS Central Québec (881000)	6,4	6,7	9,2	9,7	8,4	10,7	9,4	8,1	13,1
CS Eastern Shores (882000)	20,7	21,6	22,3	22,1	26,8	25,0	27,2	27,3	23,7
CS Eastern Townships (883000)	27,2	25,2	27,8	29,1	28,4	29,1	28,5	30,8	31,1
CS Riverside (884000)	15,9	17,5	18,3	18,7	19,7	23,2	22,2	21,8	22,9
CS Sir-Wilfrid-Laurier (885000)	4,4	5,0	5,7	9,8	11,0	12,4	14,5	19,1	18,9
CS Western Québec (886000)	16,5	22,0	16,6	18,4	19,1	23,5	24,4	25,7	26,4
CS English-Montréal (887000)	11,8	12,5	13,0	13,1	13,6	16,2	16,5	17,4	18,7
CS Lester-B.-Pearson (888000)	10,9	10,6	10,7	11,2	10,9	11,6	17,0	16,2	18,0
CS New Frontiers (889000)	12,7	13,7	12,6	11,5	11,3	15,8	16,5	17,7	17,0
Total du réseau public	**14,8**	**15,2**	**16,0**	**16,0**	**16,3**	**18,0**	**18,9**	**19,7**	**20,1**
Réseau privé	2,5	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,6
Réseau gouvernemental	2,8	0,4	0,1	0,0	2,5	2,6	6,2	6,1	4,3
Tous les réseaux	**13,5**	**13,8**	**14,4**	**14,4**	**14,6**	**16,0**	**16,8**	**17,5**	**17,9**

Source : MELS, SPSG, DSID, Portail informationnel, système Charlemagne données au 2012-01-27.

Les données des réseaux privé et gouvernemental peuvent inclure des écoles non subventionnées.

P. Les données de 2010-2011 et de 2011-2012 sont provisoires.

[Partie 2 de 2 du tableau 2]

Sont ici retenus tous les élèves HDAA, avec ou sans plan d'intervention, y compris les élèves à risque.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Taux de diplomation et de qualification des EHDAA selon l'année d'entrée en 1re secondaire.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous montre que le taux de diplomation et de qualification des élèves identifiés EHDAA a augmenté au cours des dernières années. En effet, parmi les EHDAA entrés en 1re secondaire au 30 septembre 2002, 34,1 % d'entre eux ont obtenu un diplôme ou une qualification au cours des 7 années suivantes, soit jusqu'en 2008-2009. Parmi les EHDAA entrés deux ans plus tard en 1re secondaire, c'est-à-dire au 30 septembre 2004, 40,5 % d'entre eux ont obtenu un diplôme ou une qualification au cours des 7 années qui suivent, soit jusqu'en 2010-2011.

Taux de diplomation et de qualification après 7 ans, parmi les élèves qui entrent en 1re secondaire, élèves identifiés EHDAA et ensemble des élèves, cohortes de 2002, 2003 et 2004

	Cohorte d'élèves qui entrent en 1re secondaire		
	2002	2003	2004
Élèves identifiés EHDAA	**34,1 %**	**37,3 %**	**40,5 %**

Source : MELS, système Charlemagne, décembre 2012, données non publiées

Note : Les diplômes et qualifications considérés sont les suivants :

- Diplômes :
  - DES : Diplôme d'études secondaires (formation générale)
  - DEP : Diplôme d'études professionnelles
  - ASP : Attestation de spécialisation professionnelle
- Qualifications :
  - CFER : Certificat de formation en entreprise de récupération
  - ISPJ : Certificat en insertion socioprofessionnelle des jeunes
  - AFP : Attestation de formation professionnelle
  - CFMS : Certificat de formation pour un métier semi-spécialisé
  - CPMT : Certificat préparatoire au marché du travail

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

État de situation et bilan du plan d'action pour soutenir la réussite des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA).

a. Montant investi par région et par commission scolaire.
b. Montant investi dans chaque école privée subventionnée.

RÉPONSE

a) L'annexe 1 fait état de la mise en œuvre de chacune des mesures du plan d'action pour soutenir la réussite des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) alors que le tableau de l'annexe 2 précise les sommes allouées des années antérieures par région et par commission scolaire pour certaines mesures de ce plan d'action.

Le plan d'action est accessible sur le site Web du Ministère.

b) Le plan d'action ne s'applique pas aux écoles privées subventionnées.

SOUTENIR UNE ORGANISATION DE SERVICES VARIÉS, INCLUANT LA CLASSE SPÉCIALE

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
1 Rappel au milieu scolaire que l'organisation des services doit se faire sur la base de l'évaluation des besoins et des capacités de chaque élève. À cet effet, le Ministère fera connaître, par l'intermédiaire des ressources d'accompagnement (voir mesure 2 ci-après), diverses modalités de regroupement permettant l'intégration à temps plein ou à temps partiel de l'élève à la classe ordinaire et, selon les besoins, la fréquentation de la classe spéciale.	▪ Ces informations ont été présentées au milieu scolaire par l'intermédiaire des personnes-ressources pour l'accompagnement des gestionnaires présentes dans les régions depuis l'automne 2008. ▪ Chaque commission scolaire est maintenant responsable de voir à l'application de cette voie d'action en provenance de la politique de l'adaptation scolaire.	**RÉALISÉ** Non applicable
2 Accompagnement des commissions scolaires et des directions d'établissement dans la diversification des modalités d'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté, par une équipe de personnes d'expérience.	▪ Cette mesure à été retirée à compter de l'année scolaire 2012-2013, d'une part, pour contribuer aux objectifs budgétaires du gouvernement et, d'autre part, à la demande des commissions scolaires qui se disent les mieux placées pour l'organisation des services.	Non applicable pour l'année scolaire 2012-2013
3 Suivi de l'application de l'approche individualisée prévue par la convention collective du personnel enseignant, qui préconise une organisation des services éducatifs aux élèves en tenant compte de leurs besoins plutôt que de leur appartenance à une catégorie de difficulté.	▪ Une tournée des régions a été réalisée par le Ministère.	**RÉALISÉ**

FAVORISER, LORSQUE CE CHOIX S'APPLIQUE, UNE MEILLEURE INTÉGRATION EN CLASSE ORDINAIRE

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
4 Réduction de la taille des groupes d'élèves (20 %) aux 2e et 3e cycle du primaire et à la 1re année du secondaire, dans les écoles les plus défavorisées du Québec (indices de défavorisation 9 et 10).	▪ Cette mesure est appliquée depuis la rentrée scolaire 2009-2010. ▪ Pour 2009-2010, la diminution (20 %) a été appliquée au 2e cycle du primaire dans les milieux les plus défavorisés. Les groupes de 3e année du primaire ont aussi été réduits de 10 % dans les autres milieux. ▪ Cette mesure a été bonifiée dans le cadre de la Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires *L'École, j'y tiens!* (5e voie). ▪ Ainsi, depuis l'année scolaire 2010-2011, la taille des classes de 3e et 4e années a été à nouveau réduite dans les écoles les plus défavorisées (indices 9 et 10) pour rencontrer un maximum de 20 élèves par groupe. Pour les classes de 5e et 6e année la diminution a été appliquée en 2011-2012 atteignant un maximum de 24 élèves par groupe pour les milieux les plus défavorisés et 26 élèves pour les autres milieux pour 2012-2013. ▪ Les ententes de principes conclues avec les syndicats d'enseignants prévoient que les groupes du 1er cycle du secondaire verront leur taille réduite, à compter de 2011-2012 atteignant un maximum de 31 élèves et de 30 élèves pour 2012-2013. À terme, un maximum de 28 élèves en 1re secondaire et 29 élève en 2e secondaire pour 2013-2014 sont prévus.	**MISE EN APPLICATION GRADUELLE**
5 Définition de lignes directrices concernant les conditions requises pour une intégration réussie des élèves handicapés ou en difficulté à la classe ordinaire (éléments favorables, contraintes et limites de la	▪ Publication des lignes directrices le 30 juin 2011. ▪ Celles-ci énoncent des conditions à mettre en place pour une intégration scolaire réussie. ▪ L'évaluation personnalisée des besoins et capacités, la notion de contrainte excessive, la composition de la classe et le continuum de services sont des éléments	**RÉALISÉ**

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
situation).	précisés de ce document.	

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
6 Libération ponctuelle d'enseignants qui accueillent plusieurs élèves handicapés ou en difficulté dans leur classe ordinaire : une somme de 3,5 M$ sera accordée aux commissions scolaires à cet effet.	▪ Allocation supplémentaire récurrente faisant partie des allocations aux élèves handicapés ou en difficulté devant être discutées au comité paritaire. ▪ Une somme supplémentaire de 4,5 M$ annuellement a été consentie dans les ententes 2010-2015 avec les syndicats des enseignants.	**APPLICATION CONTINUE depuis l'année scolaire 2008-2009**
7 Élaboration, par le Ministère, d'un cadre de référence relatif aux élèves ayant des difficultés de comportement afin de soutenir les intervenants dans leur action et dans l'organisation des services destinés à ces élèves.	▪ Ce cadre de référence est finalisé et demeure en version document de travail. ▪ Le projet de publication est en cours d'approbation.	**RÉALISÉ** Hiver 2013

SOUTENIR LES PARENTS

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
8 Établissement, par les commissions scolaires, d'une procédure d'examen des plaintes formulées par les élèves ou leurs parents. Cette procédure devra inclure la désignation d'un protecteur de l'élève, neutre et extérieur à la commission scolaire (confirmé par l'adoption du projet de loi n°88).	▪ Le projet de loi a été adopté en octobre 2008 et le règlement pour encadrer la procédure d'examen des plaintes a été adopté le 6 janvier 2010. ▪ L'ensemble des commissions scolaires, ont élaboré et diffusé une procédure d'examen des plaintes et ont complété le processus de nomination de leur protecteur de l'élève.	**RÉALISÉ** **RÉALISÉ**
9 Suivi par le Ministère, des demandes de révision de décision adressées aux commissions scolaires (LIP, article 187.1).	▪ Pour l'année 2010-2011, 32 demandes de révision ont été déposées aux conseils des commissaires, 31 décisions ont été maintenues.	**APPLICATION CONTINUE** depuis le 1er novembre 2009
10 Élaboration d'outils d'information à l'intention des parents (exemple : plan d'intervention, formation destinée aux membres des comités consultatifs des services aux élèves handicapés ou en difficulté).	▪ Publication en juin 2011 du Guide d'accompagnement à l'intention des parents d'enfant ayant des besoins particuliers. Celui-ci a été réalisé par la Fédération des comités de parents du Québec avec la collaboration du Ministère. ▪ Une publication à l'intention des parents, des intervenants scolaires et des intervenants du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale portant sur les services de soutien à l'emploi pour les jeunes qui se retrouvent sur le marché du travail et qui ont des besoins particuliers est en préparation.	**RÉALISÉ** Publication au cours de l'année scolaire 2012-2013

RENFORCER LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES MSSS-MELS

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
11 Ajout de huit personnes-ressources pour soutenir les intervenants scolaires dans la réalisation des plans d'action locaux conjoints prévus à l'entente de complémentarité MSSS-MELS.	▪ Cette mesure a été retirée à compter de l'année scolaire 2012-2013 et la poursuite des travaux sera prise en charge par les différents réseaux.	Non applicable

PLAN D'ACTION POUR SOUTENIR LA RÉUSSITE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE

État de la situation concernant la mise en œuvre des mesures / décembre 2012

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier

12
Soutien à la réalisation de projets conjoints favorisant le développement de l'expertise et l'arrimage des interventions entre le réseau de l'éducation et celui de la santé et des services sociaux.
	▪ Un 3e volet a été ajouté au Programme de soutien à la recherche et au développement en adaptation scolaire (mesure 30054).
	▪ En 2012-2013, le Ministère soutient 4 nouveaux projets de recherche (229 880 $) ayant pour titre :
	  ▪ Miser sur les forces des jeunes pour prévenir le décrochage scolaire
	  ▪ Destination primaire : un programme de soutien à la scolarisation, à la réadaptation et à l'intégration sociale
	  ▪ L'ergo au préscolaire, complémentaire à la réussite scolaire
	  ▪ Au cœur de la tempête : l'Entracte phase II.
		APPLICATION CONTINUE
		depuis 2008-2009

13 Production d'un guide favorisant l'élaboration d'ententes portant sur la prestation conjointe de services aux élèves handicapés ou en difficulté.	▪ Le document a été produit et est disponible sur le site Web du Ministère depuis l'automne 2008 : *Guide d'élaboration d'un protocole d'entente sur la prestation conjointe de services aux jeunes par le réseau de l'éducation et le réseau de la santé et des services sociaux.* ▪ Ce guide propose une structure type à partir de laquelle toute entente entre un ou des organismes scolaires et un ou des établissements du réseau de la santé et des services sociaux peut être établie.	**RÉALISÉ**
14 Révision des modalités de financement des places du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport afin de tenir compte des nouveaux besoins des élèves – 2,3 M$, ajout de 955 places.	▪ Les nouvelles modalités ont été mises en application depuis l'année scolaire 2008-2009 dans les règles budgétaires. ▪ Le Ministère tient ainsi compte des mécanismes mis en place par le MSSS en finançant la scolarisation de tous les élèves des centres jeunesse, des centres de désintoxication et des centres hospitaliers.	**APPLICATION CONTINUE** depuis l'année scolaire 2008-2009

ACCROÎTRE LA FORMATION ET L'ACCOMPAGNEMENT DU PERSONNEL

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
15 Précision des composantes de formation initiale visant à mieux préparer tous les futurs enseignants à l'intervention auprès des élèves handicapés ou en difficulté, qu'ils soient en classe ordinaire ou en classe spéciale.	▪ Un comité formé de représentants du Ministère et des universités a terminé ses travaux en août 2009 et a déposé un document portant sur la spécification des compétences professionnelles attendues du personnel enseignant.	**RÉALISÉ**
16 Invitation aux universités à élaborer des formules souples pour les programmes de formation du 2e cycle permettant de répondre aux besoins de spécialisation en orthopédagogie.	▪ Le comité mis en place dans le cadre des travaux mentionnés à la mesure 15 a également produit un cadre de référence pour une formation de 2e cycle spécialisée en orthopédagogie. ▪ Un projet de programme de maîtrise à l'UQAM a été autorisé en décembre 2009.	**RÉALISÉ**

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
17 Demande aux commissions scolaires de faire en sorte que chaque enseignant intègre des activités liées à l'intervention auprès des élèves handicapés ou en difficulté à l'intérieur de son plan de formation continue.	▪ Dans le cadre du chantier 7 du réinvestissement en enseignement supérieur, une somme annuelle de 2,5 M$ est prévue pour la mise en place de projets de formation continue concertés entre les universités et les commissions scolaires. ▪ De 2009 à aujourd'hui, 95 projets ont été approuvés. De ce nombre 28 % concernent la formation continue en adaptation scolaire. ▪ Le concours pour 2012-2013 a été lancé. Le résultat de ce dernier concours seront connus au printemps 2013.	**APPLICATION CONTINUE** depuis 2008-2009

FACILITER L'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DES SERVICES AUX ÉLÈVES HANDICAPÉS ET DONNER UNE MEILLEURE INFORMATION

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
18 Examen des modalités de financement et de prestation des services aux élèves handicapés.	▪ Le Ministère étudie plus particulièrement une alternative visant à simplifier le processus de validation de la clientèle et par conséquent le mode d'allocation du financement pour les élèves handicapés.	Hiver 2013
19 Publication, en annexe aux règles budgétaires de chaque année scolaire, des montants alloués à chaque commission scolaire pour toutes les catégories d'élèves handicapés et de la somme additionnelle versée pour les élèves à risque ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Cette information devra être transmise aux écoles, aux syndicats et aux parents.	▪ Nouvelles annexes présentes aux règles budgétaires depuis 2008-2009. ▪ Il est maintenant possible de connaître annuellement, pour chaque commission scolaire, le détail des montants qu'elle reçoit pour chacune des allocations relatives aux élèves handicapés ou en difficulté.	**APPLICATION CONTINUE** depuis l'année scolaire 2008-2009

DIFFUSER LES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE DE L'ADAPTATION SCOLAIRE

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
20 Analyse des résultats de l'évaluation de l'application de la Politique de l'adaptation scolaire.	▪ Plusieurs des recommandations de ce rapport ont été prises en considération dans le cadre du présent plan d'action.	**RÉALISÉ**
21 Suivi à la recommandation du rapport d'évaluation de l'application de la politique de l'adaptation scolaire qui propose de former et d'outiller les directions d'école au regard de l'élaboration et de l'évaluation des plans d'intervention.	▪ Une équipe de personnes-ressources pour l'accompagnement des gestionnaires a développé des outils à l'intention des directions d'écoles pour faciliter la gestion des plans d'intervention. ▪ Une relance des activités de formation à été effectuée à l'automne 2011 en lien avec l'implantation du canevas de base national du plan d'intervention. ▪ En décembre 2012, trente-sept commissions scolaires avaient déjà participé à cette formation et 7 étaient en attente de la recevoir. L'offre de formation se poursuit pour l'année scolaire 2012-2013.	**APPLICATION CONTINUE** depuis l'automne 2010

Mesure complémentaire : RENDRE DES COMPTES SUR L'ORGANISATION DES SERVICES AUX ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ

Mesure	État de la situation - Décembre 2012	Échéancier
Demande aux commissions scolaires de soumettre chaque année au Ministère un cadre d'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté.	▪ La reddition de compte de la part des commissions scolaires n'est plus requise.	**APPLICATION CONTINUE** à partir de l'année scolaire 2009-2010

Plan d'action pour soutenir la réussite des EHDAA : répartition des sommes par région et par commission scolaire pour la mise en oeuvre de certaines mesures

Direction rég.	Rég. administrative	Commission scolaire	Accompagnement des gestionnaires soutien MELS-MSSS (mesure 2 et 11) 2010-2011)	Accompagnement des gestionnaires soutien MELS-MSSS (mesure 2 et11) 2011-2012	Baisse du nombre d'élèves par classe (mesure 4) 2009-2010[1]	Libération des enseignants (mesure 6) 2011-2012[2]	Libération des enseignants (mesure 6) 2012-2013[2]	Projets recherche MELS-MSSS (mesures 12) 2011-2012	Projets recherche MELS-MSSS (mesures 12) 2012-2013
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bas-Saint-Laurent	des Monts-et-Marées			277 859 $	20 896 $	19 928 $		
	Bas-Saint-Laurent	des Phares			73 011 $	34 565 $	32 758 $		
	Bas-Saint-Laurent	du Fleuve-et-des-Lacs			99 114 $	13 449 $	16 364 $		
	Bas-Saint-Laurent	de Kamouraska-Rivière-d			150 292 $	20 267 $	20 393 $		
	Total région				**600 276 $**	**89 177 $**	**89 443 $**		
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	des Îles			500 $	6 379 $	7 996 $		
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	des Chic-Chocs			161 296 $	23 253 $	22 376 $		
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	René-Lévesque			244 901 $	20 676 $	19 277 $		
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Eastern Shores			57 808 $	9 521 $	8 337 $		
	Total région				**464 505 $**	**59 829 $**	**236 872 $**		
	Total DR		**221 997 $**	**240 958 $**	**1 064 781 $**	**149 006 $**	**326 315 $**		
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean	du Pays-des-Bleuets			201 866 $	25 889 $	24 886 $		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	du Lac-Saint-Jean			234 902 $	31 642 $	31 116 $		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	des Rives-du-Saguenay			319 845 $	28 940 $	32 789 $		
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	De La Jonquière			2 492 $	24 667 $	29 969 $		
	Total région et DR		**148 172 $**	**112 702 $**	**759 105 $**	**111 138 $**	**118 760 $**		**75 000 $**
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	Capitale-Nationale	de Charlevoix			47 793 $	6 567 $	5 826 $		
	Capitale-Nationale	de la Capitale			479 552 $	85 123 $	92 541 $		
	Capitale-Nationale	des Découvreurs			3 020 $	39 781 $	42 025 $		
	Capitale-Nationale	des Premières-Seigneurie			95 207 $	63 033 $	67 469 $		
	Capitale-Nationale	de Portneuf			71 666 $	34 345 $	33 192 $		
	Capitale-Nationale	Central Québec			84 462 $	10 809 $	17 200 $		
	Total région				**781 700 $**	**239 658 $**	**258 253 $**		
	Chaudière-Appalaches	de la Côte-du-Sud			169 046 $	26 992 $	25 847 $		
	Chaudière-Appalaches	des Appalaches			100 570 $	16 905 $	16 983 $		
	Chaudière-Appalaches	de la Beauce-Etchemin			514 464 $	57 566 $	58 698 $		
	Chaudière-Appalaches	des Navigateurs			14 784 $	84 526 $	81 570 $		
	Total région				**798 864 $**	**185 989 $**	**183 098 $**		
	Total DR		**286 304 $**	**281 377 $**	**1 580 564 $**	**425 647 $**	**441 351 $**	**118 490 $**	**74 880 $**

Direction rég.	Rég. administrative	Commission scolaire	Accompagnement des gestionnaires soutien MELS-MSSS (mesure 2 et 11) 2010-2011)	Accompagnement des gestionnaires soutien MELS-MSSS (mesure 2 et11) 2011-2012	Baisse du nombre d'élèves par classe (mesure 4) 2009-2010[1]	Libération des enseignants (mesure 6) 2011-2012[2]	Libération des enseignants (mesure 6) 2012-2013[2]	Projets recherche MELS-MSSS (mesures 12) 2011-2012	Projets recherche MELS-MSSS (mesures 12) 2012-2013
Mauricie et Centre-du-Québec	Mauricie	du Chemin-du-Roy			354 987 $	65 202 $	66 756 $		
	Mauricie	de l'Énergie			301 667 $	43 112 $	40 754 $		
	Total région				**656 654 $**	**108 314 $**	**107 510 $**		
	Centre-du-Québec	de la Riveraine			15 804 $	23 724 $	24 359 $		
	Centre-du-Québec	des Bois-Francs			388 914 $	60 300 $	61 642 $		
	Centre-du-Québec	des Chênes			190 016 $	40 252 $	47 076 $		
	Total région				**594 734 $**	**124 276 $**	**133 077 $**		
	Total DR		**144 653 $**	**161 089 $**	**1 251 388 $**	**232 590 $**	**240 587 $**		**75 000 $**
Estrie	Estrie	des Hauts-Cantons			176 804 $	29 286 $	30 496 $		
	Estrie	de la Région-de-Sherbrool			233 652 $	71 895 $	70 568 $		
	Estrie	des Sommets			533 767 $	37 896 $	34 339 $		
	Estrie	Eastern Townships			48 630 $	42 735 $	45 093 $		
	Total région et DR		**107 492 $**	**124 703 $**	**992 853 $**	**181 812 $**	**180 496 $**		
Laval, Lanaudière et Laurentides	Laval	de Laval			524 325 $	158 275 $	161 095 $		
	Lanaudière	des Affluents			554 267 $	121 385 $	112 717 $		
	Lanaudière	des Samares			1 109 664 $	82 421 $	85 134 $		
	Total région				**2 188 256 $**	**362 081 $**	**358 946 $**		
	Laurentides	de la Seigneurie-des-Mille			502 271 $	143 161 $	151 178 $		
	Laurentides	de la Rivière-du-Nord			289 144 $	74 911 $	74 194 $		
	Laurentides	des Laurentides			382 074 $	35 067 $	38 337 $		
	Laurentides	Pierre-Neveu			134 954 $	23 253 $	22 996 $		
	Laurentides	Sir-Wilfrid-Laurier			80 803 $	72 869 $	67 779 $		
	Total région				**1 389 246 $**	**349 261 $**	**354 484 $**		
	Total DR		**149 758 $**	**191 353 $**	**3 577 502 $**	**711 342 $**	**713 430 $**		
Montérégie	Montérégie	de Sorel-Tracy			88 268 $	17 942 $	19 742 $		
	Montérégie	de Saint-Hyacinthe			444 575 $	68 470 $	71 560 $		
	Montérégie	des Hautes-Rivières			759 597 $	62 719 $	65 609 $		
	Montérégie	Marie-Victorin			416 227 $	102 343 $	99 266 $		
	Montérégie	des Patriotes			362 690 $	100 678 $	110 083 $		
	Montérégie	du Val-des-Cerfs			429 656 $	37 424 $	44 814 $		
	Montérégie	des Grandes-Seigneuries			296 871 $	76 105 $	80 857 $		
	Montérégie	de la Vallée-des-Tisseranc			421 914 $	37 267 $	37 159 $		
	Montérégie	des Trois-Lacs			133 135 $	49 616 $	36 942 $		
	Montérégie	Riverside			78 930 $	59 137 $	60 217 $		
	Montérégie	New Frontiers			67 821 $	17 314 $	16 054 $		
	Total région et DR		**267 724 $**	**204 368 $**	**3 499 684 $**	**629 015 $**	**642 303 $**	**6 500 $**	**75 000 $**

Direction rég.	Rég. administrative	Commission scolaire	Accompagnement des gestionnaires soutien MELS-MSSS (mesure 2 et 11) 2010-2011)	Accompagnement des gestionnaires soutien MELS-MSSS (mesure 2 et11) 2011-2012	Baisse du nombre d'élèves par classe (mesure 4) 2009-2010[1]	Libération des enseignants (mesure 6) 2011-2012[2]	Libération des enseignants (mesure 6) 2012-2013[2]	Projets recherche MELS-MSSS (mesures 12) 2011-2012	Projets recherche MELS-MSSS (mesures 12) 2012-2013
Montréal	Montréal	de la Pointe-de-l'Île			1 066 172 $	85 846 $	82 965 $		
	Montréal	de Montréal			3 226 840 $	361 673 $	353 336 $		
	Montréal	Marguerite-Bourgeoys			919 201 $	143 506 $	161 467 $		
	Montréal	English-Montréal			400 936 $	94 456 $	99 762 $		
	Montréal	Lester-B.-Pearson			473 973 $	111 110 $	116 963 $		
	Total région et DR		**276 467 $**	**353 074 $**	**6 087 122 $**	**796 591 $**	**814 493 $**	**72 000 $**	
Outaouais	Outaouais	des Draveurs			295 510 $	85 595 $	87 830 $		
	Outaouais	des Portages-de-l'Outaoua			280 436 $	60 048 $	65 485 $		
	Outaouais	au Coeur-des-Vallées			138 845 $	19 073 $	36 725 $		
	Outaouais	des Hauts-Bois-de-l'Outac			110 261 $	16 120 $	16 333 $		
	Outaouais	Western Québec			75 723 $	47 228 $	49 618 $		
	Total région et DR		**129 769 $**	**145 895 $**	**900 775 $**	**228 064 $**	**255 991 $**		
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Abitibi-Témiscamingue	du Lac-Témiscamingue			885 $	8 327 $	7 159 $		
	Abitibi-Témiscamingue	de Rouyn-Noranda			75 107 $	21 619 $	23 430 $		
	Abitibi-Témiscamingue	Harricana			82 651 $	9 992 $	10 599 $		
	Abitibi-Témiscamingue	de l'Or-et-des-Bois			193 799 $	27 715 $	27 986 $		
	Abitibi-Témiscamingue	du Lac-Abitibi			114 415 $	12 349 $	11 374 $		
	Total région				**466 857 $**	**80 002 $**	**80 548 $**		
	Nord-du-Québec	de la Baie-James			134 298 $	5 562 $	5 981 $		
	Total DR		**183 348 $**	**177 478 $**	**601 155 $**	**85 564 $**	**5 981 $**		
Côte-Nord	Côte-Nord	de l'Estuaire			127 851 $	14 863 $	15 372 $		
	Côte-Nord	du Fer			249 235 $	11 532 $	14 721 $		
	Côte-Nord	de la Moyenne-Côte-Nord			8 751 $	6 599 $	7 035 $		
	Total région et DR		**92 003 $**	**95 980 $**	**385 837 $**	**32 994 $**	**37 128 $**		
Communauté anglophone			**334 396 $**	**248 687 $**					
National									
		Total	**2 342 083 $**	**2 337 664 $**	**20 700 766 $**	**3 583 763 $**	**3 678 497 $**	**196 990 $**	**299 880 $**

[1] À compter de l'année scolaire 2010-2011, la baisse du nombre d'élèves par classe a été bonifiée et prise en charge dans le cadre de la stratégie "L'École j'y tiens" pour le primaire. À compter de 2011-2012, l'ajout de sommes a été fait dans le cadre des nouvelles conventions collectives.

[2] La libération des enseignants a été bonifiée à compter de l'année scolaire 2011-2012 dans le cadre des conventions collectives.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Plan pour l'ajout de 600 ressources spécialisées supplémentaires d'ici 2015:

a. budget prévu et ventilé par année pour l'embauche de ces ressources d'ici 2015;
b. nombre de ressource ajouté par année d'ici 2015 et ventilé par spécialisation;
c. répartition par commission scolaire des nouvelles ressources spécialisées.

RÉPONSE

Les modalités concernant le nombre de nouvelles ressources spécialisées supplémentaires d'ici 2015 et la répartition entre les commissions scolaires seront déterminées dans les règles budgétaires des commissions scolaires pour l'année scolaire 2013-2014.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation par école et par école privée subventionnée des crédits accordés pour l'adaptation scolaire en 2012-2013.

RÉPONSE

Les ressources financières accordées pour l'adaptation scolaire regroupent des allocations de fonctionnement du Ministère et des revenus provenant du produit maximal de la taxe scolaire (taxe scolaire et subvention de péréquation).

Ces sommes sont versées aux commissions scolaires et non aux écoles.

Les données pour les commissions scolaires et pour les établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions pour l'année scolaire 2012-2013 ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Crédits consentis à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en 2012-2013 pour les clientèles autochtones.

RÉPONSE

Les crédits consentis à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en 2012-2013 pour les clientèles autochtones sont inclus dans les crédits disponibles pour les commissions scolaires à statut particulier.

L'information demandée n'est donc pas disponible.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes. Liste des travaux en cours. Nombre de rencontres tenues par le comité de suivi de l'implantation de la politique, liste des membres et procès-verbaux des rencontres.

RÉPONSE

Il y a lieu de préciser que la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue (PGEAFC), rendue publique en 2002, demeure d'actualité, que ses principes et ses orientations continuent d'encadrer les interventions gouvernementales en la matière. Le plan d'action qui lui était rattaché était établi pour cinq ans, soit de 2002-2003 à 2007-2008.

Les ministères coresponsables (MELS et MESS), en concertation avec leurs partenaires stratégiques, notamment la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et Emploi-Québec, poursuivent les travaux pour l'implantation d'une culture de formation continue au Québec.

Des travaux ont cours en vue de déterminer là où il y a lieu de renforcer l'action gouvernementale. Un plan de travail assorti d'une démarche et d'un échéancier de consultation des partenaires (ministères, organismes et réseau scolaire) impliqués dans le champ de l'éducation des adultes et de la formation continue est en élaboration.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan des 13 pistes d'action annoncées lors de la rencontre sur l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail de juin 2011.

RÉPONSE

Une priorité est donnée à l'adéquation entre la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et les besoins du marché du travail, étant donné le contexte de fléchissement démographique et de concurrence accrue.

Les travaux relatifs à chacune des pistes progressent conformément aux livrables qui ont été définis et rendus publics pour chacune d'entre elles. L'évolution des travaux figure en annexe[1].

Des réalisations ont vu le jour, dont :

- Un programme de soutien financier aux services aux entreprises des commissions scolaires et des cégeps pour l'élaboration de programmes de formation sur mesure s'adressant à la petite entreprise. Une enveloppe de 900 000 $ y est rattachée;
- La définition du concept de centre d'expertise en reconnaissance des acquis et des compétences, avec lancement d'un appel d'intérêt dans les réseaux.

Le calendrier de réalisation des livrables diffusé sur le site Web du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport doit être actualisé pour tenir compte de la création du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

De plus, les 13 pistes d'action doivent être perçues comme un premier effort. D'autres initiatives pourront avoir lieu pour améliorer, en mode continue, l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

[1] Il est à noter que la présentation de l'avancement des travaux suit le partage des responsabilités qui prévalait avant la création du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

ANNEXE

Avancement de la mise en œuvre des pistes d'action visant à améliorer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail (janvier 2013)

PISTES D'ACTION CONJOINTES –

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT ET EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

1. Information dynamique et proactive des citoyens, jeunes et adultes, sur les besoins du marché du travail et sur l'offre de formation permettant d'occuper les emplois disponibles

Livrables	Échéancier	Avancement
1.1. Plan d'intensification de la campagne promotionnelle « Tout pour réussir »	Janvier 2012	Réalisé
1.2. Détermination de l'information à rendre davantage accessible	Janvier 2012	Réalisé
1.3. Stratégie de soutien à l'utilisation de l'information actuelle adaptée aux différents utilisateurs visés	Septembre 2012	En cours
1.4. Conception du site/portail unifié par lequel sera disponible l'information (médias sociaux, capsules Web de témoignages de personnes exerçant un métier)	Septembre 2012	En cours
1.5. Stratégie de promotion du nouveau site/portail unifié	Novembre 2012	En cours

2. Augmentation de l'offre de stages en entreprise et développement d'une banque de stages sur le site Placement en ligne

Livrables	Échéancier	Avancement
a) Augmentation de l'offre de stages en entreprise		
2.1. Portrait des programmes d'études qui comptent une compétence associée à un stage, des besoins en stages et des défis	Février 2012	Réalisé
2.2. Élaboration de mesures incitatives destinées aux entreprises pour accroître l'offre de stages	Juin 2012	En cours
2.3. Détermination des moyens de promotion ainsi que de la stratégie de recueil des stages offerts par les entreprises	Juin 2012	En cours
2.4. Mise en œuvre et invitation conjointe aux partenaires du marché du travail	Octobre 2012	À venir
b) Développement d'une banque de stages sur le site *Placement en ligne*		
2.1. Plan de développement d'un volet stage sur *Placement en ligne* avec des arrimages nécessaires entre les réseaux de l'éducation et les possibilités de stages	Janvier 2012	
2.2. Mise en ligne de la banque de stages	À compter de 2014	

3. Mise en place d'un guichet unique pour le citoyen en vue de reconnaître ses acquis et ses compétences et début des travaux entre le MELS et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) pour établir des critères de reconnaissance communs

Livrables	Échéancier	Avancement
a) Mise en place d'un guichet unique pour le citoyen en vue de reconnaître ses acquis et ses compétences;		
3.1. Recension des expériences régionales en matière de regroupement des services de reconnaissance des acquis	Mars 2012	Réalisé
3.2. Définition de la portée du concept de guichet unique	Juin 2012	En cours

3.3. Consolidation de l'information des dispositifs existants	Décembre 2012	À venir
3.4. Bilan et recommandations quant aux développements futurs	Décembre 2012	À venir

b) Début des travaux entre le MELS et la CPMT pour établir des critères de reconnaissance communs

3.1. Choix des métiers et professions pour les conventions de reconnaissance mutuelle	Janvier 2012	Réalisé
3.2. Signature des premières conventions de reconnaissance mutuelle	Octobre 2012	En cours
3.3. Signature des autres conventions de reconnaissance mutuelle, en continu jusqu'en juin 2013	Juin 2013	En cours
3.4. Bilan et recommandations quant à la poursuite du développement d'autres conventions de reconnaissance	Juin 2013	En cours

4. Priorisation des besoins de formation professionnelle et technique par la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)

Livrables	Échéancier	Avancement
4.1. Proposition du mandat détaillé confié à la Commission des partenaires du marché du travail	Décembre 2011	Réalisé
4.2. Information sur le plan de travail de la CPMT	Mars 2012	Réalisé
4.3. Approbation par la CPMT des priorisations qui seront par la suite transmises aux ministres annuellement	Juin 2012	Réalisé
4.4. Diffusion auprès des réseaux	Septembre 2012	En cours

PISTES D'ACTION – EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

5. Instauration d'une porte d'entrée régionale pour les entreprises en matière de formation et de gestion de leur main-d'œuvre

Livrables	Échéancier	Avancement
5.1. Inventaire de l'offre de formation et de soutien à la gestion des ressources humaines	Janvier 2012	
5.2. Mécanismes de coordination et de mise à jour pour l'échange d'information entre le MELS et Emploi-Québec	Mars 2012	
5.3. Définition de la solution d'affaires	Décembre 2012	
5.4. Implantation et promotion de la solution d'affaires	Décembre 2013	

6. Mobilisation des travailleurs et des entreprises pour le développement des compétences de la main-d'œuvre, en appuyant l'initiative Investissement-compétences de la CPMT

Livrables	Échéancier	Avancement
6.1. Modèle d'engagement des entreprises dans la formation du personnel	Décembre 2011	
6.2. Programme visant à soutenir la formation et le développement des compétences dans les PME	Janvier 2012	
6.3. Programme visant à accompagner les entreprises dans la relance économique	Janvier 2012	

7. Amélioration du soutien à la formation à temps partiel pour les personnes en emploi

Livrables	Échéancier	Avancement
7.1. Consultations ministérielles, sectorielles et régionales sur les paramètres d'attribution	Janvier 2012	
7.2. Élaboration d'un projet de libellé des paramètres d'attribution du soutien financier du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	Février 2012	
7.3. Processus d'approbation par la CPMT et diffusion	Avril 2012	
7.4. Mise en œuvre des nouveaux paramètres	Septembre 2012	

PISTES D'ACTION – ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

8. Meilleure utilisation des technologies de l'information pour favoriser la formation à distance et mieux servir la clientèle en région

Livrables	Échéancier	Avancement
8.1. Élaboration des critères et des modalités de financement pour accueillir de nouveaux projets novateurs	Janvier 2012	Réalisé
8.2. Diffusion des règles, réception et traitement des premiers projets	Avril 2012	En cours

9. Soutien à la formation pour les PME, en favorisant des projets novateurs, notamment les mutuelles de formation (regroupements de PME)

Livrables	Échéancier	Avancement
9.1. Élaboration d'un programme et des modalités pour les Services d'aide aux entreprises	Février 2012	Réalisé
9.2. Consultation des réseaux de l'éducation	Mars 2012	En cours
9.3. Diffusion des règles du nouveau programme et réception des premières demandes	Novembre 2012	En cours

10. Projets pilotes dans les cégeps pour un nouveau programme d'études techniques proposant une démarche modulaire

Livrables	Échéancier	Avancement
10.1. Élaboration du projet de programme-cadre modulaire lié au DEC en administration	Janvier 2012	
10.2. Consultation des partenaires et approbation du programme-cadre	Avril 2012	
10.3. Élaboration des projets de programmes d'études par les collèges	Septembre 2012	
10.4. Autorisation ministérielle de ceux-ci	Octobre 2012	
10.5. Promotion des programmes d'études en vue de l'admission des étudiants	Janvier à mars 2013	
10.6. Implantation du DEC modulaire en administration avec l'organisation des modules	Septembre 2013	
10.7. Plan de développement pour la mise en place d'autres programmes de DEC modulaires	Septembre 2013	

11. Mise en place de centres d'expertise afin de consolider l'expertise en reconnaissance des acquis et des compétences

Livrables	Échéancier	Avancement
11.1. Dépôt d'un cadre de gestion définissant les critères de reconnaissance des centres d'expertise	Avril 2012	Réalisé
11.2. Consultation des réseaux de l'éducation	Juin 2012	Réalisé
11.3. Lancement d'un appel d'intérêt aux commissions scolaires et aux établissements collégiaux	Septembre 2012	Réalisé
11.4. Désignation des centres d'expertise	Mai 2013	En cours

12. Reconnaissance officielle de l'attestation d'études professionnelles (AEP) et accès à l'aide financière aux études

Livrables	Échéancier	Avancement
a) Reconnaissance de l'AEP		
12.1. Élaboration d'un projet de modification du Régime pédagogique de la formation professionnelle	Mai 2012	Abandonné[2]
12.2. Consultation des commissions scolaires	Septembre 2012	À venir
12.3. Publication du projet de règlement dans la *Gazette officielle du Québec*	Décembre 2012	Abandonné
12.4. Mise en œuvre de la reconnaissance	Septembre 2013	À venir
b) Accès à l'aide financière aux études		
12.1. Modification de la politique de reconnaissance pour l'attribution d'aide financière	Décembre 2012	En cours
12.2. Dépôt des changements administratifs et diffusion de l'information aux employés, aux partenaires et aux étudiants	Avril 2013	À venir

13. Mise en place d'un groupe de travail sur la persévérance en formation technique

Livrables	Échéancier	Avancement
13.1. Nomination du président et formation du groupe de travail	Janvier 2012	
13.2. Rapport et recommandations à la ministre pour améliorer la persévérance et la réussite scolaires en formation technique	Décembre 2012	

N.B. Les pistes dont les livrables sont en grisé relèvent uniquement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

[2] Les travaux ont démontré qu'une modification au Régime pédagogique de la formation professionnelle n'était pas nécessaire à l'atteinte des objectifs de la piste.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan du plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue : sommes y étant consacrées depuis 2007, par mesure. Pour chaque indicateur, ventilation des données depuis 2007.

RÉPONSES

État de la situation au regard de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue

2002 : Lancement de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue. Cette Politique comporte quatre grandes orientations :

- assurer une formation de base aux adultes;
- maintenir et rehausser sans cesse le niveau de compétences des adultes;
- valoriser les acquis et les compétences par une reconnaissance officielle;
- lever les obstacles à l'accessibilité et à la persévérance.

2002 à 2007 : Mise en œuvre du 1er plan d'action de la Politique par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, associant des partenaires ministériels et de la société civile. À leur échéance, la plupart des mesures de ce plan étaient mises en œuvre ou se sont poursuivies.

Depuis 2007 : Aucun nouveau plan d'action, bien que les orientations de la Politique soient toujours d'actualité. Toutefois, d'autres initiatives gouvernementales ont été mises en place depuis et se sont inscrites dans la foulée de la Politique, favorisant, entre autres, le maintien, le rehaussement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, et dont la plus récente est Investissement-compétences.

Des efforts additionnels sont requis, entre autres, sur la question de l'accessibilité à la formation, de l'alphabétisation, du rehaussement et du maintien des compétences de base de la population, de la persévérance et de la réussite scolaires, de même que du renforcement de la culture de formation continue auprès de l'ensemble de la population.

Des travaux relativement à la rédaction d'un 2e plan d'action sont en cours.

Synthèse de la mise en œuvre du premier plan d'action de la Politique

Un bilan synthèse du plan d'action de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue (2002-2007) a été déposé en 2008 au Comité national de suivi de l'implantation de la Politique. Il en ressort les principaux constats qui suivent :

- augmentation de l'effectif en formation de base (formation générale des adultes et formation professionnelle), entre 2001-2002 et 2010-2011.
- en formation générale des adultes, le nombre de personnes inscrites est passé de 146 785 à 197 251, dont 32 % étaient âgés de 20 ans et moins, en 2001-2002 et 28 % en 2010-2011[1];
- en formation professionnelle, le nombre de personnes inscrites est passé de 98 629 à 113 784, dont 26 % étaient âgés de 20 ans en 2001-2002 et 24 % en attente de données en 2010-2011[2];
- des actions de sensibilisation, de valorisation et de promotion de l'éducation des adultes et de la formation continue, comportant des actions particulières à l'alphabétisation ont été

[1] Les données de la FGA sont celles de tous les réseaux d'enseignement; elles proviennent du MELS, DSID, Portail informationnel, inscriptions_effectif FGA en date du 27 janvier 2012, système Charlemagne, bilan 5 de 6, année 2010-2011.

[2] Les données statistiques pour la FP en 2001-2002 sont celles de tous les réseaux d'enseignement et sont tirées de : Indicateurs de l'éducation - Édition 2011, page 241. Les données statistiques pour la FP en 2010-2011 sont celles de tous les réseaux d'enseignement et sont tirées de : MELS, SPRS, DSID, Portail informationnel, système Charlemagne, données au 2012-01-27.

soutenues, notamment par une Semaine québécoise des adultes en formation, déployée dans toutes les régions du Québec;

- des services d'accueil, de référence, renouvelés, offerts dans toutes les commissions scolaires et comportant dorénavant des services de conseil et d'accompagnement;

- un curriculum de la formation générale de base entièrement révisé et axé sur l'acquisition de compétences, en lien avec les différentes situations de vie quotidienne de l'adulte;

- des actions en lien avec des populations particulières, dont le retour en formation des jeunes de 16 à 24 ans, la formation à l'intention des personnes détenues, la prévention de l'analphabétisme auprès des familles d'enfants de 0 à 12 ans, vivant en milieu défavorisé;

- la mise en place d'un appel à projets annuel pour la réalisation d'activités ponctuelles, en lien avec les orientations du Programme;

- différentes mesures et programmes de formation offerts par les réseaux de l'éducation en formation continue : les formations à temps partiel hors programme, les formations courtes menant à des sanctions d'établissement, soit les attestations d'études professionnelles (AEP)3 et les attestations d'études collégiales (AEC) et enfin, les formations sur mesure offertes par le réseau des Services aux entreprises;

- une évolution positive des services pour la reconnaissance des acquis et des compétences :

En 2006-2007 : 19 213 épreuves ont été administrées à la RAC en formation générale des adultes.	En 2010-2011 : 23 479 inscriptions ont été administrées à la RAC en formation générale des adultes[5].
En 2003-2004 : 1 249 personnes ont participé à des activités de RAC en formation professionnelle.	En 2009-2010 : 5 706 personnes ont participé à des activités de RAC en formation professionnelle[6].
En 2003-2004 : 1 648 adultes ont participé à des activités de RAC en formation technique.	En 2009-2010 : 4 204 adultes ont participé à des activités de RAC en formation technique[7].

Sommes accordées annuellement depuis 2007

De 2002-2003 à 2006-2007, l'investissement ministériel consenti pour la réalisation du plan d'action s'élevait à environ 20 M$ par année.

Des investissements majeurs ont été effectués en 2007-2008 (17,1 M$), 2008-2009 (23 M$) et 2011-2012 (6 M$) pour favoriser l'éducation des adultes et la formation continue. Ce qui porte le montant annuel à 66,1 M$.

L'effet cumulé 2002-2003 à 2011-2012 représente près de 366 M$.

Par ailleurs, le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), lancé en 2003-2004 dans la suite des orientations de la Politique, a déployé 18,2 M$ en 2011-2012. De 2003-2004 à 2011-2012, cela représente un investissement de près de 140 M$.

[3] L'AEP : bien que financée par le MELS, cette sanction relève de l'établissement d'enseignement.

[5] Les données de la FGA pour 2006-2007 sont celles du réseau public : elles proviennent du MELS, DGFE, Certification des allocations, bilan 4 de 6, année 2010-2011. Les données de la FGA pour 2006-2007sont celles du réseau public : elles proviennent du MELS, DGFE, Certification des allocations, bilan 5 de 6, année 2010-2011

[6] Source FP : La reconnaissance des acquis et des compétences à la formation professionnelle et technique au Québec, portrait statistique 2010-2011, MELS, Direction de la formation continue et du soutien, décembre 2012, tous les réseaux d'enseignement.

[7] Source FT : IDEM.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Financement accordé en 2012-2013 spécifiquement pour la formation continue et prévisions.

RÉPONSE

Les attestations d'études professionnelles, la formation dispensée à temps partiel et les services rendus aux entreprises par les Services aux entreprises des commissions scolaires constituent l'essentiel de la formation continue en formation professionnelle.

Le financement accordé à ce titre pour 2011-2012 s'élève à 14,47 M$.

Les données relatives au financement accordé pour 2012-2013 ne sont pas disponibles.

Le Ministère ne détient aucune information relativement aux services rendus par les Services aux entreprises des commissions scolaires.

Les prévisions 2013-2014 ne peuvent être fournies, les règles budgétaires n'étant pas encore approuvées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution des effectifs au cours des 5 dernières années et ventilation du financement accordé aux centres d'éducation des adultes par commission scolaire. Tableau comparatif de l'effectif scolaire des établissements selon la langue maternelle (français, anglais ou autre) et la langue d'enseignement (français, anglais) au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE

Le tableau 1 présente l'effectif (nombre de personnes uniques) ainsi que les inscriptions (une personne peut être inscrite plus d'une fois dans différents services) à la formation générale des adultes (FGA) pour chacune des commissions scolaires et pour l'ensemble des réseaux privé et gouvernemental. Le tableau 2 ventile les données de la FGA de l'ensemble du Québec selon la langue d'enseignement et la langue maternelle. Le tableau 3 présente le financement accordé à la FGA selon la commission scolaire.

Tableau 1 : Effectif (nombre de personnes) et inscriptions[1] à la formation générale des adultes (FGA), selon l'organisme responsable et le réseau d'enseignement, de 2006-2007 à 2010-2011[p]

	Année scolaire									
	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011[p]	
Commission scolaire	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions
CS du Littoral (689000)	186	206	183	208	254	284	221	268	201	239
CS des Monts-et-Marées (711000)	2 367	2 733	2 704	3 124	2 646	3 340	2 735	3 544	2 859	3 560
CS des Phares (712000)	1 369	1 680	1 391	1 636	1 470	2 069	1 660	2 307	1 651	2 068
CS du Fleuve-et-des-Lacs (713000)	1 210	1 402	1 533	1 737	1 922	2 201	2 040	2 403	1 914	2 249
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714000)	1 123	1 342	1 379	1 597	1 942	2 357	1 754	2 234	1 998	2 466
CS du Pays-des-Bleuets (721000)	2 101	2 429	1 994	2 357	2 056	2 485	2 003	2 411	1 994	2 366
CS du Lac-Saint-Jean (722000)	1 790	2 424	1 840	2 574	1 930	2 573	1 945	2 654	1 976	2 715
CS des Rives-du-Saguenay (723000)	2 282	2 854	2 448	3 078	2 575	3 748	3 187	4 636	3 530	4 612
CS De La Jonquière (724000)	1 249	1 902	1 460	1 951	1 643	2 164	1 551	2 223	1 490	2 045
CS de Charlevoix (731000)	522	662	531	676	523	719	487	701	469	706
CS de la Capitale (732000)	7 025	11 469	7 470	12 139	7 849	12 322	9 001	13 892	9 292	13 953
CS des Découvreurs (733000)	2 413	2 638	2 526	3 100	2 612	3 053	2 845	3 365	3 055	3 605
CS des Premières-Seigneuries (734000)	3 374	4 005	3 395	4 083	3 333	4 010	3 591	4 330	3 421	4 254
CS de Portneuf (735000)	764	860	747	869	913	1 058	998	1 229	1 012	1 301
CS du Chemin-du-Roy (741000)	2 587	3 331	2 505	3 086	2 539	3 268	2 478	3 778	2 356	3 509
CS de l'Énergie (742000)	1 446	2 065	1 402	1 984	1 570	2 372	1 677	2 129	1 419	1 781
CS des Hauts-Cantons (751000)	724	947	742	1 009	728	1 100	798	1 120	849	1 036
CS de la Région-de-Sherbrooke (752000)	3 729	5 778	3 646	5 835	3 561	5 593	3 795	6 445	3 704	6 102
CS des Sommets (753000)	635	803	600	732	730	1 153	757	1 083	764	1 103
CS Crie (759000)	206	212	112	127	203	213	316	347	322	371
CS de la Pointe-de-l'Île (761000)	7 823	10 302	7 883	10 074	7 853	11 055	8 562	12 001	8 054	11 385
CS de Montréal (762000)	22 811	27 408	23 461	28 177	25 955	34 151	28 041	35 255	27 555	34 635
CS Marguerite-Bourgeoys (763000)	7 209	8 775	6 833	8 444	7 617	10 606	8 321	11 419	8 268	11 182
CS Kativik (769000)	271	339	218	292	230	392	246	427	236	425
CS des Draveurs (771000)	3 721	5 430	3 756	5 369	4 208	6 309	4 325	6 217	4 257	5 942
CS des Portages-de-l'Outaouais (772000)	1 731	2 446	1 676	2 475	1 688	2 597	1 793	2 736	1 709	2 676
CS au Coeur-des-Vallées (773000)	897	1 064	938	1 097	949	1 180	926	1 092	982	1 218
CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (774000)	661	812	653	786	623	1 016	630	940	560	828
CS du Lac-Témiscamingue (781000)	467	568	388	463	451	560	390	457	392	450
CS de Rouyn-Noranda (782000)	1 078	1 498	995	1 255	1 049	1 798	1 110	2 031	997	2 049
CS Harricana (783000)	706	1 030	659	924	691	1 107	706	1 079	608	949
CS de l'Or-et-des-Bois (784000)	1 188	1 639	1 093	1 598	1 304	1 644	1 343	1 656	1 195	1 461
CS du Lac-Abitibi (785000)	424	533	392	467	427	596	541	846	530	909
CS de l'Estuaire (791000)	951	1 144	1 063	1 360	1 110	1 652	1 081	1 463	1 088	1 696
CS du Fer (792000)	690	897	688	873	822	1 208	861	1 239	798	1 107
CS de la Moyenne-Côte-Nord (793000)	86	104	81	85	167	235	154	188	125	172
CS de la Baie-James (801000)	367	440	307	373	307	450	310	433	271	328
CS des Îles (811000)	214	330	179	248	121	163	218	285	179	229
CS des Chic-Chocs (812000)	556	608	533	577	603	818	740	1 005	929	1 147
CS René-Lévesque (813000)	1 011	1 264	981	1 168	992	1 479	1 025	1 423	1 045	1 501
CS de la Côte-du-Sud (821000)	1 209	1 638	1 275	1 666	1 435	2 029	1 877	2 451	2 047	2 497
CS des Appalaches (822000)	1 009	1 282	964	1 181	1 160	1 423	1 408	1 750	1 440	1 815
CS de la Beauce-Etchemin (823000)	2 845	3 595	3 111	3 880	4 032	5 094	4 375	5 573	4 213	5 064
CS des Navigateurs (824000)	2 188	3 306	2 319	3 501	2 604	4 280	2 893	4 494	2 890	4 322
CS de Laval (831000)	4 563	6 102	4 994	6 601	5 819	8 197	5 950	8 882	6 835	9 734
CS des Affluents (841000)	4 370	5 274	4 415	5 296	5 749	7 293	6 331	8 388	6 779	8 750
CS des Samares (842000)	3 387	4 188	3 592	4 249	4 514	5 597	5 504	6 915	5 010	6 221
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851000)	5 544	7 632	5 082	6 751	5 584	7 747	6 118	8 912	5 792	8 536
CS de la Rivière-du-Nord (852000)	3 292	4 113	3 780	4 631	4 118	5 153	4 028	5 100	3 872	4 862
CS des Laurentides (853000)	953	1 243	934	1 283	949	1 213	989	1 435	1 033	1 540

Source : MELS, DSID, Portail informationnel, système, données au 2012-01-27.

Tableau 1, partie 1 de 2

1. Effectif : une personne n'est comptée qu'une seule fois. Inscriptions : une personne peut avoir, au cours de l'année scolaire, plus d'une inscription dans plus d'un service d'enseignement.

p. Les données de 2010-2011 sont provisoires. Comme les données de la FGA sont annuelles, celles de l'année 2011-2012 ne sont pas disponibles à la date de lecture.

Le tableau 1 se poursuit à la page suivante.

Suite du tableau 1.

Tableau 1 : Effectif (nombre de personnes) et inscriptions[1] à la formation générale des adultes (FGA), selon l'organisme responsable et le réseau d'enseignement, de 2006-2007 à 2010-2011[p]

Commission scolaire	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011[p]	
	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions
CS Pierre-Neveu (854000)	1 103	1 278	992	1 166	1 122	1 552	1 102	1 514	1 056	1 490
CS de Sorel-Tracy (861000)	1 920	2 333	2 029	2 407	2 086	2 804	2 256	3 131	2 298	3 085
CS de Saint-Hyacinthe (862000)	1 589	2 062	1 573	2 043	1 723	2 387	2 026	2 740	1 862	2 274
CS des Hautes-Rivières (863000)	2 031	2 467	2 244	2 663	2 417	2 989	2 600	3 336	2 458	3 211
CS Marie-Victorin (864000)	5 653	7 173	6 049	7 582	6 611	9 470	7 146	9 528	7 083	9 671
CS des Patriotes (865000)	2 135	2 675	2 234	2 718	2 594	3 334	3 066	4 193	3 164	4 299
CS du Val-des-Cerfs (866000)	1 968	2 438	2 015	2 518	2 283	3 477	2 299	3 581	2 324	3 834
CS des Grandes-Seigneuries (867000)	2 261	2 702	2 537	3 316	2 524	3 578	2 564	3 832	2 423	3 274
CS de la Vallée-des-Tisserands (868000)	1 426	1 699	1 532	1 935	1 700	2 625	1 820	2 981	1 732	2 645
CS des Trois-Lacs (869000)	1 367	1 553	1 532	1 739	1 527	1 909	1 709	2 034	1 612	1 914
CS de la Riveraine (871000)	1 869	2 396	1 785	2 285	2 023	2 722	2 075	2 768	1 977	2 607
CS des Bois-Francs (872000)	1 522	2 249	1 517	2 418	1 738	2 725	1 721	2 825	1 629	2 484
CS des Chênes (873000)	1 390	1 872	1 398	1 680	1 709	2 267	1 803	2 312	1 742	2 296
CS Central Québec (881000)	199	227	196	216	209	251	228	265	213	256
CS Eastern Shores (882000)	226	262	214	250	288	397	197	252	202	265
CS Eastern Townships (883000)	874	1 208	861	1 207	1 012	1 570	1 233	1 721	1 364	1 848
CS Riverside (884000)	704	859	627	732	727	965	895	1 066	886	1 016
CS Sir-Wilfrid-Laurier (885000)	891	1 109	917	1 093	1 061	1 341	1 154	1 393	1 127	1 357
CS Western Québec (886000)	782	802	721	765	862	1 277	871	1 339	925	1 390
CS English-Montréal (887000)	9 987	12 996	10 015	13 090	10 586	13 576	10 926	14 117	11 357	14 628
CS Lester-B.-Pearson (888000)	4 496	6 287	4 596	6 237	4 887	6 764	5 231	6 671	5 052	6 577
CS New Frontiers (889000)	442	537	482	545	482	567	591	687	527	615
Total du réseau public	**164 159**	212 068	**167 917**	215 649	**184 301**	251 633	**198 148**	269 459	**196 774**	264 907
Réseau privé	0	0	0	0	101	102	232	236	260	260
Réseau gouvernemental	136	153	132	152	150	218	180	272	196	313
Indéterminé	0	0	0	0	46	46	12	12	21	22
Tous les réseaux	**164 295**	212 221	**168 049**	215 801	**184 598**	251 999	**198 572**	269 979	**197 251**	265 502

Année scolaire

Source : MELS, DSID, Portail informationnel, système, données au 2012-01-27.

Tableau 1, partie 2 de 2

1. Effectif : une personne n'est comptée qu'une seule fois. Inscriptions : une personne peut avoir, au cours de l'année scolaire, plus d'une inscription dans plus d'un service d'enseignement.

p. Les données de 2010-2011 sont provisoires. Comme les données de la FGA sont annuelles, celles de l'année 2011-2012 ne sont pas disponibles à la date de lecture.

Tableau 2 : Effectif (nombre de personnes) et inscriptions à la formation générale des adultes (FGA), selon la langue d'enseignement et la langue maternelle, de 2006-2007 à 2010-2011[p]

langue maternelle	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011[p]	
	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions	Effectifs	Inscriptions
Langue d'enseignement : français	**145 301**	**187 494**	**149 015**	**191 155**	**163 815**	**224 390**	**176 592**	**241 530**	**174 901**	**236 537**
Français	115 986	151 554	118 435	153 450	130 185	179 108	139 925	193 927	137 511	187 850
Anglais	2 672	3 210	2 622	3 166	3 058	3 859	3 467	4 267	3 718	4 561
Langues autochtones	582	714	571	723	691	1 081	730	1 130	666	1 059
Autres langues	26 048	32 003	27 368	33 787	29 818	40 251	32 452	42 182	32 991	43 052
Valeur indéterminée	13	13	19	29	63	81	18	24	15	15
Langue d'enseignement : anglais	**18 712**	**24 379**	**18 793**	**24 322**	**20 560**	**27 231**	**21 733**	**28 030**	**22 044**	**28 468**
Français	1 254	1 612	1 226	1 593	1 424	1 785	1 568	1 872	1 723	2 074
Anglais	6 723	8 905	6 697	8 778	7 706	10 486	8 310	10 723	8 182	10 583
Langues autochtones	182	195	103	116	144	173	172	210	282	354
Autres langues	10 550	13 664	10 760	13 828	11 222	14 719	11 529	15 054	11 851	15 450
Valeur indéterminée	3	3	7	7	64	68	154	171	6	7
Langues d'enseignement : autochtones	**282**	**348**	**241**	**324**	**223**	**378**	**247**	**419**	**306**	**497**
Français	7	24	3	6	0	0	0	0	11	12
Anglais	1	1	2	3	1	2	1	2	9	13
Langues autochtones	273	322	236	315	204	358	242	413	286	472
Autres langues	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Valeur indéterminée	0	0	0	0	18	18	4	4	0	0
Ensemble	**164 295**	**212 221**	**168 049**	**215 801**	**184 598**	**251 999**	**198 572**	**269 979**	**197 251**	**265 502**
Français	117 247	153 190	119 664	155 049	131 609	180 893	141 493	195 799	139 245	189 936
Anglais	9 396	12 116	9 321	11 947	10 765	14 357	11 778	14 992	11 909	15 157
Langues autochtones	1 037	1 231	910	1 154	1 039	1 612	1 144	1 753	1 234	1 885
Autres langues	36 599	45 668	38 128	47 615	41 040	54 970	43 981	57 236	44 842	58 502
Valeur indéterminée	16	16	26	36	145	167	176	199	21	22

Année scolaire

Source : MELS, DSID, Portail informationnel, système, données au 2012-01-27.

1. Effectif : une personne n'est comptée qu'une seule fois. Inscriptions : une personne peut avoir, au cours de l'année scolaire, plus d'une inscription dans plus d'un service d'enseignement.

p. Les données de 2010-2011 sont provisoires. Comme les données de la FGA sont annuelles, celles de l'année 2011-2012 ne sont pas disponibles à la date de lecture.

Formation générale des adultes
Enveloppe budgétaire fermée des cinq dernières années scolaires

CODE	COMMISSION SCOLAIRE	2007-2008 EN $ COURANTS (A)	2008-2009 EN $ COURANTS (B)	2009-2010 EN $ COURANTS (C)	2010-2011 EN $ COURANTS (D)	2011-2012 EN $ COURANTS (Données provisoires) (E)	TOTAL EN $ COURANTS (F=A+B+C+D+E)
711000	CS des Monts-et-Marées	3 105 253 $	3 185 557 $	3 357 641 $	3 345 146 $	3 255 185 $	16 248 782 $
712000	CS des Phares	2 477 123 $	2 737 996 $	2 862 866 $	2 946 472 $	2 823 478 $	13 847 935 $
713000	CS du Fleuve-et-des-Lacs	2 132 244 $	2 409 680 $	2 441 464 $	2 889 137 $	2 937 932 $	12 810 457 $
714000	CS de Kamouraska–Rivière-du-Loup	1 763 688 $	1 933 098 $	2 025 485 $	2 505 055 $	2 295 870 $	10 523 196 $
721000	CS du Pays-des-Bleuets	2 879 188 $	3 122 074 $	3 421 537 $	3 258 104 $	3 102 174 $	15 783 077 $
722000	CS du Lac-Saint-Jean	3 450 884 $	3 761 882 $	3 492 041 $	3 859 503 $	4 019 179 $	18 583 489 $
723000	CS des Rives-du-Saguenay	5 278 114 $	5 738 926 $	5 556 097 $	5 810 990 $	5 646 733 $	28 030 860 $
724000	CS De La Jonquière	2 453 353 $	2 418 544 $	2 203 889 $	2 352 736 $	2 484 060 $	11 912 582 $
731000	CS de Charlevoix	880 990 $	946 339 $	964 394 $	806 706 $	804 769 $	4 403 198 $
732000	CS de la Capitale	10 950 115 $	11 593 284 $	11 469 654 $	11 657 924 $	12 084 330 $	57 755 307 $
733000	CS des Découvreurs	2 879 846 $	3 126 931 $	3 214 420 $	2 854 589 $	2 755 040 $	14 830 826 $
734000	CS des Premières-Seigneuries	5 394 727 $	5 767 071 $	5 680 973 $	5 236 967 $	4 907 285 $	26 987 023 $
735000	CS de Portneuf	1 680 998 $	1 794 052 $	1 778 643 $	1 681 726 $	1 700 131 $	8 635 550 $
741000	CS du Chemin-du-Roy	3 896 728 $	4 390 147 $	4 184 478 $	4 429 789 $	4 332 925 $	21 234 067 $
742000	CS de l'Énergie	2 405 432 $	3 107 999 $	3 073 207 $	3 361 946 $	3 102 321 $	15 050 905 $
751000	CS des Hauts-Cantons	1 127 157 $	1 515 147 $	1 388 188 $	1 566 880 $	1 567 853 $	7 165 225 $
752000	CS de la Région-de-Sherbrooke	5 394 028 $	6 327 274 $	6 469 267 $	6 674 532 $	6 950 844 $	31 815 945 $
753000	CS des Sommets	1 630 730 $	1 829 595 $	1 569 145 $	1 633 305 $	1 668 955 $	8 331 730 $
761000	CS de la Pointe-de-l'Île	11 028 595 $	13 506 394 $	14 031 617 $	14 982 650 $	14 995 095 $	68 544 351 $
762000	CS de Montréal	38 846 486 $	45 266 986 $	46 323 036 $	50 418 277 $	54 669 143 $	235 523 928 $
763000	CS Marguerite-Bourgeoys	13 766 894 $	14 705 652 $	14 736 766 $	14 834 185 $	16 457 408 $	74 500 905 $
771000	CS des Draveurs	4 636 966 $	4 855 791 $	4 970 897 $	4 795 132 $	4 656 124 $	23 914 910 $
772000	CS des Portages-de-l'Outaouais	3 898 348 $	4 122 672 $	4 030 873 $	4 030 924 $	3 654 222 $	19 737 039 $
773000	CS au Coeur-des-Vallées	2 040 161 $	2 111 622 $	2 282 057 $	2 206 648 $	1 974 299 $	10 614 787 $
774000	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	2 289 149 $	2 278 138 $	2 309 719 $	2 202 188 $	1 865 388 $	10 944 582 $
781000	CS du Lac-Témiscamingue	1 014 643 $	1 299 507 $	1 389 665 $	1 396 838 $	1 407 418 $	6 508 071 $
782000	CS de Rouyn-Noranda	2 115 924 $	2 106 267 $	2 117 280 $	2 126 216 $	1 951 643 $	10 417 330 $
783000	CS Harricana	1 172 655 $	1 446 697 $	1 385 607 $	1 309 978 $	1 375 318 $	6 690 255 $
784000	CS de l'Or-et-des-Bois	2 061 847 $	2 092 905 $	2 226 032 $	2 244 381 $	2 094 416 $	10 719 581 $
785000	CS du Lac-Abitibi	852 213 $	908 772 $	899 496 $	776 726 $	874 334 $	4 311 541 $
791000	CS de l'Estuaire	1 458 274 $	1 715 737 $	1 825 566 $	1 925 583 $	1 827 573 $	8 752 733 $
792000	CS du Fer	1 990 131 $	2 172 005 $	1 874 282 $	1 630 634 $	1 738 447 $	9 405 499 $
793000	CS de la Moyenne-Côte-Nord	508 526 $	513 155 $	473 404 $	427 303 $	391 223 $	2 313 611 $
801000	CS de la Baie-James	569 495 $	733 193 $	775 787 $	618 055 $	576 710 $	3 273 240 $
811000	CS des Îles	364 767 $	521 210 $	547 832 $	397 935 $	412 527 $	2 244 271 $
812000	CS des Chic-Chocs	1 716 844 $	1 684 050 $	1 389 641 $	1 486 640 $	1 735 895 $	8 013 070 $
813000	CS René-Lévesque	2 701 058 $	2 604 664 $	2 477 137 $	2 792 409 $	2 382 487 $	12 957 755 $
821000	CS de la Côte-du-Sud	2 171 092 $	2 549 557 $	2 282 013 $	2 534 807 $	2 772 753 $	12 310 222 $
822000	CS des Appalaches	1 974 909 $	2 171 255 $	2 048 671 $	1 935 438 $	2 006 055 $	10 136 328 $
823000	CS de la Beauce-Etchemin	3 646 712 $	4 359 416 $	4 358 386 $	4 868 274 $	4 885 045 $	22 117 833 $
824000	CS des Navigateurs	2 843 943 $	3 203 953 $	[illegible]	3 278 864 $	3 333 102 $	15 859 931 $
831000	CS de Laval	7 485 914 $	7 959 410 $	7 895 484 $	8 520 031 $	8 604 234 $	40 465 073 $
841000	CS des Affluents	4 953 990 $	5 888 425 $	6 246 552 $	6 848 495 $	7 066 444 $	31 003 906 $

Formation générale des adultes
Enveloppe budgétaire fermée des cinq dernières années scolaires

CODE	COMMISSION SCOLAIRE	2007-2008 EN $ COURANTS (A)	2008-2009 EN $ COURANTS (B)	2009-2010 EN $ COURANTS (C)	2010-2011 EN $ COURANTS (D)	2011-2012 EN $ COURANTS (Données provisoires) (E)	TOTAL EN $ COURANTS (F=A+B+C+D+E)
842000	CS des Samares	3 954 710 $	4 956 910 $	5 117 068 $	4 910 909 $	5 619 998 $	24 559 595 $
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	5 535 713 $	6 336 568 $	6 555 390 $	6 796 539 $	6 723 745 $	31 947 955 $
852000	CS de la Rivière-du-Nord	3 509 684 $	3 989 149 $	3 937 774 $	4 114 645 $	3 965 537 $	19 516 789 $
853000	CS des Laurentides	1 261 204 $	1 510 624 $	1 629 740 $	1 652 670 $	1 594 745 $	7 648 983 $
854000	CS Pierre-Neveu	2 081 837 $	2 203 561 $	2 309 004 $	2 314 137 $	2 171 393 $	11 079 932 $
861000	CS de Sorel-Tracy	2 296 941 $	2 661 127 $	2 751 905 $	2 660 448 $	2 560 466 $	12 930 887 $
862000	CS de Saint-Hyacinthe	1 958 812 $	2 098 746 $	2 353 636 $	2 468 049 $	2 334 738 $	11 213 981 $
863000	CS des Hautes-Rivières	2 362 751 $	2 781 582 $	2 903 386 $	2 981 406 $	2 955 890 $	13 985 015 $
864000	CS Marie-Victorin	6 549 266 $	7 738 859 $	7 780 051 $	8 216 257 $	7 850 979 $	38 135 412 $
865000	CS des Patriotes	2 967 884 $	3 240 203 $	3 312 469 $	3 363 772 $	3 189 661 $	16 073 989 $
866000	CS du Val-des-Cerfs	3 002 274 $	3 282 121 $	3 433 421 $	3 670 153 $	3 979 684 $	17 367 653 $
867000	CS des Grandes-Seigneuries	2 860 889 $	3 528 496 $	3 698 889 $	3 710 288 $	4 001 637 $	17 800 199 $
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	2 088 160 $	2 051 301 $	2 307 862 $	2 393 805 $	2 521 763 $	11 362 891 $
869000	CS des Trois-Lacs	1 614 578 $	1 903 301 $	1 905 330 $	1 906 731 $	2 030 532 $	9 360 472 $
871000	CS de la Riveraine	1 144 473 $	1 285 192 $	1 392 012 $	1 469 460 $	1 528 051 $	6 819 188 $
872000	CS des Bois-Francs	2 072 664 $	2 281 391 $	2 342 374 $	2 668 490 $	2 721 573 $	12 086 492 $
873000	CS des Chênes	2 165 515 $	2 278 335 $	2 194 653 $	2 278 041 $	2 780 295 $	11 696 839 $
881000	CS Central Québec	386 100 $	487 738 $	560 652 $	555 919 $	524 111 $	2 514 520 $
882000	CS Eastern Shores	617 019 $	861 215 $	699 897 $	693 273 $	528 815 $	3 400 219 $
883000	CS Eastern Townships	946 707 $	1 083 094 $	1 023 502 $	887 440 $	822 153 $	4 762 896 $
884000	CS Riverside	764 916 $	986 072 $	1 103 791 $	1 025 059 $	1 035 609 $	4 915 447 $
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	1 635 774 $	1 941 371 $	2 001 677 $	1 881 530 $	1 968 457 $	9 428 809 $
886000	CS Western Québec	1 379 663 $	1 579 321 $	1 387 168 $	1 371 692 $	1 482 919 $	7 200 763 $
887000	CS English-Montréal	16 172 679 $	17 863 174 $	17 481 764 $	18 150 654 $	17 376 498 $	87 044 769 $
888000	CS Lester-B.-Pearson	5 153 663 $	5 802 137 $	5 948 354 $	6 183 824 $	6 362 601 $	29 450 579 $
889000	CS New Frontiers	577 620 $	657 986 $	626 752 $	647 826 $	737 295 $	3 247 479 $
RÉSEAU		250 951 630 $	281 872 603 $	284 009 779 $	294 433 135 $	299 515 512 $	1 410 782 659 $

Note :
L'enveloppe budgétaire fermée comprend les allocations pour les cours offerts, l'aide additionnelle aux élèves ayant des besoins particuliers, les allocations aux pénitenciers fédéraux ainsi que celles pour les services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA).

Les ressources financières proviennent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution des effectifs au cours des 5 dernières années et ventilation du financement accordé aux centres de formation professionnelle.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'effectif des filières régulières de la formation professionnelle, depuis 2005-2006, selon le groupe d'âge et le sexe. Les individus inscrits à plus d'un programme d'études ne sont comptabilisés qu'une seule fois.

Effectif scolaire de la formation professionnelle (FP) selon le sexe, de 2007-2008 à 2011-2012

Formation professionnelle à l'enseignement secondaire[1]

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012[2]
Moins de 20 ans[3]	**26 092**	**27 500**	**28 379**	**27 376**	**27 595**
Hommes	16 736	17 507	18 094	17 356	17 860
Femmes	9 356	9 993	10 285	10 020	9 735
20 ans et plus	**67 344**	**70 408**	**77 738**	**81 456**	**82 541**
Hommes	35 762	36 870	40 616	41 948	42 083
Femmes	31 582	33 538	37 122	39 508	40 458
Total	**93 436**	**97 908**	**106 117**	**108 832**	**110 136**
Hommes	52 498	54 377	58 710	59 304	59 943
Femmes	40 938	43 531	47 407	49 528	50 193

Source : MELS, DRSI, Portail informationnel, DPFF11G_Inscriptions_effectif_FP_121108

Ventilation du financement accordé aux centres de formation professionnelle

Le tableau qui suit présente les subventions de fonctionnement pour les allocations de base des activités éducatives en formation professionnelle par année scolaire. Conformément à l'article 275 de la Loi sur l'instruction publique, il est de la responsabilité de la commission scolaire de répartir entre ses écoles, ses centres de formation professionnelle et ses centres d'éducation des adultes, les subventions de fonctionnement allouées par le Ministère. Les données couvrent la période de 2007-2008 à 2011-2012, l'année scolaire 2012-2013 n'étant pas disponible puisqu'elle n'est pas terminée.

1 Nombre de personnes différentes (effectifs) inscrites à l'un ou autre des programmes d'études de la formation professionnelle, et ce, à temps plein comme à temps partiel, pour les filières régulières seulement (diplôme d'études professionnelles, certificat d'études professionnelles, attestation de spécialisation professionnelle et attestation de formation professionnelle).

2 Les données de 2011-2012 sont provisoires.

3 Cette catégorie comprend les effectifs de moins de 20 ans du secteur des jeunes et du secteur des adultes.

CERTIFICATION DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES 2007-2008 à 2011-2012
FORMATION PROFESSIONNELLE
ALLOCATION DE BASE POUR LES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES[4]

Commission scolaire	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
711000 Monts-et-Marées, CS des	3 586 473 $	3 493 830 $	3 277 315 $	3 141 579 $	2 741 025 $	16 240 222 $
712000 Phares, CS des	6 778 536 $	6 957 017 $	7 290 647 $	6 895 108 $	6 022 614 $	33 943 922 $
713000 Fleuve-et-des-Lacs, CS du	1 123 482 $	1 307 216 $	1 593 002 $	1 243 996 $	793 943 $	6 061 639 $
714000 Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS	8 514 367 $	9 278 882 $	10 303 279 $	9 556 189 $	8 614 037 $	46 266 754 $
721000 Pays-des-Bleuets, CS du	7 830 419 $	7 645 803 $	8 568 847 $	8 802 627 $	8 588 626 $	41 436 322 $
722000 Lac-Saint-Jean, CS du	5 371 511 $	5 666 801 $	5 477 830 $	5 510 993 $	5 229 343 $	27 256 478 $
723000 Rives-du-Saguenay, CS des	10 941 706 $	11 913 163 $	12 081 359 $	11 305 936 $	11 956 915 $	58 199 079 $
724000 De La Jonquière, CS	9 324 763 $	10 080 533 $	10 867 522 $	10 306 747 $	9 916 711 $	50 496 276 $
731000 Charlevoix, CS de	1 384 953 $	2 001 318 $	1 919 018 $	1 588 075 $	1 138 231 $	8 031 595 $
732000 Capitale, CS de la	28 173 881 $	30 794 475 $	32 428 600 $	32 538 751 $	33 255 525 $	157 191 232 $
733000 Découvreurs, CS des	7 765 271 $	10 338 657 $	11 222 380 $	11 550 640 $	11 552 741 $	52 429 689 $
734000 Premières-Seigneuries, CS des	31 368 303 $	33 707 714 $	37 857 524 $	34 739 516 $	34 247 493 $	171 920 550 $
735000 Portneuf, CS de	2 729 871 $	2 576 984 $	2 783 974 $	2 483 952 $	2 065 317 $	12 640 098 $
741000 Chemin-du-Roy, CS du	15 845 417 $	16 216 826 $	19 109 225 $	17 925 628 $	18 015 477 $	87 112 573 $
742000 Énergie, CS de l'	6 852 713 $	7 110 764 $	10 003 067 $	10 015 847 $	8 002 911 $	41 985 302 $
751000 Hauts-Cantons, CS des	4 342 866 $	4 116 865 $	4 298 329 $	3 859 143 $	4 388 495 $	21 005 698 $
752000 Région-de-Sherbrooke, CS de la	15 353 990 $	15 889 081 $	16 658 220 $	16 128 426 $	15 148 466 $	79 178 183 $
753000 Sommets, CS des	2 515 318 $	2 261 968 $	2 856 408 $	2 425 447 $	2 802 231 $	12 861 372 $
761000 Pointe-de-l'Île, CS de la	16 218 790 $	16 238 327 $	17 027 230 $	17 599 781 $	17 151 812 $	84 235 940 $
762000 Montréal, CS de	69 696 232 $	76 119 906 $	75 109 530 $	73 176 690 $	71 601 224 $	365 703 582 $
763000 Marguerite-Bourgeoys, CS	22 210 976 $	25 098 988 $	30 330 191 $	32 336 646 $	30 654 378 $	140 631 179 $
771000 Draveurs, CS des	4 257 290 $	4 448 895 $	4 666 727 $	4 562 413 $	4 258 707 $	22 194 032 $
772000 Portages-de-l'Outaouais, CS des	8 021 022 $	9 382 338 $	10 366 334 $	9 592 944 $	9 764 166 $	47 126 804 $
773000 Coeur-des-Vallées, CS au	2 610 456 $	2 174 982 $	3 059 670 $	2 740 688 $	2 287 769 $	12 873 565 $
774000 Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	863 220 $	1 038 781 $	1 018 117 $	796 834 $	773 354 $	4 490 306 $
781000 Lac-Témiscamingue, CS du	585 750 $	407 534 $	840 550 $	399 256 $	339 813 $	2 572 903 $
782000 Rouyn-Noranda, CS de	2 938 379 $	3 089 210 $	3 822 909 $	3 265 566 $	2 997 675 $	16 113 739 $
783000 Harricana, CS	4 106 566 $	4 581 219 $	4 677 772 $	4 412 416 $	4 728 986 $	22 506 959 $
784000 Or-et-des-Bois, CS de l'	5 744 195 $	5 487 113 $	5 519 215 $	5 369 103 $	5 924 055 $	28 043 681 $
785000 Lac-Abitibi, CS du	2 624 996 $	2 260 977 $	2 852 703 $	1 996 574 $	2 284 436 $	12 019 686 $
791000 Estuaire, CS de l'	4 833 554 $	6 135 503 $	9 410 099 $	8 147 708 $	9 637 936 $	38 164 800 $
792000 Fer, CS du	3 143 248 $	3 052 120 $	3 134 944 $	3 376 250 $	3 114 941 $	15 821 503 $
801000 Baie-James, CS de la	1 575 602 $	5 432 016 $	5 187 634 $	4 899 920 $	6 439 804 $	23 534 976 $
811000 Îles, CS des	492 457 $	339 429 $	406 278 $	258 201 $	71 937 $	1 568 302 $
812000 Chic-Chocs, CS des	1 677 614 $	1 344 888 $	2 394 765 $	2 309 153 $	1 628 571 $	9 354 991 $
813000 René-Lévesque, CS	4 629 576 $	5 410 328 $	5 792 461 $	5 068 597 $	5 650 100 $	26 551 062 $
821000 Côte-du-Sud, CS de la	4 043 694 $	4 040 609 $	4 905 989 $	5 094 501 $	5 125 037 $	23 209 830 $
822000 Appalaches, CS des	3 326 519 $	3 816 882 $	3 899 832 $	4 105 527 $	3 254 555 $	18 403 315 $
823000 Beauce-Etchemin, CS de la	11 789 151 $	11 394 903 $	11 828 946 $	10 390 302 $	9 634 359 $	55 037 661 $
824000 Navigateurs, CS des	16 832 186 $	18 261 152 $	20 827 972 $	21 979 726 $	20 421 156 $	98 322 192 $
831000 Laval, CS de	32 758 141 $	35 150 499 $	37 842 272 $	39 475 920 $	37 525 291 $	182 752 123 $
841000 Affluents, CS des	10 873 997 $	13 745 955 $	16 423 676 $	14 738 410 $	15 859 456 $	71 641 494 $
842000 Samares, CS des	8 898 430 $	9 958 237 $	11 549 349 $	11 400 883 $	11 744 255 $	53 551 154 $
851000 Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	7 785 369 $	7 183 292 $	8 784 768 $	9 008 746 $	9 462 804 $	42 224 979 $
852000 Rivière-du-Nord, CS de la	25 752 775 $	26 955 364 $	29 440 394 $	30 981 907 $	29 718 778 $	142 849 218 $
853000 Laurentides, CS des	5 967 567 $	5 564 969 $	7 092 418 $	7 132 887 $	6 511 970 $	32 269 811 $
854000 Pierre-Neveu, CS	6 242 774 $	7 573 577 $	8 426 476 $	9 365 261 $	8 518 054 $	40 126 142 $
861000 Sorel-Tracy, CS de	4 064 765 $	4 750 332 $	5 853 980 $	7 047 043 $	6 613 420 $	28 329 540 $
862000 Saint-Hyacinthe, CS de	14 996 811 $	14 817 396 $	16 705 936 $	15 843 274 $	14 817 213 $	77 180 630 $
863000 Hautes-Rivières, CS des	5 555 967 $	5 838 207 $	6 257 304 $	6 436 010 $	6 357 914 $	30 445 402 $
864000 Marie-Victorin, CS	15 498 942 $	18 214 346 $	19 231 060 $	20 702 868 $	20 705 930 $	94 353 146 $
865000 Patriotes, CS des	2 747 476 $	2 965 181 $	2 968 880 $	3 449 960 $	3 893 426 $	16 024 923 $
866000 Val-des-Cerfs, CS du	5 778 931 $	4 947 117 $	5 729 921 $	5 643 846 $	5 674 447 $	27 774 262 $
867000 Grandes-Seigneuries, CS des	7 796 880 $	9 166 989 $	9 710 271 $	10 089 630 $	10 705 813 $	47 469 583 $
868000 Vallée-des-Tisserands, CS de la	4 316 206 $	5 412 546 $	5 845 720 $	5 793 974 $	5 144 167 $	26 512 613 $
869000 Trois-Lacs, CS des	10 043 562 $	10 837 013 $	9 976 646 $	10 226 170 $	10 852 597 $	51 935 988 $

[4] L'allocation de base pour les activités éducatives est constituée des ressources humaines, matérielles et de soutien pour les cours dispensés (DEP et ASP). Elle exclut les allocations pour autres services tels l'alternance travail-études, la reconnaissance des acquis.

CERTIFICATION DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES 2007-2008 à 2011-2012
FORMATION PROFESSIONNELLE
ALLOCATION DE BASE POUR LES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES

Commission scolaire	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
871000 Riveraine, CS de la	3 335 932 $	3 259 487 $	3 747 148 $	2 610 885 $	1 847 956 $	14 801 408 $
872000 Bois-Francs, CS des	5 788 630 $	6 621 437 $	7 302 682 $	7 870 025 $	7 927 427 $	35 510 201 $
873000 Chênes, CS des	5 804 025 $	6 465 196 $	6 915 884 $	6 807 950 $	6 128 597 $	32 121 652 $
881000 Central Québec, CS	278 946 $	466 351 $	486 849 $	578 861 $	658 702 $	2 469 709 $
882000 Eastern Shores, CS	1 039 046 $	1 073 591 $	1 009 546 $	938 824 $	474 850 $	4 535 857 $
883000 Eastern Townships, CS	2 743 713 $	3 589 814 $	3 526 058 $	4 026 611 $	3 613 016 $	17 499 212 $
884000 Riverside, CS	1 653 240 $	1 718 163 $	2 525 470 $	3 026 707 $	2 549 901 $	11 473 481 $
885000 Sir-Wilfrid-Laurier, CS	597 875 $	705 923 $	1 122 530 $	1 123 792 $	2 141 771 $	5 691 891 $
886000 Western Québec, CS	786 603 $	1 199 685 $	1 256 660 $	1 333 757 $	1 509 074 $	6 085 779 $
887000 English-Montréal, CS	12 525 237 $	13 214 007 $	13 884 839 $	13 897 986 $	13 157 380 $	66 679 449 $
888000 Lester-B.-Pearson, CS	10 998 360 $	12 933 964 $	15 675 979 $	16 073 676 $	16 263 746 $	71 945 725 $
889000 New Frontiers, CS	4 046 329 $	3 512 592 $	4 560 243 $	4 351 488 $	4 005 519 $	20 476 171 $
Total	**580 701 842 $**	**628 755 226 $**	**689 529 373 $**	**681 874 747 $**	**666 608 346 $**	**3 247 469 535 $**

Source : Soutien aux réseaux et aux enseignants

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Nombre de personnes se trouvant sur les listes d'attente des CFP par commissions scolaires et/ou par région.

RÉPONSE

Cette information n'est pas disponible au Ministère.

N° : 64

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Évolution des effectifs inscrits en alphabétisation dans les commissions scolaires et dans les organismes d'action communautaires autonomes en alphabétisation par année depuis 2004-2005 et les sommes y étant consacrées.

RÉPONSE

Tous les effectifs inscrits dans un programme d'alphabétisation sont comptabilisés dans les effectifs de la commission scolaire, que cette formation soit donnée en centre d'éducation des adultes ou dans un organisme communautaire.

Le financement des services d'alphabétisation est assuré à même une enveloppe budgétaire fermée permettant d'offrir les services pour les élèves ayant des besoins particuliers, les services d'accueil, de références, de conseil et d'accompagnement, ainsi que les services d'enseignement suivants :

- le premier cycle du secondaire;
- le second cycle du secondaire;
- la préparation à la formation professionnelle;
- la préparation aux études postsecondaires;
- le soutien pédagogique;
- l'alphabétisation;
- le présecondaire;
- l'intégration sociale;
- l'intégration socioprofessionnelle;
- la francisation.

Le partage, entre les commissions scolaires, de l'enveloppe globale pour ces services est fait sur la base des équivalents à temps plein (900 heures de formation annuellement) des trois années antérieures. Il n'est pas possible d'isoler les ressources allouées pour le seul service de l'alphabétisation.

Nombre d'inscriptions au service de l'alphabétisation de la formation générale des adultes, selon l'organisme responsable, réseau public, de 2004-2005 à 2010-2011P

P. Les données de 2010-2011 sont provisoires.

	Année scolaire						
Commission scolaire responsable	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011P
CS du Littoral (689000)	12	9	16	8	10	36	32
CS des Monts-et-Marées (711000)	74	27	21	13	5	4	179
CS des Phares (712000)	111	34	25	20	18	37	21
CS du Fleuve-et-des-Lacs (713000)	193	187	181	269	351	411	397
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup (714000)	20	8	171	335	148	238	236
CS du Pays-des-Bleuets (721000)	46	61	51	63	38	22	25
CS du Lac-Saint-Jean (722000)	59	52	66	58	60	30	37
CS des Rives-du-Saguenay (723000)	121	98	69	60	84	87	62
CS De La Jonquière (724000)	141	141	112	74	49	56	93
CS de Charlevoix (731000)	15	22	4	3	5	10	24
CS de la Capitale (732000)	202	191	175	159	130	148	118
CS des Découvreurs (733000)	49	53	38	40	34	36	33
CS des Premières-Seigneuries (734000)	31	25	31	39	37	39	41
CS de Portneuf (735000)	38	30	28	32	16	30	25
CS du Chemin-du-Roy (741000)	216	170	157	127	124	53	29
CS de l'Énergie (742000)	29	26	26	3	-	-	8
CS des Hauts-Cantons (751000)	31	8	41	10	29	-	-
CS de la Région-de-Sherbrooke (752000)	198	232	184	185	203	162	158
CS Crie (759000)	18	2	2	-	-	-	-
CS de la Pointe-de-l'Île (761000)	753	832	939	993	993	865	654
CS de Montréal (762000)	1 240	1 390	1 177	1 311	1 647	1 662	753
CS Marguerite-Bourgeoys (763000)	265	262	242	219	250	251	209
CS Kativik (769000)	7	10	9	2	3	12	6
CS des Draveurs (771000)	140	142	146	172	184	218	40
CS des Portages-de-l'Outaouais (772000)	93	105	88	83	78	90	30
CS au Coeur-des-Vallées (773000)	32	37	41	67	57	48	57
CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (774000)	45	59	51	45	11	17	22
CS du Lac-Témiscamingue (781000)	69	77	33	23	17	10	16
CS de Rouyn-Noranda (782000)	64	55	50	66	72	76	40
CS Harricana (783000)	47	51	61	61	70	57	8
CS de l'Or-et-des-Bois (784000)	31	36	40	40	18	15	23
CS du Lac-Abitibi (785000)	33	22	38	22	25	19	9
CS de l'Estuaire (791000)	18	3	-	2	6	2	6
CS du Fer (792000)	28	35	43	30	45	57	51
CS de la Baie-James (801000)	4	-	1	-	-	-	-
CS des Chic-Chocs (812000)	56	38	14	21	17	8	12
CS René-Lévesque (813000)	23	12	5	9	21	34	28
CS de la Côte-du-Sud (821000)	37	11	6	5	5	19	40
CS de L'Amiante (822000)	53	-	-	-	-	-	-
CS des Appalaches (822000)	-	59	62	67	72	75	126
CS de la Beauce-Etchemin (823000)	82	68	81	86	127	115	84
CS des Navigateurs (824000)	36	32	32	33	25	17	16
CS de Laval (831000)	389	382	314	372	395	377	181
CS des Affluents (841000)	59	51	45	74	66	84	100
CS des Samares (842000)	21	15	33	42	34	36	21
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles (851000)	179	139	92	72	97	105	120
CS de la Rivière-du-Nord (852000)	74	74	78	79	58	66	75
CS Pierre-Neveu (854000)	54	23	27	16	36	53	30
CS de Sorel-Tracy (861000)	88	63	62	69	64	97	49
CS de Saint-Hyacinthe (862000)	137	130	160	132	146	190	137
CS des Hautes-Rivières (863000)	30	36	47	39	47	58	43
CS Marie-Victorin (864000)	137	136	163	144	127	76	48
CS des Patriotes (865000)	13	14	36	41	22	1	-
CS du Val-des-Cerfs (866000)	239	235	258	255	264	260	266
CS des Grandes-Seigneuries (867000)	31	36	37	53	22	51	23
CS de la Vallée-des-Tisserands (868000)	47	44	44	50	46	46	42
CS des Trois-Lacs (869000)	5	4	5	3	10	5	10
CS de la Riveraine (871000)	36	56	39	30	46	61	56
CS des Bois-Francs (872000)	257	223	163	214	155	115	109
CS des Chênes (873000)	62	55	55	58	81	97	98
CS Central Québec (881000)	-	-	1	-	-	-	-
CS Eastern Shores (882000)	9	9	6	8	6	5	5
CS Eastern Townships (883000)	-	-	-	8	8	-	-
CS Riverside (884000)	-	75	132	114	189	210	174
CS Sir-Wilfrid-Laurier (885000)	16	7	8	11	10	9	6
CS Western Québec (886000)	12	17	21	9	34	39	44
CS English-Montréal (887000)	8 382	7 796	7 643	6 779	5 166	4 553	3 903
CS Lester-B.-Pearson (888000)	704	898	796	761	533	436	475
CS New Frontiers (889000)	11	27	10	10	10	14	8
Total du réseau public	**15 752**	**15 257**	**14 832**	**14 298**	**12 756**	**12 110**	**9 771**

Source : MELS, SPSG, DSID, Portail informationnel, système Charlemagne, données au 2012-01-27.

Formation générale des adultes
Enveloppe budgétaire fermée des cinq dernières années scolaires

CODE	COMMISSION SCOLAIRE	2007-2008 EN $ COURANTS (A)	2008-2009 EN $ COURANTS (B)	2009-2010 EN $ COURANTS (C)	2010-2011 EN $ COURANTS (D)	2011-2012 EN $ COURANTS (Données provisoires) (E)	TOTAL EN $ COURANTS (F=A+B+C+D+E)
711000	CS des Monts-et-Marées	3 105 253 $	3 185 557 $	3 357 641 $	3 345 146 $	3 255 185 $	16 248 782 $
712000	CS des Phares	2 477 123 $	2 737 996 $	2 862 866 $	2 946 472 $	2 823 478 $	13 847 935 $
713000	CS du Fleuve-et-des-Lacs	2 132 244 $	2 409 680 $	2 441 464 $	2 889 137 $	2 937 932 $	12 810 457 $
714000	CS de Kamouraska–Rivière-du-Loup	1 763 688 $	1 933 098 $	2 025 485 $	2 505 055 $	2 295 870 $	10 523 196 $
721000	CS du Pays-des-Bleuets	2 879 188 $	3 122 074 $	3 421 537 $	3 258 104 $	3 102 174 $	15 783 077 $
722000	CS du Lac-Saint-Jean	3 450 884 $	3 761 882 $	3 492 041 $	3 859 503 $	4 019 179 $	18 583 489 $
723000	CS des Rives-du-Saguenay	5 278 114 $	5 738 926 $	5 556 097 $	5 810 990 $	5 646 733 $	28 030 860 $
724000	CS De La Jonquière	2 453 353 $	2 418 544 $	2 203 889 $	2 352 736 $	2 484 060 $	11 912 582 $
731000	CS de Charlevoix	880 990 $	946 339 $	964 394 $	806 706 $	804 769 $	4 403 198 $
732000	CS de la Capitale	10 950 115 $	11 593 284 $	11 469 654 $	11 657 924 $	12 084 330 $	57 755 307 $
733000	CS des Découvreurs	2 879 846 $	3 126 931 $	3 214 420 $	2 854 589 $	2 755 040 $	14 830 826 $
734000	CS des Premières-Seigneuries	5 394 727 $	5 767 071 $	5 680 973 $	5 236 967 $	4 907 285 $	26 987 023 $
735000	CS de Portneuf	1 680 998 $	1 794 052 $	1 778 643 $	1 681 726 $	1 700 131 $	8 635 550 $
741000	CS du Chemin-du-Roy	3 896 728 $	4 390 147 $	4 184 478 $	4 429 789 $	4 332 925 $	21 234 067 $
742000	CS de l'Énergie	2 405 432 $	3 107 999 $	3 073 207 $	3 361 946 $	3 102 321 $	15 050 905 $
751000	CS des Hauts-Cantons	1 127 157 $	1 515 147 $	1 388 188 $	1 566 880 $	1 567 853 $	7 165 225 $
752000	CS de la Région-de-Sherbrooke	5 394 028 $	6 327 274 $	6 469 267 $	6 674 532 $	6 950 844 $	31 815 945 $
753000	CS des Sommets	1 630 730 $	1 829 595 $	1 569 145 $	1 633 305 $	1 668 955 $	8 331 730 $
761000	CS de la Pointe-de-l'Île	11 028 595 $	13 506 394 $	14 031 617 $	14 982 650 $	14 995 095 $	68 544 351 $
762000	CS de Montréal	38 846 486 $	45 266 986 $	46 323 036 $	50 418 277 $	54 669 143 $	235 523 928 $
763000	CS Marguerite-Bourgeoys	13 766 894 $	14 705 652 $	14 736 766 $	14 834 185 $	16 457 408 $	74 500 905 $
771000	CS des Draveurs	4 636 966 $	4 855 791 $	4 970 897 $	4 795 132 $	4 656 124 $	23 914 910 $
772000	CS des Portages-de-l'Outaouais	3 898 348 $	4 122 672 $	4 030 873 $	4 030 924 $	3 654 222 $	19 737 039 $
773000	CS au Coeur-des-Vallées	2 040 161 $	2 111 622 $	2 282 057 $	2 206 648 $	1 974 299 $	10 614 787 $
774000	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	2 289 149 $	2 278 138 $	2 309 719 $	2 202 188 $	1 865 388 $	10 944 582 $
781000	CS du Lac-Témiscamingue	1 014 643 $	1 299 507 $	1 389 665 $	1 396 838 $	1 407 418 $	6 508 071 $
782000	CS de Rouyn-Noranda	2 115 924 $	2 106 267 $	2 117 280 $	2 126 216 $	1 951 643 $	10 417 330 $
783000	CS Harricana	1 172 655 $	1 446 697 $	1 385 607 $	1 309 978 $	1 375 318 $	6 690 255 $
784000	CS de l'Or-et-des-Bois	2 061 847 $	2 092 905 $	2 226 032 $	2 244 381 $	2 094 416 $	10 719 581 $
785000	CS du Lac-Abitibi	852 213 $	908 772 $	899 496 $	776 726 $	874 334 $	4 311 541 $
791000	CS de l'Estuaire	1 458 274 $	1 715 737 $	1 825 566 $	1 925 583 $	1 827 573 $	8 752 733 $
792000	CS du Fer	1 990 131 $	2 172 005 $	1 874 282 $	1 630 634 $	1 738 447 $	9 405 499 $
793000	CS de la Moyenne-Côte-Nord	508 526 $	513 155 $	473 404 $	427 303 $	391 223 $	2 313 611 $
801000	CS de la Baie-James	569 495 $	733 193 $	775 787 $	618 055 $	576 710 $	3 273 240 $
811000	CS des Îles	364 767 $	521 210 $	547 832 $	397 935 $	412 527 $	2 244 271 $
812000	CS des Chic-Chocs	1 716 844 $	1 684 050 $	1 389 641 $	1 486 640 $	1 735 895 $	8 013 070 $
813000	CS René-Lévesque	2 701 058 $	2 604 664 $	2 477 137 $	2 792 409 $	2 382 487 $	12 957 755 $
821000	CS de la Côte-du-Sud	2 171 092 $	2 549 557 $	2 282 013 $	2 534 807 $	2 772 753 $	12 310 222 $
822000	CS des Appalaches	1 974 909 $	2 171 255 $	2 048 671 $	1 935 438 $	2 006 055 $	10 136 328 $
823000	CS de la Beauce-Etchemin	3 646 712 $	4 359 416 $	4 358 386 $	4 868 274 $	4 885 045 $	22 117 833 $
824000	CS des Navigateurs	2 843 943 $	3 203 953 $	3 200 069 $	3 278 864 $	3 333 102 $	15 859 931 $
831000	CS de Laval	7 485 914 $	7 959 410 $	7 895 484 $	8 520 031 $	8 604 234 $	40 465 073 $
841000	CS des Affluents	4 953 990 $	5 888 425 $	6 246 552 $	6 848 495 $	7 066 444 $	31 003 906 $

Formation générale des adultes
Enveloppe budgétaire fermée des cinq dernières années scolaires

CODE	COMMISSION SCOLAIRE	2007-2008 EN $ COURANTS (A)	2008-2009 EN $ COURANTS (B)	2009-2010 EN $ COURANTS (C)	2010-2011 EN $ COURANTS (D)	2011-2012 EN $ COURANTS (Données provisoires) (E)	TOTAL EN $ COURANTS (F=A+B+C+D+E)
842000	CS des Samares	3 954 710 $	4 956 910 $	5 117 068 $	4 910 909 $	5 619 998 $	24 559 595 $
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	5 535 713 $	6 336 568 $	6 555 390 $	6 796 539 $	6 723 745 $	31 947 955 $
852000	CS de la Rivière-du-Nord	3 509 684 $	3 989 149 $	3 937 774 $	4 114 645 $	3 965 537 $	19 516 789 $
853000	CS des Laurentides	1 261 204 $	1 510 624 $	1 629 740 $	1 652 670 $	1 594 745 $	7 648 983 $
854000	CS Pierre-Neveu	2 081 837 $	2 203 561 $	2 309 004 $	2 314 137 $	2 171 393 $	11 079 932 $
861000	CS de Sorel-Tracy	2 296 941 $	2 661 127 $	2 751 905 $	2 660 448 $	2 560 466 $	12 930 887 $
862000	CS de Saint-Hyacinthe	1 958 812 $	2 098 746 $	2 353 636 $	2 468 049 $	2 334 738 $	11 213 981 $
863000	CS des Hautes-Rivières	2 362 751 $	2 781 582 $	2 903 386 $	2 981 406 $	2 955 890 $	13 985 015 $
864000	CS Marie-Victorin	6 549 266 $	7 738 859 $	7 780 051 $	8 216 257 $	7 850 979 $	38 135 412 $
865000	CS des Patriotes	2 967 884 $	3 240 203 $	3 312 469 $	3 363 772 $	3 189 661 $	16 073 989 $
866000	CS du Val-des-Cerfs	3 002 274 $	3 282 121 $	3 433 421 $	3 670 153 $	3 979 684 $	17 367 653 $
867000	CS des Grandes-Seigneuries	2 860 889 $	3 528 496 $	3 698 889 $	3 710 288 $	4 001 637 $	17 800 199 $
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	2 088 160 $	2 051 301 $	2 307 862 $	2 393 805 $	2 521 763 $	11 362 891 $
869000	CS des Trois-Lacs	1 614 578 $	1 903 301 $	1 905 330 $	1 906 731 $	2 030 532 $	9 360 472 $
871000	CS de la Riveraine	1 144 473 $	1 285 192 $	1 392 012 $	1 469 460 $	1 528 051 $	6 819 188 $
872000	CS des Bois-Francs	2 072 664 $	2 281 391 $	2 342 374 $	2 668 490 $	2 721 573 $	12 086 492 $
873000	CS des Chênes	2 165 515 $	2 278 335 $	2 194 653 $	2 278 041 $	2 780 295 $	11 696 839 $
881000	CS Central Québec	386 100 $	487 738 $	560 652 $	555 919 $	524 111 $	2 514 520 $
882000	CS Eastern Shores	617 019 $	861 215 $	699 897 $	693 273 $	528 815 $	3 400 219 $
883000	CS Eastern Townships	946 707 $	1 083 094 $	1 023 502 $	887 440 $	822 153 $	4 762 896 $
884000	CS Riverside	764 916 $	986 072 $	1 103 791 $	1 025 059 $	1 035 609 $	4 915 447 $
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	1 635 774 $	1 941 371 $	2 001 677 $	1 881 530 $	1 968 457 $	9 428 809 $
886000	CS Western Québec	1 379 663 $	1 579 321 $	1 387 168 $	1 371 692 $	1 482 919 $	7 200 763 $
887000	CS English-Montréal	16 172 679 $	17 863 174 $	17 481 764 $	18 150 654 $	17 376 498 $	87 044 769 $
888000	CS Lester-B.-Pearson	5 153 663 $	5 802 137 $	5 948 354 $	6 183 824 $	6 362 601 $	29 450 579 $
889000	CS New Frontiers	577 620 $	657 986 $	626 752 $	647 826 $	737 295 $	3 247 479 $
RÉSEAU		250 951 630 $	281 872 603 $	284 009 779 $	294 433 135 $	299 515 512 $	1 410 782 659 $

Note :
L'enveloppe budgétaire fermée comprend les allocations pour les cours offerts, l'aide additionnelle aux élèves ayant des besoins particuliers, les allocations aux pénitenciers fédéraux ainsi que celles pour les services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA).

Les ressources financières proviennent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Bilan du Plan d'action éducation, emploi et productivité et ventilation des sommes accordées depuis 2008.

RÉPONSE

Le budget 2008-2009 prévoyait un budget de 40,6 M$ pour l'année scolaire 2008-2009 en formation professionnelle et technique et en formation continue pour financer de nouvelles initiatives présentées au Plan d'action éducation emploi et productivité. Ces montants ont été maintenus jusqu'en 2010-2011. Depuis 2011-2012, suite à des restrictions budgétaires, ils ont été ramenés à 39,9 M$ (répartition par axe d'intervention présentée à la page suivante).

Les réalisations se résument comme suit :

Formation professionnelle et technique

- Mise en place d'actions destinées à accroître le taux de fréquentation et la réussite des jeunes en formation professionnelle.
- Création de l'Institut national des mines le 26 mai 2009.
- Mise en place d'un projet de formations techniques spécialisées dans le domaine de la maintenance d'éoliennes.
- En formation professionnelle, budget réservé pour permettre le démarrage de groupes inférieurs aux normes de financement.
- Financement permettant aux Tables régionales d'éducation interordres (TREIO) de planifier des sessions de formation à temps partiel, des attestations d'études professionnelles ou collégiales pour répondre aux besoins régionaux de main-d'œuvre.
- Financement permettant aux TREIO d'assurer la concertation régionale pour la détermination d'une offre de formation adaptée aux besoins régionaux de main-d'œuvre.
- Mise en place d'un financement pour la formation suivie en concomitance à la formation professionnelle pour améliorer l'accompagnement des élèves.

Formation générale des adultes

- Financement permettant à toutes les commissions scolaires d'améliorer les Services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA) ainsi que l'offre de services complémentaires.
- Ressources supplémentaires allouées aux commissions scolaires pour permettre l'adaptation de leur matériel pédagogique.
- Financement de ressources professionnelles et techniques alloué aux commissions scolaires pour accompagner les enseignants à l'intégration des technologies dans leur enseignement par l'entremise du Réseau de développement des compétences par l'intégration des technologies (RECIT) de la formation générale des adultes.
- Établissement du ratio de financement des services de formation du premier cycle uniforme à 15 élèves par enseignant.

Plan d'action éducation, emploi et productivité (PAEEP)		
Ventilation du budget annuel par axe d'intervention	**Depuis 2008-2009 (M$)**	**Depuis (M$)**
• Institut national des mines	1,00	1,00
• Formation de petits groupes	3,10	2,70
• Formation à temps partiel	2,50	2,50
• Attestation d'études professionnelles (AEP)	2,50	2,50
• Rapprochement en matière de formation professionnelle et technique (concertation régionale)	2,50	2,50
• Accès des jeunes de moins de 20 ans à la formation professionnelle - concomitance intégrée et CFMS/DEP	2,00	1,70
• Projets novateurs de formation	0,45	0,45
Sous-total formation professionnelle	**14,05**	**13,35**
• Projet pilote en maintenance d'éoliennes en Gaspésie	0,40	0,40
• Formation à temps partiel	2,50	2,50
• Attestation d'études collégiales (AEC)	2,50	2,50
• Rapprochement en matière de formation professionnelle et technique (concertation régionale)	2,50	2,50
• Projets novateurs de formation	0,65	0,65
Sous-total formation technique	**8,55**	**8,55**
• Services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA)	2,00	2,00
• Services complémentaires	7,00	7,00
• Adaptation du matériel pédagogique	1,00	1,00
• Soutien à l'utilisation des nouvelles technologies par les enseignants	2,00	2,00
• Baisse, aux fins de financement, du nombre d'adultes par classe	5,00	5,00
• Éducation des adultes autochtones	1,00	1,00
Sous-total formation générale des adultes	**18,00**	**18,00**
Total	**40,60**	**39,9**

Source : DGSR

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation des dépenses effectuées en 2012-2013 aux chapitres de l'éducation populaire et de l'alphabétisation, selon les champs d'activité, avec la liste des projets et les montants demandés et accordés aux organismes dans le cadre du programme PACTE :

a. Répartition des enveloppes budgétaires 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 selon les régions administratives et selon les directions régionales.
b. Liste ventilée par région des organismes subventionnés avec le montant de la subvention.

RÉPONSES

a. Pour la répartition des enveloppes budgétaires 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014 selon les régions administratives et selon les directions régionales, voir les annexes 1 et 2.
b. Pour la liste ventilée par région des organismes subventionnés avec le montant de la subvention, voir l'annexe 3.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation

No : 66
ANNEXE 1

Répartition des enveloppes budgétaires 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région

Région	Mission globale [1]		Projet	TOTAL	*Mission globale 2013-2014* [2]
	Demande financière 2012-2013	Subvention récurrente	Subvention non récurrente		*Subvention récurrente prévue*
	$	$	$	$	$
Bas-Saint-Laurent (01)	808 858	660 720	32 200	692 920	*660 720*
Nombre d'organismes dans la région :	7	7	2	7	*7*
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	1 134 325	831 759	18 000	849 759	*831 759*
Nombre d'organismes dans la région :	10	10	1	10	*10*
Capitale-Nationale (03)	2 479 857	1 387 150	47 000	1 434 150	*1 479 150*
Nombre d'organismes dans la région :	16	15	2	15	*16*
Mauricie (04)	1 469 958	804 699	73 900	878 599	*804 699*
Nombre d'organismes dans la région :	9	9	3	9	*9*
Estrie (05)	376 968	328 625	27 000	355 625	*346 985*
Nombre d'organismes dans la région :	3	3	1	3	*4*
Montréal (06)	10 550 830	5 190 459	435 700	5 626 159	*5 364 956*
Nombre d'organismes dans la région :	51	50	14	50	*51*
Outaouais (07)	927 566	743 898	25 000	768 898	*743 898*
Nombre d'organismes dans la région :	9	9	1	9	*9*
Abitibi-Témiscamingue (08)	880 602	531 994	9 700	541 694	*531 994*
Nombre d'organismes dans la région :	6	6	1	6	*6*
Côte-Nord (09)	485 412	369 075		369 075	*369 075*
Nombre d'organismes dans la région :	4	4		4	*4*
Nord-du-Québec (10)	137 619	107 500		107 500	*107 500*
Nombre d'organismes :	1	1		1	*1*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation

Répartition des enveloppes budgétaires 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par région

Région	Mission globale [1]		Projet	TOTAL	*Mission globale 2013-2014* [2]
	Demande financière 2012-2013	Subvention récurrente	Subvention non récurrente		*Subvention récurrente prévue*
	$	$	$	$	*$*
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	793 098	519 840		519 840	*519 840*
Nombre d'organismes dans la région :	6	6		6	*6*
Chaudière-Appalaches (12)	1 666 234	880 087	62 500	942 587	*880 087*
Nombre d'organismes dans la région :	9	9	2	9	*9*
Laval (13)	929 007	446 035		446 035	*446 035*
Nombre d'organismes dans la région :	4	4		4	*4*
Lanaudière (14)	1 758 229	771 194	20 000	791 194	*771 194*
Nombre d'organismes dans la région :	8	8	2	8	*8*
Laurentides (15)	1 073 868	740 186		740 186	*740 186*
Nombre d'organismes dans la région :	8	8		8	*8*
Montérégie (16)	3 774 548	2 286 131	15 500	2 301 631	*2 394 196*
Nombre d'organismes dans la région :	26	26	1	26	*27*
Centre-du-Québec (17)	1 031 407	437 269	33 500	470 769	*437 269*
Nombre d'organismes dans la région :	5	5	2	5	*5*
Total de l'ensemble des régions :	30 278 386	17 036 621	800 000	17 836 621	*17 429 543*
Nombre total d'organismes :	182	180	32	180	*184*

Note 1: L'écart entre le nombre d'organismes ayant fait une demande financière et le nombre d'organismes subventionnés en 2012-2013 s'explique par le fait que deux organismes n'ont pas reçu leur subvention 2012-2013, l'un nécessitant l'obtention d'un décret et l'autre n'ayant pas réalisé d'activités au cours de l'année.

Note 2: Deux organismes seront transférés au Ministère en 2013-2014.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Répartition des enveloppes budgétaires 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par direction régionale

DIRECTION RÉGIONALE	**Mission globale** [1]		**Projet**	**TOTAL**	***Mission globale 2013-2014*** [2]
	Demande financière 2012-2013	**Subvention récurrente**	**Subvention non récurrente**	**Subvention récurrente et non récurrente**	***Subvention récurrente prévue***
	$	$	$	$	*$*
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (01) :	**1 601 956**	**1 180 560**	**32 200**	**1 212 760**	***1 180 560***
Nombre d'organismes dans la direction :	**13**	**13**	**2**	**13**	***13***
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02) :	**1 134 325**	**831 759**	**18 000**	**849 759**	***831 759***
Nombre d'organismes dans la direction	**10**	**10**	**1**	**10**	***10***
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches (03) :	**4 146 091**	**2 267 237**	**109 500**	**2 376 737**	***2 359 237***
Nombre d'organismes dans la direction :	**25**	**24**	**4**	**24**	***25***
Mauricie et Centre-du-Québec (04) :	**2 501 365**	**1 241 968**	**107 400**	**1 349 368**	***1 241 968***
Nombre d'organismes dans la direction :	**14**	**14**	**5**	**14**	***14***
Estrie (05) :	**376 968**	**328 625**	**27 000**	**355 625**	***346 985***
Nombre d'organismes dans la direction :	**3**	**3**	**1**	**3**	***4***
Laval, Laurentides et Lanaudière (06.1) :	**3 761 104**	**1 957 415**	**20 000**	**1 977 415**	***1 957 415***
Nombre d'organismes dans la direction :	**20**	**20**	**2**	**20**	***20***
Montérégie (06.2) :	**3 774 548**	**2 286 131**	**15 500**	**2 301 631**	***2 394 196***
Nombre d'organismes dans la direction :	**26**	**26**	**1**	**26**	***27***

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Répartition des enveloppes budgétaires 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014 par direction régionale

DIRECTION RÉGIONALE	Mission globale [1]		Projet	TOTAL	*Mission globale 2013-2014* [2]
	Demande financière 2012-2013	Subvention récurrente	Subvention non récurrente	Subvention récurrente et non récurrente	*Subvention récurrente prévue*
	$	$	$	$	*$*
Montréal (06.3) :	10 550 830	5 190 459	435 700	5 626 159	*5 364 956*
Nombre d'organismes :	51	50	14	50	*51*
Outaouais (07) :	927 566	743 898	25 000	768 898	*743 898*
Nombre d'organismes :	9	9	1	9	*9*
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (08)	1 018 221	639 494	9 700	649 194	*639 494*
Nombre d'organismes dans la direction :	7	7	1	7	*7*
Côte-Nord (09) :	485 412	369 075		369 075	*369 075*
Nombre d'organismes dans la direction :	4	4		4	*4*
Total de l'ensemble des directions :	30 278 386	17 036 621	800 000	17 836 621	*17 429 543*
Nombre total d'organismes :	182	180	32	180	*184*

Note 1: L'écart entre le nombre d'organismes ayant fait une demande financière et le nombre d'organismes subventionnés en 2012-2013 s'explique par le fait que deux organismes n'ont pas reçu leur subvention 2012-2013, l'un nécessitant l'obtention d'un décret et l'autre n'ayant pas réalisé d'activités au cours de l'année.

Note 2: Deux organismes seront transférés au Ministère en 2013-2014.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Bas-Saint-Laurent (01)	La Gigogne inc.	Alphabétisation	93 228		93 228
Bas-Saint-Laurent (01)	Formation Clef Mitis – Neigette	Alphabétisation	151 492		151 492
Bas-Saint-Laurent (01)	Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette	Lutte contre le décrochage scolaire	75 000		75 000
Bas-Saint-Laurent (01)	Je Raccroche	École de la rue	50 000	25 000	75 000
Bas-Saint-Laurent (01)	Centre d'alphabétisation des Basques inc.	Alphabétisation	97 000		97 000
Bas-Saint-Laurent (01)	Centre d'apprentissage Clé inc.	Alphabétisation	97 000		97 000
Bas-Saint-Laurent (01)	A B C des Portages	Alphabétisation	97 000	7 200	104 200
Sous-total :			**660 720**	**32 200**	**692 920**
Nombre d'organismes :			**7**	**2**	**7**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Centre Alpha du Haut-Saguenay	Alphabétisation	91 500		91 500
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Carrefour communautaire Saint-Paul – Secteur Sainte-Thérèse	Lutte contre le décrochage scolaire	70 000	18 000	88 000
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Regroupement des centres d'alphabétisation « Mot à Mot »	Alphabétisation	93 228		93 228
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Centre alpha de La Baie et du Bas-Saguenay	Alphabétisation	93 228		93 228
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Centre alpha de Laterrière inc.	Alphabétisation	60 800		60 800
Saguenay - Lac-Saint-Jean (02)	Centre d'alphabétisation de Jonquière	Alphabétisation	80 054		80 054
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Groupe Centre Lac d'Alma	Alphabétisation	92 000		92 000
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Organisme d'alphabétisation « Lettres Vivantes »	Alphabétisation	53 575		53 575
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	La Clé, centre de lecture et d'écriture	Alphabétisation	98 523		98 523
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	Centre alpha Le Tracé inc.	Alphabétisation	98 851		98 851
Sous-total :			**831 759**	**18 000**	**849 759**
Nombre d'organismes :			**10**	**1**	**10**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Capitale-Nationale (03)	Atelier d'alphabétisation des Sourds de Québec	Alphabétisation	89 100	22 000	111 100
Capitale-Nationale (03)	Au trait d'union Québec	Lutte contre le décrochage scolaire	101 334		101 334
Capitale-Nationale (03)	Le Service de formation en alphabétisation de Charlevoix (La FAC)	Alphabétisation	98 443		98 443
Capitale-Nationale (03)	Alpha Stoneham	Alphabétisation	93 228		93 228
Capitale-Nationale (03)	Lis-moi tout Limoilou	Alphabétisation	113 354		113 354
Capitale-Nationale (03)	La Marée des Mots	Alphabétisation	101 193	25 000	126 193
Capitale-Nationale (03)	Centre solidarité jeunesse de Québec	Lutte contre le décrochage scolaire	45 575		45 575
Capitale-Nationale (03)	Le Conseil d'alphabétisation Laubach de la région de Québec inc. – Quebec City (Laubach) Reading Council	Alphabétisation	75 000		75 000
Capitale-Nationale (03)	Vallée-Jeunesse-Québec inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	75 000		75 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Capitale-Nationale (03)	Centre d'alphabétisation « L'Ardoise »	Alphabétisation	101 925		101 925
Capitale-Nationale (03)	JeunEssor Portneuf	Lutte contre le décrochage scolaire	92 500		92 500
Capitale-Nationale (03)	Atout-lire	Alphabétisation	125 008		125 008
Capitale-Nationale (03)	Les Œuvres de la Maison Dauphine inc.	École de la rue	94 240		94 240
Capitale-Nationale (03)	Groupe femmes, politique et démocratie	Formation	91 201		91 201
Capitale-Nationale (03)	Alphabeille Vanier	Alphabétisation	90 049		90 049
Sous-total :			**1 387 150**	**47 000**	**1 434 150**
Nombre d'organismes :			**15**	**2**	**15**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Mauricie (04)	Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)	Formation	100 000	25 000	125 000
Mauricie (04)	Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)	Alphabétisation	134 000	33 000	167 000
Mauricie (04)	Ebyôn	Alphabétisation	76 001	15 900	91 901
Mauricie (04)	Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac	Alphabétisation	93 228		93 228
Mauricie (04)	La Clé en éducation populaire de Maskinongé	Alphabétisation	124 698		124 698
Mauricie (04)	Centre d'activités populaires et éducatives (C.A.P.E.)	Alphabétisation	89 772		89 772
Mauricie (04)	La Cité des Mots	Alphabétisation	97 000		97 000
Mauricie (04)	Autonomie Jeunesse inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	65 000		65 000
Mauricie (04)	Maison coup de pouce T.-R.	Lutte contre le décrochage scolaire	25 000		25 000
Sous-total :			**804 699**	**73 900**	**878 599**
Nombre d'organismes :			**9**	**3**	**9**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Estrie (05)	Centre de services éducatifs populaires du Haut Saint-François	Alphabétisation	93 228		93 228
Estrie (05)	Action Alpha	Alphabétisation	93 228		93 228
Estrie (05)	Centre d'éducation populaire de l'Estrie	Alphabétisation	142 169	27 000	169 169
Sous-total :			**328 625**	**27 000**	**355 625**
Nombre d'organismes :			**3**	**1**	**3**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montréal (06)	Service d'aide communautaire Anjou inc.	Alphabétisation	132 423		132 423
Montréal (06)	Centre de formation Jean-Paul Lemay	École de la rue	93 228		93 228
Montréal (06)	Mener autrement inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	75 000		75 000
Montréal (06)	Maison SAM X	École de la rue	59 815		59 815
Montréal (06)	Centre des lettres et des mots (CLEM)	Alphabétisation	114 415		114 415
Montréal (06)	Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes	Alphabétisation	96 268		96 268
Montréal (06)	Centre d'alphabétisation N-A Rive de Montréal	Alphabétisation	114 415	27 000	141 415
Montréal (06)	Centre Alpha Sainte-Anne (CASA)	Alphabétisation	52 272		52 272
Montréal (06)	Centre Alpha-Sourd	Alphabétisation	113 354		113 354

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montréal (06)	Déclic, initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes	Lutte contre le décrochage scolaire	80 000	40 000	120 000
Montréal (06)	Perspectives Jeunesse	Lutte contre le décrochage scolaire	65 000		65 000
Montréal (06)	Le Tour de lire	Alphabétisation	129 842		129 842
Montréal (06)	La Puce communautaire, Montréal inc.	Formation	96 268		96 268
Montréal (06)	Centre D.E.B.A.T. Montréal (Développement de l'éducation de base au travail)	Alphabétisation	96 268		96 268
Montréal (06)	REVDEC	Lutte contre le décrochage scolaire	100 000		100 000
Montréal (06)	Je Passe Partout services de soutien scolaire et d'intervention familiale	Lutte contre le décrochage scolaire	105 000	25 000	130 000
Montréal (06)	Alphabétisation sans limite – Literacy unlimited	Alphabétisation	87 653		87 653
Montréal (06)	Équipe R. D. P.	Lutte contre le décrochage scolaire	111 677		111 677

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montréal (06)	Le regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec	Alphabétisation Regroupement	280 294	35 000	315 294
Montréal (06)	Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales (CHAIS)	Alphabétisation	104 952		104 952
Montréal (06)	Le Centre d'alphabétisation de Villeray : La Jarnigoine inc.	Alphabétisation	109 117		109 117
Montréal (06)	Motivation-Jeunesse 16/18 inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	101 334		101 334
Montréal (06)	Communautique	Formation	101 334	36 000	137 334
Montréal (06)	Association pour la réussite éducative des jeunes d'origine haïtienne du Québec (AREJ)	Lutte contre le décrochage scolaire	65 000		65 000
Montréal (06)	Centre de formation populaire C.F.P.	Formation	105 000		105 000
Montréal (06)	Centre de lecture et d'écriture (Clé Montréal)	Alphabétisation	112 680		112 680

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montréal (06)	ROCQLD, Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage	Lutte contre le décrochage scolaire Regroupement	159 000	38 000	197 000
Montréal (06)	Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie	Formation	55 575	42 000	97 575
Montréal (06)	Association Jamaïquaine de Montréal inc.	Alphabétisation	93 228		93 228
Montréal (06)	Centre Alpha-Sourd Anglo	Alphabétisation	67 187		67 187
Montréal (06)	Un Mondalire	Alphabétisation	112 680		112 680
Montréal (06)	Centre de liaison pour l'éducation et les ressources culturelles (CLERC)	Alphabétisation	93 228		93 228
Montréal (06)	Je Réussis	Lutte contre le décrochage scolaire	96 268		96 268
Montréal (06)	Lettres en main	Alphabétisation	109 117	25 000	134 117
Montréal (06)	Centre St-Pierre	Formation	107 912	37 700	145 612

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montréal (06)	Relais-Femmes	Formation	101 334	36 000	137 334
Montréal (06)	Atelier des lettres en alphabétisation de Centre-Sud	Alphabétisation	109 117		109 117
Montréal (06)	Carrefour de participation ressourcement et formation C.P.R.F.	Formation	105 000	35 000	140 000
Montréal (06)	Le Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri	Alphabétisation	229 319		229 319
Montréal (06)	Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles	Alphabétisation	211 774		211 774
Montréal (06)	C.E.L.A.M. (Conseil pour l'enseignement de la lecture aux analphabètes de Montréal)	Alphabétisation	84 751	18 000	102 751
Montréal (06)	Bénévoles en alphabétisation du Québec (BAQ) – Literacy Volunteers of Québec (LVQ)	Alphabétisation Regroupement	80 000		80 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montréal (06)	Milieu éducatif La Source	Lutte contre le décrochage scolaire	101 334		101 334
Montréal (06)	Les scientifines	Lutte contre le décrochage scolaire	60 575		60 575
Montréal (06)	Centre d'Aide à la Réussite et au Développement C.A.R.D.	Lutte contre le décrochage scolaire	50 000		50 000
Montréal (06)	L'Ancre des Jeunes	Lutte contre le décrochage scolaire	105 000	21 000	126 000
Montréal (06)	Toujours ensemble inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	75 000		75 000
Montréal (06)	Maison d'Haïti	Alphabétisation	109 117		109 117
Montréal (06)	Collectif d'animation urbaine L'autre Montréal	Formation	70 000		70 000
Montréal (06)	Le Centre des organismes communautaires – The Centre For Community Organizations	Formation	101 334	20 000	121 334
Sous-total :			**5 190 459**	**435 700**	**5 626 159**
Nombre d'organismes :			**50**	**14**	**50**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Outaouais (07)	Le vent dans les lettres inc.	Alphabétisation	96 268		96 268
Outaouais (07)	Le Tremplin des lecteurs	Alphabétisation	85 000		85 000
Outaouais (07)	Centre d'éducation de base dans l'Outaouais (CEBO)	Alphabétisation	75 000		75 000
Outaouais (07)	Vallée-Jeunesse (1997) inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	101 334	25 000	126 334
Outaouais (07)	L'Association de l'Ouïe de l'Outaouais (ADOO)	Alphabétisation	70 000		70 000
Outaouais (07)	Centre Alpha Papineau	Alphabétisation	98 201		98 201
Outaouais (07)	Atelier d'éducation populaire	Alphabétisation	83 095		83 095
Outaouais (07)	Conseil d'alphabétisation de l'ouest du Québec – The Western Quebec Literacy Council	Alphabétisation	85 000		85 000
Outaouais (07)	Le jardin éducatif du Pontiac	Lutte contre le décrochage scolaire	50 000		50 000
Sous-total :			**743 898**	**25 000**	**768 898**
Nombre d'organismes :			**9**	**1**	**9**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Abitibi-Témiscamingue (08)	Centre de Croissance d'Abitibi-Ouest inc.	Alphabétisation	93 228		93 228
Abitibi-Témiscamingue (08)	Association des parents d'enfants handicapés du Témiscamingue	Alphabétisation	80 000		80 000
Abitibi-Témiscamingue (08)	Association des projets éducatifs du Témiscamingue (APET)	Alphabétisation	89 537	9 700	99 237
Abitibi-Témiscamingue (08)	Alpha-Témis	Alphabétisation	76 001		76 001
Abitibi-Témiscamingue (08)	Corporation concept alpha de Rouyn-Noranda	Alphabétisation	93 228		93 228
Abitibi-Témiscamingue (08)	CAFA, Centre d'animation, de formation et d'accompagnement	Formation	100 000		100 000
Sous-total :			**531 994**	**9 700**	**541 694**
Nombre d'organismes :			**6**	**1**	**6**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Côte-Nord (09)	POPCO inc.	Alphabétisation	92 000		92 000
Côte-Nord (09)	Centre Alpha Lira inc.	Alphabétisation	115 941		115 941
Côte-Nord (09)	Maison alpha ABC Côte-Nord	Alphabétisation	75 000		75 000
Côte-Nord (09)	Plaisir de lire inc.	Alphabétisation	86 134		86 134
Sous-total :			**369 075**		**369 075**
Nombre d'organismes :			**4**		**4**
Nord-du-Québec (10)	Regroupement de « Bouches à Oreilles »	Alphabétisation	107 500		107 500
Sous-total :			**107 500**		**107 500**
Nombre d'organisme :			**1**		**1**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	Le Plaisir des Mots	Alphabétisation	71 120		71 120
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	Centre Alpha Rocher-Percé	Alphabétisation	85 000		85 000
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	Conseil de la Gaspésie pour l'alphabétisme, Gaspesie Literacy Council	Alphabétisation	73 180		73 180
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	Pouvoir des mots Gaspé	Alphabétisation	103 820		103 820
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	Les bouts de papier de La Haute-Gaspésie	Alphabétisation	80 750		80 750
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	Développement Communautaire Unîle inc.	Alphabétisation	105 970		105 970
Sous-total :			**519 840**		**519 840**
Nombre d'organismes :			**6**		**6**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Chaudière-Appalaches (12)	Alphare	Alphabétisation	97 463		97 463
Chaudière-Appalaches (12)	Groupe Alpha des Etchemins	Alphabétisation	101 334		101 334
Chaudière-Appalaches (12)	Alpha Bellechasse	Alphabétisation	97 000		97 000
Chaudière-Appalaches (12)	L'A B C des Hauts plateaux Montmagny-l'Islet	Alphabétisation	100 000		100 000
Chaudière-Appalaches (12)	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	Alphabétisation	101 334	36 000	137 334
Chaudière-Appalaches (12)	Apprendre autrement	Alphabétisation	99 500	26 500	126 000
Chaudière-Appalaches (12)	Alpha-Entraide des Chutes-de-la-Chaudière	Alphabétisation	93 228		93 228
Chaudière-Appalaches (12)	La Clé de l'Alpha	Alphabétisation	93 228		93 228
Chaudière-Appalaches (12)	ABC Lotbinière	Alphabétisation	97 000		97 000
Sous-total :			**880 087**	**62 500**	**942 587**
Nombre d'organismes :			**9**	**2**	**9**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Laval (13)	Centre Lire-Écrire – The Learning Exchange	Alphabétisation	93 228		93 228
Laval (13)	Le Groupe Alpha Laval	Alphabétisation	158 245		158 245
Laval (13)	Au Jardin de la famille de Fabreville inc.	Alphabétisation	93 228		93 228
Laval (13)	Diapason-Jeunesse	Lutte contre le décrochage scolaire	101 334		101 334
Sous-total :			**446 035**		**446 035**
Nombre d'organismes :			**4**		**4**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Lanaudière (14)	Centre d'alphabétisation populaire Matawinie Est	Alphabétisation	97 000		97 000
Lanaudière (14)	Au Bord des Mots	Alphabétisation	93 228		93 228
Lanaudière (14)	Groupe Populaire Déclic	Alphabétisation	100 642		100 642
Lanaudière (14)	Action dignité Lanaudière	Alphabétisation	101 334		101 334
Lanaudière (14)	Centre régional de formation de Lanaudière	Formation	100 000	10 000	110 000
Lanaudière (14)	Coalition des organismes communautaires autonomes de formation	Formation Regroupement	41 347	10 000	51 347
Lanaudière (14)	Coopérative de services multiples de Lanaudière	Alphabétisation	142 643		142 643
Lanaudière (14)	A B C des Manoirs	Alphabétisation	95 000		95 000
Sous-total :			**771 194**	**20 000**	**791 194**
Nombre d'organismes :			**8**	**2**	**8**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Laurentides (15)	Conseil d'alphabétisation Laurentien inc.– Laurentian Literacy Council inc.	Alphabétisation	70 934		70 934
Laurentides (15)	Maison populaire d'Argenteuil	Alphabétisation	117 908		117 908
Laurentides (15)	Association Alpha-Laurentides	Alphabétisation	89 150		89 150
Laurentides (15)	Centre d'Alphabétisation Populaire des Patriotes	Alphabétisation	93 228		93 228
Laurentides (15)	La Maison des Mots des Basses-Laurentides	Alphabétisation	105 939		105 939
Laurentides (15)	Centre de prévention du décrochage scolaire Oméga	Lutte contre le décrochage scolaire	55 575		55 575
Laurentides (15)	La Griffe d'alpha	Alphabétisation	100 000		100 000
Laurentides (15)	Le Coin Alpha	Alphabétisation	107 452		107 452
Sous-total :			**740 186**		**740 186**
Nombre d'organismes :			**8**		**8**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montérégie (16)	Les Grands Débrouillards de Valleyfield	Alphabétisation	93 228		93 228
Montérégie (16)	Conseil de l'alphabétisation de Yamaska – Yamaska Literacy Council	Alphabétisation	83 601	15 500	99 101
Montérégie (16)	L'EDA (l'Éducation des adultes en français de base)	Alphabétisation	80 000		80 000
Montérégie (16)	Le Sac à Mots	Alphabétisation	93 228		93 228
Montérégie (16)	Le Comité d'entraide populaire de Châteauguay (CEP)	Alphabétisation	85 000		85 000
Montérégie (16)	Alphabétisation de Châteauguay Valley	Alphabétisation	60 000		60 000
Montérégie (16)	Alpha Haute-Yamaska inc.	Alphabétisation	78 840		78 840
Montérégie (16)	Au coeur des mots	Alphabétisation	92 000		92 000
Montérégie (16)	Centre de formation de Huntingdon	Alphabétisation	67 954		67 954

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montérégie (16)	Comité d'alphabétisation locale Marieville (CALM)	Alphabétisation	76 001		76 001
Montérégie (16)	Bénado inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	65 000		65 000
Montérégie (16)	Le Conseil de lecture de la Rive-sud – South Shore Reading Council	Alphabétisation	76 500		76 500
Montérégie (16)	Alphabétisation Iota	Alphabétisation	97 500		97 500
Montérégie (16)	L'Écrit tôt de Saint-Hubert	Alphabétisation	110 177		110 177
Montérégie (16)	Macadam Sud	École de la rue	83 609		83 609
Montérégie (16)	La Boîte à lettres de Longueuil	Alphabétisation	119 710		119 710
Montérégie (16)	La Maison de Jonathan inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	75 000		75 000
Montérégie (16)	Le Fablier, une histoire de familles	Alphabétisation	101 180		101 180

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Montérégie (16)	L'Ardoise du Bas-Richelieu	Alphabétisation	93 228		93 228
Montérégie (16)	Aide pédagogique aux adultes, aux jeunes APAJ	Alphabétisation	93 228		93 228
Montérégie (16)	Centre Alpha-Sourd Rive Sud	Alphabétisation	93 228		93 228
Montérégie (16)	La Porte Ouverte (Centre d'alphabétisation et de francisation du Haut-Richelieu)	Alphabétisation	97 463		97 463
Montérégie (16)	La Clé des mots	Alphabétisation	99 000		99 000
Montérégie (16)	La magie des mots	Alphabétisation	93 228		93 228
Montérégie (16)	Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Lutte contre le décrochage scolaire	85 000		85 000
Montérégie (16)	Comquat inc.	Alphabétisation	93 228		93 228
Sous-total :			**2 286 131**	**15 500**	**2 301 631**
Nombre d'organismes :			**26**	**1**	**26**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Subventions versées aux organismes pour le soutien à la mission globale et par projet en 2012-2013 par région

Région	Organisme	Champ d'activités	Mission globale	Projet	TOTAL
			Subvention récurrente	Subvention non récurrente	
			$	$	$
Centre-du-Québec (17)	Éduco-pop des Bois-Francs	Alphabétisation	90 000		90 000
Centre-du-Québec (17)	Répit Jeunesse	École de la rue	92 000	13 500	105 500
Centre-du-Québec (17)	Le refuge La Piaule du Centre du Québec Inc.	École de la rue	59 815		59 815
Centre-du-Québec (17)	Ludolettre	Alphabétisation	93 228		93 228
Centre-du-Québec (17)	Alpha-Nicolet (Service d'éducation populaire en alphabétisation)	Alphabétisation	102 226	20 000	122 226
Sous-total :			**437 269**	**33 500**	**470 769**
Nombre d'organismes :			**5**	**2**	**5**
Total de l'ensemble des			**17 036 621**	**800 000**	**17 836 621**
Nombre total d'organismes :			**180**	**32**	**180**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Crédits consentis par le ministère au programme d'enseignement des langues d'origine, au programme concentration ethnique et au programme d'accueil et de soutien à l'apprentissage du français pour les élèves non-francophones en 2012-2013.

RÉPONSE

À compter de l'année scolaire 2012-2013, les crédits consentis pour ces trois programmes sont regroupés au sein d'une même allocation pour l'accueil et la francisation.

Crédits consentis par le MELS	**2012-2013**
Allocation pour l'accueil et la francisation	49,50 M$

N° : 68

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Liste des instances régionales de concertation interministérielle et détails de leurs actions respectives. Bilan de leurs interventions pour 2012-2013.

RÉPONSE

L'annexe ci-jointe précise les comités interministériels découlant des plans d'action gouvernementaux.

Le tableau comporte trois sections :

- la première section identifie le comité et précise son mandat;
- la deuxième présente leurs actions respectives;
- la troisième précise le nom de l'organisme responsable de rédiger le bilan et le moment où le bilan est produit.

Il est à noter qu'étant donné la période de l'année, aucun bilan n'est disponible pour 2012-2013.

Ces comités sont présents dans toutes les régions administratives, à l'exception du Plan interministériel sur l'itinérance 2010-2013 qui n'est présent qu'à Montréal, en Outaouais, à Sherbrooke, en Mauricie et à Québec.

Instances régionales de concertation interministérielles
Année 2012-2013

Instances régionales de concertation	Actions respectives	Bilan 2012-2013
Conférence administrative régionale Mandat : • favoriser la concertation interministérielle régionale; • partager des informations; • favoriser la collaboration interministérielle.	Présentation des stratégies gouvernementales, notamment le plan d'action sur l'occupation du territoire et le plan d'action gouvernemental sur la solidarité et l'inclusion sociale. Rencontre annuelle de partage d'informations avec le ministre responsable de la région (dans certaines régions).	Le bilan est sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.
Comité MSSS/MELS (Ministère de la Santé et des Services sociaux et ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport) Mandat : • consolider la concertation régionale MSSS-MELS; • établir un plan régional des actions en tenant compte des priorités nationales.	Supervision de la mise en œuvre des actions ciblées régionalement.	Le bilan conjoint sera réalisé au printemps 2013 par l'Agence de santé et la direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
Comité régional du Plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie Mandat : • favoriser l'harmonisation et la concertation des diverses instances régionales; • dresser le portrait, établir les enjeux régionaux, préparer et mettre en œuvre un plan de déploiement régional.	Approbation des plans des comités d'action locaux. Suivi des projets régionaux. Partage d'informations.	Le bilan annuel sera préparé par la Direction de la santé publique en collaboration avec les partenaires régionaux concernés.

Instances régionales de concertation interministérielles
Année 2012-2013

Groupe-relais Plan d'action pour contrer la violence à l'école. Mandat : • soutien aux partenaires régionaux pour les outiller dans la prévention et le traitement de l'intimidation et de la violence à l'école; • partage des meilleures pratiques en vigueur dans les milieux scolaires.	Supervision de la mise en œuvre des actions ciblées régionalement. Suivi des mesures du plan d'action pour contrer la violence à l'école. Échanges d'information sur les meilleures pratiques.	Le bilan sera réalisé par la direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en mai 2013.
Organisation régionale de la sécurité civile Mandat : • définir et mettre en place le plan d'intervention régional en cas de sinistre majeur; • partager les pratiques mises en place lors des situations de sinistres.	Révision et bonification du plan d'intervention régional en cas de sinistre majeur. Partage d'information. Exercice annuel (simulation de sinistre majeur) dans certaines régions.	Le bilan est sous la responsabilité de l'organisation régionale de la sécurité civile et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport contribue à sa réalisation.
Comité directeur régional de l'Engagement jeunesse Mandat : • favoriser la concertation des différents ministères et des partenaires concernés à l'arrimage des services offerts aux jeunes; • déterminer les actions communes pouvant être mises en place.	Détermination et suivi d'un plan d'action régional en vue d'assurer la continuité des services auprès des jeunes. Participation au projet-pilote du Plan de cheminement vers l'autonomie.	Le bilan est sous la responsabilité de la ressource embauchée spécifiquement pour l'Engagement jeunesse. Cette personne est sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme qui aura été désigné par le comité pour procéder à son embauche.

Instances régionales de concertation interministérielles
Année 2012-2013

Comité régional pour l'intégration au travail des personnes handicapées Mandat : • renforcer les actions locales visant à favoriser l'intégration et le maintien au travail des personnes handicapées.	Accompagnement des élèves handicapés selon les projets développés dans les différentes régions (en vue de favoriser leur diplomation ou leur qualification.	Le bilan sera réalisé chaque mois de juin par l'Office des personnes handicapées du Québec.
Conseil régional des partenaires du marché du travail Mandat : • définir les grands enjeux régionaux du marché du travail; • établir le plan d'action annuel et répartir les ressources entre les centres locaux d'emploi; • collaborer aux travaux de la Commission des partenaires du marché du travail.	Organisation de la tournée régionale sur l'adéquation formation-emploi. Consultation les partenaires régionaux sur la priorisation des professions identifiées par la Commission des partenaires du marché du travail.	Le bilan sera réalisé en juin par Emploi-Québec.
Table régionale d'éducation interordres Mandat : • identifier les grands enjeux régionaux en matière d'éducation; • amorcer la mise en place d'actions concrètes interordres appropriées pour solutionner les problématiques identifiées; • assurer la représentation du milieu de l'éducation aux différentes instances régionales.	Mise en œuvre du plan d'aménagement de la formation professionnelle et technique. Coordination des travaux régionaux en lien avec l'entente spécifique sur la persévérance et la réussite éducative.	Le bilan par région sera réalisé par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en juin 2013.

Instances régionales de concertation interministérielles
Année 2012-2013

Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013 Mandat : • faciliter la collaboration entre le coordonnateur et les organismes régionaux concernés par l'itinérance; • cibler les pistes d'action prioritaires et en assurer le suivi; • faire des recommandations, au besoin, aux membres de la Table interministérielle en itinérance quant aux difficultés nécessitant une intervention des autorités nationales.	Élaboration d'un état de situation de l'itinérance. Révision et renforcement des services.	Le bilan est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport collabore à sa réalisation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des programmes identifiés par le MELS entre lesquels des passerelles, entre le niveau secondaire et collégial, sont possibles.

RÉPONSE

Parmi les 133 programmes d'études professionnelles conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles (DEP), 26 programmes en lien avec 27 programmes d'études techniques conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ont permis de développer 29 parcours de continuité de formation. Un même programme d'études peut servir à développer plus d'un parcours de continuité, par exemple, le programme 5221–Procédé infographique est en lien avec le DEC 412.A0–Techniques de bureautique et en lien avec le DEC–570.A0 Graphisme.

La liste en annexe fait part des 26 programmes d'études professionnelles et des 27 programmes d'études techniques touchés par les 29 parcours de continuité. On y trouve aussi la liste des consortiums qui développent et mettent en œuvre ces parcours.

Le financement du développement des parcours de continuité est assumé par la mesure 57-650 Soutien et développement de la formation technique.

N° : 69
ANNEXE

LISTE DES PARCOURS DE CONTINUITÉ DE FORMATION DÉSIGNÉS PAR LE MINISTÈRE ET DES CONSORTIUMS DÉSIGNÉS PAR LA MINISTRE

Secteur de formation : 01 – Administration, commerce et informatique

5212 412.A0	Secrétariat 06-07 Techniques de bureautique Voie de spécialisation : Coordination du travail de bureau	Service régional de l'Outaouais et Cégep de l'Outaouais
5212 412.A0	Secrétariat 06-07 Techniques de bureautique Voie de spécialisation : Micro-édition et hypermédia	CS de Montréal et Cégep de Rosemont
5221 412.A0	Procédés infographiques 07-08 Techniques de bureautique Voie de spécialisation : Micro-édition et hypermédia	CS de la Pointe-de-l'Île et Cégep de Rosemont
5229 420.A0	Soutien informatique 07-08 Techniques de l'informatique Voie de spécialisation : Informatique de gestion	CS des Grandes-Seigneuries et Cégep de Valleyfield
5229 420.A0	Soutien informatique Expérimentation 02-03 Techniques de l'informatique Voie de spécialisation : Gestion de réseaux informatiques	CS de Montréal et Cégep de Rosemont
5229 420.A0	Soutien informatique Élargissement – expérimentation 06-07 Techniques de l'informatique Voie de spécialisation : Gestion de réseaux informatiques	CS des Premières-Seigneuries et Cégep de Limoilou
5231 410.B0	Comptabilité Expérimentation 02-03 Techniques de comptabilité et de gestion	CS des Rives-du-Saguenay et Cégep de Chicoutimi

Secteur de formation : 02 – Agriculture et pêches

5167 152.A0	Production laitière 06-07 Gestion et exploitation d'entreprise agricole Voie de spécialisation : productions animales	CS de Saint-Hyacinthe et Institut de technologie agroalimentaire, Campus Saint-Hyacinthe
5210 152.A0	Production horticole 07-08 Gestion et exploitation d'entreprise agricole Voie de spécialisation : productions végétales	CS de la Riveraine et Cégep de Victoriaville
5254 152.A0	Grandes cultures 08-09 Gestion et exploitation d'entreprise agricole, voie de spécialisation : productions végétales	CS de la Vallée-des-Tisserands et Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Secteur de formation : 03 – Alimentation et tourisme

5311 430.B0	Cuisine 07-08 Gestion d'un établissement de restauration	CS de la Pointe-de-l'Île et Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
5236 414.A0	Vente de voyages 08-09 Techniques de tourisme, voie de spécialisation : développement et promotion de produits du voyage	CS de Laval et Cégep Montmorency

Secteur de formation : 04 – Arts

5085 573.A0	Bijouterie-joaillerie 08-09 Techniques de métiers d'arts, voie de spécialisation : joaillerie	CS des Découvreurs et Cégep de Limoilou

Secteur de formation : 05 – Bois et matériaux connexes

5030 233.B0	Ébénisterie 06-07 Techniques du meuble et d'ébénisterie	CS des Affluents et Cégep de Victoriaville

Secteur de formation : 07 – Bâtiments et travaux publics

5315 221.C0	Réfrigération 07-08 Technologie de la mécanique du bâtiment	CS de la Jonquière et Cégep de Jonquière

5250 221.A0	Dessin de bâtiment 07-08 Technologie de l'architecture	CS de l'Énergie et Cégep de Trois-Rivières

Secteur de formation : 09 – Électronique

5281 243.C0	Électromécanique de systèmes automatisés 06-07 Technologie de l'électronique industrielle	CS du Val-des-Cerfs et Cégep de Granby-Haute-Yamaska
5266 243.B0	Installation et réparation d'équipement de télécommunication 07-08 Technologie de l'électronique Voie de spécialisation : Télécommunication	CS des Phares et Cégep de Rimouski

Secteur de formation : 11 – Fabrication mécanique

5223 241.A0	Techniques d'usinage Expérimentation 02-03 Techniques de génie mécanique	CS des Chênes et Cégep de Drummondville
5223 241.A0	Techniques d'usinage Élargissement-expérimentation 06-07 Techniques de génie mécanique	CS de la Beauce-Etchemin et Cégep de Thetford
5225 241.A0	Dessin industriel 06-07 Techniques de génie mécanique	CS des Chênes et Cégep de Drummondville
5223 241.A0	Techniques d'usinage Élargissement 11-12 Techniques de génie mécanique	CS de Montréal et Cégep de Saint-Laurent

Secteur de formation : 12 – Foresterie et papier

5306 190.B0	Aménagement de la forêt 06-07 Technologie forestière	CS Harricana et Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
5262 232.A0	Pâtes et papiers – Opérations 08-09 Technologie des pâtes et papiers	CS de Portneuf et Cégep de Trois-Rivières

Secteur de formation : 13 – Communications et documentation

5221 570.A0	Procédés infographiques 07-08 Graphisme	CS de la Beauce-Etchemin et Cégep de Sainte-Foy
5221 581.A0	Procédés infographiques 06-07 Infographie en préimpression	CS de la Pointe-de-l'Île et Collège Ahuntsic
5246 581.B0	Imprimerie 06-07 Techniques de l'impression	CS de la Pointe-de-l'Île et Collège Ahuntsic

Secteur de formation : 14 – Mécanique d'entretien

5260 241.D0	Mécanique industrielle de construction et d'entretien 07-08 Technologie de maintenance industrielle	CS des Sommets, CS de la Région-de-Sherbrooke et Cégep de Sherbrooke
5281 241.D0	Électromécanique de systèmes automatisés 06-07 Technologie de maintenance industrielle	CS de la Région-de-Sherbrooke, CS des Sommets et Cégep de Sherbrooke

29 parcours de continuité de formation

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe opposition

QUESTION

Nombre d'inscriptions, par commission scolaire, dans les programmes d'alternance travail-études en 2012-2013.

RÉPONSE

Le nombre d'inscriptions dans les programmes d'alternance travail-études pour l'année scolaire 2012-2013 n'est pas disponible, car l'année scolaire se termine au 30 juin 2013.

Le tableau suivant présente le nombre d'élèves inscrits dans les programmes d'études menant à un diplôme d'études professionnelles (DEP) ou à une attestation de spécialisation professionnelle (ASP) offerts en alternance travail-études (ATE) pour 2011-2012.

Nombre d'inscriptions, par commission scolaire, dans les programmes offerts en alternance travail-études (ATE) pour 2011-2012[1]

Commission scolaire	Nombre d'élèves
711000 Monts-et-Marées, CS des	55
712000 Phares, CS des	128
713000 Fleuve-et-des-Lacs, CS du	5
714000 Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	152
721000 Pays-des-Bleuets, CS du	166
722000 Lac-Saint-Jean, CS du	78
723000 Rives-du-Saguenay, CS des	306
724000 Jonquière, CS de la	211
731000 Charlevoix, CS de	59
732000 Capitale, CS de la	321
733000 Découvreurs, CS des	905
734000 Premières-Seigneuries, CS des	479
735000 Portneuf, CS de	82
741000 Chemin-du-Roy, CS du	312
742000 Énergie, CS de l'	284
751000 Hauts-Cantons, CS des	130
752000 Région-de-Sherbrooke, CS de la	102
753000 Sommets, CS des	111
761000 Pointe-de-l'Île, CS de la	0
762000 Montréal, CS de	393
763000 Marguerite-Bourgeoys, CS	471
771000 Draveurs, CS des	75
772000 Portages-de-l'Outaouais, CS des	0
773000 Coeur-des-Vallées, CS au	122
774000 Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0
781000 Lac-Témiscamingue, CS du	10
782000 Rouyn-Noranda, CS de	26
783000 Harricana, CS	37
784000 Or-et-des-Bois, CS de l'	384
785000 Lac-Abitibi, CS du	165
791000 Estuaire, CS de l'	555

[1] La Direction générale du financement et de l'équipement produit six bilans par année scolaire. Les données présentées dans ce tableau proviennent du cinquième bilan produit le 6 décembre 2012. Il se peut donc que les données varient légèrement à la suite de la production du bilan final qui aura lieu au cours de l'été 2013.

Commission scolaire	Nombre d'élèves
801000 Baie-James, CS de la	14
812000 Chic-Chocs, CS des	25
813000 René-Lévesque, CS	11
821000 Côte-du-Sud, CS de la	191
822000 Appalaches, CS des	0
823000 Beauce-Etchemin, CS de	323
824 000 Navigateurs, CS des	31
831000 Laval, CS de	419
841 000 Affluents, CS des	315
842 000 Samares, CS des	210
851000 Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	704
852000 Rivière-du-Nord, CS de la	265
853000 Laurentides, CS des	110
854000 Pierre-Neveu, CS	249
861000 Sorel-Tracy, CS de	0
862000 Saint-Hyacinthe, CS de	209
863000 Hautes-Rivières, CS des	72
864000 Marie-Victorin, CS	166
865 000 Patriotes, CS des	125
866000 Val-des-Cerfs, CS du	76
867000 Grandes-Seigneuries, CS des	330
868000 Vallée-des-Tisserands, CS de la	67
871000 Riveraine, CS de la	110
872000 Bois-Francs, CS des	58
873000 Chênes, CS des	15
881000 Central Québec, CS	26
883000 Eastern Townships, CS	10
884000 Riverside, CS	8
885000 Sir-Wilfrid-Laurier, CS	28
887000 English-Montréal, CS	48
888000 Lester-B.-Pearson, CS	395
	10 734

N° : 71

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Admissions en soins infirmiers en formation professionnelle pour 2012-2013.

RÉPONSE

Le nombre d'inscriptions au programme d'études Santé, assistance et soins infirmiers - DEP 5325 (versions française et anglaise) pour l'année scolaire 2012-2013 n'est pas disponible, car l'année scolaire se termine au 30 juin 2013.

Le nombre d'inscriptions en 2011-2012 était de 9 845(données préliminaires).

N° : 72

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Liste des projets soumis et ventilation des subventions accordées en 2012-2013 dans le cadre du plan d'action pour un meilleur arrimage entre la formation professionnelle et technique.

RÉPONSE

En 2012-2013, il n'y a eu aucun appel d'offres; en conséquence, aucun projet n'a été soumis.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Portrait des « prêts de carte » entre commissions scolaires depuis 2004-2005 par commission scolaire.

RÉPONSE

Les dispositions de l'article 213 de la Loi sur l'instruction publique habilitent une commission scolaire à conclure, avec une autre commission scolaire, une entente pour rendre disponible une formation pour laquelle cette dernière ne dispose pas d'une autorisation en vertu de l'article 467 de la Loi.

Avant l'année scolaire 2010-2011, le Ministère n'avait aucune information précise sur les ententes entre commissions scolaires.

Depuis le 1er juillet 2010, date d'entrée en vigueur des Règles budgétaires 2010-2011, toutes les ententes conclues entre commissions scolaires doivent être autorisées par le Ministère.

Portrait des ententes entre commissions scolaires

Année scolaire	Ententes actives
2010-2011*	110
2011-2012**	100
2012-2013***	121

* Voir annexe 1
** Voir annexe 2
*** Voir annexe 3

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Ententes entre commissions scolaires 2010-2011
Classement par région administrative et par commission scolaire hôte

Organisme hôte / *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*
01 - BAS-SAINT-LAURENT		
Fleuve-et-des-Lacs, CS du		
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	01 Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	01 Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09 Estuaire, CS de l'
516899	Production de bovins de boucherie (DEP)	01 Phares, CS des
516799	Production laitière (DEP)	01 Phares, CS des
Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de		
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01 Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01 Fleuve-et-des-Lacs, CS du
526299	Pâtes et papiers - Opérations (DEP)	11 René-Lévesque, CS
523499	Soudage haute pression (ASP)	01 Phares, CS des
522999	Soutien informatique (DEP)	11 René-Lévesque, CS
Monts-et-Marées, CS des		
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	01 Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	01 Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01 Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01 Fleuve-et-des-Lacs, CS du
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	02 Pays-des-Bleuets, CS du
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09 Estuaire, CS de l'
528199	Électromécanique de systèmes automatisés (DEP)	11 Chic-Chocs, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	11 René-Lévesque, CS
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	11 René-Lévesque, CS
Nombre d'ententes pour cette région : 19		
02 - SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN		
De La Jonquière, CS		
514699	Mécanique de machines fixes (DEP)	03 Capitale, CS de la
Lac-Saint-Jean, CS du		
506899	Épilation à l'électricité (ASP)	02 Rives-du-Saguenay, CS des
526299	Pâtes et papiers - Opérations (DEP)	02 Rives-du-Saguenay, CS des
532099	Réalisation d'aménagements paysagers (DEP)	17 Riveraine, CS de la
522799	Secrétariat médical (ASP)	02 Rives-du-Saguenay, CS des
532199	Vente-conseil (DEP)	02 Pays-des-Bleuets, CS du
Pays-des-Bleuets, CS du		
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	02 Lac-Saint-Jean, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	02 Lac-Saint-Jean, CS du
515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	02 Rives-du-Saguenay, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	02 Lac-Saint-Jean, CS du
522799	Secrétariat médical (ASP)	02 Rives-du-Saguenay, CS des
522799	Secrétariat médical (ASP)	02 Rives-du-Saguenay, CS des
519499	Vente de pièces mécaniques et d'accessoires (DEP)	02 Rives-du-Saguenay, CS des

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte / *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
Rives-du-Saguenay, CS des			
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
503099	Ébénisterie (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
525899	Service-conseil à la clientèle en équipement motorisé (DEP)	15	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la
528999	Travail sylvicole (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
Nombre d'ententes pour cette région : 17			
03 - CAPITALE - NATIONALE			
Capitale, CS de la			
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière(DEP)	09	Estuaire, CS de l'
532299	Intervention en sécurité incendie (DEP)	13	Laval, CS de
Portneuf, CS de			
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	04	Énergie, CS de l'
525699	Production acéricole (DEP)	12	Côte-du-Sud, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 4			
04 - MAURICIE			
Chemin-du-Roy, CS du			
527099	Boulangerie (DEP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
528399	Réception en hôtellerie (DEP)	06	Marguerite-Bourgeoys, CS
531499	Sommellerie (ASP)	17	Chênes, CS des
Énergie, CS de l'			
515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	03	Capitale, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 4			
05 - ESTRIE			
Hauts-Cantons, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
Sommets, CS des			
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
523499	Soudage haute pression (ASP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 10			
06 -MONTRÉAL			
Marguerite-Bourgeoys, CS			
532499	Cuisine du marché (ASP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
532699	Photographie (DEP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
522699	Secrétariat juridique (ASP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
522799	Secrétariat médical (AS))	06	Pointe-de-l'Île, CS de la

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte / Programme / Filière		*Région / Organisme autorisé*	
Pointe-de-l'Île, CS de la			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	06	Marguerite-Bourgeoys, CS
Nombre d'ententes pour cette région : 5			
07 - OUTAOUAIS			
Coeur-des-Vallées, CS au			
528799	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
Draveurs, CS des			
521199	Entretien général d'immeubles (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
517299	Réparation d'appareils au gaz naturel (ASP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des			
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
Portages-de-l'Outaouais, CS des			
530999	Gestion d'une entreprise de la construction (ASP)	12	Navigateurs, CS des
Western Québec, CS			
581999	Carpentry (DEP)	16	New Frontiers, CS
Nombre d'ententes pour cette région : 7			
09 - CÔTE-NORD			
Estuaire, CS de l'			
522099	Conduite d'engins de chantier (DEP)	12	Navigateurs, CS des
505599	Mécanique d'engins de chantier(DEP)	09	Fer, CS du
Fer, CS du			
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
508899	Sciage (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
Littoral, CS du			
573199	Accounting (DEP)	16	Riverside, CS
582599	Health, Assistance and Nursing (DEP)	16	Riverside, CS
Moyenne-Côte-Nord, CS de la			
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	09	Fer, CS du
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	09	Fer, CS du
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
521299	Secrétariat (DEP)	09	Fer, CS du
Nombre d'ententes pour cette région : 10			

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
11 -GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE			
Chic-Chocs, CS des			
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	11	René-Lévesque, CS
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	11	René-Lévesque, CS
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	11	René-Lévesque, CS
Eastern Shores, CS			
581999	Carpentry (DEP)	16	New Frontiers, CS
581999	Carpentry (DEP)	16	New Frontiers, CS
Îles, CS des			
526899	Boucherie de détail (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de
René-Lévesque, CS			
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	01	Phares, CS des
Nombre d'ententes pour cette région : 7			
12 - CHAUDIÈRE - APPALACHES			
Appalaches, CS des			
520399	Fonderie (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
Beauce-Etchemin, CS de la			
531199	Cuisine (DEP)	12	Côte-du-Sud, CS de la
522799	Secrétariat médical (ASP)	03	Premières-Seigneuries, CS des
Navigateurs, CS des			
506899	Épilation à l'électricité (ASP)	03	Capitale, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 4			
13 - LAVAL			
Laval, CS de			
525899	Service-conseil à la clientèle en équipement motorisé (DEP)	15	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 1			
14 - LANAUDIÈRE			
Samares, CS des			
530699	Aménagement de la forêt (DEP)	15	Pierre-Neveu, CS
523499	Soudage haute pression (ASP)	13	Laval, CS de
Nombre d'ententes pour cette région : 2			
15 - LAURENTIDES			
Laurentides, CS des			
522799	Secrétariat médical (ASP)	13	Laval, CS de
Rivière-du-Nord, CS de la			
576099	Industrial Construction and Maintenance Mechanics (DEP)	13	Sir-Wilfrid-Laurier, CS
522699	Secrétariat juridique (ASP)	13	Laval, CS de

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte / Programme / Filière		*Région / Organisme autorisé*	
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la			
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	15	Rivière-du-Nord, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 4			
16 - MONTÉRÉGIE			
New Frontiers, CS			
582599	Health, Assistance and Nursing (DEP)	16	Riverside, CS
Patriotes, CS des			
528799	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	16	Sorel-Tracy, CS de
Vallée-des-Tisserands, CS de la			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	16	Grandes-Seigneuries, CS des
Nombre d'ententes pour cette région : 3			
17 - CENTRE-DU-QUÉBEC			
Bois-Francs, CS des			
524599	Coiffure (DEP)	17	Chênes, CS des
531199	Cuisine (DEP)	17	Chênes, CS des
503599	Esthétique (DEP)	17	Chênes, CS des
519599	Soudage-montage (DEP)	17	Chênes, CS des
522399	Techniques d'usinage (DEP)	17	Chênes, CS des
Chênes, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
528799	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
532199	Vente-conseil (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
Riveraine, CS de la			
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
530999	Gestion d'une entreprise de la construction (ASP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
514699	Mécanique de machines fixes (DEP)	03	Capitale, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 13			

Nombre d'ententes pour l'ensemble des régions : 110

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Ententes entre commissions scolaires 2011-2012

Classement par région administrative et par commission scolaire hôte

Organisme hôte / *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
01 - BAS-SAINT-LAURENT			
Fleuve-et-des-Lacs, CS du			
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	01	Monts-et-Marées, CS des
516899	Production de bovins de boucherie (DEP)	01	Phares, CS des
516799	Production laitière (DEP)	01	Phares, CS des
Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de			
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
526299	Pâtes et papiers - Opérations (DEP)	11	René-Lévesque, CS
523499	Soudage haute pression (ASP)	01	Phares, CS des
522999	Soutien informatique (DEP)	11	René-Lévesque, CS
Monts-et-Marées, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
531199	Cuisine	11	Chic-Chocs, CS des
528199	Électromécanique de systèmes automatisés (DEP)	11	Chic-Chocs, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	11	René-Lévesque, CS
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	11	René-Lévesque, CS
Phares, CS des			
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	11	René-Lévesque, CS
531099	Opération d'équipements de production (DEP)	01	Monts-et-Marées, CS des
Nombre d'ententes pour cette région : 20			
02 - SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN			
Lac-Saint-Jean, CS du			
506899	Épilation à l'électricité (ASP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
532699	Photographie (DEP)	03	Découvreurs, CS des
532099	Réalisation d'aménagements paysagers (DEP)	17	Riveraine, CS de la
522799	Secrétariat médical (ASP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
532199	Vente-conseil (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
Pays-des-Bleuets, CS du			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	02	De La Jonquière, CS
515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
517999	Protection et exploitation de territoires fauniques (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
522799	Secrétariat médical (ASP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
519499	Vente de pièces mécaniques et d'accessoires (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des

Rives-du-Saguenay, CS des

527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
503099	Ébénisterie (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
508899	Sciage (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
525899	Service-conseil à la clientèle en équipement motorisé (DEP)	15	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la
528999	Travail sylvicole (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du

Nombre d'ententes pour cette région : 13

03 - CAPITALE - NATIONALE

Capitale, CS de la

527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP	09	Estuaire, CS de l'
532299	Intervention en sécurité incendie (DEP)	13	Laval, CS de

Portneuf, CS de

525699	Production acéricole (DEP)	12	Côte-du-Sud, CS de la
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	03	Premières-Seigneuries, CS des

Nombre d'ententes pour cette région : 4

04 - MAURICIE

Chemin-du-Roy, CS du

527099	Boulangerie (DEP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
503099	Ébénisterie (DEP)	03	Capitale, CS de la
530799	Montage mécanique en aérospatiale (DEP)	06	Montréal, CS de
528399	Réception en hôtellerie (DEP)	06	Marguerite-Bourgeoys, CS
522699	Secrétariat juridique (ASP)	17	Chênes, CS des
522699	Secrétariat juridique (ASP)	17	Chênes, CS des
531499	Sommellerie (ASP)	17	Chênes, CS des

Énergie, CS de l'

515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	03	Capitale, CS de la
523699	Vente de voyages (DEP)	03	Capitale, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 9

05 - ESTRIE

Hauts-Cantons, CS des

531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la

Sommets, CS des

531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
523499	Soudage haute pression (ASP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 6

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte / *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
06 - MONTRÉAL			
Marguerite-Bourgeoys, CS			
532699	Photographie (DEP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
522699	Secrétariat juridique (ASP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
522799	Secrétariat médical (ASSP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 3			
07 - OUTAOUAIS			
Coeur-des-Vallées, CS au			
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
526499	Lancement d'une entreprise (ASP)	07	Draveurs, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
Draveurs, CS des			
521199	Entretien général d'immeubles (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
530999	Gestion d'une entreprise de la construction (ASP)	12	Navigateurs, CS des
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des			
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
531199	Cuisine (DEP)	07	Coeur-des-Vallées, CS au
526499	Lancement d'une entreprise (ASP)	07	Draveurs, CS des
515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	07	Coeur-des-Vallées, CS au
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
Portages-de-l'Outaouais, CS des			
530999	Gestion d'une entreprise de la construction (ASP)	12	Navigateurs, CS des
Nombre d'ententes pour cette région : 11			
09 - CÔTE-NORD			
Estuaire, CS de l'			
529099	Abattage manuel et débardage forestier (DEP)	03	Capitale, CS de la
Fer, CS du			
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
Nombre d'ententes pour cette région : 2			
10 - NORD DU QUÉBEC			
Crie, CS			
509299	Forage et dynamitage (DEP)	10	Baie-James, CS de la
508899	Sciage (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
Nombre d'ententes pour cette région : 2			
11 - GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE			
Chic-Chocs, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	11	René-Lévesque, CS
531799	Assistance à la personne à domicile(DEP)	11	René-Lévesque, CS
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	11	René-Lévesque, CS

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	11	René-Lévesque, CS
526899	Boucherie de détail (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	11	René-Lévesque, CS
523499	Soudage haute pression (ASP)	01	Phares, CS des
Îles, CS des			
526899	Boucherie de détail (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de
521299	Secrétariat (DEP)	11	Chic-Chocs, CS des
René-Lévesque, CS			
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	01	Phares, CS des

Nombre d'ententes pour cette région : 10

12 - CHAUDIÈRE - APPALACHES

Appalaches, CS des			
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	12	Beauce-Etchemin, CS de la
Beauce-Etchemin, CS de la			
531199	Cuisine (DEP)	12	Côte-du-Sud, CS de la
522799	Secrétariat médical (ASP)	03	Premières-Seigneuries, CS des
Navigateurs, CS des			
506899	Épilation à l'électricité (ASP)	03	Capitale, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 4

15 - LAURENTIDES

Pierre-Neveu, CS			
530299	Assistance technique en pharmacie (DEP)	15	Rivière-du-Nord, CS de la
526099	Mécanique industrielle de construction et d'entretien (DEP)	15	Rivière-du-Nord, CS de la
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la			
532799	Décoration intérieure et présentation visuelle (DEP)	03	Découvreurs, CS des
522199	Procédés infographiques (DEP)	03	Découvreurs, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	15	Rivière-du-Nord, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 5

16 - MONTÉRÉGIE

Grandes-Seigneuries, CS des			
506899	Épilation à l'électricité (ASP)	16	Hautes-Rivières, CS des
New Frontiers, CS			
582599	Health, Assistance and Nursing (DEP)	16	Riverside, CS

Nombre d'ententes pour cette région : 2

17 - CENTRE-DU-QUÉBEC

Bois-Francs, CS des			
524599	Coiffure (DEP)	17	Chênes, CS des
531199	Cuisine (DEP)	17	Chênes, CS des
503599	Esthétique (DEP)	17	Chênes, CS des

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
519599	Soudage-montage (DEP)	17	Chênes, CS des
522399	Techniques d'usinage (DEP)	17	Chênes, CS des
Chênes, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
532499	Cuisine du marché (ASP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
532199	Vente-conseil (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
Riveraine, CS de la			
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
530999	Gestion d'une entreprise de la construction (ASP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
514699	Mécanique de machines fixes (DEP)	03	Capitale, CS de la
Nombre d'ententes pour cette région : 14			

Nombre d'ententes pour l'ensemble des régions : 110

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Ententes entre commissions scolaires 2012-2013
Classement par région administrative et par commission scolaire hôte

Organisme hôte / *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
01 - BAS-SAINT-LAURENT			
Eastern Shores, CS			
576099	Industrial Construction and Maintenance Mechanics (DEP)	05	Eastern Townships, CS
Fleuve-et-des-Lacs, CS du			
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de, CS des
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de, CS des
521199	Entretien général d'immeubles (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de, CS des
516799	Production laitière (DEP)	01	Phares, CS des
Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de			
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
526299	Pâtes et papiers - Opérations (DEP)	11	René-Lévesque, CS
523499	Soudage haute pression (ASP)	01	Phares, CS des
522999	Soutien informatique (DEP)	11	René-Lévesque, CS
Monts-et-Marées, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	01	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	L??	Fleuve-et-des-Lacs, CS du
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
531199	Cuisine (DEP)	11	Chic-Chocs, CS des
528199	Électromécanique de systèmes automatisés (DEP)	11	Chic-Chocs, CS des
528199	Électromécanique de systèmes automatisés (DEP)	11	Chic-Chocs, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	11	René-Lévesque, CS
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	11	René-Lévesque, CS
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	11	René-Lévesque, CS
Phares, CS des			
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	11	René-Lévesque, CS
530999	Gestion d'une entreprise de la construction (ASP)	12	Navigateurs, CS des
531099	Opération d'équipements de production (DEP)	01	Monts-et-Marées, CS des
Nombre d'ententes pour cette région : 24			
02 - SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN			
De La Jonquière, CS			
514699	Mécanique de machines fixes (DEP)	03	Capitale, CS de la

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte / Programme / Filière		Région / Organisme autorisé	
Lac-Saint-Jean, CS du			
506899	Épilation à l'électricité (ASP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
532099	Réalisation d'aménagements paysagers (DEP)	17	Riveraine, CS de la
522799	Secrétariat médical (ASP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
532199	Vente-conseil (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
Pays-des-Bleuets, CS du			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	02	De La Jonquière, CS
515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
517999	Protection et exploitation de territoires fauniques (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
522799	Secrétariat médical (ASP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
519499	Vente de pièces mécaniques et d'accessoires (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
Rives-du-Saguenay, CS des			
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
503099	Ébénisterie (DEP)	02	Lac-Saint-Jean, CS du
525899	Service-conseil à la clientèle en équipement motorisé (DEP)	15	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la
528999	Travail sylvicole (DEP)	02	Pays-des-Bleuets, CS du
Nombre d'ententes pour cette région : 17			
03 - CAPITALE - NATIONALE			
Capitale, CS de la			
532299	Intervention en sécurité incendie (DEP)	13	Laval, CS de
532299	Intervention en sécurité incendie (DEP)	13	Laval, CS de
Nombre d'ententes pour cette région : 2			
04 - MAURICIE			
Chemin-du-Roy, CS du			
526499	Lancement d'une entreprise (ASP)	04	Énergie, CS de l'
528399	Réception en hôtellerie (DEP)	06	Marguerite-Bourgeoys, CS
Énergie, CS de l'			
515499	Mécanique de véhicules légers (DEP)	02	Rives-du-Saguenay, CS des
522799	Secrétariat médical (ASP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
Nombre d'ententes pour cette région : 4			
05 - ESTRIE			
Eastern Townships, CS			
531099	Opération d'équipements de production (DEP)	05	Hauts-Cantons, CS des
Hauts-Cantons, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
Sommets, CS des			

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la
523499	Soudage haute pression (ASP)	05	Région-de-Sherbrooke, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 9

06 - MONTRÉAL

Marguerite-Bourgeoys, CS

522699	Secrétariat juridique (ASP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la
522799	Secrétariat médical (ASP)	06	Pointe-de-l'Île, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 2

07 - OUTAOUAIS

Coeur-des-Vallées, CS au

531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
530399	Briquetage-maçonnerie (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
526499	Lancement d'une entreprise (ASP)	07	Draveurs, CS des

Draveurs, CS des

521199	Entretien général d'immeubles (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des

Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des

531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	07	Portages-de-l'Outaouais, CS des
531199	Cuisine (DEP)	07	Coeur-des-Vallées, CS au
526499	Lancement d'une entreprise (ASP)	07	Draveurs, CS des
532000	Réalisation d'aménagements paysagers (DEP)	07	Coeur-des-Vallées, CS au

Nombre d'ententes pour cette région : 9

09 - Côte-Nord

Estuaire, CS de l'

521199	Entretien général d'immeubles (DEP)	03	Premières-Seigneuries, CS des

Fer, CS du

527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'

Littoral, CS du

531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	09	Fer, CS du
581699	Assistance in Health Care Facilities (DEP)	11	Eastern Shores, CS
531199	Cuisine (DEP)	11	Chic-Chocs, CS des
581799	Home Care Assistance (DEP)	11	Eastern Shores, CS

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte Programme / Filière		Région / Organisme autorisé	
Moyenne-Côte-Nord, CS de la			
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	09	Fer, CS du
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	09	Fer, CS du
528199	Électromécanique de systèmes automatisés (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
Nombre d'ententes pour cette région : 9			
10 - NORD DU QUÉBEC			
Crie, CS			
518999	Abattage et façonnage des bois (DEP)	10	Baie-James, CS de la
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	15	Pierre-Neveu, CS
575399	Diamond Drilling (DEP)	10	Baie-James, CS de la
526199	Extraction de minerai (DEP)	10	Baie-James, CS de la
525399	Forage au diamant (DEP)	10	Baie-James, CS de la
509299	Forage et dynamitage (DEP)	10	Baie-James, CS de la
526099	Mécanique industrielle de construction et d'entretien (DEP)	08	Harricana, CS
576199	Ore Extraction (DEP)	10	Baie-James, CS de la
529199	Transport par camion (DEP)	03	Premières-Seigneuries, CS des
579199	Trucking (DEP)	03	Premières-Seigneuries, CS des
Nombre d'ententes pour cette région : 10			
11 - GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE			
Chic-Chocs, CS des			
531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	11	René-Lévesque, CS
531799	Assistance à la personne à domicile(DEP)	11	René-Lévesque, CS
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	11	René-Lévesque, CS
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	11	René-Lévesque, CS
526899	Boucherie de détail (DEP)	01	Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	11	René-Lévesque, CS
522799	Secrétariat médical (ASP)	11	René-Lévesque, CS
523499	Soudage haute pression (ASP)	01	Phares, CS des
Eastern Shores, CS			
581999	Carpentry (DEP)	16	New Frontiers, CS
579599	Electricity (DEP)	06	Lester-B.-Pearson, CS
Îles, CS des			
521299	Secrétariat (DEP)	11	Chic-Chocs, CS des
Nombre d'ententes pour cette région : 11			
12 - CHAUDIÈRE - APPALACHES			
Appalaches, CS des			
526899	Boucherie de détail (DEP)	12	Côte-du-Sud, CS de la
Beauce-Etchemin, CS de la			
507999	Arboriculture-élagage (DEP)	03	Premières-Seigneuries, CS des
527399	Conduite de machinerie lourde en voirie forestière (DEP)	09	Estuaire, CS de l'
531199	Cuisine (DEP)	12	Côte-du-Sud, CS de la
528199	Électromécanique de systèmes automatisés (DEP)	12	Navigateurs, CS des
Navigateurs, CS des			

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

Organisme hôte *Programme / Filière*		*Région / Organisme autorisé*	
506899	Épilation à l'électricité (ASP)	03	Capitale, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 6

15 - LAURENTIDES

Pierre-Neveu, CS

526099	Mécanique industrielle de construction et d'entretien (DEP)	15	Rivière-du-Nord, CS de la

Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la

522199	Procédés infographiques (DEP)	03	Découvreurs, CS des

Nombre d'ententes pour cette région : 2

16 - MONTÉRÉGIE

Grandes-Seigneuries, CS des

506899	Épilation à l'électricité (ASP)	16	Hautes-Rivières, CS des

Hautes-Rivières, CS des

523499	Soudage haute pression (ASP)	16	Sorel-Tracy, CS de

Vallée-des-Tisserands, CS de la

523499	Soudage haute pression (ASP)	16	Sorel-Tracy, CS de

Nombre d'ententes pour cette région : 3

17 - CENTRE-DU-QUÉBEC

Bois-Francs, CS des

524599	Coiffure (DEP)	17	Chênes, CS des
531199	Cuisine (DEP)	17	Chênes, CS des
503599	Esthétique (DEP)	17	Chênes, CS des
526499	Lancement d'une entreprise (ASP)	17	Riveraine, CS de la
519599	Soudage-montage (DEP)	17	Chênes, CS des

Chênes, CS des

531799	Assistance à la personne à domicile (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
531699	Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
531999	Charpenterie-menuiserie (DEP)	04	Chemin-du-Roy, CS du
526499	Lancement d'une entreprise (ASP)	17	Riveraine, CS de la
533099	Mécanique de véhicules lourds routiers (DEP)	04	Énergie, CS de l'
532599	Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)	17	Bois-Francs, CS des
532199	Vente-conseil (DEP)	17	Bois-Francs, CS des

Riveraine, CS de la

514699	Mécanique de machines fixes (DEP)	03	Capitale, CS de la

Nombre d'ententes pour cette région : 13

Nombre d'ententes pour l'ensemble des régions : 121

N. B. Certaines demandes paraissent plus d'une fois car elles ont été demandées pour plus d'un centre de formation professionnelle ou pour des cohortes débutant à des moments différents.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Échéancier des travaux et coût de l'implantation de la réforme de l'éducation aux adultes. Tous les documents, notes, rapports, états de situation liés à cette réforme et copie des rapports de tous les comités mis sur pied afin de bonifier la réforme.

RÉPONSES

- Les buts des programmes d'études du nouveau curriculum en formation générale des adultes sont de permettre aux adultes en formation de :
  - exercer leurs principaux rôles sociaux;
  - s'adapter aux changements associés à l'économie du savoir;
  - poursuivre des études au collégial ou en formation professionnelle.

- L'élaboration des programmes d'études pour l'alphabétisation, le présecondaire et le premier cycle du secondaire est complétée depuis juillet 2007.

- Les programmes d'études du 2e cycle du secondaire :
  - une adaptation pour les adultes des programmes d'études de la formation générale des jeunes;
  - 15 programmes d'études sont approuvés par la ministre dont 12 sont disponibles depuis juillet 2011 et 3 depuis juillet 2012;
  - 3 programmes d'études sont en élaboration.
- Les instruments d'évaluation sont présentement en :
  - élaboration pour les cours de 4e et 5e secondaire;
  - production pour les autres niveaux scolaires par les commissions scolaires, et ce, par l'entremise de la Société de Gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS).

- Deux autres programmes d'études :
  - un programme d'études en intégration socioprofessionnelle est disponible depuis juillet 2011. Cette formation permet à l'adulte d'acquérir les compétences requises pour accéder au marché du travail et s'y maintenir;
  - un programme d'études en intégration sociale est en élaboration. Cette formation permet à l'adulte, notamment d'exercer pleinement ses activités de la vie courante et de jouer un rôle actif de citoyen.

Les coûts de l'implantation

Immobilisations :

- 21,5 M$ ont été alloués aux commissions scolaires en investissement pour l'aménagement de locaux spécialisés durant les années financières 2007-2008 à 2011-2012.

Soutien au réseau par l'amélioration des allocations de base :

- augmentation, en 2008-2009, de l'ordre de 5 M$ par année pour améliorer les paramètres de financement du nombre d'élèves financés par groupe au 1er cycle permettant de le réduire de 26 à 15;
- près de 13 M$ par année à compter de 2008-2009 pour mettre en place des services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers.

Soutien au réseau en allocations supplémentaires :

- ajout, en 2007-2008 d'une enveloppe de 6 M$ aux 0,5 M$ déjà consentis pour financer des journées dédiées à l'appropriation des programmes d'études par le personnel enseignant;
- une enveloppe près de 1 M$, depuis 2008-2009, pour la production de matériel pédagogique;
- près de 3,5 M$, depuis 2008-2009, pour l'ajout de ressources professionnelles et de soutien pour renforcer l'utilisation des technologies de l'information dans l'implantation du curriculum.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre d'enseignants et autres professionnels de l'éducation pour les années scolaires 2011-2012 et 2012-2013. Prévisions d'embauche pour 2013-2014. Fournir une ventilation par :

a) poste
b) statut d'emploi
c) région
d) commission scolaire
e) matière d'enseignement (pour les enseignants)

RÉPONSE

La majorité des données demandées ne seront disponibles qu'au printemps 2013.

Les données ci-dessous présentent le nombre (ou effectif) d'enseignants du secteur général des jeunes en poste le 30 septembre 2010 et 2011 (année scolaire 2011-2012), ainsi qu'une projection des recrutements requis pour le 30 septembre 2012 (année scolaire 2012-2013). Aucune information statistique observée concernant le nombre d'enseignants n'est disponible à ce jour pour l'année 2012-2013[1] ni de prévisions d'embauche pour 2013-2014.

L'effectif enseignant correspond au nombre de personnes exerçant principalement la fonction d'enseignant auprès des élèves des commissions scolaires au 30 septembre 2011. Ces données proviennent du système du personnel des commissions scolaires (PERCOS).

La projection des recrutements de personnel enseignant provient de **l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant** que le Ministère produit annuellement pour chacune des commissions scolaires. Ces projections sont disponibles uniquement pour la formation générale des jeunes des commissions scolaires et visent exclusivement l'effectif enseignant de statut régulier ou temporaire. Il n'y a pas de prévisions de départs.

Aucune donnée statistique n'est disponible pour les autres professionnels de l'éducation en 2011-2012, ni en 2012-2013. Aucune projection des recrutements n'est réalisée pour cette catégorie d'employés.

a) par poste : données non disponibles

b) par statut d'emploi :

Tableau de l'effectif enseignant au 30 septembre 2010 et 2011 selon le statut d'emploi et projection des recrutements d'enseignants pour l'année 2012-2013

Statut d'emploi	Effectif au 30 septembre 2010	Effectif au 30 septembre 2011	Projection des recrutements 2012-2013*
Effectif enseignant	**73 764**	**74 925**	**4 805**
Statut : régulier	52 375	52 901	n.d.
Statut : à temps partiel	13 462	13 527	n.d.
Statut : personnel d'appoint	7 927	8 497	n.d.

Source des projections : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version janvier 2013
Source de l'effectif au 30 septembre : Système PERCOS
* La projection des recrutements concerne uniquement les enseignants réguliers et à temps partiel.

[1] Les données d'observation au 30 septembre 2012 seront disponibles autour de mai 2013.

c) par région :

Tableau de l'effectif enseignant au 30 septembre 2010 et 2011 et projection des recrutements pour 2012-2013 selon la région administrative			
Région administrative	Effectif au 30 septembre 2011	Effectif au 30 septembre 2011	Projection des recrutements 2012-2013*
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 103	1 134	75
Bas-Saint-Laurent	2 073	2 125	123
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 675	2 705	131
Capitale-Nationale	5 806	5 840	390
Chaudière-Appalaches	4 010	4 012	217
Mauricie	2 061	2 105	100
Centre-du-Québec	2 242	2 295	116
Estrie	3 136	3 171	197
Montérégie	13 464	13 638	803
Montréal	15 672	16 018	1 104
Laval	4 223	4 399	280
Lanaudière	4 348	4 389	236
Laurentides	5 511	5 529	331
Outaouais	3 614	3 676	304
Abitibi-Témiscamingue	1 689	1 718	121
Côte-Nord	1 031	1 028	77
Nord-du-Québec	1 106	1 143	200
Total	**73 764**	**74 925**	**4 805**

Source des prévisions : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version janvier 2013

Source de l'effectif au 30 septembre : Système PERCOS

* La projection des recrutements concerne uniquement les enseignants réguliers et à temps partiel.

d) par commission scolaire :

Tableau de l'effectif enseignant au 30 septembre 2010 et 2011 et projection des recrutements pour 2012-2013 par commission scolaire				
Région administrative	Commission scolaire	Effectif au 30 septembre 2010	Effectif au 30 septembre 2011	Projection des recrutements 2012-2013*
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La commission scolaire des Îles	130	141	9
	La commission scolaire des Chic-Chocs	320	322	19
	La commission scolaire René-Lévesque	476	472	31
	La commission scolaire Eastern Shore	177	199	16
Bas-Saint-Laurent	La commission scolaire des Monts-et-Marées	435	428	24
	La commission scolaire des Phares	734	769	48
	La commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	386	393	22
	La commission scolaire de Kamouraska - Rivière-du-Loup	518	535	29
Saguenay-Lac-Saint-Jean	La commission scolaire du Pays-des-Bleuets	601	598	24
	La commission scolaire du Lac-Saint-Jean	512	519	34
	La commission scolaire des Rives-du-Saguenay	945	957	40
	La commission scolaire De La Jonquière	617	631	33
Capitale-Nationale	La commission scolaire de Charlevoix	277	278	16
	La commission scolaire de la Capitale	1 781	1 823	108
	La commission scolaire des Découvreurs	987	984	66
	La commission scolaire des Premières-Seigneuries	1 822	1 821	135
	La commission scolaire de Portneuf	492	496	33
	La commission scolaire Central Québec	447	438	32
Chaudière-Appalaches	La commission scolaire de la Côte-du-Sud	727	733	37
	La commission scolaire des Appalaches	410	394	19
	La commission scolaire de la Beauce-Etchemin	1 330	1 325	62
	La commission scolaire des Navigateurs	1 543	1 560	99
Mauricie	La commission scolaire du Chemin-du-Roy	1 277	1 289	74
	La commission scolaire de l'Énergie	784	816	26
Centre-du-Québec	La commission scolaire de la Riveraine	428	443	21
	La commission scolaire des Bois-Francs	908	934	44
	La commission scolaire des Chênes	906	918	51
Estrie	La commission scolaire des Hauts-Cantons	499	501	32
	La commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	1 457	1 497	81
	La commission scolaire des Sommets	677	679	50
	La commission scolaire Eastern Townships	503	494	34
Montérégie	La commission scolaire de Sorel-Tracy	447	454	16
	La commission scolaire de Saint-Hyacinthe	933	963	62
	La commission scolaire des Hautes-Rivières	1 370	1 408	50
	La commission scolaire Marie-Victorin	2 611	2 583	173
	La commission scolaire des Patriotes	2 329	2 367	162
	La commission scolaire du Val-des-Cerfs	1 237	1 251	80
	La commission scolaire des Grandes-Seigneuries	1 697	1 734	78
	La commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	708	716	25
	La commission scolaire des Trois-Lacs	1 015	1 040	80
	La commission scolaire Riverside	794	795	49
	La commission scolaire New Frontiers	323	327	28

Montréal	La commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	2 389	2 462	211
	La commission scolaire de Montréal	6 230	6 319	453
	La commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	3 261	3 381	259
	La commission scolaire English-Montréal	1 919	1 944	86
	La commission scolaire Lester-B.-Pearson	1 873	1 912	95
Laval	La commission scolaire de Laval	3 003	3 170	209
	La commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	1 220	1 229	71
Lanaudière	La commission scolaire des Affluents	2 619	2 655	154
	La commission scolaire des Samares	1 729	1 734	82
Laurentides	La commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	2 721	2 769	155
	La commission scolaire de la Rivière-du-Nord	1 687	1 693	113
	La commission scolaire des Laurentides	722	688	37
	La commission scolaire Pierre-Neveu	381	379	26
Outaouais	La commission scolaire des Draveurs	1 214	1 239	87
	La commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	992	1 042	95
	La commission scolaire au Cœur-des-Vallées	487	486	44
	La commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	292	281	24
	La commission scolaire Western Québec	629	628	54
Abitibi-Témiscamingue	La commission scolaire du Lac-Témiscamingue	205	205	16
	La commission scolaire de Rouyn-Noranda	448	444	38
	La commission scolaire Harricana	301	316	20
	La commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	473	488	35
	La commission scolaire du Lac-Abitibi	262	265	12
Côte-Nord	La commission scolaire du Littoral	126	111	12
	La commission scolaire de l'Estuaire	438	431	24
	La commission scolaire du Fer	383	403	32
	La commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	84	83	9
Nord-du-Québec	La commission scolaire crie	467	470	80
	La commission scolaire Kativik	456	478	105
	La commission scolaire de la Baie-James	183	195	15
Total		**73 764**	**74 925**	**4 805**

Source des prévisions : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version janvier 2013

Source de l'effectif au 30 septembre : Système PERCOS

* La projection des recrutements concerne uniquement les enseignants réguliers et à temps partiel.

e) par matière d'enseignement (pour les enseignants) :

Tableau de l'effectif enseignant au 30 septembre 2010 et 2011 projection des recrutements pour 2012-2013 selon la matière enseignée			
Matière	Effectif au 30 septembre 2011	Effectif au 30 septembre 2011	Projection des recrutements 2012-2013*
Adaptation scolaire	10 103	10 234	661
Titulaire préscolaire	4 855	5 066	523
Titulaire primaire	22 253	22 847	1 691
Langue d'enseignement	4 273	4 174	193
Maths et sciences	6 191	6 053	289
Étique et culture religieuse	877	842	63
Sciences humaines	2 511	2 429	93
Informatique	90	70	14
Langue seconde	5 058	5 028	390
Éducation physique	4 201	4 299	256
Musique	1 817	1 809	187
Arts plastiques	1 361	1 377	105
Classes d'accueil	747	744	63
Autres matières	9 427	9 953	277
Total	**73 764**	**74 925**	**4 805**
Source des prévisions : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version janvier 2013			
Source de l'effectif au 30 septembre : Système PERCOS			
* La projection des recrutements concerne uniquement les enseignants réguliers et à temps partiel.			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour l'année scolaire 2012-2013.

Effectif total et nombre d'embauches effectuées pour les années scolaires 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Prévisions de l'embauche des ressources professorales liées à l'enseignement de l'anglais au deuxième cycle du primaire pour 2012-2013.

RÉPONSE

La donnée la plus récente concernant le nombre d'enseignants d'anglais, langue seconde, au primaire dans les commissions scolaires francophones est celle du 30 septembre 2011 : 1582 enseignants.

Pour 2012-2013, le besoin en recrutement des enseignants pour l'anglais, langue seconde, à l'enseignement primaire est estimé à environ 184 enseignants pour les commissions scolaires francophones. Il est à noter que les données ne sont pas ventilées par cycle d'enseignement.

Le tableau suivant présente le nombre d'enseignants dont la tâche principale est l'enseignement de l'anglais, langue seconde, à l'enseignement primaire, dans les commissions scolaires francophones. Il s'agit du portrait au 30 septembre de chaque année scolaire.

Nombre d'enseignants dont la tâche principale est l'anglais, langue seconde, à l'enseignement primaire dans les commissions scolaires francophones et nombre de nouvelles personnes embauchées		
Au 30 septembre	**Nombre d'enseignants**	**Nombre de nouvelles personnes embauchées**
2007	1495	144
2008	1520	116
2009	1518	104
2010	1535	99
2011	1582	100

Source : Direction de la formation et de la titularisation du personnel scolaire en collaboration avec la Direction des statistiques et de l'information décisionnelle, données extraites le 10 janvier 2013.

N°: 77

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des établissements scolaires ayant fermé leurs portes depuis 2007-2008, par région et par année.

RÉPONSE

La liste des bâtiments ayant fermé leurs portes depuis 2007-2008 est présentée en annexe.

Les listes des bâtiments ayant fermé leurs portes pour les années scolaires 2011-2012 et 2012-2013 ne sont pas disponibles puisqu'une validation avec les données sur l'effectif scolaire par école doit être effectuée. Ces données ne seront disponibles que vers la mi-avril 2013 pour l'année scolaire 2011-2012 et vers la mi-avril 2014 pour l'année scolaire 2012-2013.

Par l'expression « fermeture d'école », on entend la décision de fermer un bâtiment où il y a présence d'élèves à l'enseignement primaire ou secondaire pour une année scolaire donnée et dans lequel on ne retrouvera plus d'élèves à la formation générale des jeunes l'année scolaire suivante.

N°: 77
Annexe

LISTE DES BÂTIMENTS DONT LA DÉCISION DE FERMER LEURS PORTES A ÉTÉ PRISE DANS L'ANNÉE SCOLAIRE, PAR RÉGION ET DEPUIS 2007-2008

Région administrative	Année scolaire	Bâtiment	Nom bâtiment
01 Bas-Saint-Laurent			
	2007-2008	711005	Albertville
	2007-2008	711044	Sainte-Irène
	2007-2008	712009	Pavillon Notre-Dame-de-Lourdes
	2007-2008	713041	De la Chanterelle
	2008-2009	711049	Albert-Morin
	2008-2009	713105	Maria-Goretti
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean			
	2008-2009	722087	Le Maillon
03 Capitale-Nationale			
	2007-2008	732034	Centre d'enseignement primaire Stadacona
	2007-2008	734102	De l'Assomption
	2008-2009	732011	L'Escabelle (Pavillon B)
	2010-2011	732029	Notre-Dame-de-Fatima
04 Mauricie			
	2009-2010	742044	Marie-Médiatrice
	2009-2010	742108	Maternelle Marie-Médiatrice
	2010-2011	741017	Le 41, rue Bellerive
05 Estrie			
	2008-2009	753058	Le Tremplin (Pavillon 1)
	2010-2011	753031	Ruche, pavillon de la Relance
06 Montréal			
	2008-2009	762270	Annexe Accès Nord
	2008-2009	887026	Des Nations
	2009-2010	888036	Bishop Whelan
	2009-2010	888043	Terry-Fox
07 Outaouais			
	2008-2009	771103	Raymond (Édifice A)
	2008-2009	771104	Raymond Maternelle (Édifice B)
	2008-2009	773034	Notre-Dame-de-la-Garde
	2009-2010	773006	Centrale
08 Abitibi-Témiscamingue			
	2008-2009	782002	Immaculée-Conception
	2008-2009	782017	Sainte-Thérèse-de-Destor
	2008-2009	784009	Saint-Martin
	2009-2010	781045	Laforce (Centrale)
	2009-2010	781051	Sainte-Anne

Région administrative	Année scolaire	Bâtiment	Nom bâtiment
12 Chaudière-Appalaches			
	2007-2008	824006	Petits-Cheminots (Fourmilière)
	2007-2008	851018	Pavillon ESP
	2008-2009	821073	De Saint-Adalbert
	2008-2009	851003	Pavillon Deux-Montagnes
	2008-2009	854038	Notre-Dame-des-Anges
	2010-2011	822049	Édifice D'Auteuil
16 Montérégie			
	2007-2008	869039	CFP Paul-Gérin-Lajoie
	2008-2009	864015	Des Quatre-Vents
	2008-2009	864057	Samuel-De Champlain

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Liste des établissements scolaires ayant ouvert leurs portes depuis 2007-2008, par région et par année.

RÉPONSE

Les écoles ayant ouvert leurs portes depuis l'année scolaire 2007-2008 sont présentées en annexe.

N° : 78
Annexe

ÉCOLES OUVERTES DEPUIS L'ANNÉE SCOLAIRE 2007-2008

Région administrative	Année scolaire	Nom immeuble / Commission scolaire	P = Primaire S = Secondaire
03 Capitale-Nationale	2008-2009	de la Grande-Hermine CS de la Capitale	P
04 Mauricie	2012-2013	École primaire d'éducation internationale CS du Chemin-du-Roy	P
06 Montréal	2007-2008	Enfants-du-Monde CS Marguerite-Bourgeoys	P
	2009-2010	Saint-Luc, annexe CS de Montréal	S
	2011-2012	Birchwood CS Lester-B.-Pearson	P
	2012-2013	Jean-Nicolet Annexe CS de la Pointe-de-l'Île	P
	2012-2013	McLearon CS de la Pointe-de-l'Île	S
	2012-2013	Saint-Laurent, édifice Saint-Germain Annexe CS Marguerite-Bourgeoys	S
	2012-2013	L'Eau-Vive CS Marguerite-Bourgeoys	P
07 Outaouais	2010-2011	du Marais CS des Portages-de-l'Outaouais	P
	2011-2012	Christ-Roi (garçons) CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	S
	2012-2013	Nouvelle école à Gatineau CS des Portages-de-l'Outaouais	P
08 Abitibi-Témiscamingue	2009-2010	Des Explorateurs CS de l'Or-et-des-Bois	P
	2010-2011	Marie-Immaculée CS du Lac-Témiscamingue	P
10 Nord-du-Québec	2008-2009	Nouvelle école primaire à Waswanipi CS Crie	P
	2008-2009	Ikaarvik CS Kativik	P
	2012-2013	Waapinichikush CS Crie	P
13 Laval	2010-2011	Fleur-de-vie, Pavillon A CS de Laval	P
	2011-2012	L'Étincelle CS de Laval	P
	2011-2012	Saint-Charles CS de Laval	P
	2012-2013	Fleur-de-Vie, pavillon B CS de Laval	P
	2012-2013	Ulric-Debien CS de Laval	P
	2012-2013	Le Virage Annexe CS de Laval	P

Région administrative	Année scolaire	Nom immeuble / Commission scolaire	P = Primaire S = Secondaire
14 Lanaudière	2011-2012	Le Relais CS des Affluents	S
15 Laurentides	2008-2009	secondaire de Mirabel CS de la Rivière-du-Nord	S
	2011-2012	Mirabel-en-Haut CS de la Rivière-du-Nord	P
	2012-2013	Le Tremplin CS de la Rivière-du-Nord	S
	2012-2013	Nouvelle école primaire à Prévost CS de la Rivière-du-Nord	P
16 Montérégie	2007-2008	École régionale du Vent-Nouveau CS Marie-Victorin	S
	2009-2010	Sacré-Cœur CS des Patriotes	S
	2010-2011	J.-P.-Labarre CS des Patriotes	P
	2010-2011	Plein-Soleil CS des Grandes-Seigneuries	P
	2011-2012	du Boisé CS des Patriotes	P
	2011-2012	Eurêka CS du Val-des-Cerfs	P
	2012-2013	Nouvelle école primaire à Beloeil CS des Patriotes	P
	2012-2013	Nouvelle école primaire à Mercier CS des Grandes-Seigneuries	P
	2012-2013	de l'Hymne-au-Printemps CS des Trois-Lacs	P
	2012-2013	des Orioles CS des Trois-Lacs	P
17 Centre-du-Québec	2010-2011	le Relais CS des Chênes	P
	2011-2012	Aux Quatre-Vents CS des Chênes	P
	2012-2013	à l'Orée-des-Bois CS des Chênes	P

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants dans le cadre du renouveau pédagogique pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et prévisions pour 2012-2013.

RÉPONSE

Le renouveau pédagogique au secondaire à la formation générale des jeunes s'est terminé au terme de l'année scolaire 2008-2009.

Dans le cadre du renouveau pédagogique à la formation générale des adultes, le Ministère a versé les sommes suivantes pour la formation du personnel enseignant et du personnel des directions d'écoles :

- Année scolaire 2009-2010 : 6,5 M$.
- Année scolaire 2010-2011 : 6,4 M$.
- Année scolaire 2011-2012 : 6,4 M$.

Dans le cadre du renouveau pédagogique à la formation générale des adultes, le Ministère a réservé un budget de 6,5 M$ pour la formation du personnel enseignant et pour celui des directions d'école pour l'année scolaire 2012-2013. De cette somme, 5,3 M$ sont alloués a priori.

N° : 80

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
Demande de renseignements particuliers requis par le deuxième groupe d'opposition

---

QUESTION

Liste, calendrier et budget destinés aux mesures de formation qui sont offertes aux enseignants(es) lors de l'année scolaire 2011-2012, en regard de la réforme scolaire. Prévisions pour l'année scolaire 2012-2013.

RÉPONSE

Le Ministère ne possède pas les renseignements concernant la liste et le calendrier des mesures de formation qui sont offertes aux enseignantes et aux enseignants au regard de la réforme scolaire.

Pour le budget destiné aux mesures de formation offertes aux enseignantes et aux enseignants pour l'année scolaire 2011-2012 et les prévisions pour l'année scolaire 2012-2013, veuillez vous référer à la question N° : 79.